UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

ÉCOLE DOCTORALE DES SCIENCES JURIDIQUES (ED 101)

CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (LR CEIPI – UR 4375)

THÈSE présentée par :

Anna LAWRYNOWICZ-DREWEK

soutenue le : **19 décembre 2024**

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'université de Strasbourg**

Discipline/ Spécialité : Droit privé

Le droit processuel appliqué au contentieux des brevets à l'aune de la Juridiction unifiée du brevet : Quel rôle pour la Cour de justice de l'Union européenne ?

THÈSE dirigée par :

Monsieur GEIGER Christophe	Professeur, Université de Strasbourg / l'Université Luiss Guido Carlo, Rome, Italie

RAPPORTEURS :

Monsieur BINCTIN Nicolas	Professeur, Université de Poitiers
Monsieur MANDERIEUX Laurent	Professeur, Université L. Bocconi de Milan, Italie

---

AUTRES MEMBRES DU JURY :

Madame BERROD Frédérique	Professeure, Sciences Po Strasbourg
Madame BOUVERESSE Aude	Professeure, Université de Strasbourg
Monsieur DHENNE Matthieu	Docteur en droit, Avocat au Barreau de Paris
Monsieur GRABINSKI Klaus	Magistrat, Président de la Cour d'appel de la Juridiction unifiée du brevet, Luxembourg
Monsieur MULATIER Laurent	Responsable du service contentieux, INPI

L'université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier, en premier lieu, Monsieur le Professeur Christophe Geiger, pour la direction de cette thèse et sa confiance inébranlable témoignée durant toutes les années de travail.

Je remercie vivement les rapporteurs Monsieur le Professeur Nicolas Binctin et Monsieur le Professeur Laurent Manderieux pour leurs analyses éclairées et constructives de la thèse. Je remercie également, les membres de jury, Madame la Professeure Frédérique Barrod, Madame la Professeure Aude Bouveresse, Monsieur le Juge Klaus Grabinski, Maître Matthieu Dhenne et Monsieur Laurent Mulatier pour leur disponibilité et des échanges stimulants.

Je tiens à remercier très chaleureusement la Région Grand Est, ainsi que l'INPI, qui avaient apporté le soutien financier à la présente thèse. Ce dernier, ne serait pas possible sans une contribution des membres du CEIPI, qui l'avaient rendu ce projet possible. En particulier, mes vifs remerciements s'adressent à Madame Ionela Asandulesei, la responsable des relations internationales, des partenariats et des projets et Monsieur Stéphane Thomas, le secrétaire général du CEIPI. Leur soutien, leurs encouragements et, surtout, leur gestion administrative sans faille de celle-ci m'avaient permis de mener la thèse à son terme.

J'adresse également mes remerciements aux membres des comités de suivi : Madame Céline Meyrueis, Madame la Professeure Aude Bouveresse, Monsieur le Professeur Emmanuel Py ainsi que Monsieur Jean-Marc Deltorn. Ces rencontres annuelles étaient toujours une occasion pour des discussions vives et bienveillantes sur les pistes de réflexion sur la thèse. De même, je tiens à remercier l'ensemble des collègues du CEIPI. Bien qu'il me soit difficile de nommer l'ensemble des noms composant la grande « famille du CEIPI », je tiens à présenter mes remerciements à, entre autres, Madame Sabine Zorn, Madame Stéphanie Strasser, Monsieur Alain Messmer, Madame Natalia Kapyrina, Madame Natasha Mangal, Madame Sunimal Mendis, Madame Elena Izyumenko, Madame Camille Vallaud, Madame Deborah Hertz, Madame Julie Dagher, Monsieur Romain Soustelle, Madame Tamar Khuchua, Madame Teresa Calixto, Madame Clara Ducimetiere, Monsieur Xavier Seuba, Madame Stéphanie Carre, et Monsieur Franck Macrez. Je remercie également les membres de la Faculté de droit et de sciences politiques de Strasbourg pour leur soutien et de nombreux échanges enrichissants que nous avons pu entretenir. En particulier, je remercie Monsieur le Professeur Patrice Hilt, Monsieur le Professeur Nicolas Rontchevsky, Monsieur Hugues Michelin-Brachet, Madame la

Professeure Bénédicte Girard, et Monsieur Nicolas Nord de m'avoir confié les travaux dirigés qui étaient des expériences cruciales dans le cadre de travail de recherche. Elles m'avaient permis de prendre du recul nécessaire, ainsi qu'à m'ouvrir et m'affirmer dans d'autres domaines que celle de la propriété intellectuelle.

Mes vifs remerciements s'adressent, également, à Maître Julie Bukulin pour la relecture de cette thèse, ses conseils et son soutien. De même, je souhaite exprimer ma reconnaissance envers Monsieur Abderrahmane Zaouali qui m'avait accompagné durant les années d'écriture de la thèse, pour son soutien infaillible et sa confiance inébranlable.

Je remercie, enfin, très chaleureusement l'ensemble de mes amis, mes proches ainsi que ma famille pour leurs encouragements, leur accompagnement, leur patience et leur soutien indéfectible durant toutes les années de travail.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 1

PARTIE 1 : L'ÉTENDUE LIMITÉE DU RÔLE DE LA CJUE À L'AUNE DE LA JUB 51

TITRE 1 : L'INTÉGRATION DES *ACQUIS* D'APPLICATION HORIZONTALE 53

Chapitre 1 : L'intégration formelle des droits fondamentaux 55

Chapitre 2 : L'intégration perfectible des règles de la coopération judiciaire 129

TITRE 2 : L'INTÉGRATION DES *ACQUIS* D'APPLICATION VERTICALE 197

Chapitre 1 : Le cadre juridique riche 200

Chapitre 2 : Le cadre juridique limité 246

PARTIE 2 : LE RENFORCEMENT NÉCESSAIRE DU RÔLE DE LA CJUE À L'AUNE DE LA JUB 271

TITRE 1 : LES JUSTIFICATIONS DU RENFORCEMENT DU RÔLE DE LA CJUE 272

Chapitre 1 : Les justifications juridiques : la recherche de cohérence 273

Chapitre 2 : Les justifications pratiques : la recherche d'application uniforme du droit 308

TITRE 2 : LES PROPOSITIONS DU RENFORCEMENT DU RÔLE DE LA CJUE 353

Chapitre 1 : Les propositions de l'harmonisation horizontale 354

Chapitre 2 : Les propositions de l'harmonisation verticale 370

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

Aff.	Affaire
AJUB	Accord relatif à la juridiction unifiée du brevet
al.	Alinéa
Art.	Article(s)
BEN	Brevet essentiel à la mise en œuvre d'une norme technologique
BLI	Business Law International
C./	Contre
CA de la JUB	Cour d'appel de la Juridiction unifiée du brevet
CBE	Convention sur le brevet européen
CCP	Certificat complémentaire de protection
CDE	Cahiers de droit de l'entreprise (LexisNexis)
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE	Communauté économique européenne
Charte des DFUE	Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
chron.	Chronique
CJCE	Cour de Justice des Communautés européennes
CJUE	Cour de Justice de l'Union européenne
coll.	Collection
COM	Commission européenne
comm.	Commentaire
Concl.	Conclusions
Consid.	Considérant
contra	En sens contraire
Conv. EDH	Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
Cour EDH	Cour européenne des droits de l'Homme
D.	Recueil Dalloz

dir.	Sous la direction de
Directive 2004/48	Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle
doctr.	Doctrine
E.L. Rev.	European Law Review (Sweet & Maxwell)
éd.	Edition
EIPR	European Intellectual Property Review (Sweet & Maxwell)
EJRR	European Journal of Risk Regulation (Cambridge)
Et a.	Et autres
Europe	Revue Europe
Gaz. Pal.	Gazette du Palais (Lextenso)
GC	Grande chambre
I.P.Q.	Intellectual Property Quarterly (Sweet & Maxwell)
Ibid.	Ibidem (au même endroit)
IBLJ	International Business Law Journal (Thomas Reuters)
ICLQ	International & Comparative Law Quarterly (Cambridge)
IIC	International Review of Intellectual Property and Competition Law (Springer)
in	Dans
infra	Ci-dessous
JCP E	La Semaine juridique - Édition Entreprise et affaires (LexisNexis)
JIPLP	Journal of Intellectual Property Law & Practice (Oxford)
JO	Journal officiel
JOCE	Journal officiel des Communautés européennes
JOUE	Journal officiel de l'Union européenne
JUB	Juridiction unifiée du brevet
LESI	Licensing Executives Society International
LPA	Les Petites Affiches
Mél.	Mélanges en l'honneur de

n°	Numéro
Obs.	Observations
OEB	Office européen des brevets
ONU	Organisation des Nations Unies
op. cit.	Opus citatum (dans l'ouvrage cité)
Pharm. Pat. Anal.	Pharmaceutical Patent Analyst (Taylor & Francis)
PME	Petites et moyennes entreprises
préc.	Précité
préf.	Préface
Propr. Industr.	Propriété industrielle (LexisNexis)
Propr. intell.	Revue Propriétés intellectuelles
PUF	Presses Universitaires de France
QMJIP	Queen Mary Journal of Intellectual Property
R.D.C.-T.B.H.	Revue de Droit Commercial Belge / Tijdschrift voor Belgisch Handelsrecht
RAE-LEA	Revue des affaires européennes (Law & European Affairs)
Rapp.	Rapport
rappr.	Rapprocher
Rec.	Recueil des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne
RePro	Revista do processo (Thomas Reuters)
Rev. crit. DIP	Revue critique de droit international privé
Rev. UE	Revue de l'Union européenne (Dalloz)
RIDE	Revue internationale de droit économique
RPJUB	Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet
RTD com.	Revue trimestrielle de droit commercial (Dalloz)
RTD eur.	Revue trimestrielle de droit européen (Dalloz)
sect.	Section
somm.	Sommaire

spéc.	Spécialement
suppl.	Supplément
supra	Ci-dessus
t.	tome
TCE	Traité instituant la Communauté européenne
TCEE	Traité instituant la Communauté économique européenne
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
TUE	Traité sur l'Union européenne
UE	Union européenne
V.	Voir
vol.	Volume

INTRODUCTION

« L'Europe est à géométrie variable.
Car, il existe au moins trois Europes juridiques,
celle, politique, de Bruxelles,
celle, des droits de l'homme, de Strasbourg,
et celle, des brevets de l'invention, de Munich. » [1]

1. Diversité — Fidèle à sa devise officielle « unis dans la diversité »[2], l'Union européenne (ci-après l'UE) promeut la construction d'une Europe unie malgré les différences culturelles, historiques, linguistiques, économiques et politiques de ses États membres. La diversité est ainsi entendue positivement comme un signe de richesse qui doit être mis en valeur plutôt qu'un obstacle aux rapprochements des États membres. Toutefois, l'histoire du contentieux des brevets en Europe démontre que la diversité peut susciter des difficultés majeures rendant la quête d'unité particulièrement complexe. En l'occurrence, il a fallu plus de soixante ans de négociations, d'incertitudes, d'espoirs et des désespoirs (sic !) pour qu'une juridiction spécialisée en contentieux des brevets puisse voir le jour. Le 1er juin 2023, la date de l'entrée en vigueur de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet[3] (ci-après l'AJUB), marque l'ouverture d'un nouveau chapitre dans l'histoire mouvementée du contentieux des brevets en Europe. Les diversités juridiques et linguistiques — des principales pommes de discorde — avaient cependant laissé d'importantes traces[4] dans la construction de la juridiction nouvelle.

---

[1] VÉRON Pierre, « Le contentieux de la propriété industrielle en Europe : état des lieux, stratégies et perspectives », in De Werra J. (dir.), *La résolution des litiges de propriété intellectuelle*, Schulthess, 2010, p. 59.

[2] En latin « In varietate concordia », la devise officielle de l'UE a été présentée pour la première fois le 4 mai 2000 par Madame Nicole Fontaine, la présidente du Parlement européen dans les années 1999-2002, à la suite d'un concours où les milliers des jeunes représentant quinze États membres de l'UE avaient soumis leurs propositions de devises. Un grand jury placé sous la direction de Monsieur Jacques Delors avait sélectionné la devise officielle. Depuis lors, elle avait été traduite dans toutes les langues officielles de l'UE et constitue un des symboles de l'Union européenne.

[3] « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[4] De traces si importantes que de nombreuses voix s'élèvent en faveur des alternatives à la juridiction nouvelle qui en raison de sa complexité et de son éloignement du droit de l'UE n'aboutirait pas un résultat souhaité. A titre d'exemple on peut citer trois contributions publiées en avril 2023 dans l'ouvrage « *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives* » dédiées aux alternatives à la JUB. V. DE VISSCHER Fernand, « Outline of some alternatives to the Unitary Patent Package, and in particular to the Unified Patent Court » ch. 25, p. 553-574 ; KUR Annette, « An Improved EU Trademark System? – Comments

2. Diversité juridique — Comme l'avait souligné Maître Pierre Véron, l'éminent avocat spécialisé en contentieux des brevets, il n'existe pas une Europe juridique, mais trois Europes juridiques : celle de Bruxelles, de Strasbourg et de Munich. Toutes les trois disposent d'un cadre juridique séparé ainsi que d'une structure juridique accompagnée d'un organe juridictionnel ou quasi juridictionnel propre.

3. De Bruxelles à Strasbourg — L'Europe de Bruxelles, qui représente l'UE, a débuté dans les années cinquante où la Communauté européenne a été instituée entre six États européens[5] dans l'optique de la gestion en commun de leurs industries du charbon et de l'acier[6]. Dès ses débuts, la communauté avait mis en place une juridiction — la Cour de justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier[7] — ayant pour mission de veiller à l'interprétation et l'application uniforme des règles prévues par le traité fondateur[8]. Quelques années plus tard, cette coopération a été étendue à d'autres secteurs économiques[9]. Depuis lors, tant territorialement que sur le plan de ses compétences, l'UE ne cesse de se développer[10]. Elle compte à ce jour vingt-sept États membres[11] et ses domaines de compétences recouvrent des domaines variés, y compris la coopération judiciaire, la protection des droits de la propriété intellectuelle et celle des droits de l'homme[12]. C'est dans ce dernier domaine que l'Europe de Bruxelles tisse des liens avec l'Europe

---

on a EU Trademark Inspired Alternative to the UPC System », ch. 26, p. 575-590 ; JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », ch. 27, p. 591-610.

[5] Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg.

[6] « Traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) signé le 18 avril 1951 », Doc. 11951K/TXT.

[7] Devenue en 1958, la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) ; à partir de 2009, la Cour a été renommée, depuis cette date jusqu'à aujourd'hui on parle de la Cour de justice de l'Union européenne (la CJUE).

[8] Art. 31 Traité CECA.

[9] « Traité instituant la Communauté économique européenne (CEE), signé à Rome le 25 mars 1957 », 11957E/TXT.

[10] On peut noter que la sortie du Royaume-Uni de l'UE, nommé « Brexit », en 2020 constitue une exception à la tendance générale tendant à l'élargissement de l'UE.

[11] Dans l'ordre de l'adhésion : Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark, Irlande, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande, Suède, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Slovénie, Bulgarie, Roumanie et Croatie.

[12] Les trois domaines mentionnés font partie des compétences partagées de l'UE. Les États membres peuvent légiférer dans ces domaines si l'UE a décidé de ne pas le faire ou si elle n'a pas encore proposé de législation. La compétence partagée s'oppose à la compétence exclusive où l'UE est seule habilitée à adopter des actes législatifs, p.ex. dans le cadre de la politique monétaire pour les pays de la zone euro ou des règles de concurrence pour le marché unique.

de Strasbourg représentée par le Conseil de l'Europe. Fondé en 1949[13] par dix États européens[14], le Conseil de l'Europe a pour mission de promouvoir la démocratie, protéger des droits de l'homme et l'État de droit. Pour remplir cette mission la Convention européenne des droits de l'homme[15] (ci-après la Conv. EDH) a été signée en 1950 et elle s'accompagne d'une juridiction — la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après la Cour EDH) — qui veille à son respect. Depuis sa constitution, le Conseil d'Europe a connu un élargissement exponentiel réunissant à ce jour quarante-six États contractants[16]. La jurisprudence de la Cour EDH constitue une référence incontournable en matière des droits de l'homme. Elle est régulièrement citée par les autres instances européennes telles que la CJUE[17] ou les chambres de recours de l'Office européen des brevets[18] (ci-après l'OEB), même si ni l'UE ni l'OEB n'avaient adhéré à la Conv. EDH. Il convient de noter qu'une telle adhésion a été prévue pour l'Europe de Bruxelles,[19] mais, pour l'heure, elle a connu un coup de frein suivant l'avis de la CJUE[20] aux termes duquel le projet d'adhésion était incompatible avec le droit de l'UE. En somme, l'Europe de Strasbourg a une influence certaine sur les Europes de Bruxelles et de Munich sans que les liens respectifs entre elles soient juridiquement établis.

4. Liens complexes entre Munich et Bruxelles — L'Europe de Munich, quant à elle, est exclusivement spécialisée en droit des brevets. Ses origines remontent aux années soixante-dix.

---

[13] « Statut du Conseil de l'Europe, signé à Londres, le 5 mai 1949 », Série des traités européens n° 1.

[14] Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas. Royaume-Uni, Irlande, Italie, Danemark, Norvège et Suède.

[15] « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5.

[16] Les vingt-sept États membres de l'UE ainsi qu'Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Islande, Lichtenstein, République de Moldova, Monaco, Monténégro, Macédoine du Nord, Norvège, Saint-Marin, Serbie, Suisse, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni. La Russie a été exclue du Conseil de l'Europe en mars 2022 (V. Résolution CM/Res(2022)2 sur la cession de la qualité de membre de la Fédération de Russie du conseil de l'Europe).

[17] P.ex. CJUE, 29 juill. 2019, C-469/17, Funke Medien NRW GmbH c. Bundesrepublik Deutschland, ECLI:EU:C:2019:623 pts. 73-74.

[18] P.ex. OEB, R 08/13, 20 mars 2015, ECLI:EP:BA:2015:R000813.20150320. pts. 2.1-2.4.

[19] Art. 6(2) du « Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007 », 2007/C 306/01: « L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités. » ; Respectivement art. 59 (2) de la « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5 précise que « L'Union européenne peut adhérer à la présente Convention. »

[20] CJUE [AP], 18 déc. 2014, Avis 2/13, ECLI:EU:C:2014:2454.

C'est à cette époque que fut signée la Convention sur le brevet européen[21] (ci-après la CBE) donnant la naissance à l'OEB. Ce dernier a pour la mission de délivrer des brevets européens tels que définis par la CBE. Dans cette mission, l'OEB dispose d'un organe quasi juridictionnel — des chambres de recours — qui se prononce sur les décisions rendues par l'Office. Il est important de noter que les États signataires initialement au nombre de seize aujourd'hui sont au nombre de trente-neuf[22]. Ils sont complétés par un État qui autorise l'extension du brevet européen[23] et quatre États qui autorisent la validation du brevet européen situés, pour certains, hors continent européen[24]. L'importance de l'OEB n'est plus à démontrer aujourd'hui tant au niveau régional qu'international[25]. Or, cette place grandissante de l'OEB dans le domaine des brevets n'est pas passée inaperçue du côté de l'Europe du Bruxelles. Cette dernière, initialement, poursuivait l'objectif de rapprochement économique de ses États membres[26], ce qui peut expliquer une certaine résistance initialement perçue à de premières tentatives d'harmonisation du droit communautaire en matière des brevets[27]. Or, la situation change aux alentours des années quatre-vingt-dix, où sous influence de développements à l'échelle internationale[28] combinés avec les avancements technologiques, l'UE entame des actions législatives plus poussées[29]. De cette manière, tout en soulignant l'importance des droits de la propriété intellectuelle dans le marché commun, l'UE s'intéresse à ces problématiques et commence à légiférer dans ce domaine[30]. Les

[21] « La Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que révisée par l'acte du 17 décembre 1991 et l'acte du 29 novembre 2000 », JO OEB 1/2007, édition spéciale.

[22] L'ensemble des États membres de l'UE ainsi qu'Albanie, Suisse, Royaume-Uni, Islande, Lichtenstein, Monaco, Monténégro, Macédoine du Nord, Norvège, Serbie, Saint-Marin et Turquie.

[23] Bosnie-Herzégovine.

[24] Il s'agit de Cambodge, Maroc, République de Moldavie et Tunisie.

[25] DREXL Josef, « An Institutional Perspective on the European Intellectual Property System: Will It Get Any Better? », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 51-52.

[26] ARTELSMAIR Georg, « A Comprehensive Patent System Needed For Europe », in Kur A., Luginbühl S. et Waage E. (ed.) *« ... Und sie bewegt sich doch! »: patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 6.

[27] « La Convention relative au brevet européen pour le marché commun dite "convention sur le brevet communautaire" signée à Luxembourg le 15 décembre 1975 », JO L 17 du 26.1.1976, p. 1-28 MULDER Cees A.M., *The patent deadlock*, Helze BV Publisher, 2018, p. 21-22.

[28] « Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994 », Annexe 1C de l'Accord instituant l'OMC.

[29] V. « 1. considère qu'il est impératif, pour le progrès économique et politique de la Communauté européenne, de parvenir avant le 31 décembre 1992 à l'achèvement du marché intérieur et qu'il importe, pour ce faire, d'employer les moyens nécessaires (...) » « Résolution sur l'Acte unique européen », JOCE, 12.1.1987, n° C7/105.

[30] Première directive en matière de la propriété intellectuelle : « Directive 89/104/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des États membres sur les marques », JO, n° L40, 11.02.1989, p. 1-7.

brevets n'échappent pas à cette tendance. Toutefois, contrairement aux autres droits de la propriété industrielle, en matière des brevets, le législateur européen privilégie des interventions ponctuelles, propres à tel ou tel type d'inventions[31]. Même si ces interventions peuvent paraître modestes, les conflits d'interprétation de certaines règles entre les chambres de recours de l'OEB et la CJUE ont pu voir le jour. Les deux Europes étant juridiquement indépendantes, aucune solution préétablie n'a pu être apportée. Pour l'heure, les instances de l'OEB avaient décidé de s'aligner à la jurisprudence de la CJUE dans l'optique d'un compromis amiable[32]. L'UE, faute de pouvoir juridique, exercerait une influence politique sur l'OEB[33]. L'ambition de l'UE et l'importance des brevets dans le contexte politique peuvent conduire, toutefois, l'UE à légiférer davantage en la matière et de nouvelles sources de conflits pourraient resurgir dans le futur.

5. Défi de conciliation — En somme, nous constatons qu'il existe une diversité juridique en Europe, il y a trois Europes, chacune disposant de son cadre juridique propre, et chacune englobant un territoire différencié. C'est ce cadre juridique varié qui constitue une raison première de la haute complexité du cadre juridique de la nouvelle juridiction spécialisée en droit des brevets. Le défi de taille des rédacteurs des textes fondateurs était de réunir, et surtout de concilier, les trois Europes au sein d'un même instrument. Le fruit de ce travail est marqué par de nombreux compromis, il en résulte que les missions de l'OEB — l'Europe de Munich — restent préservées tout en retenant que le cadre juridique de l'Europe de Bruxelles l'est également. Au vu de l'importance de l'Europe de Strasbourg et des liens tissés entre elle et les autres institutions, sa

---

[31] En particulier : « Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ L 213, 30.7.1998, p. 13–21 « Directive 2009/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur (version codifiée) », JO L 111 du 5.5.2009, p. 16–22 « Règlement (CE) n° 469/2009 du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments », OJ L 152, 16.6.2009, p. 1–10 « Règlement (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques », JO L 198 du 8.8.1996, p. 30–35 « Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales », JO n° L 227 du 01/09/1994 p. 0001 - 0030 « Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain », JO n° L 311 du 28/11/2001 p. 67-128 « Règlement (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relatif aux médicaments vétérinaires et abrogeant la directive 2001/82/CE », JO L 4 du 7.1.2019, p. 43–167.

[32] L'exemple le plus notable : OEB, G3/19, Poivron (suite de Tomates II et Broccoli II), 14.05.2020, ECLI:EP:BA:2020:G000319.20200514 Il s'agit de la décision par laquelle la Grande chambre renverse sa jurisprudence afin de s'aligner à l'interprétation de la CJUE. .

[33] SUEL Chloé, *Le rôle de la CJUE dans le contentieux sur le brevet unitaire*, Mémoire de recherche, CEIPI, Université de Strasbourg, 2017, p. 25 et s.

présence, certes indirecte, dans le cadre de la nouvelle juridiction sera bel et bien marquée. La nouvelle juridiction, instituée par le biais d'une convention internationale à son tour, et regroupant là encore un nombre différencié des États par rapport aux cadres déjà mentionnés, promet une exploration hors norme de différents territoires juridiques déjà existants et de leur fusion dans une *terra incognita.*

6. Diversité linguistique — La richesse linguistique dans le cadre de l'UE demeure un frein principal à une pleine unification du contentieux des brevets en Europe. Il s'agit d'un sujet complexe qui « relève du paradoxe puisque le brevet unique européen trouve sa cause dans la diversité linguistique et est parallèlement empêché par cette même diversité »[34]. À l'origine du problème se trouvent le caractère technique des brevets et celui de leurs contentieux. Traditionnellement, que le brevet soit national qu'européen, il doit être traduit dans la langue de l'État dans lequel la protection de l'invention est demandée. Cette obligation représente un avantage indéniable pour permettre à chacun de pouvoir prendre la connaissance du brevet enregistré et, le cas échant, entamer une action en justice si par exemple un doute plane sur la validité d'un tel brevet. Toutefois, un désavantage de cette solution se retrouve au niveau des frais de traduction[35], à supposer que le titulaire des droits sélectionne une vingtaine d'États pour la validation, cela suppose des traductions conséquentes dans chacune des langues nationales[36]. La volonté d'unification du titre des brevets s'est, dès lors, heurtée à un compromis indispensable, mais difficilement atteignable : réduire les frais de traductions tout en préservant que chaque personne puisse savoir ce qui est protégé par le droit exclusif et ce qui ne l'est pas. Au-delà de volet informationnel et économique, la question linguistique soulève des enjeux culturels,

---

[34] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 256 ; « Quant à la question des traductions, elle reflète cette emprise du symbole politique sur un titre de propriété qui n'a pas besoin de tels débats », BINCTIN Nicolas, « L'ambition : Le brevet de l'Union européenne », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 23.

[35] Sur ce point, V. HARHOFF Dietmar, HOISL Karin, REICHL Bettina *et al.*, *Patent Validation at the Country Level - The Role of Fees and Translation costs*, 2007.

[36] On note que cette question a été adressée dans le cadre de « Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens », Journal officiel OEB, 12/2001, p. 550-553 ; L'impact de cet accord devrait être cependant modéré, il s'applique en 2023 dans 22 Etats contractants sur 39. Pour une analysée détaillée V. VAN POTTELSBERGHE DE LA POTTERIE Bruno et MEJER Malwina, « The London Agreement and The Cost of Patenting in Europe », *Bruegel Work. Pap.*, 2008 ; Contra, ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law*, 2017, p. 240.

empêchant certains États membres de renoncer à l'usage de leur propre langue nationale[37]. Le premier projet du brevet communautaire[38] a échoué à cause de cette exigence de traductions, jugée trop coûteuse. Le « paquet brevet unitaire » comme adopté en 2012, ne règle pas entièrement cette question. Il propose plutôt de la contourner à travers le mécanisme de la coopération renforcée qui avait permis aux États membres réfractaires à l'idée de la limitation linguistique, de rester en dehors du système nouveau[39]. Un compromis trouvé entre les États faisant partie de la coopération renforcée, tend à réduire ces frais. Ainsi, il est désormais prévu que la publication du brevet européen à effet unitaire se fait dans une des trois langues officielles de l'OEB, soit français, anglais ou allemand, avec une traduction des revendications de brevet dans deux autres[40]. Ce n'est qu'en cas de procédure judiciaire[41] que le défendeur peut exiger la traduction du brevet dans la langue de son domicile, ou dans la langue du pays où la contrefaçon a eu lieu[42]. Ces dispositions avaient fait l'objet d'un recours en annulation devant la CJUE[43], qui certes avait été rejeté, mais la solution retenue n'a pas connu l'unanimité auprès de l'ensemble des États membres de l'UE. Au final, le « paquet brevet unitaire » ne s'applique pas, pour l'heure, dans huit États membres de l'UE. Ceci, tout comme la diversité juridique, conduit à complexifier le système.

7. Plan — La quête de l'approche unie dans le cadre du contentieux des brevets en Europe s'inscrit dans un processus long, complexe marqué par la diversité européenne. L'ouverture de la

---

[37] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, *op. cit.*, p. 258 ; Pour une analyse du point de vue de la Pologne, qui a décidé de ne pas signer l'AJUB, entre autres, en invoquant le problème lingustique ZAWADZKA Zofia, « The Unitary Patent Protection – A Voice in the Discussion from the Polish Perspective », *IIC,*45, 2014, p. 390-393 ; PUTO Małgorzata, « Dyskryminacja pod względem językowym w systemie jednolitej ochrony patentowej », *Stud. Iurid. Toruniensia*, Tom XVI, p. 237-255.

[38] « La Convention relative au brevet européen pour le marché commun dite "convention sur le brevet communautaire" signée à Luxembourg le 15 décembre 1975 », JO L 17 du 26.1.1976, p. 1-28.

[39] En particulier, l'Espagne.

[40] art. 3(1) « Règlement (UE) n° 1260/2012 du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 89-92.

[41] Sur ce point, V. DEBRULLE Jérôme, BAILLEUX Geoffrey et VAN RYSSELBERGE Elke, « The Unitary Patent Protection in Europe », in in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 159-161.

[42] Art. 4 « Règlement (UE) n° 1260/2012 du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 89-92.

[43] CJUE, 5 mai 2015, C-147/13, Espagne c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2015:299.

JUB symbolise l'aboutissement d'un chemin tortueux (**Section 1**), tout en laissant subsister des interrogations sur le rôle de la CJUE (**Section 2**).

Section 1 : Le chemin tortueux vers la Juridiction unifiée du brevet

8. Début du chemin — Le chemin de rapprochement des États européens dans le cadre du contentieux des brevets avait été entrepris à la fin des années quarante[44]. Depuis lors, une succession de différents projets et recours juridiques avait rendu ce chemin particulièrement épineux. Ce n'est qu'en 2023 que le chemin entrepris a abouti à l'ouverture d'une juridiction internationale spécialisée en matière des brevets. Avant de retracer les différentes étapes du chemin menant à la JUB (**§2**), il convient de détailler les raisons pour lesquelles ce chemin avait été entrepris (**§1**).

§1 : Le chemin emprunté par la quête de l'effectivité du droit des brevets

9. Spécificité du droit des brevets — Le brevet en tant qu'un droit de la propriété industrielle occupe un rôle particulier dans la société. Son rôle ne se réduit pas à une délivrance d'un titre administratif attestant des droits temporaires sur une invention, mais s'inscrit dans une logique sociétale plus large, celle de l'innovation (**A**). Jusqu'au juin 2023, le contentieux des brevets en Europe constituait un maillon faible du système européen (**B**). La JUB entend ainsi répondre à de diverses problématiques posées par le système européen en proposant une alternative au contentieux national.

A. Le brevet : un véhicule de l'innovation

10. Définition — Le brevet est « un titre délivré par une autorité publique qui confère à son titulaire un droit exclusif d'exploitation territorial et limité dans le temps sur l'invention qui en est l'objet en échange de la révélation des moyens qui la composent »[45]. Le terme « l'invention » se réfère à un produit ou à un procédé qui apporte une nouvelle solution technique à un problème technique donné. Cette définition doit être, toutefois, placée dans un contexte plus large qui

[44] C'est en 1949, que le sénateur Henri Longchambon avait proposé une convention portant sur la création de l'office européen des brevets au sein du Conseil de l'Europe.
[45] RAYNARD Jacques, PY Emmanuel et TRÉFIGNY Pascale, *Droit de la propriété industrielle*, LexisNexis, 2016, p. 25, n°34.

permet de bien saisir les enjeux inhérents à ce droit. Les brevets, en effet, s'inscrivent dans la logique de l'innovation[46], promue à l'échelle nationale, régionale, mais aussi mondiale. Le nombre des inventions brevetées est un facteur permettant de mesurer l'état de développement économique d'une entreprise et, plus largement, d'un pays ou d'un territoire donné[47]. Au niveau des entreprises, celles qui possèdent des produits brevetés se trouvent dans une meilleure position concurrentielle sur le marché[48]. À un niveau plus large, il a été démontré qu'il existe un lien entre l'innovation et la richesse économique. À titre d'exemple, les statistiques démontrent que le taux de chômage est inférieur dans les régions qui ayant un taux de demandes de brevets important par rapport aux régions pour lesquelles ce taux n'est pas haut[49].

11. Liens entre brevet et innovation — Ce phénomène s'explique par le processus menant à la création de l'invention. Ce processus, nécessite, en effet, des investissements conséquents s'inscrivant dans la durée sans qu'*a priori* on puisse en connaître l'issue[50]. Afin de créer une technologie nouvelle, les inventeurs peuvent à travers de nombreuses expérimentations arriver à une invention finale qui va apporter une solution technique nouvelle à un problème identifié. En ce sens, le droit des brevets s'inscrit dans la logique de la récompense des travaux de recherche effectués par l'inventeur qui pourra pendant une durée allant jusqu'à vingt ans exploiter et profiter de son invention. Certains parlent ainsi d'une fonction sociale qui serait dévolue au droit des brevets[51]. Ce droit, toutefois, reste conditionné par la nécessité de divulguer la technologie

---

[46] SCHOVSBO Jens, « Constructing an efficient and balanced European patent system: "muddling through" », in Geiger Ch. (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 216.

[47] « Le brevet d'invention n'est pas un titre comme les autres, parce qu'il protège les inventions technologiques, il intéresse l'industrie, le progrès technique et économique. » SCHMIDT-SZALEWSKI Joanna, « Rapport de synthèse », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 271.

[48] COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Livre Vert sur le brevet communautaire et le système des brevets en Europe. Promouvoir l'innovation par le brevet*, Bruxelles, le 24.06.1997, COM(97) 314 final, p. 1b.

[49] ARTELSMAIR Georg, « A Comprehensive Patent System Needed For Europe », in in Kur A., Luginbühl S. et Waage E. (ed.) *« ... Und sie bewegt sich doch! »: patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 13.

[50] Pour une analyse détaillée, V. DE PASSEMAR Bernard, « Le rôle de la propriété intellectuelle dans la stratégie de l'entreprise », in *Mélanges offerts à Jean-Jacques Burst*, Litec, 1997, p. 429-430.

[51] GEIGER Christophe, « La fonction sociale des droits de propriété intellectuelle », *Recl. Dalloz*, 2010, p. 510 et s. : Selon la fonction sociale de la propriété intellectuelle "le droit de propriété intellectuelle est justifié car il incite à la création. La société, ayant besoin de productions intellectuelles pour assurer son développement et son progrès culturel, économique, technologique et social, concède au créateur une récompense sous la forme d'un droit de propriété intellectuelle, lui permettant d'exploiter son oeuvre et d'en tirer les fruits. En contrepartie, le créateur, en

brevetée pour que celle-ci puisse être utilisée par tout un chacun au bout de la période de protection[52]. Ce droit à l'exclusivité est lié à une éviction temporaire des autres acteurs sur le marché. C'est en ce sens que le droit des brevets s'inscrit dans une logique économique au sein d'un pays[53], mais surtout intervient dans le contexte supranational. Le développement des technologies ne connaissant pas de frontières, l'inventeur d'un procédé ou d'un produit nouveau aura souvent intérêt à obtenir un titre dans plusieurs pays afin d'éviter que quelqu'un d'autre s'approprie sa technologie et entame la commercialisation à son insu. La divulgation de la technologie brevetée étant sous cet aspect favorable à des appropriations par des tiers résidant dans des pays étrangers où la protection n'a pas été obtenue. Par ailleurs, le principe de territorialité assigné aux brevets a été le déclencheur du rapprochement législatif entre les pays, dès XIXe siècle[54] où suite à la révolution industrielle et l'avancement du commerce international, le système de protection purement national s'est montré insuffisant. Les évolutions régionales tendant à la création de l'OEB s'inscrivent dans le même mouvement.

12. Contexte pluridisciplinaire — Le droit des brevets ainsi ne doit pas être cantonné à un volet purement juridique, mais également analysé sous l'angle politique, économique[55], commercial et stratégique pour que ses enjeux puissent être correctement saisis. Le volet international du droit des brevets est parfaitement reflété par les statistiques des dépôts des brevets en Europe. Par exemple, en 2022, plus de la moitié des dépôts des brevets européens ont été effectués par des pays non européens[56]. Par conséquent, derrière la volonté de créer un système

---

rendant sa création accessible au public, vient enrichir la collectivité. Le droit de propriété intellectuelle est donc le produit d'une sorte de « contrat social » entre le créateur et la société " ; V. également, GEIGER Christophe, « Implementing intellectual property provisions in. human rights: Towards a new social contract for the protection of intangibles », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 662-664.

[52] A titre d'exemple, les brevets peuvent être consultés sur le site suivant https://data.inpi.fr ou bien https://worldwide.espacenet.com/patent/ (Consulté : le 25 mai 2023).

[53] « Les brevets reflètent la capacité d'un pays à mobiliser ses savoir et ses connaissances au service de l'innovation, scientifique et technologique. » MAILLARD Renaud et LENOIR Pierre, « Le brevet unitaire : une histoire sans fin ? », *Gaz. Pal.,* 2011 ; ZAWADZKA Zofia, « The Unitary Patent Protection – A Voice in the Discussion from the Polish Perspective », *IIC,*45, 2014, p. 384.

[54] « Convention pour la protection de la propriété industrielle, signé à Paris en 1883 », TRT/PARIS/008 V. MULDER Cees A.M., *The patent deadlock*, Helze BV Publisher, 2018, p. 5-11.

[55] Sur ce point, V. en particulier SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 63-92.

[56] En particulier, les États-Unis 24,9 %, le Japon 11,2 %, la Chine 9,8 % et la Corée du Sud 5,4%. Selon le Rapport annuel de l'OEB, Patent Index 2022, https://www.epo.org/about-us/annual-reports-statistics/statistics/2022_fr.html (Consulté le 17 avril 2023).

uni de contentieux des brevets se cachent des motivations stratégiques et géopolitiques. Suite au constat des défaillances de son système de contentieux des brevets, l'Europe avait affiché la volonté claire de rendre ce continent plus attractif pour des investissements étrangers et le rendre plus compétitif par rapport aux pays démontrant des investissements conséquents dans le domaine de recherche et développement comme les États-Unis[57]. Ces éléments ressortent clairement des discours politiques accompagnant la mise en place de la nouvelle juridiction : « La JUB et le brevet unitaire constituent en ce sens un progrès essentiel pour nos entreprises, en leur offrant, pour un coût moindre qu'actuellement, une protection plus harmonisée et une plus grande sécurité économique et juridique. Ce dispositif, dont nos acteurs innovants devront se saisir sans réserve, contribuera ainsi à renforcer la compétitivité européenne et l'attractivité de nos territoires pour la recherche et l'innovation »[58].

13. Transition — L'importance du droit des brevets dans la société d'aujourd'hui, confrontée à des évolutions technologiques importantes[59], n'est plus à démontrer. Pendant longtemps, le contentieux des brevets en Europe constituait un maillon faible rendant l'Europe peu attractive en termes de protection accordée par le brevet.

B. Le contentieux de brevet : le maillon faible

14. Contentieux des brevets — Le terme contentieux se réfère « aux questions qui sont ou qui peuvent être l'objet d'une discussion devant les tribunaux »[60]. Dans le contexte des brevets, ce terme renvoie principalement aux actions en nullité du titre et en contrefaçon. Les brevets peuvent également s'inscrire dans le cadre des actions annexes liées au respect des licences de droits, à la titularité des droits, au droit de concurrence ou bien aux actions en concurrence déloyale. Pendant longtemps, l'ensemble du contentieux des brevets en Europe était territorialement fractionné. Pour demander, par exemple, la nullité d'un brevet européen déposé

---

[57] BONADIO Enrico, « The EU Embraces Enhanced Cooperation In Patent Matters: Towards A Unitary Patent Protection System », *EJRR,* 2, Cambridge University Press, 2011, p. 416.

[58] M. Roland Lescure, Ministre délégué chargé de l'industrie, http://www.justice.gouv.fr/art_pix/plaquette_jub.pdf (Consulté 25 mai 2023).

[59] En particulier, la quatrième révolution industrielle - « the internet of things ». Sur ce point : TANGENA Antonius, « The Future of the EU Patent System: The Role of the European Patent Attorney », in in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 189.

[60] CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, PUF, 2018, p. 565.

dans quatre états, il fallait saisir les juridictions respectives de chacun de ces états et mener des actions parallèles indépendantes, l'une de l'autre. Cette situation avait un impact conséquent sur la compétitivité et attractivité de l'Europe (**1°**) et rendait le système peu cohérent et peu accessible (**2°**).

1° Un manque de compétitivité et d'attractivité à l'échelle internationale

15. Adaptation à une tendance internationale — À l'échelle internationale, nous pouvons constater une tendance favorisant la centralisation ou la spécialisation des juridictions en matière de la propriété intellectuelle[61]. Ce phénomène se réalise à travers des méthodes diverses, tantôt à travers la création des juridictions spécialisées dans l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle (p. ex. la Chine[62]), tantôt à travers la centralisation de la procédure d'appel en matière des brevets (p. ex. les États-Unis[63]), tantôt de la spécialisation des juridictions en droit des brevets combinée avec présence des juges techniques (p. ex. la Suisse[64]), tantôt à travers la centralisation du contentieux de brevets au sein d'une seule juridiction déjà existante avec les juges de formation générale (p. ex. la France[65]). En bref, une tendance existe, mais elle prend de formes différentes. Aux termes du droit européen, jusqu'en juin 2023, des interventions de l'UE en matière du contentieux des brevets avaient été seulement ponctuelles. En conséquence, les titulaires des brevets européens en cas de contentieux étaient obligés de saisir des juridictions respectives de chacun des États où le brevet européen avait été validé. Chaque juridiction était ainsi susceptible de proposer une approche différenciée en matière du contentieux des brevets.

---

[61] Une étude sur l'ensemble de ce sujet : LU Linhua, *Les juridictions spécialisées en propriété intellectuelle*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2022.

[62] V. YU XIang et YIN Conghui, « Intellectual Property Courts in Mainland China », in in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015.

[63] Avec la création en 1982 de « US Court of Appeals for the Federal Circuit », la juridiction d'appel compétente pour connaître des affaires dans des domaines spécifiques, y compris brevets. V. DREYFUSS Rochelle, « The EU's romance with specialized adjudication », *IIC,* 47, 2016, p. 887 ; Pour une analyse détaillée du système américain, V. O'MALLEY Kathleen et LYNN Barbara MG, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 358-364.

[64] V. BERTHOLET Julie et KILLIAS Pierre-Alain, « La création de juridictions spécialisées : l'exemple du Tribunal fédéral des brevets », in De Werra J. (dir.), *La résolution des litiges de propriété intellectuelle*, Schulthess, 2010, p. 101-127 ; ADDOR Felix et MUND Claudia, « The Swiss Federal Patent Court: A Model to Follow? », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 159-173.

[65] « Décret n° 2009-1204 du 9 octobre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de propriété intellectuelle », JOFR n° 0236 du 11 octobre 2009.

Dans certains États, les titulaires se trouveraient devant les juges exclusivement spécialisés en droit des brevets, dans certains devant les juges généralistes. Dans certains États, ils pouvaient compter sur un apport technique du juge technique[66], dans d'autres non. Au-delà de la complexité, ce fractionnement de contentieux restait incompréhensible pour les déposants étrangers, qui avaient du mal à comprendre pourquoi en Europe, il existe un système de délivrance des brevets centralisé, efficace et assurant les brevets de haute qualité[67] sans que le titulaire des droits puisse, par la suite, de manière rapide et centralisée défendre son titre. Le contentieux des brevets en Europe était un synonyme des procédures longues, différenciées, et onéreuses. Sur ce point, la JUB entend apporter plus de simplicité en centralisant le contentieux et en prévoyant des juges spécialisés sur le terrain juridique et technique.

16. Manque de représentation politique — Par ailleurs, l'absence de réponse politique unitaire en matière des brevets sur le plan européen contribue à un affaiblissement de l'Europe dans les négociations internationales. Il a pu être relevé que ce sont des offices nationaux qui jouent un rôle actif dans le cadre des négociations des accords unilatéraux alors que l'OEB développe sa propre stratégie internationale, sans être accompagné d'un organe à caractère politique[68]. Une centralisation et une politique commune en matière des brevets auraient pu permettre d'avoir un représentant unique veillant aux intérêts communs de plusieurs États européens. Sur ce point, l'apport de la JUB reste mitigé. À première vue, on pourrait croire qu'au vu du fait qu'il s'agit de la juridiction « commune aux États membres contractants[69] », les institutions de l'UE auront un mot à dire dans la définition de la politique commune en matière des brevets. Comme il sera démontré, toutefois, le rôle de l'UE, en particulier, dans le cadre du droit matériel des brevets, demeure très limité. De ce fait, on peut supposer que la JUB gardera son indépendance dans l'interprétation du droit, de sorte que l'influence politique de l'UE demeurera encore limitée.

---

[66] En Europe, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, l'Allemagne, le Danemark et la Suède incluent les juges techniques.

[67] VAN POTTELSBERGHE Bruno, *Lost property: The European patent system and why it doesn't work*, 2009, p. 43 ; V. aussi PETERSEN Clement Salung et SCHOVSBO Jens, « Decision-making in the Unified Patent Court », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 232.

[68] VAN POTTELSBERGHE Bruno et PETIT Elise, « Designing an Effective and Coherent Patent System for the EU: The Way Forward », in in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 107.

[69] Art. 1 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

17. Transition — Le constat de la position mitigée du contentent européen dans le cadre du droit des brevets, d'un côté, un système effectif de délivrance, d'un autre, le contentieux fractionné, doit être accompagné d'une analyse plus poussée des enjeux entourant le contentieux. Ce fractionnement, en effet, a une importance à l'échelle internationale, mais impacte également la cohérence même du système européen.

2° Un manque d'accessibilité et de cohérence à l'échelle européenne

18. Caractère national du contentieux des brevets — Le contentieux des brevets dans l'Union européenne avant l'avènement de la JUB était essentiellement national. La source de la délivrance du brevet n'étant pas un facteur pris en compte[70]. En effet, ce qu'on appelle le brevet européen délivré par l'OEB, n'est qu'une série des brevets nationaux. Autrement dit, le rôle de l'OEB est de délivrer le titre, c'est-à-dire vérifier si les conditions de brevetabilité ainsi que les formalités liées à la procédure de dépôt sont effectivement remplies. Si tel est le cas, le déposant doit indiquer dans quels pays il souhaite obtenir le brevet. Une fois la sélection étant faite, le brevet est transmis aux offices nationaux désignés pour y être enregistrés. Que le brevet soit enregistré directement auprès d'un office national ou bien par le biais d'une procédure de délivrance centralisée de l'OEB, tout litige qui pourra naître en lien avec le titre demeure national et dans le cadre des litiges transfrontières se fait essentiellement pays par pays.

19. Particularité d'une procédure d'opposition — Une nuance doit cependant être relevée, en matière de la contestation du brevet délivré par l'OEB. Il existe, en effet, une procédure spécifique, appelée une procédure d'opposition[71], qui permet de demander la limitation ou la révocation du brevet européen délivré par l'OEB dans le délai de neuf mois auprès des instances de l'OEB. Ainsi, durant la période de neuf mois, il existe une possibilité de la compétence concurrente dans le cadre de la contestation de brevet auprès de l'OEB ou bien de l'action en

[70] Il est à noter, qu'il existe également une voie internationale du dépôt des brevets instauré par le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) signé le 19 juin 1970 à Washington. Il s'agit de la possibilité pour le déposant d'un titre national ou régional de demander dans un délai imparti l'enregistrement de son brevet à l'international soit pour 157 pays faisant partie de la coopération. Ce système est géré par l'Office mondial de la propriété intellectuelle (l'OMPI) situé à Genève en Suisse. En raison de l'absence d'impact de ce système sur le contentieux européen des brevets, il sera exclu de l'analyse dans le cadre de la présente thèse.

[71] V. art. 99-101 de la « La Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que révisée par l'acte du 17 décembre 1991 et l'acte du 29 novembre 2000 », JO OEB 1/2007, édition spéciale.

nullité intentée auprès des juridictions nationales[72]. Au-delà de cette action spécifique, toute autre question en lien avec le brevet — la contrefaçon, les licences, la concurrence déloyale… — relevait, jusqu'au 1er juin 2023, de la compétence exclusive des juridictions nationales.

20. Système onéreux — De longue date, le contentieux national des brevets a fait l'objet de nombreuses critiques, il s'agirait ainsi d'un « défaut substantiel du système de l'OEB »[73]. Parmi les critiques principales figurent les coûts liés au maintien de la protection par le brevet européen ainsi que ceux liés au contentieux parallèle dans différents pays[74]. En premier lieu, il y a des frais liés au renouvellement des titres ainsi que l'enregistrement des éventuels transferts, licences ou autres droits[75] qui doivent être payés séparément pour chaque pays où le brevet européen a été enregistré. En second lieu, spécifiquement en lien avec le contentieux, il existe des frais liés aux procédures nationales, à savoir les frais d'avocats dans chaque pays, les frais de traductions, les frais liés à l'obtention des preuves dans chacun des pays[76]. L'ensemble de ces frais peuvent constituer un frein à la défense des droits. De surcroît, c'est en particulier, les petites et moyennes entreprises (ci-après les PME)[77], les start-ups ou des organismes de recherche publique qui se trouvaient souvent dépourvus de moyens financiers leur permettant d'engager des actions en

---

[72] Certains parlent d'un paradoxe temporel « time paradox » causée par cette situation, logiquement la décision rendue par l'OEB dans le cadre de la procédure d'opposition devrait s'imposer à l'ensemble des États, mais il est possible de saisir le juge national d'une demande de nullité de brevet en parallèle, ceci même si une procédure en opposition a déjà été déposée VAN POTTELSBERGHE Bruno, *Lost property: The European patent system and why it doesn't work*, 2009, p. 16.

[73] ADDOR Felix et MUND Claudia, A Patent Court For Europe, *4th St Gallen Int. Dispute Resolut. Conf.*, 2012, p. 4 ; En même sens, DE LANGE Douwe, « EU patent harmonization policy », *JIPLP,* 16, 2021, p. 1079.

[74] VAN POTTELSBERGHE Bruno et PETIT Elise, « Designing an Effective and Coherent Patent System for the EU: The Way Forward », in in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 102 ; LÉVÊQUE François et MÉNIÈRE Yann, « La réforme du système de brevet européen : pourquoi et comment ? », *Réflets Perspect.*, XLV, 2006, p. 14-16 ; ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law*, 2017, p. 240.

[75] BONADIO Enrico, « The EU Embraces Enhanced Cooperation In Patent Matters: Towards A Unitary Patent Protection System », *EJRR,* 2, Cambridge University Press, 2011, p. 417 ; Sur ces enjeux, V. HARHOFF Dietmar, HOISL Karin, REICHL Bettina *et al.*, *Patent Validation at the Country Level - The Role of Fees and Translation costs*, 2007.

[76] JACOB Robin, « The Perfect Patent Court », in in Kur A., Luginbühl S. et Waage E. (ed.) *« ... Und sie bewegt sich doch! »: patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 316-317.

[77] BORGES Rose-Marie, « Le brevet unitaire européen et la Juridiction du brevet européen : enfin l'aboutissement ? », *Rev. UE,* 2013, p. 152 ; JACOB Robin, *op. cit.*, p. 319 ; ADDOR Felix et MUND Claudia, A Patent Court For Europe, *4th St Gallen Int. Dispute Resolut. Conf.*, 2012, p. 7-8.

justice[78]. À titre d'exemple, il était estimé que la protection par le brevet européen dans vingt-sept États membres de l'UE coûtait 32 000 euros, dont 23 000 euros, des frais de traduction. Or, le brevet déposé aux États-Unis coûtait seulement 1850 euros[79].

21. Système complexe — En outre, le système cause des difficultés dans le cadre de la gestion du contentieux simultané devant différentes juridictions, qui présentent leurs propres spécificités. Certaines juridictions sont plus rapides que d'autres, sur ce point, il est habituellement soutenu que les juridictions allemandes sont d'une grande efficacité et célérité alors que les juridictions italiennes sont plus lentes. Dans cette optique, de stratégies de défense dilatoires ont pu être observées, tendant à la saisine de la juridiction considérée comme plus lente, en premier, pour retarder la procédure judiciaire[80]. En effet, en vertu des règles du droit de l'UE, si deux juridictions des États membres sont saisies d'un même litige, la seconde doit sursoir à statuer en attendant la réponse de la première sur sa compétence pour statuer sur le litige. Au-delà, de stratégies dilatoires, de différences dans les pratiques des juridictions de tel ou tel État membres sont susceptibles d'influer sur le choix du for pour connaître le litige. À titre d'exemple, les juridictions françaises sont connues pour la procédure de la saisie-contrefaçon qui est habituellement demandée et ordonnée par la juridiction saisie dans le cadre de contentieux relatif à la contrefaçon de brevet, tandis que les juridictions allemandes y recourent très rarement. Sans oublier, les spécificités procédurales liées à la compétence des juridictions. Par exemple, le tribunal judiciaire de Paris est compétent pour connaître à la fois la question de la validité du brevet et celle de la contrefaçon, alors qu'en Allemagne, ces questions sont traitées par des juridictions séparées[81]. Le titulaire des droits doit, dès lors, gérer le contentieux en tenant compte des aléas juridictionnels et avoir une approche individuelle par rapport à chaque procédure.

---

[78] BONADIO Enrico, *op. cit.*, p. 416; VAN POTTELSBERGHE Bruno et PETIT Elise, « Designing an Effective and Coherent Patent System for the EU: The Way Forward », in in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 106.

[79] « Proposition de règlement (UE) du Conseil sur les dispositions relatives à la traduction pour le brevet de l'Union européenne, Bruxelles, 30.6.2010 », COM(2010) 350 final, p. 2 BONADIO Enrico, *op. cit.*, p. 416 Dans le même sens, en relevant que la protection des brevets européens dans treize États européens pendant dix ans est en somme dix fois plus chère qu'aux États-Unis, Chine, Canada, Brésil ou Japon. V. VAN POTTELSBERGHE Bruno et PETIT Elise, *op. cit.*, p. 105.

[80] Cette tactique est habituellement appelée « une torpille italienne » (en anglais : « Italian torpedo »).

[81] La question de la validité de brevet doit être soumise auprès de Bundespatentgericht (Tribunal fédéral des brevets), alors que celle de la contrefaçon devant Landgericht (Tribunal de grande instance).

22. Système imprévisible — Par ailleurs, le contentieux national a fait couler beaucoup d'encre à cause de l'insécurité juridique qu'il cause[82]. Le contentieux éparpillé conduit à un risque des interprétations qui peuvent diverger d'un pays à l'autre[83]. Ce problème est particulièrement marquant dans le cadre de l'action en nullité du brevet européen. On s'était aperçu, en effet, qu'il existait de divergences dans l'appréciation de la validité d'un même brevet européen. Les juridictions des certains États avaient considéré un brevet comme nul, alors que d'autres, en analysant exactement le même brevet, avaient décidé le contraire. À titre d'exemple, on peut citer l'affaire concernant le brevet détenu par la société Lufthansa Technik AG portant sur un dispositif d'alimentation électrique[84]. La Cour d'appel de Paris[85] avait confirmé la nullité du brevet pour défaut d'activité inventive alors que le Tribunal fédéral des brevets allemand[86] avait considéré le même brevet comme partiellement nul en relevant le défaut d'activité inventive pour une revendication sur trois. Au contraire, la juridiction londonienne[87] saisie avait considéré le brevet comme valide dans son intégralité. Dans cette affaire, le même brevet avait connu des décisions différentes dans chacune des juridictions européennes saisies[88].

23. Conséquences — Par conséquent, au vu de l'ensemble des défaillances du système européen des brevets tel qu'avant l'avènement de la JUB, des stratégies de dépôts de brevet européen limité avaient commencé à voir le jour. On a pu constater que les déposants des brevets

---

[82] VAN POTTELSBERGHE Bruno, *Lost property: The European patent system and why it doesn't work*, 2009, p. 13-17 ; MAILLARD Renaud et LENOIR Pierre, « Le brevet unitaire : une histoire sans fin ? », *Gaz. Pal.,*2011 ; RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *EIPR,* 34, 2012, p. 403 ; LÉVÊQUE François et MÉNIÈRE Yann, « La réforme du système de brevet européen : pourquoi et comment ? », *Réflets Perspect.*, XLV, 2006, p. 16.

[83] ADDOR Felix et MUND Claudia, A Patent Court For Europe, *4th St Gallen Int. Dispute Resolut. Conf.*, 2012, p. 5 ; ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law*, 2017, p. 240-241.

[84] EP 0881 145 (Consulté 25 mai 2023).

[85] CA Paris, 24 févr. 2023, n° 20/18820.

[86] BPatG, 18. Dezember 2013, 5 Ni 31/11 (EP).

[87] High Court of Justice, 22/07/2020, [2020] EWHC 1968 (Pat) Claim Nos: HP-2017-000085 & HP-2019-000019 Cette décision a été confirmée par la Cour d'appel, dans un arrêt du 14 janvier 2022. .

[88] D'autres exemples des décisions contradictoires : VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014 ; ADDOR Felix et MUND Claudia, A Patent Court For Europe, *4th St Gallen Int. Dispute Resolut. Conf.*, 2012, p. 8 ; RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *EIPR,* 34, 2012, p. 403-404 ; KAZI Ilya, « Will we ever see a single patent system covering the EU, let alone spanning the Atlantic or Pacific? », *EIPR,* 33, 2011, p. 540-541.

avaient privilégié des dépôts dans le nombre d'États limités, en moyenne dans cinq États[89]. Dans la même veine, une fois la protection demandée, les brevets avaient été en moyenne rarement renouvelés jusqu'au terme de la protection de vingt ans. Habituellement, le brevet était maintenu pendant en moyenne dix ans[90], soit la moitié du délai. Territorialement ou temporellement parlant, l'absence du système de contentieux uni et effectif avait pour conséquence de réduire l'effectivité du droit des brevets en Europe.

24. Transition — Au vu de l'importance du droit des brevets dans la société et d'importantes défaillances constatées dans la défense de ce droit, la volonté politique était claire. Il s'agissait de créer un titre unitaire accompagné d'un contentieux unifié. Entre le constat politique et la réalisation effective de ce plan, de nombreuses années ont dû s'écouler, durant lesquelles des négociations épineuses ont été menées.

§2 : Le chemin sillonné par la quête de la primauté du droit de l'UE

25. Difficulté d'affirmation de l'UE — Le principe même d'une création d'un titre unifié accompagnée d'une réponse unie au niveau d'un contentieux n'a jamais suscité de doutes. Ce qui a posé des difficultés dans la mise en œuvre de différents projets qui avaient été proposés au fil des années[91], c'est une approche unie en termes institutionnels et structurels. Dès le début du chemin, l'UE était un acteur actif dans la quête d'une réponse législative aux problèmes rencontrés par les déposants des brevets en Europe (**A**). Son rôle, bien que finalement reconnu, a suscité des interrogations ayant conduit à la mise en place de la JUB repoussée de dix ans (**B**).

A. L'UE : un acteur présent, mais concurrencé

26. Premières pierres à l'édifice du droit européen des brevets — Bien consciente des enjeux découlant du développement du commerce international et de la révolution industrielle de

[89] BONADIO Enrico, « The EU Embraces Enhanced Cooperation In Patent Matters: Towards A Unitary Patent Protection System », *EJRR,* 2, Cambridge University Press, 2011, p. 417.

[90] DEBRULLE Jérôme, BAILLEUX Geoffrey et VAN RYSSELBERGE Elke, « The Unitary Patent Protection in Europe », in in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 151.

[91] Pour une analyse détaillée, V. PLOMER Aurora, « A Unitary Patent for a (Dis)United Europe », *IIC,*46, 2015, p. 508-533 ; PILA Justine, « THE EUROPEAN PATENT », *Int. Comp. Law Q.*, 62, Cambridge University Press, 2013, p. 917-940.

XIXe siècle, l'Europe marquée par les deux guerres mondiales entend s'intéresser au sujet d'un rapprochement régional des droits des brevets. Aussi paradoxal que cela puisse paraître[92], c'est bien devant le Conseil de l'Europe, représentant de l'Europe de Strasbourg, ayant pour mission la protection des droits de l'Homme qu'un souhait politique a été formulé — celui de créer un office européen des brevets. Cette idée accompagnée d'un projet comportant même une proposition d'une convention établissant un tel office fut proposée par le sénateur Henri Longchambon, le 6 septembre 1949[93]. Bien que ce projet a été par la suite rejeté par le Comité d'experts du Conseil de l'Europe, l'idée d'un office commun est bien restée en réflexion. Le premier écho de ce projet se retrouve dans la Convention de Strasbourg conclue en 1963[94], puis une véritable concrétisation de ce projet intervient en 1973 lors de la conclusion de la CBE. En parallèle de ces développements, les Communautés européennes travaillaient sur un projet plus poussé visant la création d'un titre unifié (**1°**). Suivant son échec, d'autres projets furent proposés et, suite à leurs adaptations, un compromis a été trouvé (**2°**).

1° L'échec du brevet communautaire : le projet prématuré

27. Contexte — La conclusion de la CBE marque un véritable changement de paradigme dans le cadre de la protection par le droit des brevets en Europe. Cette convention, cependant, comporte deux failles, elle est conclue en parfaite indépendance par rapport aux Communautés européennes[95] et son champ d'application se réduit à la délivrance d'un brevet dont le régime juridique n'est pas unifié. Le brevet européen délivré par l'OEB, en effet, se décompose en faisceau des brevets nationaux, chaque partie nationale de brevet européen est, dès lors, régie par la loi de l'État où la protection a été demandée. Si en termes du droit matériel le droit des brevets

---

[92] On rappelle que jusqu'à aujourd'hui, il n'existe aucun lien juridique entre les Europes de Strasbourg et de Munich, mais tout de même, l'influence politique de la Cour EDH reste perceptible dans les décisions des chambres de recours de l'OEB (notamment l'article 6 de la Conv. EDH).

[93] VÉRON Pierre, « 1973-2023 : la longue marche vers la Juridiction unifiée du brevet », *Propr. Industr.,* 2023, p. 9 ; AZÉMA Jacques, « Le brevet européen à effet unitaire », *Lamy Droit Aff.*, 2013 ; KHUCHUA Tamar, « A Historical Perspective on Europe's Legal Developments: Towards the Unitary Patent Package and the Unified Patent Court », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 48.

[94] « Conseil de l'Europe, Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention signé à Strasbourg, le 27 novembre 1963 », Série des traités européens n° 47 La Convention qui a une réputation d'être « oubliée » mais son apport concernant l'harmonisation de certains points du droit matériel est notable. Elle a été reprise dans la CBE de 1973. Cependant, elle ne traité ni de question de procédure de délivrance ni de question de contentieux ; MULDER Cees A.M., *The patent deadlock*, Helze BV Publisher, 2018, p. 14.

[95] L'ancienne dénomination de l'Union européenne.

reste assez harmonisé à travers la CBE, ce n'est pas le cas en termes du droit procédural appliqué au contentieux.

28. Convention de Luxembourg — C'est dans ce contexte de l'harmonisation partielle, que les Communautés européennes[96] avaient travaillé sur la création d'un titre unifié du brevet avec une procédure d'annulation du brevet centralisé. La raison tient au fait que l'absence d'un cadre commun au sein des Communautés porte atteinte à la libre circulation de marchandises protégées par les brevets. C'est donc en ayant un objectif clair de favoriser le bon fonctionnement du marché commun que les Communautés avaient proposé la Convention de Luxembourg en 1975[97]. Cette Convention fut très ambitieuse. On peut rappeler qu'à l'époque, les CE n'avaient prévu aucun cadre législatif concernant la propriété intellectuelle. Ceci certainement explique pourquoi le projet proposait un titre basé sur le brevet européen délivré par l'OEB et non pas un titre propre à l'ordre communautaire. Le volet communautaire n'a pas pour autant été omis, car la Convention prévoyait que c'est bien la CJCE qui veille à une interprétation uniforme[98] des conventions de Luxembourg et de Munich dans la mesure où elles s'appliquent au brevet communautaire. Une innovation majeure par rapport au contentieux est liée à la centralisation du contentieux de la nullité au sein des instances de l'OEB[99]. Dès lors, seul le contentieux de la contrefaçon resterait porté devant les juridictions nationales. La Convention de Luxembourg est souvent présentée comme une seconde étape après la CBE. Elle s'inscrit dans « une démarche plus prudente »[100]. Contrairement à la première, la seconde n'a pas connu du succès. Elle n'est jamais entrée en vigueur. Certains États membres ayant expliqué l'absence de ratification par des difficultés d'ordre constitutionnel[101] alors que d'autres avaient refusé le système jugé trop

---

[96] Neuf États signataires : Belgique, Danemark, Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et Irlande. On peut noter que trois États : Royaume-Uni, Irlande et Danemark avait rejoint les Communautés européennes en 1973.

[97] « La Convention relative au brevet européen pour le marché commun dite "convention sur le brevet communautaire" signée à Luxembourg le 15 décembre 1975 », JO L 17 du 26.1.1976, p. 1-28 MULDER Cees A.M., *op. cit.*, p. 21-22 ; LUGINBUEHL Stefan et KANDEVA Teodora, « The role of the European Court of Justice in the European Patent Court system », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 207-211.

[98] Art. 5 et 73 de « La Convention relative au brevet européen pour le marché commun dite "convention sur le brevet communautaire" signée à Luxembourg le 15 décembre 1975 », JO L 17 du 26.1.1976, p. 1-28.

[99] Art. 56 et s. de *Ibid.*

[100] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « Le brevet européen à effet unitaire et juridiction unfiée du brevet », *Obs. Brux.*, 2013, p. 34.

[101] Comme Danemark et Irlande.

coûteux[102]. Dans ce projet, en effet, un coût élevé du brevet communautaire était lié à la nécessaire traduction du brevet dans l'ensemble des langues officielles de la Communauté[103].

29. Accord de Luxembourg — Faute de ratifications nécessaires, une version renouvelée de la convention fut proposée en 1989[104]. Dans son lot de nouveautés, l'accord comportait la création de la Cour d'appel commune spécialisée en droit des brevets[105]. Ainsi, les juridictions nationales désignées comme des tribunaux de brevets communautaires avaient pu interjeter un appel devant la Cour d'appel commune pour éclairer l'interprétation du droit appliqué aux brevets communautaires. La difficulté de cette solution résidait dans la création d'une étape supplémentaire dans le cadre d'une procédure judiciaire. La nouvelle juridiction d'appel spécialisée n'avait, en effet, pas la vocation de remplacer les juridictions de second degré nationales, mais constituer un organe en charge d'interprétation du droit des brevets. Les décisions de la Cour d'appel commune étaient destinées aux cours d'appel nationales qui avaient la charge de les appliquer dans telle ou telle espèce. Ce renvoi, qui possiblement a pu être complété par un renvoi préjudiciel devant la CJCE, offrait de procédures considérées, par les États membres, comme trop longues. Là encore, au vu de la lenteur et complexité, cet accord n'a pas atteint le nombre de ratifications requises. L'accord fut, dès lors, définitivement abandonné en 2004.

30. Effets — La volonté de rapprochements des droits en matière des brevets était évidente, et la création de la procédure centralisée de délivrance des brevets sur le sol européen en témoigne. En revanche, cette évolution notable s'est faite trop tôt par rapport à l'évolution du droit communautaire. La volonté d'aller plus loin sous l'égide du droit communautaire s'est naturellement heurtée aux oppositions de certains États membres habitués à des interventions

---

[102] Comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas. V. LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 255.

[103] BORGES Rose-Marie, « Le brevet unitaire européen et la Juridiction du brevet européen : enfin l'aboutissement ? », *Rev. UE,* 2013, p. 149.

[104] « Accord de Luxembourg du 15 décembre 1989 n° 89/695/CEE », JOCE, L 401 du 30.12.1989, p. 0001-0027 Complété par « Protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validicté des brevets communautaires », JOCE, 30.12.89, n° L401, p. 34-44 ; LUGINBUEHL Stefan et KANDEVA Teodora, « The role of the European Court of Justice in the European Patent Court system », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 211-212.

[105] JAEGER Thomas, « Reset and Go », *IIC,*48, 2017, p. 255-256 ; KHUCHUA Tamar, « A Historical Perspective on Europe's Legal Developments: Towards the Unitary Patent Package and the Unified Patent Court », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 53-54.

limitées du législateur européen dont l'action était centrée sur le rapprochement économique entendu comme la facilitation de la circulation transfrontalière des personnes, des marchandises et des services. Alors que les discussions sur le brevet communautaire sont menées dans les années soixante-dix, ce n'est que dans les années quatre-vingt-dix que la CE commence à légiférer en matière des droits de propriété intellectuelle. Malgré l'échec de premières tentatives de rapprochements sous l'égide du droit communautaire, tant l'OEB que le législateur européen avaient continué des travaux en vue de proposer un système du brevet unifié accompagné d'un contentieux plus efficace.

2° Les adaptations des projets successifs : le nécessaire compromis

31. Deux chantiers de réflexion — Dès l'entrée dans le nouveau millénaire, les travaux en matière du contentieux des brevets avaient connu un nouvel élan. De projets se suivaient tantôt du côté de l'OEB — l'Europe de Munich, tantôt du côté de la CE — l'Europe de Bruxelles.

32. Projets sous l'égide de l'OEB — Relancé par le gouvernement français[106], l'OEB a pris l'initiative de proposer un nouveau système juridictionnel en matière des brevets[107]. L'idée de ce travail consiste à proposer un protocole facultatif à la CBE qui engagerait des États signataires de la CBE[108]. Le premier protocole qui a été proposé prévoyait la création d'un système juridictionnel centralisé à Munich avec un tribunal spécialisé en droit des brevets de première instance et la Cour d'appel unie[109]. Cette proposition a connu de vives réticences au regard de la centralisation du contentieux dans une seule localisation. C'est ainsi qu'a été

[106] En particulier, lors de la Conférence intergouvernementale sur le brevet européen qui s'est tenue à Paris, le 25 juin 1999, qui a mené à la constitution du groupe de travail sur le contentieux des brevets.

[107] Pour une analyse détaillée, V. LUGINBUEHL Stefan, « A stone's throw away from a European Patent Court: the European Patent Litigation Agreement », *EIPR,* 2003, p. 259 et s. ; WILLEMS Jan, « The EPLA - Trojan Horse or Gift of the Gods ? The Implementation of a Community Directive Before Its Creation », in in Kur A., Luginbühl S. et Waage E. (ed.) *« ... Und sie bewegt sich doch! »: patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 325-338 ; ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law*, 2017, p. 241-243 ; KHUCHUA Tamar, *op. cit.*, p. 57-58 ; LUGINBUEHL Stefan et KANDEVA Teodora, *op. cit.*, p. 215-217.

[108] ADDOR Felix et MUND Claudia, A Patent Court For Europe, *4th St Gallen Int. Dispute Resolut. Conf.*, 2012, p. 9.

[109] Le protocole nommé EPLP : European Patent Litigation Protocol. V. VÉRON Pierre, « 1973-2023 : la longue marche vers la Juridiction unifiée du brevet », *Propr. Industr.,* 2023, p. 10-11.

envisagée une nouvelle version du protocole, présentée en 2003[110] et amendée en 2005[111], prévoyant une décentralisation du contentieux de première instance[112]. Ainsi, le tribunal des brevets de première instance serait composé de différentes chambres situées dans les différentes localisations[113]. La composition du tribunal incluait les juges techniques et juridiques pour assurer la haute qualité des décisions. Au niveau de l'appel, une seule cour d'appel propre aux brevets européens, nommé Tribunal européen des brevets de deuxième instance, a été envisagée. Son rôle étant de rendre des avis non contraignants sur des points de droit concernant les brevets européens. La raison principale pour laquelle ce protocole n'est jamais entré en vigueur tient à la fragilité des relations avec le droit de l'UE. C'est, en particulier, la Directive 2004/48[114] qui avait ouvert la porte à la compétence partagée entre l'UE et les États membres en matière du contentieux des droits de la propriété intellectuelle[115]. Désormais, certains États membres, comme la France, avaient bloqué des négociations, en privilégiant les propositions issues des organes de l'UE[116].

33. Projets sous l'égide de l'UE — En parallèle des projets émanant de l'OEB, l'UE avait entamé des travaux en matière du contentieux des brevets conformément à ses lignes directrices annoncées en 1997 dans le livre vert[117]. Ces travaux ont abouti à la proposition de règlement présenté en 2000[118]. La construction juridictionnelle est assez similaire à celle proposée initialement par l'OEB avec une juridiction de première instance centralisé accompagné d'une cour d'appel[119]. Tout comme pour le projet de l'OEB, la centralisation du contentieux constitue

---

[110] LUGINBUEHL Stefan, *European Patent Law Toward a Uniform Interpretation*, Edward Elgar Publishing, 2014, p. 185 et s.

[111] Les changements apportés visaient à rendre compatible le projet avec la Directive 2004/48.

[112] « Draft Agreement on the establishment of a European patent litigation system », Disponible : http://www.schmitt-avocats.fr/NOUVEAUTEEPLADOC/2005%2012%20DRAFT%20EPLA.pdf (Accès le 20 juin 2022), 2005.

[113] RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *EIPR,* 34, 2012, p. 405.

[114] « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[115] RODRIGUEZ Victor, *op. cit.*, p. 405.

[116] *Ibid.*

[117] COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Livre Vert sur le brevet communautaire et le système des brevets en Europe. Promouvoir l'innovation par le brevet*, Bruxelles, le 24.06.1997, COM(97) 314 final.

[118] « Proposition de règlement du Conseil sur le brevet communautaire (COM[2000] 412 final) », JOCE, C 337 E/45 du 28.11.2000 p. 278-290.

[119] JAEGER Thomas, « Reset and Go », *IIC,*48, 2017, p. 256.

un frein à la poursuite de ce projet[120]. Les instances européennes envisagent alors une nouvelle structure de la juridiction, qui comme pour le projet EPLA serait délocalisée. Courant 2007[121] et 2008, la Commission européenne travaille sur un projet d'un système juridictionnel avec un tribunal de première instance situé dans les différentes localisations et une cour d'appel centralisée. Il est envisagé d'octroyer à la CJCE le rôle de la juridiction suprême qui pourra se prononcer sur les recours en dernière instance. Ce rôle de la CJCE fut critiqué par les britanniques qui soulevaient que la CJCE n'est pas compétente à l'égard d'une matière si technique que le droit des brevets. Finalement, c'est en 2009[122] qu'un compromis semblait être trouvé sur la construction de la juridiction avec une possibilité d'un renvoi préjudiciel devant la CJUE[123]. Le règlement proposé, au-delà du contentieux, prévoyait une partie substantielle sur le droit matériel des brevets, qui, une fois en vigueur, ferait entrer ce domaine dans le champ de compétence de l'UE. On peut également rappeler, sur ce point, que l'année 2009 marque également l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui prévoit expressément la compétence du législateur européen en matière de la création des titres européens de la propriété intellectuelle[124].

34. Question de l'étendue territoriale — Alors que la structure de la nouvelle juridiction semble déjà définie, une difficulté refait surface, celle de l'étendue territoriale de la nouvelle juridiction. Or, les projets, tant de l'OEB que les premiers projets de l'UE, prévoyaient la création d'un système juridictionnel applicable à l'ensemble des États de la CBE[125]. Or, la question déterminante est celle de l'articulation des pouvoirs respectifs de l'Europe, de Munich et de Bruxelles. À supposer que la CJUE se prononce sur l'interprétation d'un accord, comment est-ce que la décision de la CJUE pourrait être appliquée par les États tiers ? En 2009, la CJUE rend un

[120] VÉRON Pierre, « 1973-2023 : la longue marche vers la Juridiction unifiée du brevet », *Propr. Industr.,* 2023, p. 11-12.
[121] *Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Améliorer le système de brevet en Europe*, 3.4.2007, COM(2007)165 final.
[122] « Proposition de règlement (UE) du Conseil sur les dispositions relatives à la traduction pour le brevet de l'Union européenne, Bruxelles, 30.6.2010 », COM(2010) 350 final.
[123] VÉRON Pierre, *op. cit.*, p. 14 ; ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law* 2017, p. 243-245.
[124] Art. 118 (1) « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée) », JO C326, 26.10.2012, pp. 47-390.
[125] ADDOR Felix et MUND Claudia, A Patent Court For Europe, *4th St Gallen Int. Dispute Resolut. Conf.*, 2012, p. 12 ; WSZOŁEK Anna, « Still Unifying? The Future of the Unified Patent Court », *IIC,*52, 2021, p. 1145.

avis[126] dans lequel elle indique clairement que la constitution de la juridiction unifiée par la voie conventionnelle en soi n'est pas contraire au droit de l'UE[127], mais à condition que cette juridiction ne se prononce pas sur l'application du droit de l'UE. Dans le projet soumis à l'avis, l'autonomie du droit de l'UE et *in fine* sa primauté n'étaient pas assurées[128]. La juridiction envisagée, en effet, ne se contenterait pas d'interpréter seulement l'accord international qui l'établirait, mais serait amenée à appliquer elle-même les dispositions du droit de l'UE[129]. Le projet se heurtait ainsi à une double difficulté, d'un côté, le mécanisme d'un renvoi préjudiciel[130] basé sur la coopération loyale entre les États membres de l'UE[131], pourrait difficilement être mis en œuvre en présence des États tiers. D'un autre, en cas de non-respect du droit de l'UE[132], les institutions européennes seraient dépourvues de la possibilité d'engager la responsabilité des États tiers[133]. À la suite de cet avis, les institutions européennes ont décidé de proposer un cadre

[126] CJUE [AP], 8 mars 2011, Avis 1/09, ECLI:EU:C:2011:123 ; MAILLARD Renaud et LENOIR Pierre, « Le brevet unitaire : une histoire sans fin ? », *Gaz. Pal.,*2011 ; TREPPOZ Edouard, « Le brevet unitaire est-il enfin pour demain ? », *RTD Eur.,* 47(4), 2011, p. 867-869 ; RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *EIPR,* 34, 2012, p. 406 ; COUTRON Laurent, « Incompatibilité du projet d'accord sur la juridiction du brevet européen et du brevet communautaire », *RTD Eur.,* 47(4), 2011, p. 805-810 ; BORGES Rose-Marie, « Le brevet unitaire européen et la Juridiction du brevet européen : enfin l'aboutissement ? », *Rev. UE,* 2013, p. 153-154 ; JAEGER Thomas, « Reset and Go », *IIC,*48, 2017, p. 256-257 ; « Can the UK stay in the UPC system after Brexit? », *GRUR Int.*, 1, 2017, p. 3-5 ; POORE Alasdair, « The European Union patent system: off course or on the rocks? », *EIPR,* 33, 2011, p. 409-412 ; TILMANN Winfried, « EUCJ-Opinion 01/09 - Analysis and Consequences », sur *Eplaw.org* [en ligne], publié le 5 avril 2011, [consulté le 25 juin 2021] ; JAEGER Thomas, « What Conclusions Can Be Drown From the Opinion of the Court of Justice Regarding the European Patent Court? », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 139-153 ; LUGINBUEHL Stefan et KANDEVA Teodora, « The role of the European Court of Justice in the European Patent Court system », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 222-227.

[127] Pts. 74-76 de CJUE [AP], 8 mars 2011, Avis 1/09, ECLI:EU:C:2011:123.

[128] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 267.

[129] Pt. 78 de CJUE [AP], 8 mars 2011, Avis 1/09, ECLI:EU:C:2011:123.

[130] BONADIO Enrico, « The EU Embraces Enhanced Cooperation In Patent Matters: Towards A Unitary Patent Protection System », *EJRR,* 2, Cambridge University Press, 2011, p. 420.

[131] Pts. 68-70, 83-84 et 89 de CJUE [AP], 8 mars 2011, Avis 1/09, ECLI:EU:C:2011:123.

[132] ADDOR Felix et MUND Claudia, A Patent Court For Europe, *4th St Gallen Int. Dispute Resolut. Conf.*, 2012, p. 14-15.

[133] Pts. 86-88 de CJUE [AP], 8 mars 2011, Avis 1/09, ECLI:EU:C:2011:123 Il s'agit en particulier, de l'impossibilité d'engager un recours en manquement tel que prévu par l'article 258 du TFUE.

juridique nouveau issu de la procédure de la coopération renforcée[134]. Le « paquet brevet unitaire[135] » a vu ainsi le jour.

35. Compromis trouvé — La structure de la juridiction, comme prévu dans l'ultime projet proposé par les instances européennes, reste généralement la même que dans le projet précédent. Le changement notable, issu de la nécessaire prise en compte du rôle de la CJUE dans l'interprétation du droit, conduit à la délimitation territoriale de la juridiction, qui désormais ne concerne que les États membres de l'UE et non pas l'ensemble des États contractants à la CBE. Cette solution permet de considérer la Juridiction unifiée comme une juridiction nationale et la soumettre aux mêmes exigences en ce qui concerne le respect du droit de l'UE. En revanche, *a priori*, tous les États membres de l'UE ne sont pas nécessairement soumis à la JUB. Parmi les nombreux compromis que supposait la consécration du « paquet unitaire du brevet » se trouve le choix de la procédure de coopération renforcée retenu par le Conseil pour mettre un terme à près de cinquante ans de négociations infructueuses[136]. Face à l'obstacle à l'unanimité des États membres que constituait, en particulier, le choix du régime linguistique, le Conseil avait proposé[137] d'opter pour une procédure de coopération renforcée[138] et ainsi temporairement délimiter l'application territoriale du « paquet brevet unitaire ». L'effet de ce procédé est tel que

---

[134] « Cons. UE, déc. 10 mars 2011 autorisant une coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection par brevet unitaire », 2011/167/UE ; V. TRIET Grégoire et VIVANT Michel, « Juridiction européenne : une nouvelle donne pour le brevet ? », *CDE,* n° 1, Dossier 4, 2012 ; SAMPEDRO CALLE Raquel, « The European Patent With Unitary Effect: Gateway to a European Union Patent? », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 78-83.

[135] « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8 « Règlement (UE) n° 1260/2012 du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 89-92 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[136] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 254.

[137] Si cette proposition était possible, c'est parce que le Traité de Lisbonne avait prévu un fondement juridique - l'article 118 TFUE - indispensable pour mettre en œuvre la coopération renforcée comme exigé par l'article 329(2) du TFUE.

[138] Art. 20 TUE, la coopération renforcée est utilisée « en dernier ressort, lorsque *(Conseil de l'UE*) établit que les objectifs recherchés par la coopération ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'au moins neuf États membres y participent. » Cette procédure avait été introduite dans le droit de l'UE par le Traité d'Amsterdam de 1997 et successivement modifiée par les Traités suivants pour en faciliter l'activation. Le contentieux des brevets marque le deuxième recours à ce mécanisme dans l'histoire du droit de l'UE. Le premier correspond au Règlement n° 1259/2010 qui traite de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (JOUE, 29.12.2010, L342 p. 10-16).

le périmètre d'application du « paquet brevet unitaire » est limité et susceptible des changements territoriaux au fil du temps[139]. De même, une juxtaposition de régimes juridiques différents inévitable[140] avec une persistance d'imbroglio juridictionnel[141]. En somme, la solution retenue est plutôt traitée comme un « pis-aller » [142] qu'une véritable décision politique. En outre, on peut également noter que la volonté d'inclure l'UE n'avait pas forcément conduit à la création d'un titre propre à l'UE. Bien au contraire, suite au « bazar oriental[143] » des articles tenant au droit matériel des brevets avaient été déplacés du règlement à l'AJUB pour éviter que la CJUE puisse s'y prononcer. C'est, en particulier, le gouvernement britannique qui s'opposait à la compétence de la CJUE en la matière[144]. Si on ajoute à ceci le compromis entre l'Europe de Munich et de Bruxelles sur le maintien du rôle actif de l'OEB dans le cadre de la délivrance du brevet, qui là également échappe au contrôle de l'UE, il s'avère que, tout en étant affirmé, le rôle de la CJUE à première vue sera réduit.

36. Transition — Au début de l'année 2013, le « paquet brevet unitaire » instituant « une première juridiction supranationale en Europe qui peut connaître de litiges entre les parties privées[145] » dans le domaine des brevets a vu le jour. Toutefois, son entrée en vigueur a été décalée d'une dizaine d'années pour de raisons tant politiques que constitutionnelles.

B. L'UE : un acteur reconnu, mais controversé

37. Polémiques — « L'accord historique »[146], trouvé au bout des longues années des négociations, se heurte à de divers évènements à la suite desquels la JUB est présentée comme

---

[139] Au jour de son entrée en vigueur, le « paquet brevet unitaire » s'applique aux dix-sept États membres de l'UE au lieu de vingt-sept.
[140] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 261.
[141] *Ibid.*, p. 265-269.
[142] *Ibid.*, p. 269.
[143] LAZZERINI Renato, AUGER Marie et RAYNARD Jacques, « Le brevet à effet unitaire et la juridiction unifiée du brevet », in Favreau A. (dir.), *La propriété intellectuelle en dehors de ses frontières,* Larcier, 2019, p. 94.
[144] DREXL Josef, « An Institutional Perspective on the European Intellectual Property System: Will It Get Any Better? », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 93.
[145] VÉRON Pierre, « The Rules of Procedure of the Unified Patent Court », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 205.
[146] ZARKA Jean-Claude, « Brevet unitaire européen: accord historique entre le Parlement et le Conseil », *Recl. Dalloz*, 2012, p. 2961.

une arlésienne[147]. Le premier événement tient au Brexit (**1°**). Le second se réfère à de différents recours (**2°**). Contrairement à l'arlésienne, la JUB se présente finalement sur la scène européenne, certes, mais en ressort fortement impactée par cette période des oppositions.

1° L'ombre du Brexit : le rejet du droit de l'UE

38. Réponse en deux temps suite au Brexit — Le 23 juin 2016 marque une date historique en droit de l'UE. Pour la première fois, des habitants d'un État membre se prononcent, en effet, par référendum en faveur de la sortie de l'UE[148]. Divers questionnements se posent sur les modalités juridiques d'une telle sortie. Les spécialistes en droit des brevets, en particulier, se posent la question de savoir si le Brexit aura l'impact sur la mise en place de la JUB. Or, non pas seulement l'AJUB prévoit qu'une des divisions centrales se situera à Londres, mais également la ratification de l'AJUB par le Royaume-Uni est une condition *sine qua non* de son entrée en vigueur. Contre toute attente, en 2018, le Royaume-Uni a ratifié l'AJUB. Cette nouvelle est loin d'être rassurante, de sorte que de nombreuses analyses ont été menées pour vérifier si le Royaume-Uni pourrait, oui ou non, faire partie des États membres inclus dans le « paquet brevet unitaire »[149]. Les réponses apportées divergent et aucun scénario ne semble suffisamment convaincant. Au vu du fait qu'en parallèle, le processus de ratification a été freiné par Allemagne, le délai supplémentaire permet au gouvernement britannique de réfléchir sur la stratégie à adopter en la matière. Le fruit de ces réflexions a mené au retrait de la ratification en 2020. Dans un

---

[147] TREPPOZ Edouard, « Le Brexit et la propriété intellectuelle », *RTD Eur.,* 2017, p. 858 ; CHIARINY Anne-Catherine et DHENNE Matthieu, « La juridiction unifiée du brevet : le mirage du droit des brevets ? », *Dalloz IPIT*, 2021, p. 446 ; COUTRON Laurent, « La fin de l'attente : la création d'une juridiction unifiée du brevet », *RTD Eur.,* 2014, p. 478-XI.

[148] 51,9% des voix en faveur du Brexit

[149] Le Brexit implique la révision des textes fondateurs de la JUB : DUNLOP Hugh, « What now for the Unified Patents Court following the Brexit referendum? », *EIPR,* 2016, p. 597; GANDÍA SELLENS María Aránzazu, « The Viability of the Unitary Patent Package After the UK's Ratification of the Agreement on a Unified Patent Court », *IIC - IIC,*49, 2018 ; entrée en vigueur du « paquet brevet unitaire » est possible mais sans le Royaume-Uni : UBERTAZZI Luigi Carlo, « Brexit and the EU Patent – Part II: What shall we do? », *JIPLP,* 12, 2017 ; Sur la nécessité de revoir intégralement le « paquet unitaire brevet » suite au Brexit : JAEGER Thomas, « Reset and Go », *IIC,*48, 2017 Une analyse juridique démontre que la participation du Royaume-Uni au « paquet brevet unitaire » est certainement attractive mais difficilement envisageable au vu de manque de prévisibilité et sécurité juridiques : TREPPOZ Edouard, *op. cit.*, p. 858-860 ; Le Brexit vu comme une opportunité pour une révision du « paquet brevet unitaire » : BROSS Siegried et LAMPING Matthias, « Eyes wide shut », *IIC,*49, 2018, p. 887-894 ; A l'encontre de la partipation du Royaume-Uni à la suite du Brexit motivé par la nécessité de cohérence du droit de l'UE : LAMPING Matthias et ULLRICH Hanns, « The Impact of Brexit on Unitary Patent Protection and its Court », *Max Planck Inst. Innov. Compet. Res. Pap. No 18-20*, 2018 Sur la participation possible du Royaume-Uni : « Can the UK stay in the UPC system after Brexit? », *GRUR Int.*, 1, 2017.

communiqué de presse, le gouvernement a précisé que « la participation à une juridiction qui applique le droit communautaire et qui est liée par la CJUE serait incompatible avec l'objectif du gouvernement de devenir une nation indépendante et autonome »[150]. À la suite du retrait du Royaume-Uni du « paquet brevet unitaire », de nouvelles discussions avaient vu le jour sur le futur du système unitaire. Certains interprétaient les règles prévues par l'AJUB comme empêchant l'entrée en vigueur de l'AJUB suite au Brexit. D'autres proposaient une analyse plus nuancée. Cette dernière analyse fut privilégiée par le comité préparatoire de la JUB qui a trouvé des solutions pour permettre l'entrée en vigueur du système unitaire. C'est ainsi que l'Italie a pris la place du Royaume-Uni au titre des trois ratifications. Concernant la division londonienne, la solution a été trouvée très tardivement[151]. À titre provisoire les compétences de ces divisions furent divisées entre les deux autres divisions centrales situées à Paris et à Munich. Depuis juin 2024, c'est Milan qui accueille le siège de la troisième division[152] avec de compétences quelque peu réduites par rapport à celles initialement assignées à Londres[153].

39. Transition — L'enjeu de Brexit avait pendant cinq ans fait couler beaucoup d'encre et était source d'incertitudes majeures concernant le devenir du système unitaire. Ceci, en raison de l'implication de la CJUE dans le système, jugée trop prononcée par les Britanniques. Le Brexit n'était pas la seule difficulté rencontrée.

2° L'ombre des recours : la remise en cause infructueuse

40. Double nature des recours — Le « paquet brevet unitaire » a connu deux types de recours, d'un côté, des recours concernant son incompatibilité avec le droit de l'UE formés auprès

[150] Notre traduction. Source: « Unified Patent Court, Statement made on 20 July 2020 by Amanda Sollway, https://questions-statements.parliament.uk/written-statements/detail/2020-07-20/HCWS395 », [consulté le 12 juin 2023].

[151] Décision du Comité administratif de la JUB au titre de l'article 87 (2) de l'AJUB, le 26 juin 2023, D – AC/03/26062023.

[152] Discussion sur le manque de base juridique solide pour cette décision : BINCTIN Nicolas et NARD Craig Allen, « Brexit et légitimité juridique de la Juridiction unifiée du brevet », *Sem. Jurid. - Édition Entrep. Aff.*, 2023, p. 40-41, n° 4-6. V. également MONTANA Miquel, « The UPC after Brexit: a time bomb swept under the rug », *EIPR,* 45(12), 2023, p. 693-699.

[153] La chimie et métallurgie initialement confiées à la division de Londres, se retrouvent désormais dans le champ de compétences de la section de Munich. Dans la même veine, des certificats complémentaires de protection sont confiés, désormais, à la division de Paris.

de la CJUE, d'un autre, des recours liés à la constitutionnalité et le respect du droit de l'UE formés auprès de la Cour constitutionnelle allemande[154].

41. Les recours devant la CJUE — L'Italie et l'Espagne, en premier lieu, avaient formé un recours en annulation[155] à l'encontre de la décision du Conseil autorisant une coopération renforcée[156]. Les deux États arguaient que le détournement de pouvoir, une violation du système juridictionnel de l'UE et le non-respect des conditions requises par l'article 20 TUE, en particulier celle en vertu de laquelle la coopération renforcée doit être adoptée « en dernier ressort ». La CJUE dans son arrêt rendu en grande chambre avait rejeté le recours dans son intégralité et, ce faisant, avait légitimé le fondement retenu par le Conseil. En second lieu, l'Espagne avait formé deux recours en annulation visant les deux règlements européens faisant partie du « paquet brevet unitaire ». Par rapport au premier des règlements[157], l'Espagne soulevait, en particulier, le défaut de base juridique, le manquement aux valeurs de l'État de droit et la violation des principes d'autonomie et d'application uniforme du droit de l'UE. Dans sa décision de rejet, la CJUE[158] avait reprécisé les contours d'application de l'article 118 du TFUE[159] et avait réaffirmé que le mécanisme de la coopération renforcée avait été engagé conformément aux dispositions du droit de l'UE. En ce qui concerne le second règlement[160], qui régit la question des traductions, un point de discorde qui avait mené au recours de la coopération renforcée, l'Espagne invoquait la violation

---

[154] On peut ajouter que l'Allemagne n'est pas le seul l'Etat qui avait formé un tel recours. Toutefois, au vu du fait que la ratification allemande était nécessaire pour l'entrée en vigueur de la JUB nous avons décidé d'évoquer particulièrement ces recours.

[155] CJUE, 16 avr. 2013, aff. jointes C-274/11 et C-295/11, Espagne et Italie c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2013:240 ; « European Union: unitary patent: Treaty on the Functioning of the European Union art.326 - Spain v Council of the European Union (C-274/11) », *IIC,*45(3), 2014.

[156] Décision du Conseil du 10 mars 2011 autorisant la coopération renfrorcée dans le domaine de la création d'une protection par brevet unitaire, 2011/167/UE, JO L76, p. 53.

[157] « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[158] CJUE, 5 mai 2015, C-146/13, Espagne c. Parlement européen, Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2015:298 ; V. une analyse critique : JAEGER Thomas, « Reset and Go », *IIC,*48, 2017, p. 265 ; PISTOIA Emmanuela, « Outsourcing EU law while differentiating European integration - the unitary patent's identity in the two "Spanish rulings" of 5 May 2015 », *E.L. Rev.* 41(5), 2016, p. 711-726.

[159] ZARKA Jean-Claude, « Brevet unitaire européen: accord historique entre le Parlement et le Conseil », *Recl. Dalloz*, 2012, p. 2961; LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 269.

[160] « Règlement (UE) n° 1260/2012 du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 89-92.

du principe de non-discrimination en raison de la langue et la violation des principes du droit de l'UE. Là encore, la CJUE[161] rejette dans son intégralité le recours. Elle rappelle ainsi que la limitation linguistique du nouveau titre est nécessaire et proportionnée par rapport au but poursuivi par le législateur européen. En somme, même si l'ensemble des recours avait été rejeté par la CJUE, les discussions qui les entouraient avaient pu démontrer une forte fragilité du système nouveau et un manque d'unanimité au sein des États membres de l'UE sur les modalités de la réalisation de « paquet brevet unitaire ». Par ailleurs, certains auteurs continuent de rappeler que les recours formés n'avaient pas dissipé l'ensemble des doutes sur la compatibilité du système nouveau avec le droit de l'UE. Dès lors, des nouveaux recours, voire, une remise en cause complète ne sont pas à exclure, ceci même après l'entrée en vigueur du « paquet brevet unitaire »[162].

42. Les recours devant la Cour constitutionnelle allemande — La ratification de l'AJUB par Allemagne était une condition *sine qua non* de l'entrée en vigueur du « paquet brevet unitaire »[163]. Elle a été, cependant, remise en question deux fois et, en conséquence, repoussé dans le temps. Le premier recours avait été formé en 2017 auprès de la Cour constitutionnelle allemande, son fondement résidait tantôt dans les dispositions du droit national allemand, tantôt dans le droit de l'UE[164]. Il fallait attendre le 13 février 2020 pour que la décision soit rendue[165].

---

[161] CJUE, 5 mai 2015, C-147/13, Espagne c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2015:299 ; « ECJ upholds enhanced co-operation on unitary patent », *EU Focus*, 332, 2015, p. 33-34 ; PISTOIA Emmanuela, *op. cit.*, p. 711-726.

[162] En ce sens, JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023 ; DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, « How to straighten up the shaky foundations of the unitary patent system: Piercing the non-EU bubble and reintegrating the UPC within the EU judiciary? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023 ; DE VISSCHER Fernand, « Outline of some alternatives to the Unitary Patent Package, and in particular to the Unified Patent Court », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023.

[163] Art. 89 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[164] MICHELET Alain, « La juridiction unifiée du brevet : où en sommes-nous ? », *Propr. Industr.,* 2018, p. 11.

[165] BVerfG, Beschluss des Zweiten Senats vom 13. Februar 2020, 2 BvR 739/17 ; ZARKA Jean-Claude, « L'arrêt du 13 février 2020 de la Cour constitutionnelle fédérale d'Allemagne, relatif à l'accord sur une Juridiction unifiée du brevet », *LPA,* 2020, p. 6-14 ; Une traduction de la décision en anglais avec un commentaire : MULLER-GRAFF Peter-Christian et WRIGHT David, « Conferring Powers on the Unified Patent Court Requires a Two-thirds Majority in Parliament », *GRUR Int.*, 69(9), 2020, p. 943-954 ; WSZOŁEK Anna, « Still Unifying? The Future of the Unified Patent Court », *IIC,*52, 2021, p. 1148 ; BLAIKIE Duncan et COTTER Catherine, « UPC update: death blow or new opportunity? », *PLC Mag*, 31(4), 2020, p. 7-8.

Dans celle-ci, la Cour constitutionnelle allemande a déclaré que le vote de la loi de ratification était inconstitutionnel en raison du non-respect du quorum requis pour adopter la loi de ratification. Cette dernière avait été votée à la majorité simple, alors que c'est la majorité de deux tiers qui avait été requise[166]. Cette formalité avait été rapidement accomplie parce qu'au mois de décembre un nouveau vote avait été organisé et une majorité requise obtenue[167]. La Cour avait en parallèle rejeté les autres moyens soulevés par le requérant. Formellement, la voie de la ratification était bien ouverte pour l'Allemagne, mais là encore le processus de ratification fut suspendu par deux nouveaux recours constitutionnels. La Cour constitutionnelle avait, assez rapidement, déclaré les recours formés comme inadmissibles, et par conséquent, les a rejetés[168]. Au cœur de ces deux recours se trouvaient des violations des différents droits prévus par la Loi fondamentale allemande. Tout d'abord, il s'agissait de la violation du droit à l'autodétermination démocratique[169]. Ensuite, le recours ciblait la violation du principe de l'État de droit, le droit fondamental à une protection juridique effective. Enfin, il était soulevé que la primauté du droit de l'UE prévue par l'AJUB constitue un empiètement inadmissible à l'identité constitutionnelle allemande[170].

43. Ombre de méfiance — Même si l'ensemble des recours susmentionnés furent rejetés, leur présence démontre une certaine méfiance de certains États membres à l'égard du système nouveau et *in fine* des contours du droit de l'UE avec la compétence de la CJUE qui y est intimement liée. Cette méfiance reste perceptible dans le rendu final du « paquet brevet unitaire » dans lequel le rôle de la CJUE demeure limité.

Section 2 : La place incertaine de la CJUE

44. Recherche d'un terrain de compétence de la CJUE — Au vu d'une consécration limitée des règles relatives au régime juridique appliqué aux brevets par le droit de l'UE, la

---

[166] MEILLER Cédric et CHAPUIS Vincent, « Brevet : sale temps pour la juridiction unifiée du brevet », *Dalloz Actual.*, 2020.
[167] La nouvelle loi obtient 88% de voix dans le Bundestag et 100% au Bundesrat. V. VÉRON Pierre, « 1973-2023 : la longue marche vers la Juridiction unifiée du brevet », *Propr. Industr.,* 2023, p. 16.
[168] BVerfG, decision of 23.06.2021, 2 BvR 2216/20 and 2 BvR 2217/20 ; WSZOŁEK Anna, *op. cit.*, p. 1149.
[169] Art. 38 (1) en liaison avec l'art. 20 1) et (2) ainsi que l'art. 79 (3) de la Loi fondamentale allemande (*Grundgesetz*).
[170] L'art. 79 (3) de la Loi fondamentale allemande (*Grundgesetz*).

question se pose de savoir s'il existe un autre terrain de compétence pour la CJUE à l'aune de la JUB ? La réponse à cette question est positive. Il s'agit du droit processuel civil de l'UE. On peut constater que ce droit constitue un ancrage au droit de l'UE dans le cadre de la JUB (**§1**). Son périmètre d'application suscite, cependant, quelques interrogations (**§2**).

§1 : Le droit processuel civil de l'UE : un ancrage existant au droit de l'UE

45. Difficultés — La création d'une juridiction supranationale partagée par certains États membres de l'UE suscitait naturellement les questionnements d'ordre procédural. Les questionnements auxquels le droit de l'UE apporte quelques éléments de réponse. Force est de reconnaître, toutefois, que la recherche de ces réponses suscite deux difficultés fondamentales. La première d'ordre conceptuel, consiste en la définition même du droit processuel civil de l'UE, qui, selon l'angle retenu, peut avoir un périmètre différent et revêtir un nom différencié (**§1**). La seconde est liée à la multiplicité des sources où peuvent être retrouvées les normes d'ordre procédural (**§2**).

A. Le droit processuel civil de l'UE : une notion à signification variée

46. Définition — D'une manière générale, le droit procédural traditionnellement s'oppose au droit substantiel[171]. On peut ainsi distinguer dans un ordre juridique donné, des règles de procédure qui visent à assurer l'application effective des règles dites de fond[172]. La notion du droit processuel classiquement se réfère à « une science comparative fondée sur le rapprochement des procédures (…) et l'étude des thèmes communs à tous les procès »[173]. Cette notion est dès lors plus large que la notion du droit de procédure civile qui renvoie à la « branche de la science du droit ayant pour objet de déterminer les règles d'organisation judiciaire, de compétence,

[171] MICHÉA Frédérique, « Introduction. Essai de typologie des filières procédurales sous-tendant les politiques de l'Union européenne », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 18.
[172] ADALID Sébastien, « Le mouvement de la procéduralisation dans le marché intérieur : entre effectivité et marchandisation de la norme », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 73.
[173] CORNU Gérard, Vocabulaire juridique, PUF, 2018, p. 1719.

d'instruction, des procès et d'exécution des décisions particulières aux tribunaux civils de l'ordre judiciaire »[174].

47. Particularité de l'ordre juridique de l'UE — Même si sur le plan national, la distinction entre deux matières, certes liées, mais avec l'étendue variée, peut être aisée, tel n'est pas le cas du droit de l'UE. L'UE, même si elle est dotée d'une personnalité juridique, n'est pas un État. Le droit de l'UE constitue un ordre juridique imparfait dans la mesure où il définit les règles de fond, tout en laissant, en principe, la charge de leur application aux droits nationaux des États membres[175]. Cette obligation est soumise au respect de certains principes qui encadrent l'application du droit de l'UE. Il s'agit du principe de l'autonomie procédurale qui s'articule avec les principes d'équivalence et d'effectivité.

48. Principes clés — En vertu d'un principe de l'autonomie procédurale, dégagé par la CJUE, en l'absence des règles de l'UE, il appartient à « l'ordre juridique interne de chaque État membre de désigner les juridictions compétentes et de régler les modalités procédurales de recours destinées à assurer la sauvegarde des droits » issus du droit de l'UE[176]. Il convient de relever, toutefois, que ce principe de partage de compétences en théorie simple doit être nuancé. Or, il reste subordonné aux deux principes complémentaires, celui d'équivalence et celui d'effectivité[177]. En vertu du premier, les règles procédurales retenues par le droit national ne doivent pas être moins favorables que celles régissant des situations similaires soumises au droit interne[178]. En vertu du second, elles ne doivent pas rendre impossible ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par le droit de l'UE. Le droit de l'UE impose ainsi une obligation de résultat aux États membres, l'objectif visé par le législateur européen doit être garanti par tous les moyens.

---

[174] Ibid., p. 1717.

[175] ADALID Sébastien, *op. cit.*, p. 74.

[176] CJUE, 16 déc. 1976, aff. C-33-76, Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c. Landwirtschaftskammer für das Saarland, ECLI:EU:C:1976:188 CJUE, 15 mars 2017, C-3/16, Aquino, ECLI:EU:C:2017:209, part. 48.

[177] MICHÉA Frédérique, « Introduction. Essai de typologie des filières procédurales sous-tendant les politiques de l'Union européenne », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 19.

[178] CJUE, 16 déc. 1976, aff. C-33-76, Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c. Landwirtschaftskammer für das Saarland, ECLI:EU:C:1976:188; CJUE, 15 mars 2017, C-3/16, Aquino, ECLI:EU:C:2017:209, part. 48.

49. Effacement progressif du principe de l'autonomie procédurale — Le principe de l'autonomie procédurale avait été dégagé dans les années soixante-dix, la période dans laquelle les interventions de l'UE étaient assez réduites[179]. Son application supposait l'absence des règles de procédure de l'UE. Or, même si une compétence directe en matière de procédure n'a pas été explicitement conférée aux instances européennes, c'est sur la base du principe de subsidiarité que le législateur européen a commencé à ériger de plus en plus de règles en matière procédurale. En vertu du principe de la subsidiarité, en effet, l'UE peut agir dans les domaines où elle ne dispose pas de compétence directe, si les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, mais peuvent l'être au niveau de l'UE[180]. Dès lors, le principe d'autonomie jadis considéré comme fondamental et en lien étroit avec le principe d'attribution[181] aujourd'hui s'efface progressivement au profit de l'extension progressive des compétences de l'UE[182]. On dénote, cependant, qu'actuellement, à l'instar du droit matériel des brevets, l'UE régit des questions de procédure spécifiques sans pour autant proposer un cadre procédural général, qui impliquerait la création d'un corps de règles uniformes appliquées telles quelles à chaque étape des procédures nationales.

50. Droit processuel civil de l'UE — Au vu de l'ensemble des spécificités du droit de l'UE, il nous semble que la notion du droit processuel paraît plus adaptée pour évoquer les dispositions applicables à la procédure judiciaire[183]. Cependant, la notion du droit processuel civil de l'Union européenne ne connaît pas de l'unanimité et renvoie à son tour à des définitions liées, mais bien distinctes. Le droit processuel civil de l'UE peut être entendu, en effet, sous son acception étroite comme l'ensemble des règles applicables par les juridictions de l'UE, à savoir le Tribunal de l'UE et la CJUE[184]. Ce droit peut également être défini sous son acception large comme un ensemble

---

[179] KRANS Bart et NYLUND Anna, « Aspects of Procedural Autonomy », in *Procedural Autonomy Across Europe*, Intersentia, 2020, p. 5.

[180] Art. 5 al. 3 TUE.

[181] Art. 5 al. 2 TUE : « En vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres. »

[182] KRANS Bart et NYLUND Anna, *op. cit.*, p. 1.

[183] On peut noter que les ouvrages anglophones se réfèrent à la notion du « droit européen de procédure civile », p.ex. ŠÍNOVÁ RENÁTA et VALENTOVÁ LUCIA, *Handbook of European Civil Procedure Law (Texts, Cases and Materials)*, Olomouc: Palacký University, 2012 ; KRANS Bart et NYLUND Anna, *op. cit.*, p. 6.

[184] V. p.ex. l'ouvrage qui traite les règles de procédure applicables devant les juridictions de l'UE (le TUE et la CJUE) ainsi que celles de la Cour EDH : GASSO Anna et SAURON Jean-Luc, *Droit processuel européen*, Légitech, 2021.

des règles de procédure développées dans le cadre du droit de l'Union européenne et applicables par l'ensemble des États membres de l'UE[185]. Il s'agit ainsi de l'émergence d'une véritable procédure civile européenne résultant d'un processus d'intégration européenne[186]. C'est cette acception large mêlant l'aspect processuel et procédural qui sera retenue dans le cadre des développements qui suivent.

51. Transition — L'extension progressive des compétences de l'UE et l'émergence du droit processuel civil qui en découle ne riment pas avec une uniformité. Ce droit, en effet, a des sources éparpillées et manque d'un encadrement général.

B. Le droit processuel civil de l'UE : un droit aux sources éparpillées

52. Sources — Le droit processuel civil de l'UE est un domaine en pleine évolution tendant à des rapprochements de plus en plus marqués. Certains parlent d'un phénomène de « procéduralisation du droit de l'UE [187] ». Les interventions du législateur européen sont éparpillées et, dès lors, les sources du droit doivent être recherchées dans divers instruments du droit de l'UE. Ces instruments découlent tantôt des sources générales (**1°**) tantôt des sources spéciales (**2°**).

1° La source générale

53. Liens entre la Conv. EDH et la Charte des DFUE — La première source de ce que certains appellent « le droit processuel commun[188] » est le droit au procès équitable et les garanties procédurales qui en découlent. Initialement reconnu sur le sol européen[189] par la Conv. EDH, le

---

[185] Certains proposent une définition complémentaire du droit processuel civil de l'UE défini comme le droit comparé des procédures civiles des pays de l'UE de , V. CADIET Loïc, JEULAND Emmanuel et AMRANI-MEKKI Soraya, *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. XVII.

[186] REICHLING Noémie, *Les principes directeurs du procès civil dans l'Espace judiciaire européen* , Thèse de doctorat, Université de Normandie, 2017, p. 3-5, n° 3.

[187] Il s'agit d'un mouvement par lequel l'UE propose des règles procédurales visant à permettre l'exécution du droit de l'UE, V. ADALID Sébastien, « Le mouvement de la procéduralisation dans le marché intérieur : entre effectivité et marchandisation de la norme », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 75.

[188] BOULARBAH Hakim, « Le cadre général des règles communautaires en matière de procédure civile: coopération judiciaire, droit judiciaire européen et droit processuel commun », in *Le Droit processuel et Judiciaire Européen*, 2003, p. 176, n°8.

[189] Il existe des textes internationaux conclus dans le cadre de l'ONU qui consacrent également les droits fondamentaux y compris le droit à un recours effectif et le droit au procès équitable : V. les articles 8 et 10 de

droit au principe de protection juridictionnelle effective a été assez rapidement qualifié d'un principe général du droit de l'UE[190]. Après avoir été consacré par la jurisprudence, le droit au procès équitable fut consacré par la Charte des DFUE lors du Conseil européen de Nice[191]. Il est à noter, toutefois, que cette consécration avait été initialement dépourvue d'une portée clairement contraignante[192]. C'est n'est que le Traité de Lisbonne[193], entré en vigueur le 1er décembre 2009, qui lui a reconnu la valeur juridique, la même valeur que celle des traités. Désormais, la Charte est directement applicable dans les droits nationaux, son interprétation ou son non-respect sont susceptibles d'un recours auprès de la CJUE. Le fondement spécifique, propre au droit de l'UE, n'avait pas pour autant effacé des interrogations sur les liens étroits entre la Conv. EDH et la Charte des DFUE. Les deux textes étant très proches. Déjà avant que la Charte des DFUE soit consacrée, les juges de l'UE avaient affirmé que « les droits fondamentaux font partie intégrante des principes généraux du droit », afin d'assurer leur sauvegarde, le juge de l'UE « est tenu de s'inspirer des traditions constitutionnelles communes aux États membres », tout en précisant que « les instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les États membres ont coopéré ou adhéré peuvent fournir des indications dont il convient de tenir compte dans le cadre du droit communautaire »[194]. Or, bien que ce soit l'intégration économique qui était à la base de la construction européenne, les valeurs communes incluant le respect des droits de l'Homme avaient été toujours prises en compte par les instances européennes. Les droits de l'Homme et les droits fondamentaux, en effet, « font en quelque sorte une partie de la "génétique"

« ONU, Déclaration universelle des droits de l'Homme adopté à Paris le 10 décembre 1948 », A/RES/217(III), pp. 71-79 ; V. les articles 2 et 14 de « ONU, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté à New York le 16 décembre 1966 », A/RES/2200(XXI), pp. 55-63.

[190] CJCE, 15 mai 1986, aff. 222/84, Marguerite Johnston c. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary, ECLI:EU:C:1986:206 pts. 18-19 ; CJCE, 15 oct. 1987, aff. 222/86, Union nationale des entraîneurs et cadres techniques professionnels du football (Unectef) c. Georges Heylens et a., ECLI:EU:C:1987:442 pt. 14.

[191] Le Conseil de Nice s'est tenu les 7-9 décembre 2000. Il a mené à la signature du « Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes », OJ C 80, 10.3.2001, p. 1–87.

[192] KRENC Frédéric et PENNINCKX Ellen, « Article 47. - Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », in *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, 2023, p. 1218 n° 2.

[193] « Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007 », 2007/C 306/01.

[194] CJCE, 14 mai 1974, aff. 4-73, J. Nold Kohlen und Baustoffgroßhandlung c. Commission des Communautés européennes, ECLI:EU:C:1974:51 pt. 13 ; Aujourd'hui cette solution est expréssement consacrée à l'art. 6 (3) du « Traité sur l'Union européenne (version consolidée) », JOUE n° C 326 du 26/10/2012 p. 13-45.

de l'UE, car ils en justifient l'existence »[195]. Une fois consacrée, la Charte des DFUE se réfère expressément à la Conv. EDH en subordonnant l'interprétation des garanties prévues par le droit de l'UE à celle de la Cour EDH[196]. Il convient, toutefois, de noter que le législateur européen s'est réservé le droit de prévoir des dispositions qui vont au-delà du standard européen[197]. Il existe, dès lors, un lien étroit entre les deux textes, mais ils demeurent indépendants, dans la mesure où certaines différences peuvent être observées dans leur application. Ce point peut davantage prêter à confusion à l'aune de l'annonce de l'adhésion de l'UE à la Conv. EDH.

54. Adhésion différée de l'UE à la Conv. EDH — Le Traité de Lisbonne avait modifié le TUE pour y préciser que l'UE « adhère » à la Conv. EDH[198]. À la lecture de cette disposition, on pourrait à tort assumer que cette adhésion est déjà effective. Or, des négociations avaient été entamées entre les représentants des Europes de Bruxelles et de Strasbourg pour trouver un terrain d'entente sur les modalités d'une telle adhésion. Pour mieux comprendre les enjeux d'une telle adhésion, on peut noter qu'actuellement l'ensemble des États membres de l'UE avaient signé la Conv. EDH. Dès lors, une fois des voies de recours internes épuisées, chaque ressortissant de l'UE peut saisir la Cour EDH s'il considère qu'un des droits protégés par la Conv. EDH avait été violé par des autorités nationales. En cas de condamnation par la Cour EDH, la décision s'imposera à l'État qui aurait méconnu le droit protégé par la Conv. EDH. L'adhésion de l'UE à la Conv. EDH aura pour l'effet d'ouvrir cette voie de recours auprès de la Cour EDH à l'encontre des institutions européennes. Dès lors, un citoyen qui considère que la décision d'un organe de l'UE porte atteinte à un de droits fondamentaux protégés par la Conv. EDH disposera d'une possibilité de saisir la Cour EDH et la décision rendue s'imposera aux organes de l'UE.

---

[195] GEIGER Christophe, « L'utilisation jurisprudentielle des droits fondamentaux en Europe en matière de propriété intellectuelle : Quel apport ? Quelles perspectives ? », in *La contribution de la jurisprudence à la construction de la propriété intellectuelle en Europe*, Coll. du CEIPI, n° 60, LexisNexis, 2013, p. 193.

[196] Art. 52 (3) : « Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention. » de la « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[197] Art. 52 (3) : « (...) Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue » de la *Ibid.*

[198] Art. 6(2) : « L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités. » du « Traité sur l'Union européenne (version consolidée) », JOUE n° C 326 du 26/10/2012 p. 13-45; Cette disposition est précisée dans le « Protocole (n° 8) relatif à l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales », OJ C 326, 26.10.2012, p. 273–273.

L'adhésion de l'UE n'a pas de caractère purement symbolique, mais emporte des conséquences importantes sur le contrôle externe qui sera ouvert à l'encontre des organes de l'UE. L'importance des effets de l'adhésion avait été, assez rapidement, relevée par la CJUE qui avait rendu un avis négatif[199] au projet d'adhésion présenté en 2013[200]. La CJUE, en particulier, avait souligné les incompatibilités du projet présenté avec les dispositions du droit de l'UE. On peut noter que, depuis lors, des négociations se sont poursuivies et un nouveau projet d'accord provisoire avait été proposé au mois de mars 2023[201]. Ce projet avait laissé en suspens la question des actes de l'UE dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune qui devra être traité en interne par les organes de l'UE. En attendant l'aboutissement de la procédure d'adhésion, pour l'heure, il n'existe pas de lien formel entre l'UE et la Cour EDH[202].

55. Transition — Aux côtés de cette source générale puisant ses sources dans les acquis de l'Europe de Strasbourg, L'Europe de Bruxelles propose de plus en plus de textes applicables à la procédure.

2° Les sources spéciales

56. Coopération judiciaire — Dans le contexte transfrontalier, les interventions de l'UE suivent « la politique des petits pas[203] » en proposant des instruments applicables à tel ou tel problème d'ordre procédural. À l'origine de ces règles se retrouve la coopération judiciaire entre les États membres de l'UE. Les prémisses de la compétence de l'UE dans le cadre judiciaire remontent au Traité de Maastricht signé en 1992[204]. Ce traité avait posé les premières pierres à l'édifice en créant le troisième pilier basé sur la coopération entre les États membres dans le

[199] Avis 2/13 du 18 décembre 2014, ECLI:EU:C:2014:2454 ; « L'avis 2/13 de la Cour de Justice sur l'adhésion de l'Union à la CEDH et après?, Étude pour la Comission AFCO », 2016.

[200] Annexe I du « Comité directeur pour les droits de l'homme, Rapport intérimaire au Comité des Ministres sur les négociations pour l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme », 28 juin 2013, CDDH(2013)R78 Addendum IV.

[201] Annexe I du « Rapport au CDDH du GROUPE DE NEGOCIATION AD HOC DU CDDH (« 46+1 ») SUR L'ADHESION DE L'UNION EUROPEENNE A LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME », 30 mars 2023, 46+1(2023)35FINAL ; V. MERLOZ Florence, « Un pas en avant vers l'adhésion de l'Union européenne à la CEDH », *Dalloz Actual. 12 Avril 2023*.

[202] GAUTHIER Catherine, PLATON Sébastien et SZYMCZAK David, *Droit européen des droits de l'Homme*, Dalloz, 2018, p. 42.

[203] CADIET Loïc, JEULAND Emmanuel et AMRANI-MEKKI Soraya, *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. XX.

[204] « Traité sur l'Union européenne dit Traité de Maastricht », JO n° C 191 du 29/07/1992 p. 1 - 110.

domaine civil et pénal. Il est à noter, cependant, que cette compétence demeurait limitée à la seule promotion de renforcement de la coopération judiciaire entre les États membres[205] sans que les instances européennes puissent y retrouver une compétence directe. C'est le Traité d'Amsterdam signé en 1997[206] qui a marqué un vrai changement de paradigme en attribuant une compétence directe aux institutions de l'UE pour se prononcer sur les questions relatives à la coopération judiciaire dans son volet tant civil que pénal[207]. Ce Traité va créer un espace de liberté, de sécurité et de justice. Depuis lors, les Traités successifs s'inscrivent dans l'optique du renforcement des pouvoirs de l'UE, tout d'abord avec le Traité de Nice[208]. Ensuite, le Traité de Lisbonne[209] va prévoir une disposition régissant explicitement la compétence en la matière, à savoir l'article 81 TFUE[210], tout en supprimant une ancienne division en piliers. Alors que la compétence en matière de la coopération judiciaire retrouve désormais un fondement clair dans le cadre du droit de l'UE, tel n'est pas le cas du droit procédural[211].

57. Richesse des actes — Depuis le Traité d'Amsterdam, les instances européennes avaient pris la décision de prévoir des actes spécifiques répondant à des difficultés concrètes rencontrées par les États membres, essentiellement en lien avec le contentieux transfrontalier[212]. La doctrine

[205] Art. K-K.3 *Ibid.*

[206] « Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes », OJ C 340, 10.11.1997, p. 1–144.

[207] Art. 65 du TCE (version traité d'Amsterdam), devenu l'art. 81 TFUE sous l'empire de Traité de Lisbonne. V. MICHÉA Frédérique, « Introduction. Essai de typologie des filières procédurales sous-tendant les politiques de l'Union européenne », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 20 ; BOULARBAH Hakim, « Le cadre général des règles communautaires en matière de procédure civile: coopération judiciaire, droit judiciaire européen et droit processuel commun », in *Le Droit processuel et Judiciaire Européen*, 2003, p. 172-173.

[208] « Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes », OJ C 80, 10.3.2001, p. 1–87.

[209] « Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007 », 2007/C 306/01.

[210] Art. 81 al. 1 TFUE : « L'Union développe une coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération peut inclure l'adoption de mesures de rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. »

[211] Sur ce point on peut noter, que des dispositions spécifiques d'ordre procédural, comme celles en matière de la propriété intellectuelle, avaient été prévues sur le fondement de l'art. 114 TFUE (ex-art. 95 TCE).

[212] L'art. 81 TFUE.

française traditionnellement propose de systématiser ces différents actes en les classifiant en trois générations[213] qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre.

58. Première génération — La première génération correspond aux règlements prévus dans le domaine du droit international privé régissant des questions des règles de compétence des juridictions nationales dans le cadre d'un litige transfrontalier et des règles d'exéquatur[214]. Le plus notable est bien évidemment le Règlement Bruxelles I bis[215] qui constitue une communautarisation de la Convention de Bruxelles conclue en 1968. Dans cette catégorie, on inclut également les règlements régissant des règles de compétence et d'effets de jugements dans des domaines : matrimonial[216], des obligations alimentaires[217], des successions[218] et d'insolvabilité[219].

59. Deuxième génération — La deuxième génération correspond aux instruments de la coopération judiciaire appliquée à des questions procédurales spécifiques comme celle de la notification et de la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires[220], celle de l'obtention

---

[213] CADIET Loïc, JEULAND Emmanuel et AMRANI-MEKKI Soraya, *Droit processuel civil de l'Union européenne*, LexisNexis, 2011, p. spéc. n° 3, 19 ; REICHLING Noémie, *Les principes directeurs du procès civil dans l'Espace judiciaire européen* , Thèse de doctorat, Université de Normandie, 2017, p. n° 5, 7-8.

[214] Dans cette acception, l'analyse de conflits de lois est habituellement écartée. V. NOURISSAT Cyril, « Le droit international privé et le marché intérieur », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 163.

[215] « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

[216] Le Règlement connu sous le nom de « Bruxelles II bis » : « Règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (refonte) », JO L 178 du 2.7.2019, p. 1–115.

[217] « Règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires », JO L 7 du 10.1.2009, p. 1–79.

[218] « Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen », JO L 201 du 27.7.2012, p. 107–134.

[219] « Règlement (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte) », JO L 141 du 5.6.2015, p. 19–72.

[220] « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

des preuves[221], celle de l'aide judiciaire[222] ou celle de la médiation[223]. Dans cette catégorie, on inclut également le règlement sur le titre exécutoire européen[224]. Pour permettre la mise en œuvre de la coopération entre les autorités judiciaires, un Réseau judiciaire européen (le RJE) est en fonction depuis 2002[225].

60. Troisième génération — La troisième génération complète le mouvement horizontal d'interventions de l'UE [226] par des procédures autonomes issues du droit de l'UE. Ces dernières, s'appliquent aux litiges transfrontaliers et régissent l'ensemble de la procédure, depuis l'acte introductif jusqu'à l'exécution de la décision. Il s'agit de la procédure d'injonction de payer[227] et de la procédure de petits litiges[228]. Il convient de préciser que ces procédures ne supposent pas la création d'une juridiction européenne, mais demeurent applicables par les juridictions nationales des États membres.

61. Sources verticales — À cette construction complexe qui « ressemble à la constitution d'un gigantesque puzzle dont on en connaîtrait ni toutes les pièces ni la forme finale[229] », s'ajoutent également des directives prévues dans les droits spéciaux comme celle applicable aux

---

[221] « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

[222] « Directive 2002/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires », JO L 26 du 31.1.2003, p. 41–47.

[223] « Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », JO L 136 du 24.5.2008, p. 3–8.

[224] « Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », JO L 143 du 30.4.2004, p. 15–39.

[225] « Décision du Conseil, du 28 mai 2001 relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale », OJ L174, 27.6.2001, p. 25-31.

[226] ADALID Sébastien, « Le mouvement de la procéduralisation dans le marché intérieur : entre effectivité et marchandisation de la norme », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 75.

[227] « Règlement (CE) n o 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer (texte consolidé du 14 juin 2017) », OJ L 399, 30.12.2006, p. 1–32.

[228] « Règlement (CE) N° 861/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (texte consolidé du 14 juin 2017) », OJ L 199, 31.7.2007, p. 1–22.

[229] JEULAND Emmanuel, « L'espace judiciaire européen : un ordre juridique interétatique ? », *Rev. Processo*, 2010.

contentieux des droits de la propriété intellectuelle[230]. La Directive 2004/48[231] s'inscrit dans la lignée de l'Accord sur les ADPIC[232] conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale de commerce. Cet Accord a eu pour l'objectif de réduire les distorsions et les entraves dans le commerce international. Sous cet angle, les différences dans les mesures et procédures dans différents États étaient jugées comme constituant des obstacles au commerce légitime. La Partie III de l'Accord prévoit, dès lors, des règles visant le respect des droits de la propriété intellectuelle. La Directive 2004/48 portant sur le respect des droits de la propriété intellectuelle constitue une transposition dans l'ordre européen de l'Accord sur les ADPIC. La raison d'une telle transposition tient à la volonté du législateur européen d'aller au-delà des dispositions de l'Accord sur les ADPIC en prévoyant de dispositions complémentaires ou bien rendre obligatoire les dispositions prévues initialement de manière facultative, p. ex. le droit d'information. En outre, le législateur européen souhaitait éviter de différences dans de modalités d'application des mesures, telles qu'observées avant l'entrée en vigueur de la Directive 2004/48[233]. Tout comme pour l'Accord sur les ADPIC, l'objectif de la Directive 2004/48 est d'harmoniser des procédures et mesures en matière de contentieux des droits de la propriété intellectuelle afin d'éliminer des restrictions à la libre circulation et des distorsions de concurrence[234].

62. Transition — Le rôle de l'UE étant affirmée sur le principe. L'interrogation qui demeure est celle de savoir quel rôle la CJUE pourra jouer concrètement dans la définition de l'interprétation des règles de procédure appliquées par la JUB.

§2 : Le droit processuel civil de l'UE : un ancrage suffisant au droit de l'UE ?

63. Liens entre la CJUE et la JUB — Face au constat que le droit de l'UE régit ponctuellement certains aspects du droit processuel civil et des règles procédurales applicables devant les juridictions nationales, il convient à présent s'interroger sur les possibles relations

---

[230] « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[231] Sur la génèse de la Directive 2004/48, V. KUR Annette, « The Enforcement Directive: rough start, happy landing? », *IIC,*2004, p. 821-824.

[232] OMC, Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, 15 avril 1994.

[233] « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle », COM(2003) 46 final, p. 14.

[234] « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86, p. cons. 1.

entretenues entre la JUB et la CJUE dans le cadre de l'interprétation du droit processuel appliqué par la JUB. Malgré le caractère inédit et novateur des RPJUB, les liens entretenus entre la juridiction nouvelle et la CJUE demeureront comparables à ceux déjà bien connus des juridictions nationales. En ce sens on peut parler du *statu quo* (**A**). Cette situation, cependant, suscite des interrogations sur l'adaptation de ce cadre à la JUB et les répercussions sur l'unité du droit de l'UE (**B**).

A. Les règles de procédure de la JUB : statu quo par rapport au droit processuel de l'UE

64. Défi majeur — La création des règles de procédure de la JUB constituait certainement un défi majeur pour le comité préparatoire de la JUB. Comme on l'a vu, aux termes de la procédure de délivrance de brevet européen à effet unitaire la solution retenue prône l'approche plutôt pragmatique avec la conservation pour essentiel du rôle bien connu de l'OEB. Or, en termes de procédure judiciaire, le comité préparatoire ne pouvait pas se baser sur une source générale commune à l'ensemble des États membres participants à la coopération renforcée. Tout simplement, parce que chaque État membre applique les règles nationales qui, certes, connaissent une certaine harmonisation fractionnée, mais non pas un corps de règles communes qui pouvaient être reprises telles quelles. Par conséquent, le fruit de travail du comité peut être présenté comme « le premier code de procédure civile européen[235] ».

65. Règlement de procédure — Il est intéressant de préciser comment l'impressionnant corpus des 382 règles de procédure[236] a été dégagé. Avant tout, la voie de création d'un corps des règles *ab nihilo* n'était pas la plus évidente[237]. Il était parfaitement envisageable de privilégier des solutions plus faciles comme l'adaptation des règles applicables devant les juridictions européennes à la JUB ou bien de privilégier des renvois vers les droits nationaux déjà harmonisés[238]. C'est bien la voie de création des règles de toute pièce qui a finalement été retenue.

---

[235] VÉRON Pierre, « Le brevet européen à effet unitaire et la Juridiction unfiée du brevet », *Propr. Industr.,* 2023, p. 8.
[236] Selon la numérotation retenue par le RPJUB.
[237] DE VISSCHER Fernand, « Juridiction européenne des brevets (Unified Patent Court) : il est urgent d'examiner une autre approche, plus réaliste et plus équitable », *Propr. Industr.,* 2012 n° 1.
[238] GALLOUX Jean-Christophe, « La procédure dans les droits de propriété intellectuelle », *RIDE,* 4 t. XXIX, 2015, p. 479.

Le travail de rédaction[239], initialement confié à la Commission européenne, avait été rapidement délégué à un comité d'experts réussissant les juges, les praticiens et les universitaires représentant différents États membres. Le travail des experts consistait en une sélection de règles nationales jugées comme les plus efficaces pour le contentieux des brevets. Dès lors « il est tout à fait unique de disposer du meilleur de différentes traditions européennes combinées en un seul ensemble et adaptées aux litiges en matière des brevets. C'est unique et il n'y a pas d'autre tribunal en Europe qui puisse se prévaloir de ce luxe »[240]. Il s'agissait d'un travail très fastidieux[241] qui a mené à de diverses versions de propositions de règles, qui avaient été pour certaines soumises à des consultations publiques[242] dont les observations avaient permis à aboutir à une version finale, 19e, publiée en 2022[243].

66. Résultat — Aux termes du droit de l'UE, on peut constater que l'AJUB, dont plus de la moitié des articles traite de la procédure[244], n'apporte pas d'évolutions significatives par rapport au droit de l'UE déjà connu. Les règles de procédure, en effet, ne proposent pas un cadre unifié des règles procédurales qui seraient entièrement soumises au contrôle d'interprétation de la CJUE. Or, force est de reconnaître que même si la JUB est assimilée à une juridiction nationale, ses caractéristiques et son profil différent d'une juridiction nationale traditionnelle. Ceci en raison de son affiliation aux multiples États membres, tout d'abord. Contrairement à une juridiction nationale traditionnelle soumise aux règles nationales bien définies par le législateur national, la JUB est une juridiction commune aux multiples États membres de l'UE avec des sources juridiques tant de l'UE qu'internationaux. Des États membres qui connaissent, comme il a été démontré, une harmonisation limitée en termes du droit processuel. Par conséquent, si une

[239] L'analyse détaillée du processus de création des règles, V. VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », CDE, dossier 10, 2014.

[240] M. Klaus Hart lors de la « EPO Conference, The Unitary Patent system –a game-changer for innovation in Europe, accessible : https://www.youtube.com/watch?v=cLbl-Ay8Wv0&themeRefresh=1 », 2022, [consulté le 14 janvier 2023].

[241] VÉRON Pierre, « The Rules of Procedure of the Unified Patent Court », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 206-207.

[242] En particulier, 15ème avec plus de 1000 pages d'observations et 17ème.

[243] « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[244] Comme le souligne M. Véron, c'est assez inhabituel dans le cadre d'un accord international : VÉRON Pierre, *op. cit.*, p. 206.

juridiction nationale traditionnelle rencontre des difficultés d'interprétation d'une règle, elle peut s'appuyer sur le corpus des règles nationales et des traditions juridiques bien ancrées. Cela reste plus délicat pour la JUB qui devra créer de toutes pièces cette construction commune indépendante des racines nationales de différents droits nationaux[245]. La JUB, ensuite, ne connaît pas la même composition que les juridictions nationales. Elle est composée des juges multinationaux représentant des traditions juridiques différentes. Les enjeux derrière cette multinationalité sont variés. Les juges de la JUB devront faire l'effort de se détacher de leurs interprétations purement nationales et essayer de dégager des interprétations communes à plusieurs États membres. Cette tache peut s'avérer aisée par rapport aux notions définies par le droit de l'UE, néanmoins en termes de détails procéduraux techniques, elle peut être particulièrement difficile, surtout si le juge en question applique un mécanisme qu'il ne connaît pas bien, car il n'existe pas dans son droit national. Ce volet technique de la procédure suscite depuis toujours un contentieux important devant les juridictions nationales, on peut s'en douter qu'à l'échelle supranationale, cette question puisse susciter davantage des difficultés, au vu de la formation juridique différente d'un juge à l'autre, de la langue étrangère de procédure, de l'absence de la même compréhension de notions procédurales, etc.

67. Transition — Au vu de ces enjeux propres à la JUB, le choix opéré menant à la création des règles de procédure en gardant le *statu quo* par rapport au droit de l'Union européenne, soit une harmonisation avec un périmètre limité, constitue-t-il une réponse adéquate et suffisante ?

B. Le statu quo : une réponse adaptée et suffisante ?

68. État de l'art — Des relations entretenues entre la JUB et la CJUE dans le domaine du droit processuel civil de l'UE ne sont pas faciles à cerner. On constate, tout d'abord, que très peu a pu être dit jusqu'alors sur le volet procédural du contentieux des brevets. On remarque qu'une analyse très riche des principes généraux de procédure a pu être développée en 2000[246] par rapport aux pratiques de chambres de recours de l'OEB. Au vu de son ancienneté, toutefois, la thèse en question n'a pas pu développer de liens avec le droit de l'UE. Parmi les sources plus récentes, on

[245] Comme le souligne M. Castanier : « Si l'idée de créer une juridiction supranationale avec une seule procédure civile est louable, devant la juridiction unifiée du brevet elle est complexe et lacunaire. » CASTANIER Kévin, « Réflexions sur la procédure civile devant la juridiction unifiée du brevet », *LPA,* 2023, p. 9.
[246] WAAGE Eskil, *L'application de principes généraux de procédure en droit européen des brevets*, Litec, 2000.

peut distinguer les analyses générales des règles applicables au contentieux des droits de propriété intellectuelle[247], y compris des brevets[248]. Des analyses qui se concentrent plutôt sur l'étude du ou des droits nationaux abordent le volet tenant à l'harmonisation du droit de l'Union européenne. Parmi les études ciblant le droit de l'UE et le droit des brevets, on peut noter que le volet procédural y est rarement abordé[249] ou l'est de manière expéditive[250]. Nous pouvons relever, cependant, que les questions procédurales avaient pu être abordées dans quelques ouvrages et contributions visant la présentation et l'explication des règles applicables par la JUB[251]. Par ailleurs, les analyses du droit processuel civil de l'UE se contentent généralement d'une simple mention des dispositions propres à la propriété intellectuelle[252], ou bien elles reprennent une analyse d'un instrument en particulier[253]. Il nous paraît dès lors intéressant à l'aune de la JUB de pouvoir mener une analyse détaillée permettant d'avoir une image complète des liens entre le droit processuel civil de l'UE et la JUB.

69. Méthodologie — L'ambition de la présente thèse est d'établir des points de contact entre ces deux matières, rapprochées au sein de la JUB, pour en relever les contours et les possibles implications. Pour ce faire, l'étude propose une analyse exhaustive des sources

---

[247] FAURE Yves, *Le contentieux de la contrefaçon : la réponse du droit français à l'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle* , Thèse de doctorat, Toulouse 1, 2014 ; RODÀ Caroline, *Les conséquences civiles de la contrefaçon des droits de propriété industrielle : (Droits français, belge, luxembourgeois, allemand, anglais)*, Litec, 2011.

[248] Une analyse sous l'angle du droit comparé, V. BRÜNING-PETIT Laurence, *Le contentieux judiciaire de la contrefaçon de brevet*, These de doctorat, Université Lyon 3, 2006.

[249] Plusieures études abordent uniquement la question de l'harmonisation du droit matériel des brevets, V. Par exemple ULLRICH Hanns, *Harmonizing Patent Law: The Untamable Union Patent*, Max Planck Institute for Intellectual Property and Competition Law Research Paper 12-03, [s. d.] ; ULLRICH Hanns, *Le futur système de protection des inventions par brevets dans l'Union européenne : un exemple d'intégration (re-) poussée ?*, Max Planck Institute for Intellectual Property and Competition Law Research, Discussion Paper No. 2, [s. d.].

[250] LUGINBUEHL Stefan, *European Patent Law Toward a Uniform Interpretation*, Edward Elgar Publishing, 2014 ; MCDONAGH Luke, *European Patent Litigation in the Shadow of the Unified Patent Court*, Edward Elgar Publishing, 2016 ; Sous l'angle de la comparaison du système de contentieux de marque de l'UE et de brevet européen à effet unitaire : V. KHUCHUA Tamar, *The future of the European patent judicial design*, Thèse de doctorat, CEIPI, Université de Strasbourg, 2021.

[251] CALLENS Pieter et GRANATA Sam, *Introduction to the Unitary Patent and the Unified Patent Court*, Kluwer Law International, 2013 ; TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe*, Oxford University Press, 2018 ; DESAUNETTES-BARBERO Luc, DE VISSCHER Fernand, STROWEL Alain *et al.* (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023.

[252] LASSERRE Marie-Cécile, *Le droit de procédure civile de l'Union européenne forme t-il un ordre procédural ?*, Thèse de doctorat, Université de Nice Sophia-Antipolis, 2013.

[253] Par exemple, par rapport au Règlement Bruxelles I bis, V. CAMPOLINI Philippe, « La compétence internationale de la juridiction unifiée du brevet. Examen critique du règlement (UE) n° 542/2014 », *Rev. Droit Commer. Belge Tijdschr. Voor Belg. Handelsr.*, 2016.

doctrinales pertinentes, francophones et anglophones qui traitent tant du contentieux des brevets que du droit de l'UE afin de pouvoir identifier précisément des liens entre ces deux domaines. Cette analyse sera complétée par une analyse de décisions de justice rendues par la CJUE en matière du droit processuel appliqué à la propriété intellectuelle, y compris le droit des brevets. De même, la thèse intègre les premières ordonnances et décisions rendues par la JUB dans la première année de son fonctionnement[254]. L'objectif est de ce travail de recherche est de définir dans quels domaines et quelles conditions la JUB pourra former un renvoi préjudiciel auprès de la CJUE. *A contrario*, cette analyse démontrera des limites de ces interventions. L'étude documentaire et jurisprudentielle basée sur le droit constant aura accompagné des réflexions s'inscrivant dans l'approche prospective des modifications législatives qui pourraient apporter plus de clarté et cohérence au droit de l'UE et au fonctionnement de la JUB.

70. Exclusions — Cette analyse implique quelques restrictions quant à son champ. Dès lors, les questions relatives aux procédures de délivrance devant les offices nationaux ou l'OEB n'y seront abordées qu'à titre accessoire pour illustrer certains phénomènes, sans être exhaustivement traitées. De même, l'analyse proposée trouve ses contours délimités par la compétence de la JUB, dès lors le contentieux pénal, administratif, douanier ou autre que les violations du droit de brevet ou sa validité n'y seront pas abordés. Enfin, l'étude propose une analyse du droit processuel qui naturellement implique une certaine distance envers le droit matériel des brevets, comme précisé ci-dessus, la question de l'harmonisation du droit matériel des brevets a déjà été abordée dans un certain nombre d'études. Par conséquent, elle sera traitée en marge de développements qui vont principalement cibler les aspects procéduraux du contentieux des brevets.

71. Problématique — Le contentieux des brevets et le droit processuel civil de l'UE sont deux domaines qui connaissent des évolutions progressives. Le rythme de celles-ci n'est pas cependant le même. Alors que le contentieux de brevet connaît un rapprochement inédit entre les États membres de l'UE qui désormais partagent une juridiction supranationale commune, le droit processuel civil de l'UE avance à de petits pas en proposant le cadre de l'harmonisation partielle propre à certains domaines ou procédures spécifiques. Par conséquent, la rencontre de ces deux domaines peut susciter des difficultés tant au regard de cohérence du droit, faute de l'unification,

[254] Entre le 1er juin 2023 et 30 juin 2024.

en effet, il est possible que la nouvelle juridiction dégage des interprétations novatrices du droit, que de son unité. Au vu du fait que c'est la CJUE qui veille à l'interprétation uniforme et cohérente du droit de l'UE, la question qui se pose est celle de savoir **quel rôle joue la CJUE dans l'interprétation du droit processuel civil appliqué par la JUB ?**

72. Plan de thèse — Le fractionnement du droit processuel civil de l'UE nous mène à identifier et analyser différents points d'ancrage à la compétence de la CJUE dans le cadre de du droit procédural appliqué par la JUB. Ces points sont au nombre de trois. Tout d'abord, le standard procédural issu de la Conv. EDH, consacré par la Charte des DFUE avec, en particulier, le droit au procès équitable. Ensuite, certains règlements visant à faciliter la coopération judiciaire dans certains sujets procéduraux bien précis, comme la compétence des juridictions, la reconnaissance des décisions, l'obtention des preuves ou la notification des actes judiciaires. Enfin, l'instrument spécifique, propre aux droits de la propriété intellectuelle — la Directive 2004/48. L'analyse de ces trois différents textes et de la jurisprudence qui s'y réfère nous mène à la conclusion que le rôle de la CJUE en matière du droit processuel demeure limité à l'aune de la JUB. Bien que l'opportunité des renvois préjudiciels dans certains domaines précis soit bien identifiable, une évaluation générale démontre de nombreuses limitations à la compétence de la CJUE. Ces limitations diffèrent d'un instrument à l'autre. Alors que la Charte des DFUE suppose dans le cadre d'un renvoi préjudiciel une application des dispositions du droit de l'UE, qui dans le cadre de la JUB demeurent limitées, les règlements basés sur la coopération judiciaire présentent des contours d'application assez restrictifs, le renvoi préjudiciel dans ce cadre-là suppose ainsi une réunion des faits particuliers. La Directive 2004/48, quant à elle, présente des limitations en lien avec sa nature même, celle de poser un standard minimal. Malgré la volonté de la CJUE d'intégrer certaines notions procédurales dans le cadre du droit de l'Union européenne, ses décisions rendues jusqu'alors démontrent le contrôle restreint opéré par la Haute juridiction européenne (**Partie 1**). Or, comme il a été mentionné ci-dessus, malgré une assimilation de la JUB à la juridiction nationale sous l'angle du droit de l'Union européenne, la JUB n'est pas une juridiction comme les autres. Elle présente de nombreuses spécificités et son régime procédural est particulièrement complexe. La présence d'un organe supervisant le travail de la JUB, bien établi, et réunissant l'ensemble des États membres participants qui est l'UE, aurait pu renforcer la légitimité de la JUB et, le cas échéant, guider la jurisprudence afin d'en assurer la cohérence par rapport aux droits nationaux. En ce sens, on peut parler d'une vraie nécessité de renforcement du rôle de la CJUE à l'aune de la JUB *a minima* dans le contexte du droit processuel civil de l'UE. Ce renforcement

pourrait prendre des formes différentes. On peut envisager une action horizontale du législateur européen dans la lignée des projets d'harmonisation tant du droit international privé que du droit de la procédure civile déjà bien établis. Ces projets, bien que leur importance théorique et fondamentale ne soit pas à démontrer, pourront cependant avoir un impact quelque peu limité sur les activités de la JUB. Pour cette raison, une réflexion sur l'harmonisation verticale visant l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle, ou bien restreinte aux droits de la propriété industrielle ou encore, restreinte au contentieux des brevets semble plus adaptée (**Partie 2**).

PARTIE 1 : L'ÉTENDUE LIMITÉE DU RÔLE DE LA CJUE À L'AUNE DE LA JUB

73. Assimilation à une juridiction nationale — La JUB en tant qu'une juridiction commune aux États membres de l'Union européenne contractants à l'AJUB sera assimilée du point de vue du droit de l'Union européenne à une juridiction nationale[255]. Ainsi, tout comme toute juridiction nationale, elle aura pour l'obligation de veiller au respect du droit de l'Union européenne et, le cas échéant, adresser un renvoi préjudiciel auprès de la CJUE si un tel respect était compromis. Il convient, toutefois, de relever que la CJUE puisse se prononcer sur les demandes préjudicielles portant sur l'interprétation du droit de l'Union européenne. Or, le droit de l'Union européenne n'est pas une source de droit exclusive devant la JUB[256]. Par conséquent, évaluer le rôle de la CJUE dans l'interprétation du droit appliqué par la JUB revient à identifier des règles provenant du droit de l'Union européenne, puis déterminer comment elles avaient été intégrées dans le « paquet brevet unitaire » pour enfin, à travers une analyse de la jurisprudence de la CJUE pouvoir définir quel rôle effectif peut jouer la CJUE.

74. Distinction entre *acquis* d'application horizontale et verticale — Le travail d'identification des règles communes nous conduit à la notion « d'acquis », qui renvoie à l'ensemble des droits et obligations communs constituant le corpus législatif de l'Union européenne[257]. Il s'agit de la notion vaste et évolutive qui contient, entre autres, les traités de l'UE, toute législation adoptée pour appliquer ces traités ainsi que la jurisprudence développée par la CJUE. Au vu de la grande généralité de cette notion, nous allons proposer une distinction entre les *acquis* d'application horizontale et ceux d'application verticale. Le terme « d'application horizontale » renvoie à une application des règles générales susceptibles d'application dans divers

[255] Art. 1(2) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40: « La juridiction unifiée du brevet est une juridiction commune aux États membres contractants et est donc soumise aux mêmes obligations en vertu du droit de l'Union que celles qui incombent à toute juridiction nationale des États membres contractants. »

[256] Art. 24 de *Ibid.*

[257] Selon le glossaire des synthèses sur le site officiel de l'Union européenne. V. https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/acquis.html (Consulté 12 mai 2023).

domaines de droit[258]. À titre d'exemple, un droit au procès équitable pourra être appliqué aussi bien dans le cadre d'un contentieux de contrefaçon que celui visant la pension compensatoire ou le paiement d'un salaire. En revanche, dans le cadre d'une analyse des *acquis* s'application verticale, nous allons cibler les règles qui s'appliquent exclusivement aux droits de la propriété intellectuelle. Elles suivent la logique propre aux droits de la propriété intellectuelle et, dès lors, ne sont pas applicables telles quels dans d'autres domaines du droit[259].

75. Plan — Les acquis tant d'application horizontale (**Titre 1**) que d'application verticale (**Titre 2**) avaient été bien intégrés dans le « paquet brevet unitaire ». Toutefois, au vu du fait que le droit processuel civil de l'UE demeure limité dans son application, son intégration dans le cadre de l'AJUB conduit au rôle *a priori* limité de la CJUE.

[258] En ce sens, « Le spectre de ce droit couvre tout l'horizon du procès, celui de tous les procès, en ce sens qu'il plane comme une ombre tutélaire, au-dessus de tous les contentieux nationaux, pour mieux les irriguer (comme le nuage de pluie s'étale au-dessus de la terrer pour l'arroser […] » GUINCHARD Serge, CHAINAIS Cécile, DELICOSTOPOULOS Constantin *et al.*, *Droit processuel. Droit commun et droit comparé du procès équitable*, Dalloz, 2023, p. 73-74 n° 18.

[259] Certains parlent ainsi des « droits processuels verticaux », V. *Ibid.*, p. 77 et s. n° 23.

Titre 1 : L'intégration des *acquis* d'application horizontale

76. Richesse des acquis d'application horizontale — Les droits fondamentaux constituent indubitablement l'ancrage premier à la compétence de la CJUE dans le cadre d'application du droit processuel civil de l'Union européenne. Tant les exigences procédurales découlant du procès équitable que le principe de proportionnalité régissant les conflits entre les différents droits fondamentaux constituent un standard procédural appliqué par l'ensemble des juridictions nationales et, désormais, une juridiction supranationale spécialisée en contentieux des brevets, qui y est assimilée. Au vu de leur caractère général, l'intégration des droits fondamentaux dans le « paquet brevet unitaire » a un caractère, avant tout, formel (**Chapitre 1**). Par ailleurs, le législateur européen a prévu divers instruments communs d'application souvent horizontale. Ces instruments sont généralement issus de la coopération transfrontalière entre les juridictions des États membres[260]. Elles visent spécifiquement à résoudre une problématique précise, p. ex. la communication des pièces entre les juridictions des États membres de l'UE ou bien la définition de la compétence juridictionnelle pour connaître un litige présentant de liens de rattachements avec plusieurs États membres. Au vu du fait que ces instruments visent à résoudre une problématique d'ordre procédural, ils s'appliquent dans les domaines de droit variés faisant partie de la « matière civile et commerciale ». La JUB en tant sa qualité de la juridiction commune aux multiples États membres devra également appliquer certains instruments issus de la coopération transfrontalière. D'autant plus, qu'il existe deux facteurs qui vont davantage marquer la pertinence de ces instruments par rapport à la nouvelle juridiction spécialisée. Le premier tient à la nature transfrontalière du contentieux soumis à l'appréciation de la JUB. Cette nature peut être liée tantôt à l'étendue de la contrefaçon, tantôt aux compétences des divisions, tantôt à la composition multinationale des divisions de la JUB. Le second tient au fractionnement du territoire issu de la procédure de la coopération renforcée. Par conséquent, les instruments du droit de l'UE vont permettre de régir des relations respectives entre la JUB et les juridictions nationales des États membres qui se trouvent, pour le moment, en dehors du système unitaire. On peut relever, toutefois, que l'intégration de ces instruments par nature d'application horizontale à la juridiction

[260] Art. 81 (ex-article 65 TCE) « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée) », JO C326, 26.10.2012, pp. 47-390.

supranationale hautement spécialisée dans le domaine pointu, est susceptible de poser quelques difficultés d'application et demeure, à ce jour, perfectible (**Chapitre 2**).

Chapitre 1 : L'intégration formelle des droits fondamentaux

77. Définition — Le terme « droits fondamentaux » se réfère à « l'ensemble hétérogène de véritables droits et de libertés[261] » qui constituent « les assises mêmes de la justice et de la paix dans le monde et dont le maintien repose essentiellement sur un régime politique véritablement démocratique, d'une part, et, d'autre part, sur une conception commune et un commun respect des droits de l'homme dont ils se réclament[262] ». Il s'agit des droits et des libertés qui sont au cœur du système démocratique, en ce sens, la JUB, en tant qu'une juridiction commune aux États membres contractants doit naturellement veiller à leur respect. Leur intégration dans le « paquet brevet unitaire » est formelle.

78. Sources variées — Les droits fondamentaux puisent leur source, tout d'abord, dans divers instruments internationaux. On peut relever, en particulier, deux textes de référence en la matière conclus dans le cadre de l'ONU. Il s'agit, en premier lieu, de la Déclaration universelle des droits de l'Homme[263] conclue le 10 décembre 1948. Bien que cet instrument n'ait pas d'effet contraignant pour les États signataires, il revêt une force morale[264] et il a constitué un fondement pour des textes contraignants appliqués à l'échelle internationale ou régionale[265]. En second lieu, c'est le Pacte international relatif aux droits civils et politiques[266] adopté le 16 décembre 1966 qui en vue de la précision des dispositions de la DUDH consacre et détaille différents droits et libertés. Ensuite, sur le sol européen c'est la Conv. EDH[267], représentant l'Europe de Strasbourg[268], qui encadre divers droits fondamentaux, en y apportant une riche jurisprudence précisant les contours

---

[261] Sous « fondamental » CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, PUF, 2018, p. 1008-1009.

[262] Préambule de « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5.

[263] « ONU, Déclaration universelle des droits de l'Homme adopté à Paris le 10 décembre 1948 », A/RES/217(III), pp. 71-79.

[264] SMITH Rhona, « Interaction between international human rights law and the European legal framework », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 53.

[265] Préambule de « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5.

[266] « ONU, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté à New York le 16 décembre 1966 », A/RES/2200(XXI), pp. 55-63 On peut noter que 173 États y font partie. .

[267] « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5.

[268] V. Introduction, *supra*, n° 3.

de leur application ainsi que les sanctions liées à leur non-respect. Enfin, dans le cadre du droit de l'Union européenne, les droits fondamentaux avaient connu une consécration en trois étapes. Tout d'abord, la CJCE les a consacrées en tant que principes généraux du droit de l'UE[269]. Ils étaient, ensuite, consacrés dans la Charte des DFUE. Initialement sans effet contraignant, la Charte, depuis 2009, a la même valeur juridique que les traités fondateurs de l'Union européenne[270]. Elle peut, dès lors, être invoquée comme un fondement dans le cadre d'un renvoi préjudiciel devant la CJUE lors de la mise en œuvre du droit de l'UE.

79. Source par rapport à la JUB — Face à cette diversité des sources, la question se pose laquelle aura un impact direct sur les activités de la JUB. Le questionnement sur le rôle de la CJUE dans l'interprétation du droit processuel appliqué par la JUB, nous mène à une conclusion que la source première réside dans la Charte des DFUE. Or, cette conclusion doit être nuancée par les liens étroits entretenus par les Europes de Bruxelles et de Strasbourg. On peut rappeler[271] que le juge de l'UE, depuis une longue date se réfère aux traditions communes issues de la Conv. EDH[272]. De surcroît, la Charte des DFUE dispose expressément que le sens et la portée des garanties qu'elle consacre sont les mêmes que ceux conférés par la Conv. EDH[273]. On pourrait, dès lors, de prime abord avoir la conviction que les dispositions de la Conv. EDH sont directement applicables auprès des instances européennes. Or, ce n'est pas le cas. Certes, tous les États membres de l'UE avaient signé la Conv. EDH, mais tel n'est pas le cas de l'UE, elle-même. Malgré le fait qu'une adhésion de l'UE à la Conv. EDH est expressément prévue par le TUE[274],

---

[269] V. sur ce point, GRIFFITHS Jonathan, « Enforcement of intellectual property rights and the right to a fair trial », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 441-442 ; Premier arrêt où le juge communautaire mentionne des droits fondamentaux consacrés par les principes généraux du droit communautaire : CJCE, 12 nov. 1969, aff. 29-69, Erich Stauder c. ville d'Ulm, ECLI:EU:C:1969:57 ; CJCE, 14 mai 1974, aff. 4-73, J. Nold Kohlen und Baustoffgroßhandlung c. Commission des Communautés européennes, ECLI:EU:C:1974:51 pt. 13.

[270] V. Introduction, supra, n° 53.

[271] Pour une analyse détaillée des interaction entre les deux ordres, V. SMITH Rhona, « Interaction between international human rights law and the European legal framework », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015 spéc. 57-68.

[272] CJCE, 14 mai 1974, aff. 4-73, J. Nold Kohlen und Baustoffgroßhandlung c. Commission des Communautés européennes, ECLI:EU:C:1974:51 pt. 13.

[273] Art. 52 (3) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1 On relève que la même disposition ouvre la possibilité aux organes de l'UE d'aller au-delà de l'interprétation proposée par la Cour EDH : « (...) Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue. » .

[274] Art. 6(2) : « L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans les traités. » du « Traité sur l'Union européenne (version consolidée) », JOUE n° C 326 du 26/10/2012 p. 13-45; Cette

elle n'est pas pour l'heure effective[275]. Par conséquent, la jurisprudence de la Cour EDH constitue une source d'inspiration notable pour le juge de l'UE. Ce dernier, toutefois, devra privilégier la Charte des DFUE pour pouvoir se prononcer sur l'application des droits fondamentaux[276]. En somme, la source première qui sera analysée dans le présent chapitre est la Charte des DFUE, qui est explicitement mentionnée par l'AJUB[277], mais son interprétation prendra en considération des acquis jurisprudentiels de la Cour EDH.

80. Exclusion — La présente thèse, au vu de la problématique retenue, ne va pas explorer une hypothèse d'application de la Conv. EDH à la JUB, à savoir d'un recours portant sur les activités de la JUB qui serait dirigé à l'encontre d'un des États membres contractants devant la Cour EDH. Seule une application des acquis européens par le biais de la Charte des DFUE sera prise en considération. Or, on peut noter que les liens entre la JUB et la Conv. EDH demeurent flous[278] à ce jour. *A priori*, une application de la Conv. EDH ne semble pas exclue à la lumière de la jurisprudence de la Cour EDH, qui avait précisé que « les États contractants engageraient leur responsabilité au titre de la Convention s'ils transféraient une partie de leurs pouvoirs souverains à une organisation internationale dont les mécanismes contentieux internes sont manifestement déficients par rapport aux exigences de la Convention[279] ». Dès lors, l'applicabilité de la Conv EDH à la JUB supposerait la preuve que les mécanismes retenus « sont manifestement déficients », le critère dont l'appréciation soulève quelques difficultés et demeure incertaine[280].

---

disposition est précisée dans le « Protocole (n° 8) relatif à l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales », OJ C 326, 26.10.2012, p. 273–273.

[275] V. l'introduction, n° 54.

[276] KRENC Frédéric et PENNINCKX Ellen, « Article 47. - Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », in *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, 2023, p. 1219 n° 5.

[277] Cons. 13 et art. 20 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[278] En ce sens, LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, « Unified Patent Court and the Right to a Fair Trial: Some Critical Remarks », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 292-294.

[279] CEDH, 5 nov. 2019, n° 47341/15, Konkurrenten. no AS c. Norvège, ECLI:CE:ECHR:2019:1105DEC004734115 §39 ; CEDH, 12 mai 2009, n° 10750/03, Emilio Gasparini c. l'Italie et la Belgique, ECLI:CE:ECHR:2009:0512DEC001075003 p. 5 (Principes applicables).

[280] En ce sens, LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, *op. cit.*, p. 293.

81. Double rôle des droits fondamentaux — Force est de reconnaître que les droits fondamentaux peuvent apparaître comme une source de droit très générale, et potentiellement superflue dans le cadre de domaine si technique que des brevets. Or, ce constat ne reflète pas l'importance des interactions entre les deux domaines. D'une part, les droits fondamentaux participent à la création des dispositions législatives équilibrées[281]. Dans le domaine des brevets, par exemple, les questions fondamentales étaient posées par rapport au droit à la santé[282], droit à l'accès des médicaments face à la crise de la SIDA[283] ou bien par rapport à la protection de la vie humaine dans le cadre de la brevetabilité des cellules obtenues à partir d'un embryon humain[284]. Ces enjeux sociétaux, importants, avaient donné à des interventions législatives ayant pour l'objet de retrouver un équilibre entre le droit des brevets et les droits fondamentaux concurrents. D'autre part, les droits fondamentaux posent un cadre de base à la procédure judiciaire ou quasi-judiciaire qui implique les brevets. Ils contribuent à la mise en œuvre effective du droit des brevets en garantissant un accès effectif au tribunal[285]. Cette seconde acception sera au cœur de notre analyse.

82. Plan — Par nature transdisciplinaires, les droits fondamentaux posent des bases des droits processuels et européens[286] et imprègnent le contentieux des brevets. Sous cet angle, les garanties procédurales dégagées du droit à un procès équitable[287] pourront être mises à l'épreuve devant la nouvelle juridiction (**Section 1**). Il en va de même, des différents droits fondamentaux consacrés par la Charte des DFUE qui pourront se présenter en concurrence devant la JUB **(Section 2**). En particulier, le droit à la protection des données à caractère personnel[288], la liberté

---

[281] GEIGER Christophe, « Fundamental Rights as Common Principles of European (and International) Intellectual Property Law », in Ohly A. (ed.), *Common Principles of European Intellectual Property Law*, Mohr Siebeck, 2012, p. 232 et s.; OHLY Ansgar, « European Fundamental Rights and Intellectual Property », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 153 et s.

[282] GRIFFITHS Jonathan et MCDONAGH Luke, « Fundamental rights and European IP law: the case of Art. 17(2) of the EU Charter », in Geiger Ch. (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 75.

[283] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 35.

[284] CJUE, 18 oct. 2011, C-34/10, Oliver Brüstle c. Greenpeace eV, ECLI:EU:C:2011:669.

[285] En ce sens, SEUBA Xavier, *op. cit.*, p. 39.

[286] GALLOUX Jean-Christophe, « La procédure dans les droits de propriété intellectuelle », *RIDE,* 4 t. XXIX, 2015, p. 469-470.

[287] Art. 47 de la « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[288] Art. 8 de la *Ibid.*

d'entreprise[289] et le droit de propriété[290]. Dans ce cas, c'est bien le droit de l'UE qui apportera la réponse à un tel conflit sous forme d'un examen de proportionnalité contrôlée par la CJUE[291].

Section 1 : Le droit à un procès équitable : le rôle de la CJUE cantonné

83. Contours de l'article 47 de la Charte des DFUE — L'article 47 de la Charte des DFUE constitue un fondement contraignant à l'égard tant des institutions européennes que des juridictions nationales des États membres de l'UE qui appliquent le droit de l'UE. Cette disposition impose, dans son premier alinéa[292], le respect du droit à un recours effectif devant un juge. Ce droit peut être rapproché de l'article 13 de la Conv. EDH[293]. Il existe, cependant, une différence dans leur champ d'application respectif. Alors que la Charte prévoit un droit à un recours effectif « devant un juge », la Conv. EDH ne suppose pas nécessairement qu'un recours soit effectif devant une institution juridictionnelle[294]. La Charte des DFUE, dès lors, retient une approche plus étendue que la Conv. EDH. Avant d'être consacré dans la Charte, ce droit a été initialement consacré en tant qu'un principe général du droit de l'UE[295], la Charte dès lors se contente de le réaffirmer[296]. Le droit à un recours effectif est subordonné au respect d'un certain nombre des garanties procédurales qui sont détaillées dans l'alinéa 2 de l'art. 47[297]. Ces garanties

---

[289] Art. 16 de la *Ibid.*

[290] Art. 17 (2) de la *Ibid.*

[291] CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54 CJUE, 19 févr. 2009, C-557/07, LSG-Gesellschaft zur Wahrenhmung von Leistungsschutzrechten HmbH c. Tele2 telecommunication GmbH, ECLI:EU:C:2009:107 CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 CJUE, 16 févr. 2012, C-360/10, Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers CVBA (SABAM) c. Netlog NV, ECLI:EU:C:2012:85.

[292] Art. 47 (1) dispose : « Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article. »

[293] Art. 13 de la Conv. EDH dispose : « Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale [...] ».

[294] CEDH, 10 juill. 2020, n° 310/15, Mugemangango c. Belgique [GC], ECLI:CE:ECHR:2020:0710JUD000031015, § 137 ; V. TINIÈRE Romain, « Fasc. 160 : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *JurisClasseur Eur. Traité*, 2020, § 102.

[295] CJCE, 15 mai 1986, aff. 222/84, Marguerite Johnston c. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary, ECLI:EU:C:1986:206 pts. 18-19 ; CJCE, 15 oct. 1987, aff. 222/86, Union nationale des entraîneurs et cadres techniques professionnels du football (Unectef) c. Georges Heylens et a., ECLI:EU:C:1987:442 pt. 14.

[296] CJCE, 13 mars 2007, C-432/05, Unibet c. Justitiekanslern, ECLI:EU:C:2007:163 pt. 37 ; CJCE, 3 sept. 2008, C-402/05 P et C-415/05 P, Yassin Abdullah Kadi, Al Barahaat International Foundation c. Conseil de l'UE, ECLI:EU:C:2008:461 pt. 335.

[297] Art. 47 (2) de la « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1: « Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable

sont habituellement lues par la CJUE en conformité avec la jurisprudence portant sur l'art. 6 (1) de la Conv. EDH. Afin d'assurer son efficacité, le droit au recours effectif implique, également, qu'une aide juridictionnelle soit accordée à la partie qui souhaite se prévaloir d'un droit de l'UE, mais dont les ressources ne sont pas suffisantes pour engager une action judiciaire[298].

84. Procès équitable : notion large — L'analyse des garanties prévues par l'article 47 de la Charte des DFUE doit être accompagnée de celle de la jurisprudence abondante rendue en matière du procès équitable par les juridictions européennes : la CJUE et la Cour EDH. Au gré des différentes affaires soumises à l'appréciation des juridictions européennes, la notion du procès équitable n'a pas cessé de s'étendre[299]. Nous allons proposer un aperçu des garanties qui devront être respectées par la JUB (**§1**). Néanmoins, malgré cet essor jurisprudentiel important et les contours vastes du droit au procès équitable, force est de reconnaître que les garanties procédurales revêtent plutôt une valeur de principe. Leur mise en œuvre demeure conditionnée par l'exigence d'application du droit de l'UE dans l'examen des garanties procédurales, ce qui pourra réduire en pratique le rôle de la CJUE en la matière à l'aune de la JUB (**§2**).

§1 : Le standard procédural européen

85. Liens avec la Conv. EDH : champ d'application différencié — L'article 6 de la Conv. EDH et, en particulier, le riche essor jurisprudentiel l'accompagne, sont dûment pris en considération par la CJUE dans l'interprétation de l'alinéa 2 de l'article 47 de la Charte des DFUE[300]. Les garanties procédurales reconnues par la CJUE sont dès lors similaires à celles détaillées par la Cour EDH[301]. Il convient, toutefois, de mentionner que bien que le contenu des garanties demeure similaire sous l'empire des deux textes, leurs champs s'application respective

---

par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter. »

[298] Art. 47 (3) de la *Ibid.*: « Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice. »

[299] On peut citer la Cour EDH: « Selon la Cour, le droit à un procès équitable occupe une place si importante dans une société démocratique que rien ne justifie une interprétation restrictive de l'article 6 par. 1 (art. 6-1) de la Convention » CEDH, 23 oct. 1990, n° 11296/84, Moreira de Azevendo c. Portugal, ECLI:CE:ECHR:1990:1023JUD001129684§ 66.

[300] Il s'agit d'une « précieuse source d'inspiration pour le juge de l'Union » KRENC Frédéric et PENNINCKX Ellen, « Article 47. - Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », in *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, 2023, p. 1221 n° 9.

[301] V. art. 52 (3) de la « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

n'est pas exactement le même. Au vu du fait que l'UE est une communauté de droit[302], les garanties procédurales s'appliquent à tout contentieux qui met en œuvre le droit de l'UE, quel que soit le domaine concerné. Au contraire, la Conv. EDH peut être invoqué uniquement en cas de litiges relatifs à « des droits et obligations de caractère civil »[303]. Il s'agit d'une notion autonome[304], propre à l'ordre juridique représenté par la Cour EDH. Dès lors, la qualification d'un caractère civil implique en premier lieu que soit concernée « une contestation » portant « sur un droit que l'on peut prétendre, au moins de manière défendable, reconnue en droit interne », qu'il soit ou non protégé par la Conv. EDH[305]. En deuxième lieu, cette contestation doit être qualifiée de réelle et sérieuse ainsi que l'issue de la procédure doit être directement déterminante pour le droit en question[306]. En troisième lieu, le droit en question doit avoir un « caractère civil »[307]. Ce caractère est vérifié par rapport au contenu matériel et des effets que confère le droit national au droit concerné[308]. En définitive, la CJUE n'est pas liée par l'examen du « caractère civil » de la contestation, en ce sens, les garanties prévues à l'art 47 (2) de la Charte disposent d'une « portée plus étendue » que celles reconnues par l'article 6 de la Conv. EDH[309].

86. Plan — Malgré la différence dans le champ d'application, les garanties reconnues par les ordres de l'UE et européen demeurent similaires. Il convient de souligner que le droit au procès équitable tel que construit à travers la jurisprudence de la Cour EDH marque une émergence d'un vrai droit substantiel[310]. Ce standard procédural européen, se réfère, ainsi, à deux éléments principaux : aux garanties procédurales, d'un côté (**A**) et aux garanties institutionnelles, de l'autre

---

[302] CJCE, 23 avr. 1986, aff. 294/83, Parti écologiste « Les Verts » c. Parlement européen, ECLI:EU:C:1986:166 pt. 23.
[303] KRENC Frédéric et PENNINCKX Ellen, *op. cit.*, p. 1229, n° 28.
[304] CEDH, 15 mars 2022, n° 43572/18, Grzęda c. Pologne [GC], ECLI:CE:ECHR:2022:0315JUD004357218, § 287.
[305] *Ibid.*, § 257.
[306] La Cour EDH rappelle qu'un « lien ténu ou des répercussions lointaines ne suffisent pas à faire entrer en jeu l'article 6 § 1 » *Ibid.*, § 257 ; CEDH, 3 avr. 2012, n° 37575/04, Boulois c. Luxembourg [GC], ECLI:CE:ECHR:2012:0403JUD003757504, § 90.
[307] Sur l'ensemble de l'examen, V. CEDH, 15 mars 2022, n° 43572/18, Grzęda c. Pologne [GC], ECLI:CE:ECHR:2022:0315JUD004357218, §§ 257-260.
[308] « Guide sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme - Droit à un procès équitable (volet civil) », Mis à jour au 31 août 2022, Accessible : https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/guide_art_6_fra, p. 14, [consulté le 20 septembre 2024] pt. 32.
[309] En ce sens, TINIÈRE Romain, « Fasc. 160 : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *JurisClasseur Eur. Traité*, 2020, §103.
[310] GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répert. Procédure Civ.*, 2017 n° 692-693.

(**B**). Alors que le premier ne semble pas de poser *a priori* des difficultés majeures à l'aune de la JUB, le second est susceptible de susciter quelques interrogations.

A. Les garanties procédurales riches

87. Plan — L'article 47 de la Charte et l'article 6 de la Conv. EDH prévoient en des termes similaires que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable ». Cette même exigence est reprise dans le préambule de l'AJUB[311] dans le considérant opérant un rappel de ce que recouvre la primauté du droit de l'UE, visée à l'art. 20 de l'AJUB[312]. Après avoir cerné les contours de la notion de l'équité de la procédure (**1°**), nous allons détailler les garanties tenant à la procédure elle-même, à savoir sa publicité et son délai raisonnable (**2°**).

1° Les garanties tenant à l'équité de la procédure

88. Plan — L'équité est une notion provenant du latin *acquitas, de acquus* qui signifie égal, équitable. Derrière cette notion on retrouve le devoir de rendre à chacun le sien et le principe qui commande de traiter également les choses égales[313]. Cette notion englobe différentes garanties, entres autres, le principe du contradictoire et celui d'égalité des armes (**a**). Il existe également deux garanties complémentaires qui indirectement contribuent à la garantie de l'équité de la procédure. Il s'agit de la représentation judiciaire ainsi que de l'aide judiciaire (**b**).

a. Les garanties directement découlant de l'équité

89. Exigence d'équité : appréciation — Dans la lignée de l'art. 47 § 2 de la Charte des DFUE et de l'article 6 § 1 de la Conv. EDH, l'AJUB prévoit « le droit à ce qu'une cause soit entendue équitablement »[314]. Cette exigence procédurale d'équité occupe une place importante dans la jurisprudence de la Cour EDH, qui en a pu préciser les contours. L'appréciation du respect

[311] Cons. 13 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[312] Cet article traite de la primauté et du respect du droit de l'Union en des termes suivants « La Juridiction applique le droit de l'Union dans son intégralité et respecte sa primauté ».
[313] Sous « équité » CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, PUF, 2018, p. 894.
[314] Cons. 13 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

des exigences de l'équité se fait par rapport à l'ensemble de la procédure judiciaire[315]. Dans certaines situations, des restrictions aux droits procéduraux peuvent se justifier par des circonstances très exceptionnelles[316]. Nous allons présenter les quatre principales exigences procédurales, qui se dégagent de la jurisprudence de la Cour de Strasbourg et qui peuvent présenter des enjeux à l'aune de la JUB.

90. Administration des preuves — La question de l'administration des preuves recouvre le régime, la charge, l'admissibilité et l'appréciation des preuves ainsi que des présomptions de fait ou de droit qui peuvent être utilisés par les juridictions[317]. La Cour EDH de longue date reconnaît que l'objectif de la Conv. EDH n'est pas de réglementer ces points de droit ou de contester l'appréciation souveraine des preuves[318]. Ces questions sont, en principe, régies par les lois et juridictions nationales. La Cour EDH, néanmoins, veille à ce que le respect du caractère équitable de la procédure dans son ensemble puisse être garanti[319]. Ce contrôle englobe également les questions de l'administration des preuves. La Cour va apprécier ainsi la manière dont les preuves sont recueillies[320]. Sur ce point, on peut mentionner un enjeu de la conciliation du droit à la vie privée avec le procès équitable, par exemple, dans le cadre de la saisie des éléments de preuve confidentiels. Bien qu'en principe la Cour ne conteste pas l'appréciation souveraine des éléments de preuve opérée par les juges du fond, elle peut le faire, par exception, si les conclusions

---

[315] CEDH, 23 févr.2017, n° 43395/09, de Tommaso c. Italie [GC], ECLI:CE:ECHR:2017:0223JUD004339509 §§ 171-172 : « La Cour a pour seule fonction, au regard de l'article 6 de la Convention, d'examiner les requêtes alléguant que les juridictions nationales ont méconnu des garanties procédurales spécifiques énoncées par cette disposition ou que la conduite de la procédure dans son ensemble n'a pas garanti un procès équitable au requérant ».

[316] CEDH, 17 mars 2015, n° 47315/13, Adorisio e. a. c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:2015:0317DEC004731513 § 109.

[317] « Guide sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme - Droit à un procès équitable (volet civil) », Mis à jour au 31 août 2022, Accessible : https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/guide_art_6_fra, p. 96, n° 409, [consulté le 20 septembre 2024].

[318] CEDH, 23 févr.2017, n° 43395/09, de Tommaso c. Italie [GC], ECLI:CE:ECHR:2017:0223JUD004339509§§ 170-172.

[319] CEDH, 22 mai 2018, n° 28621/15, Devinar c. Slovénie, ECLI:CE:ECHR:2018:0522JUD002862115§§ 45-46.

[320] Pour exemple d'application en droit d'auteur, V. GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Shaping Intellectual Property Rights Through Human Rights Adjudication: The Example of the European Court of Human Rights », *Mitchell Hamline Law Rev.*, 46 (3), article 3, 2020, p. 603-604 ; GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Intellectual Property before the European Court of Human Rights », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 80-81.

passent pour arbitraires ou manifestement déraisonnables[321]. Dans le cadre de l'expertise[322], la Cour EDH vérifie si la motivation du refus d'expertise a été raisonnable[323]. À l'inverse, si l'expertise a été ordonnée par la juridiction, la Cour EDH va vérifier si les parties disposent d'un droit d'assister aux entretiens conduits par l'expert ou de recevoir les communications des pièces qu'il a prises en compte[324].

91. Administration des preuves et brevets — La question probatoire en matière des brevets présente un intérêt certain. Il s'agit d'un contentieux technique, portant parfois, sur des éléments ténus pour lesquelles l'obtention des preuves n'est pas toujours aisée. De plus, elle peut se heurter aux informations confidentielles ou bien au secret des affaires. En termes de procédure, il est également fréquent en contentieux des brevets que les expertises soient sollicitées plus souvent que dans d'autres contentieux de propriété intellectuelle. Il est, dès lors, important qu'au vu de ces éléments la JUB veille à ce que la procédure soit équitable conformément aux exigences susmentionnées[325].

92. Principes du contradictoire et d'égalité des armes — L'exigence de procédure équitable suppose également, le respect des deux principes clés étroitement liés l'un avec l'autre, celui du contradictoire, d'un côté, et du principe d'égalité des armes, d'un autre. Bien que le respect de ces principes soit explicitement garanti par l'AJUB, on peut remarquer que ses spécificités procédurales peuvent avoir de l'impact sur l'application effective de ces principes. Le principe du contradictoire, tout d'abord, garantit à chaque partie d'un litige le droit de prendre connaissance de toute pièce ou observation présentée au juge et de la discuter[326]. L'exigence du contradictoire implique que le plaideur, non pas seulement prenne connaissance de pièce, mais également dispose d'un délai suffisant pour pouvoir se familiariser avec les éléments rapportés et

[321] CEDH, 23 févr.2017, n° 43395/09, de Tommaso c. Italie [GC], ECLI:CE:ECHR:2017:0223JUD004339509 § 170.
[322] Pour les principes généraux applicables en la matière, V. CEDH, 9 déc. 2021, n° 68437/13, Hamzagić c. Hongrie, ECLI:CE:ECHR:2021:1209JUD006843713 §§ 40-44.
[323] *Ibid.* §§ 57-58.
[324] CEDH, 22 mai 2018, n° 28621/15, Devinar c. Slovénie, ECLI:CE:ECHR:2018:0522JUD002862115 § 46.
[325] La question des preuves devant la JUB est traitée en détail, *infra*, PARTIE 1, TITRE 2, §1 – B, n° 343 et s.
[326] V. p. ex. CEDH, 7 juin 2001, n° 39594/98, Kress c. France [GC], ECLI:CE:ECHR:2001:0607JUD003959498 § 74 ; CEDH, 20 févr. 1996, n° 19075/91, Vermeulen c. Belgique [GC], ECLI:CE:ECHR:1996:0220JUD001907591 §33 ; CJUE, 17 déc. 2009, C-197/09 RX-II, M. c. Agence européenne des médicaments (EMEA), ECLI:EU:C:2009:804 pt. 41.

puisse y répondre[327]. L'appréciation du respect de principe se fait *in concreto*[328], de cette manière, si des circonstances particulières le justifient, certaines insuffisances procédurales peuvent ne pas porter atteinte à l'équité de la procédure, si par exemple, elles n'ont aucune incidence sur l'issue du litige donné[329]. Il convient de noter que le contradictoire s'applique aussi bien aux parties dans un litige, mais également à l'égard du juge[330]. Ce dernier est tenu de soumettre ses propres initiatives, comme des moyens relevés d'office ou bien une expertise, à la discussion des parties[331]. On peut relever également que le principe de contradictoire est bien connu du droit de l'UE, et avant d'être consacré par la Charte des DFUE, il a été consacré comme un principe fondamental du droit communautaire[332]. Ensuite, le principe de l'égalité des armes vise à assurer un « juste équilibre » entre les parties. Chaque partie, en effet, doit avoir une possibilité de présenter sa cause et ses preuves dans des conditions qui ne la placent pas dans une situation de « net désavantage » par rapport à son adversaire[333]. Ce principe est traditionnellement associé au principe du contradictoire, mais les deux diffèrent quant à leur portée. Alors que le principe du contradictoire a une portée verticale, celui d'égalité des armes a une portée horizontale.

93. Mise à l'épreuve des principes clés dans le contentieux des brevets — Le contentieux des brevets présente des spécificités qui sont susceptibles d'avoir de l'impact sur le respect des principes susmentionnés. Il s'agit, en particulier, des mesures provisoires qui peuvent être prononcées *ex parte* et dont le recours est fréquent dans ce domaine. En présence des faits de la

---

[327] CEDH, 3 mars 2000, n° 35376/97, Krčmář et a. c. République tchèque, ECLI:CE:ECHR:2000:0303JUD003537697 § 42.

[328] Pour un exemple d'application, V. CEDH, 22 juin 1993, n° 12914/87, Melin c. France, ECLI:CE:ECHR:1993:0622JUD001291487 §§ 24-25.

[329] CEDH, 5 sept. 2013, n° 9815/10, Čepek c. République tchèque, ECLI:CE:ECHR:2013:0905JUD000981510 § 46.

[330] CJUE, 2 déc. 2009, C-89/08 P, Commission européenne c. Irlande et a., ECLI:EU:C:2009:742 pt. 54 : « Le juge doit lui-même respecter le principe du contradictoire, notamment lorsqu'il tranche un litige sur la base d'un motif retenu d'office. » ; CEDH, 22 janv. 2019, n° 65048/13, Rivera Vazquez et Calleja Delsordo c. Suisse, ECLI:CE:ECHR:2019:0122JUD006504813§ 41: « le juge doit lui-même respecter le principe du contradictoire, notamment lorsqu'il tranche un litige sur la base d'un motif invoqué d'office ou d'une exception soulevée d'office. » CEDH, 5 sept. 2013, n° 9815/10, Čepek c. République tchèque, ECLI:CE:ECHR:2013:0905JUD000981510 § 45.

[331] REICHLING Noémie, *Les principes directeurs du procès civil dans l'Espace judiciaire européen* , Thèse de doctorat, Université de Normandie, 2017, p. 25-26, n° 22.

[332] CJCE, 24 oct. 1996, C-32/95 P, Commission des Communautés européennes c. Lisrestal, ECLI:EU:C:1996:402 pt. 21 ; CJCE, 31 mars 1993, C-19/92, Dieter Kraus c. Land Baden-Württemberg, ECLI:EU:C:1993:125 pt. 40.

[333] CEDH, 7 juin 2001, n° 39594/98, Kress c. France [GC], ECLI:CE:ECHR:2001:0607JUD003959498 § 72 ; CJUE, 6 nov. 2012, C-199/11, Europese Gemeenschap c. Otis NV et a., ECLI:EU:C:2012:684 pt. 71.

contrefaçon, le titulaire des droits voudra agir vite afin d'obtenir des preuves ou bien afin d'interdire des actes qui portent atteinte à son titre. Au vu du fait que l'attente de la décision sur le fond peut avoir des conséquences irréparables sur le préjudice subi par le titulaire des droits, il est d'usage de recourir à ces mesures en référé. La procédure *ex parte* a pour le but l'effet de surprise pour éviter que le prétendu contrefacteur dissimule des preuves de ses actes. La JUB dispose des pouvoirs d'octroyer tant des ordonnances de conservation des preuves et de descente sur les lieux[334] que celles visant des mesures provisoires et conservatoires[335] *ex parte*. Cette possibilité demeure subordonnée au respect des garanties complémentaires, telles que la notification de l'autre partie immédiatement après l'exécution des mesures avec la possibilité de révision après l'avoir entendue[336], ou bien la possibilité d'une caution visant à indemniser un éventuel préjudice subi par le défendeur[337]. Dans la même veine, le demandeur des mesures octroyées est obligé d'agir au fond dans un délai de trente et un jours civils ou vingt jours ouvrables, à défaut, les mesures octroyées cessent de produire leurs effets et le défendeur peut demander la réparation du préjudice subi[338]. La présence des mesures *ex parte* n'est pas en soi contraire au principe du contradictoire. On peut relever que ce droit n'est pas absolu et son étendue peut varier selon les spécificités de chaque affaire[339]. De surcroît, il est encadré par l'AJUB afin de garantir le droit d'être entendu par le défendeur[340]. Il incombe à présent de vérifier comment ces règles seront appliquées par les juges de la JUB, dont le rôle est de bien veiller à préserver les droits des deux parties, car aussi bien pour le demandeur que pour le défendeur, les mesures concernées peuvent causer un préjudice irréparable. En cas de refus des mesures, le demandeur peut être empêché de mettre en œuvre efficacement son droit de propriété, alors qu'en cas de

[334] Art. 60 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[335] art. 62 *Ibid.*
[336] Art. 60 (6) et art. 62 (5) *Ibid.*
[337] Art. 60 (7), (9) et art. 62 (5) *Ibid.*
[338] Art. 60 (8) et art. 62 (5) *Ibid.*
[339] CEDH, 27 avr. 2010, n° 23083/05, Hudáková et a. c. Slovaquie, ECLI:CE:ECHR:2010:0427JUD002308305 §§ 26-27.
[340] Art. 56 (2) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 rappelle que « La Juridiction tient dûment compte de l'intérêt des parties et, avant de rendre une ordonnance, elle donne à toutes les parties la possibilité d'être entendues, sauf si cela est incompatible avec une exécution efficace de ladite ordonnance. »

mesures octroyées, le défendeur peut se voir contraint à divulguer des informations secrètes à son concurrent[341].

94. Spécificité propre à la JUB : mémoire préventif — Par ailleurs, on peut noter que la JUB propose un mécanisme qui est à même de réduire les hypothèses des actions *ex parte.* Il s'agit des mémoires préventifs[342]. Une personne qui trouve qu'elle risque de faire l'objet d'une demande des mesures provisoires *ex parte*, peut déposer un mémoire préventif au greffe de la JUB. Dans celui-ci, elle peut détailler des faits, apporter des preuves et des arguments visant à démontrer qu'une éventuelle demande devrait être rejetée par la JUB. En réalité, cette possibilité permet au défendeur d'agir en amont pour éviter que des mesures intrusives, et selon lui, injustifiées soient ordonnées par le juge. Si une demande de mesure provisoire est formulée, le greffier communique au juge saisi ainsi qu'au demandeur le mémoire en question. Un mémoire préventif est conservé par la JUB pendant six mois et son dépôt est soumis au paiement de la taxe de 200 euros.

95. Exemple d'application devant la JUB — Les premières ordonnances et décisions rendues par la nouvelle juridiction supranationale démontrent que les exigences du procès équitable sont bel et bien prises en considération par les juges[343]. On peut citer un exemple du principe d'égalité des armes invoqué par la division de Mannheim dans le cadre d'un litige portant sur la langue de procédure[344]. Cette division a souligné que « un problème d'équité peut se poser si une partie, par rapport à l'autre ou aux autres, est considérablement désavantagée par les conditions dans lesquelles elle doit organiser sa défense en raison de la langue de la procédure »[345]. Il est intéressant de noter que la question des langues de procédure n'est pas explicitement abordée

---

[341] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 245-246.

[342] Règle 207 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[343] Par exemple, la division locale de Paris se réfère au droit au procès équitable et au droit de défense dans le cadre d'une analyse du périmètre d'application de la demande reconventionnelle en nullité dans le cadre des codéfendeurs et d'un litige parallèle pendant devant une juridiction nationale, V. JUB, LD Paris, DexCom. Inc. c. Abbott Laboratories e. a., 04/07/2024, UPC_CFI_230/2023, ORD_37297/2024 pt. 9.1.

[344] Pour une analyse détaillée, V. *infra* n° 556.

[345] JUB, DL Mannheim, Advanced Bionics AG e. a. c. MED-EL Elektromedizinische Geräte Gesellschaft m.b.H., 15/04/2024, UPC_CFI_410/2023, No. ACT_12139/2024, p. 6.

en matière civile par la Conv. EDH[346]. Elle peut, toutefois, se rattacher aux principes du contradictoire ou d'égalité des armes[347], si les parties entre elles ou les parties et le juge n'arrivent pas à se comprendre lors d'une procédure judiciaire, le cas échéant, à l'aide d'un interprète. Là encore, l'appréciation de l'équité se fera *in concreto*, par exemple, par rapport au comportement des parties[348]. En droit de l'UE, au-delà du droit au procès équitable, cette question pourra également être rattachée au principe de la non-discrimination en matière linguistique[349].

96. Motivation des décisions — Au-delà des garanties déjà évoquées, l'exigence d'équité implique également que les décisions soient motivées. Le juge doit justifier sa décision pour assurer une justice de qualité, transparente, et à permettre au plaideur de comprendre et pouvoir analyser la décision de justice. De même, cette obligation va permettre également à la juridiction d'un degré supérieur d'exercer son contrôle[350]. L'obligation de motivation ne signifie pas que la juridiction saisie doit apporter une réponse détaillée à chaque argument. L'étendue de l'obligation est appréciée au cas par cas et varie selon la nature de la décision, et des circonstances d'espèce[351]. Une réponse spécifique et motivée est, cependant, exigée pour un moyen décisif pour l'issue de la procédure[352]. La CJUE reprend le même raisonnement que la Cour EDH, en précisant que « le respect du droit à un procès équitable exige que toute décision judiciaire soit motivée, et cela afin de permettre au défendeur de comprendre les raisons de sa condamnation et d'exercer à l'encontre d'une telle décision un recours de manière utile et effective »[353]. La CJUE reconnaît également que les droits fondamentaux peuvent faire l'objet des restrictions pourvu qu'elles soient

---

[346] Contrairement à la matière pénale : art. 5 (2), 6 (3) (a) et (e) « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5.

[347] GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répert. Procédure Civ.*, 2017, p. n° 496.

[348] Comm. EDH, X. et Y. c. Autriche, 9 déc. 1981, n° 9099/80, ECLI:CE:ECHR:1981:1209DEC000909980, p. 212-213.

[349] Art. 21 (1) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[350] GUINCHARD Serge, *op. cit.* n° 581.

[351] CEDH, 24 mars 2022, n° 5386/10, Zayidov c. Azerbaijan, ECLI:CE:ECHR:2022:0324JUD000538610 § 91.

[352] « Guide sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme - Droit à un procès équitable (volet civil) », Mis à jour au 31 août 2022, Accessible : https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/guide_art_6_fra, p. 100, n° 431-433, [consulté le 20 septembre 2024].

[353] CJUE, 6 sept. 2012, C-619/10, Trade Agency Ltd c. Seramico Investments Ltd, ECLI:EU:C:2012:531 pt. 53.

compatibles avec le principe de proportionnalité[354]. Ces restrictions sont appréciées au cas par cas par la CJUE.

97. Motivation et la JUB — Dans le cadre de la JUB, l'exigence de la motivation des décisions est clairement posée par l'AJUB[355], les décisions de la JUB sont rendues dans la langue de procédure et on peut relever que, comme la Cour EDH, la JUB ouvre la possibilité aux avis dissidents qui peuvent être exprimés séparément de la décision[356]. La possibilité des avis dissidents est particulièrement bienvenue, car elle pourra permettre une meilleure compréhension des décisions de la JUB ainsi que le dialogue entre les juges des différentes divisions. Le cas échéant, l'avis dissident pourra également servir d'une indication pour la Cour d'appel de la JUB sur un point procédural ou du fond qui ne fait pas d'unanimité auprès des juges de la JUB des divisions de première instance.

98. Rôle exceptionnel de la CJUE — Pour résumer, les exigences liées à l'équité de procédure portent sur divers éléments, comme administration des preuves, le principe de contradictoire, l'égalité des armes ou la motivation des décisions. Elles sont généralement appréciées au cas par cas. Comme il a été démontré, non pas seulement le cadre juridique de la JUB intègre les acquis européens sur ce point, mais également ces impératifs sont explicitement mis en avant dans les décisions de la JUB. Par conséquent, un éventuel renvoi préjudiciel sur ce fondement demeure exceptionnel. Comme on le verra dans la section suivante, un tel renvoi serait possible en combinant du procès équitable avec un autre droit protégé par la Charte des DF, comme le respect de la vie privée, par exemple.

99. Transition — Les garanties de la procédure équitable constituent une base d'un procès civil. Elles devront être observées par la nouvelle juridiction, en particulier dans le cadre des demandes des mesures provisoires qui pourront être ordonnées *ex parte*. Aux côtés de ces garanties directement découlant de l'exigence d'équité, nous pouvons retrouver deux garanties complémentaires qui indirectement œuvrent pour assurer l'équité entre les parties au procès.

---

[354] *Ibid.* pt. 55.
[355] Art. 77 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[356] Art. 78 (2) *Ibid.*

b. Les garanties indirectement renforçant l'équité

100. Représentation — La première garantie visant à assurer indirectement l'équité entre les parties concerne leur représentation. Les parties peuvent, en effet, avoir un degré des connaissances juridiques inégales. La représentation par une personne maîtrisant des enjeux juridiques permet de combler l'éventuel écart sur ce point en rééquilibrant des liens entre les parties[357]. Malgré que la Conv. EDH ne consacre que le droit à un défenseur en matière pénale[358], la Cour EDH souligne que le droit d'accès à un tribunal peut, dans certaines circonstances, justifier l'assistance d'un membre du barreau également en matière civile. Il s'agit des deux hypothèses, soit celle où la loi prescrit la représentation par un avocat, soit celle liée à la complexité de la procédure en cause[359]. Pour définir si la représentation est requise afin de garantir le respect de l'article 6 § 1 de la Conv. EDH, la Cour EDH privilégie une analyse *in concreto* selon les circonstances particulières de l'affaire[360], comme la complexité de la procédure, la nature de l'affaire, le niveau d'implication émotionnelle du plaideur ou bien sa situation ou son expérience[361]. La Charte des DFUE consacre ce « droit à un défenseur »[362] explicitement[363]. Même si, à notre connaissance, pour l'heure, cette disposition n'a pas connu des précisions

---

[357] CEDH, 19 janv. 2021, n° 45431/14 et 22769/15, Timofeyev et Postupkin c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2021:0119JUD004543114§ 107 : « la Cour estime que, dans les circonstances particulières de l'espèce, l'impossibilité pour ledit requérant de bénéficier d'une aide judiciaire gratuite en vue d'obtenir l'assistance d'un avocat a dû placer l'intéressé dans une situation de net désavantage par rapport à son adversaire ».

[358] L'article 6(3)(c), qui prévoit le droit à un droit à l'assistance du défenseur, ne se réfère qu'à la seule matière pénale ; V. également GRIFFITHS Jonathan, « Enforcement of intellectual property rights and the right to a fair trial », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 445-446.

[359] CEDH, 7 mai 2002, n° 46311/99, McVicar c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:2002:0507JUD004631199§§ 47-48 ; CEDH, 9 oct. 1979, n° 6289/73, Airey c. Irlande, ECLI:CE:ECHR:1979:1009JUD000628973§ 26.

[360] Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et Conseil de l'Europe, *Manuel de droit européen en matière d'accès à la justice*, 2016, p. 81.

[361] Exemples de vérification des critères : CEDH, 7 mai 2002, n° 46311/99, McVicar c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:2002:0507JUD004631199§§ 48-62 (en l'espèce, les juges concluent par l'absence de violation de l'art 6 §1, le requérant, un journaliste cultivé et expérimenté, était en mesure de se défendre tout seul dans la procédure en diffamation, la Cour souligne que la matière n'était pas complexe pour le requérant et qu'il a fait preuve de compréhension des éléments de procédure ; CEDH, 13 févr. 2003, n° 36378/97, Bertuzzi c. France, ECLI:CE:ECHR:2003:0213JUD003637897§§ 26-32 [la violation de l'art. 6 §1 constatée ; en l'espèce, la procédure en dommages-intérêts opposait le requérant à un avocat. En plus, le requérant a vu trois avocats se désister successivement. La Cour EDH souligne que la possibilité de défendre sa cause seul, dans une procédure opposant le requérant à un professionnel du droit, n'offrait pas un droit d'accès à un tribunal dans des conditions permettant au requérant, de bénéficier d'un accès effectif à un tribunal].

[362] TINIÈRE Romain, « Fasc. 160 : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *JurisClasseur Eur. Traité*, 2020, p. n° 104.

[363] Art. 47 (2) in fine « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1: « [...] toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter ».

jurisprudentielles, il est certain que la CJUE va suivre les acquis jurisprudentiels de la Cour EDH[364].

101. Application à la JUB — La représentation devant la JUB est, en principe, obligatoire[365]. Les trois exceptions à cette règle portent sur les recours contre décisions prises par l'OEB dans l'exercice des tâches administratives[366], sur le dépôt ou retrait d'une déclaration de dérogation à la compétence exclusive de la JUB[367] dit une déclaration d'« opt-out », ou sur la demande de l'aide juridictionnelle[368]. La représentation devant la JUB est assurée soit par un avocat autorisé à exercer devant une juridiction d'un État membre contractant[369], soit par « des mandataires en brevets européens habilités à agir en tant que représentants professionnels devant l'Office européen des brevets en vertu de l'article 134 de la CBE et qui possèdent les qualifications appropriées »[370]. Le caractère obligatoire de la représentation, en parfaite adéquation avec le caractère technique du contentieux des brevets, permet de diminuer les chances d'un renvoi préjudiciel auprès de la CJUE sur ce fondement. Comme il a été démontré précédemment devant la Cour EDH, la question de la représentation se pose généralement dans une situation où il n'y a pas d'obligation de représentation.

102. Aide juridictionnelle — L'aide juridictionnelle constitue une seconde garantie qui vise à garantir l'accès effectif au juge ainsi qu'à contribuer, indirectement, à l'équité de la procédure.

---

[364] Art. 52 (3) *Ibid.*

[365] Sur la représentation, COUTRON Laurent, « La fin de l'attente : la création d'une juridiction unifiée du brevet », *RTD Eur.,* 2014, p. 478-XVII ; CASTANIER Kévin, « Réflexions sur la procédure civile devant la juridiction unifiée du brevet », *LPA,* 2023, p. 13, n° 10.

[366] En vertu des règles 88 (4) et 8 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024] ; Les tâches visées sont détaillées à l'art. 9 du « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[367] Règles 5 (4) et 8 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[368] Règles 378 (5) et 8 *Ibid.*

[369] Art. 48 (1) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[370] Art. 48 (2) *Ibid.* ; La liste des mandataires qualifiés est accessible sur le site de la JUB : https://www.unified-patent-court.org/fr/registry/representation/results?name=&last_name=&representation_entitlement=any [consulté le 30 mai 2024].

L'aide juridictionnelle, en effet, permet aux parties qui ne pouvaient pas se défendre ou faire valoir leurs droits pour des raisons financières qui peuvent, sous certaines conditions, le faire. Les critères financiers en soi ne devraient pas constituer un obstacle au recours au juge. La Cour EDH interprète le droit à l'aide juridictionnelle de manière large en y incluant tant l'assistance par un représentant que le financement de frais d'action en justice ou ceux d'une représentation en justice. La Cour EDH, en effet, n'impose pas une forme spécifique de l'aide juridictionnelle, les juges de Strasbourg vérifient si dans l'affaire donnée, le droit à un procès équitable — ici, plus spécifiquement, le droit à un accès effectif — est bien respecté. Les États disposent, dès lors, d'une marge de manœuvre pour définir des modalités d'une telle aide[371]. La Cour EDH a pu préciser, par exemple, que les systèmes judiciaires peuvent établir des procédures de filtrage visant à définir si une telle aide sera accordée ou non dans les affaires civiles, mais celles-ci ne peuvent pas fonctionner de manière arbitraire ou disproportionnée[372]. La Cour EDH distingue deux critères d'appréciation de l'aide juridictionnelle, d'un côté il s'agit de moyens financiers du requérant[373], d'un autre, du bien-fondé de la demande. Ce dernier critère va s'appliquer, en cas d'action vexatoire ou futile, ou bien en cas d'action avec des chances de succès insuffisantes[374]. En termes du droit de l'UE, le droit à l'aide juridictionnelle est consacré par la Charte des DFUE[375], mais également par une Directive européenne[376] qui s'applique aux litiges transfrontaliers. La CJUE s'est prononcée sur la question de savoir si les personnes morales peuvent bénéficier de l'aide juridictionnelle[377]. Après avoir analysé la jurisprudence de la Cour

[371] Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et Conseil de l'Europe, *Manuel de droit européen en matière d'accès à la justice*, 2016, p. 62.

[372] V. p.ex. CEDH, 26 févr. 2002, n° 46800/99, Del Sol c. France, ECLI:CE:ECHR:2002:0226JUD004680099§§ 22-26.

[373] Par exemple, il n'y a pas de violation de l'art. 6 §1 de la Conv. EDH en cas de refus de l'aide juridictionnelle à un plaideur dont les revenus étaient supérieurs aux critères retenus pour le droit à l'aide juridictionnelle CEDH, 19 sept. 2000, n° 32346/96, Glaser c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:2000:0919JUD003234696§ 99.

[374] CEDH, 15 févr. 2005, n° 68416/01, Steel et Morris c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:2005:0215JUD006841601§ 62.

[375] Art. 47 (3) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1: « Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure ou cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice ».

[376] « Directive 2003/8/CE du Conseil, du 27 janvier 2003, visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires », JO L 26 du 31.1.2003, p. 41-47.

[377] CJUE, 22 déc. 2010, C-279/09, DEB Deutsche Energiehandels- und Beratungsgesellschaft mbH c. Bundesrepublik Deutschland, ECLI:EU:C:2010:811.

EDH[378], la CJUE constate que l'octroi d'une telle aide n'est pas en principe exclu et doit être apprécié au regard des règles applicables et de la situation de la société concernée[379]. Dès lors, l'octroi de l'aide juridictionnelle aux personnes morales n'est pas contraire au droit de l'UE, pourvu que les conditions d'octroi de l'aide juridictionnelle constituent une limitation du droit d'accès aux tribunaux, si elles tendent à un but légitime et s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. Cette vérification incombe au juge national[380], la CJUE énumère une série des éléments qu'il doit prendre en compte à cette fin. Il s'agit, entre autres, de l'objet du litige, des chances raisonnables du succès du demandeur, de la gravité de l'enjeu pour celui-ci, de la complexité du droit et de la procédure. La CJUE souligne également l'importance de la prise en considération de la situation de la personne morale en cause, telle que sa forme ou ses capacités financières[381]. Cette décision s'inscrit dans la lignée de la jurisprudence de la Cour EDH, dans la mesure où le juge de Strasbourg n'a pas voulu prendre une position stricte sur cette question, qui inspire des avis controversés dans différents États[382]. La CJUE suit le même raisonnement en ouvrant la possibilité de l'aide juridictionnelle à l'égard des personnes morales sans pour autant en déduire une obligation.

103. Aide juridictionnelle et JUB — L'aide juridictionnelle peut être accordée à toute personne physique qui en raison de sa situation économique n'est pas en mesure de payer en totalité ou en partie des frais de procédure devant la JUB[383]. La notion des « frais de procédure » ne doit pas être entendue *stricto sensu*. Elle englobe également les frais d'assistance et de représentation juridiques tant en précontentieux visant à une solution amiable que le contentieux devant la JUB. De même, cette notion se réfère aussi aux autres frais en lien avec la procédure comme frais de témoins, d'experts, d'interprètes, de traducteurs, voire, les frais de déplacements,

---

[378] *Ibid.* pts. 45-51.

[379] *Ibid.* pt. 52.

[380] PIGNARRE Pierre-Emmanuel, *La Cour de justice de l'Union européenne, juridiction constitutionnelle*, Bruylant, 2021, p. 716, n° 960.

[381] CJUE, 22 déc. 2010, C-279/09, DEB Deutsche Energiehandels- und Beratungsgesellschaft mbH c. Bundesrepublik Deutschland, ECLI:EU:C:2010:811 pts. 59-62.

[382] CEDH, 22 mars 2012, n° 19508/07, Granos Organicos Nacionales S.A. c. Allemagne, ECLI:CE:ECHR:2012:0322JUD001950807§ 47 et § 53.

[383] Art. 71 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 ; Règles 375-382 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

d'hébergement et de restauration nécessaires[384]. Pour bénéficier de l'aide, le demandeur, en outre de la démonstration de sa situation financière, doit également avoir le droit d'agir devant la JUB et que son action puisse avoir une chance raisonnable de succès[385]. Il est clair que la JUB réserve le droit de demander une aide juridictionnelle aux seules personnes physiques, la question a pu être posée de la comptabilité de cette exclusion des personnes morales avec la Charte des DFUE[386]. En suivant l'approche retenue par les deux juridictions européennes, la Cour EDH et la CJUE, il nous semble que le droit de l'UE n'impose pas une aide juridictionnelle aux personnes morales en tant que telles. On peut souligner que la nature de personne, physique ou morale, demanderesse de l'aide juridictionnelle n'est pas un critère de son attribution. L'octroi de l'aide doit assurer le droit d'accès au tribunal, il s'analyse au cas par cas. Par conséquent, l'exclusion en tant telle des personnes morales n'est pas contraire au droit de l'UE, sauf si une telle personne démontre qu'à cause de cette exclusion elle est dépourvue de son droit d'agir devant la JUB faute des moyens financiers. Sur ce point, on peut noter qu'une telle démonstration est limitée devant la JUB dans la mesure où les petites et microentreprises telles que définies par le droit de l'UE[387], qui pourraient avoir hypothétiquement plus besoin d'aide juridictionnelle que les grandes entreprises, bénéficient d'une réduction des frais de procédure *per se*[388].

104. Transition — Les garanties procédurales portant également sur la procédure elle-même.

---

[384] Règle 376 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[385] Règle 377 *Ibid.*

[386] COUTRON Laurent, « La fin de l'attente : la création d'une juridiction unifiée du brevet », *RTD Eur.,* 2014, p. 478-XVI.

[387] Annexe I de la « Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises », L 124, 20.5.2003, pp. 36-41, p. 39-41.

[388] Règle 370 (8) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

2° Les garanties tenant à la procédure

105. Plan — Les garanties procédurales tenant à la procédure portent sur son délai raisonnable (**a**) et sa publicité (**b**).

a. Le délai de la procédure : une approche stricte retenue par la JUB

106. Notion du délai raisonnable — Le droit à un procès équitable implique que la cause soumise à un tribunal « entendue (…) dans un délai raisonnable »[389]. Le terme raisonnable qui signifie « conforme au bon sens, qui ne dépasse pas la mesure »[390] appelle une appréciation au cas par cas. Il s'apprécie *a posteriori* et constitue une exigence minimale[391]. On retrouve cette notion dans le contentieux de propriété intellectuelle soumis à la Cour EDH[392].

107. Jurisprudence européenne — La Cour EDH a établi la grille non exhaustive des critères qu'elle prend en considération pour apprécier si telle ou telle procédure remplit le critère du délai raisonnable[393]. Parmi les critères retenus figurent l'enjeu du litige pour l'intéressé[394], la complexité de l'affaire et le comportement des parties[395]. Dans l'appréciation des faits *in concreto*, le juge n'est pas tenu de constater des manquements à l'ensemble des critères pour constater une violation du délai raisonnable[396]. La durée du délai raisonnable s'apprécie sur

---

[389] Art. 6 (1) « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5 ; Art. 47 (2) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1 ; Cons. 13 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[390] *Dictionnaire de l'Académie Française*, [s. d.] v° raisonnable (3°).

[391] REICHLING Noémie, *Les principes directeurs du procès civil dans l'Espace judiciaire européen* , Thèse de doctorat, Université de Normandie, 2017, p. 167-168, n° 183.

[392] GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Shaping Intellectual Property Rights Through Human Rights Adjudication: The Example of the European Court of Human Rights », *Mitchell Hamline Law Rev.*, 46 (3), article 3, 2020, p. 606.

[393] GRIFFITHS Jonathan, « Enforcement of intellectual property rights and the right to a fair trial », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 442-443.

[394] Pour un exemple d'application, V. CEDH, 11 janv. 2024, n° 34/18, Suty c. France, ECLI:CE:ECHR:2024:0111JUD000003418 § 52.

[395] CEDH, 6 avr. 2000, n° 35382/97, Comingersoll S.A., c. Portugal [GC], ECLI:CE:ECHR:2000:0406JUD003538297 § 19 ; CEDH, 27 juin 2000, n° 30979/96, Frydlender c. France, ECLI:CE:ECHR:2000:0627JUD003097996§ 43.

[396] La caractérisation d'un délai déraisonnable de procédure par rapport à l'enjeu du litige pour l'intéressé, en l'espèce, le contentieux portait sur un licenciement d'un salarié, dont la contestation devant la juridiction saisie durait plus de 6 ans, V. CEDH, 27 juin 2000, n° 30979/96, Frydlender c. France, ECLI:CE:ECHR:2000:0627JUD003097996 §§ 44-46.

l'ensemble de la procédure[397], à savoir dès la date de la saisine de la juridiction jusqu'à la date du prononcé de la décision qui « vide la contestation, d'une manière définitive et irrévocable »[398]. La jurisprudence de la CJUE suit le raisonnement très similaire à celui mené par la Cour EDH[399]. La CJUE précise, en effet, que le caractère « le caractère raisonnable du délai de jugement doit être apprécié en fonction des circonstances propres à chaque affaire, telles que la complexité du litige et le comportement des parties »[400]. De même, la CJUE, constate qu'un délai de procédure peut être qualifié de raisonnable par rapport à un des critères susmentionnés[401], par exemple, par rapport à la complexité de l'affaire qui nécessite un temps de traitement plus long par la juridiction ou bien par rapport au comportement dilatoire des parties qui avaient multiplié des incidents ce qui avait conduit à la durée de la procédure anormalement longue.

108. Droit à l'exécution — Par ailleurs, depuis une longue date, la Cour EDH, inclut le droit à l'exécution de la décision dans les exigences découlant du procès équitable. L'appréciation de cette condition avait changé au fil des années. Alors qu'initialement le droit à l'exécution était rattaché au contrôle de la durée de la procédure, il est désormais traité comme un aspect du procès équitable traité à part par la juridiction européenne située à Strasbourg[402]. Nous allons spécifier le cadre applicable à cette question particulière devant la JUB dans les développements qui suivent[403]. À ce stade, nous pouvons souligner l'importance du contrôle par la JUB de l'exécution de ses décisions, qui comme on le verra, relèvera de la compétence des autorités nationales.

109. Célérité devant la JUB — Il a pu être mentionné que le principe de la célérité ne devrait pas être confondu avec la notion du délai raisonnable. Ce dernier, comme on vient de le voir s'apprécie *a posteriori*, alors que le premier s'apprécie en aval[404]. Toutefois, nous souhaitons

---

[397] CEDH, 26 févr. 1993, n° 12444/86, Pizzetti c. Italie, ECLI:CE:ECHR:1993:0226JUD001244486 § 16.
[398] GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répert. Procédure Civ.*, 2017 n° 550-552.
[399] TINIÈRE Romain, « Fasc. 160 : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *JurisClasseur Eur. Traité*, 2020, p. n° 103.
[400] V. p.ex. CJUE, 26 nov. 2013, C-58/12 P, Groupe Gascogne SA c. Commission européenne, ECLI:EU:C:2013:770 pt. 85 CJUE, 12 janv. 2017, C-411/15 P, Timab Industries et a. c. Commission européenne, ECLI:EU:C:2017:11 pt. 168.
[401] CJUE, 26 nov. 2013, C-58/12 P, Groupe Gascogne SA c. Commission européenne, ECLI:EU:C:2013:770 pt. 86 ; CJUE, 12 janv. 2017, C-411/15 P, Timab Industries et a. c. Commission européenne, ECLI:EU:C:2017:11 pt. 169.
[402] GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répert. Procédure Civ.*, 2017 n° 663.
[403] En particulier, *infra*, n° **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.
[404] REICHLING Noémie, *Les principes directeurs du procès civil dans l'Espace judiciaire européen* , Thèse de doctorat, Université de Normandie, 2017, p. 167-168, n° 183.

souligner que la JUB arrive avec une vision de procédure rapide et chronométrée. Comme il a pu être souligné par un auteur « (…) l'un des piliers de la nouvelle juridiction est sa célérité. Pour atteindre cet objectif, les RoP définissent un cadre très strict avec des échéances rapprochées et la tenue de l'audience finale dans un délai d'un an »[405]. Bien que la célérité annoncée par le RPJUB ne doive pas être considérée comme un signe automatique du respect du délai raisonnable de la procédure, apprécié *in concreto*, nous pouvons constater que les juges de la JUB y apporteront un grand soin au respect des échéances annoncées, afin de remplir la promesse de la rapidité de la JUB annoncée comme un des points d'attraction des usagers vers la nouvelle juridiction supranationale. Si au bout des premières années de fonctionnement de la JUB, l'annonce de la réponse judiciaire rapide attendue par des titulaires des droits n'était pas remplie, les usagers pourraient être plus enclins à se tourner vers des juridictions nationales, voire, à long terme même privilégier les titres nationaux pour échapper à la compétence de la JUB.

110. Exemple 1 : Action en contrefaçon sans demande reconventionnelle — Pour illustrer les délais de procédure annoncés par le RPJUB nous avons retenu l'exemple de l'action en contrefaçon devant la JUB pour laquelle la décision de la JUB est, en principe, attendue au bout d'un an. Cette définition précise des délais de procédure a été considérée comme assez inhabituelle[406]. Pour arriver à l'objectif de la procédure qui s'achève en an, la procédure devant la JUB commence par une phase écrite durant laquelle l'ensemble des éléments de preuves doivent être fournis par les parties dès le début de la procédure. Il s'agit de ce que communément est appelé « *front-loading procedure* »[407], qui s'oppose aux usages, par exemple, britanniques, où les parties lors des débats peuvent apporter des éléments nouveaux au fur et à mesure des débats.

La procédure écrite commence à compter de la signification du mémoire en demande[408] au défendeur effectué par le greffe de la JUB. À partir de la signification, le défendeur dispose

[405] MICALLEF Sophie, « Déroulement d'une procédure devant la Juridiction unifiée du brevet », *Obs. Brux.*, 2023/1, n° 131, p. 19.
[406] VÉRON Pierre, « The Rules of Procedure of the Unified Patent Court », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 207.
[407] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.
[408] Le contenu de la demande est détaillé à la règle 13 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-

ainsi d'un délai de trois mois, qui, à la fois, englobe un mois pour une objection préliminaire, et indique le délai pour déposer un mémoire en défense[409]. L'objection préliminaire[410] concerne la compétence de la JUB[411] ou de la division saisie par le demandeur[412] ou bien la langue du mémoire en demande[413]. Nous pouvons souligner que ce délai de trois mois est particulièrement court. Tout d'abord, par rapport à l'objection préliminaire, le défendeur doit se montrer très réactif et avisé sur les règles de compétences de la JUB. Si dans un délai d'un mois, le défendeur ne conteste pas, le cas échéant, la compétence de la JUB ou de la division saisie, il sera considéré qu'il l'accepte et il ne pourra plus l'invoquer au stade ultérieur de la procédure[414]. Ensuite, par rapport au mémoire en défense, le délai de trois mois parait aussi court. Dans la mesure où le défendeur se trouve « surpris » par la procédure qui est entamée devant la JUB, et potentiellement devant la division éloignée et dans la langue qu'il ne maîtrise pas forcément, il doit réagir vite et répondre au mémoire en demande qui peut s'avérer très longue. Ce mémoire, en effet, contient l'ensemble des éléments au soutien des prétentions du demandeur. Il est intéressant, ainsi de voir comment la JUB et, en particulier, différents juges désignés comme rapporteurs vont traiter les affaires et dans quels cas, ils vont autoriser la prorogation des délais indiqués. Dans le cadre d'une objection préliminaire, c'est bien le juge rapporteur qui doit y répondre et l'ordonnance rendue, le cas échant, puisse faire l'objet d'un appel[415]. L'énoncé des règles dans le règlement de procédure favorise une approche flexible en laissant la possibilité au juge-rapporteur d'un aménagement des délais indiqués. Il peut ainsi suspendre la procédure en attente de la décision de la Cour d'appel[416] ou bien décider de proroger le délai pour le dépôt d'un mémoire en défense[417]. Face à l'énoncé flexible, seule la pratique judiciaire des différentes

court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[409] Règles 19 et 23 et s. *Ibid.*

[410] Règles 19-21 *Ibid.*

[411] Le champ de compétence de la JUB est défini *infra*,

[412] Les compétences des divisions de première instance sont détaillées *infra*, n° .

[413] Les langues de procédure sont détaillées *infra*, n°547 et s.

[414] Rgl. 19 (7) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[415] Selon les conditions de la règle 21 *Ibid.*

[416] Rgl. 21 (2) *Ibid.*

[417] Rgl. 19 (6) dispose « le dépôt d'une objection préliminaire n'a pas d'incidence sur le délai pour déposer le mémoire en défense, sauf décision contraire du juge-rapporteur » *Ibid.*

divisions pourra nous permettre de voir plus clair comment les différents juges vont aménager les délais proposés et *in fine* définir si l'approche retenue en pratique correspond bien à celle qui est optimale pour les parties.

Ensuite, facultativement, le demandeur dispose d'un droit de réplique au mémoire en défense dans le délai de deux mois, et le défendeur d'un droit de duplique au mémoire en réplique dans un délai d'un mois. Même si ces mémoires sont facultatifs, on peut s'attendre à ce que les parties y recourent régulièrement. Au vu des enjeux économiques derrière le contentieux des brevets, il est habituel que dans ce domaine, les parties privilégient des conclusions longues, motivées et qu'elles n'hésitent pas à y répondre. Dès lors que la procédure écrite s'achève, selon le scénario « idéal » au bout de 3 à 6 mois, c'est la deuxième phase qui commence, il s'agit de la mise en état de l'affaire[418].

La mise en état met en avant le rôle du juge-rapporteur, qui a été qualifié d'une personne clé de la procédure devant la JUB. Le juge-rapporteur dispose, en principe, d'un délai de trois mois, pour préparer l'affaire à l'audience. Si le principe de proportionnalité l'exige, cette période peut être prolongée[419]. Là encore, le rappel du principe de proportionnalité souligne une application flexible, au cas par cas et seule son application effective pourra nous donner des indices sur les éléments pris en considération par les juges rapporteurs dans différentes divisions de la JUB. Durant cette période le juge rapporteur peut tenir des conférences de mise en état avec les parties durant lesquelles il peut demander des éléments de preuves supplémentaires ou bien poser des questions spécifiques[420]. Au cours de la mise en état, le juge rapporteur peut orienter les parties vers les modes alternatifs de règlement des litiges[421]. À défaut, il décide du moment auquel l'affaire est prête à être jugée et clôt la mise en état.

La procédure s'achève par la troisième et ultime phase qui est la procédure orale. Cette phase, relativement courte, inclut l'audience qui dure, en principe un jour, ainsi que le prononcé

[418] Règles 101-110 *Ibid.*
[419] Rgl. 101 (3) *Ibid.*
[420] Rgl. 103 *Ibid.*
[421] V. sur ce point, *infra*, n°567.

de la décision qui peut prendre jusqu'à six semaines à compter de l'audience[422]. L'ensemble de la procédure avec des délais indiqués est représenté sur le schéma reproduit ci-dessous.

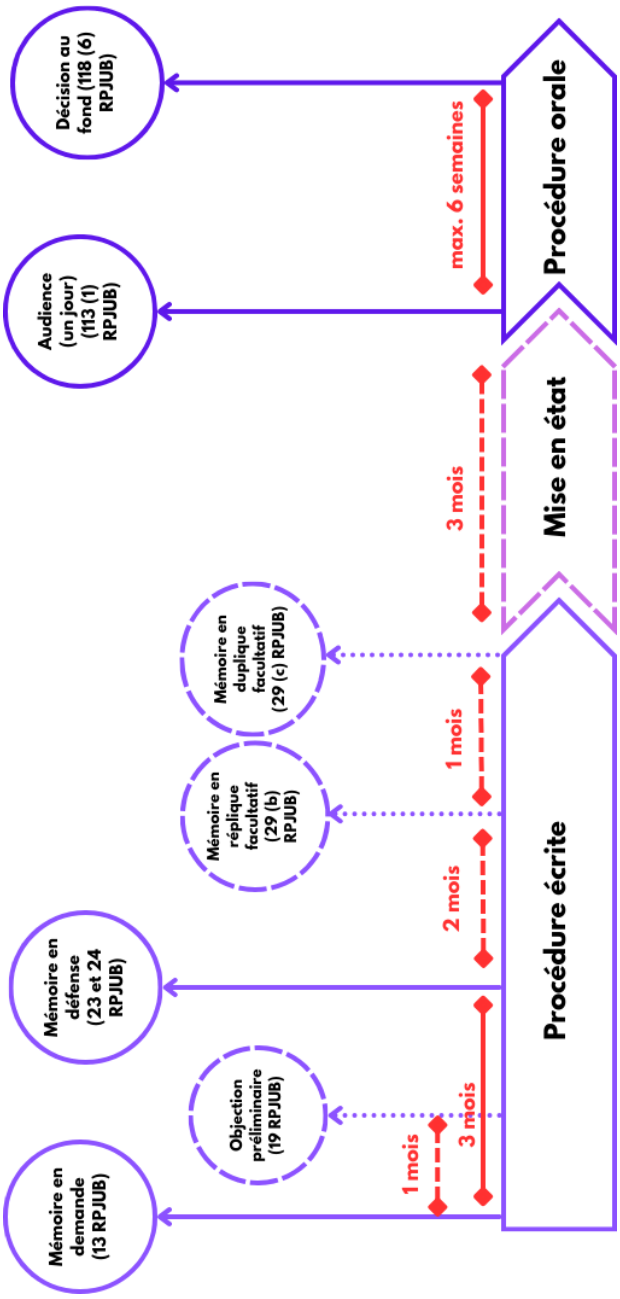


Schéma 1 : Les délais dans l'action en contrefaçon sans une demande reconventionnelle en nullité

[422] Rgl. 113 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

111. Exemple 2 : L'action en contrefaçon avec la demande reconventionnelle : Dans le cadre de l'action en contrefaçon avec une demande reconventionnelle en nullité, qu'on peut très fréquemment rencontrer en matière de contentieux des brevets vu que la demande en nullité est une demande reconventionnelle quasi automatique dans le cadre de la défense à la demande en contrefaçon. La procédure, dans ce cas-là, suit les trois étapes indiquées dans le premier exemple 1 avec une différence que la procédure écrite est plus longue.

En premier lieu, nous pouvons remarquer que la JUB prévoit une possibilité de la « bifurcation »[423], cela veut dire que le contentieux de validité peut être soumis à la division centrale compétente alors que le contentieux de contrefaçon, lui, rester dans le ressort de la division locale territorialement compétente. Dans le cas de figure envisagé par notre exemple, le demandeur introduit une action en contrefaçon devant une division locale. Le défendeur, lui, y répond et à son tour invoque la demande reconventionnelle en nullité. Après avoir entendu les parties, la division locale ou régionale saisie dispose d'un choix, soit de statuer sur les deux questions, la contrefaçon et la nullité, soit de renvoyer la demande reconventionnelle en nullité seule devant la division centrale, soit renvoyer l'ensemble de l'affaire devant la division centrale[424]. C'est dans le second cas qu'on va parler de « la bifurcation », la division locale va se prononcer sur la question de la contrefaçon alors que la division centrale va connaître la question de la validité du brevet. Cette division du contentieux est bien connue en Allemagne où les juridictions séparées traitent indépendamment une la question de contrefaçon et l'autre celle de validité. Il est intéressant de voir comment ces règles seront appliquées par la JUB. On peut imaginer que dans certaines situations la bifurcation peut être bien utile, si par exemple, il existe plus d'un litige portant sur le même brevet, mais opposant différentes parties qui sont traitées par des divisions locales différentes. Ainsi, une bifurcation permettrait aux divisions locales de se prononcer sur les faits pour lesquelles elles constituent un juge le plus proche, tout en laissant le soin d'apporter une réponse cohérente et unie sur la question de validité à la division centrale. Dans cette section, nous précisons la procédure sans bifurcation, celle de la division de première instance qui est compétente pour connaître à la fois la question de la validité que celle de la contrefaçon.

---

[423] Pour plus des détails, V. *infra*, n° 565.

[424] Art. 33 (3) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

En second lieu, si l'affaire en contrefaçon avec une demande reconventionnelle est traitée par la division locale, la durée de procédure écrite peut aller de sept mois à neuf mois. Le même délai de trois mois commence à courir partir de la date de la signification du mémoire en demande. Il inclut un mois pour une objection préliminaire et en somme trois mois pour la demande en défense avec une demande reconventionnelle en nullité[425]. Là encore, nous pouvons souligner que ce délai est très court d'autant plus, que le défendeur doit rédiger un mémoire en nullité qui nécessite une analyse technique en plus de celle juridique[426]. Ensuite, dans les deux mois qui suivent, le demandeur peut répliquer au mémoire en défense et doit déposer un mémoire en défense à la demande reconventionnelle[427]. Il peut, en outre, le cas échéant, former une demande de modification du brevet. Dans les deux mois suivants, le défendeur peut répliquer à l'éventuel mémoire en réplique déposé par le demandeur portant sur la contrefaçon. De même, il peut déposer un mémoire en réplique à la demande reconventionnelle en nullité. Si le demandeur avant formé une demande de modification du brevet, le défendeur dans y répondre à travers un mémoire en défense[428]. Par la suite, il est possible pour les deux parties de successivement répondre dans un délai d'un mois aux demandes reconventionnelles[429] ou modification du brevet. L'ensemble de ces délais figure sur le schéma ci-dessous.

[425] Règles 23-25 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[426] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.

[427] Rgl. 29 (a) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[428] Rgl. 29 (d) *Ibid.*

[429] Rgl. 29 (e) *Ibid.*

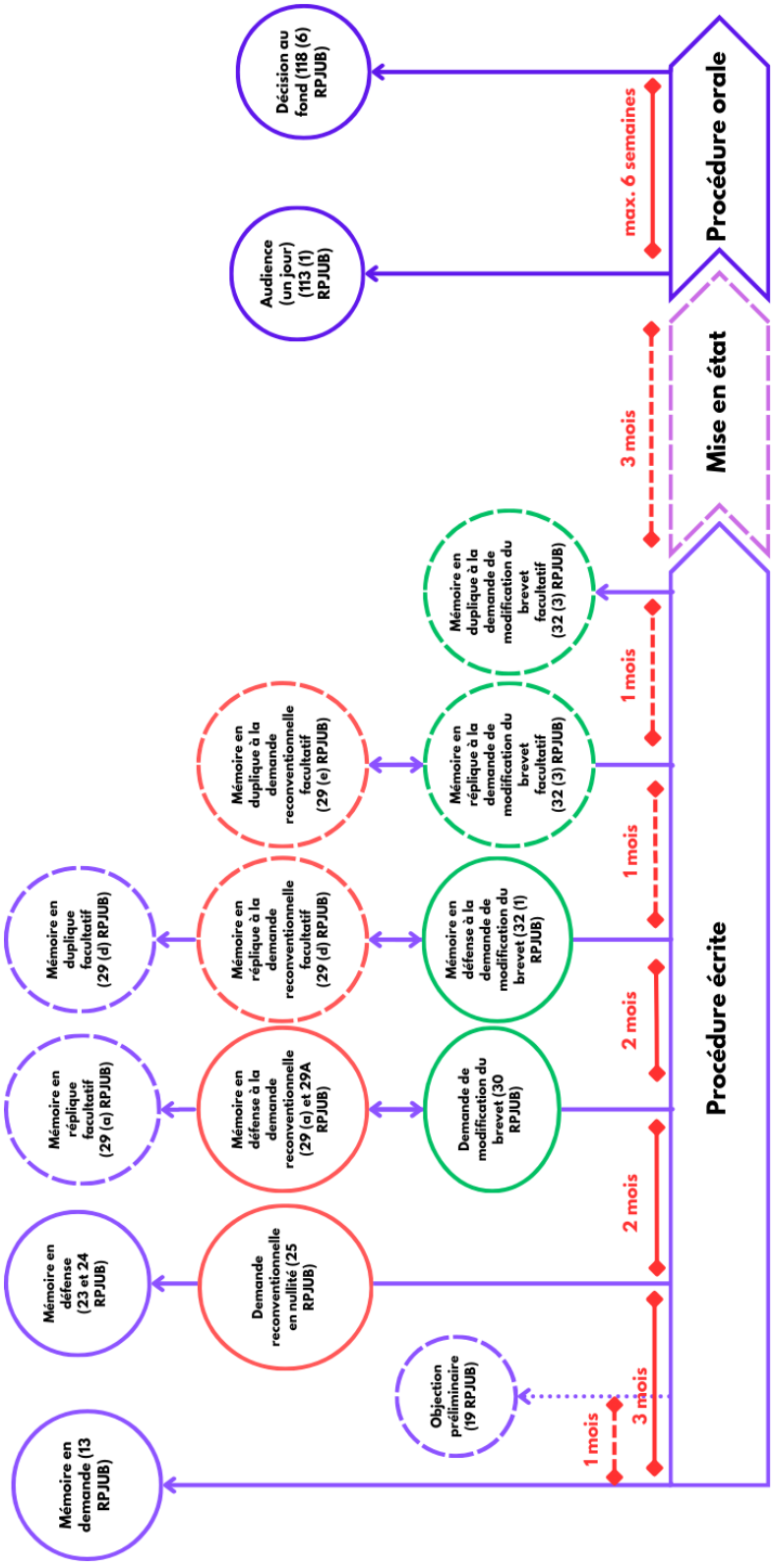


Schéma 2 : Les délais dans l'action en contrefaçon avec une demande reconventionnelle en nullité

Exemple 2 : commentaire — Les délais qui figurent dans le cadre de l'action en contrefaçon avec une demande reconventionnelle peuvent surprendre. On peut rappeler que dans le cadre de la demande reconventionnelle, la juridiction devra se prononcer sur des aspects particulièrement techniques liés à la validité du brevet. Il demeure de voir si ces délais pourront être effectivement respectés par la nouvelle juridiction supranationale. La réponse dépendra, en particulier des deux éléments. D'un côté, des pratiques retenues par les juges de la JUB. Si certaines divisions, ou l'ensemble des divisions vont recourir à des expertises qui pourraient rallonger le délai de procédure ou bien si en matière de la validité, en cas de demande en opposition déposée pour le même brevet, la JUB va privilégier l'attente de la décision de l'OEB ou non. D'un autre côté, la célérité de la procédure dépend également du comportement des parties. Il ne faut pas oublier que la procédure civile est « la chose des parties ». Si ces dernières privilégient la multiplication des incidents purement dilatoires ou bien ne vont pas respecter le calendrier de procédure, la JUB ne pourra pas assurer la célérité promise[430]. De l'autre côté, vu qu'il s'agit « de la chose des parties », il est également important que les pratiques de la JUB soient suffisamment flexibles pour leurs permettre d'assurer une vraie défense. À cette fin, c'est en particulier, le juge rapporteur qui dispose d'une marge de manœuvre à travers des notions flexibles du RPJUB comme « dès que possible » ou « temps utile »[431], dont les contours demeurent à définir, afin de prendre en considération des difficultés linguistiques, temporelles ou structurelles[432] rencontrées par des parties pour organiser leur défense. L'enjeu derrière la durée de procédure est donc de trouver un point d'équilibre entre l'application mesurée et rationnée des règles ou des délais qui s'appliquent tant aux juges qu'aux parties. Ce n'est qu'en réunion les efforts de ces deux protagonistes que la procédure pourra assurer un délai qui sera satisfaisant pour les parties et assurant l'ensemble des garanties du procès équitable. La célérité de procédure ne doit pas, en outre, porter atteinte à la qualité des décisions rendues[433]. Bien que le procès en contrefaçon nécessite habituellement une réponse rapide, il ne faut pas que cette réponse soit donnée à travers des décisions mal rédigées ou susceptibles d'être régulièrement

[430] Le cas échéant, la juridiction pourra rendre la décision par défaut, Rgl. 355 *Ibid.*
[431] CASTANIER Kévin, « Réflexions sur la procédure civile devant la juridiction unifiée du brevet », *LPA,* 2023, p. 14-15 n° 13-15.
[432] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.
[433] O'MALLEY Kathleen et LYNN Barbara MG, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 377.

révoquées par la suite. Dans la même veine, les délais de procédure ont été un point important causant le *forum shopping* en matière du contentieux des brevets. Certaines juridictions ont été privilégiées soit pour leur rapidité, soit pour leur lenteur, en cas de manœuvres dilatoires. L'unification du contentieux devant la JUB entend diminuer ces dérives et proposer un système uniforme. Au vu du fait que les règles de compétence des différentes divisions de la JUB[434] sont souples, il faudra attendre pour voir si une nette distinction entre les pratiques des différentes divisions locales ou centrales ne se dégagera. À titre d'exemple, une division locale pourrait être connue pour le traitement des affaires plus lent par rapport à une autre.

112. Retour d'expérience — Les premières décisions sur le fond démontrent que le respect des délais de procédure est bel et bien possible pour la nouvelle juridiction. Nous pouvons citer l'exemple de la décision rendue par la division locale de Paris[435]. L'affaire concernée oppose deux sociétés américaines et porte sur la contrefaçon alléguée d'un système de surveillance du glucose. En l'espèce, le 7 juillet 2023 la société DEXCOM a agi en contrefaçon devant la division locale de Paris à l'encontre du groupe ABBOTT. On peut noter que l'action en contrefaçon est dirigée à l'encontre des dix défendeurs, la société ABBOTT avec son siège aux États-Unis et les distributeurs européens de ses produits situés dans six États membres différents. La demanderesse sollicite une série des mesures, de publication de décision, d'interdiction ou correctives, ainsi que l'octroi provisoire des dommages-intérêts. La défenderesse ne formule aucune objection préliminaire, en revanche, elle réplique le 13 novembre 2023 par une demande reconventionnelle en nullité du brevet. La demanderesse y répond le 15 janvier 2024, et à son tour, formule une demande additionnelle, celle de modification de brevet. La défenderesse réplique le 15 mars 2024, en demandant le rejet de l'ensemble des demandes, elle maintient sa demande de nullité du brevet. Les deux parties répliquent respectivement le 15 avril 2024 pour demanderesse et le 15 mai 2024 pour la défenderesse, qui maintient sa demande de nullité même après la modification du brevet. C'est une semaine et demi après le dépôt de dernier mémoire, que s'est tenu une audience dans cette affaire soit le 24 mai 2024. La décision a été rendue le 4 juillet 2024, soit six semaines après l'audience. Nous pouvons constater que les parties avaient respecté les délais indiqués dans le règlement de procédure, tout en profitant de l'ensemble des échanges prévus, même celles qui

---

[434] V. *infra,* P2, CH2, S2, §1 A, n° 562 et s.

[435] JUB, LD Paris, DexCom. Inc. c. Abbott Laboratories e. a., 04/07/2024, UPC_CFI_230/2023, ORD_37297/2024.

sont facultatives. La JUB, de son côté, avait pu faire preuve d'une grande efficacité dans le traitement rapide de l'affaire. Dans cette espèce, les juges judiciaires, accompagnés d'un juge technique, avaient en premier lieu, traité la question de la compétence pour connaître le litige en ce qui concerne la validité de la partie allemande du brevet[436]. Cette question a été soulevée par la demanderesse dans son mémoire de défense à la demande reconventionnelle de nullité. Elle y a souligné que la question de la validité de la partie allemande est pendante devant la juridiction allemande. La JUB après avoir analysé les dispositions du Règlement Bruxelles I bis[437] déclare sa compétence pour connaître l'ensemble du litige. Ensuite, la division parisienne vérifie en détail l'ensemble des critères de brevetabilité[438], pour en conclure, que le brevet détenu par la demanderesse n'est valable ni tel que déposé, ni tel que modifié. En conséquence, le brevet est invalidé pour dix-sept États membres contractants, y compris en Allemagne, et les demandes de contrefaçon furent rejetées. En somme, la procédure en contrefaçon avec une demande reconventionnelle en nullité et en demande de modification de brevet accompagné des enjeux liés à la compétence de la JUB en cas de connexité a duré que douze mois !

113. Rôle de la CJUE envisageable ? — En conclusion, nous pouvons souligner qu'au vu du fait que le délai raisonnable de procédure s'apprécie *in concreto* et *a posteriori*, il n'est pas exclu qu'une procédure devant la JUB puisse être qualifiée de « déraisonnablement longue ». Ceci étant dit, nous avons démontré que les rédacteurs du RPJUB avaient prévu un calendrier de procédure de base détaillé et strict. De plus, la question du délai est une question étroitement liée au succès et/ou à l'échec de la nouvelle juridiction supranational. En conséquence, il est très peu probable que la JUB puisse rendre des décisions dans un délai qui pourrait être qualifié de « déraisonnable ». Ainsi, le renvoi préjudiciel sur le fondement de l'art. 47 de la Charte portant sur le délai raisonnable est très peu probable. Nous pouvons souligner qu'à notre avis, l'enjeu derrière la célérité serait plutôt inverse, il faut bien que les décisions rendues soient rapides, mais non pas « précipitées ». En particulier, dans le cadre des décisions sur la contrefaçon avec une demande reconventionnelle qui nécessitent une analyse technique, il est important que les juges de la JUB puissent prendre le temps nécessaire pour bien analyser des enjeux et prononcer un

[436] *Ibid.*, p. 11-14, pts. 6-10.
[437] V. *infra*, n° 252 et s.
[438] JUB, LD Paris, DexCom. Inc. c. Abbott Laboratories e. a., 04/07/2024, UPC_CFI_230/2023, ORD_37297/2024, p. 15-26, pts. 11-27.

jugement qui va pleinement assurer la sécurité juridique. Il n'est pas souhaitable que les décisions portant sur la validité soient, par exemple, régulièrement annulées par la Cour d'appel de la JUB. De même, comme on va le souligner dans le Titre 2, il ne faut pas que le critère de célérité conduise la JUB à ne pas opter pour un renvoi préjudiciel qui pourrait rallonger le délai de procédure de manière significative[439].

114. Transition — Le délai raisonnable de procédure constitue une garantie importante dans le cadre de la procédure judiciaire. Devant la JUB, il est cependant peu probable qu'elle puisse constituer une ouverture au dialogue entre les juges de la CJUE et de la JUB dans le cadre d'un renvoi préjudiciel. Nous présageons la même solution pour la publicité de procédure, qui constitue une autre garantie qui s'applique à la procédure judiciaire.

b. La publicité de la procédure

115. Publicité et la jurisprudence de la CEDH — Le droit au procès équitable impose que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue « publiquement »[440]. L'adverbe « publiquement » signifie *« en public, au vu et au su de tout le monde »*[441]. La publicité de la procédure vise à accroitre la confiance dans les tribunaux en rendant l'administration de la justice visible et transparente[442]. Dans son contrôle du respect de la publicité de la procédure, la Cour EDH se réfère à une analyse *in concreto* « réalités de la procédure en jeu »[443] qu'il s'agisse de la tenue des débats ou du prononcé des jugements ou arrêts. Il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH qu'elle opère une nette distinction entre les procédures devant les juridictions de première instance et celles de deuxième ou troisième instance. Ainsi, devant les tribunaux de première instance, les débats doivent, en principe, se dérouler de manière publique, s'il n'y a pas de

[439] V. infra, n° 431 et s.

[440] Art. 47 (2) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1 Art. 6 (1) « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5 Cons. 13 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[441] *Dictionnaire de l'Académie Française*, [s. d.] v° publiquement.

[442] CEDH, 8 déc. 1983, n° 7984/77, Pretto et a. c. Italie, ECLI:CE:ECHR:1983:1208JUD000798477§ 21 ; GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répert. Procédure Civ.*, 2017 n° 502.

[443] CEDH, 8 déc. 1983, n° 7984/77, Pretto et a. c. Italie, ECLI:CE:ECHR:1983:1208JUD000798477§ 22.

procédure orale ultérieure[444]. On peut parler ainsi d'un « droit à une audience publique[445] » qui est prévu par la Conv. EDH. À titre d'exception, la publicité des débats peut être écartée en cas de « circonstances exceptionnelles »[446]. En revanche, devant les instances de second ou troisième degré, la Cour EDH se montre plus indulgente dans la détermination « des caractéristiques spécifiques » qui peuvent justifier l'absence de recours aux débats oraux[447]. C'est le cas, par exemple, si l'affaire ne porte que sur des questions de droit, et non pas de fait[448]. Il peut également s'agir des affaires très techniques[449] ou bien des situations ou la confidentialité des débats doit être assurée, par exemple en raison du secret professionnel[450]. L'ensemble des règles susmentionné s'applique également à l'interprétation de l'article 47 de la Charte des DFUE[451].

116. Publicité d'audience et la JUB — La publicité de la procédure tant en ce qui concerne l'audience que prononcé de la décision sont bien présentes dans les RPJUB. En premier lieu, la procédure devant la JUB comporte trois étapes. Elle commence par une procédure écrite durant laquelle les parties s'échangent des jeux de conclusions, ensuite elle poursuit par une mise en état et elle s'achève par une procédure orale. C'est à cette dernière étape que l'audience puisse se tenir. Durant l'audience qui dure, en principe un jour[452], les parties, leurs représentants ainsi que

---

[444] LEMMENS Paul, « The right to a fair trial and its multiple manifestations », in Brems E. et Gerards J. (eds.), *Shaping Rights in the ECHR: The Role of the European Court of Human Rights in Determining the Scope of Human Rights*, Cambridge University Press, 2014, p. 306, [consulté le 12 mars 2024].

[445] « Guide sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme - Droit à un procès équitable (volet civil) », Mis à jour au 31 août 2022, Accessible : https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/guide_art_6_fra, p. 101, [consulté le 20 septembre 2024] § 441 ; CEDH, 19 février 1998, n° 8/1997/792/993, Allan Jacobsson c. Suède (n° 2), ECLI:CE:ECHR:1998:0219JUD001697090 §46 : « La Cour rappelle que selon sa jurisprudence, dans une procédure se déroulant, comme en l'espèce, devant un premier et seul tribunal, le droit de chacun à ce que sa cause soit « entendue publiquement », au sens de l'article 6 § 1, implique le droit à une « audience » à moins que des circonstances exceptionnelles justifient de s'en dispenser. »

[446] CEDH, 11 juill. 2002, n° 36590/97, Göç c. Turquie, ECLI:CE:ECHR:2002:0711JUD003659097§ 47.

[447] CEDH, 26 juill. 2002, n° 32911/96, 35237/97, 34595/97, Meftah et a. c. France, ECLI:CE:ECHR:2002:0726JUD003291196 § 41.

[448] Par rapport à la procédure devant la Cour de cassation française : « Ainsi, de l'avis de la Cour, la participation orale des requérants à l'audience de la Cour de cassation s'inscrirait dans une approche par trop formaliste de la procédure. Assurément, tout en risquant d'emporter des répercussions négatives en matière d'inflation contentieuse, elle ne saurait aider à nourrir un débat essentiellement écrit et technique, peu accessible en termes de compétence juridique. » *Ibid.* § 44.

[449] GRIFFITHS Jonathan, « Enforcement of intellectual property rights and the right to a fair trial », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 442 ; CEDH, 10 déc. 2009, n° 49616/06, Koottummel c. Autriche, ECLI:CE:ECHR:2009:1210JUD004961606 § 19.

[450] CEDH, 26 sept. 1995, n° 18160/91, Diennet c. France, ECLI:CE:ECHR:1995:0926JUD00181609 1§§ 32-34.

[451] Art. 52 (3) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[452] Rgl. 113 (1) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-

d'éventuels témoins ou experts sont invités à présenter leurs observations à la JUB[453]. On peut noter que le déroulement de l'audience demeure soumis à une certaine flexibilité. Tout d'abord, la flexibilité quant aux modalités de l'audience. Cette dernière peut être partiellement organisée par le biais d'une visioconférence, voire intégralement, en cas de « circonstances exceptionnelles ». Quel que soit le mode retenu, l'audience est transmise simultanément dans la salle d'audience[454]. Ensuite, la flexibilité porte sur l'aménagement du temps. Le Président dispose d'une marge de manœuvre pour s'assurer que les débats lors de l'audience ne sont ni trop longs, ni inutiles. Il peut ainsi, fixer les limites du temps aux explications des parties[455], limiter le champ des débats aux seules questions identifiées par le juge-rapporteur dans le cadre de la mise en état[456], ou bien avec accord de la chambre peut limiter les débats sur les points sur lesquels la chambre est suffisamment informée[457]. En second lieu, l'audience est en principe publique, sauf si la Juridiction décide de sa confidentialité dans la mesure du nécessaire, dans l'intérêt de l'une ou des parties, ou des tiers, dans l'intérêt général ou de l'ordre public[458]. À la lecture du RPJUB on comprend que cette disposition apporte une exception qui doit être appliquée uniquement « dans la mesure où cela est nécessaire ». Sauf une application abusive de cette règle, elle s'inscrit parfaitement dans la lignée de la jurisprudence européenne qui elle aussi reconnaît des circonstances exceptionnelles où, par exemple, la confidentialité peut être une raison d'un écart à la règle de la publicité de la procédure. Dans ce cas exceptionnel, l'audience devant la JUB fait l'objet d'un enregistrement audio qui est mis à la disposition des parties et de leurs représentants[459].

117. Publicité du prononcé de décisions et la JUB — Concernant le prononcé des décisions, il suit l'audience. Il existe deux modalités qui sont offertes à la juridiction, soit d'indiquer la décision immédiatement après la clôture de l'audience et fournir les motifs de celle-

court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[453] Rgl. 112 (2) *Ibid.*

[454] Rgl. 112 (3) *Ibid.*

[455] Rgl. 113 (1) *Ibid.*

[456] Rgl. 113 (2) *Ibid.*

[457] Rgl. 113 (3) *Ibid.*

[458] Rgl. 115 *Ibid.*

[459] Rgl. 115 *Ibid.*

ci ultérieurement[460], soit de rendre la décision motivée par écrit dans un délai ne dépassant pas six semaines après la clôture de l'audience[461]. En tout cas, les décisions ainsi que les ordonnances de la JUB sont régulièrement publiées[462] sur son site Internet et accessibles par tout un chacun[463]. On peut noter que la JUB puisse fournir également sur demande motivée au greffe les mémoires et les preuves déposés auprès de la JUB. Dans ce cas, le juge-rapporteur prend la décision après consultation des parties[464].

118. Publicité et JUB : bilan — Le RPJUB prend soin de définir un cadre détaillé applicable à la publicité. En principe, ces règles permettent d'assurer que le respect du principe de la publicité de la procédure sera bel et bien assuré devant la juridiction nouvelle. Ce n'est qu'en cas de violation de ces règles par la JUB qu'un éventuel renvoi préjudiciel puisse voir le jour, mais il demeure très peu probable. On peut noter qu'aux débuts de fonctionnement de la JUB, certains praticiens avaient soulevé des difficultés dans l'accès aux décisions de la JUB et, par ce biais, le manque de transparence de la Juridiction[465]. Ces difficultés avaient été remontées aux instances de la JUB qui a travaillé sur des améliorations du système électronique[466]. À ce jour, l'ensemble des décisions est accessible sur le site de la JUB[467].

119. Transition — Après avoir vu les garanties procédurales tenant tant à l'équité qu'à la procédure elle-même, qui a priori ne suscitent pas des débats à l'aune de la JUB, nous allons continuer par des garanties institutionnelles, qui elles, au contraire, suscitent de nombreuses controverses.

---

[460] Rgl. 118 (7) *Ibid.*

[461] Rgl. 118 (6) *Ibid.*

[462] Rgl. 262 (1) (a) *Ibid.*

[463] V. https://www.unified-patent-court.org/en/decisions-and-orders (Consulté le 2 juillet 2024).

[464] Rgl. 262 (1) (b) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[465] V. BEETZ Joeri, « 'Current level of transparency at the Unified Patent Court is far below standard' », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 1 septembre 2023, [consulté le 2 juillet 2024].

[466] *Ibid.* in fine .

[467] https://www.unified-patent-court.org/en/decisions-and-orders ; les décisions sont également disponibles sur différents sites de recherche : https://upc.beetz.nl/# ; https://www.veron.com/upc-caselaw/ ; https://www.upc-casalonga.eu/?lang=en [consulté le 2 juillet 2024].

B. Les garanties institutionnelles controversées à l'aune de la JUB

120. Plan — La Charte des DFUE dispose que « *toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue (...) par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi* »[468]. Ces trois garanties institutionnelles sont également mises en évidence par l'article 6 § 1 de la Conv. EDH. Avant de présenter des controverses suscitées par la construction de la JUB (**2°**), nous allons apporter un aperçu de l'étendue de ces trois garanties institutionnelles (**1°**)

1° L'étendue des garanties

121. Droit d'accès au tribunal — À titre préliminaire, il convient de rappeler que les garanties liées au procès équitable ne s'appliquent pas uniquement lors d'une instance déjà pendante devant une juridiction. La Cour EDH, en effet, depuis une longue date, reconnaît à toute personne un droit d'accès aux tribunaux concernant une action qui entre dans le champ d'application de la Conv. EDH, ce droit découle de l'art. 6 de la Conv.[469]. Le procès équitable au sens large recouvre ainsi le droit d'accès au tribunal, les garanties institutionnelles, et comme on l'a déjà vu, les garanties procédurales ainsi que le droit à l'exécution effective des décisions de justice[470]. Le droit d'accès découle de l'approche retenue par la Cour EDH qui souligne régulièrement que « le but de la Convention consiste à protéger des droits non pas théoriques ou illusoires, mais concrets et effectifs »[471]. La garantie portant sur l'accès au tribunal porte sur la disponibilité des tribunaux, de l'aide à l'accès aux procédures de justice, de traductions[472] ou interprétations, de l'accès aux informations ou bien de l'accessibilité des jugements[473]. Cette

---

[468] Art. 42 (2) de « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[469] CEDH, 21 févr. 1975, n° 4451/70, Golder c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD000445170 § 36 ; CEDH, 15 mars 2022, n° 43572/18, Grzęda c. Pologne [GC], ECLI:CE:ECHR:2022:0315JUD004357218 § 298.

[470] CEDH, 21 févr. 1975, n° 4451/70, Golder c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD000445170 §§ 31-36.

[471] CEDH, 9 oct. 1979, n° 6289/73, Airey c. Irlande, ECLI:CE:ECHR:1979:1009JUD000628973 § 24 et 32 ; CEDH, 13 mai 1980, n° 6694/74, Artico c. Italie, ECLI:CE:ECHR:1980:0513JUD000669474 § 33.

[472] Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et Conseil de l'Europe, *Manuel de droit européen en matière d'accès à la justice*, 2016, p. 28.

[473] Pour des exemples d'application à la propriété intellectuelle par la Cour EDH, V. GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Shaping Intellectual Property Rights Through Human Rights Adjudication: The Example of the European Court of Human Rights », *Mitchell Hamline Law Rev.*, 46 (3), article 3, 2020, p. 593-599 ; GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Intellectual Property before the European Court of Human Rights », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 71-77.

exigence doit être lue sous prisme des exigences institutionnelles, qui demandent à ce que le tribunal en question soit établi par la loi, impartial et indépendant. En ce qui concerne le droit de l'UE, le droit à un recours juridictionnel avait été consacré, tout d'abord, comme un principe général du droit de l'UE[474]. La CJCE, l'avait dégagé en se basant sur la Convention EDH, ainsi que de traditions constitutionnelles communes aux États membres de l'UE[475]. Aujourd'hui, ce droit est consacré à l'art. 47 de la Charte des DFUE[476]. Son application est requise à chaque fois que les droits ou libertés garantis par le droit de l'UE sont concernés. Les États membres sont tenus d'instaurer un système de recours et de procédures juridiques garantissant le respect des droits découlant du droit de l'UE[477]. Le droit d'accès n'est pas absolu et peut connaître quelques restrictions. La CJUE souligne régulièrement que ce droit être effectif tant au sein des institutions juridictionnelles de l'UE que dans les juridictions nationales, mais il convient de noter que, à l'instar de la Conv. EDH, ce droit doit être articulé avec des exigences institutionnelles.

122. Notion du tribunal — Le tribunal, selon la Cour EDH, se distingue par sa fonction juridictionnelle, en effet, « par "tribunal" l'article 6 par. 1 n'entend pas nécessairement une juridiction de type classique, intégrée aux structures judiciaires ordinaires du pays »[478] ainsi, « un organe chargé de trancher un nombre restreint de litiges déterminés peut s'analyser en un tribunal à condition d'offrir les garanties voulues »[479]. Parmi les garanties mentionnées figurent le pouvoir de prendre des décisions contraignantes, capacité à trancher sur la base des normes de droit, l'indépendance et l'impartialité. Comme le précise expressément l'art. 6 § 1, le tribunal doit également être « établi par la loi », cela signifie que le tribunal doit être établi par l'état à travers une loi spéciale qui règle son fonctionnement. On peut relever que la CJUE adopte une approche quelque peu différente. La qualification du « tribunal » est une notion autonome du droit de

---

[474] GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répert. Procédure Civ.*, 2017 n° 38.

[475] CJCE, 15 mai 1986, aff. 222/84, Marguerite Johnston c. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary, ECLI:EU:C:1986:206 pt. 18.

[476] Art. 47 (1) dispose que « Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article. (…)".

[477] CJCE, 13 mars 2007, C-432/05, Unibet c. Justitiekanslern, ECLI:EU:C:2007:163 pts. 37-42.

[478] CEDH, 28 juin 1984, n°7819/77; 7878/77, Campbell et Fell c. Roayume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1984:0628JUD000781977 pt. 76 ; CEDH, 8 juill. 1986, n° 9006/80, 9262/81; 9263/81; 9265/81; 9266/81; 9313/81; 9405/81, Lithgow et autres c. Roayume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1986:0708JUD000900680 pt. 201.

[479] CEDH, 8 juill. 1986, n° 9006/80, 9262/81; 9263/81; 9265/81; 9266/81; 9313/81; 9405/81, Lithgow et autres c. Roayume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1986:0708JUD000900680 pt. 201.

l'UE[480]. Cette notion se réfère à toute juridiction d'un État membre qui peut saisir la CJUE d'une question préjudicielle. C'est le cas des entités qui peuvent statuer dans le cadre d'une procédure destinée à aboutir à une décision de caractère juridictionnel. La CJUE a dégagé une liste des éléments à prendre en considération dans l'appréciation de la qualité d'une telle juridiction. Il s'agit, de l'origine légale de l'organe, sa permanence, le caractère obligatoire de sa juridiction, la nature contradictoire de la procédure, l'application, par l'organe, des règles de droit que son indépendance[481]. Sous cette acception, à première vue, la JUB devrait remplir les critères requis, d'autant plus que le mécanisme de renvoi préjudiciel est expressément prévu par l'AJUB[482]. Les deux critères, toutefois, nécessitent une analyse plus détaillée. Il s'agit de l'indépendance et de l'impartialité du tribunal.

123. Indépendance — La CJUE souligne régulièrement l'importance du respect de l'exigence de l'indépendance des juridictions. Elle précise, en ce sens, que cette exigence « qui est inhérente à la mission de juger, relève du contenu essentiel du droit à une protection juridictionnelle effective et du droit fondamental à un procès équitable, lequel revêt une importance cardinale en tant que garant de la protection de l'ensemble des droits que les justiciables tirent du droit de l'UE et de la préservation des valeurs communes aux États membres énoncées à l'article 2 TUE, notamment la valeur de l'État de droit »[483]. Cette exigence implique que ni le tribunal ni les juges eux-mêmes ne subissent aucune influence de la part d'aucun autre pouvoir[484], qu'il s'agisse du pouvoir législatif ou exécutif[485].. Elle se rapproche ainsi la notion de la neutralité du tribunal. Elle s'apprécie dans les deux aspects, d'un côté, l'aspect externe, qui vise la protection de l'instance contre les pressions extérieures susceptibles de mettre en péril l'indépendance de jugement de ses membres quant aux litiges qui leur sont soumis. Sous cet angle,

---

[480] « Note informative sur l'introductiond e procédures préjudicielles par les juridictions nationales », JO C 297, 5.12.2009, p. 1-6 pt. 9.

[481] CJCE, 17 sept. 1997, C-54/96, Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c. Bundesbaugesellschaft Berlin mbH, ECLI:EU:C:1997:413 pt. 23.

[482] Art. 21 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[483] CJUE, 19 nov. 2019, C-585/18, C-624/18 et C-625/18, A. K. c. Krajowa Rada Sądownictwa, et CP, DO c. Sąd Najwyższy, ECLI:EU:C:2019:982 pt. 120.

[484] LEMMENS Paul, « The right to a fair trial and its multiple manifestations », in Brems E. et Gerards J. (eds.), *Shaping Rights in the ECHR: The Role of the European Court of Human Rights in Determining the Scope of Human Rights*, Cambridge University Press, 2014, p. 304-305, [consulté le 12 mars 2024].

[485] CJUE, 19 nov. 2019, C-585/18, C-624/18 et C-625/18, A. K. c. Krajowa Rada Sądownictwa, et CP, DO c. Sąd Najwyższy, ECLI:EU:C:2019:982 pt. 124.

la juridiction doit exercer ses fonctions en toute autonomie sans être soumise à aucun lien hiérarchique ou de subordination de quiconque[486]. D'un autre côté, l'aspect interne qui vise l'égale distance par rapport aux parties au litige et à leurs intérêts respectifs au regard de l'objet de celui-ci[487]. Les juges doivent être objectifs et n'avoir aucun intérêt dans la solution du litige en dehors de la stricte application de la règle du droit[488]. Sous cette acception l'indépendance se rapproche de la notion de l'impartialité. En vertu de la jurisprudence de la Cour EDH, l'indépendance s'apprécie par rapport au mode de désignation des membres des tribunaux, la durée de leur mandat, les garanties contre les pressions extérieures et le point de savoir s'il y a ou non apparence d'indépendance[489]. La CJUE, quant à elle, privilégie un examen similaire, mais plus général incluant l'indépendance et l'impartialité, aux côtés des éléments déjà évoqués, elle tient compte de la composition de l'instance, des causes d'abstention, de récusation et de révocation de ses membres. La CJUE met l'accent sur l'apparence de l'imperméabilité de telle ou telle instance dans l'esprit des justiciables, en vérifiant si les éléments extérieurs et la neutralité par rapport aux intérêts en présence ne permettent aucun doute légitime sur le respect de ces garanties fondamentales[490].

124. Impartialité — L'impartialité renvoie vers la qualité personnelle attendue dans le chef du juge, elle participe de son éthique[491]. On distingue traditionnellement l'impartialité subjective de l'impartialité objective. Selon la première, aucun des membres du tribunal ne doit manifester du parti pris ou de préjugé personnel[492]. L'impartialité personnelle se présume jusqu'à la preuve du contraire. On peut noter que l'impartialité subjective est souvent difficile à démontrer[493]. Selon la seconde, le tribunal doit offrir les garanties suffisantes pour exclure à cet égard tout doute

---

[486] *Ibid.* pt. 121.
[487] *Ibid.* pt. 122.
[488] *Ibid.* pt. 122.
[489] CEDH, 9 janv. 2013, n° 21722/11, Oleksandr Volkov c. Ukraine, ECLI:CE:ECHR:2013:0109JUD002172211 § 103.
[490] CJUE, 19 nov. 2019, C-585/18, C-624/18 et C-625/18, A. K. c. Krajowa Rada Sądownictwa, et CP, DO c. Sąd Najwyższy, ECLI:EU:C:2019:982 pt. 123 ; CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 30.
[491] KRENC Frédéric et PENNINCKX Ellen, « Article 47. - Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », in *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, 2023, p. 1239, n° 51.
[492] CEDH, 1 oct. 1982, n° 8692/79, Piersack c. Belgique, ECLI:CE:ECHR:1982:1001JUD000869279 § 30 ; CJUE, 4 déc. 2019, C-413/18 P, H c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2019:1044 pt. 55.
[493] Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et Conseil de l'Europe, *Manuel de droit européen en matière d'accès à la justice*, 2016, p. 37.

légitime quant à son impartialité[494]. C'est sous cette acception qu'elle rejoint la notion de l'indépendance du tribunal. La Cour EDH, souligne de longue date que dans l'appréciation de ce critère les apparences jouent un rôle important, en vertu d'un adage anglais « justice must not only be done, it must also be seen to be done »[495].

125. Transition — Force est de reconnaître que le respect des garanties institutionnelles par la nouvelle juridiction supranationale continue à susciter des débats dans la doctrine. La JUB, en effet, au vu de ses caractéristiques spécifiques liées au son financement ou bien à ses juges interroge sur le respect des garanties d'indépendance et d'impartialité.

2° Les controverses à l'aune de la JUB

126. Intégration dans l'AJUB — Au-delà d'une disposition générale[496], l'AJUB prévoit également une disposition spécifique dédiée à la question d'indépendance et d'impartialité[497]. Malgré cette évidente intégration, il existe certains éléments qui soulèvent des doutes concernant respectivement l'indépendance **(a)** et l'impartialité **(b)** de la JUB.

a. L'indépendance à l'épreuve de la JUB

127. Indépendance — Le critère d'indépendance du tribunal, qui vise à garantir sa neutralité, a suscité de débats à l'aune de la JUB. Il existe deux éléments centraux des débats, le premier, porte sur le rôle du comité administratif, et le second, sur le financement de la juridiction nouvelle.

128. Pouvoirs du comité administratif : première difficulté — Le comité administratif de la JUB est composé d'un représentant de chaque État membre contractant[498]. C'est un organe

---

[494] CEDH, 1 oct. 1982, n° 8692/79, Piersack c. Belgique, ECLI:CE:ECHR:1982:1001JUD000869279 § 30 ; CJUE, 4 déc. 2019, C-413/18 P, H c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2019:1044 pt. 55 ; MACREZ Franck, « Unified Patent Court and the Impartiality Issue », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 310.

[495] « Il faut non seulement que justice soit faite, mais aussi qu'elle le soit au vu et au su de tous », V. CEDH, 9 janv. 2013, n° 21722/11, Oleksandr Volkov c. Ukraine, ECLI:CE:ECHR:2013:0109JUD002172211 § 106 ; MACREZ Franck, *op. cit.*, p. 311.

[496] Cons. 13 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[497] Art. 17 *Ibid.*

[498] Art. 12 (1) *Ibid.*

exécutif qui dispose des divers pouvoirs, tels que, la nomination des juges[499], l'adoption d'un règlement financier[500], la création ou la suppression des divisions locales ou régionales de première instance[501] établit les statuts des fonctionnaires de la JUB[502], ou bien, fixe montant de la rémunération du personnel de la JUB y compris juges, greffiers, présidents[503]. Dans le domaine du recrutement des juges, les questions avaient pu resurgir concernant le respect de l'exigence de l'indépendance et du contrôle démocratique[504]. La procédure de recrutement des juges se déroule en deux étapes. Tout d'abord, le comité consultatif, composé de juges des brevets et de praticiens du droit de brevet nommés pour un mandat de six ans[505], établit une liste des candidats à être nommés juges à la JUB. Ensuite, le comité administratif nomme sur la base de cette liste et d'un commun accord les juges de la JUB[506]. Or, la liste des juges contient au moins deux fois plus de candidats qu'il y a de postes à pourvoir[507]. Bien que le comité administratif doive veiller à sélectionner les juges avec les meilleures compétences et assurer une composition équilibrée, certains auteurs[508] indiquent que la marge de manœuvre dans la sélection puisse être trop importante dans la mesure où le comité n'est pas tenu de suivre l'ordre des juges comme indiqué sur la liste. De surcroît, les membres du comité consultatif sont nommés par le comité administratif d'un commun d'accord[509] et la procédure de contestation en cas de nomination est entendue par le comité administratif, le même organe qui avait pris ladite décision[510]. La nomination des juges n'est pas la seule interrogation concernant le respect des exigences du procès équitable. Nous pouvons également relever que des interrogations similaires avaient pu resurgir

---

[499] Art. 16 (2) *Ibid.*

[500] Art. 33 (1) des Statuts de la Juridiction unifiée du brevet, Annexe I *Ibid.*

[501] Art. 18 des Statuts de la Juridiction unifiée du brevet, Annexe I *Ibid.*

[502] Art. 16 (2) des Statuts de la Juridiction unifiée du brevet, Annexe I *Ibid.*

[503] Art. 12 des Statuts de la Juridiction unifiée du brevet, Annexe I *Ibid.*

[504] DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, « How to straighten up the shaky foundations of the unitary patent system: Piercing the non-EU bubble and reintegrating the UPC within the EU judiciary? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 540.

[505] Art. 14 (2) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[506] Art. 16 (2) *Ibid.*

[507] Art. 3 (2) des Statuts de la Juridiction unifiée du brevet, Annexe I *Ibid.*

[508] LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, « Unified Patent Court and the Right to a Fair Trial: Some Critical Remarks », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 297.

[509] Art. 5 (2) des Statuts de la Juridiction unifiée du brevet, Annexe I « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[510] LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, *op. cit.*, p. 298.

au sujet de l'adoption des règles de procédure par le comité administratif sans qu'un pouvoir législatif puisse s'y prononcer[511].

129. Budget de la JUB : seconde difficulté — Le budget de la JUB, et plus particulièrement une obligation d'autofinancement, soulève des questions de l'indépendance, cette fois-ci, par rapport aux parties. Ces dernières se présentent comme à la fois des usagers et les financeurs de la JUB[512], dans la mesure où les « recettes financières propres de la Juridiction comprennent le paiement des frais de procédure et d'autres recettes »[513]. En soi, l'autofinancement de la JUB ne parait pas comme automatiquement incompatible avec la condition d'indépendance du tribunal. Toutefois, tel pourrait être le cas en cas d'éventuels problèmes avec l'accès à la justice, d'autant plus qu'il s'agit d'une juridiction obligatoire[514].

130. Difficulté du contrôle — Au vu du constat qu'il existe un certain nombre des points de doute sur la compatibilité de la JUB avec le principe d'indépendance des juges, on peut s'interroger si un renvoi préjudiciel pouvait les clarifier. Or, comme on le verra dans le paragraphe suivant, la difficulté première peut être liée au contexte de tel renvoi. Dans le cadre d'une affaire particulière, il est difficile à imaginer des faits particuliers permettant une intervention de la CJUE. De même, le recours en manquement peut être difficilement envisageable.

131. Transition — L'indépendance n'est pas le seul point de doute sur la compatibilité de la JUB avec des garanties procédurales minimales prévues, entre autres, dans la Charte des DFUE.

b. L'impartialité à l'épreuve de la JUB

132. Position du problème — Nous pouvons arguer que le fait que les juges siégeant à la JUB sont spécialisés dans le domaine des brevets, qu'ils soient des juges juridiques ou techniques,

---

[511] Art. 41 (2) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 ; LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, *op. cit.*, p. 304.

[512] DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, « How to straighten up the shaky foundations of the unitary patent system: Piercing the non-EU bubble and reintegrating the UPC within the EU judiciary? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 540.

[513] Art. 36 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[514] LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, *op. cit.*, p. 303.

ce qui renforce le droit au procès équitable[515]. Ils sont, en effet, pleinement compétents pour connaître l'affaire et répondre de manière adaptée et détaillée à la question, parfois très complexe. Cette compétence emporte, toutefois, des conséquences liées à l'emploi des juges hautement spécialisés. Plus particulièrement, c'est l'emploi à temps partiel des juges techniques qui a pu susciter des doutes sur le respect de la condition d'impartialité par les juges siégeant à la JUB.

133. Juges techniques à temps partiel — Les juges techniques sont employés à temps partiel. Or, dans la plupart des cas, il s'agit des praticiens du droit des brevets. La question de leur impartialité se pose naturellement dans la mesure où ils sont amenés à travailler avec des partenaires différents que potentiellement ils peuvent retrouver en qualité de parties devant la JUB. La question est d'autant plus pointilleuse que pour pouvoir siéger dans telle ou telle affaire devant la JUB, les juges techniques sont sélectionnés selon deux critères, celui technique et celui linguistique. Or, il s'avère que dans certains contentieux le choix des juges qui pourront effectivement siéger dans une affaire donnée est très réduit. Comme il l'a été démontré par un auteur, si on prend l'exemple d'un contentieux de biotechnologie avec une procédure en français et on assume qu'il y a un juge de cette spécialité de nationalité française et peut être un ou deux autres qui connaissent la langue française. Le choix devient extrêmement limité à trois juges techniques à même pour connaître l'affaire[516]. Dans cette optique, la question d'un conflit d'intérêts peut rapidement survenir. Or, l'AJUB y apporte une réponse assez générale[517] et opère un renvoi vers les statuts. Ces derniers détaillent une liste générale des cas où un conflit d'intérêts peut survenir[518], mais certains points demeurent assez vagues. Par exemple, le point (d) mentionne le cas d'un « intérêt personnel ou financier, ou en rapport avec l'une des parties ». Comment définir si on se retrouve dans un tel cas, est-ce que cette hypothèse vise le cas où une partie est client du cabinet que représente le juge ou bien va-t-on également y inclure le cas de la partie qui est partenaire rattaché à une autre branche d'un cabinet [519] ? Comme le montre l'exemple de la

[515] SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 278.
[516] MACREZ Franck, « Unified Patent Court and the Impartiality Issue », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 322.
[517] V. en particulier art. 17 (4) et (5) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[518] *Ibid.* Art. 7 (2) des Statuts, Annexe I .
[519] MACREZ Franck, *op. cit.*, p. 314.

Suisse, qui intègre également des juges techniques dans les panels de jugements en matière des brevets, la gestion des conflits d'intérêts est d'une particulière importance pour assurer une justice de qualité et un système judiciaire auquel les usagers pourront faire confiance. La Suisse propose ainsi un système très strict sur ces questions[520].

134. Réponse apportée — La publication du code de conduite[521] par le Comité administratif de la JUB qui avait précisé dans quelles conditions le cumul des fonctions était possible. En premier lieu, le code de conduite s'applique à l'ensemble des juges tant aux juges qualifiés sur le plan juridique que technique, qu'ils soient employés à temps plein ou partiel[522]. Les juges à temps plein ne peuvent pas en principe exercer « aucune autre activité professionnelle » sauf dérogation accordée[523]. Ils peuvent cependant exercer d'autres fonctions judiciaires au niveau national. Les juges techniques à temps partiel peuvent exercer d'autres fonctions, mais à condition qu'il n'y ait pas de « conflit d'intérêts ». Le juge technique « ne peut agir en tant que représentant devant la JUB, en aucune matière, et ne peut donner, à quelque titre que ce soit, des conseils juridiques ou techniques sur une affaire pendante devant la JUB ou après avoir été chargé de s'y préparer »[524]. Il convient de voir si le code de conduite permettre à lui seul dissiper des doutes sur l'impartialité des juges et convaincre ainsi des usagers du système. On peut rappeler que l'impartialité est analysée au cas par cas[525] et que dans certains cas de figure, les cas concernés peuvent être particulièrement complexes. En particulier, si on prend en considération le fait que les éléments tels que les perceptions culturelles ou traditions juridiques peuvent complexifier la perception d'un conflit d'intérêts[526].

135. Impartialité des juges juridiques — D'une manière générale, on peut également relever que le questionnement sur l'impartialité pourra également se poser sur les juges qualifiés

---

[520] SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 277.
[521] « Code de conduite des juges de la Juridiction unifiée du brevet », D - AC/05/24042023_F, 2023, [consulté le 12 décembre 2023].
[522] Art. 2 *Ibid.*
[523] Art. 4 (2) *Ibid.*
[524] Art. 4 (3) *Ibid.*
[525] MACREZ Franck, « Unified Patent Court and the Impartiality Issue », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 315.
[526] SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 284.

sur le plan juridique qui s'étaient prononcés sur les affaires en tant que juges nationaux. Dans une telle situation, il conviendra de vérifier s'il existe un motif légitime attesté par des faits vérifiables qui suscitent un doute sur l'impartialité du juge[527].

136. Transition — Tout comme une question d'indépendance, celle d'impartialité, pose des difficultés en termes de renvoi préjudiciel. Ce dernier suppose des faits très spécifiques dans une affaire donnée, et en particulier, la preuve d'impartialité d'un juge peut être difficile à démontrer, comme il s'agit d'un critère assez subjectif.

§2 : Le renvoi préjudiciel rare

137. Plan — En vertu de l'article 267 du TFUE, la CJUE peut statuer à titre préjudiciel sur l'interprétation des traités et sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions, organes ou organisme de l'UE. Cette possibilité ouvre une voie de dialogue entre les juridictions nationales et la CJUE dans l'optique d'assurer une interprétation et application uniforme du droit de l'UE. Dans le domaine du standard procédural consacré par la Charte des DFUE, nous avons identifié quelques zones d'ombre sur son respect par la JUB. Le renvoi préjudiciel dans ce cas, paraît comme une voie souhaitable pour obtenir un retour neutre et conforme au droit de l'UE sur la conformité de la JUB avec l'art. 47 de la Charte DF, en ce sens est bien souhaitable (**A**). Ce renvoi, toutefois, demeure exceptionnel (**B**) au vu des conditions qui sont prévenues par la Charte des DFUE pour un renvoi fondé sur cet instrument.

A. Le renvoi préjudiciel souhaitable

138. Cas principalement concernés — Le renvoi préjudiciel en matière du respect des exigences du procès équitable par la JUB n'est pas fantasmagorique. Il existe, en effet, des dispositions de l'AJUB, comme nous l'avons démontré, qui peuvent susciter certains questionnements. En premier lieu, il s'agit des garanties institutionnelles liées au respect des principes d'un tribunal indépendant et impartial. Dans ce cas, le renvoi est jugé par certains

[527] MACREZ Franck, *op. cit.*, p. 312-313.

comme souhaitable[528], voire inévitable[529] pour d'autres. En second lieu, dans telle ou telle affaire, il est possible que les questions sur le respect du principe de contradictoire, en particulier en cas des actions *ex parte* puisse se poser. De même et de manière plus exceptionnelle, il est possible que la question du délai raisonnable puisse se poser devant la JUB. Pour adresser l'ensemble de ces sujets, la JUB dispose d'une faculté pour des divisions de première instance et d'une obligation pour la cour d'appel de former un renvoi préjudiciel pour que la CJUE puisse s'y prononcer[530]. Ce mécanisme, en l'occurrence, est bien souhaitable pour deux raisons principales.

139. Première raison : renvoi pour assurer confiance et légitimité — La nouvelle juridiction supranationale se heurte à quelques critiques concernant le non-respect des droits fondamentaux. Au vu de sa nouveauté, admettre le rôle de la CJUE dans le cadre d'un renvoi préjudiciel à l'égard de la JUB aurait pu permettre d'augmenter la légitimité de la juridiction nouvelle. La CJUE, en effet, en tant qu'une juridiction bien connue et représentant l'UE, aurait pu dissiper des doutes sur les questions relatives en particulier au respect des garanties institutionnelles de la JUB. La CJUE, également, incarne une institution « neutre » par rapport à la JUB. Il s'agit d'une juridiction externe à la JUB qui peut avoir un regard neutre sur les questions soulevées. On peut rappeler également que les instances de l'UE, aussi bien que l'ensemble des juridictions nationales, sont soumises au même contrôle à partir du moment où elles appliquent le droit de l'UE[531]. Le renvoi en matière du respect du procès équitable par la nouvelle juridiction pourrait démontrer un lien de celle-ci avec le droit de l'UE. Comme on le verra dans l'analyse des dispositions, ce lien a été volontairement estompé dans le cadre de la rédaction du « paquet brevet unitaire ». C'est désormais dans les faits que le dialogue entre la JUB et la CJUE puisse renforcer

[528] DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, « How to straighten up the shaky foundations of the unitary patent system: Piercing the non-EU bubble and reintegrating the UPC within the EU judiciary? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 541.

[529] LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, « Unified Patent Court and the Right to a Fair Trial: Some Critical Remarks », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 305.

[530] Règle 266 (1) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[531] GRIFFITHS Jonathan et MCDONAGH Luke, « Fundamental rights and European IP law: the case of Art. 17(2) of the EU Charter », in Geiger Ch. (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 77.

la position de l'UE. Par ailleurs, la quête de la légitimité à travers le recours aux droits fondamentaux n'est pas nouvelle dans le domaine de la propriété intellectuelle[532]. Le recours à ces droits avait pu être constaté dans le temps de crise de la légitimité des droits de la propriété intellectuelle. Aujourd'hui, le recours aux droits fondamentaux pourrait permettre de renforcer la légitimité de la JUB et mettre fin à des discussions qui mènent constamment à une remise en question du système nouveau.

140. Seconde raison : renvoi pour éviter la vision étroite du système juridique — La JUB en tant qu'une juridiction spécialisée en droit des brevets, démontrer clairement une expertise très poussée de ce domaine technique et juridique complexe. Néanmoins, cette expertise peut dans certains cas être limitée, à partir du moment où il convient de mettre en lien les brevets avec d'autres domaines du droit. Cela peut être le cas des droits fondamentaux, assez généraux dans leur énoncé, mais accompagnés d'une logique propre et de la jurisprudence abondante. En ce sens, le regard d'une juridiction généraliste, telle que la CJUE, qui opère dans des domaines variés couverts par le droit de l'UE, peut être une solution favorable afin d'arriver à des solutions équilibrées et non pas limitées, par ce qu'on peut appeler une vision étroite du système juridique[533].

141. Exemple de l'OEB sur l'importance des droits fondamentaux — Au préalable, nous pouvons noter que l'OEB ne fait partie de l'UE, et que les recours formés à son encontre auprès de la Cour EDH furent refusés[534]. Il n'en demeure pas moins que les chambres de recours de l'OEB se réfèrent aux différentes dispositions liées aux droits fondamentaux dans leurs décisions. Ceci, de manière de plus en plus fréquente[535]. Il s'agit de la Conv. EDH, Déclaration des Droits

---

[532] GEIGER Christophe, « Fundamental Rights as Common Principles of European (and International) Intellectual Property Law », in Ohly A. (ed.), *Common Principles of European Intellectual Property Law*, Mohr Siebeck, 2012, p. 238.

[533] SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 286.

[534] BALDAN Federica, « Human rights in the European patent system », in *Human rights as a basis for reevaluating and reconstructing the law : acts of the 4th ACCA Conference held in Louvain-la-Neuve on May 29th, 2015. - Bruxelles, 2016*, 2016, p. 135 ; GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Shaping Intellectual Property Rights Through Human Rights Adjudication: The Example of the European Court of Human Rights », *Mitchell Hamline Law Rev.*, 46 (3), article 3, 2020, p. 559-560 ; GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Intellectual Property before the European Court of Human Rights », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 34-35.

[535] KUPZOK Agnieszka, « Human rights in the case law of the EPO Boards of Appeal », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 311.

de l'Homme, voire de la Charte des DF[536]. Bien que ces dispositions ne fassent pas l'objet des recours devant des institutions compétentes, leur inscription régulière dans les décisions de l'OEB démontre l'intégration de l'OEB à l'ensemble des standards internationaux et européens dans le domaine des droits fondamentaux. Les deux domaines de contentieux dans lequel on peut remarquer les renvois vers ces instruments ce sont, d'un côté, les questions liées au respect du procès équitable, d'un autre côté, les instances disciplinaires[537]. Nous pouvons relever que dans le cadre du premier type de contentieux, celui qui intéresse prioritairement dans le cadre de cette thèse, les questions d'indépendance et d'impartialités soulevées à l'égard des chambres de recours de l'OEB sont très similaires à celles relatives à la JUB[538].

142. Transition — Le mécanisme de renvoi préjudiciel, à l'aune de la JUB en matière du respect du droit au procès équitable, aurait pu permettre à la JUB d'avoir un avis d'un organe indépendant et dont l'autorité est reconnue par tous les États membres. Ce mécanisme, cependant, semble d'une efficacité douteuse dans ce contexte.

B. Le renvoi préjudiciel exceptionnel

143. Plan — Le renvoi préjudiciel demeure exceptionnel parce que la pratique judiciaire démontre que la Charte a une influence limitée (**1°**). Dans la même veine, sa mise en œuvre demeure conditionnée par la nécessité d'application du droit de l'UE, ce qui en matière des brevets peut paraître limité (**2°**).

1° L'influence de la Charte limitée

144. Recours fréquent, influence timide — Nous pouvons constater que la Charte des DFUE, en particulier, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne est régulièrement citée dans les décisions de la CJUE[539]. Toutefois, paradoxalement, son influence demeure « encore

[536] *Ibid.*, p. 313-314.
[537] *Ibid.*, p. 318-320.
[538] BALDAN Federica, « Human rights in the European patent system », in *Human rights as a basis for reevaluating and reconstructing the law : acts of the 4th ACCA Conference held in Louvain-la-Neuve on May 29th, 2015. - Bruxelles, 2016*, 2016, p. 135-143.
[539] V. statistiques démontrant une nette hausse des renvois préjudiciels invoquant la Charte, V. « Fundamental Rights Report - 2024 », European Union Agency for Fundamental Rights, 2024, p. 122.

timide »[540]. Le recours à la Charte n'a pas conduit à une inflexion sensible au niveau de protection des droits fondamentaux dans l'UE. Ceci est certainement lié au caractère relativement récent de cet instrument, ainsi que sa connaissance relativement faible par les citoyens de l'UE[541]. Si on fait une parallèle avec la Conv. EDH, on peut relever que d'une manière générale, les affaires en propriété intellectuelle y sont rares[542].

145. Jurisprudence de la CJUE — La jurisprudence de la CJUE démontre que dans le cadre du contentieux de propriété intellectuelle, les parties mentionnent rarement la Charte des DFUE dans les renvois préjudiciels[543]. Dans de nombreux cas, la Charte des DFUE est mentionnée par la CJUE elle-même, ceci souvent pour souligner le caractère fondamental du droit de propriété intellectuelle[544], ou bien pour établir une balance des droits fondamentaux[545]. Néanmoins, la Charte des DFUE demeure rarement citée ou utilisée dans le cadre de la réponse au renvoi préjudiciel[546]. Le notable exemple du recours à la Charte des DFUE a pu être apporté dans l'affaire qui n'entrait pas dans le périmètre de la Directive 2004/48. Il s'agissait, en effet, du contentieux

---

[540] TINIÈRE Romain, « Fasc. 160 : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *JurisClasseur Eur. Traité*, 2020, §135.

[541] « Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Rapport 2014 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », Bruxelles, le 8.5.2015, COM(2015) 191 final, SWD(2015) 99 final, p. 12-13 ; L'information sur la protection par les droits fondamentaux est toujours un objectif clair des institutions européennes comme en témoigne le récent rapport, V. « Fundamental Rights Report - 2024 », European Union Agency for Fundamental Rights, 2024, p. 130-131.

[542] GRIFFITHS Jonathan, « Enforcement of intellectual property rights and the right to a fair trial », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 454.

[543] Dans le cadre de l'interprétation de la Directive 2004/48, sur 29 décisions répertoriées, seules deux comportaient une demande fondée sur la Charte des DFUE, V. CJUE, 23 nov. 2023, C-201/22, Kopiosto ry c. Telia Finland Oyj, ECLI:EU:C:2023:914 pts. 51 et s. ; CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54 pts. 61 et s.

[544] V. en ce sens, p.ex. CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 43 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pt. 56 ; CJUE, 28 juill. 2016, C-57/15, United Video Properties Inc. c. Telenet NV, ECLI:EU:C:2016:611 pt. 27 ; CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492 pt. 83 ; CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt. 35 ; CJUE, 16 juill. 2015, C-580/13, Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg, ECLI:EU:C:2015:485 pt. 31.

[545] V. p.ex. CJUE, 19 avr. 2012, C-461/10, Bonnier Audio AB et autres c. Perfect Communication Sweden AB, ECLI:EU:C:2012:219 pt. 56 ; CJUE, 15 sept. 2016, C-484/14, Tobias McFadden c. Sony Music Entertainment Germany GmbH, ECLI:EU:C:2016:689 pt. 81 et s. ; CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54 pts. 68 et 70 ; CJUE, 18 oct. 2018, C-149/17, Bastei Lübbe GmbH & Co. KG c. Michael Strotzer, ECLI:EU:C:2018:841 pts. 43 et s. .

[546] V. p.ex. se référant aux droits fondamentaux : CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54 pt. 70.

pénal des droits, où le raisonnement de la CJUE, était basé purement sur le respect de la Charte des DFUE, en particulier de son article 49 portant sur le principe de légalité des délits et des peines[547]. De surcroît, cette décision a pu du moins surprendre par le fondement juridique retenu dans la qualification du critère « de la mise en œuvre du droit de l'UE », qui était fondé sur les Accords sur les ADPIC[548]. Or, la disposition retenue n'avait pas été transposée dans l'ordre juridique de l'UE.

146. Transition — En matière du contentieux des brevets, l'influence de la Charte demeure davantage limitée au vu du fait que le rôle de la CJUE y est limité.

2° La mise en œuvre de la Charte conditionnée

147. Condition posée — Même si l'article 47 de la Charte des DFUE dispose d'une force juridique contraignante tant à l'égard des États membres que de la JUB, son application demeure cantonnée aux hypothèses où le juge saisi met en œuvre le droit de l'UE[549]. Dès lors, un litige national ou celui de la JUB qui lui est assimilée doivent présenter un « point de contact » avec le droit de l'UE[550]. Cette condition découle logiquement des principes fondateurs de l'UE, et en particulier de la répartition des compétences entre les institutions de l'UE et les États membres de l'UE. Cette condition, par ailleurs, distingue la Charte des DFUE de la Conv. EDH qui s'applique « à tout litige portant sur des droits et obligations de caractère civil ».

148. Définition de la « mise en œuvre du droit de l'UE » — La CJUE a précisé qu'il y a « mise en œuvre » du droit de l'UE lorsqu'il existe une obligation définie par le droit de l'UE applicable à la situation nationale en cause. Il peut s'agir, par exemple, d'une transposition d'une directive ou d'une application d'un règlement européen. La difficulté de la jurisprudence de la

---

[547] CJUE, 19 oct. 2023, C-655/21, G. ST. T., ECLI:EU:C:2023:791 pts. 59 et 86.

[548] En particulier, l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, V. le raisonnement de la Cour, *Ibid.* pts. 39-45.

[549] Art. 51 (1) de « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1 ; COMBET Mathieu, « La dilution de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans les règles relatives aux libertés de circulation du marché intérieur », in Tinière R., Vial C. (dir.), *Les dix ans de la Charte de droits fondamentaux de l'Union européenne*, Bruylant, 2020, p. 61-66.

[550] KRENC Frédéric et PENNINCKX Ellen, « Article 47. - Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », in *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, 2023, p. 1219-1220 n° 7.

CJUE est que cette notion est appréciée au cas par cas, de sorte qu'il en résulte « une jurisprudence casuistique à l'excès »[551].

149. Instruments réduits en matière des brevets — Le cadre juridique du droit de l'UE est limité. Ce qui réduit les hypothèses d'un renvoi préjudiciel sur ce fondement[552]. Seuls quelques rares instruments portant sur le droit matériel du brevet et les dispositions procédurales sont dès lors concernés. Or, comme il sera démontré, leur apport est assez limité. Il est dès lors intéressant de constater que la jurisprudence récente de la CJUE ouvre des pistes de réflexion sur une ouverture d'un renvoi dans deux cas.

150. Première piste d'ouverture : l'art. 19 TUE — On peut noter que l'art. 19 (1) al. 2 du TUE pourrait apporter une couverture plus large à l'application du principe de la protection juridictionnelle effective, mais ses contours sont généraux. Il étend la surface d'applicabilité de l'article 51 Charte notamment dans le domaine d'indépendance et impartialité, en particulier, les arrêts sur le statut et le mandat des juges en Pologne. La jurisprudence a évolué récemment où la CJUE s'est prononcée sur ces chefs par rapport à la juridiction polonaise en dépit du principe d'autonomie institutionnelle et procédurale et en l'absence de mise en œuvre du droit de l'UE au sens de l'art 51 de la Charte. Établissant ainsi un lien entre la valeur de respect de l'État de droit inscrit à l'art. 2 du TUE, l'art. 19 al. 2 du TUE et l'art. 47 de la Charte[553].

151. Seconde piste d'ouverture : ADPIC — Les Accords sur les ADPIC pourraient constituer une deuxième ouverture à un renvoi accompagnant des mesures liées à l'application du standard procédural devant la JUB. Or, la jurisprudence constante de la CJUE rappelle que « les dispositions de l'accord ADPIC font désormais partie intégrante de l'ordre juridique de l'UE et, dans le cadre de cet ordre juridique, la Cour est compétente pour statuer à titre préjudiciel sur l'interprétation de cet accord ».[554]. Cet Accord consacre des règles tant procédurales que des règles matérielles en matière des brevets. Il est désormais possible d'envisager de mentionner

---

[551] PIGNARRE Pierre-Emmanuel, *La Cour de justice de l'Union européenne, juridiction constitutionnelle*, Bruylant, 2021, p. 677, n°918.
[552] DREXL Josef, « An Institutional Perspective on the European Intellectual Property System: Will It Get Any Better? », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 94.
[553] V. CJUE, 5 juin 2023, C-204/21, Commission européenne c. République de Pologne, ECLI:EU:C:2023:442.
[554] CJUE, 15 nov. 2012, C-180/11, Bericap Záródástechnikai bt c. Plastinnova 2000 kft, ECLI:EU:C:2012:717 pt. 67.

l'application de la Charte en compagnie des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Un exemple notable avait été apporté par une affaire portant sur des mesures pénales, qui ne font pas l'objet des dispositions européennes spécifique dans le domaine de la propriété intellectuelle, mais qui sont prévues par l'Accord sur les ADPIC. La CJUE avait reconnu sa compétence pour se prononcer sur le respect du principe de légalité de délits et de peines comme prévu par la Charte des DFUE en fondant sa compétence sur l'application de l'Accord sur les ADPIC[555].

152. Transition — Dans le cadre d'une analyse des droits fondamentaux applicables dans le cadre du contentieux des brevets, un champ d'une compétence, certes en pratique réduite, de la CJUE en matière représente le standard procédural établi par l'art. 47 de la Charte des DFUE. Or, ce n'est pas la seule hypothèse où un renvoi préjudiciel est envisageable. Comme le témoigne la jurisprudence de la CJUE, l'autre terrain de sa compétence c'est l'hypothèse des droits fondamentaux concurrents.

Section 2 : Les relations entre les droits fondamentaux : le rôle de la CJUE affirmé

153. Plan — Contrairement à la mise en œuvre du droit au procès équitable qui s'avère particulièrement complexe pour la JUB, dans le cadre des conflits entre droits fondamentaux, la CJUE a déjà pu se prononcer à plusieurs reprises. C'est ainsi qu'elle a précisé les contours de la notion de proportionnalité (**§1**), dont quelques décisions en droit de propriété intellectuelle avaient été rendues (**§2**).

§1 : Le principe de proportionnalité : définition

154. Plan — Le principe de proportionnalité revêt de sens variés (**B**). Dans cette section nous entendons adresser l'hypothèse des conflits entre les droits fondamentaux dont la résolution suppose l'application du principe de proportionnalité[556]. À titre premier, il nous semble, dès lors, pertinent d'exposer la manière dont le droit de propriété intellectuelle a atteint le rang d'un droit fondamental (**A**).

---

[555] En particulier, l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, V. le raisonnement de la Cour, CJUE, 19 oct. 2023, C-655/21, G. ST. T., ECLI:EU:C:2023:791 pts. 39-45.

[556] Nous pouvons relever que la question de l'application du principe de proportionnalité par le juge sera abordée *infra*, n° 315 et s.

A. La proportionnalité et sa rencontre avec la propriété intellectuelle

155. Rencontre non évidente — Traiter du principe de proportionnalité et des conflits entre droits fondamentaux en présence des droits de la propriété intellectuelle n'allait pas de soi. Tout comme la création de la JUB, la reconnaissance du caractère fondamental aux droits de propriété intellectuelle est un fruit d'une longue histoire[557]. En premier lieu, on peut relever que la Conv. EDH ne contient pas de dispositions spécifiquement protégeant la propriété intellectuelle. C'est, cependant, la jurisprudence de la Cour EDH qui a progressivement assimilé ce droit au droit de propriété tel que consacré à l'art. 1er du Protocole 1er[558]. Force est de reconnaître que cette assimilation a connu un certain nombre d'étapes, qui démontrent bien la fragilité de la question. Dans les années quatre-vingt-dix, la Commission européenne des droits de l'homme a pu connaître des affaires ponctuelles relatives à la propriété intellectuelle dans lesquels au cas par cas, elle décidait si tel ou tel droit de propriété intellectuelle peut ou non être assimilé au « bien » visé par le Protocole de la Conv. EDH. Elle avait déclaré en 1990 « qu'en droit néerlandais, le titulaire d'un brevet est désigné comme le propriétaire du brevet et que, sous réserve des dispositions de la loi y afférente, les brevets sont réputés être des biens personnels cessibles et transférables. La Commission EDH estime, dès lors, qu'un brevet relève effectivement du terme "biens" figurant à 1 article 1 du Protocole additionnel. »[559] En même temps, dans les décisions suivantes, la Cour ne s'est pas prononcée sur la qualification du bien, car elle a rendu la décision

---

[557] Sur ce point, V. GEIGER Christophe, « Propriété intellectuelle et droits fondamentaux: une saine complémentarité », in *Droits de propriété intellectuelle, Liber amicorum Georges Bonet*, 2010, p. 251-256 ; GEIGER Christophe, « L'utilisation jurisprudentielle des droits fondamentaux en Europe en matière de propriété intellectuelle : Quel apport ? Quelles perspectives ? », in *La contribution de la jurisprudence à la construction de la propriété intellectuelle en Europe*, Coll. du CEIPI, n° 60, LexisNexis, 2013 pp. 205-209 ; GEIGER Christophe, « Implementing intellectual property provisions in. human rights: Towards a new social contract for the protection of intangibles », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 667-672.

[558] « Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les États de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes. »

[559] Comm. EDH, 4 oct. 1990, n° 12633/87, Smith Kline et French Laboratories Ltd c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:1990:1004DEC001263387, p. 89 ; V. analyse détaillée HELFER Laurence, « The New Innovation Frontier? Intellectual Property and the European Court of Human Rights », *Harv. Int. Law J.*, 49, 2008.

sur le fondement de l'art. 6 de la Conv. EDH[560]. Ce n'est qu'en 2007, que la grande chambre de la Cour EDH « fait sienne la conclusion de la chambre selon laquelle l'article 1 du Protocole n° 1 s'applique à la propriété intellectuelle en tant que telle »[561]. Depuis lors, cette solution fut réitérée par la Cour EDH[562]. En parallèle, dans le cadre du droit de l'UE, on peut noter que la Charte des DFUE contient une disposition énigmatique[563] dans le second paragraphe de la disposition portant sur le droit de propriété : « la propriété intellectuelle est protégée »[564]. De surcroît, avec la reconnaissance du caractère contraignant de la Charte par le Traité de Lisbonne, le droit de propriété intellectuelle s'est retrouvé au sein du « Panthéon des droits fondamentaux ». Il en découle une conséquence directe, qui est la possibilité d'arbitrer les conflits entre le droit de propriété avec d'autres droits fondamentaux concurrents[565].

156. Difficultés d'interprétation — L'énoncé, retenu par la Charte de l'article 17 (2), avait suscité quelques doutes[566]. Alors que le même article dans son paragraphe 1 consacre le droit de propriété et énonce les limitations à ce droit, le paragraphe 2 se contente d'une simple déclaration que la propriété intellectuelle est protégée. On note que le paragraphe 2 n'opère aucun renvoi vers le paragraphe 1 du même article. À première vue on pourrait, dès lors, en conclure que la propriété intellectuelle est protégée de manière illimitée alors que le droit de propriété lui peut connaître

---

[560] CEDH, 20 nov. 1995, n° 19589/92, British-American Tobacco Company Ltd c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:1995:1120JUD001958992 pt. 91 ; CEDH, 9 déc. 1994, n° 18064/91, Hiro Balani c. Espagne, ECLI:CE:ECHR:1994:1209JUD001806491.

[561] CEDH, 11 janv. 2007, n° 73049/01, Anheuser-Busch Inc. c. Portugal [GC], ECLI:CE:ECHR:2007:0111JUD007304901§ 72 ; GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Shaping Intellectual Property Rights Through Human Rights Adjudication: The Example of the European Court of Human Rights », *Mitchell Hamline Law Rev.*, 46 (3), article 3, 2020, p. 555-557 ; GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Intellectual Property before the European Court of Human Rights », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 30-33 ; GRIFFITHS Jonathan et MCDONAGH Luke, « Fundamental rights and European IP law: the case of Art. 17(2) of the EU Charter », in Geiger Ch. (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 86-88 ; HELFER Laurence, *op. cit.*, p. 9-21.

[562] CEDH, 29 janv. 2008, n° 19247/03, Balan c. Moldavie, ECLI:CE:ECHR:2008:0129JUD001924703§ 34. Il s'agit de l'arrêt qui constate une violation de l'art 1 du Protocole n° 1.

[563] GEIGER Christophe, « Fundamental Rights as Common Principles of European (and International) Intellectual Property Law », in Ohly A. (ed.), *Common Principles of European Intellectual Property Law*, Mohr Siebeck, 2012, p. 230-232.

[564] Art. 17 (2) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[565] GEIGER Christophe, « Propriété intellectuelle et droits fondamentaux: une saine complémentarité », in *Droits de propriété intellectuelle, Liber amicorum Georges Bonet*, 2010, p. 256.

[566] GRIFFITHS Jonathan et MCDONAGH Luke, « Fundamental rights and European IP law: the case of Art. 17(2) of the EU Charter », in Geiger Ch. (ed.),*Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 80.

certaines limitations. Malgré cette rédaction ambiguë, il est désormais retenu que les garanties du paragraphe 1 s'appliquent à la propriété intellectuelle[567]. La CJUE également retient l'interprétation en ce sens en soulignant que « la protection du droit de propriété intellectuelle est certes consacrée à l'article 17, paragraphe 2, de la charte des droits fondamentaux de l'UE. Cela étant, il ne ressort nullement de cette disposition ni de la jurisprudence de la Cour, qu'un tel droit serait intangible et que sa protection devrait donc être assurée de manière absolue »[568]. La propriété intellectuelle demeure, ainsi, soumise aux limitations prévues par le paragraphe premier de l'art 17[569], qui incluent une nécessaire compensation financière en cas de déprivation ainsi qu'une possible règlementation de l'usage des droits « dans la mesure nécessaire à l'intérêt général ».

157. Transition — Aujourd'hui, il est clair que le droit de propriété intellectuelle fait partie des droits fondamentaux, il peut ainsi faire l'objet de la mise en balance avec d'autres droits fondamentaux via l'application du principe de proportionnalité. Ce dernier, cependant, doit être bien défini. Il s'avère en effet que selon le contexte ce principe fait référence à des situations distinctes.

---

[567] « Les garanties prévues au paragraphe 1 s'appliquent de façon appropriée à la propriété intellectuelle. » « Projet de Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, note du Présidium, Bruxelles, 19 octobre 2000 », CHARTE 4473/1/00 REV 1, p. 20 OHLY Ansgar, « European Fundamental Rights and Intellectual Property », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 151 GEIGER Christophe, « L'utilisation jurisprudentielle des droits fondamentaux en Europe en matière de propriété intellectuelle : Quel apport ? Quelles perspectives ? », in *La contribution de la jurisprudence à la construction de la propriété intellectuelle en Europe*, Coll. du CEIPI, n° 60, LexisNexis, 2013, p. 208-209 ; GRIFFITHS Jonathan et MCDONAGH Luke, *op. cit.*, p. 80-81.

[568] CJUE, 16 févr. 2012, C-360/10, Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers CVBA (SABAM) c. Netlog NV, ECLI:EU:C:2012:85 pt. 41 ; CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 pt. 43 ; GEIGER Christophe, « Implementing intellectual property provisions in. human rights: Towards a new social contract for the protection of intangibles », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 681.

[569] Art. 17 (1) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1 : « Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans des cas et conditions prévus par une loi et moyennant en temps utile une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général. »

B. La proportionnalité et son caractère polysémique

158. Définition — Le mot proportionnalité du latin « proportionalitas » renvoie au terme du rapport, de la proportion. Dans son sens courant, ce terme définit « un rapport qui unit des grandeurs, des qualités proportionnelles entre elles »[570]. Cette notion est bien omniprésente dans divers domaines de vie, comme mathématiques, sciences, fiscalité, mais également le droit. Pour ce dernier, le principe de proportionnalité puise ses origines dans la doctrine administrative allemande du XVIII[e] siècle qui portait sur la limitation des interventions policières à celles qui étaient nécessaires[571]. Au milieu du XXe siècle, le principe de proportionnalité s'impose également en droit constitutionnel allemand à travers un test en trois étapes[572] visant à apprécier la légalité d'un acte législatif[573]. Depuis lors, ce principe est couramment utilisé tant par les législateurs, que par les juridictions non pas seulement dans le cadre du droit constitutionnel, mais également dans d'autres domaines du droit comme le droit pénal (la proportionnalité des délits et des peines), droit fiscal (la proportionnalité de l'impôt), et comme on le relèvera en droit européen, international et celui de la propriété intellectuelle. Si la signification générale de ce principe omniprésent est incontestée et son potentiel clairement établi[574], sa signification réelle n'est pas tout à fait claire[575] et dépend des contextes dans lesquels ce principe est invoqué[576].

159. Droit international : OMC et les Accords sur les ADPIC— En tant que principe général du droit public international, le principe de proportionnalité s'impose tant aux organes de

---

[570] *Dictionnaire de l'Académie Française*, [s. d.] v° « proprotionnalité ».

[571] AMAT Quentin, *Le principe de proportionnalité en droit de la propriété intellectuelle* , Thèse de doctorat, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, 2022, p. 16-18, n° 6.

[572] Il s'agit de l'adéquation, la nécessité et de la proportionnalité stricto sensu. V. CHRISTOFFERSEN Jonas, « Human rights and balancing: The principle of proportionality », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 20.

[573] AMAT Quentin, *op. cit.*, p. 16-18, n° 6.

[574] Il s'agit d'un « principe fort sollicité dans de contextes variés », GEIGER Christophe et KAPYRINA Natalia, « Les procédures pénales dans l'Accord sur les ADPIC : à la recherche de l'équilibre », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 390 ; GEIGER Christophe, « Towards a Balanced International Legal Framework for Criminal Enforcement of Intellectual Property Rights », in Ullrich H., Hilty R., Lamping M., et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 661.

[575] WALLOT Max, « The Proportionnality Principle in the TRIPS Agreement », in Ullrich H., Hilty R., Lamping M., et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 218.

[576] GEIGER Christophe et KAPYRINA Natalia, *op. cit.*, p. 390 ; GEIGER Christophe, *op. cit.*, p. 661.

gestion des litiges[577], comme un organe de règlement des différends de l'OMC, qu'aux États membres contractants[578]. À titre d'exemple, les Accords sur les ADPIC le prévoient tantôt de manière explicite qu'implicite dans le cadre d'application des mesures visant le respect des droits de la propriété intellectuelle[579]. Dans l'examen visant à ordonner les mesures correctives, les autorités judiciaires doivent prendre en considération « la proportionnalité de la gravité de l'atteinte et des mesures correctives ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers »[580]. Encore, l'examen de proportionnalité se cache sous des formulations comme « approprié », « raisonnable ». C'est le cas des mesures provisoires, qui peuvent être adoptées ex parte « dans les cas où cela sera approprié »[581].

160. Droit européen : la Cour EDH — La Cour EDH est clairement une des références principales dans le cadre des précisions et d'application du principe de proportionnalité. La jurisprudence de la Cour EDH se réfère à ce principe depuis une longue date. Elle souligne ainsi que l'interprétation de la Convention EDH implique « un juste équilibre entre la sauvegarde de l'intérêt général de la communauté et le respect des droits fondamentaux de l'homme, tout en attribuant une valeur particulière à ces derniers »[582]. Le principe de proportionnalité vise à assurer un équilibre entre le respect des droits fondamentaux et celui de l'intérêt général. Selon la formulation de la Cour EDH, protéger l'essence des droits[583]. L'exemple d'application de cet équilibre en matière des droits de propriété intellectuelle est celui de l'équilibre entre la liberté d'expression et le droit de propriété intellectuelle. Dans ce cas, la Cour va appliquer le test en trois étapes, bien connu de la doctrine allemande, pour opérer une telle balance. Ainsi, une interférence au doit fondamental doit être « prévue par la loi », elle doit poursuivre un ou plusieurs buts

---

[577] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 57.

[578] WALLOT Max, *op. cit.*, p. 234-236.

[579] *Ibid.*, p. 219-221.

[580] Art. 46 « Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994 », Annexe 1C de l'Accord instituant l'OMC V. égal. art. 47 portant sur le droit d'information.

[581] Art. 50 (2) *Ibid.* Dans la même veine, V. art. 43 (1), 45 (2), 48, 50 (7).

[582] CEDH, 23 juill. 1968, n° 1474/62; 1677/62; 1691/62; 1769/63; 1994/63; 2126/64, affaire « relative à certains aspects du régime lingustique de l'enseignement en Belgique » c. Belgique, ECLI:CE:ECHR:1968:0723JUD000147462§ 5 dans la partie B.

[583] CHRISTOFFERSEN Jonas, « Human rights and balancing: The principle of proportionality », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 25-27.

légitimes et être « nécessaire, dans une société démocratique »[584]. Le principe de proportionnalité permet ainsi de délimiter les contours des droits de propriété intellectuelle et assurer un équilibre entre ce droit fondamental avec d'autres[585]. Le principe de proportionnalité, à l'instar de l'ADPIC, s'applique également en matière d'application des droits. Il est suggéré, par exemple, dans certains articles de la Convention EDH, sous forme des clauses d'ordre public[586]. La proportionnalité délimite une application des droits fondamentaux en sanctionnant l'usage abusif de ces droits sans lien avec leur but[587].

161. Droit de l'UE — Dans le cadre du droit de l'UE, on retrouve le principe de proportionnalité à trois niveaux différents[588]. Tout d'abord, il vise à délimiter des actions de l'UE par rapport aux compétences des États membres de l'UE[589]. Comme le rappelle l'article 5 § 4 du TUE, « en vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'UE n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. Les institutions de l'UE appliquent le principe de proportionnalité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité ». Le principe de subsidiarité régit la question du partage des compétences non exclusives de l'UE. Dans ce cadre, l'UE peut agir uniquement lorsque les États membres ne sont pas en mesure de réaliser les objectifs d'une action envisagée de manière satisfaisante et que l'action au niveau de l'UE peut apporter une valeur ajoutée. Ensuite, le principe de proportionnalité guide la mise en œuvre du droit de l'UE par les institutions de l'UE et son articulation avec les droits fondamentaux[590]. Enfin, à un niveau ultime, ce sont les

---

584 CEDH, 10 janv. 2013, n° 36769/08, Ashby Donald et a. c. France, ECLI:CE:ECHR:2013:0110JUD003676908 § 35 ; WALLOT Max, « The Proportionnality Principle in the TRIPS Agreement », in Ullrich H., Hilty R., Lamping M., et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 236-238.

585 V. CEDH, 10 janv. 2013, n° 36769/08, Ashby Donald et a. c. France, ECLI:CE:ECHR:2013:0110JUD003676908 ; CEDH, 19 févr. 2013, n° 40397/12, Fredrik Neij et Peter Sunde Kolmisoppi c. la Suède, ECLI:CE:ECHR:2013:0219DEC004039712.

586 cC'est le cas des §2 des articles 8 à 11 de la Conv. EDH, V. AMAT Quentin, *Le principe de proportionnalité en droit de la propriété intellectuelle* , Thèse de doctorat, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, 2022, p. 19, n° 7.

587 WALLOT Max, *op. cit.*, p. 223.

588 AMAT Quentin, *op. cit.*, p. 19-20, n° 7.

589 Selon le glossaire de l'UE, https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/principle-of-proportionality.html#:~:text=En%20vertu%20de%20ce%20principe,(proportionnalité%20au%20sens%20étroit [consulté le 20 mars 2024].

590 Art. 51 (1) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

États membres qui doivent veiller au respect du principe de proportionnalité dans le cadre d'application du droit de l'UE[591].

162. Deux aspects du principe de proportionnalité — En somme, on peut constater que le principe de proportionnalité revêt deux aspects : celui constitutionnel et celui lié au contentieux. L'aspect constitutionnel du principe de proportionnalité s'inscrit dans des traditions constitutionnelles nationales et définit des valeurs éthiques partagées par le droit européen et international. En s'appliquant tant au législateur européen que des législateurs nationaux[592], le principe de proportionnalité prône une législation équilibrée prenant en considération différents droits fondamentaux et veillant à ce que l'interprétation de chacun soit équilibrée. Dans le contexte de droits de propriété intellectuelle, ce principe avait permis de délimiter les contours d'application de ces droits par rapport à d'autres droits, tel que la liberté d'expression[593]. L'aspect constitutionnel, donc, implique une vérification si le respect des droits fondamentaux est acquis par le législateur dans tel ou tel instrument. À titre d'exemple, dans le cadre des brevets, les critères de la brevetabilité devront être conciliés avec les impératifs de l'intérêt général de sorte que le droit des brevets ne donne un avantage disproportionné au titulaire des droits[594]. Le second des aspects, celui lié aux contentieux, qui reste également lié au premier, le principe de proportionnalité postule pour une application équilibrée des droits fondamentaux. Qu'il s'agisse de l'application du droit de l'UE à la lumière des droits fondamentaux[595] ou bien de l'hypothèse d'application des droits fondamentaux concurrents, le juge, qu'il soit national ou européen, doit veiller à ce que l'équilibre des différents droits soit bien assuré au cas par cas. Le principe de proportionnalité implique, ainsi, que « la propriété intellectuelle est mise en perspective avec d'autres droits concurrents »[596]. Il est important de signaler que dans ce volet, on peut distinguer deux cas de figure, le premier, plus général, concerne l'application des mesures spécifiques qui

---

[591] Art. 51 (1) *Ibid.*

[592] GEIGER Christophe, « Fundamental Rights as Common Principles of European (and International) Intellectual Property Law », in Ohly A. (ed.), *Common Principles of European Intellectual Property Law*, Mohr Siebeck, 2012, p. 234.

[593] *Ibid.*, p. 233-234.

[594] WALLOT Max, « The Proportionnality Principle in the TRIPS Agreement », in Ullrich H., Hilty R., Lamping M., et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 232-234.

[595] GEIGER Christophe, « L'utilisation jurisprudentielle des droits fondamentaux en Europe en matière de propriété intellectuelle : Quel apport ? Quelles perspectives ? », in *La contribution de la jurisprudence à la construction de la propriété intellectuelle en Europe*, Coll. du CEIPI, n° 60, LexisNexis, 2013, p. 198.

[596] *Ibid.*, p. 199.

doit être « proportionnée » dans tel ou tel cas d'espèce, cela veut dire, que le juge doit veiller à ce qu'une mesure donnée soit adaptée aux circonstances d'espèce analysées *in concreto*[597]. Par exemple, une injonction définitive pourra être prononcée à l'égard d'un contrefacteur à une échelle commerciale, mais elle pourra être remplacée par d'autres mesures à l'égard d'un contrefacteur d'une pièce détachée faisant partie d'un produit complexe[598]. Le second cas de figure est celui des conflits entre les droits fondamentaux où le juge est amené, également à partir des faits d'espèce, à mettre en balance les droits en cause et vérifier lequel prévaut dans telle ou telle espèce[599]. Là encore, une balance des droits peut pencher vers le droit de propriété intellectuelle, si à l'occasion d'une mesure du droit d'information, le titulaire du brevet entend obtenir des informations sur la contrefaçon internationale dont les réseaux de distribution sont difficilement traçables. Elle peut, eu contraire, pencher davantage vers le respect des informations confidentielles, si le titulaire des droits demande des mesures provisoires, tout en sachant que son brevet risque d'être annulé. Cet aspect, lié au contentieux des droits du principe de proportionnalité, est lié à une analyse casuistique et discrétionnaire qui, dans certaines situations, peut bien prêter à des discussions sur les intérêts qui prévalent. Elle peut ainsi dans certains cas devenir une source d'insécurité juridique[600].

163. Transition — Alors que le principe de proportionnalité est omniprésent dans différents volets du droit qu'il soit national, européen ou international, on peut relever que son application n'est pas toujours facile. « Ce n'est pas une formule simple qui peut être facilement appliquée pour résoudre des questions politiques et juridiques complexes »[601]. Dans le cadre des conflits des droits fondamentaux, les juridictions européennes avaient pu se prononcer sur son application dans le cadre du contentieux des droits de propriété intellectuelle à plusieurs reprises.

---

[597] Sur ce point, V. *infra*, n° 317

[598] WALLOT Max, « The Proportionnality Principle in the TRIPS Agreement », in Ullrich H., Hilty R., Lamping M., et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 232-234.

[599] Il s'agit « d'un concept juridique clé pour faciliter l'arbitrage entre des valeurs concurrentes », V. SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 57.

[600] MAŃKO Rafał, « Europeanisation of civil procedure. Towards common minimum standards? », 2015, p. 6.

[601] CHRISTOFFERSEN Jonas, « Human rights and balancing: The principle of proportionality », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 19.

§2 : Le principe de proportionnalité : exemples d'application

164. Plan — On peut constater que l'application du principe de proportionnalité échappe souvent au domaine des brevets **(A)**, on peut ensuite s'interroger sur un éventuel rôle de la CJUE en la matière à l'aune de la JUB **(B)**.

A. L'application principalement en dehors du droit des brevets

165. Droits principalement concernés — L'analyse des décisions rendues par la CJUE, démontre que l'application du principe de proportionnalité en matière des conflits entre les droits fondamentaux concerne majoritairement le droit d'auteur et ponctuellement le droit des marques. Ces deux droits, en effet, prévoient un certain nombre des exceptions aux droits qui constituent un terrain propice à des discussions portant sur l'application des droits concurrents, que ça soit les droits tenant à la liberté d'entreprendre, d'expression, à la vie prive privée ou des données personnelles sur Internet[602]. Nous avons classé les décisions rendues dans trois catégories. Alors que la première présente des faibles liens avec le droit des brevets, les deux autres, peuvent potentiellement interagir avec ce droit.

166. Catégorie 1 : conflit entre le droit de propriété et la liberté d'expression — En premier lieu, les droits fondamentaux interviennent régulièrement dans le cadre des droits d'auteur et droit des marques pour préciser le périmètre des exceptions à ce droit ou définir leurs contours d'application. Nous pouvons rappeler que c'est bien dans le domaine des droits d'auteur, par ailleurs, que les principales discussions sur les droits fondamentaux avaient surgé par rapport à leur interprétation extensive qui souvent menait la CJUE au développement du cadre européen, initialement assez réduit. Pour illustrer, les interactions entre ces deux droits et les droits fondamentaux, nous pouvons citer l'exemple de la liberté d'expression protégée à l'article 11 de la Charte des DFUE[603]. Par exemple, le conflit entre le droit de propriété a pu être relevé en cas

---

[602] DREXL Josef, « An Institutional Perspective on the European Intellectual Property System: Will It Get Any Better? », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 86-87.

[603] Pour une analyse complète, V. IZYUMENKO Elena, *The freefom of expression perspectives on intellectual property in Europe* , Thèse de doctorat, Univeristé de Strasbourg, 2020 ; GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Shaping Intellectual Property Rights Through Human Rights Adjudication: The Example of the European Court of Human Rights », *Mitchell Hamline Law Rev.*, 46 (3), article 3, 2020, p. 560-585 ; GEIGER Christophe

de reproduction d'un dessin protégé dans un calendrier promouvant un parti politique. Le dessin en question avait été modifié, ainsi un personnage initialement revêtu d'une tunique blanche avait été présenté comme un bourgmestre, alors que les personnes autour ramassant de pièces de monnaie jetées par le personnage principal, avaient été remplacés par des personnes voilées et de couleur. En l'espèce, le parti politique en question invoque l'exception de parodie pour justifier la présentation d'un dessin en question. La CJUE précise que l'application de cette exception impose le respect d'un juste équilibre, entre les titulaires des droits et la liberté d'expression de l'utilisateur d'une œuvre protégée se prévalant de l'exception de parodie[604]. La CJUE y ajoute que dans l'appréciation de ce juste équilibre, la juridiction saisie doit prendre en considération toutes les circonstances d'espèce, par exemple, le fait que le dessin modifié dégage un message discriminatoire qui peut désormais être associé à l'œuvre originale[605]. Dans le cadre du droit des marques, un tel conflit peut être constaté, par exemple, en cas d'enregistrement d'une marque contraire aux bonnes mœurs ou l'ordre public. Tel était le cas de la marque « Fack Ju Göhte », pour laquelle l'enregistrement avait été refusé par l'EUIPO ainsi que le Tribunal d'UE pour la contrariété aux bonnes mœurs, alors que la CJUE était d'un avis contraire[606]. La CJUE dans cette affaire a précisé que dans l'examen de motifs absolus de refus de marque le respect des droits fondamentaux et en particulier de la liberté d'expression doit être garanti[607]. On peut noter que cette décision a été récemment citée dans l'arrêt rendu par la Grande chambre de recours de l'EUIPO qui avait détaillé la manière dont ce principe doit être appliqué par l'Office[608]. En l'espèce, était en cause l'enregistrement de la marque « COVIDIOT » accompagné d'une image d'un bouffon. Pour confirmer le refus de l'enregistrement de cette marque, la Grande chambre met en balance la liberté d'expression commerciale et les considérations d'ordre de l'intérêt général. Elle conclut que « le principe de liberté commerciale », en l'espèce, pèse moins lourd dans la balance que les principes fondamentaux. Un tel enregistrement, en effet, « banaliserait l'une des pandémies les plus meurtrières de l'histoire, d'une manière contraire à la dignité

---

et IZYUMENKO Elena, « Intellectual Property before the European Court of Human Rights », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 36-62.

[604] CJUE, 3 sept. 2014, C-201/13, Johan Deckmyn, et a. c. Helena Vandersteen et a., ECLI:EU:C:2014:2132 pt. 27.

[605] *Ibid.* pts. 28-29.

[606] V. CJUE, 27 févr. 2020, C-240/18 P, Constantin Film Produktion GmbH c. Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), ECLI:EU:C:2020:118.

[607] *Ibid.* pt. 56.

[608] EUIPO, Decision of the Grand Board, 16 mai 2024, R 260/2021-G pts. 104-149.

humaine et donc aux principes moraux »[609]. Force est de reconnaître qu'au vu du fait que le droit des brevets constitue une matière particulièrement technique des exemples d'applications de ce principe sont assez difficilement imaginables.

167. Catégorie 2 : conflit entre droit de propriété combiné avec droit au recours effectif et droit des données à caractère personnel ou liberté d'entreprendre — Dans le cadre du contentieux des droits de la propriété intellectuelle, un certain nombre des décisions démontre des hypothèses des conflits des droits fondamentaux. Dans ce cas, traditionnellement est invoqué un droit de propriété accompagné d'un droit au recours effectif. Comme le souligne la CJUE, le droit fondamental à un recours effectif concrétise un droit de propriété et assure de la sorte « l'exercice effectif du droit fondamental de propriété, dont fait partie le droit de propriété intellectuelle »[610]. De l'autre côté de la balance, on peut retrouver le droit à la vie privée et à la protection des données à caractère personnelles, le secret bancaire ou bien la liberté d'entreprise. Dans son analyse la CJUE opère un contrôle *in concreto*[611]. Comme le démontrent des affaires soumises à son appréciation, ce contrôle a quelque peu évolué au fil du temps. Dans les premières décisions, la CJUE s'est contentée de rappeler le principe de proportionnalité et de renvoyer l'exercice de balance des droits tant au législateur qu'au juge national[612]. Ces décisions furent critiquées par la doctrine pour une trop grande marge de manœuvre laissée aux juridictions nationales[613]. Or, à partir de 2011, on constate que la CJUE opère elle-même un contrôle de proportionnalité dans le cadre de la balance des droits fondamentaux concurrents et diminue ainsi une marge de manœuvre

[609] *Ibid.* pts. 148-149.

[610] CJUE, 16 juill. 2015, C-580/13, Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg, ECLI:EU:C:2015:485 pt. 29.c

[611] GEIGER Christophe, « L'utilisation jurisprudentielle des droits fondamentaux en Europe en matière de propriété intellectuelle : Quel apport ? Quelles perspectives ? », in *La contribution de la jurisprudence à la construction de la propriété intellectuelle en Europe*, Coll. du CEIPI, n° 60, LexisNexis, 2013, p. 200.

[612] CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54 pt. 70 ; CJUE, 19 févr. 2009, C-557/07, LSG-Gesellschaft zur Wahrenhmung von Leistungsschutzrechten HmbH c. Tele2 telecommunication GmbH, ECLI:EU:C:2009:107 pt. 29.

[613] OHLY Ansgar, « European Fundamental Rights and Intellectual Property », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 153.

du juge national[614]. À titre d'exemple, dans l'affaire Scarlet Extended[615], une société de gestion collective, après avoir constaté des reproductions illicites des œuvres protégées par les droits d'auteur, demandait le tribunal bruxellois d'imposer un système de filtrage au logiciel « peer-to-peer » proposé par un fournisseur d'accès internet. Ce dernier, s'y est opposé à cette mesure en arguant l'atteinte à différents droits fondamentaux. La CJUE dans ce litige, après avoir analysé le système de filtrage proposé opère une balance des droits fondamentaux en cause, d'un côté, le droit à la propriété intellectuelle[616], d'un autre côté, la liberté d'entreprendre d'un fournisseur d'accès internet[617]. La CJUE relève que dans telle équation a la liberté d'entreprendre prévaut dans la mesure où le système de filtrage proposé s'avère complexe et inutilement coûteux[618]. La CJUE souligne, en outre, la troisième catégorie des droits fondamentaux concurrents avec le droit de la propriété intellectuelle, ceux des usagers du logiciel. Un système de filtrage, en effet, est susceptible de porter atteinte au droit à la protection des données à caractère personnel ainsi qu'à la liberté de recevoir ou de communiquer des informations[619]. Dans la même veine, dans l'affaire Coty Germany[620] opposant un fabricant et un distributeur des parfums à l'établissement bancaire, la CJUE s'est prononcée sur la balance des droits entre le droit de propriété intellectuelle et le secret bancaire. En l'espèce, le distributeur des parfums achète par internet une bouteille des parfums comportant une marque dont il est un licencié exclusif, qui s'avère être un produit

[614] V. CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 pt. 54 ; MYLLY Tuomas, « The constitutionalization of the European legal order: Impact of human rights on intellectual property in the EU », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 114-116 ; CJUE, 19 avr. 2012, C-461/10, Bonnier Audio AB et autres c. Perfect Communication Sweden AB, ECLI:EU:C:2012:219 pt. 61 ; CJUE, 16 févr. 2012, C-360/10, Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers CVBA (SABAM) c. Netlog NV, ECLI:EU:C:2012:85 pt. 52 ; CJUE, 16 juill. 2015, C-580/13, Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg, ECLI:EU:C:2015:485 pt. 43 ; CJUE, 19 avr. 2012, C-461/10, Bonnier Audio AB et autres c. Perfect Communication Sweden AB, ECLI:EU:C:2012:219 pt. 55 ; CJUE, 15 sept. 2016, C-484/14, Tobias McFadden c. Sony Music Entertainment Germany GmbH, ECLI:EU:C:2016:689 pt. 101.

[615] CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 ; V. égal. décision similaire, CJUE, 16 févr. 2012, C-360/10, Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers CVBA (SABAM) c. Netlog NV, ECLI:EU:C:2012:85.

[616] CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 pts. 43-44.

[617] *Ibid.* pts. 46 ; Art. 16 de la « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[618] CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 pt. 48.

[619] *Ibid.* pts. 50-52 ; Art. 8 et 11 de la « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[620] CJUE, 16 juill. 2015, C-580/13, Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg, ECLI:EU:C:2015:485.

contrefaisant. Il tente d'identifier le titulaire du compte qui lui a vendu ce produit. À cette fin, il demande à l'établissement bancaire la communication de ce nom. La banque se prévaut du secret bancaire pour ne pas fournir l'information demandée. Après une injonction de communication d'information ordonnée par le tribunal de première instance, la juridiction d'appel décide d'infirmer ladite injonction. Lors de pourvoi en cassation, la Cour fédérale décide de former un renvoi préjudiciel pour déterminer si une législation nationale prévoyant le secret bancaire est compatible avec le droit d'information prévu par l'art. 8 de la directive 2004/48. La CJUE dans sa décision souligne que la législation nationale en cause n'est pas compatible avec le droit de l'UE dans la mesure où elle ne permet pas de mettre effectivement en balance les droits fondamentaux en cause. Un refus automatique à la demande d'information en raison du secret bancaire sans que le juge puisse prendre en considération des éléments propres à l'affaire donnée tels que les caractéristiques spécifiques de chaque droit de propriété intellectuelle ou bien du caractère intentionnel ou non de l'atteinte portée à ce droit[621] s'appose au droit de l'UE. Le législateur national n'a pas assuré un juste équilibre entre les droits fondamentaux concurrents, en l'espèce, c'est le droit à un recours effectif et, en définitive, le droit fondamental de propriété intellectuelle qui avait été placé en déséquilibre par rapport aux autres droits fondamentaux concurrents. La CJUE ordonne à la juridiction nationale de vérifier s'il existe un autre moyen dans le droit national permettant au titulaire des droits de propriété intellectuelle d'obtenir les informations sur le contrefacteur présumé[622]. Pour l'heure, la CJUE n'avait pas pu se prononcer sur un tel conflit des droits en matière des brevets, mais un tel recours n'est pas exclu en la matière. Il est, bien au contraire, souhaitable afin d'assurer une approche bien équilibrée à l'égard du droit des brevets par la JUB et éviter une vision trop étroite du droit des brevets ou trop protectrice du titulaire des droits.

168. Catégorie 3 : Le droit de propriété intellectuelle et le droit de concurrence — Le droit de concurrence constitue la troisième catégorie des droits qui peuvent entrer en conflit avec les droits de propriété intellectuelle[623]. Les règles de concurrence sont consacrées par le TFUE

---

[621] *Ibid.* pt. 39.

[622] *Ibid.* pts. 41-42.

[623] Pour une analyse détaillée, V. CASSIERS Vincent et STROWEL Alain, « Intellectual property law made by the Court of Justice of the European Union », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 192-196.

aux articles 101 à 105 et doivent être également mises en lien avec l'application de la Directive 2004/48[624]. C'est le cas des hypothèses dans lesquelles un titulaire des droits abuse de sa position dominante sur le marché. Tel peut être le cas, si le titulaire d'un modèle portant sur des éléments de carrosserie de voitures a des comportements abusifs tels que « le refus arbitraire de livrer des pièces de rechange à des réparateurs indépendants, la fixation des prix des pièces de rechange a un niveau inéquitable ou la décision de ne plus produire de pièces de rechange pour un certain modèle, alors que beaucoup de voitures de ce modèle circulent encore »[625]. La jurisprudence de la CJUE démontre que les conflits du droit des brevets avec le droit de concurrence sont possibles, en particulier en présence des brevets essentiels à une norme, bien qu'il s'agisse des cas relativement exceptionnels[626].

169. Transition — Au vu du fait que pour l'heure, l'application du principe de proportionnalité en cas de conflits des droits fondamentaux l'était principalement en dehors du droit des brevets, on peut s'interroger si une telle application y est envisageable.

B. Le droit des brevets : un rôle envisageable ?

170. Rôle limité — Contrairement aux autres droits de la propriété intellectuelle, comme les marques ou le droit d'auteur, précédemment évoqués, le droit matériel des brevets connaît une harmonisation limitée en droit de l'UE. En outre, contrairement aux droits évoqués, le droit des brevets contient moins de dispositions ouvertes ou celles portant sur les exceptions[627], ce qui également réduit le champ d'application des autres droits fondamentaux[628]. Il en découle le rôle limité de la CJUE pour se prononcer sur les liens entre le droit des brevets et les droits

---

[624] Cons. 12 « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[625] CJCE, 5 oct. 1988, Aff. 238/87, AB Volvo c. Erik Veng (UK) Ltd., ECLI:EU:C:1988:477 ; V. égal. en matière du droit d'auteur, CJCE, 6 avr. 1995, C-241/91 P et C-242/91 P, Radio Telefis Eireann (RTE) et a. c. Commission des Communautés européennes, ECLI:EU:C:1995:98 ; CJCE, 29 avr. 2004, C-418/01, IMS Health GmbH & Co. OHG c. NDC Health GmbH & Co. KG., ECLI:EU:C:2004:257.

[626] V. *infra*, n° 462.

[627] Nous pouvons souligner qu'une disposition pourrait entrer dans le champ des réflexions sur ce point, mais elle ne fait pas partie du droit de l'UE. Il s'agit de l'article 53 « La Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que révisée par l'acte du 17 décembre 1991 et l'acte du 29 novembre 2000 », JO OEB 1/2007, édition spéciale.

[628] OHLY Ansgar, « European Fundamental Rights and Intellectual Property », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 158.

fondamentaux[629]. Comme il a été souligné, le recours à la Charte des DFUE suppose que l'État membre « met en œuvre le droit de l'UE »[630]. À partir du moment où ce droit demeure limité, naturellement, le recours à la Charte l'est également[631].

171. Rôle limité, mais possible — L'arrêt Brüstle[632] témoigne que des considérations concernant les droits fondamentaux peuvent avoir de l'importance dans le cadre du droit des brevets, par exemple en lien avec l'application de la Directive sur les inventions biotechnologiques[633]. En l'espèce, la CJUE a décidé que l'utilisation d'embryons humains à des fins de recherche scientifique n'est pas brevetable, alors que celle à des fins thérapeutiques ou de diagnostique l'est. Pour arriver à cette interprétation, la CJUE prend en considération le droit fondamental à la dignité humaine[634]. Force est de reconnaître que ce rare exemple d'application des droits fondamentaux au droit de brevets démontrer qu'il existe un certain champ pour l'étude des deux matières. Cependant, on peut regretter que dans cet arrêt le volet constitutionnel, concernant l'application des droits fondamentaux est traité de manière rapide, sans qu'une véritable mise en balance soit effectué par les hauts juges européens. Il serait par exemple envisageable que la Cour développe davantage les questions de recherche sur les cellules et leur compatibilité avec la liberté de la science ou bien le droit à la santé des patients. Comme il a pu être souligné par un auteur : « si la CJUE a raison de prendre en compte le droit constitutionnel, l'arrêt Brüstle est un exemple négatif d'une analyse simplifiée et incomplète des droits de

---

[629] DREXL Josef, « An Institutional Perspective on the European Intellectual Property System: Will It Get Any Better? », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 97.

[630] Art. 52 (5) « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

[631] V. *supra*, n° 147.

[632] CJUE, 18 oct. 2011, C-34/10, Oliver Brüstle c. Greenpeace eV, ECLI:EU:C:2011:669 ; V. également, une procédure en annulation de la directive biotechnologie. Un des arguments invoqué est sa contrariété aux principes fondamentaux de la dignité humaine et de l'intégrité de la personne. Cet argument fut rejeté par la CJCE. CJCE, 9 oct. 2001, C-377/98, Royaume des Pays-Bas c. Parlement européen et a., ECLI:EU:C:2001:523 pts. 69-81 ; PILA Justine, « What Patent Law for the European Union? Lessons from the Patent Jurisprudence of the CJEU », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 252-254.

[633] « Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ L 213, 30.7.1998, p. 13–21.

[634] CJUE, 18 oct. 2011, C-34/10, Oliver Brüstle c. Greenpeace eV, ECLI:EU:C:2011:669 pts. 32-35.

l'Homme »[635]. Dans la même veine, un arrêt Huwei[636] concernant des brevets essentiels à la norme (ci-après BEN)[637], apporte un exemple d'une interaction entre le droit de propriété et la liberté d'entreprendre, ou plus spécifiquement son corollaire, l'abus de position dominante. Dans cette décision, la CJUE précise qu'un titulaire d'un BEN n'abuse pas de sa position dominante en introduisant une action en contrefaçon à condition qu'il avertisse préalablement le contrefacteur allégué de la contrefaçon et qu'une offre concrète et écrite de licence proposée à ce contrefacteur n'est pas acceptée avec diligence conformément aux usages commerciaux reconnus en la matière[638]. Bien que la Cour ne mette pas en évidence la balance des droits, il ressort de cet arrêt que le jeu de libre concurrence peut conduire à interférer dans la définition des modalités de la mise en œuvre du droit fondamental de propriété[639].

172. Quid de l'ADPIC — Faisant face au droit matériel des brevets assez réduit sur le champ du droit de l'UE, on pourrait s'interroger sur un éventuel recours aux Accords sur les ADPICs pour justifier la compétence de la CJUE en la matière[640]. L'Accord sur les ADPICs, prévoit un certain nombre d'articles en lien avec le droit des brevets[641], y compris une disposition sur l'exception aux droits conférés. Au vu du fait que la CJUE reconnaît que « les dispositions de la Partie II de l'accord ADPIC, relative aux normes concernant l'existence, la portée et l'exercice des droits de propriété intellectuelle, parmi lesquelles figure l'article 27 dudit accord, relèvent du

---

[635] Notre traduction. La citation originale: « While the CJEU is right to take constitutionnal law into account, the Brustle judgment is a negative example of a simplified and incomplete analysis of the human rights situation » ; OHLY Ansgar, « European Fundamental Rights and Intellectual Property », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 159 Sur l'ensemble de cette thématique, V. PLOMER Aurora, « Human dignity and patents », in Geiger Ch. (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 479-495.

[636] CJUE, 16 juill. 2015, C-170/13, Huawei Technologies Co. Ltd c. ZTE Corp., ZTE Deutschland GmbH, ECLI:EU:C:2015:477.

[637] V. Partie 2, n° 462.

[638] CJUE, 16 juill. 2015, C-170/13, Huawei Technologies Co. Ltd c. ZTE Corp., ZTE Deutschland GmbH, ECLI:EU:C:2015:477 pt. 71.

[639] BOISSON Alexis, « La « fondamentalisation » des contentieux relatifs à la propriété intellectuelle », *Rev. Aff. Eur. Law Eur. Aff.*, 2018, p. 264-265.

[640] Sur la réflexion en ce sens, V. *Ibid.*, p. 262.

[641] Il s'agit des articles 27-34 « Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994 », Annexe 1C de l'Accord instituant l'OMC ; Pour une analyse de ces dispositions, V. VIVANT Michel, « Le brevet dans les ADPIC, plus de 20 ans après: le code a changé ? », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 179-214 ; CORNISH William et LIDDELL Kathleen, « The Origins and Structure of the TRIPS Agreement », in Ullrich H., Hilty R., Lamping M., et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 36-40.

domaine du marché intérieur en vertu, notamment, des articles 114 TFUE et 118 TFUE »[642], il est envisageable qu'un renvoi préjudiciel sur le fondement des Accords sur les ADPIC, p.ex. son article 30, mettant en jeu le conflit entre le droit de propriété et la protection de l'environnement qui nécessite le respect du développement durable[643].

173. Application au droit processuel — Sur le terrain processuel, la Directive 2004/48 peut fonder la compétence de la CJUE dans le cadre d'un renvoi préjudiciel en matière de contentieux des brevets. Le conflit des droits fondamentaux peut survenir dans des litiges opposants d'un côté, le droit de propriété et le droit à un recours effectif, avec la protection des données à caractère personnel ou de la vie privée lors des mesures d'obtention des preuves ou du droit d'information. Il peut également s'agir de la protection du droit des défendeurs en cas de mesures d'interdiction[644]. Au vu de la jurisprudence déjà bien établie dans la matière, on peut s'attendre à ce que le recours sur ce fondement soit assez exceptionnel.

174. Protection des informations confidentielles comme exemple d'application du principe de proportionnalité — L'application du principe de proportionnalité est loin d'être purement théorique. Devant la JUB, il existe deux situations, en particulier, qui avait incité les juges pour s'y prononcer. Il s'agit, en premier lieu, de l'hypothèse des mesures de saisie visant la conservation des preuves articulée avec la protection des informations confidentielles. Comme on l'a déjà relevé, le titulaire du droit de propriété intellectuelle a le droit à la protection de celui. De l'autre côté, le défendeur a le droit de protéger les informations confidentielles, voire relevant du secret des affaires. Dans les premières décisions rendues par la JUB, on remarque que cette articulation fut abordée régulièrement et que les juges, en s'appuyant sur la jurisprudence européenne, entendent opérer une balance de ces droits fondamentaux concurrents afin de retrouver un équilibre dans leur application. On comprend bien que le mécanisme de saisie, qui intervient en amont de la procédure judiciaire en contrefaçon, est susceptible de porter un préjudice irréparable, si les éléments de preuves collectées, qui peuvent porter aussi bien sur des produits que sur des documents, sont divulgués à la partie demanderesse, qui par hypothèse

---

[642] CJUE, 18 juill. 2013, C-414/11, Daiichi Sankyo Co. Ltd et Sanofi-Aventis Deutschland GmbH c. DEMO Anonymos Viomichaniki kai Emporiki Etairia Farmakon, ECLI:EU:C:2013:520 pt. 56.
[643] Art. 37 « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.
[644] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 36.

n'entamerait pas une action par la suite. La Cour d'appel de la JUB a pu préciser que les deux demandes, respectivement celle de mesures de saisie, et celle de protection des informations confidentielles, doivent être considérées comme indépendantes. Ainsi, même si une partie ne conteste pas des mesures de saisie, elle a le droit de demander une protection des informations confidentielles collectées. De même, si une partie n'arrive pas à contester des mesures de saisie, cela ne signifie pas qu'elle accepte tacitement la divulgation des données collectées[645]. En second lieu, la protection des informations confidentielles peut également se heurter au principe d'accès aux éléments de preuve par l'autre partie au procès. La JUB a pu déjà juger que le secret des affaires, comme prévu par la Directive européenne[646], entre dans la définition des informations confidentielles visées à l'art. 262 A du RPJUB[647]. La JUB a pu également préciser que dans le cadre de la mise en balance, il est primordial que le demandeur de mesures visant à garder la confidentialité des éléments de preuve soulève des arguments suffisamment développés pour expliquer pourquoi les informations devraient être considérées comme protégées. La seule circonstance que les parties au procès sont des concurrents n'est pas suffisante[648]. Pour l'heure, les solutions dégagées par la JUB s'inscrivent dans une application *in concreto* de la jurisprudence de la CJUE en la matière. Cela peut conforter notre constat que le renvoi préjudiciel en la matière demeura exceptionnel.

175. Bilan mitigé — En somme, dans le cadre du droit matériel des brevets, l'exercice de la mise en balance des droits fondamentaux demeure limité, mais possible et nous avons pu identifier quelques champs possibles de son application. Dans le cadre du droit processuel, ce rôle semble résiduel. Il est possible qu'à l'occasion des faits très spécifiques d'affaires une telle question puisse se poser devant la JUB. Néanmoins, il s'agirait ainsi d'un cas très particulier. Ceci étant dit, le respect des droits fondamentaux reste un sujet à un fort potentiel dans la mesure où les

---

[645] CA de la JUB, Progress Maschinen § Automation AG c. AWM Srl et Schnell S.p.A., 23/07/2024, UPC_CoA_177/2024, APL_20002/2024.

[646] « Directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites », JO L 157 du 15.6.2016, p. 1–18.

[647] JUB, DC Paris, Microsoft Corporation c. Suinno Mobile & AI Technologies Licencing Oy, 16/09/2024, UPC_CFI_164/2024, No. App_40799/2024 pts. 19-22.

[648] JUB DL Düsseldorf, Fujifilm Corporation c. Kodak GmbH et a., 27/03/2024, UPC_CFI_355/2023, ORD_7096/2024 ; V. également des précisions sur l'appréciation du nombre des personnes qui peuvent être autorisées à avoir accès aux documents confidentiels, JUB DL Düsseldorf, 10x Genomics, Inc. c. Curio Bioscience Inc., 11/03/2024, CFI_463/2023, ORD_8550/2024.

droits fondamentaux peuvent apporter une nécessaire base pour l'application proportionnée des règles de droit face à de nouvelles technologies. À titre d'exemple, les questionnements relatifs au développement durable ne cessent de s'accroître depuis quelques années. Les liens entre le développement durable et les brevets peuvent être facilement tracés[649], qu'il s'agisse de la question du transfert des technologies dites « vertes » vers les pays en voie de développement, ou bien de la création des voies nouvelles d'appréciation de la titularité du droit des brevets à travers des plateformes permettant le partage des brevets écoresponsables[650]. On peut ainsi s'attendre qu'à un certain moment le droit au développement durable pourra connaître des interférences avec le droit de brevet devant les juridictions supranationales ou nationales et apporter un nouvel essor de la jurisprudence en matière des conflits des droits fondamentaux.

[649] Antonio Campinos, Président de l'OEB avait ouvert la Conférence Tech Day 2022 en soulignant que : « En matière de développement durable, nous sommes confrontés à des défis. Des défis de taille. Mais nous avons un système de brevet capable d'intégrer les technologies de transformation qui surmonteront ces défis. Nous avons un système de brevet qui favorisera les innovations dont nous avons besoin pour atteindre nos objectifs en matière d'émissions et de recyclage et d'autres objectifs de développement durable ». « Tech Day 2022 de l'OEB : accélérer l'innovation durable », publié le 23 février 2022.

[650] Comme Eco-Patent Commons, une plateforme qui permet la mise en commun de brevets potentiellement bénéfiques pour l'environnement. Elle a été fondée par des entreprises comme IBM, Nokia, Sony et Piney Bowes. V. BOWMAN Jo, « Eco-Patent Commons : pour un partage de brevets écoresponsables », sur *Magazine de l'OMPI* [en ligne], publié le juin 2009.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

176. Intégration formelle à intérêt marqué — Les droits fondamentaux constituent une base de toute procédure judiciaire en Europe, voire au-delà. L'intégration des acquis européens, y compris de la Charte des DFUE, ne suscite aucun doute, et demeure formelle. Néanmoins, au vu de la construction inédite de la JUB, d'un côté, et de la spécialisation en droit des brevets, d'un autre, nous avons identifié en particulier deux terrains d'intervention éventuelle des droits fondamentaux.

177. Premier terrain : droit au procès équitable — Le droit au procès équitable constitue un standard procédural reconnu par des États européens. Certains parlent d'un véritable droit substantiel à caractère fondamental[651]. Il impose le respect des garanties procédurales variées liées tant à la procédure elle-même ou bien au tribunal et aux juges. L'énoncé de l'AJUB démontre que le respect des droits fondamentaux avait été dûment pris en considération par des rédacteurs. Il existe, toutefois, certaines garanties, comme celles de l'impartialité et de l'indépendance, qui continuent de susciter des doutes sur la compatibilité de la juridiction nouvelle avec le droit de l'UE. Il s'avère toutefois qu'imaginer un renvoi préjudiciel en la matière n'est pas une tâche aisée dans la mesure où un tel renvoi suppose que la JUB « mette en œuvre le droit de l'UE ». Or, ce critère n'est pas évident au vu du fait que le droit de l'UE est d'une application limitée devant la juridiction nouvelle.

178. Deuxième terrain : conflit entre les droits fondamentaux — Les conflits des droits fondamentaux constituent un deuxième terrain sur lequel une intervention de la CJUE est possible et bien souhaitable. La jurisprudence de la CJUE, pour l'heure, envisageait de tels conflits principalement dans les domaines du droit d'auteur et du droit des marques. Bien que plus rare, un tel conflit peut bien survenir en matière du droit des brevets. C'est ainsi que le droit de propriété sur brevet peut se retrouver en conflit avec d'autres droits fondamentaux comme le droit à la protection des données personnelles, la liberté d'entreprendre, le droit de concurrence ou bien le droit au développement durable. Le renvoi en la matière est bien souhaitable afin d'assurer une vision plus large de la JUB. Il s'agit, en effet, d'une juridiction exclusivement compétente en

[651] GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répert. Procédure Civ.*, 2017 n° 700.

matière des brevets. Le renvoi préjudiciel ouvre la possibilité à la juridiction générale de veiller à ce que les autres droits soient bien pris en considération par la juridiction nouvelle et correctement équilibrés[652].

[652] PILA Justine, « What Patent Law for the European Union? Lessons from the Patent Jurisprudence of the CJEU », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 254.

Chapitre 2 : L'intégration perfectible des règles de la coopération judiciaire

179. Limites du cadre juridique européen — La coopération judiciaire constitue un ancrage principal de la compétence des institutions de l'UE en matière du droit processuel civil de l'UE. Sur ce fondement le législateur européen avait proposé un certain nombre des règlements qui définissent un cadre juridique commun pour apporter une réponse uniforme au sein des États membres à certaines difficultés fréquemment rencontrées à l'occasion des litiges transfrontaliers. Il est important de noter que ces règlements n'apportent pas des règles substantielles de procédure harmonisées[653]. Ils n'ont, par conséquent, pas pour l'objectif de remplacer des procédures nationales par une procédure intégralement régie par le droit de l'UE[654]. À travers le mécanisme de la coopération judiciaire, le législateur européen favorise la collaboration de juge à juge et non pas d'État à l'État[655] en vue d'apporter une réponse rapide à un problème procédural donné.

180. Champ d'application commun — Les règles européennes visées dans ce chapitre ont un champ d'application bien défini qui répond à deux conditions préliminaires, celle d'un contentieux transfrontalier ainsi que celle du litige portant sur la matière civile et commerciale. Si dans une analyse des faits d'espèce, une de ces deux conditions n'est pas remplie, lesdits règlements ne vont pas s'appliquer. En ce qui concerne le caractère transfrontalier, il faut que le litige donné présente un élément d'extranéité. Cet élément peut être lié à la nationalité des parties, leur situation géographique, la présence des faits litigieux dans différents États membres, etc. Le point clé est qu'il existe un rattachement du litige aux au moins deux États membres de l'UE. S'agissant du litige relavant de la « matière civile et commerciale », faute de la définition apportée par le législateur européen, c'est la CJUE qui avait clarifié ses contours d'application. Il s'agit de la notion autonome du droit de l'UE[656], elle bénéficie donc d'une signification propre

---

[653] BOULARBAH Hakim, « Le cadre général des règles communautaires en matière de procédure civile: coopération judiciaire, droit judiciaire européen et droit processuel commun », in *Le Droit processuel et Judiciaire Européen*, 2003, p. 177.

[654] FARTUNOVA-MICHEL Maria, « Fasc. 3000-15 - Obtention des preuves en matière civile et commerciale - Coopération entre les juridictions des Etats membres - Règlement (UE) 2020/1789, 25 novembre 2020 », *JurisClasseur Proc Civ*, 2023, n° 61.

[655] NOURISSAT Cyril, « Le droit international privé et le marché intérieur », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 166.

[656] CJCE, 14 oct. 1976, C-29/76, LTU Lufttransportunternehmen GmbH & Co. KG c. Eurocontrol, ECLI:EU:C:1976:137., pt. 3 ; CJUE, 28 juill. 2016, C-102/15, Gazdasági Versenyhivatal c. Siemens

indépendante de celle qui pourrait lui être attribuée par tel ou tel droit national. L'interprétation de cette notion demeure large et se base essentiellement sur la nature, privée ou publique, des rapports juridiques entre les parties au litige. Ainsi, pour savoir si un litige relève de la matière civile et commerciale, il convient de vérifier si la nature de litige implique l'autorité publique agissant dans l'exercice de la puissance publique[657]. Si l'analyse *in concreto* des faits mène à la réponse négative, l'affaire relèvera de la matière civile et commerciale.

181. Délimitation — Il convient de préciser que la présente étude se cantonne à l'analyse des instruments qui ont été expressément intégrés dans « le paquet brevet unitaire ». Pour rappel, le droit processuel civil de l'UE dans son volet de coopération judiciaire contient une diversité d'instruments, certains en raison de leur champ d'application spécifique n'entretiennent aucun lien avec le droit des brevets, et leur articulation avec les compétences de la JUB ne présente dès lors aucun intérêt pratique[658]. D'autres, même si leur champ d'application était susceptible d'entrer en relation avec le contentieux des brevets, n'ont pas fait l'objet de dispositions spécifiques[659].

182. Plan — Parmi les dispositions présentes dans « le paquet brevet unitaire », nous pouvons distinguer deux hypothèses d'intégration des instruments du droit processuel général : la première correspond au renvoi vers des règlements européens faits dans le RPJUB **(Section 1**). La seconde correspond au choix d'un Règlement spécifique qui intègre la JUB et précise des

---

Aktiengesellschaft Österreich, ECLI:EU:C:2016:607, pt. 30 ; CJUE, 9 mars 2017, C-551/15, Pula Parking d.o.o. c. Sven Klaus Tederahn, ECLI:EU:C:2017:193, pt. 33.

[657] CJCE, 14 oct. 1976, C-29/76, LTU Lufttransportunternehmen GmbH & Co. KG c. Eurocontrol, ECLI:EU:C:1976:137., pt. 4 ; CJUE, 9 mars 2017, C-551/15, Pula Parking d.o.o. c. Sven Klaus Tederahn, ECLI:EU:C:2017:193, pts. 34-38 ; CJUE, 18 oct. 2011, C-406/09, Realchemie Nederland BV c. Bayer CropScience AG, ECLI:EU:C:2011:668 pts. 38-39.

[658] On pense naturellement aux réglements en lien avec le droit de famille. P.ex. « Règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires », JO L 7 du 10.1.2009, p. 1–79 ; « Règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (refonte) », JO L 178 du 2.7.2019, p. 1–115 ; « Règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires », JO L 7 du 10.1.2009, p. 1–79.

[659] Dans certaines situations, certains instruments pourraient être utiles au titulaire des droits des brevets, néanmoins, leur application est fortement limitée. V. p.ex. « Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », JO L 136 du 24.5.2008, p. 3–8 ; « Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », JO L 143 du 30.4.2004, p. 15–39.

règles d'articulation entre le cadre juridique général et les pouvoirs spécifiques de la JUB (**Section 2**).

Section 1 : L'intégration des Règlements spécifiques par le biais d'un renvoi

183. Les deux Règlements européens se référant à la procédure font l'objet d'un renvoi dans le RPJUB[660]. Il s'agit du Règlement « obtention des preuves[661] » (**§1**) d'un côté, et du Règlement « notification et signification des actes[662] » d'un autre (**§2**).

§1 : Le Règlement « obtention des preuves » : le renvoi utile à effet mitigé

« *Idem est non esse et non probari* »

184. Preuve — En vertu de cet adage, « ne pas être ou ne pas être prouvé, c'est tout un[663] ». La preuve, en effet, constitue un élément crucial dans le cadre d'un procès civil. Le demandeur doit démonter devant le juge l'ensemble des éléments à l'appui de ses demandes. Or, l'obtention des preuves peut s'avérer particulièrement compliquée si certains éléments se retrouvent dans un autre État. Afin d'établir les faits de la contrefaçon ou bien l'étendue de la contrefaçon, il peut s'avérer indispensable d'effectuer une expertise ou d'auditionner des témoins dans un État membre[664]. Cette hypothèse, qui peut naturellement se présenter dans le cadre d'un contentieux transfrontalier, avait été envisagée et encadrée par le législateur européen. Le Règlement « obtention des preuves » présente ainsi un fort potentiel **(A)**. Son apport à la JUB demeure, toutefois, mitigé (**B**).

---

[660] En particulier, les règles 173, 270, 271 et 274 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[661] « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

[662] « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

[663] ROLAND Henri et BOYER Laurent, *Adages en droit français*, Litec, 1999 n° 161.

[664] PAYAN Guillaume, « Quel bilan pour le Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale ? », in Douchy M. (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 107.

A. Le Règlement à fort potentiel

185. Origine — L'intervention de la Communauté européenne en matière des preuves trouve ses origines dans l'apparition du troisième pilier « Justice et affaires intérieures »[665] qui donne une base au législateur européen pour la conclusion des conventions visant à coordonner les règles de compétence judiciaire internationale au niveau de l'UE[666]. Cette compétence fut élargie par le Traité d'Amsterdam qui donne la compétence directe à la CE en la matière. Dans la lignée de ces développements, déjà en 1999, le législateur européen propose de transposer la convention internationale[667] dans l'ordre de la CE. Il propose ainsi un cadre juridique uniforme qui non seulement remplace la Convention de La Haye dans les relations entre les États membres de la CE, mais aussi propose un cadre qui va au-delà du standard international instauré. Désormais, l'ensemble des EM disposent d'un cadre juridique unifié, pour rappel la Convention de La Haye a été signée par seulement onze États membres au moment de l'adoption du Règlement européen[668]. Le règlement européen a vu le jour au mois de mai 2001 et est entré en vigueur le 1er janvier 2004. Suite au constat de ses défaillances et avec la volonté de moderniser le cadre juridique proposé, ce règlement fait l'objet de la refonte en 2020. Le règlement refondu est entré en vigueur le 1er juillet 2022[669]. Il intègre, en particulier, la numérisation et la technologie moderne pour accélérer les procédures et réduire les coûts et délais pour les particuliers et les entreprises. En particulier, la demande via fax ou courrier est désormais remplacée par une transmission via un portail l'e-CODEX[670]. On peut noter que le recours à de nouvelles technologies à son tour suscite quelques interrogations sur la sécurité informatique et la protection des données

---

[665] Art. K-3 du « Traité sur l'Union européenne dit Traité de Maastricht », JO n° C 191 du 29/07/1992 p. 1 - 110.

[666] FARTUNOVA-MICHEL Maria, « Fasc. 3000-15 - Obtention des preuves en matière civile et commerciale - Coopération entre les juridictions des Etats membres - Règlement (UE) 2020/1789, 25 novembre 2020 », *JurisClasseur Proc Civ*, 2023 n° 3.

[667] « Convention de la Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale ».

[668] PAYAN Guillaume, « Quel bilan pour le Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale ? », in Douchy M. (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 108.

[669] « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

[670] Sur ce point, V. RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur l'obtention des preuves en matière civile », *Rev. crit. DIP,*2021, p. 67 et s.

personnelles[671]. Dans les développements qui suivent, nous allons, toutefois, nous concentrer sur la présentation générale de cet instrument et son apport à la JUB.

186. Exclusion du Danemark — À titre préliminaire on peut rappeler que de nombreux règlements relevant de la coopération judiciaire en matière civile[672] ne s'appliquent pas au Danemark. C'est bien le cas du Règlement « obtention des preuves ». Dans ce domaine, ce sont des conventions internationales, et non pas le droit de l'UE, qui régissent le droit appliqué au Danemark. Toutefois, on peut relever que le Danemark fait partie des États membres contractants à la JUB. Par conséquent, dans le cadre du fonctionnement de la JUB, la division située à Copenhague devra appliquer le droit de l'UE.

187. Mesures d'instruction — Le règlement « preuves » vise à simplifier et rationaliser la procédure d'obtention des preuves dans le cadre d'un litige transfrontalier[673]. Il s'applique plus spécifiquement aux mesures d'instruction. Selon la définition générale, il s'agit des mesures que « le juge peut ordonner d'office ou à la demande des parties pour s'éclairer dans l'administration judiciaire de preuve, soit par des vérifications personnelles (ex. descente sur les lieux), soit par les déclarations des parties (ex. comparutions personnelles), soit par des tiers (attestations, enquête), soit grâce aux lumières d'un technicien (p.ex. constatations, expertise) »[674]. Cette définition générale semble conforme à la conception large retenue par les institutions européennes de la notion des « preuves » qui incluent « les auditions des témoins[675], des parties ou d'experts, la production de documents, les vérifications, l'établissement des faits (…) »[676]. Il s'agit donc des mesures qui sont ordonnées dans l'étape de procédure précédant le jugement au fond. Ainsi, la coopération judiciaire dans le cadre du droit de l'UE a un champ d'application qui recouvre, dès

---

[671] *Ibid.*

[672] L'art. 81 TFUE (ancien art. 65 TCE).

[673] Art. 3 « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

[674] Sous « MESURE » CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, PUF, 2018, p. 1399.

[675] V. par exemple, CJUE, 17 févr. 2011, C-283/09, Artur Weryński c. Mediatel 4B spółka z o.o., ECLI:EU:C:2011:85, pt. 45.

[676] « Guide pratique pour l'application du règlement relatif à l'obtention des preuves », Disponible : https://e-justice.europa.eu/374/FR/taking_evidence (Accès le 29 juin 2023), p. 6, n° 8.

lors, différentes étapes de la procédure judiciaire, à savoir la compétence judiciaire, l'instruction, la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice[677].

188. Conditions d'application — Il existe deux conditions d'application du règlement « preuve ». En premier lieu, les mesures d'instruction doivent impérativement être demandées par une juridiction[678], à savoir une demande formulée par une personne physique, p.ex. un avocat, ou bien par un organe arbitral seront exclues du champ d'application de ce règlement. En second lieu, lesdites mesures doivent être demandées dans le cadre d'une procédure judiciaire « qui est déjà engagée ou qui est envisagée »[679].

189. Exemple d'application — Le tribunal judiciaire de Paris est saisi d'une affaire en contrefaçon, lors de la mise en état, le juge décide d'ordonner d'office un témoignage. Le témoin sollicité se trouve en Italie. La juridiction française — la juridiction requérante, pourra demander une juridiction italienne — la juridiction requise, de procéder à une mesure d'instruction concernée (ici, le témoignage). La juridiction requérante pourra également en vertu du Règlement « preuves » exécuter la mesure d'instruction elle-même directement sur le territoire Italien ou par le biais d'une vidéoconférence ou d'un autre moyen technologique.

190. Hypothèse 1 : demande d'exécution d'une mesure d'instruction par la juridiction requise — Dans le premier cas de figure, la juridiction requérante pourra demander directement à la juridiction requise de procéder à une mesure d'instruction. Cette demande sera directe, dans la mesure où elle ne suppose pas d'intervention d'autorité centrale. Dans notre exemple, la juridiction française devra remplir le formulaire correspondant[680] et le transmettre à la juridiction italienne. Cette dernière, dans les sept jours qui suivent la réception de la demande, devra en accuser la réception[681]. Si l'ensemble des formalités sont bel et bien remplies, la juridiction

---

[677] La question de la compétence, de la reconnaissance et de l'exécution sont traités par le « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32 V. les développements dans le paragraphe suivant.

[678] Le portail e-justice propose une liste des juridictions concernées répertoriées pays-par pays. V. https://e-justice.europa.eu/374/FR/taking_evidence (Consulté 23 juin 2023).

[679] La définition négative dans l'art. 1 (2) du « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

[680] En particulier, le formulaire A, reproduit dans l'Annexe I du *Ibid.*

[681] Art. 9(1) du *Ibid.*

requise disposera d'un délai de 90 jours pour procédure à l'exécution de la mesure demandée, dans notre exemple, de procéder au témoignage. En principe, cette exécution se fera en application du droit national de la juridiction requise[682]. Par exception, la juridiction requérante pourra demander explicitement à ce que la mesure demandée soit exécutée en application de son droit national[683]. La juridiction requise ne pourra refuser une telle demande sauf si les règles étrangères sont incompatibles avec son droit national ou l'expose à « de difficultés pratiques majeures ».[684] Il est à noter que la mesure d'instruction demandée peut être exécutée par le biais d'une visioconférence ou de téléconférence, si la juridiction requérante en fait la demande. Le cas échéant, de mesures coercitives peuvent accompagner l'exécution des mesures d'instruction, si celle-ci sont prévues par le droit de la juridiction requise[685].



Schéma 3 : L'exécution de la mesure d'instruction par la juridiction requise (art. 12-18 du Règlement 2020/1783)

191. Hypothèse 2 — demande d'exécution directe d'une mesure d'instruction par la juridiction requérante — La possibilité de l'exécution directe d'une mesure d'instruction par la juridiction requérante constitue « sans conteste l'avancée la plus considérable pour l'obtention judiciaire des preuves et dans l'édifice de l'espace de liberté, de sécurité et de justice »[686] voire a pu être qualifiée de « révolutionnaire[687] ». En effet, dans notre cas de figure, c'est la juridiction française qui va exécuter elle-même la mesure d'instruction sur le territoire italien, sans concours

---

[682] Art. 12(2) du *Ibid.*

[683] Art. 12(3) du *Ibid.*

[684] FARTUNOVA-MICHEL Maria, « Fasc. 3000-15 - Obtention des preuves en matière civile et commerciale - Coopération entre les juridictions des États membres - Règlement (UE) 2020/1789, 25 novembre 2020 », *JurisClasseur Proc Civ*, 2023, n° 45.

[685] Art. 15 du « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

[686] FARTUNOVA-MICHEL Maria, *op. cit.*, n° 50.

[687] PAYAN Guillaume, « Quel bilan pour le Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale ? », in Douchy M. (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 113.

de la juridiction italienne. Contrairement à la première hypothèse, la demande de mesure d'instruction doit être présentée[688] à l'organisme central ou à l'autorité compétente[689] de l'État membre où l'exécution est sollicitée, qui ne pourra la refuser que dans les cas limitativement énumérés[690]. L'organisme central sollicité dispose d'un délai de trente jours pour notifier l'acceptation de la demande d'exécution de la mesure d'instruction, le cas échant, en y précisant les modalités d'une telle exécution.[691] Cette mesure sera exécutée en application du droit appliqué par la juridiction requérante, soit dans notre exemple le droit français. Il reste à noter qu'afin de préserver l'autonomie procédurale des États membres de l'UE[692], une exécution directe doit s'effectuer sur la base volontaire. Cela veut dire que, le cas échéant, la juridiction requérante ne pourra pas solliciter de mesures coercitives auprès des organes de l'État où l'exécution était sollicitée. Cette limitation découle naturellement de la souveraineté nationale des États membres, l'objectif du Règlement n'est pas d'harmoniser les règles applicables à la preuve dans le procès civil comme tel,[693] mais seulement de faciliter leur obtention dans le cadre d'un litige transfrontalier. Dans la lignée de la modernisation du règlement, il est possible que l'exécution directe s'effectue par le biais de technologies de communication à distance telles que visioconférence ou téléconférence[694].



[688] En particulier, le formulaire L, reproduit dans l'Annexe I du « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.
[689] A l'instar des juridictions, le portail e-justice propose une liste des organismes et autorités concernées répertoriées pays-par pays. V. https://e-justice.europa.eu/374/FR/taking_evidence (Consulté 23 juin 2023).
[690] Art. 19(7) du « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.
[691] Art. 19(4) du *Ibid.*
[692] FARTUNOVA Maria, *La preuve dans le droit de l'Union européenne*, Bruylant, 2013, p. 57 et s.
[693] TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe*, Oxford University Press, 2018, p. 1875, n° 13.
[694] Art. 20 du « Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

Schéma 4 : L'exécution directe de la mesure d'instruction par la juridiction requérante (articles 19-21 du Règlement 2020/1783)

192. Cas de figure additionnel — Le Règlement « obtention des preuves » prévoit également la possibilité pour les États membres de prévoir de dispositions nationales permettant de demander l'exécution de mesures d'instruction directement sur le territoire d'un autre État membre par des agents diplomatiques ou consulaires habilités à cette fin[695]. Une telle intervention est volontaire et dépourvue de mesures coercitives[696].

193. Transition — Le Règlement « obtention des preuves » propose, dès lors, un cadre juridique solide et organisé dont la principale mission est de faciliter l'exécution de mesures d'instruction dans le contexte des litiges transfrontaliers au sein des États membres de l'UE. Il convient désormais de s'interroger sur son articulation avec la JUB.

B. L'apport mitigé pour la JUB

194. Plan — D'une manière générale, la JUB entend faciliter le contentieux transfrontalier des brevets au sein des États membres de l'UE à travers sa centralisation. La question d'articulation des règles européennes, d'application traditionnelle par des juridictions nationales, demeure cruciale. Or, la JUB étant une juridiction commune à plusieurs États membres de l'UE présente des spécificités non négligeables qui la distinguent des juridictions nationales classiques. Sur ce point, il s'avère regrettable que ces spécificités de la JUB n'eussent pas incité les rédacteurs du RPJUB à des précisions plus amples portant sur l'application du Règlement « obtention des preuves ». Ce dernier fait l'objet, en effet, d'un simple renvoi très bref (**1°**) qui ne permet pas de tracer des contours de son application avec précision. De surcroît, même si le Règlement « obtention des preuves » propose un cadre juridique à fort potentiel pratique, il s'avère que son application pratique suscite quelques réticences. Ces dernières risquent de perdurer à l'aune de la JUB, d'où le constat d'un apport potentiellement mesuré du Règlement « obtention des preuves » (**2°**).

---

[695] Art. 21 du *Ibid.*

[696] RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur l'obtention des preuves en matière civile », *Rev. crit. DIP,*2021, p. 67 et s.

1° Le renvoi lapidaire

195. Renvoi — Le renvoi vers le Règlement « obtention des preuves » se situe à l'ouverture de la deuxième partie du RPJUB intitulé « preuves », qui régit l'ensemble des moyens de preuve disponibles devant la JUB. Ces moyens sont détaillés dans les cinq chapitres successifs. Parmi les quatre règles générales précédant lesdits chapitres, on retrouve la règle 173 dédiée à la « coopération judiciaire en vue de l'obtention des preuves ».

196. Présentation de la règle 173 — On peut relever que la règle 173 avait connu deux changements entre la 18e et la 19e version du RPJUB. Le premier tient à son actualisation, l'ancien article 173 se référait au Règlement non refondu, tout naturellement, l'entrée en vigueur du Règlement refondu au 1er janvier 2022 avait conduit les rédacteurs du RPJUB à actualiser cette règle. Le second changement tient à la fusion de la règle 173 et l'ancienne règle 202 dédiée aux lettres rogatoires. Cette dernière en quatre alinéas expliquait la procédure à suivre dans le cas où la demande de l'obtention des preuves viserait une juridiction située dans un État tiers à l'UE. Désormais, la règle 173 reprend cette procédure, mais, contrairement à la version précédente, elle se contente d'indiquer uniquement la source de la règle sans apporter des éléments complémentaires tenant à son application. Ainsi, selon le lieu où se retrouvent des éléments de preuves, trois instruments peuvent être appliqués par la JUB. En premier lieu, s'il s'agit d'un État membre de l'UE, autre que Danemark, il s'agira du règlement « obtention des preuves ». On peut relever que le Règlement en question s'appliquera qu'il s'agisse d'un État membre contractant ou non à l'AJUB. En deuxième lieu, s'il s'agit du Danemark ou d'un État tiers à l'UE qui est lié par la Convention de La Haye, c'est cette dernière qui devra être appliquée par la JUB. À défaut de la signature de la Convention de La Haye, tout autre convention ou accord pourra être applicable. En troisième lieu, s'il s'agit d'un État tiers qui n'a signé ni la Convention de La Haye ni aucun autre accord international, la JUB devra se référer à la loi nationale dudit État qui définira les règles à suivre.

197. Renvoi lapidaire — La première chose qui frappe à la lecture de la règle 173 (1) c'est son caractère lapidaire[697]. Au-delà, de la mention du règlement, aucune précision complémentaire

[697] Cette règle dispose : « Pour la coopération judiciaire en vue de l'obtention des preuves, la Juridiction applique toute méthode prévue par :
1. le règlement (UE) n° 2020/1783 lorsqu'il est applicable ; »

n'est apportée pour mieux saisir les contours d'application de cette disposition. À première vue, on pourrait dès lors affirmer que ce renvoi est évident et purement déclaratoire[698]. Dans la mesure où étant assimilée à une juridiction nationale, la JUB applique automatiquement l'ensemble des règles provenant du droit de l'UE. Certes, au vu de l'absence de recours fréquent à ce Règlement[699], le renvoi explicite vers celui-ci permet de rappeler utilement son existence et sa pertinence en la matière. Son caractère expéditif, toutefois, laisse subsister certains doutes sur son application par la juridiction supranationale dont les spécificités mériteraient d'être prises en compte davantage dans la rédaction du RPJUB.

198. Application dans le cadre de la JUB — La règle 173 se situe au début de la partie dédiée aux preuves et précède l'ensemble des chapitres qui y sont inclus. On pourrait, dès lors, assumer que l'ensemble des moyens de preuve traités dans les chapitres successifs sont susceptibles d'entrer dans le champ d'application de ce règlement. On peut rappeler que ce dernier demeure d'une application large et englobe différents types de preuves. On peut supposer que les mesures visées aux chapitres 1 à 4 pourront être demandées dans le cadre de la coopération judiciaire. Il s'agit de témoignages, expertises, ordonnances de saisie visant tant la production que la conservation des preuves. La question qui pourra se poser est celle de savoir si le gel des avoirs visé au chapitre 5[700] entre dans la définition de « mesures d'instruction » visées par le Règlement « obtention des preuves ». Au-delà de ce questionnement, cette mesure ne fait pas l'objet de l'harmonisation européenne, de ce fait, même en assumant qu'elle pourrait être demandée par la JUB à l'égard de la juridiction requise, il conviendra de s'assurer que le droit national de l'État requis la prévoit[701].

199. Hypothèses ciblées par le renvoi — Dans le cadre de la JUB, le fractionnement du territoire tant à l'intérieur de la JUB que celui découlant de la coopération forcée, ne facilite pas application des règlements européens. Pour toute juridiction nationale, l'application du règlement « obtention des preuves » implique une hypothèse, celle d'une mesure d'instruction demandée ou exécutée dans un autre État membre. Or, dans le cadre de la JUB, ce scénario unique est

[698] TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe*, Oxford University Press, 2018, p. 1873, n° 2.
[699] RICHARD Vincent, *op. cit.*, p. 67 et s.
[700] Règle 200 RPJUB.
[701] V. hypothèse 1, expliquée supra, n° 190.

susceptible de connaître trois variantes différentes[702]. La première vise le cas de la coopération judiciaire entre les juridictions nationales et la division locale de la JUB située dans le même État membre. Par exemple, une division locale située à Milan, saisie d'une action en contrefaçon, souhaite effectuer une saisie dans la région de Naples. A priori, la division locale pourrait demander le concours de la juridiction de Naples directement afin qu'elle procède à une mesure en question. Le deuxième cas de figure concerne la coopération entre les divisions de la JUB avec les juridictions des États membres contractants à la JUB. Pour reprendre notre exemple, la division locale située à Milan est saisie d'une action en contrefaçon. Le témoin qui peut apporter des informations importantes sur l'étendue de la contrefaçon se situe en Bulgarie. Pour rappel, la Bulgarie ne dispose pas de division locale de la JUB. La division milanaise pourrait, en application du Règlement « obtention des preuves », solliciter le concours des juridictions bulgares pour recueillir le témoignage en question. Elle pourrait également solliciter une autorité centrale d'une demande d'exécution directe par exemple par le biais d'une visioconférence pour recueillir ledit témoignage. La troisième variante, potentiellement présentant un intérêt le plus grand, est celle de la coopération entre les divisions de la JUB et les États membres non contractants[703]. Dans cette hypothèse, la division locale de Milan, toujours saisie d'une même action en contrefaçon, constate que certains éléments de preuve se situent en Pologne. Elle pourra ainsi demander à la juridiction polonaise son concours dans l'obtention des éléments de preuve.

200. Transition — Le renvoi expéditif vers le Règlement « obtention des preuves » ne permet pas de clairement établir dans quelle mesure la JUB pourra s'en servir. Bien que nous ayons tenté d'identifier de potentielles hypothèses de son application, le potentiel de cet instrument européen demeure incertain. Avec les données déjà existantes, on peut, cependant, constater que l'apport du Règlement « obtention des preuves » demeura mesuré.

2° L'apport mesuré

201. Contexte général — Afin d'évaluer le potentiel apport du Règlement « obtention des preuves » sur la JUB, en l'absence de ses décisions, nous allons nous référer en premier lieu à son

[702] TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe*, Oxford University Press, 2018, p. 1872, n° 1.
[703] Au 1er juin 2023, dix États membres sont concernés : Chypre, République Tchèque, Grèce, Hongrie, Irlande, Roumanie, Slovaquie, Croatie, Pologne et Espagne. V. analyse du fractionnement dans la Partie 2, n° 495 et s.

contexte général. On peut constater que malgré le fort potentiel du Règlement en question, il n'a pas connu un succès escompté. Le Règlement « obtention des preuves » entendait contribuer indirectement à un mouvement d'harmonisation du droit processuel civil de l'UE. Comme il a pu être relevé, il s'agissait d'une « une harmonisation en douceur de pratiques judiciaires en matière de mesures d'instruction, par imprégnation mutuelle »[704]. L'idée du législateur européen était, dès lors, de renforcer des liens entre les juridictions nationales en favorisant les communications entre les professionnels de droit, non pas seulement les juges, mais également par exemple, les huissiers (ou les commissaires de justice en France[705]) chargés d'exécution de certaines mesures. Ce renforcement des liens devait s'opérer malgré les différences tant substantielles, que linguistiques qui peuvent de présenter[706] au sein des différents États membres. Par exemple, les États membres de tradition civiliste étaient invités à effectuer des mesures d'instruction traditionnelles de tradition de Common law comme les séances d'interrogatoires appelés « cross-examination »[707]. Or, malgré ce caractère novateur et l'idée de rapprochement des droits par la pratique des mesures étrangères, le Règlement « obtention des preuves » n'a pas connu pour l'heure une application extensive. Comme a pu le relever la Commission européenne, le manque de connaissance de règlement parmi les praticiens a pu causer de retards inutiles[708], et plus généralement, les délais prévus par le règlement pour l'exécution des mesures n'avaient pas été régulièrement respectés[709]. De plus, diverses difficultés pratiques liées par exemple à l'absence de moyens humains suffisants ou la disponibilité différenciée de moyens techniques[710] avaient pu être relevées.

202. Rares décisions de la CJUE — Le recours rare au règlement avait également conduit à des décisions de la CJUE très ponctuelles en la matière. On peut relever que depuis 2004, seules

---

[704] LEBEAU Daniel et NIBOYET Marie-Laure, « Regards croisés du processualiste et de l'internationaliste sur le règlement CE du 28 mai 2001 relatif à l'obtention des preuves civiles à l'étranger », *Gaz. Pal.,*2003, p. 6.

[705] On peut rappeler qu'à partir du 1er juillet 2022, les métiers d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire avaient étaient fusionnées en France.

[706] TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe*, Oxford University Press, 2018, p. 1879, n° 33.

[707] LEBEAU Daniel et NIBOYET Marie-Laure, *op. cit.*, p. 6.

[708] « Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », le 5.12.2007 COM(2007) 769 final, p. 7.

[709] *Ibid.*, p. 3.

[710] *Ibid.*, p. 4-5.

quatre décisions clés en la matière avaient pu être rendues par la CJUE[711]. Dans la première, la CJUE a pu se prononcer sur les frais exposés par la juridiction requise en vue d'une audition d'un témoin ordonnée par la juridiction requérante. Le droit national de la juridiction requise, en l'espèce, le droit irlandais prévoyait une indemnisation préalable de frais de transport d'un témoin. Cette juridiction avait demandé à la juridiction requérante, en l'espèce, la juridiction polonaise de supporter la charge de ces frais sous forme d'une avance. Cette exigence avait été considérée comme incompatible avec le droit de l'UE[712]. Dans la deuxième, la CJUE a pu préciser que la juridiction d'un État membre qui souhaite citer un témoin situé sur le territoire d'un autre État membre n'est pas obligée de recourir aux moyens prévus par le Règlement « obtention des preuves ». Elle préserve une faculté de le citer, le témoin à comparaître et déposer le témoignage directement devant elle[713]. Comme l'avait souligné la CJUE, ce Règlement ne régit pas la question de l'obtention des preuves de manière exhaustive, mais entend la faciliter, d'autres moyens peuvent dès lors être utilisés par les États membres pourvu qu'ils soient compatibles avec le droit de l'UE[714]. Dans la troisième décision, la CJUE a pu réitérer la même solution en présence d'une demande d'expertise[715]. Dans la quatrième, la CJUE a pu préciser que le Règlement « obtention des preuves » ne s'applique pas à la demande de signification d'un acte judiciaire qui ne constitue pas un « acte d'instruction » au sens de lu Règlement[716].

203. Apport limité — À la lumière de ce contexte général et des décisions de la CJUE précitées, nous pouvons en dernier lieu, constater que l'apport de Règlement « obtention des preuves » s'avère limité à l'aune de la JUB. Le caractère non exhaustif de cet instrument permettra à la JUB de favoriser des moyens d'obtention des preuves directes au lieu de recourir à un mécanisme européen. La JUB pourra, dès lors, favoriser les modes de citation de témoins ou d'experts directs basés sur l'exécution volontaire[717] ou bien d'exécuter directement les

---

[711] Toutes en application du « Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », JO L 174 du 27.6.2001, p. 1–24.

[712] CJUE, 17 févr. 2011, C-283/09, Artur Weryński c. Mediatel 4B spółka z o.o., ECLI:EU:C:2011:85 pts. 54, 69.

[713] CJUE, 6 sept. 2012, C-170/11, Lippens et a. c. Kortekaas et a., ECLI:EU:C:2012:540 pt. 39.

[714] *Ibid.* pts. 33-38.

[715] CJUE, 21 févr. 2013, C-332/11, ProRail BV c. Xpedys NV et a., ECLI:EU:C:2013:87 pts. 46, 54 ; Solution réitérée dans CJUE, 8 sept. 2022, C-188/22, VP contre KS r., ECLI: ECLI:EU:C:2022:678 pt. 36 .

[716] CJUE, 9 sept. 2021, C-208/20 et C-256/20, Toplofikatsia Sofia et a., ECLI:EU:C:2021:719 pts. 25-28.

[717] TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe*, Oxford University Press, 2018, p. 1874, n° 8.

ordonnances de saisie prévues par le RPJUB. Le champ d'application de Règlement semble dès lors limité à des hypothèses où l'exécution volontaire d'une mesure d'instruction n'est possible et un concours d'une autre juridiction serait souhaitable. En particulier, les dispositions du Règlement pourront s'avérer cruciales dans les relations entre la JUB et les États membres non contractants. Là encore, cette hypothèse démontre ses limites dans la mesure où à terme il est souhaitable que l'ensemble des États membres ratifient l'AJUB. En tout état de cause, avec les rares hypothèses où le Règlement « obtention des preuves » pourra être actionné par la JUB, il est peu probable que le renvoi préjudiciel puisse être formé sur ce fondement par la nouvelle juridiction supranationale. Ceci est conforté par le constat que généralement les interventions de la CJUE, en la matière, demeurent rares.

204. Transition — L'analyse du premier règlement européen en matière de la coopération judiciaire démontre que malgré son caractère novateur, il ne s'agira pas d'un instrument qui pourra être très fréquemment mis en œuvre par la JUB. De surcroît, il ne s'agira pas d'un instrument qui pourrait constituer une source des interventions de la CJUE. Ces dernières ont été rares jusqu'alors, l'avènement de la JUB ne semble pas l'inverser cette tendance. Au contraire du règlement « obtention des preuves », le règlement « notification et signification des actes » connaît des applications fréquentes par les États membres. Nous allons à présent vérifier si ce facteur pourrait avoir un impact sur le rôle joué par la CJUE en la matière dans ses relations avec la JUB.

§2 : Le Règlement « notification et signification des actes » : le renvoi utile à effet pratique

« *Idem est non esse et non significari* »

205. Signification et notification des actes — En vertu de cet adage « ne pas être ou ne pas être signifié, c'est tout un [718]». La notification et la signification des actes peuvent paraître comme un sujet procédural banal. Leur importance pratique, toutefois, est cruciale dans le cadre d'une procédure judiciaire. La notification vise à « porter à la connaissance d'une personne un fait, un acte ou un projet d'acte qui la concerne individuellement[719] ». Il s'agit d'un terme générique qui

[718] ROLAND Henri et BOYER Laurent, *Adages en droit français*, Litec, 1999 n° 162.
[719] CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, PUF, 2018, p. 1472 sous NOTIFICATION 1°.

englobe différents modes de communication par lequel un acte de procédure peut être notifié à une personne donnée. La signification, quant à elle, se réfère à un mode de transmission spécifique qui suppose une remise de la copie de l'acte de procédure par une personne désignée par la loi, en droit français, il s'agit d'un commissaire de justice[720]. La signification est, dès lors, un des modes de notification des actes.

206. Enjeux — La notification et la signification des actes répondent à deux impératifs qui doivent être conciliés, d'un côté, garantir le droit au recours effectif, comme prévu par l'art. 47 de la Charte des DFUE[721]. Un acte non signifié ou inefficacement signifié conduit directement à l'ineffectivité du droit invoqué. D'un autre côté, garantir les droits de la défense[722]. On peut noter que la Cour EDH a été à plusieurs reprises avait rappelé que « les principes de la procédure contradictoire et de l'égalité des armes requièrent que chaque partie se voie offrir une possibilité raisonnable de présenter sa cause dans les conditions qui ne la placent pas dans une situation de net désavantage par rapport à son adversaire[723] » il en résulte que chaque partie au procès doit être informée de l'audience non seulement pour en connaître la date et le lieu, mais aussi de façon à disposer de temps pour s'y préparer et pour y connaître. Par exemple, un simple envoi d'une convocation à comparaître sans certitude de sa remise au destinataire est contraire aux exigences du procès équitable[724]. La CJUE s'aligne avec cette position, en rappelant, dans plusieurs arrêts, « qu'il importe de veiller non seulement à ce que le destinataire d'un acte reçoive réellement l'acte en cause, mais également à ce qu'il soit mis en mesure de connaître ainsi que de comprendre de façon effective et complète le sens et la portée de l'action engagée contre lui à l'étranger, de telle

---

[720] En ce sens, V. *Ibid.*, p. 2039 sous « signification 1° » ; Art. 651 du Code de procédure civile.

[721] CJUE, 6 sept. 2018, C-21/17, Catlin Europe SE c. O.K. Trans Praha spol. s r.o., ECLI: ECLI:EU:C:2018:675 pt. 33 ; CJUE, 16 sept. 2015, C-519/13, Alpha Bank Cyprus Ltd c. Dau Si Senh et a., ECLI: ECLI:EU:C:2015:603 pts. 30-31 ; « Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et Comité économique et social européen et au Comité des régions, Numérisation de la justice au sein de l'Union européenne Une panoplie de possibilités, le 2.12.2020 », COM(2020) 710 final, p. 1.

[722] MECARELLI Gabriele, « La signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe, dix ans après », in Douchy M. (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 105.

[723] CEDH, 31 juill. 2012, n° 34841/06, Mikryukov et a. c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2012:0731JUD003484106§ 31 ; CEDH, 3 mars 2000, n° 35376/97, Krčmář et a. c. République tchèque, ECLI:CE:ECHR:2000:0303JUD003537697§ 39 ; CEDH, 27 oct. 1993, n° 14448/88, Dombo Beheer B.V. c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:1993:1027JUD001444888§ 33.

[724] Entre autres, CEDH, 31 juill. 2012, n° 34841/06, Mikryukov et a. c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2012:0731JUD003484106§§ 33-34 ; CEDH, 15 mars 2005, n° 72701/01, Yakovlev c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2005:0315JUD007270101§§ 19-23 ; CEDH, 15 mars 2011, n° 15093/05, Shandrov c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2011:0315JUD001509305§§ 28-32.

sorte qu'il puisse utilement faire valoir ses droits dans l'État membre d'origine[725] ». En outre, la notification ou la signification de l'acte emportent des conséquences pratiques importantes sur le plan procédural qu'elles font démarrer les délais légaux comme ceux des voies de recours ou bien sont utilisées pour calculer les intérêts judiciaires[726].

207. Plan — La notification et la signification des actes revêtent une importance fondamentale dans le cadre d'un procès judiciaire. Dans le contexte transfrontalier, on peut aisément comprendre des difficultés qui peuvent surgir. L'identification de l'adresse du destinataire de l'acte, la transmission de l'acte dans la langue du destinataire ou bien l'identification de la personne compétente sur le territoire donné pour délivrer l'acte peuvent constituer un frein à une action en justice efficace. C'est, pour cette raison, que le législateur européen avait adressé ce problème dans un Règlement européen[727] afin de faciliter la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale[728]. Ce règlement s'inscrit, là encore, dans le cadre de la coopération judiciaire. Cela signifie qu'il n'est pas question de l'harmonisation du droit matériel applicable à la notification. En ce sens, le Règlement concerné a des contours restreints (**A**). Comme chaque juridiction, la JUB doit veiller à la bonne notification et signification des actes, pour cette raison le RPJUB prévoit un chapitre dédié à la signification qui contient neuf règles[729]. On y retrouve des renvois vers le Règlement « notification et signification des actes ». Il conviendra, dès lors, à se demander quel est l'apport de cet instrument européen sur le nouveau système juridictionnel et *in fine* s'il s'agit d'un fondement permettant un dialogue entre la JUB et la CJUE (**B**).

---

[725] V. par exemple CJUE, 12 déc. 2012, C-325/11, K. et E. Alder c. S. et Cz. Orłowscy, ECLI:EU:C:2012:824 pts. 36-41 ; CJUE, 6 sept. 2018, C-21/17, Catlin Europe SE c. O.K. Trans Praha spol. s r.o., ECLI: ECLI:EU:C:2018:675 pt. 34 ; CJUE, 16 sept. 2015, C-519/13, Alpha Bank Cyprus Ltd c. Dau Si Senh et a., ECLI: ECLI:EU:C:2015:603 pt. 32.

[726] GIELEN Patrick, « Entraide judiciaire au sein de l'Union européenne : origine », in *La signification des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe*, Bruylant, 2021, p. 12.

[727] « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

[728] Art. 1(1) du *Ibid.* : le Règlement ne s'applique pas, en particulier, aux matières fiscales, douanières ou administratives.

[729] Les règles 270-279 situé dans la partie 5 intitulé « Dispositions générales » et le chapitre 2 « Signification ».

A. Le Règlement aux contours restreints

208. Origine — Le Règlement « notification et signification des actes » s'inscrit dans la lignée de l'harmonisation similaire à celle retenue par le législateur européen dans le cadre du Règlement « obtention des preuves ». Ses origines, en effet, sont internationales. C'est en 1965[730] qu'une convention de La Haye[731] a posé un cadre juridique général applicable en la matière. Dans les années quatre-vingt-dix, l'UE souhaitait proposer un cadre juridique similaire applicable entre les États membres de l'UE dans l'optique de la construction d'un espace de justice, liberté et sécurité propre à l'UE[732]. La première tentative de l'harmonisation à travers une convention internationale[733] s'est avérée infructueuse, faute de ratifications nécessaires. En 2000, le législateur européen avait proposé un Règlement[734] qui, en réalité, reprenait les dispositions de la convention avortée. Ce Règlement européen avait pour vocation de régir les relations entre les États membres de l'UE, la Convention de La Haye s'appliquant à l'égard des États tiers signataires[735]. On peut noter que le règlement proposé en 2000 avait connu deux modifications notables. Il a été remplacé en 2007[736], afin que le législateur européen puisse y apporter quelques

[730] Une analyse plus détaillée, V. GIELEN Patrick, « Entraide judiciaire au sein de l'Union européenne : origine », in *La signification des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe*, Bruylant, 2021, p. 15-18.

[731] « Convention de la Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale », Accessible: https://assets.hcch.net/docs/54f29c24-a77b-4570-ab95-cb5b6907a821.pdf, [consulté le 2 juin 2023].

[732] MECARELLI Gabriele, « La signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe, dix ans après », in Douchy M. (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 95-96.

[733] « Acte du Conseil du 26 mai 1997 établissant la convention relative à la signification et à la notification dans les États membres de l'Union européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale », (97/C 261/01), JOCE C 261 1997, p. 1.

[734] « Règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale », JOCE L 160, p. 37-52.

[735] Aujourd'hui c'est par exemple le cas du Royaume-Uni, V. RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires », *Rev. crit. DIP,*2021, p. 349 et s.

[736] « Règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 nov. 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (« signification ou notification des actes »), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil », JOUE 2007 L 324, p. 97-120.

ajustements[737]. Il a, ensuite, été refondu en 2020[738]. Cette fois-ci, des modifications majeures avaient été proposées afin d'intégrer des technologies numériques dans le système de la notification et signification des actes. La Commission européenne avait fait un constat, en particulier suite à la période de pandémie, que le recours aux technologies numériques dans le domaine de justice n'était pas uniforme au sein des États membres[739] conduisant à de nombreuses difficultés pour les justiciables dans la mise en œuvre effective de leurs droits. Différentes pistes de réflexion législatives à des échelles différentes avaient été proposées, parmi celles-ci figurait la refonte du règlement « notification et signification des actes ». Le Règlement refondu est entré en vigueur le 1er janvier 2022. On peut noter que ce règlement est exceptionnellement applicable au Danemark[740] en vertu d'un accord passé entre l'UE et cet État.

209. Champ d'application strict — En premier lieu, il convient de rappeler que le règlement en question ne vise pas à harmoniser les droits nationaux, mais propose un mécanisme harmonisé de la transmission des actes[741] judiciaires et extrajudiciaires entre les États membres de l'UE. On peut, dès lors, distinguer deux éléments : la transmission de l'acte *stricto sensu* et la remise effective de l'acte au destinataire. Le Règlement européen a vocation à régir la première question alors que la seconde demeure soumise aux droits nationaux des États membres de l'UE. Plus précisément, cet instrument européen va définir quelles sont les autorités compétentes et des modalités d'un envoi ou de la réception de l'acte. Le droit national, à son tour, va définir la personne habilitée pour la remise effective de l'acte[742] et des modalités de telle communication

---

[737] KAFI-CHERRAT Omar, « La notification et la signification transfrontières des actes à l'ère du numérique (règlement UE 2020/1784) : des progrès, mais peut mieux faire... », *RTD Eur.,* 2022, p. 143 et s. ; Pour une analyse plus détaillée, V. MECARELLI Gabriele, « La signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe, dix ans après », in Douchy M. (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 97.

[738] « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

[739] « Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et Comité économique et social européen et au Comité des régions, Numérisation de la justice au sein de l'Union européenne Une panoplie de possibilités, le 2.12.2020 », COM(2020) 710 final, p. 3-5 ; V. également sur ce point : KAFI-CHERRAT Omar, *op. cit.*, p. 143 et s.

[740] Contrairement au texte du considérant 48 du règl. n° 2020/1784, le Danemark a bien notifié son intention d'appliquer le règlement par une lettre du 22 décembre 2020, JOUE, 21 janv. 2021, L 19/1

[741] En ce sens, MECARELLI Gabriele, « La signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe, dix ans après », in Douchy M. (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 98.

[742] *Ibid.*, p. 101.

de l'acte[743]. En ce sens, il a pu être relevé que « le règlement essaie (..) de ménager la souveraineté des États membres, spécialement les États requis, en s'efforçant de concilier les règles procédurales des différents ordres juridiques impliqués dans le processus de notification transfrontière[744] ». En second lieu, le Règlement s'applique à certains types d'actes. Il s'agit, tout d'abord, des actes judiciaires, cela veut dire les actes liés à une procédure judiciaire[745], comme l'acte introductif d'instance ou le jugement. Ensuite, sont également concernés les actes extrajudiciaires, il s'agit « des actes établis ou certifiés par une autorité publique ou un officier ministériel et d'autres actes dont la transmission formelle (…) est nécessaire à l'exercice, à la preuve ou à la sauvegarde d'un droit ou d'une prétention juridique en matière civile ou commerciale[746]. » Il s'agit par exemple d'un acte notarié transmis en dehors de toute procédure judiciaire[747] ou bien d'une demande de renouvellement d'un bail commercial.

210. Transmission de l'acte entre les entités d'origine et requise — Le mécanisme de transmission des actes prévu par le Règlement suppose une présence des trois organes : une entité d'origine, qui transmet l'acte, une entité requise, qui réceptionne l'acte et le notifie ou signifie, ainsi que l'organe central[748]. Ce dernier n'est pas directement impliqué dans le processus de transmission de l'acte, son rôle est accessoire[749] dans la mesure où il fournit les informations aux entités et les aide à rechercher de solutions en cas de difficultés[750]. À terme, la transmission des actes entre les entités se fera exclusivement par le biais d'un système informatique décentralisé.

---

[743] MAISTRIAUX Léonard, « Règlement signification : mise en oeuvre, applications et interprétations belges », in *La signification des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe*, Bruylant, 2021, p. 51, n° 5.

[744] KAFI-CHERRAT Omar, « La notification et la signification transfrontières des actes à l'ère du numérique (règlement UE 2020/1784) : des progrès, mais peut mieux faire... », *RTD Eur.,* 2022, p. 143 et s. ; Pour une analyse plus détaillée, V. MECARELLI Gabriele, *op. cit.*, p. 97.

[745] MAISTRIAUX Léonard, *op. cit.*, p. 51-52, n° 6.

[746] CJUE, 11 nov. 2015, C-223/14, Tecom Mican SL, José Arias Dominguez, ECLI:EU:C:2015:744 pts. 44-46 ; Cons. 8 du « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

[747] CJUE, 25 juin 2009, C-14/08, Roda Golf & Beach Resort SL, ECLI:EU:C:2009:395 pts. 55-61.

[748] Les organes compétents dans chaque Etat membre peuvent être consultés sur le portail e-justice.europa.eu. V. https://e-justice.europa.eu/38580/FR/serving_documents_recast?clang=fr (Consulté le 26 juillet 2023).

[749] Cette solution diverge de celle retenue par la Convention de la Haye où la demande de notification doit être présentée à l'organe central. V. RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires », *Rev. crit. DIP,*2021, p. 349 et s.

[750] Art. 4 du « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

En raison des différences entre les États membres dans l'accessibilité des outils informatiques, le législateur européen a prévu un temps additionnel allant jusqu'au mai 2025 afin de permettre à chaque État membre de se munir de moyens technologiques adaptés. Afin de transmettre l'acte, l'entité d'origine doit adresser un formulaire[751] à l'entité requise. Ce formulaire doit être rempli dans la langue officielle de l'État membre requis. L'entité requise dispose d'un délai de sept jours pour envoyer un accusé de réception[752]. L'entité requise doit prendre toutes les mesures nécessaires pour notifier ou signifier l'acte concerné. Elle peut dès lors, soit adresser une attestation de signification ou notification de l'acte[753], soit informer dans les meilleurs délais l'entité d'origine des difficultés rencontrées dans la notification ou signification de l'acte[754]. On peut noter que chaque État membre doit prévoir un mécanisme d'assistance aux recherches de l'adresse de la personne à laquelle l'acte doit être délivré[755]. Ceci concerne une situation où l'adresse communiquée n'est plus celle où se trouve le destinataire. Le Règlement ne s'applique pas à l'hypothèse où l'adresse du destinataire est complètement inconnue[756]. On peut également noter que la traduction de l'acte lui-même n'est pas obligatoire. Le destinataire, toutefois, dispose d'un pouvoir de refuser un acte rédigé dans la langue qui lui est inconnue[757] et demander la communication du document traduit[758]. Dans ce cas, en termes de procédure, c'est la date de notification de l'acte traduit qui sera retenu et non pas celle de la réception initiale.

211. Autres méthodes de transmission — Aux côtés de mécanisme principal figurent diverses méthodes alternatives de notification et signification. On peut noter qu'aucun lien

---

[751] Formulaire A, Annexe I, Règlement 2020/1784.
[752] Formulaire D, Annexe I, Règlement 2020/1784.
[753] Formulaire K, Annexe I, Règlement 20202/1784.
[754] RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires », *Rev. crit. DIP,*2021, p. 349 et s.
[755] Art. 7 du « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.
[756] Art. 1(2) du *Ibid.* ; MAISTRIAUX Léonard, « Règlement signification : mise en oeuvre, applications et interprétations belges », in *La signification des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe*, Bruylant, 2021, p. 55, n° 13.
[757] Art. 12 du « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.
[758] Formulaire L, Annexe I, Règlement 2020/1784.

hiérarchique n'est établi entre divers moyens de transmission des actes[759]. Tout d'abord, le Règlement prévoit une possibilité de la transmission directe de l'acte par les agents diplomatiques ou consulaires[760] ou bien par l'intermédiaire des services postaux[761]. Ensuite, le Règlement autorise une signification ou notification par la voie électronique. Il s'agit d'un sujet qui faisait l'objet de débats au sein des États membres dans la mesure où il existe une disparité entre les droits nationaux sur cette question[762]. Un compromis retrouvé à l'occasion de la refonte du règlement consiste dans le caractère optionnel pour les États membres de prévoir la notification ou signification des actes par la voie électronique[763], ils peuvent également la soumettre à des conditions plus strictes. Si, toutefois, les parties souhaitent y recourir, les États membres ne peuvent pas s'y opposer. Ce mode de transmission de l'acte est, en effet, soumis à la condition d'une acceptation préalable par le destinataire de l'acte[764]. Quel que soit le mode de transmission, par le service d'envoi recommandé électronique qualifié[765], ou bien par le biais d'un courrier électronique classique, le destinataire doit donner son accord exprès pour une procédure donnée. Faute de précisions sur les modalités de l'accord du destinataire, on peut s'attendre à ce que la CJUE soit saisie de la question. Des éléments qui mériteraient l'éclairage de la Haute juridiction européenne portent, par exemple, sur l'organe compétent pour recueillir ledit consentement ; la possibilité de recourir à une clause contractuelle autorisant le recours à une notification par la voie électronique, quel que soit le contentieux découlant de l'exécution de contrat ; les modalités pratiques de l'étendue de consentement dans l'hypothèse d'un concours des autorités, par exemple l'huissier signifie un acte et le greffier doit notifier un autre, est-ce que le consentement donné au

[759] En ce sens, CJUE, 9 févr. 2006, C-473/04, Plumex c. Young Sports NV, ECLI:EU:C:2006:96 pts. 19-22 ; CJUE, 12 déc. 2012, C-325/11, K. et E. Alder c. S. et Cz. Orłowscy, ECLI:EU:C:2012:824 pt. 31.

[760] Art. 17 du « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

[761] Art. 18 du *Ibid.*

[762] RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires », *Rev. crit. DIP,*2021, p. 349 et s.

[763] Art. 19 du « Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

[764] KAFI-CHERRAT Omar, « La notification et la signification transfrontières des actes à l'ère du numérique (règlement UE 2020/1784) : des progrès, mais peut mieux faire... », *RTD Eur.,* 2022, p. 143 et s. ;

[765] Au sens du « Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE », 28.8.2014, JOUE L 257, p. 73-114.

préalable auprès de l'huissier pourra automatiquement s'appliquer à l'égard du greffier[766] ? Autant des questions qui, malgré l'absence du caractère contraignant de la disposition, on peut espérer qui seront traitées par la CJUE. On peut également noter que certains proposent de supprimer l'exigence de l'accord préalable à l'égard des destinataires professionnels et à des procédures judiciaires relatives à des litiges nés à l'occasion des contrats transfrontaliers conclus en ligne[767]. Cette proposition vise à renforcer l'efficacité de la notification, et s'inspire directement du droit français[768]. Le règlement prévoit, enfin, une possibilité de la signification ou notification directe par des officiels ministériels, fonctionnaires ou toute autre personne compétente de l'État où la transmission doit être effectuée si le droit national ne s'y oppose pas. On peut noter que les États membres sont partagés sur l'acceptation de cette possibilité[769]. En effet, douze États membres s'opposent à une telle possibilité[770], douze autres autorisent[771] et trois restants l'autorisent, mais uniquement pour les actes qui sont prévus par le droit national[772].

212. Transition — Le Règlement « notification et signification des actes » propose de faciliter la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires entre les États membres de l'UE. Son intérêt pratique n'est pas à démonter, la notification des actes constitue, en effet, un enjeu fondamental tant pour assurer la mise en œuvre effective des droits que pour préserver les droits de la défense. Le cadre européen, bien qu'il ait connu des modifications relativement récentes visant l'intégration des nouvelles technologiques, n'est pas encore abouti. Les disparités entre les droits nationaux avaient conduit le législateur européen à proposer un cadre juridique avec l'application repoussé dans le temps pour ce qui est communication entre les entités et avec certaines flexibilités tenant en compte les spécificités nationales. Il incombe à présent de se poser la question de l'apport de ce Règlement à la JUB.

---

[766] KAFI-CHERRAT Omar, *op. cit.*, p. 143 et s. ;

[767] *Ibid.*

[768] En particulier, l'art. L 100 I al. 2 du Code des postes et des communications électroniques : « Dans le cas où le destinataire n'est pas un professionnel, celui-ci doit avoir exprimé à l'expéditeur son consentement à recevoir des envois recommandés électroniques. »

[769] Selon les données accessibles sur https://e-justice.europa.eu/38580/FR/serving_documents_recast (Consulté le 26 juillet 2023).

[770] République tchèque, Espagne, Autriche, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Bulgarie, Portugal, Slovénie, Danemark.

[771] Belgique, Irlande, Croatie, Chypre, Suède, Grèce, France, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Finlande et Italie.

[772] Allemagne, Hongrie, Roumanie.

B. L'apport pratique pour la JUB

213. Contexte — La JUB, comme toute autre juridiction nationale, devra naturellement veiller à la notification et signification des actes judiciaires en lien avec des procédures qui lui sont soumises. Le Règlement « notification et signification des actes » avait connu un succès, et son importance pratique a pu à plusieurs reprises être relevée[773]. Malgré le recours assez fréquent aux dispositions du Règlement en question, la CJUE avait été sollicitée relativement rarement pour en préciser les contours d'application. Parmi douze arrêts rendus sur le fondement de Règlement « notification ou signification des actes[774] », seules cinq apportent des indications substantielles sur l'interprétation des certaines dispositions du Règlement[775]. On peut également constater que leur apport avait généralement été repris dans le Règlement refondu. Quant aux sept autres arrêts[776], ils se prononcent soit sur des faits très précis, soit des dispositions nationales

---

[773] RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires », *Rev. crit. DIP,*2021, p. 349 et s. ; « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale («signification ou notification des actes») », 31.5.2018, COM(2018) 379 final, p. 2.

[774] Nous avons pris en considération les décisions rendues en interprétation du « Règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale », JOCE L 160, p. 37-52, p. 200 et du « Règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 nov. 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (« signification ou notification des actes »), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil », JOUE 2007 L 324, p. 97-120.

[775] Sur la possibilité de la régularisation de l'absence de la transmission de l'annexe portant sur la traduction lors de la notification de l'acte ainsi que les modalités de la communication par service postaux : CJUE, 2 mars 2017, C-354/15, Andrew Marcus Henderson c. Novo Banco SA., ECLI:EU:C:2017:157 pts. 67-69 et 99 ; Sur l'absence de la hiérarchie entre les différents modes de transmission prévus par le Règlement et la possibilité de leur cumul : CJUE, 9 févr. 2006, C-473/04, Plumex c. Young Sports NV, ECLI:EU:C:2006:96 pts. 20-22 et 31-33 ; Sur les modalités de refus de la réception de l'acte par le destinataire à cause de l'absence de traduction de l'acte : CJUE, 8 nov. 2005, C-443/03, Götz Leffler c. Berlin Chemie AG, ECLI:EU:C:2005:665 pts. 53 et 71 ainsi que CJUE, 16 sept. 2015, C-519/13, Alpha Bank Cyprus Ltd c. Dau Si Senh et a., ECLI: ECLI:EU:C:2015:603 pts. 58 et 77 ; ; Sur la définition de l'acte extrajudiciaire : CJUE, 11 nov. 2015, C-223/14, Tecom Mican SL, José Arias Dominguez, ECLI:EU:C:2015:744 pt. 46.

[776] Sur l'articulation du Règlement avec le mécanisme de relevé de la forclusion prévu par le droit national : CJUE, 7 juill. 2016, C-70/15, Emmanuel Lebek c. Janusz Domino, ECLI:EU:C:2016:524 pts. 50-58 ; Sur l'habilitation pour recevoir l'acte introductif d'instance par un représentant d'une entreprise d'assurance non-vie (lu en combinaison avec la directive solvabilité II) : CJUE, 27 févr. 2020, C-25/19, Corporis Sp. z o.o. c. Gefion Insurance A/S, ECLI:EU:C:2020:126 pt. 45 ; Sur l'incompatibilité avec le droit de l'UE d'une disposition nationale qui prévoit que le point de départ du délai pour refuser l'acte coïncide avec celui du point de départ du délai pour exercer une voie de recours : CJUE, 7 juill. 2022, C-7/21, LKW WALTER Internationale Transportorganisation AG c. CB et a., ECLI:EU:C:2022:527 pt. 49 ; Sur l'absence de qualification comme « requérant » de la juridiction qui ordonne la transmission des actes à des tiers qui demandent à intervenir à la procédure : CJUE, 2 juin 2022, C-196/21, SR c. EW, ECLI:EU:C:2022:427 pts. 46-47 ; Sur l'articulation du Règlement portant sur la procédure d'injonction de payer européenne avec le Règlement notification ou signification des actes : CJUE, 6 sept. 2018, C-21/17, Catlin Europe SE c. O.K. Trans Praha spol. s r.o., ECLI:

spécifiques, dès lors, leur apport n'est pas général, mais circonscrit à un contexte très particulier. La CJUE a pu également rendre deux ordonnances sur ce fondement qui, en étant rendues en suivant la procédure simplifiée, se contentent de rappeler la jurisprudence déjà acquise[777]. On peut, tout de même noter, qu'au vu d'un apport novateur de la refonte du Règlement, il est possible que la mise en œuvre de certains mécanismes doive être précisée par la CJUE, par exemple, la question des modalités du consentement du destinataire de l'acte dans le cadre de la notification par la voie électronique. De surcroît, un délai laissé pour la mise en œuvre de certaines dispositions peut également conduire à des renvois plus tardifs.

214. Intégration dans le RPJUB — Le RPJUB se réfère à la signification dans la cinquième partie du règlement intitulée « dispositions générales ». D'emblée, on peut relever que la version française du RPJUB ne tient pas compte de la subtilité linguistique liée à aux définitions des notions de la notification et de la signification. Bien que la signification constitue un mode de la notification, elle en constitue une modalité particulière dans la mesure où elle suppose une intervention d'un professionnel de droit spécifique, habituellement l'huissier de justice. L'inclusion du terme « notification » aurait pu permettre d'assurer une pleine cohérence par rapport au Règlement « notification ou signification des actes »[778]. On relève, toutefois, que cette observation ne s'applique pas à la version anglaise qui utilise un mot unique « service » tant dans le RPJUB que dans le Règlement européen.

215. Actes concernés — Le RPJUB prévoit neuf règles, réparties en quatre sections distinctes, qui définissent le régime applicable à la signification des actes de procédure. Les sections distinguent, tout d'abord, les actes concernés par la signification. Alors que les trois

---

ECLI:EU:C:2018:675 pts. 55-57 Sur la qualification d'acte notarié de résolution de contrat de vente immobilière comme un acte extrajudiciaire au sens du Règlement : CJUE, 25 juin 2009, C-14/08, Roda Golf & Beach Resort SL, ECLI:EU:C:2009:395 pt. 61 ; Sur l'incompatibilité avec le droit de l'UE de la disposition permettant à un tribunal de considérer un acte comme signifié alors que le destinataire, séjournant habituellement dans un autre État membre, n'avait pas désigné de représentant autorisé à recevoir l'acte : CJUE, 12 déc. 2012, C-325/11, K. et E. Alder c. S. et Cz. Orłowscy, ECLI:EU:C:2012:824 pt. 42.

[777] Les deux ordonnances portent sur les modalités de refus de l'acte non traduit par le destinataire : CJUE, 28 avr. 2016, C-384/14, Alta Realitat SL c. Erlock Film ApS et Ulrich Thomsen, ECLI:EU:C:2016:316 pt. 89 ; CJUE, 5 mai 2022, C-346/21, ING Luxembourg SA c. VX, ECLI:EU:C:2022:368 pts. 40 et 48.

[778] Dans la même veine, la version allemande du RPJUB se réfère à la seule notion de « zustellung » alors que le Règlement européen opère une distinction entre « Zustellung » et « Schriftstücken ».

premières[779] visent un acte introductif d'instance[780], la dernière se réfère à d'autres actes[781], tels que les ordonnances, les décisions et des mémoires.

216. Instrument appliqué — Le RJUB distingue, ensuite, les règles applicables entre les États membres contractants de celles applicables à l'égard des États membres non contractants et des États tiers. Sans grande surprise, entre les États membres contractants à l'AJUB[782] c'est le Règlement « notification ou signification » qui s'applique avec des règles qui sont précisées par le RPJUB. On peut noter que ce renvoi est le bienvenu dans la mesure où il souligne l'importance du respect des droits fondamentaux des parties directement liées avec le mécanisme de la notification et signification. Dans l'hypothèse où, par exemple, les droits de défense ne seraient pas assurés, la CJUE gardera la possibilité d'intervenir afin de clarifier l'interprétation des règles relatives à la signification ou notification. À l'égard des États membres non contractants, le RPJUB indique simplement que c'est le Règlement « notification ou signification » qui s'appliquera sans apporter davantage des précisions sur les règles applicables[783]. On peut comprendre ce choix d'un renvoi simple par le fait qu'idéalement l'ensemble des États membres vont, à terme, ratifier l'AJUB. En revanche, si la notification ou signification implique le concours d'un État tiers à l'UE, c'est, selon le cas, la Convention de La Haye ou tout autre accord international dans la matière qui définira le régime applicable, ou bien, à défaut, c'est la voie diplomatique ou consulaire de l'État membre où se situe le sous-greffe de la division concernée qui est privilégiée[784].

217. Voie électronique privilégiée — Que ça soit la signification d'un acte introductif entre les États membres contractants que la signification d'autres actes, le RPJUB opère une hiérarchie

---

[779] Règles 270-275 du « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[780] Il s'agit des actes introductif de l'ensemble des actions visées par l'art. 32 (1) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[781] Règles 276-279 du « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[782] Règle 270 du *Ibid.*

[783] Règle 274 (1) (a) (i) du *Ibid.*

[784] Règle 274 (1) (a) (iii) du *Ibid.*

entre les modes de transmission des actes. On peut rappeler que cette hiérarchie va au-delà de ce qui est prévu par le Règlement « notification ou signification » qui place l'ensemble des modes de transmission sur le pied d'égalité. Le mode privilégié par la JUB est, dès lors, la voie électronique. Ce choix peut paraître assez novateur au vu du fait que le Règlement refondu la propose d'une manière facultative et laisse une marge d'appréciation aux législateurs nationaux sur les modalités de son application. Cette solution, comme il l'a été rappelé, résulte de l'absence de consensus des États membres sur cette question. À l'égard de l'acte introductif, c'est la règle 271 du RPJUB qui détaille les modalités de son application en faisant directement la référence à l'article 19 du Règlement « notification et signification des actes ». C'est le greffe de la JUB qui aura pour mission de signifier[785] l'acte introductif au défendeur ou son représentant en se référant à l'adresse électronique communiqué par celui-ci. On peut rappeler sur ce point que le Règlement « notification ou signification » suppose un accord préalable et exprès à une telle communication. Le RPJUB ne précise pas dans quelles conditions précisément cet accord devra être recueilli. Il conviendra, dès lors, de vérifier comment cette règle sera effectivement appliquée par la JUB. On peut noter que dans le silence du Règlement « notification ou signification » sur la question des modalités de la mise en œuvre de l'art. 19, la CJUE pourra être amenée à en éclairer des contours d'application.

218. Méthodes subsidiaires de transmission — Si la transmission d'un acte introductif par la voie électronique n'est pas possible, par exemple, dans la situation où le défendeur n'a pas donné son accord à une communication des pièces par ce biais, toute autre méthode prévue par le Règlement « notification ou signification » pourra être utilisée, à savoir, la transmission à une entité d'origine, l'envoi postal par la lettre recommandée avec accusé de réception, la transmission par un agent diplomatique ou consulaire, ou bien, la transmission directe à des officiers ou fonctionnaires compétents, si le droit national l'autorise. On peut noter sur ce point qu'à l'égard des autres actes, tels que les ordonnances ou décisions de la JUB, le RPJUB mentionne uniquement « la lettre recommandée avec accusé de réception ou équivalent », sans mentionner d'autres voies prévues par le Règlement « notification ou signification ».

[785] On reprend la terminologie du RPJUB, tout en relevant que le mot notification pourrait, en l'occurrence, être plus adapté.

219. Méthode ultime de transmission — Si aucune des méthodes prévues par le Règlement « notification ou signification des actes » n'avait permis au greffe de notifier l'acte introductif ou autre acte. La JUB, suivant une requête du demandeur précisant un motif valable, pourra autoriser, par voie d'ordonnance, la signification par une autre méthode ou à un autre lieu[786]. Il est à noter que, quelle que soit la méthode autorisée, elle devra impérativement être conforme au droit national de l'État où la signification aura lieu. Cette règle s'inscrit dans la lignée du Règlement « notification ou signification des actes » qui entend faciliter la transmission des actes de procédure sans proposer des règles exhaustives de celle-ci. On peut, enfin, préciser qu'à l'égard de l'acte introductif d'instance, une seule signification régulière selon les règles décrites ci-dessous peut donner lieu, le cas échant, à un jugement par défaut[787].

220. Rôle de la CJUE *a priori* envisageable — De la lecture des décisions de la CJUE et du RPJUB, on peut déduire que la question de la notification ou signification des actes de procédure de la JUB pourrait potentiellement donner lieu à un renvoi préjudiciel. On a pu constater, tout d'abord, que le Règlement européen refondu comporte quelques imprécisions, en particulier, par rapport à la transmission des actes par la voie électronique. Au vu du fait que le RPJUB place ce mode de transmission en première position de la liste hiérarchisée des méthodes, en cas de doute sur son application, il est envisageable qu'un renvoi préjudiciel soit formé auprès de la CJUE afin de clarifier des contours d'application de ce mode de transmission des actes. On relève, ensuite, que le champ d'application du Règlement est particulièrement réduit, par rapport, à l'ensemble de la procédure judiciaire et de la multiplicité des questions juridiques qu'elle peut resurgir. On a pu l'observer à travers l'analyse des décisions de la CJUE qui demeurent assez rares et semblent pour la majorité de réitérer des solutions déjà précisées. Il est dès lors nécessaire de nuancer les contours du rôle de la CJUE, qui pourra, certes, se prononcer en la matière, mais uniquement dans les circonstances de faits uniques.

221. Premières décisions rendues par la JUB — Les premières décisions rendues par la JUB démontrent qu'en matière de la signification des décisions, les problèmes surviennent à

---

[786] Règle 275 du « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[787] Une telle décision est prévue par les règles 355-357 du *Ibid.*

l'égard des défendeurs situés dans les États tiers[788]. C'est, par conséquent, l'application effective de la Convention de la Haye qui, pour l'heure, suscite des questionnements. Au contraire, à ce jour, aucune difficulté particulière n'a pu être observée à l'égard des défendeurs domiciliés dans les États membres de l'UE.

222. Transition — Après avoir analysé, les renvois présents dans le RPJUB aux Règlements européens régissant certains points spécifiques liés à la procédure judiciaire, nous allons traiter la question de l'intégration du Règlement Bruxelles I bis, disposant d'un champ d'application plus étendu, qui a fait l'objet d'une intégration par un règlement spécifique.

Section 2 : L'intégration du Règlement Bruxelles I bis par le biais d'un règlement spécifique

223. Règlement Bruxelles I bis — Le Règlement Bruxelles I bis[789] régit la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale dans le cadre des litiges transfrontaliers[790]. Il s'agit d'un règlement qui est « la pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile dans l'UE[791] ». La nécessité de trouver une solution permettant de régir la question des conflits de juridictions et celle de la reconnaissance des décisions entre les États membres de l'UE est apparue au tout début de la construction européenne. La libre circulation des personnes, services et marchandises entre différents États avait entrainé la multiplication des litiges transfrontalière et une solution commune tendant à faciliter la résolution de nombreux conflits qui avaient pu voir le jour a dû être très vite trouvée. C'est dans

[788] V. p.ex. CA de la JUB, NEC Corporation c. TCL Industrial Holdings Co., LTD., et a., 29/07/2024, UPC_CoA_69/2024, APL_8972/2024, UPC_CoA_70/2024, APL_8977/2024 ; CA de la JUB, Deadalus Prime LLC c. Xiaomi Communications Co. Ltd. et a., 05/08/2024, UPC_CoA_183/2024, APL_21602/2024 ; CA de la JUB, Nera Innovations Ltd. c. Xiaomi Communications Co. Ltd. et a., 06/08/2024, UPC_CoA_205/2024, APL_24585/2024 ; CA de la JUB, Panasonic Holdings Corporation, c. Xiaomi Technology et a., 05/08/2024, UPC_CoA_86/2024, APL_10370/2024.

[789] « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

[790] Les deux notions avaient été définies en introduction du Chapitre 2, n° 180.

[791] « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Refonte) », 14.12.2010, COM(2010) 748 final, p. 3.

ce contexte qu'une convention de Bruxelles a été adoptée en 1968[792]. On peut noter également qu'en parallèle une convention similaire avait été conclue à Lugano entre les États membres et les États de l'Association européenne de libre-échange (ci-après AELE)[793]. Par la suite, l'extension des pouvoirs du législateur européen dans le domaine de justice avait permis à celui-ci de proposer un Règlement européen, appelé communément « Bruxelles I[794] », remplaçant la Convention de Bruxelles. Le choix de règlement était guidé par la volonté d'apporter un cadre juridique contraignant et directement applicable dans tous les États membres de l'UE[795]. Tout comme les autres règlements présentés dans la section précédente, le Règlement Bruxelles I a connu une refonte[796], d'où l'ajout de « bis » dans son nom, visant à la simplification des règles en vue de la suppression des derniers obstacles à la libre circulation des décisions judiciaires[797]. L'apport principal de la refonte est, dès lors, la suppression de la procédure de l'exequatur.

224. Intégration — L'AJUB se réfère au Règlement Bruxelles I bis à deux reprises. Tout d'abord, c'est l'article 31, qui traite la question de la compétence internationale, opère un renvoi vers ce Règlement et, le cas échéant, vers la Convention de Lugano, sans y apporter davantage des précisions. L'article 89[798] de l'AJUB, subordonne l'entrée en vigueur de l'AJUB aux modifications qui doivent être apportées au règlement Bruxelles I bis. Le législateur européen, en effet, avait proposé un Règlement séparé modifiant le Règlement Bruxelles I bis, afin d'assurer une pleine intégration de la JUB dans le cadre européen déjà bien établi. On peut noter également que le règlement en question se réfère également à la Cour de Benelux[799], qui ne fera pas l'objet

---

[792] « Convention de Bruxelles de 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », OJ L 299, 31.12.1972, p. 32–42.

[793] L'AELE réunit l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège et la Suisse.

[794] « Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 12 du 16.1.2001, p. 1–23.

[795] On peut préciser qu'une convention internationale suppose une ratification État par État. Elle n'a de force obligatoire qu'à l'égard des États qui l'avaient ratifié. En ce sens l'extension territoriale de l'UE supposait que chaque nouvel État membre ratifie la Convention de Bruxelles. Au contraire, le règlement européen est directement applicable dans chaque État membre.

[796] « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

[797] « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Refonte) », 14.12.2010, COM(2010) 748 final, p. 4.

[798] Rappelé également dans le considérant 15 de l'AJUB.

[799] Il s'agit de la juridiction commune à la Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas dont le rôle est de garantir l'application des règles uniformes dans ces pays.

de notre analyse. La méthode des renvois, en conséquence, vers les règlements européens n'était pas jugée satisfaisante dans ce contexte[800].

225. Règlement 542/2014 — En premier lieu, on peut s'interroger sur les raisons, qui avaient poussé le législateur européen à privilégier l'intégration de la JUB dans le cadre européen par le biais d'un règlement spécifique[801]. D'une manière générale, il s'agissait d'assurer la cohérence du cadre européen dans la mesure où la JUB, tout comme la Cour de justice de Benelux, présente des particularités qui rendent l'application des règles du Règlement Bruxelles I bis complexe. Plus spécifiquement, les deux juridictions ciblées sont communes à certains États membres et ce caractère supranational les distingue des juridictions nationales traditionnelles. La première clarification, donc, visait à préciser que les deux juridictions supranationales constituent des « juridictions » au sens du Règlement Bruxelles I bis[802]. La deuxième clarification visait la cohérence par rapport à l'ensemble de dispositions du Règlement Bruxelles I bis qui opère un renvoi vers le droit national. C'est le cas, par exemple, de la règle applicable à la désignation de la juridiction compétente par rapport aux défendeurs domiciliés dans les États tiers à l'UE[803]. Il n'était pas clair, quelle est la loi nationale applicable dans ces cas au vu du fait que les juridictions supranationales réunissent plusieurs États membres[804]. Le Règlement 542/2014 vient poser des règles spécifiques constituant d'importantes exceptions propres aux juridictions supranationales[805]. La troisième clarification vise à préciser des règles de la reconnaissance et

---

[800] V. sur ce point, LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, « Application of Revised Rules on Jurisdiction under Brussels I Regulation to patent lawsuits », *JIPLP,* Vol. 10, n° 2, 2015, p. 135-136.

[801] « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.

[802] « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », 26.7.2013, COM(2013) 554 final, p. 3-4 ; VÉRON Pierre, « Extent of the Long-Arm Jurisdiction Conferred upon the Unified Patent Court by art. 71(b)(3) of the Brussels I Regulation as Amended by Regulation 542/2014 of May 15, 2014: Turkish Delight and a bit of Swiss Chocolate for the Unified Patent Court », *EIPR,* 37(9), 2015, p. 589-590.

[803] art. 6(1) du « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

[804] « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », 26.7.2013, COM(2013) 554 final, p. 6.

[805] CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero

d'exécution des décisions rendues par la JUB au sein des États membres non contractants à l'AJUB. Il s'agit d'un ajustement logique assurant l'effectivité de la JUB[806]. En second lieu, on peut relever que les nouvelles règles, de manière quelque peu étonnante, avaient été intégrées dans le Chapitre VII du Règlement Bruxelles I bis consacré aux « relations avec les autres instruments » et non pas dans le chapitre dédié aux règles de la compétence. En dernier lieu, on peut également souligner que le Règlement 542/2014 modifie uniquement le Règlement Bruxelles I bis, la Convention de Lugano demeure à ce jour inchangée. On peut espérer qu'une modification similaire soit également prévue afin de préserver l'application uniforme des règles à l'égard des États de l'AELE[807]. Au vu du fait que les États de l'AELE font partie de la CBE, la JUB pourra être amenée à se prononcer sur la question de conflits de juridiction également à l'égard de ces États. On peut, en outre, mentionner la particularité du statut actuel du Royaume-Uni qui avait formé une demande de faire partie de la Convention de Lugano, mais cette adhésion ne s'est pas concrétisée. Par conséquent, ce sont des conventions internationales et bilatérales qui ont vocation à s'appliquer à l'égard de cet État[808]. On peut noter également que le Danemark en vertu d'un accord particulier conclu avec l'UE dispose d'une faculté d'accepter ou non les modifications apportées au Règlement Bruxelles I[809]. Le Danemark avait notifié à la Commission sa décision d'être lié par les termes du Règlement Bruxelles I bis[810], ainsi que celle d'être lié par les termes du Règlement 542/2014[811].

L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 330.

[806] VÉRON Pierre, « Extent of the Long-Arm Jurisdiction Conferred upon the Unified Patent Court by art. 71(b)(3) of the Brussels I Regulation as Amended by Regulation 542/2014 of May 15, 2014: Turkish Delight and a bit of Swiss Chocolate for the Unified Patent Court », *EIPR,* 37(9), 2015, p. 591-592.

[807] LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, « Application of Revised Rules on Jurisdiction under Brussels I Regulation to patent lawsuits », *JIPLP,* Vol. 10, n° 2, 2015, p. 135 et 144 ; ASENSIO Pedro A. De Miguel, « The Unified Patent Court Agreement and the Amendment to the Brussels I Regulation (Recast) », in *Luci e ombre del nuovo sistema UE di tutela brevettuale.The EU patent protection lights and shades of the new system*, Giappichelli, 2014, p. 156-157.

[808] OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », 2022 n° 7, p. 9.

[809] Art. 3 « Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 299 du 16.11.2005, p. 62-70.

[810] « Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 79 du 21.3.2013, p. 4.

[811] « Accord entre l'Union européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 240, 13.8.2014, p. 1.

226. Plan — La création de la JUB *per se* vise à faciliter le contentieux multinational[812] et i*n fine* réduire les hypothèses où les conflits de juridictions pourraient surgir. L'analyse des règles du droit européen démontrera, toutefois, que cette facilitation du contentieux est loin d'être absolue. Par conséquent, des règles du Règlement Bruxelles I bis tant générales (**§1**) que spéciales propres à la JUB (**§2**) ont vocation à susciter de nombreuses interrogations d'application ouvrant, ainsi, la possibilité des renvois préjudiciels auprès de la CJUE.

§1 : L'intégration des règles générales classiques

227. Plan — Le règlement Bruxelles I bis est un instrument général qui s'applique à tout litige en matière civile et commerciale présentant un caractère transfrontalier[813]. La JUB étant assimilée à une juridiction nationale et, ainsi, soumise au respect du droit de l'UE, devra appliquer les règles prévues par le Règlement Bruxelles I bis[814]. Certaines règles prévues par le Règlement Bruxelles I bis ont une application, certes, limitée, mais bien établie en matière des brevets (**A**), leur application par la JUB, ne devrait pas *a priori* susciter des difficultés particulières. Or, il n'en va pas de même des règles de litispendance et de connexité, qui au vu des spécificités de la JUB, peuvent connaître un nouvel essor du contentieux (**B**).

A. Les règles à application bien établie

228. Précision préliminaire — Dans les lignes qui suivent, nous envisageons l'hypothèse d'un conflit de juridiction entre la JUB et les juridictions nationales. La question de la compétence interne de la JUB, à savoir laquelle des divisions de la JUB est compétente pour connaître tel ou tel litige, sera traitée dans la Partie 2[815]. La question de la compétence peut, en effet, être traitée en deux temps. Dans un premier temps, le juge saisi d'un litige transfrontalier doit définir s'il a la compétence pour connaître le litige donné. Pour définir la juridiction compétente, nous allons nous référer ainsi au Règlement Bruxelles I bis. Dans un second temps, une fois la juridiction

---

[812] TRIMBLE Marketa, « The Extraterritorial Enforcement of Patent Rights », in Heath Ch. (ed.), *Patent Enforcement Worldwide*, Hart Publishing, 2015, p. 585, n° 44.
[813] V. définitions *supra*, n° 180.
[814] Art. 71 bis (1) du « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.
[815] Sur l'application de l'art. 33 de l'AJUB. V. n° 561 et s.

établie, il conviendra de déterminer laquelle des divisions de la JUB pourra connaître le litige. Il s'agira de la compétence interne régie uniquement par l'AJUB. On peut faire une parallèle ici avec les juridictions nationales, si le juge français se déclare compétent pour connaître un litige transfrontalier en application du Règlement Bruxelles I bis, il devra, dans un second temps, se référer aux règles nationales pour définir laquelle des juridictions françaises sera compétente — le tribunal judiciaire de Paris, de Lyon ou de Strasbourg, par exemple.

229. Plan — Parmi les règles du Règlement Bruxelles I bis, nous pouvons distinguer celles qui régissent la compétence judiciaire (**1°**) de celles régissant la reconnaissance et l'exécution des décisions (**2°**).

1° Les règles portant sur la compétence judiciaire

230. Plan — Les règles prévues dans le Règlement Bruxelles I bis se réfèrent à la question de la compétence de la juridiction saisie au fond (**a**) ainsi que celle de la juridiction saisie d'une mesure provisoire (**b**).

a. La compétence pour statuer sur le fond

231. Délimitation — Le Règlement Bruxelles I bis contient différents types de règles de compétence judiciaire tant générales que spéciales[816]. Notre analyse portera sur les dispositions pertinentes pour le contentieux des brevets et spécifiquement celles en lien avec la JUB. Par conséquent, au vu du fait que la JUB a une compétence limitée en matière contractuelle, nous allons écarter l'analyse des règles du Règlement qui s'y réfèrent[817].

232. Compétence générale — Dans une hypothèse où une juridiction nationale ou bien la JUB soit saisie d'une action en lien avec le brevet européen, pour définir si cette juridiction est compétente, le Règlement Bruxelles I bis propose, en premier lieu, de vérifier si elle correspond à celle du domicile du défendeur[818]. Il est à noter que dans ce cas de figure le défendeur doit être

[816] Par exemple, des règles spécifiques applicables en matière d'assurances (art. 10 à 16), en matière des contrats conclus par les consommateurs (art. 17-19) ou bien contrats de travail (art. 21-23).
[817] Art. 7(1) et 25 du Règlement Bruxelles I bis.
[818] Art. 4(1) du Règlement Bruxelles I bis.

domicilié dans un des États membres contractants à la JUB[819], cela implique que l'État membre concerné n'a pas uniquement signé l'AJUB, mais l'a également ratifié[820]. À l'égard des personnes morales, le Règlement précise que le domicile correspond à leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement[821]. Là encore, celui-ci doit être situé dans un État membre contractant. Si la condition de domicile est remplie, la juridiction saisie aura la compétence pour se prononcer sur l'ensemble de litiges y compris pour des faits commis dans d'autres États membres ou dans des États tiers.

233. Hypothèse générale — À titre d'exemple, la contrefaçon d'un brevet européen a eu lieu en France, Espagne et Estonie. Le prétendu contrefacteur est domicilié à Paris. Si le titulaire des droits saisit le tribunal judiciaire de Paris, celui-ci pourra traiter l'affaire intégralement en y incluant les mesures réparatrices ou d'interdiction pour des faits commis en Espagne et Estonie. On peut signaler, toutefois, que dans cette hypothèse le juge français devra appliquer les lois respectives de chacun des États concernés, pour les faits commis en France, il appliquera la loi française, et respectivement, la loi espagnole pour les faits commis en Espagne et la loi estonienne pour l'Estonie[822].

234. Limitation de compétence en cas de demande de nullité du titre — Cette règle de compétence générale comporte une limitation pratique importante. Bien que la juridiction correspondante au domicile du défendeur puisse connaître l'ensemble du litige portant sur la contrefaçon, elle ne pourra pas connaître les demandes reconventionnelles de nullité correspondantes aux parties des brevets européens déposés dans d'autres États membres que celui du juge saisi. En vertu d'une règle propre aux droits de propriété industrielle[823], les juridictions de l'État membre où l'enregistrement du titre a été demandé sont les seules compétentes pour

[819] CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 326 ; CHIARINY Anne-Catherine, « JUB et juridictions nationales : entre concurrence et conflits », *Propr. Industr.,* 2023, p. 13, n° 17.

[820] V. Annexe 2.

[821] Art. 63 (1) du Règlement Bruxelles I bis.

[822] V. art. 8 (1) « Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) », OJ L 199, 31.7.2007, p. 40–49; Cette question est abordée en plus de détail dans la PARTIE 2, n° 461 et s.

[823] Art. 24(4) du Règlement Bruxelles I bis.

connaître la question de l'inscription et de la validité des brevets. Dans son arrêt GAT et Luk[824] la CJUE a pu apporter de précisions supplémentaires sur l'application de cette règle au contentieux des brevets. En l'espèce, un litige opposait deux sociétés allemandes représentant le secteur automobile, d'un côté, la société LuK, titulaire de deux brevets français et la société GAT qui souhaitait commercialiser un produit comparable à celui breveté par la société Luk. La société GAT avait introduit une action en déclaration de non-contrefaçon devant le Landgericht Düsseldorf. Elle avait, également, par voie d'exception, soulevé la nullité desdits brevets. Après se déclarer internationalement compétente, la juridiction saisie avait rejeté l'action introduite par GAT et avait décidé que les brevets français détenus par LuK étaient valides. La société GAT a interjeté appel de cette décision auprès de l'Oberlandesgericht Düsseldorf, qui a formé un renvoi préjudiciel à la CJCE. Elle souhaitait savoir si la règle portant sur la compétence exclusive en matière de nullité s'appliquait en cas de demandes formées par voie d'exception. La CJCE avait répondu par affirmative[825] en soulignant le caractère impératif de la règle de compétence exclusive, quel que soit le contexte dans lequel elle est invoquée. Depuis lors, cette solution avait été expressément consacrée par le législateur européen[826]. Nous pouvons, cependant, relever qu'une demande préjudicielle est actuellement pendante devant la CJUE sur l'interprétation de cette règle. De plus, elle sera jugée par la Grande chambre de la CJUE. Au cœur de cette affaire se trouve, d'un côté, le questionnement de la compétence des États membres pour se prononcer sur la validité des brevets européens enregistrés dans un autre État membre que celui de la juridiction saisie. D'un autre côté, la question de la même compétence, mais par rapport aux brevets enregistrés dans des États tiers. L'avocat général dans son opinion propose d'interpréter l'article 24(4) du Règlement, comme refusant la compétence à une juridiction saisie d'une action en contrefaçon, suivie d'une exception d'invalidité, de se prononcer sur la validité d'un brevet déposé dans un autre État membre. En revanche, par rapport aux brevets enregistrés dans des États tiers, pour lesquels cette disposition ne s'applique pas, l'avocat précise que « les juridictions des

[824] CJCE, 13 juill. 2006, C-4/03, Gesellschaft für Antriebstechnik mbH & Co. KG c. Lamellen und Kupplungsbau Beteiligungs KG, ECLI:EU:C:2006:457 ; V. l'analyse de l'arrêt : AZZI Tristan, « Conflits de juridictions : de la pluralité de fors en droit de la propriété intellectuelle », in *Les grands arrêts de la propriété intellectuelle*, Dalloz, 2020, p. 218-222, N° 10-17.

[825] CJCE, 13 juill. 2006, C-4/03, Gesellschaft für Antriebstechnik mbH & Co. KG c. Lamellen und Kupplungsbau Beteiligungs KG, ECLI:EU:C:2006:457 pt. 31.

[826] Art. 24(4) du Règlement Bruxelles I bis ainsi que art. 22(4) de la Convention de Lugano de 2007, sur cette consécration, V. LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, « Application of Revised Rules on Jurisdiction under Brussels I Regulation to patent lawsuits », *JIPLP,* Vol. 10, n° 2, 2015, p. 141.

États membres, lorsqu'elles sont compétentes en vertu d'une autre règle de ce règlement, peuvent ne pas statuer sur cette question »[827]. Il convient d'attendre la décision de la CJUE pour voir si cette interprétation sera maintenue.

235. Application de la limitation de compétence — Par conséquent, en reprenant l'exemple d'un contentieux de brevet européen validé en Espagne, Estonie et la France. Le juge français saisi sur le fondement de la compétence générale pourra se prononcer sur l'ensemble du litige pour les trois territoires concernés. Si, toutefois, une demande reconventionnelle en nullité de la partie espagnole et estonienne est formulée, le juge français devra sursoir à statuer en attendant les décisions du juge espagnol et estonien sur la validité des parties nationales du brevet. Le juge français ne pourra connaître que la demande visant la nullité du brevet européen dans sa partie française. Cette « regrettable territorialisation[828] » de compétence en matière des titres de propriété industrielle enregistrés conduit à un contentieux complexe menant à la possibilité des décisions contradictoires sur la validité du même brevet européen. Il est, en effet, possible que chacun des trois juges saisis de la question de validité rende la décision différente, par exemple, le juge espagnol déclare le brevet invalide, le juge estonien partiellement valide et le juge français valide. Au-delà de l'insécurité juridique qui peut découler de cette solution, il a pu être relevé qu'en matière du contentieux des brevets on a pu observer des pratiques procédurales appelées « torpedoes » ou en français « torpilles[829] », voire « super-torpilles[830] ». Cette pratique vise à introduire une action, comme celle en déclaration de non-contrefaçon, devant une juridiction considérée comme plus lente afin d'éviter que le titulaire du titre introduise une action devant juridiction considérée comme plus rapide[831]. Dans l'application de la jurisprudence GAT, il est à craindre que cette pratique de « torpille » permette au défendeur d'invoquer la nullité du titre

[827] V. les conclusions de l'avocat général, Concl. de l'avocat général M. N. Emiliou, 22 févr. 2024, C-339/22, ECLI:EU:C:2024:159 ; Concl. de l'avocat général M. N. Emiliou, 5 sept. 2024, C-339/22, ECLI:EU:C:2024:687.
[828] TREPPOZ Edouard, « Brevet européen à effet unitaire et juridiction unifiée : une attente récompensée ? », *RTD Eur.,* 2013, p. 909.
[829] En ce sens, *Ibid.*
[830] AZZI Tristan, « Conflits de juridictions : de la pluralité de fors en droit de la propriété intellectuelle », in *Les grands arrêts de la propriété intellectuelle*, Dalloz, 2020, p. 220, n° 14.
[831] TRIMBLE Marketa, « The Extraterritorial Enforcement of Patent Rights », in Heath Ch. (ed.), *Patent Enforcement Worldwide*, Hart Publishing, 2015, p. 575 n° 16.

uniquement à des fins dilatoires[832]. Ainsi, l'action en contrefaçon se trouve temporairement paralysée et l'objectif de rapidité de réponse judiciaire ne serait guère atteint.

236. Application de la règle de compétence générale à la JUB — Au vu de ses spécificités, il est pertinent de préciser comment cette règle de compétence générale articulée avec la compétence exclusive en matière de validité pourra s'appliquer à la JUB. En présence des actions en contrefaçon ou validité fondées sur le brevet européen à effet unitaire, la compétence de la JUB est exclusive et n'a pas vocation à susciter des conflits de compétence internationale[833]. Cette solution n'est pas la même pour les contrefaçons et les questions de validité des brevets européens dits classiques pour lesquelles une distinction doit être faite selon l'État membre concerné. On peut distinguer trois types des situations, soit il s'agit d'un un État membre contractant à la JUB, soit d'un État membre non contractant à la JUB, soit d'un État tiers à l'UE, mais faisant partie de la CBE[834]. En application de la règle générale basée sur le domicile du défendeur basé dans un des États membres contractant permettra à la JUB[835] de pouvoir se prononcer sur les faits de la contrefaçon ayant lieu aussi bien dans les États membres contractants que non-contractants, mais également dans des États tiers. À souligner, toutefois, que si une demande reconventionnelle de nullité était formulée à l'égard des brevets validés dans des États membres non contractants ou des États tiers, la JUB demeura tenue de sursoir à statuer et attendre la décision de la juridiction nationale compétente pour s'y prononcer.

237. Exemple : compétence générale et la JUB — À titre d'exemple, si la JUB est saisie d'une action en contrefaçon ayant lieu en France (État membre contractant), Allemagne (État membre contractant), Pologne (État membre non contractant) et le Royaume-Uni (État tiers), le défendeur ayant son domicile en Allemagne, la JUB pourra connaître l'ensemble des faits de la contrefaçon alléguée y compris prononcer des mesures d'interdiction et réparatrices correspondant à l'ensemble du territoire concerné. En cas de demande reconventionnelle en

---

[832] AZZI Tristan, *op. cit.*, p. 220, n° 14.

[833] Dans cette optique, seule la question de la compétence interne de la JUB, demeura pertinente. A savoir, laquelle des divisions locales ou centrale pourra connaître le litige. Cette question est abordée dans la Partie II.

[834] Pour la liste des États, V. Annexe 2 « Europes du brevet ».

[835] Art. 71 ter (1) « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4: « la juridiction commune est compétente lorsque, en vertu du présent règlement, les juridictions d'un État membre partie à l'instrument instituant la juridiction commune seraient compétentes dans une matière régie par cet instrument. »

nullité portant sur les parties françaises et allemandes, la JUB pourra les connaître également[836]. Si, toutefois, une demande reconventionnelle en nullité est formulée à l'égard des parties polonaises ou anglaises du brevet européen, la JUB devra sursoir à statuer en attendant les décisions nationales correspondantes.

238. Compétence dérivée : codéfendeurs : Le Règlement Bruxelles I bis, prévoit une disposition spécifique qui s'applique à l'hypothèse où l'action en contrefaçon vise non pas un défendeur, mais plusieurs défendeurs[837]. Il s'agit du cas de la compétence dérivée, qui permet, exceptionnellement à un juge saisi d'une demande de connaître une autre demande, pour laquelle il ne serait pas normalement compétent[838], en raison du lien qui les unit. En principe, dans cette hypothèse, la juridiction saisie correspondant au lieu du domicile d'un des défendeurs peut connaître l'intégralité de litige également à l'égard d'autres codéfendeurs à condition que les demandes formulées soient liées par « un rapport si étroit qu'il y a intérêt à les instruire et à les juger en même temps afin d'éviter des solutions qui pourraient être inconciliables si les causes étaient jugées séparément[839] ». Cette règle paraît à première vue très favorable au titulaire des brevets qui pourrait centraliser son action devant une seule juridiction. On peut, en effet, parfaitement imaginer une hypothèse où plusieurs sociétés avaient reprises la même technologique déjà brevetée. Cependant, l'interprétation stricte de cette règle par la CJUE en matière des brevets conduit à son intérêt pratique limité. Dans son arrêt Roche c. Primus[840], la CJCE avait précisé qu'en présence des codéfendeurs basés dans différents États membres qui avaient contrefait le brevet européen, il n'existe pas d'un lien de connexité suffisant pour qu'une telle action puisse être centralisée devant une juridiction nationale correspondant au domicile d'un d'entre eux. La CJCE, dans cet arrêt, devait se prononcer sur la question de savoir si la connexité des affaires pourrait être retenue dans le cadre d'une action en contrefaçon de brevet européen mettant en cause plusieurs sociétés, établies dans différents États membres, pour des faits qui auraient été commis sur le territoire d'un ou de plusieurs de ces États. On peut ajouter que dans

---

[836] A condition que le brevet européen n'a pas fait l'objet d'un opt-out. V. Partie 2, n° 499 et s.

[837] Art. 8 (1) du Règlement Bruxelles I bis.

[838] HAFTEL Bernard, *Droit international privé*, Dalloz, 2023, n° 155, p. 91.

[839] Ibid.

[840] CJCE, 13 juill. 2006, C-539/03, Roche Nederland BV et a. c Frederick Primus et Milton Goldenberg, ECLI:EU:C:2006:458 ; TORREMANS Paul, « Intellectual property puts art.6(1) Brussels I Regulation to the test », *I.P.Q.* 2014, p. 2-3 ; AZZI Tristan, « Conflits de juridictions : de la pluralité de fors en droit de la propriété intellectuelle », in *Les grands arrêts de la propriété intellectuelle*, Dalloz, 2020, p. 213-215, n° 3-5.

les faits d'espèce, les agissements concernés étaient similaires ou identiques et avaient suivi une politique commune établie par une des sociétés. Il s'agissait de ce que certains appellent de l'hypothèse de « l'araignée au centre de la toile », où l'araignée est une unité centrale « cerveau de la contrefaçon » et les autres entités ne font que suivre la stratégie définie et orchestrée par l'araignée[841]. L'idée de l'action visant la société mère, « l'araignée », permettrait ainsi de regrouper le litige et sanctionner l'ensemble des faits de contrefaçon. La CJCE avait rejeté cette analyse en répondant par la négative. Elle avait précisé que le terme « les décisions inconciliables » implique que les décisions rendues doivent être contradictoires non pas seulement en termes de la solution apportée, mais également doivent correspondre à la même situation de fait et de droit. Dans le cadre d'une action en contrefaçon, la situation de fait n'est pas la même à l'égard de chacun de défendeurs[842]. Cette solution étant davantage marquée par le caractère national des brevets européens qui doivent être validés séparément dans chacun des États et suivent, dès lors, le régime juridique national. Ainsi, à l'égard de chaque codéfendeur, la situation de droit n'est pas la même[843]. Dans l'arrêt Solvay[844], la CJUE a été de nouveau confrontée à l'application de la compétence dérivée dans le cadre du contentieux des brevets. En l'espèce, la société Solvay avait intenté une action en contrefaçon à l'encontre des trois sociétés du groupe Honeywell établies aux Pays-Bas et en Belgique devant la juridiction néerlandaise. La question posée par la juridiction saisie à la CJUE portait sur la notion des « décisions inconciliables » dans le contexte de compétence dérivée. La CJUE dans son arrêt après avoir rappelé l'exigence d'identification de la même situation de fait et de droit[845], précise qu'au vu des éléments d'espèce le risque des « décisions inconciliables » n'est pas exclu. Ceci, en raison du fait que les défenderesses sont accusées, chacune séparément, de mêmes actes de contrefaçon à l'égard des mêmes produits, et que des actes de contrefaçon en cause portent atteinte aux mêmes parties nationales du brevet européen. Il incombe alors à la juridiction néerlandaise au vu de ces éléments

---

[841] En référence à la jurisprudence néerlandaise, TORREMANS Paul, *op. cit.*, p. 2 ; AZZI Tristan, *op. cit.*, p. 213-214, n° 3.

[842] CJCE, 13 juill. 2006, C-539/03, Roche Nederland BV et a. c Frederick Primus et Milton Goldenberg, ECLI:EU:C:2006:458 pts. 25-28.

[843] *Ibid.* pts. 29-32.

[844] CJUE, 12 juill. 2012, C-616/10, Solvay SA contre Honeywell Fluorine Products Europe BV et a., ECLI:EU:C:2012:445 ; AZZI Tristan, *op. cit.*, p. 216-217, n° 7.

[845] CJUE, 12 juill. 2012, C-616/10, Solvay SA contre Honeywell Fluorine Products Europe BV et a., ECLI:EU:C:2012:445 pts. 24-27.

d'apprécier si le risque des décisions inconciliables peut être caractérisé[846]. La solution apportée atténue quelque peu des effets de l'arrêt Roche sans pour autant opérer un revirement de la jurisprudence[847].

239. Codéfendeurs et JUB — Les solutions dégagées par la CJUE demeurent applicables à la JUB dans le cadre des demandes fondées sur les brevets européens à l'égard des codéfendeurs basés dans différents États membres. Par conséquent, si une demande en contrefaçon vise des sociétés basées en Espagne (État membre non contractant) et au Portugal (État membre contractant), les deux étant indépendantes l'une de l'autre, mais distribuant de mêmes produits fabriqués par la société espagnole, le titulaire des droits ne pourra pas agir à l'égard de la société espagnole devant la JUB. Cette dernière pourra connaître uniquement les faits relatifs à la contrefaçon alléguée à l'égard de la société portugaise, la violation de la partie espagnole du brevet européen étant indépendante de celle de la partie portugaise[848]. L'absence de connexité des deux litiges empêche une centralisation de compétence devant la JUB.

240. Compétence spéciale : lieu de la contrefaçon — Si une compétence de la juridiction ne peut pas être établie sur le fondement de la compétence générale, le Règlement Bruxelles I bis, prévoit une compétence spéciale permettant d'attraire une personne domiciliée dans un État membre devant la juridiction située dans un autre État membre en matière délictuelle ou quasi délictuelle. La juridiction saisie pourra se déclarer compétente si le fait dommageable s'est produit ou risque de se produire sur le territoire de l'État membre où elle se situe[849]. En matière du contentieux des brevets, les faits de la contrefaçon entrent naturellement dans le champ d'application de cette disposition. L'attribution de la compétence à la juridiction du fait dommageable découle d'un double l'impératif, celui de la proximité du litige et celui de facilité d'administration des preuves[850]. Dans le cadre d'application de cette disposition, la CJUE définit

---

[846] *Ibid.* pt. 30.

[847] TREPPOZ Edouard, « Brevet européen à effet unitaire et juridiction unifiée : une attente récompensée ? », *RTD Eur.,* 2013, p. 909.

[848] OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », 2022 n° 40, p. 17 ; CHIARINY Anne-Catherine, « JUB et juridictions nationales : entre concurrence et conflits », *Propr. Industr.,* 2023, p. 13, n° 17.

[849] Art. 7(2) du Règlement Bruxelles I bis.

[850] En ce sens, CJUE, 25 oct. 2012, C-133/11, Folien Fischer AG, Fofitec AG c. Ritrama SpA, ECLI:EU:C:2012:664 pt. 38 ; CJCE, 1er oct. 2002, C-167/00, Verein für Konsumenteninformation c. Karl Heinz Henkel, ECLI:EU:C:2002:555 pt. 46.

« le lieu où le dommageable s'est produit ou risque de se produire » comme correspondant soit au lieu de la matérialisation du dommage soit au lieu de l'événement causal qui à l'origine de ce dommage[851]. En matière du contentieux des brevets, le lieu de la matérialisation du dommage renvoie aux faits de la contrefaçon correspondant au lieu d'enregistrement ou de validation d'un brevet européen[852]. Quant au second critère, celui du lieu causal, son application demeure limitée en matière des brevets. Le juge européen, en effet, l'applique habituellement en présence d'une contrefaçon en ligne, par exemple dans une hypothèse, où une publicité visant des produits contrefaisants est envoyée d'un État membre à l'autre[853]. Contrairement à la solution retenue dans le cadre de la compétence générale, la compétence de la juridiction qui est établie sur le fondement du lieu de la contrefaçon a un périmètre purement national. Certains parlent d'un effet mosaïque. Pour l'illustrer, si le tribunal judiciaire de Paris établit sa compétence sur ce fondement, il ne pourra connaître que les faits allégués sur le territoire français. Si les faits allégués le sont également dans d'autres États membres, ce sont des juridictions nationales correspondantes qui devront s'y prononcer. Cette solution est établie expressément par la CJUE à l'égard de la compétence basée sur le lieu de la matérialisation du dommage[854]. Il semble qu'une même solution n'a pas encore pu être clairement affirmée en matière des droits de la propriété intellectuelle en présence de la compétence basée sur le lieu causal de l'action[855], qu'on a vu, présente un intérêt quelque peu limité en matière du contentieux des brevets. Or, en matière des droits de la personnalité, la CJUE avait étendu l'office du juge saisi dans le lieu causal pour connaître l'ensemble du litige dans le cas où le juge saisi est celui du lieu où la victime de l'atteinte aux droits de personnalité a le centre de ses intérêts[856].

241. Application de la compétence spéciale à la JUB — À l'égard du brevet européen à effet unitaire, on peut rappeler que la JUB demeure exclusivement compétente pour connaître

---

[851] CJUE, 25 oct. 2012, C-133/11, Folien Fischer AG, Fofitec AG c. Ritrama SpA, ECLI:EU:C:2012:664 pt. 39 ; CJUE, 19 avr. 2012, C-523/10, Wintersteiger AG c. Products 4U Sondermaschinenbau GmbH, ECLI:EU:C:2012:220 pt. 19.

[852] OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », 2022 n° 34, p. 15.

[853] *Ibid.* n° 34, p. 15.

[854] CJCE, 7 mars 1995, C-68/93, Fiona Shevill, et a. c. Presse Alliance SA, ECLI:EU:C:1995:61 pts. 24-33.

[855] OHLY Ansgar, *op. cit.* n° 35, p. 15.

[856] CJUE, 25 oct. 2011, C-509/09 et C-161/10, eDate Advertising GmbH c. X et O. Martinez, R. Martinez, ECLI:EU:C:2011:685 pts. 42-50.

toute demande relative à la contrefaçon ou la validité[857]. Elle pourra, dès lors, se prononcer sur l'intégralité du litige, même si le défendeur n'est pas domicilié dans un des États membres de l'UE, mais si les faits reprochés sont constatés sur le territoire d'un ou plusieurs États membres contractant à la JUB. À l'égard des brevets européens dits classiques, l'approche retenue suit la jurisprudence de la CJUE. Ainsi, si les faits reprochés ont eu lieu sur le territoire d'un ou plusieurs États membres contractants, la JUB pourra s'y prononcer. La JUB, toutefois, ne pourra pas se prononcer sur les faits de contrefaçon ayant eu lieu dans des États membres non contractants. À titre d'exemple si les faits de contrefaçon ont lieu sur le territoire de la France, Allemagne, Pologne et Espagne. La JUB pourra connaître le litige relatif aux parties françaises et allemandes du brevet européen. Les juridictions respectivement polonaises et espagnoles demeurent compétentes pour se prononcer sur les parties nationales respectives.

242. Cadre européen limité — En somme, nous pouvons constater qu'à l'égard des brevets européens dans le cadre européen proposé par le Règlement Bruxelles I bis ainsi que les solutions jurisprudentielles déjà apportées par la CJUE nous conduisent au constat que la compétence internationale des juridictions nationales ou de la JUB demeure limitée. Cette compétence pourra être établie uniquement dans le cadre d'une action en contrefaçon introduite devant une juridiction correspondant à l'État membre du domicile du défendeur ou un des États membres contractants à la JUB dans le cadre de la compétence de cette juridiction. Cette compétence se retrouvera, cependant, limitée en cas de demande reconventionnelle en nullité, auquel cas la juridiction saisie devra sursoir à statuer en attendant le jugement de la juridiction de lieu de l'enregistrement du titre. À l'égard de la JUB, cette règle s'appliquera également si une telle demande est formulée à l'égard des parties des brevets européens correspondant aux États membres non contractants à la JUB. De surcroît, en cas de multiplicité des défendeurs, le lien de connexité pourra difficilement être retenu. Au vu de cet effet limité du cadre européen, on peut observer un indéniable avantage d'un brevet européen à effet unitaire qui permet une pleine centralisation du contentieux, tant de validité que de contrefaçon, mais, cet effet, pour l'heure, demeure limité par le champ réduit des États membres contractants pour lesquels ce brevet produit son effet[858].

[857] Ainsi que toute autre demande entrant dans le champ de compétence défini par l'article 32 (1) de l'AJUB.
[858] En septembre 2023, il s'agit de 17 États membres de l'UE. V. Annexe 2.

243. Transition — Le Règlement Bruxelles I bis régit la question de la compétence juridictionnelle en cas d'action sur le fond, mais également comporte une disposition spéciale applicable aux mesures provisoires.

b. La compétence pour statuer sur les mesures provisoires

244. Cadre juridique — Les mesures provisoires ou conservatoires sont accordées avant que le juge statue sur le fond afin de régler momentanément une situation urgente pour laquelle l'attente du procès pourrait soit causer un préjudice irréparable au titulaire des droits soit mener à la disparition des preuves. Cette notion englobe les mesures prévues par la Directive 2004/48[859]. Le Règlement Bruxelles I bis prévoit une disposition spécifique[860] permettant au juge d'un État membre de statuer sur les mesures provisoires, même si les juridictions d'un autre État membre sont compétentes pour connaître du fond. L'application de cette disposition suppose que la loi nationale du juge saisi d'une demande d'une mesure l'autorise. Au vu du fait que les mesures conservatoires et provisoires avaient fait l'objet d'une harmonisation européenne en matière des droits de la propriété intellectuelle, cette condition sera généralement remplie. L'intérêt de cette disposition est de pouvoir saisir le juge qui se trouve le plus proche pour ordonner la mesure sollicitée, à titre d'exemple, le titulaire du brevet européen validé dans différents États souhaite agir en contrefaçon en Pologne, l'État du domicile du défendeur. Il s'aperçoit que le contrefacteur dispose d'un atelier où sont fabriquées les pièces contrefaisantes en Allemagne. Il pourra ainsi, saisir le juge allemand d'une demande de mesure conservatoire visant la saisie des produits concernés afin de pouvoir les soumettre au juge polonais qui va connaître le fond de l'affaire. En apparence claire, cette disposition avait suscité quelques incertitudes d'application, qui avait été clarifiée par la CJUE. En premier lieu, la CJUE s'était prononcée sur l'articulation de la règle de compétence exclusive en matière de nullité du titre avec la compétence en matière des mesures provisoires. La CJUE dans l'arrêt Solvay[861] avait précisé que les deux dispositions ont le champ d'application différent, alors que la première vise à régir une question spécifique au contentieux

[859] Cons. 25 « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.
[860] Art. 35 *Ibid.*
[861] CJUE, 12 juill. 2012, C-616/10, Solvay SA contre Honeywell Fluorine Products Europe BV et a., ECLI:EU:C:2012:445.

de validité, la seconde s'applique indépendamment de toute compétence au fond[862]. Par la voie de conséquence, la compétence de la juridiction saisie d'une mesure provisoire peut être établie, même si une autre juridiction dispose d'une compétence exclusive pour connaître la question de la validité du brevet[863]. En second lieu, la CJUE a précisé que le juge saisi d'une demande de mesure provisoire ou conservatoire doit vérifier s'il existe un lien de rattachement réel entre l'objet des mesures sollicitées et la compétence territoriale du juge saisi[864]. En outre, il doit vérifier si les mesures sollicitées sont nécessaires et justifiées[865]. La possibilité ouverte pour le juge ne doit pas mener à l'octroi des mesures abusives.

245. Application à la JUB — La JUB peut être saisie des demandes relatives à l'octroi des mesures provisoires ou conservatoires. Ceci, également dans le cas où elle n'est pas compétente pour connaître le fond de l'affaire[866]. Cette disposition présente son intérêt, tout d'abord, dans le cadre des relations entre les États membres contractants et non contractants. Si une juridiction représentant un État membre non contractant dispose d'une compétence exclusive, la JUB pourra, tout de même, se prononcer sur les mesures provisoires ou conservatoires si celles-ci représentent un lien de rattachement avec un ou plusieurs États membres contractants. Ensuite, la JUB pourra également se prononcer sur les mesures provisoires ou conservatoires dans le cadre d'un litige qui demeure de compétence des juridictions nationales, par exemple, un contentieux de contrefaçon d'un brevet européen ayant fait l'objet d'un opt-out. On peut, enfin, noter que cette disposition connaît une application étendue à l'égard de la JUB dans la mesure où elle peut s'appliquer indépendamment du domicile du défendeur. La possibilité, qui n'est pas ouverte aux juridictions nationales. En raison de la spécificité de cette solution, nous allons la présenter plus en détail dans le paragraphe deux.

---

[862] *Ibid.* pt. 36.

[863] *Ibid.*, pt. 50.

[864] CJCE, 17 nov. 1998, C-391/95, Van Uden Maritime BV, agissant sous le nom Van Uden Africa Line c. Kommanditgesellschaft in Firma Deco-Line e.a., ECLI:EU:C:1998:543, pt. 40.

[865] En particulier, sur la nécessaire prise en compte des droits de défense : CJCE, 21 mai 1980, aff. 125/79, Bernard Denilauler c. SNC Couchet Frères, ECLI:EU:C:1980:130 pt. 15.

[866] Art. 71 ter (2) « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4: « (..) Des mesures provisoires, y compris conservatoires, peuvent être demandées à une juridiction commune même si les juridictions d'un État tiers sont compétentes pour connaître du fond; » .

246. Transition — Le Règlement Bruxelles I bis prévoit une série des dispositions relatives à la compétence judiciaire des tribunaux des États membres de l'UE saisis d'un litige présentant un élément d'extranéité. Ce règlement régit également la question de la reconnaissance des décisions rendues par le juge représentant un État membre.

2° Les règles portant sur la reconnaissance des décisions

247. Importance — La question de la reconnaissance et d'exécution des décisions rendues par un juge d'un État membre dans un autre État membre est une question qui revêt une importance particulière. Or, les décisions de justice emportent un effet substantiel ainsi que deux attributs[867]. En ce qui concerne l'effet substantiel, la décision de justice implique que son contenu soit reconnu comme une situation de droit particulière par l'État qui la reçoit et reconnaît, par exemple, le transfert de droit de propriété. Les décisions emportent également deux attributs, tout d'abord l'autorité de la chose jugée, qui empêche que le juge soit saisi une deuxième fois de la même demande, ainsi que la force exécutoire permettant à une des parties de demander l'exécution forcée de la décision. D'une manière générale, la décision rendue par un juge étranger qui est reconnu dans l'État requis y produit de mêmes effets que les décisions nationales. Le Règlement Bruxelles I bis entend faciliter la circulation des décisions au sein des États membres[868] en écartant toute procédure spéciale nécessaire pour la reconnaissance ou exécution des décisions rendues par les juridictions des États membres de l'UE[869]. Cette suppression de procédure particulière découle de l'application du principe de la confiance réciproque dans l'administration de la justice au sein de l'UE.

248. Cadre général — Le Règlement Bruxelles I bis prévoit, désormais, un principe de la reconnaissance et exécution des décisions automatique[870]. Dès lors qu'une personne souhaitant se prévoir d'une décision afin que son droit soit reconnu ou que la décision soit exécutée, il doit présenter la décision à la juridiction de l'État requis, elle sera directement applicable et exécutoire. On peut noter, cependant, que le Règlement Bruxelles I bis énumère des causes limitatives de

---

[867] HAFTEL Bernard, *Droit international privé*, Dalloz, 2023, n° 179, p. 104.
[868] *Ibid.*, n° 185, p. 107.
[869] Cons. 26 de « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.
[870] Respectivement, art. 36 (1) et art. 39 de *Ibid.*

refus de la reconnaissance ou d'exécution[871], qui peuvent être soulevées par toute partie intéressée. La décision peut être refusée si elle est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre requis, si elle a été rendue par défaut, si l'acte introductif n'a pas été régulièrement délivré ou bien si elle est inconciliable avec une autre décision ayant déjà autorité jugée dans l'État requis.

249. Application à la JUB — Dans le cadre des activités de la JUB, le Règlement Bruxelles I bis permet de régir les relations entre la juridiction supranationale et les juridictions des États membres non contractants à la JUB[872]. Les décisions rendues par la JUB sont reconnues et exécutées dans les États membres non contractants et réciproquement, les décisions provenant des juridictions des États membres non contractants sont reconnues et exécutées dans les États membres contractants à la JUB. Les parties intéressées qui entendent s'opposer à la reconnaissance ou l'exécution peuvent le faire si une des causes de refus limitativement énumérées est susceptible de s'appliquer. À titre d'exemple, l'ordre portant sur l'inspection des lieux situés en Pologne, émis par la JUB devra être exécuté par les autorités polonaises, même si la Pologne n'est pas un État membre contractant. En ce qui concerne la question de la reconnaissance et d'exécution des décisions de la JUB au sein des États membres contractants, c'est l'AJUB qui régit ces questions[873] et non pas le Règlement Bruxelles I bis[874].

250. Facilité — L'application du Règlement Bruxelles I bis sous cette acception permet de faciliter les relations entre les juridictions des États membres et apporte une sécurité juridique nécessaire. Il est peu probable que l'application de cette règle par la JUB puisse susciter des interrogations particulières susceptibles d'un renvoi préjudiciel.

---

[871] Art. 45 de *Ibid.*

[872] Art. 71 quinquies de « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4 ; ASENSIO Pedro A. De Miguel, « The Unified Patent Court Agreement and the Amendment to the Brussels I Regulation (Recast) », in *Luci e ombre del nuovo sistema UE di tutela brevettuale.The EU patent protection lights and shades of the new system*, Giappichelli, 2014, p. 167-169.

[873] En particulier, l'art. 82 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[874] Art. 71 quinquies (2) de « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4: "Cependant, en cas de demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision rendue par une juridiction commune dans un État membre partie à l'instrument instituant la juridiction commune, toute règle dudit instrument relative à la reconnaissance et à l'exécution s'applique en lieu et place de celles du présent règlement ».

251. Transition — Les règles prévues par le Règlement Bruxelles I bis en lien avec la compétence juridictionnelle, la reconnaissance et l'exécution des décisions connaissent une application bien établie. Leur application à la JUB ne semble pas susciter davantage des difficultés. Or, ce n'est pas le cas des règles régissant les litiges parallèles et connexes qui peuvent susciter des interrogations quant à leur application par la JUB.

B. Les règles lis pendis et connexité à application polémique

252. Plan — Contrairement aux règles précédemment traitées, qui ne semblent pas poser des difficultés d'application particulières, les règles relatives à la litispendance et la connexité (**1°**) peuvent poser des difficultés d'application, en particulier lors de la période transitoire lors de laquelle le contentieux des brevets européens demeura soumis à la compétence concurrente des juridictions nationales et de la JUB (**2°**).

1° Le cadre juridique général

253. Litispendance — Le cas de litispendance vise une hypothèse dans laquelle deux juges des États membres différents sont saisis d'un litige qui a le même objet, la même cause et se présente entre les mêmes parties[875]. Dans cette hypothèse, la juridiction saisie en second est tenue de sursoir à statuer en attendant la décision sur la compétence de la première juridiction. Si la première juridiction saisie se déclare compétente, la seconde juridiction doit se dessaisir en faveur de la première. Au contraire, si la première juridiction se déclare incompétente pour connaître le litige, la seconde juridiction pourra le connaître si elle est compétente. En matière du contentieux relatif à la validité de brevet, l'application des règles de la litispendance ne compromet pas la compétence exclusive de la juridiction saisie. Si la première juridiction saisie n'a pas de compétence pour connaître la question de la validité, c'est seulement la juridiction qui dispose d'une compétence exclusive qui pourra s'y prononcer.

254. Précisions jurisprudentielles — La CJUE a pu préciser les contours d'application de cette disposition dont les conditions d'application constituent des notions autonomes et doivent,

[875] Art. 29 de « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

dès lors, être interprétées indépendamment des interprétations prévues par les droits nationaux[876]. Dans son arrêt Tatry[877], elle a, tout d'abord, précisé que la notion « mêmes parties » doit s'entendre strictement. Si les parties à la seconde procédure coïncident seulement partiellement avec les parties à la procédure engagée devant la première juridiction, la litispendance pourra jouer qu'à l'égard des parties qui sont les mêmes dans les deux procédures. La juridiction, saisie, en second lieu, pourra connaître la partie du litige concernant les parties qui ne sont pas les mêmes[878]. On peut noter que cette solution en apparence stricte pourra, en pratique, être atténuée par le jeu des règles de connexité. Ensuite, s'agissant la notion « même objet », elle renvoie au but de la demande[879]. Cette approche est, dès lors, particulièrement souple dans la mesure où elle n'implique pas une identité formelle des demandes[880]. La notion « même cause », quant à elle, comprend les faits et la règle juridique invoqués comme fondement de la demande[881]. Par rapport au contentieux des brevets, on peut rappeler que les actions en contrefaçon et l'action de déclaration de non-contrefaçon ont, en principe, une même cause. La solution qui encourage la technique des « torpilles » où la juridiction saisie en premier pour connaître la question de la non-contrefaçon devra se prononcer prioritairement sur sa compétence par rapport à la juridiction saisie en deuxième lieu sur le fondement de la contrefaçon[882]. Par contre, s'il s'agit d'une demande relative au même brevet européen, mais les litiges soumis à deux juridictions portent sur des parties différentes, la cause de l'action ne sera pas la même[883].

255. Connexité — La connexité tend à faciliter la bonne administration de justice[884], mais contrairement à la litispendance, elle n'est pas un mécanisme obligatoire pour le juge saisi. La connexité vise la situation où les deux juridictions des États membres sont déjà saisies. S'il existe entre deux litiges « un rapport si étroit qu'il y a un intérêt à les instruire et à les juger en même temps afin d'éviter des solutions qui pourraient être inconciliables si les causes étaient jugées

---

[876] CJCE, 8 déc. 1987, aff. 144/86, Gubisch Maschinenfabrik KG c. Giulio Palumbo, ECLI:EU:C:1987:528, pt. 11.
[877] CJCE, 6 déc. 1994, C-406/92, Tatry c. Maciej Rataj, ECLI: ECLI:EU:C:1994:400.
[878] *Ibid.*, pt. 34.
[879] *Ibid.*, pt. 41.
[880] HAFTEL Bernard, *Droit international privé*, Dalloz, 2023, n° 225, p. 128.
[881] CJCE, 6 déc. 1994, C-406/92, Tatry c. Maciej Rataj, ECLI: ECLI:EU:C:1994:400, pt. 39.
[882] OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », 2022 n° 45, p. 18.
[883] *Ibid.* n° 43, p. 18.
[884] HAFTEL Bernard, *Droit international privé*, Dalloz, 2023, n° 228, p. 129.

séparément[885] », la juridiction saisie en second lieu dispose d'une faculté de sursoir à statuer. Comme déjà mentionnée, la CJUE interprète strictement la condition des décisions inconciliables à l'égard des brevets européens dans leurs différentes parties nationales dans le cas de la présence des codéfendeurs situés dans différents États membres. Le titulaire des droits ne peut pas poursuivre plusieurs sociétés étrangères ainsi qu'une société locale devant un tribunal national, si chaque défendeur est poursuivi sur la base d'une partie nationale différente du même brevet européen. Dans ce cas, les jugements rendus dans des procédures distinctes ne peuvent être contradictoires, parce que les parties nationales d'un brevet européen sont régies par le droit national de cette juridiction[886].

256. Transition — Le cadre juridique applicable à la litispendance et à la connexité pourra susciter des difficultés d'application à l'aune de la JUB.

2° Les potentielles difficultés d'application

257. Application à la JUB — Le Règlement 542/2014 étend l'application des règles relatives à la litispendance et connexité à la JUB[887], en premier lieu, dans ses relations avec les États membres non contractants[888]. En second lieu, dans ses relations avec les États membres contractants pendant la période transitoire[889]. La précision de l'application de ces dispositions à la période transitoire emporte des conséquences pratiques importantes dans la mesure où le contentieux parallèle entre les juridictions nationales et la JUB demeure inévitable à l'égard des brevets européens dits « classiques ».

---

[885] Art. 30 de « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

[886] CJCE, 13 juill. 2006, C-539/03, Roche Nederland BV et a. c Frederick Primus et Milton Goldenberg, ECLI:EU:C:2006:458, pt. 41 ; CJUE, 12 juill. 2012, C-616/10, Solvay SA contre Honeywell Fluorine Products Europe BV et a., ECLI:EU:C:2012:445, pt. 30.

[887] CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 341.

[888] Art. 71 quater (1) de « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.

[889] Art. 71 quater (2) de *Ibid.*

258. Hypothèses d'absence de conflit — Il existe un certain nombre des hypothèses où la question de la litispendance ou de connexité ne pourra pas être invoquée. Ce sont des situations où la JUB dispose de la compétence exclusive pour connaître le litige. Il s'agit de contentieux de validité ou de contrefaçon relatif aux brevets européens à effet unitaire. Si une juridiction d'un État membre non contractant est saisie d'une telle question, elle devra se déclarer incompétente en faveur de la JUB. Au contraire, pour toutes les questions qui échappent à la compétence de la JUB, comme la question de la validité ou contrefaçon d'un brevet européen qui a fait l'objet d'un opt-out[890], de la concurrence déloyale, des contrats liées aux inventions des salariés ou certaines licences, c'est bien les juridictions nationales qui sont seules pour les connaître. Si la JUB se trouve saisie d'une telle question, elle devra se dessaisir en faveur de la juridiction nationale compétente.

259. Cas particulier des brevets européens — Il existe cependant une hypothèse où la compétence de la JUB se trouve concurrencée par celle des États membres non contractants. C'est le cas des brevets européens dit classiques. Si le brevet européen n'a pas fait l'objet d'un opt-out, le contentieux relatif à la contrefaçon ou la validité peut être soulevé soit devant la juridiction nationale, soit devant la JUB pendant la durée de la période transitoire[891]. Dans son principe, l'éventuelle situation de litispendance devrait être réglé par l'application des règles du Règlement Bruxelles I bis[892]. Ainsi, si la contrefaçon d'un brevet européen est invoquée en premier lieu devant une juridiction nationale allemande et en second lieu devant la JUB, c'est la JUB qui devrait sursoir à statuer en attendant la décision de la juridiction allemande sur sa compétence internationale pour connaître le litige. Or, ce scénario simple ne reflète guère des difficultés liées au contentieux des brevets européens qui ne constituent pas un titre unifié, mais se décomposent en faisceaux des brevets nationaux. De surcroît, l'action en validité de brevet n'a pas la même cause que l'action en contrefaçon, de ce fait des contentieux parallèles sur ces deux points, qui en pratique sont fortement liés, peuvent surgir. Nous pouvons ainsi imaginer différentes hypothèses qui peuvent se présenter.

---

[890] Sur l'opt out, V. *infra*, n°501 et s..

[891] Art. 83 (1) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[892] TREPPOZ Edouard, « La Juridiction unifiée du brevet – Étude de droit international privé », *Propr. Industr.,* ét. 10, 2023 n° 6.

260. Hypothèse 1 : JUB saisie en premier — Dans la première hypothèse, c'est la JUB qui est saisie en premier d'un litige. Si ce litige porte sur l'action en contrefaçon pour le brevet européen qui n'a pas fait l'objet d'un opt-out, la JUB est compétente pour connaître le litige et la juridiction nationale saisie, en second lieu, doit décliner sa compétence. Si la JUB est saisie d'une demande de non-contrefaçon d'un même brevet, la juridiction nationale saisie d'une demande de contrefaçon de ce brevet devra se dessaisir, dans la mesure où la cause des actions est la même. Si la JUB est saisie d'une demande de nullité d'un brevet européen, la juridiction nationale saisie d'une demande opposant les mêmes parties et portant sur les mêmes parties du brevet européen devra se dessaisir en faveur de la JUB. Si, toutefois, la seconde demande ne remplit pas des conditions d'identité de cause et des parties, ce sont des règles de connexité qui éventuellement pourraient s'appliquer. À défaut, il existera un risque des décisions contradictoires, si la JUB déclare le brevet européen invalide et la juridiction nationale valide pour la partie nationale concernée. Si une action en contrefaçon est engagée devant la JUB, il est possible qu'une action en nullité devant une juridiction nationale soit engagée, mais cette dernière ne pourra se prononcer que sur la validité pour la partie nationale concernée.

261. Hypothèse 2 : Juridiction nationale saisie en premier — Si c'est la juridiction nationale qui est saisie en premier lieu, la JUB devra se dessaisir de toute question qui relève de la compétence de la juridiction saisie en premier lieu. Si cette dernière est saisie d'une question de la contrefaçon ou non-contrefaçon et correspond à la juridiction du lieu du domicile du défendeur, elle aura la compétence pour connaître le litige dans son intégralité, la JUB devra se dessaisir. Si la juridiction nationale saisie d'une question de contrefaçon correspond au lieu de la matérialisation du dommage, le juge national pourra se prononcer uniquement sur les faits correspondant à son territoire national. Cette compétence n'exclut pas la compétence de la JUB pour connaître le litige pour les autres États. La question qui demeure en suspens est celle de savoir s'il sera possible de découper territorialement la demande en excluant les États membres où la juridiction de la JUB est bloquée. En principe, la réponse est négative[893], néanmoins un certain éclairage de la part de la CJUE serait le bienvenu.

[893] OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », 2022 n° 98, p. 28.

262. Hypothèse 3 : La contrefaçon et la validité devant juridictions séparées — Si l'action en nullité est intentée devant la JUB, la juridiction nationale ne pourra pas s'y prononcer. Par conséquent, si la juridiction nationale est saisie d'une question de la contrefaçon, elle ne pourra pas connaître une demande reconventionnelle en nullité. La juridiction nationale pourrait sursoir à statuer en attendant la décision de la JUB si la connexité était retenue. Si l'action en nullité est intentée devant la juridiction nationale et la JUB est saisie d'une question de la contrefaçon, elle pourra se prononcer sur la validité d'autres parties du brevet européen que celle contestée devant la juridiction nationale. Cette solution demeure insatisfaisante dans son application, il est difficile d'imaginer comment la JUB pourra séparer les demandes de validité concernant les territoires différents[894]. La compétence de la JUB pour connaître le contentieux entier serait plus appropriée[895].

263. Hypothèse 3 : Exemple d'application devant la JUB — Au mois de juillet 2024, la division locale de Paris avait rendu la décision dans l'affaire DEXCOM c. ABBOTT[896] qui impliquait une définition du champ de compétence de la JUB. En l'espèce, la demande de contrefaçon soumise à la JUB est dirigée à l'encontre de dix défendeurs représentant un groupe ABBOTT. Parmi les défendeurs figurent la société mère située aux États-Unis ainsi que huit distributeurs des produits dans les États membres de l'UE tels que, France, Belgique, Pays-Bas, Italie, Suède et Allemagne. Or, avant la date de la saisine de la division de la JUB, soit le 7 juillet 2023, la juridiction allemande fut déjà saisie à l'égard des trois défendeurs pour des faits de contrefaçon, ce qui était pris en considération par le demandeur en action. Comme on l'a pu déjà le signaler, devant les juridictions nationales allemandes, les questions de validité et de contrefaçon sont traitées par des juridictions séparées. La question de compétence, certes, ne s'est pas posée en termes de contrefaçon, en revanche, c'était le cas pour la nullité du titre. Or, le Tribunal fédéral des brevets (Bundespatentgericht) a été saisi, le 9 mai 2023, de la nullité de la

---

[894] CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 342-343.

[895] Sur une hypothèse complémentaire du contentieux contractuel et celui de validité, V. analyse : CHIARINY Anne-Catherine, « JUB et juridictions nationales : entre concurrence et conflits », *Propr. Industr.,* 2023, p. 15-16, n° 25.

[896] JUB, LD Paris, DexCom. Inc. c. Abbott Laboratories e. a., 04/07/2024, UPC_CFI_230/2023, ORD_37297/2024.

partie allemande du brevet, en parallèle, la juridiction au Royaume-Uni a pu déjà se prononcer sur la révocation de la partie anglaise du même brevet. Dans ce contexte, la division locale de Paris a dû se prononcer sur sa compétence à l'égard de la validité du brevet européen dans sa partie allemande. Cette question fut soulevée par le demandeur dans son mémoire en défense à la demande reconventionnelle en nullité soulevée par la défenderesse. Tout d'abord, la JUB dans son raisonnement souligne qu'il incombe aux parties de définir leur litige. Le fait que le demandeur avait limité sa demande en contrefaçon par rapport aux trois défendeurs pour la partie allemande du brevet européen pour tenir compte du litige déjà soumis à la juridiction nationale ne signifie pas que les autres défendeurs ne peuvent solliciter l'annulation du brevet pour la partie allemande[897], vu que la demande formée devant la JUB porte sur l'ensemble du territoire des États membres contractants. Une telle restriction n'est pas explicitement posée par l'AJUB. Ensuite, la JUB analyse les faits précis soit la saisine par un des dix défendeurs du Tribunal fédéral de la demande nullité du brevet dans sa partie allemande le 9 mai 2023. La demande reconventionnelle en nullité de la même partie du même brevet avait été formée devant la JUB le 14 novembre 2023. La JUB précise que les deux actions sont connexes dans la mesure où elles impliquent le même brevet et deux parties sur onze sont les mêmes[898]. Dans cette situation, la seconde juridiction saisie dispose d'une faculté de sursoir à statuer. En l'espèce, la JUB prend en considération les délais annoncés par le Tribunal allemand, soit l'audience qui est prévue au mois de janvier 2025, pour constater que cette date est bien ultérieure à celle de la décision rendue par la JUB. Ainsi, en appliquant les principes d'efficacité, l'objectif des décisions rapides ainsi qu'en tenant compte de l'intérêt de la bonne administration de justice, la JUB décide de ne pas sursoir à statuer et de ne pas décliner sa compétence en faveur du tribunal allemand[899]. Elle se déclare ainsi compétente pour se prononcer sur la validité du brevet dans l'ensemble des États membres contractants, conformément à la demande reconventionnelle formulée en ce sens. La JUB, en l'espèce, après avoir vérifié les conditions de brevetabilité, conclut par la nullité du brevet concerné pour l'ensemble des États membres contractants.

264. Renvoi souhaitable — Au vu des différentes hypothèses mentionnées et des difficultés de la conciliation des compétences respectives des juridictions nationales et de la JUB, il serait

---

[897] *Ibid.*, p. 13, part. 9.4.
[898] *Ibid.*, p. 14, pts. 10.4.
[899] *Ibid.*, p. 14, pts. 10.5 et 10.6.

opportun que la CJUE puisse se prononcer sur l'application, en particulier des règles de la connexité dans le contexte du contentieux des brevets européens. Une approche plus souple permettrait d'assurer davantage de cohérence dans la gestion des contentieux parallèles entre les différentes juridictions. Il est à noter que c'est, en particulier, la période transitoire qui suscite des difficultés liées à la compétence concurrente. Cette période est temporaire et va durer, en principe, sept ans[900]. Au-delà de cette période, les conflits de compétence devraient être régis de manière plus simple, au vu du fait que la JUB aura la compétence exclusive pour connaître le contentieux relatif à la contrefaçon et validité des brevets européens dits « classiques ».

265. Renvoi loi d'être imaginaire — Au mois du septembre 2024, la Cour d'appel de la JUB avait refusé de former un renvoi préjudiciel à la CJUE sur le fondement des règles portant sur la litispendance et connexité. Ce refus était lié au fait qu'était concernée en cause la notion de « mêmes parties », qui avait déjà fait l'objet de la jurisprudence de la CJUE. De surcroît, en l'espèce, il n'y avait aucun doute légitime sur son application. Les parties dans les deux litiges parallèles n'avaient pas été les mêmes. Le premier contentieux portant sur l'invalidité, soumis à la juridiction allemande, opposait les sociétés Nokia Solutions et Mala. Or, devant la JUB, l'action en révocation introduite devant la division centrale à Paris opposait Nokia Technologie à Mala.

266. Transition — Le Règlement 542/2014 ne se contente pas d'intégrer la JUB dans le cadre juridique déjà établi, mais apporte également son lot des nouveautés applicables uniquement aux juridictions communes, soit la Cour de Benelux et la JUB.

§2 : La création des règles spéciales nouvelles

267. Plan — S'agissant du Règlement Bruxelles I bis, au-delà d'une simple intégration de la JUB dans le cadre du Règlement européen, de nouvelles règles spécifiquement imaginées pour la JUB avaient été prévues. Leur présence n'est pas anodine et on peut s'attendre à ce qu'au vu de leur caractère novateur, elles puissent susciter de difficultés d'interprétation. Concrètement, deux règles méritent une attention, d'une part l'extension des règles du Règlement Bruxelles I bis aux

[900] Art. 83 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

défendeurs domiciliés hors UE (**A**), d'autre part, la règle portant sur la réparation du préjudice subi hors UE (**B**).

A. L'extension des règles aux défendeurs domiciliés hors UE

268. Plan — Après avoir défini l'étendue de l'extension des règles aux défendeurs domiciliés hors l'UE (**1°**), nous allons évaluer l'impact de ces règles sur les activités de la JUB (**2°**).

1° L'étendue de l'extension des règles aux défendeurs domiciliés hors UE

269. Principe — En principe, le Règlement Bruxelles I bis s'applique dans le cadre des litiges qui sont dirigés à l'encontre des ressortissants de l'UE. Cette règle s'applique naturellement en cas de compétence générale de la juridiction du lieu du domicile du défendeur[901] ainsi qu'en cas de compétences spéciales, liées tantôt à la compétence de la juridiction du lieu du fait dommageable[902] tantôt à la compétence en présence des codéfendeurs[903]. À l'égard des ressortissants des États tiers à l'UE, le Règlement opère un renvoi vers le droit national pour définir le cadre juridique applicable[904]. Or, en présence de la JUB, ce renvoi au droit national était considéré comme inopportun, il n'était, en effet, pas clair à quelle loi nationale convenait-il à se référer : à la loi nationale de la division saisie, à celle de la nationalité du déposant du brevet, ou bien, celle du lieu de la contrefaçon. L'application des lois nationales correspondantes aux différentes divisions de la JUB pourrait conduire à un *forum shopping* et un fractionnement du territoire avec des réponses non uniformes selon la loi nationale concernée[905]. Dans l'optique de la facilitation, le Règlement 542/2014 prévoit une règle spécifique à la JUB[906] qui étend

[901] Art. 4 (1) de « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.
[902] Art. 7 (2) de *Ibid.*
[903] Art. 8(1) de *Ibid.*
[904] Art. 6 (1) de *Ibid.*: "Si le défendeur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État membre, la compétence est, dans chaque État membre, réglée par la loi de cet État membre [...] ".
[905] CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 329.
[906] Applicable également à la Cour de Benelux.

l'application des règles classiques aux ressortissants des États tiers[907]. Autrement dit, là où traditionnellement la juridiction nationale va vérifier la solution donnée par la loi nationale, la JUB va appliquer le Règlement Bruxelles I bis[908].

270. Application conditionnée — L'application des règles du Règlement Bruxelles I bis par la JUB à l'égard des défendeurs domiciliés dans les États tiers à l'UE est conditionnée par l'absence d'application d'autres règles de compétence prévues par ce Règlement. Elle demeure, ainsi, subsidiaire[909]. Or, le Règlement Bruxelles I bis prévoit des cas dans lesquels la compétence juridictionnelle peut être définie sans considération du domicile du défendeur. Il s'agit de la compétence exclusive pour connaître le contentieux de validité des titres de la propriété industrielle[910] ainsi que de la compétence explicitement prévue par le contrat à travers la clause attributive de compétence[911]. L'application des règles étendues, spécifiques à la JUB, suppose qu'aucun autre chef de compétence n'avait pu s'appliquer pour définir la compétence juridictionnelle[912].

271. Extension applicable aux mesures provisoires — L'extension de compétence aux défendeurs non domiciliés dans les États membres de l'UE s'applique également à la disposition

---

[907] Sur l'application de la règle, V. VÉRON Pierre, « Extent of the Long-Arm Jurisdiction Conferred upon the Unified Patent Court by art. 71(b)(3) of the Brussels I Regulation as Amended by Regulation 542/2014 of May 15, 2014: Turkish Delight and a bit of Swiss Chocolate for the Unified Patent Court », *EIPR,* 37(9), 2015, p. 592-593 ; ASENSIO Pedro A. De Miguel, « The Unified Patent Court Agreement and the Amendment to the Brussels I Regulation (Recast) », in *Luci e ombre del nuovo sistema UE di tutela brevettuale.The EU patent protection lights and shades of the new system*, Giappichelli, 2014, p. 161-165.

[908] Art. 71 ter (2) du « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4 : « lorsque le défendeur n'est pas domicilié dans un État membre, et que le présent règlement ne confère pas autrement de compétence à son égard, le chapitre II s'applique, le cas échéant, indépendamment du domicile du défendeur. » ; Selon certains auteurs, cette extension des règles propre à la JUB peut être un critère significatif dans la décision de se prévaloir on non d'un opt-out, V. LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, « Application of Revised Rules on Jurisdiction under Brussels I Regulation to patent lawsuits », *JIPLP,* Vol. 10, n° 2, 2015, p. 138.

[909] ASENSIO Pedro A. De Miguel, « Regulation 542/2014 and the international jurisdiction of the Unified Patent Court », *IIC,*8, 2014, p. 875.

[910] Art. 24 (4) de « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

[911] Art. 25 de *Ibid.*

[912] CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 331.

spécifique liée à la compétence pour connaître des mesures provisoires. On peut rappeler qu'en vertu de l'art. 35 du Règlement Bruxelles I bis une juridiction d'un État membre peut prononcer les mesures provisoires ou conservatoires, même si une autre juridiction d'un État membre est compétente pour connaître du fond de l'affaire. À l'égard de la JUB, cette règle s'appliquera non pas seulement à l'égard des juridictions des États membres, mais également à l'égard de celles des États tiers[913]. À titre d'exemple[914], le titulaire du brevet européen validé au Royaume-Uni pourra demander une mesure provisoire devant la JUB, à l'encontre de la société américaine pour la violation de la partie britannique du brevet européen, même si les juridictions anglaises sont compétentes pour connaître du fond.

272. Transition — Après avoir tracé les contours de l'extension des règles traditionnellement applicables aux seuls ressortissants des États membres de l'UE et devant la JUB étendues aux ressortissants des États tiers, nous allons évaluer l'impact de ces règles.

2° L'impact mesuré de l'extension des règles aux défendeurs domiciliés hors UE

273. Impact de l'extension — La principale conséquence de l'extension de la compétence est ce qui couramment est appelé « long arm juridiction » de la JUB, qui pourra connaître des litiges impliquant les défendeurs non ressortissants de l'UE. Par exemple, si la contrefaçon d'un brevet européen validé en France a lieu en France, et le prétendu contrefacteur est domicilié au Japon. La juridiction nationale française devra appliquer sa loi nationale pour décider si elle est compétente pour connaître ce litige. Si dans les mêmes circonstances de fait la JUB est saisie, elle pourra se déclarer compétente sur le fondement de l'article 7(2) du Règlement Bruxelles I bis. On peut constater que la solution proposée a le mérite d'apporter une solution simple[915], uniforme et cohérente à l'égard de la nouvelle juridiction supranationale.

274. Impact mesuré — Cette solution, cependant, demeure d'application subsidiaire. Or, dans la majorité de contentieux soumis à l'appréciation de la JUB, le Règlement Bruxelles I bis

---

[913] Art. 71 ter (2) de « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4 : « [...] Des mesures provisoires, y compris conservatoires, peuvent être demandées à une juridiction commune même si les juridictions d'un État tiers sont compétentes pour connaître du fond ».

[914] CAMPOLINI Philippe, *op. cit.*, p. 334.

[915] *Ibid.*, p. 332.

va apporter la solution sur la compétence internationale de la juridiction sans que les règles étendues doivent être engagées. Cela sera le cas, par exemple du contentieux de validité qui relèvera de la compétence exclusive, quel que soit le domicile du défendeur. De même, au regard de la compétence liée au lieu de la contrefaçon, on peut s'attendre à ce que le prétendu contrefacteur ait sur le territoire des États membres de l'UE un établissement où il fabrique ou commercialise les produits litigieux. Dans ce cas, la, c'est bien l'article 7(2) du Règlement Bruxelles I bis qui apportera la réponse à la compétence sans que son extension soit nécessaire.

275. Doute — On peut relever également que l'application des règles du Règlement Bruxelles I bis aux défendeurs domiciliés dans les États tiers à l'UE, s'applique si la JUB considère que « les règles sont appropriées[916] » pour les matières pour lesquelles elle a été déclarée compétente. Il demeure à voir la définition que va retenir la JUB de cette notion des cas appropriés, le cas échéant, l'application de cette règle pourra faire l'objet d'un renvoi préjudiciel afin que la CJUE se prononce sur les contours de cette notion[917].

276. Transition — Aux côtés de l'extension des règles prévues par le Règlement Bruxelles I bis aux ressortissants des États tiers, une disposition controversée portant sur la réparation du préjudice est prévue à l'égard de la JUB.

B. La disposition controversée sur la réparation du préjudice subi hors UE

277. Nouveauté — Le Règlement 542/2014 avait prévu une disposition spécifique relative à la réparation du préjudice subi hors UE. Or, contrairement au cas précédent, où les règles habituellement connues des législateurs et juges nationaux avaient été étendues dans leur application, la question de la réparation du préjudice est entièrement nouvelle. Il n'existe donc pas un équivalent de cette disposition qui serait applicable par les juridictions nationales.

278. Règle prévue — Dans le cadre d'application de la compétence élargie à l'égard des défendeurs domiciliés dans des États tiers, la JUB pourra avoir la compétence pour connaître la question de préjudice subi à l'intérieur de l'UE du fait de la contrefaçon de brevet européen ainsi

---

[916] Cons. 6 de « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.
[917] CAMPOLINI Philippe, *op. cit.*, p. 332.

que de préjudice entrainé par cette contrefaçon à l'extérieur de l'UE[918]. Cette compétence est subordonnée à la condition que les biens du défendeur soient situés dans un État membre contractant ainsi que le litige présente un lien suffisant avec un tel État membre[919].

279. Conditions d'application — Pour que cette disposition s'applique, il convient, tout d'abord, que le défendeur soit domicilié dans un État tiers à l'UE et à la convention de Lugano[920]. Dans un cas contraire, c'est bien le Règlement Bruxelles I bis ou la Convention de Lugano qui vont apporter la réponse à la question de la compétence juridictionnelle. En deuxième lieu, il faut que la JUB soit saisie d'une action en contrefaçon. L'action en validité étant exclue d'application de cette disposition. A contrario, on peut souligner que cette disposition s'applique uniquement aux juridictions communes et non pas aux juridictions nationales. Il existera pendant la période transitoire une différenciation de traitement selon la juridiction saisie, nationale ou la JUB, de la question de l'action en contrefaçon du brevet européen dit « classique ». En troisième lieu, il faut que le préjudice subi du fait de la contrefaçon soit identifié à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE. En ce sens, cette disposition s'écarte de l'analyse traditionnelle menée sur le fondement de l'art 7(2) du Règlement Bruxelles I bis qui mène à l'approche mosaïque[921]. À savoir, dans le cadre de l'application de cette disposition, le juge saisi ne peut se prononcer que sur le préjudice subi sur son territoire national. Or, dans l'hypothèse du défendeur domicilié dans un État tiers, la JUB pourra se prononcer sur le préjudice subi non pas seulement dans le territoire de l'UE, mais en plus dans celui extérieur à l'UE. En outre, le critère de du préjudice subi n'est pas clair. Or, traditionnellement le préjudice subi est apprécié à la suite de la décision constatant la violation du droit de propriété. Il demeure à définir si la compétence prévue par cette disposition porte sur la compétence juridictionnelle telle quelle ou a des contours réduits en se limitant à seule question

---

[918] Art. 71 ter (3) de « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.

[919] Sur « long-arm jurisdiction », V. VÉRON Pierre, « Extent of the Long-Arm Jurisdiction Conferred upon the Unified Patent Court by art. 71(b)(3) of the Brussels I Regulation as Amended by Regulation 542/2014 of May 15, 2014: Turkish Delight and a bit of Swiss Chocolate for the Unified Patent Court », *EIPR,* 37(9), 2015, p. 593-595 ; STOTHERS Christopher, « Rosbif on the menu? The UPC's "mildly exorbitant" long-arm jurisdiction », *EIPR,* 45(5), 2023, p. 245-251.

[920] Comme souligné par Maître Véron, « l'incidence de la convention de Lugano de 2007 est que la JUB peut potentiellement savourer le goût des friandises turques, mais qu'elle peut n'autoriser qu'une petite quantité de chocolat suisse » VÉRON Pierre, *op. cit.*, p. 596.

[921] OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », 2022 n° 61, p. 21 ; VÉRON Pierre, *op. cit.*, p. 595.

des mesures réparatrices. En quatrième lieu, il convient de rechercher si les biens du défendeur sont situés dans un État membre contractant à la JUB. Il est à noter que ces biens doivent avoir une valeur permettant au moins en partie l'exécution de la décision dans les États membres contractants[922]. En dernier lieu, la JUB devra vérifier si le litige présente un lien suffisant avec l'État membre contractant où sont situés les biens du défendeur. Un tel lien pourra être retenu, par exemple, si le demandeur est domicilié dans cet État membre ou que les éléments de preuve relatifs au litige y sont disponibles[923].

280. Complexité — Face à des conditions si nombreuses et complexes, il convient de constater que l'application de cette disposition est loin d'être évidente. Il est, en effet, difficile d'imaginer des faits d'espèce qui auraient pu permettre à la JUB de recourir à cette disposition. De surcroît, au-delà d'être subsidiaire[924], cette règle est d'application soumise à l'appréciation souveraine des juges de la JUB. Comme en témoigne le recours au verbe pouvoir, « la juridiction peut ». Selon Maître CAMPOLINI, cette règle devrait être vue comme une règle complémentaire, dans la mesure où il existe un lien direct entre l'alinéa 2 de l'article 71 ter portant sur la compétence à l'égard des défendeurs des États tiers et l'alinéa 3 portant sur la réparation de préjudice. La seconde, ne s'appliquant que dans les cas où la juridiction a déjà la juridiction établie sur le fondement de l'alinéa 2[925]. On peut noter que le projet présenté par la Commission distinguait bien l'application des deux alinéas et avait un énoncé plus général dans la mesure où était en question la compétence juridictionnelle telle quelle et non pas seule question de la réparation du préjudice[926]. On peut, dès lors, regretter que la version plus claire de l'article telle que proposée en 2013 n'ait pas pu être retenue.

---

[922] Cons. 7 de « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.

[923] Cons. 7 de *Ibid.*

[924] Cons. 7 de *Ibid.*

[925] CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 335.

[926] Art. 71 ter (3) de « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », 26.7.2013, COM(2013) 554 final : « 3. Lorsque le défendeur n'est pas domicilié dans un État membre et qu'aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en vertu du présent règlement, le défendeur peut être attrait devant la juridiction commune si: a] le défendeur possède des biens dans

281. Application non évidente — Si on écarte toutes les hypothèses où la juridiction de la JUB pourra être établie à travers le jeu des règles du Règlement Bruxelles I bis. Force est de reconnaître qu'il est difficile d'imaginer le concours des faits susceptibles d'entrer dans le champ d'application de la disposition spéciale dédiée à la réparation du préjudice subi. En outre, à supposer que les conditions d'application de cette disposition soient réunies, la difficulté tenant à la demande reconventionnelle de nullité pourra susciter à son tour des interrogations complémentaires. Par exemple[927], le défendeur britannique produit des biens qui relèvent des revendications d'un brevet européen détenu par la société suisse est validé dans l'ensemble des États de l'OEB. Le défendeur possède un entrepôt à Dublin où se trouvent des biens qu'il commercialise. Les biens litigieux sont commercialisés en Irlande, en France, en Espagne, au Royaume-Uni et en Turquie. Dans le cadre d'une action en contrefaçon, les juridictions nationales des États membres ne peuvent pas appliquer le Règlement Bruxelles I bis dans la mesure où le défendeur est domicilié dans un État tiers à l'UE. Par contre, si la JUB est saisie d'une question de contrefaçon, elle pourra appliquer les règles du Règlement Bruxelles I bis sans considération du domicile du défendeur. En l'occurrence, la contrefaçon a lieu dans des États contractants à la JUB — l'Irlande et la France. Elle aura la compétence pour connaître la contrefaçon dans ces États. La question se pose de la compétence pour connaître les faits dans les États tiers, soit le Royaume-Uni et la Turquie. C'est à ce moment-là que la question de la disposition spécifique propre au préjudice subi pourra être analysée par la JUB. Elle devra vérifier les conditions d'applications, en particulier l'existence d'un lien suffisant avec le territoire d'un État membre contractant où se trouvent les biens appartenant au défendeur. Il incombera à la JUB d'apprécier la valeur des biens situés sur le territoire irlandais, soit dans l'entrepôt de Dublin et leur lien avec la contrefaçon. Si un tel lien existe, la JUB pourra se déclarer compétente pour se prononcer sur le préjudice subi par le titulaire du droit dans ces États. Il existe, cependant, un risque qu'une demande reconventionnelle en nullité soit présentée par le défendeur. La JUB n'a pas de

---

un État membre partie à l'accord instituant la juridiction commune; b) la valeur desdits biens n'est pas insignifiante par rapport à celle de la créance; c] le litige revêt un lien suffisant avec l'État membre partie à l'accord instituant la juridiction commune » ; VÉRON Pierre, « Extent of the Long-Arm Jurisdiction Conferred upon the Unified Patent Court by art. 71(b)(3) of the Brussels I Regulation as Amended by Regulation 542/2014 of May 15, 2014: Turkish Delight and a bit of Swiss Chocolate for the Unified Patent Court », *EIPR,* 37(9), 2015, p. 594 ; ASENSIO Pedro A. De Miguel, « Regulation 542/2014 and the international jurisdiction of the Unified Patent Court », *IIC,*8, 2014, p. 876-879.

[927] Exemple inspiré de OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », 2022 n° 69, p. 22-23.

compétence pour se prononcer sur une telle demande à l'égard des États tiers. Ce qui signifie qu'elle pourrait se prononcer sur la validité des parties irlandaises et françaises du brevet européen, mais non pas sur la validité des parties turque et suisse. Les textes européens ne prévoient pas la solution pour cette question, la solution la plus probable serait de sursoir à statuer en attendant les décisions suisses ou turques ou bien de se prononcer sur la contrefaçon et la validité du brevet sur le territoire des États membres contractants et mettre en suspens l'analyse des faits relatifs aux parties turques et suisses dans l'attente de la décision sur la validité[928]. Au contraire, la contrefaçon commise en Espagne, l'État membre non contractant, semble écartée du jeu d'application des dispositions proposées. Ainsi, seules les juridictions espagnoles sont a priori compétentes pour connaître le litige. Ce qui, en somme, crée une situation étrange où la JUB pourra se prononcer sur les faits à l'extérieur de l'UE, mais non pas à l'intérieur. Au vu de la haute complexité de ce dispositif et du fractionnement du litige tant de validité que de la contrefaçon, il est possible que la JUB va privilégier de recourir à cette disposition à titre très exceptionnel.

282. Renvoi souhaitable, mais rare — Si la JUB décide de recourir à cette disposition, il serait intéressant à ce que la CJUE se prononce sur les contours de son application. En particulier, sur la question de savoir comment devrait-on définir la notion du lien suffisant et comment les juges devraient-ils traiter le cas de la demande reconventionnelle en nullité du brevet européen dans la partie correspondant à l'État tiers de l'UE. Or, force est de reconnaître qu'en théorie il est difficile d'imaginer une situation des faits qui entrerait dans le champ d'application de cette disposition. En pratique, il peut s'avérer qu'il va falloir attendre quelques années à ce que des faits si spécifiques soient soumis à la JUB pour qu'elle engage cette disposition spécifique.

[928] En ce sens, VÉRON Pierre, *op. cit.*, p. 596.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

« (…) *la coopération judiciaire est, s'agissant des litiges transfrontaliers, bien souvent plus utile et nécessaire que l'unification proprement dite des règles de procédure. Toutefois (...) cette méthode reste partiellement lacunaire et, partant, susceptible de générer des difficultés, lorsque le droit interne de procédure, non unifié, ne permet pas de combler les lacunes de l'instrument communautaire* »[929].

283. Apport certain — L'intégration ou l'adaptation des règles de la coopération judiciaire au « paquet brevet unitaire » n'est pas négligeable. L'apport des règles, certes quelque peu éparpillées dans les instruments variés, est notable. On note que ces instruments vont, avant tout, permettre d'assurer la continuité de l'application du droit entre les États membres contractants et non contractants à la JUB. Les règles du droit de l'UE permettent également aux juges de la JUB d'avoir un certain noyau commun des règles déjà bien connues dans leurs juridictions nationales respectives.

284. Rôle de la CJUE — Notre interrogation première portait sur le rôle que pourra jouer la CJUE dans l'interprétation des dispositions découlant de la coopération judiciaire par la JUB. Dans le cadre d'une étude des trois instruments européens, le constat qu'on a pu faire est tel que nous avons pu identifier les différentes thématiques pour lesquelles le renvoi préjudiciel serait souhaitable. Il existe un certain nombre des freins à cette compétence, chacun étant propre à l'instrument concerné.

285. Frein lié à un recours pratique rare — En premier lieu, nous avons pu analyser les règles relatives à l'obtention des preuves au sein des États membres. Bien que cet instrument présente un fort potentiel pratique, il connaît, curieusement, une application nationale assez rare. Cet état des choses ne semble pas pouvoir changer à l'aune de la JUB, qui potentiellement, pourra privilégier les moyens d'obtention de preuves directes plutôt que de recourir au Règlement concerné.

---

[929] BOULARBAH Hakim, « Le cadre général des règles communautaires en matière de procédure civile: coopération judiciaire, droit judiciaire européen et droit processuel commun », in *Le Droit processuel et Judiciaire Européen*, 2003, p. 177-178.

286. Frein lié au champ d'application flexible de l'instrument européen — En deuxième lieu, nous avons pu traiter la question d'un potentiel renvoi préjudiciel par rapport à l'application du Règlement « notification et signification des actes ». Nous avons pu constater que les règles propres à la JUB s'inscrivent dans une approche qui va au-delà des dispositions européennes, ce qui pourrait éventuellement ouvrir la porte à un éventuel renvoi préjudiciel. Toutefois, au vu du fait que le règlement européen apporte des règles d'application flexible en laissant le soin aux législateurs nationaux de sélectionner des solutions les plus adaptées pour arriver à l'objectif promu par le législateur européen, ainsi que le fait que jusqu'alors ce règlement n'a pas connu d'une jurisprudence riche, on peut supposer que cet état des choses va perdurer à l'aune de la JUB.

287. Frein lié à la présence de la situation des faits spécifique — En troisième lieu, nous avons pu traiter la question d'intégration des règles de la compétence, reconnaissance et exécution des décisions dans l'UE telles qu'harmonisées à travers le Règlement Bruxelles I bis. Cet instrument sera sans doute régulièrement appliqué par la JUB. Il existe deux sortes des dispositions qui s'appliquent dans le cadre des activités de la JUB. La première vise les règles classiques prévues par le Règlement qui vont s'appliquer à la JUB dans le cadre de ses relations avec les États membres non contractants. Force est de reconnaître que ces règles connaissent déjà une jurisprudence de la CJUE bien développée, l'avènement de la JUB ne semble pas *a priori* susciter des questionnements relatifs au revirement de cette jurisprudence. Le deuxième corps des règles, ce sont des règles nouvelles spécifiquement conçues pour la JUB. Au vu de leur nouveauté, la CJUE n'a pas pu s'y prononcer, et c'est là où nous avons pu identifier l'éventuel terrain pour le renvoi préjudiciel. Il convient, toutefois, de noter que la jurisprudence d'une manière générale de la CJUE en la matière se base sur de la casuistique et souvent il est difficile de la mettre en perspective[930]. Cette difficulté sera bien marquée par rapport à des dispositions nouvelles qui supposent une rencontre des faits assez spécifiques pour que les règles puissent s'appliquer. De surcroît, ces règles s'appliquent de manière subsidiaire, c'est-à-dire quand aucune autre règle n'apporte la solution à la question de la compétence juridictionnelle, les nouvelles dispositions peuvent s'appliquer.

[930] NOURISSAT Cyril, « Le droit international privé et le marché intérieur », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 169.

288. Concours de la CJUE souhaité — En somme, malgré les freins énoncés, on peut espérer qu'au vu de la complexité du système nouveau, en particulier, pendant la période transitoire, les juges de la JUB ne vont pas hésiter à solliciter le concours de la CJUE dans l'interprétation des règles européennes. Par rapport à la remarque de Maître BOULARBAH reproduite en ouverture de cette conclusion, on peut souligner qu'avantage indéniable de la JUB est d'apporter un cadre juridique procédural unifié pour la majorité du territoire de l'UE, qu'on espère à long terme va couvrir l'ensemble du territoire de l'UE. Ainsi, il n'est pas exclu que les pratiques procédurales retenues par la JUB soient une inspiration pour des législateurs nationaux afin d'unifier les droits procéduraux respectifs. Le concours de la CJUE serait, en ce sens, souhaitable, car les arrêts de la CJUE s'imposent à l'ensemble des juridictions nationales.

CONCLUSION DU TITRE 1

289. Richesse — Les règles d'application horizontale constituent une importante pierre à l'édifice de la construction du droit processuel du droit de l'UE. Les droits fondamentaux tels que consacrés par la Charte des DFUE imposent un standard procédural minimal applicable à toute procédure judiciaire impliquant l'application des droits de l'UE. Depuis 2009, la date de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui avait conféré un même pouvoir à la Charte des DFUE que celui des Traités fondateurs, le recours à cet instrument ne cesse de progresser. Cet ensemble des règles fondamentales et accompagnées des règlements européens qui régissent un certain nombre des aspects procéduraux. Ces règlements avaient été consacrés dans l'optique de la coopération judiciaire entre les États membres dans le cadre des litiges transfrontaliers et s'appliquent à des problématiques spécifiques comme celle de l'obtention des preuves dans un autre État membre, de la notification d'un acte introductif d'instance dans un autre État membre ou bien de la définition de la compétence juridictionnelle dans le cadre des litiges présentant un élément d'extranéité. L'ensemble de ces instruments présente, certes, une importance pratique avérée, en facilitant des relations entre les juridictions des différents États membres. Il demeure, à ce jour, limité dans son application à l'ensemble de la procédure judiciaire au vu du fait qu'il cible en particulier le contentieux transfrontalier et non pas toute procédure judiciaire présentée devant les juridictions nationales.

290. Apport à la JUB — À l'aune de la JUB, nous avons pu démontrer que l'ensemble des dispositions traitées avait connu une consécration dans le cadre du « paquet brevet unitaire ». Cette intégration permet, avant tout, d'apporter un cadre juridique commun, connu des juges nationaux qui pourront l'appliquer dans le cadre des activités de la nouvelle juridiction supranationale. Il permet, également, de répondre à des spécificités de la nouvelle juridiction qui, pour l'heure, couvre un territoire de l'UE limité. Le cadre commun vient ainsi de clarifier des relations entre la JUB et les juridictions des États membres non contractants.

291. Possibilités de renvoi préjudiciel limitées — Malgré le fait que les dispositions d'application horizontale vont jouer un rôle important dans le cadre des activités de la JUB, il s'avère que les possibilités du dialogue entre les juges spécialisés en droit des brevets et les juges européens demeurent limitées. Le mécanisme du renvoi préjudiciel, en effet, pourra être rarement utilisé par la nouvelle juridiction. Ceci, à cause des particularités de chacun des instruments

européens traités. S'agissant de la Charte des DFUE, c'est, tout, d'abord, les conditions pour sa mise en œuvre qui peuvent constituer un certain frein au renvoi préjudiciel. Le renvoi suppose, en effet, que la juridiction qui l'adresse applique le droit de l'UE. Or, en matière des brevets les contours du droit de l'UE demeurent assez limités et au-delà des rares exemples, se réduisent à des dispositions d'ordre procédural d'application minimale. Concernant les instruments applicables à la coopération judiciaire, ils présentent également un certain nombre des limitations. Concernant les Règlements applicables à l'obtention des preuves et à la notification et signification des actes, leur champ d'application demeure assez limité. L'étude de la jurisprudence de la CJUE en la matière a pu démontrer que d'une manière générale, les renvois préjudiciels qui avaient déjà été formés sur ce fondement demeurent rares et ceux qui se présentent se contentent généralement de reprendre les solutions jurisprudentielles déjà acquises. Au-delà du champ d'application, les règles qui y sont prévues sont souvent d'application flexible et les juridictions nationales disposent d'un choix entre différentes options présentées par les Règlements, voire de choisir une option non prévue par le Règlement pourvu que l'efficacité de la procédure soit assurée. S'agissant du Règlement Bruxelles I bis, il s'agit certainement d'un instrument d'une plus grande importance pratique pour la JUB. Au-delà, du territoire fractionné, la JUB prévoit également des dispositions ouvrant le champ à la compétence concurrencée entre les juridictions nationales et la nouvelle juridiction supranationale. Cette situation constituera un enjeu pratique important auquel le Règlement Bruxelles I bis, tel qu'amendé par le Règlement 542/2014, entend apporter des réponses. Ces dernières, pour l'heure, suscitent quelques interrogations dans la mesure où certaines règles spécifiquement prévues pour la JUB suscitent quelques interrogations d'application. Le renvoi préjudiciel éventuel pourrait permettre à la JUE de préciser des dispositions nouvelles, mais nous avons pu constater qu'un tel renvoi suppose la réunion des circonstances particulières et il n'est pas certain si dans le futur proche un litige soumis à la JUB permet d'ouvrir la possibilité de former un renvoi préjudiciel. Au-delà des règles spécifiquement dédiées à la JUB, ce sont des règles classiques prévues par le Règlement Bruxelles I bis qui vont s'y appliquer. Sur ce point, la jurisprudence de la CJUE déjà existante en matière du contentieux des brevets semble avoir apporté des réponses aux problématiques spécifiques propres aux brevets européens. Il est, dès lors, probable que la JUB privilégiera l'application de la jurisprudence déjà bien établie de la CJUE au lieu de former un renvoi préjudiciel en la matière.

Titre 2 : L'intégration des *acquis* d'application verticale

292. Règles communes à tous les droits de la propriété intellectuelle — L'intégration des acquis d'application verticale vise les règles qui s'appliquent exclusivement aux droits de la propriété intellectuelle. Malgré le degré différencié de l'harmonisation du droit substantiel appliqué à de différents droits de la propriété intellectuelle, le législateur européen avait proposé un cadre juridique uniforme[931] applicable à la mise en œuvre de ces droits. Cette approche résulte du fait que la Directive 2004/48 opère une transposition des Accords sur les ADPIC[932] dans l'ordre de l'UE. Or, cet instrument international traite la question des mesures applicables au contentieux des droits de manière globale. Du point de vue historique, les dispositions portant sur les mesures applicables au respect des droits de propriété intellectuelle prévues par les Accords sur les ADPIC constituent une grande avancée, dans la mesure où, il s'assagissait d'un domaine habituellement réservé à la souveraineté nationale. La Partie III de l'Accord est, en effet, considérée comme « l'un des mérites les plus spectaculaires de l'Accord sur les ADPIC et de l'OMC » et une « réalisation importante »[933]. Sous cette acception, ce sont des conséquences disruptives de la contrefaçon sur le commerce international qui avaient conduit l'OMC de prévoir des dispositions portant sur un standard minimal, en particulier, en ce qui concerne les sanctions et les voies de recours[934]. L'Accord prévoit, ainsi, des règles universelles, minimales et compatibles avec tous les systèmes juridiques nationaux[935]. Du côté de l'UE, l'Accord sur les ADPIC constituait une importante source d'inspiration[936] pour la Directive 2004/48 qui le transpose dans l'ordre juridique de l'UE. L'UE avait également motivé la législation dans le

---

[931] « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[932] Sur l'histoire de l'Accord sur les ADPIC, V. GERVAIS Daniel, « L'historique de l'Accord sur les ADPIC », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, p. 1-30 V. également, CORNISH William et LIDDELL Kathleen, « The Origins and Structure of the TRIPS Agreement », in Ullrich H., Hilty R., Lamping M., et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 3-51.

[933] SEUBA Xavier, « Le contexte et les obligations générales concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 325.

[934] *Ibid.*, p. 323-324.

[935] RODÀ Caroline, « Les procédures civiles visant à garantir le respect des droits de propiété intellectuelle », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 339.

[936] *Ibid.*, p. 340.

domaine du respect des droits de la propriété intellectuelle par des considérations liées au commerce et les investissements dans le marché intérieur[937]. Les institutions européennes avaient constaté que les acquis internationaux étaient insuffisants pour assurer le régime des moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle[938]. La Directive 2004/48 a vu le jour pour renforcer ce dispositif. Cet instrument s'applique uniquement en matière civile. On peut également relever que le processus législatif de l'adoption de la Directive avait été particulièrement rapide dans la mesure où le projet de directive avait été proposé en 2003 et la Directive fut adoptée en 2004. Cette précipitation pourrait être liée à l'adhésion des dix États d'Europe centrale à l'UE courant 2004, la volonté politique était, donc, d'aboutir à un corps des règles adoptées avant. Le résultat, est toutefois, tel que la Directive est moins ambitieuse que le projet qui avait été proposé en 2003[939].

293. Conséquences du cadre général applicable à l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle — Le cadre juridique unifié applicable au contentieux peut paraître logique au vu du fait qu'habituellement les questions du contentieux sont traitées de manière généralement uniforme en matière civile. Néanmoins, on peut remarquer que dans le cadre de la propriété intellectuelle il existe des enjeux qui sont propres à tel ou tel droit de la propriété intellectuelle. Par exemple, la question des injonctions dirigées vers les intermédiaires techniques suscite un intérêt en droit d'auteur ou droit des marques et non pas en droit des brevets. Au contraire, la question des mesures provisoires suscite davantage des d'interrogations en droit des brevets que dans d'autres domaines. Par conséquent, l'analyse des décisions et des dispositions de la Directive 2004/48 implique la prise en considération du titre en jeu pour définir des implications procédurales et en dégager des conséquences pertinentes. Dans le cadre de la présente thèse, nous allons traiter exclusivement des enjeux liés à l'application de la Directive 2004/48 au contentieux des brevets. Par ailleurs, au vu d'une certaine ancienneté de la Directive 2004/48, de nouvelles règles régissant le contentieux avaient été développées dans d'autres instruments. Nous pouvons citer le Règlement marques de l'UE qui dans son chapitre X détaille un certain nombre des règles applicables à la compétence et la procédure concernant les actions en contrefaçon et validité des

[937] Cons. 3 « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.
[938] Cons. 8-9 *Ibid.*
[939] KUR Annette, « The Enforcement Directive: rough start, happy landing? », *IIC,*2004, p. 821.

marques de l'UE[940]. Même si ce règlement ne s'applique pas directement à d'autres droits de la propriété intellectuelle, l'interprétation des notions de procédure proposée par la CJUE pourra être transposée à d'autres droits en application du principe d'unité et de cohérence de l'ordre juridique de l'UE[941].

294. ***Acquis*** **et la JUB —** Dans le cadre des développements présents dans ce titre, notre attention sera tournée vers les enjeux propres au droit des brevets. On peut relever que le RPJUB constitue une pierre fondamentale à l'édifice du droit procédural appliqué au contentieux des brevets en Europe. Ce règlement, cependant, ne constitue pas un instrument du droit de l'UE en tant que tel, mais il doit être lu en conformité avec les acquis du droit de l'UE. Cette subtilité de raisonnement nous conduit à identifier les dispositions européennes pertinentes afin de cerner leurs contours et pouvoir définir quel rôle pourra être joué par la CJUE dans le cadre de l'interprétation du Règlement de procédure de la JUB. Ce travail est complété par l'analyse des décisions de la CJUE qui permettent d'identifier le potentiel et les limitations de son rôle[942].

295. Plan — Ce travail de recherche nous permet de constater que les acquis du droit de l'UE constituent un cadre juridique riche (**Chapitre 1**), qui a été intégré dans le « paquet brevet unitaire. » Toutefois, ce cadre juridique demeure limité (**Chapitre 2**). Ces limitations regrettablement perdurent à l'aune de la JUB et conduisent à un dialogue réduit entre les juges.

---

[940] « Règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne (texte codifié) », JO L 154 du 16.6.2017, p. 1–99.

[941] CJUE, 18 oct. 2018, C-149/17, Bastei Lübbe GmbH & Co. KG c. Michael Strotzer, ECLI:EU:C:2018:841 pt. 27 : « compte tenu des exigences découlant de l'unité et de la cohérence de l'ordre juridique de l'Union, il y a lieu d'interpréter l'ensemble des directives en matière de propriété intellectuelle à la lumière des règles et des principes communs à celui-ci » .

[942] V. Annexe 1.

Chapitre 1 : Le cadre juridique riche

296. Distinction entre principes et règles — La Directive 2004/48 propose un cadre juridique riche qui comprend à la fois des principes et les règles. Il convient de relever que le rôle respectif de ces deux types des dispositions n'est pas le même[943]. Les principes, du grec « nomos », constituent des propositions admises qui visent à guider la conduite[944]. Ils servent des lignes directrices tant pour le législateur national que pour le juge. Leur rôle est de faciliter l'interprétation et l'application des règles prévues dans la directive[945]. Au contraire, les règles désignent « des normes juridiquement obligatoires assorties de la contrainte étatique[946] ». Des règles visent à donner un cadre clair de ce qui s'impose et dont le non-respect peut mener à une sanction ou un dédommagement[947].

297. Plan — Au vu de cette différence fondamentale entre les deux corps des dispositions, nous allons les traiter séparément. En premier lieu, nous allons présenter les principes généraux (**Section 1**). En second lieu, nous allons présenter les règles (**Section 2**).

Section 1 : Les principes généraux

298. Source — L'article 3 de la Directive 2004/48 intitulé « obligation générale » s'inspire des Accords sur les ADPIC et détaille dans les deux alinéas les principes généraux qui doivent guider la lecture et l'application de l'ensemble des règles applicables aux mesures, procédures et réparations prévues par la Directive.

299. Principes liés aux garanties procédurales — Le premier alinéa de l'article 3[948] rappelle des impératifs du procès équitable, notamment, le principe de loyauté, le délai

---

[943] Les règles peuvent être appliquées alors que les principes spont plus généraux et ne peuvent être qu'équilibrés : OHLY Ansgar, « Introduction: The Quest for Common Principles of European Intellectual Property Law – Useful, Futile, Dangerous? », in Ohly A. (ed.), *Common Principles of European Intellectual Property Law*, Mohr Siebeck, 2012, p. 5-6.

[944] SICHEM Véronique, « Règles et principes », *Actual. En Anal. Trans. 20083 N° 127* n° 3.

[945] OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 257.

[946] Déf. REGLE (1°) dans CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, PUF, 2018, p. 1862.

[947] SICHEM Véronique, *op. cit.* n° 4.

[948] Art. 3 (1) de la « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86: « (…) Ces mesures procédures et

raisonnable de la procédure et l'absence de complexité. Ces principes s'appliquent d'une manière générale à l'ensemble de la procédure impliquant le respect des droits de la propriété intellectuelle. On peut noter que ces impératifs avaient déjà été prévus dans l'Accord sur les ADPIC en des termes très similaires[949], même si cet Accord apporte davantage de précisions sur l'étendue des garanties procédurales[950]. Ces garanties sont considérées comme des « normes minimales d'une procédure régulière », elles cristallisent les principes généraux du droit tels que ceux de la procédure judiciaire largement acceptés dans les ordres juridiques nationaux[951].

300. Principes spécifiques à l'application des mesures — Dans le second alinéa de l'article 3[952], on retrouve des principes qui doivent spécifiquement être observés tant par le législateur national dans la transposition de la directive que par le juge dans l'application des règles portant sur les réparations, procédures et mesures prévues par la Directive. Il s'agit des principes de l'effectivité, proportionnalité et dissuasion. L'article détaille la manière dans laquelle ils doivent être appliqués par le juge. Alors que les principes d'effectivité et de dissuasion s'inscrivent dans la lignée de la protection forte de la propriété intellectuelle, le principe de la proportionnalité y ajoute un outil de flexibilité permettant une certaine souplesse aux juges dans

réparations doivent être loyales et équitables, ne doivent pas être inutilement complexes ou coûteuses, et ne doivent pas comporter de délais déraisonnables ni entrainer de retards injustifiés ».

[949] Art. 41 (2) de « Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994 », Annexe 1C de l'Accord instituant l'OMC: « Les procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle seront loyales et équitables. Elles ne seront pas inutilement complexes ou coûteuses; elles ne comporteront pas de délais déraisonnables ni n'entraîneront de retards injustifiés. »

[950] En particulier, Art. 41(3) : *Ibid.*: « Les décisions au fond seront, de préférence, écrites et motivées. Elles seront mises à la disposition au moins des parties à la procédure sans retard indu. Les décisions au fond s'appuieront exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre. » Ainsi que, l'art. 42 de *Ibid.*: « Les Membres donneront aux détenteurs de droits accès aux procédures judiciaires civiles destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle couverts par le présent accord. Les défendeurs devront être informés en temps opportun par un avis écrit suffisamment précis indiquant, entre autres choses, les fondements des allégations. Les parties seront autorisées à se faire représenter par un conseil juridique indépendant et les procédures n'imposeront pas de prescriptions excessives en matière de comparution personnelle obligatoire. Toutes les parties à de telles procédures seront dûment habilitées à justifier leurs allégations et à présenter tous les éléments de preuve pertinents. La procédure comportera un moyen d'identifier et de protéger les renseignements confidentiels, à moins que cela ne soit contraire aux prescriptions constitutionnelles existantes. »

[951] SEUBA Xavier, « Le contexte et les obligations générales concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 333-334.

[952] Art. 3 (2) de la « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86: « Les mesures, procédures et réparations doivent également être effectives, proportionnées et dissuasives et être appliquées de manière à éviter la création d'obstacles au commerce légitime et à offrir des sauvegardes contre leur usage abusif ».

l'application des mesures[953]. Les Accords sur les ADPICs prévoient une disposition similaire mettant en avant l'effectivité et la dissuasion ainsi que les mêmes directives concernant l'application de ces principes que la Directive[954].

301. AJUB — On peut noter que l'AJUB ne transpose pas *verbatim* l'article 3 de la Directive 2004/48. Il contient des articles qui renvoient vers les notions de l'équité ou de proportionnalité, mais leur rédaction n'est pas exactement la même que celle des Accords des ADPIC ou de la Directive 2004/48. S'agissant des garanties procédurales, on peut les trouver à l'art. 41 (3) qui se réfère au RPJUB en imposant que toute procédure devant la JUB doive conduire à des décisions de la plus haute qualité et doit être organisé de la manière la plus efficace et la plus économique qui soit. C'est ensuite l'article 42 (2) qui rappelle l'impératif de l'équité de la procédure. S'agissant des principes guidant l'application des règles, l'AJUB met en avant le principe de la proportionnalité et contrairement à la Directive 2004/48, apporte des précisions sur son application par le juge[955]. Sur ce point, on peut souligner, que les rédacteurs du « paquet brevet unitaire » vont au-delà du standard minimal en précisant les contours d'application des principes initialement prévus par la Directive 2004/48.

302. Plan — Dans le cadre de cette étude, nous allons privilégier une analyse détaillée du deuxième alinéa de l'art. 3, l'analyse de premier alinéa rejoint nos développements détaillés ci-dessus sur les obligations découlant du procès équitable dont les liens avec l'AJUB avaient pu

---

[953] SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in *Patent Law Injunctions*, Wolters Kluwer, 2019, p. 33.

[954] Art. 41 (1) de « Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994 », Annexe 1C de l'Accord instituant l'OMC: « Les Membres feront en sorte que leur législation comporte des procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle telles que celles qui sont énoncées dans la présente partie, de manière à permettre une action efficace contre tout acte qui porterait atteinte aux droits de propriété intellectuelle couverts par le présent accord, y compris des mesures correctives rapides destinées à prévenir toute atteinte et des mesures correctives qui constituent un moyen de dissuasion contre toute atteinte ultérieure. Ces procédures seront appliquées de manière à éviter la création d'obstacles au commerce légitime et à offrir des sauvegardes contre leur usage abusif ».

[955] Cons. 6 et Art. 42 (1) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 Préambule pts. 2-6 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

être précédemment démontrés[956]. Les deux principes clés doivent dès lors être distingués, l'effectivité **(§1)** et la proportionnalité **(§2).**

§1 : L'effectivité : le principe traditionnel du droit de l'UE

303. Plan — La notion de l'effectivité est une notion riche, nous allons voir son appréhension par le droit de l'UE (**A**), pour ensuite, traiter ses corollaires applicables au contentieux des droits de la propriété intellectuelle (**B**).

A. L'effectivité en tant que telle

304. Source du principe d'effectivité — En dehors du contexte des droits de la propriété intellectuelle, le principe d'effectivité est bien connu dans le cadre du droit de l'UE. Il vise à garantir que les droits et les obligations découlant du droit de l'UE soient réellement applicables et puissent être exercés de manière efficace. Ainsi, dans le contexte du droit processuel, ce principe avait été affirmé comme une garantie attachée à l'autonomie procédurale des États membres de l'UE. Sous cette acception, les États membres demeurent libres de prévoir des voies de droit permettant la mise en œuvre des droits de l'UE, pourvu que leur protection soit effective. Ce principe puise ses sources dans les traditions juridiques communes, et en particulier dans la Conv. EDH qui prévoit un droit à un recours effectif[957]. Il a été initialement consacré en tant que principe général du droit de l'UE, avant d'être explicitement consacré dans la Charte des DFUE[958]. En vertu d'un principe de l'autonomie procédurale, dégagé par la CJUE, en l'absence des règles de l'UE, il appartient à « l'ordre juridique interne de chaque État membre de désigner les juridictions compétentes et de régler les modalités procédurales de recours destinées à assurer la sauvegarde des droits » issus du droit de l'UE[959]. Il convient de relever, toutefois, que ce principe de partage de compétences en théorie simple doit être nuancé. Or, il reste subordonné

[956] V. Partie 1 Chapitre 1, Section 1, .
[957] Art. 13 de « Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n°5.
[958] CJCE, 13 mars 2007, C-432/05, Unibet c. Justitiekanslern, ECLI:EU:C:2007:163 pts. 36-37 et 43-44.
[959] CJUE, 16 déc. 1976, aff. C-33-76, Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c. Landwirtschaftskammer für das Saarland, ECLI:EU:C:1976:188 CJUE, 15 mars 2017, C-3/16, Aquino, ECLI:EU:C:2017:209, part. 48.

aux deux principes complémentaires, celui d'équivalence et celui d'effectivité[960]. En vertu du premier, les règles procédurales retenues par le droit national ne doivent pas être moins favorables que celles régissant des situations similaires soumises au droit interne[961]. En vertu du second, elles ne doivent pas rendre impossible ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par le droit de l'UE. Le droit de l'UE impose ainsi une obligation de résultat aux États membres, l'objectif visé par le droit de l'UE doit être garanti par tous les moyens. Le principe de l'autonomie procédurale avait été dégagé dans les années soixante-dix, la période dans laquelle les interventions de l'UE étaient assez réduites[962]. Son application supposait l'absence des règles de l'UE. Or, même si une compétence directe en matière de procédure n'a pas été explicitement conférée aux instances européennes, c'est sur la base du principe de subsidiarité que l'UE prévoit de plus en plus de règles en matière procédurale. En vertu du principe de la subsidiarité, l'UE peut agir dans les domaines où elle ne dispose pas de compétence directe, si les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les EM, mais peuvent au niveau de l'UE[963]. Dès lors, le principe d'autonomie jadis considéré comme fondamental et en lien étroit avec le principe d'attribution[964] aujourd'hui s'efface progressivement au profit de l'extension progressive des compétences de l'UE[965].

305. Effectivité sous l'angle des droits fondamentaux — Le droit à un recours effectif devant un tribunal découle de l'art. 47 de la Charte des DFUE, qui lui s'inscrit dans la lignée de l'art. 13 de la Conv. EDH. Ce rapprochement est toujours fait entre droits à un recours effectif et le droit à un procès équitable, le respect du second participant indéniablement de l'effectivité du premier. Nous pouvons distinguer deux lignes jurisprudentielles. Selon la première le droit au juge devant les juridictions nationales est basé sur la convention et les traditions constitutionnelles

---

[960] MICHÉA Frédérique, « Introduction. Essai de typologie des filières procédurales sous-tendant les politiques de l'Union européenne », in *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 19.

[961] CJUE, 16 déc. 1976, aff. C-33-76, Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c. Landwirtschaftskammer für das Saarland, ECLI:EU:C:1976:188; CJUE, 15 mars 2017, C-3/16, Aquino, ECLI:EU:C:2017:209, part. 48.

[962] KRANS Bart et NYLUND Anna, « Aspects of Procedural Autonomy », in *Procedural Autonomy Across Europe*, Intersentia, 2020, p. 5.

[963] Art. 5 al. 3 TUE.

[964] Art. 5 al. 2 TUE : « En vertu du principe d'attribution, l'Union n'agit que dans les limites des compétences que les États membres lui ont attribuées dans les traités pour atteindre les objectifs que ces traités établissent. Toute compétence non attribuée à l'Union dans les traités appartient aux États membres. »

[965] KRANS Bart et NYLUND Anna, *op. cit.*, p. 1.

communes aux États membres. Selon la seconde, le droit à un recours juridictionnel effectif devant le juge de l'UE lui-même qui se fonde sur la notion de la communauté de droit et sur le droit de convention. Devant les juridictions nationales, le droit à un recours juridictionnel effectif rejoint la problématique plus large de l'effectivité du droit de l'UE en ce qu'il consacre « le droit à un recours effectif pour les droits et libertés garantis par le droit de l'UE » et conduit à renforcer les pouvoirs du juge interne[966].

306. Cadre des droits de la propriété intellectuelle — Dans le cadre des droits de la propriété intellectuelle, le législateur européen avait prévu des dispositions régissant certains aspects de la procédure. Le principe de l'effectivité dans ce contexte doit être compris comme assurant la mise en œuvre effective du droit matériel de la propriété intellectuelle dans l'UE,[967] y compris des mesures prévues par la Directive 2004/48. Chaque État membre est obligé de prévoir « de voies de droit efficaces destinées à prévenir, à faire cesser ou à remédier à toute atteinte à un droit de propriété intellectuelle existant »[968].

307. Transition — Au vu du cadre juridique proposé par le législateur européen, en matière des droits de la propriété intellectuelle, le principe d'effectivité implique un certain nombre des corollaires.

B. Les corollaires du principe d'effectivité

308. Premier corollaire : la dissuasion — Le principe de l'effectivité implique que les mesures, réparations et procédures prévues par la Directive 2004/48 doivent non pas seulement exister, mais également être dissuasives, cela veut dire de décourager les potentiels contrefacteurs de mener des activités nuisant aux titulaires des droits. Cette notion, cependant, ne doit pas être comprise comme ouvrant le droit à des sanctions punitives connues de certains États de Commun Law. Le caractère dissuasif des mesures a été invoqué par la CJUE dans le cadre des interprétations extensives des notions de la Directive 2004/48. La dissuasion est interprétée dans

---

[966] TINIÈRE Romain, « Fasc. 160 : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *JurisClasseur Eur. Traité*, 2020, p. n° 102.

[967] CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 45.

[968] *Ibid.* pt. 46 ; CJUE, 10 avr. 2014, C-435/12, ACI Adam BV et a. c. Stichting de Thuiskopie, Stichting Onderhandelingen Thuiskopie vergoeding, ECLI:EU:C:2014:254 pt. 61 ; CJUE, 18 déc. 2019, C-666/18, IT Developement SAS c. Free Mobile SAS, ECLI:EU:C:2019:1099 pts. 39-40 ;

le sens où il ne faut pas que la partie lésée ne soit dissuadée d'engager une procédure judiciaire aux fins de sauvegarder ses droits, parce que celle de celle-ci est trop coûteuse[969] ou emporte un risque des frais importants si les mesures provisoires s'avèrent injustifiées.

309. Deuxième corollaire : Effectivité et procédure — L'effectivité a des implications également sur la procédure judiciaire qui ne doit pas comporter de délais déraisonnables ni entrainer de retards injustifiés[970]. Elle ne doit pas, de même, être inutilement complexe et coûteuse[971]. On remarque que ces corollaires procéduraux rejoignent directement le standard procédural déjà posé par la Charte des DFUE[972].

310. Troisième corollaire : Absence d'obstacles au commerce — De l'autre côté, l'effectivité ne doit pas justifier l'application des mesures qui aurait conduit à la création des obstacles au commerce légitime. L'effectivité vise ainsi non pas seulement la protection des droits détenus par les titulaires des droits, mais également doit tenir compte des droits dont disposent les autres usagers du système.

311. Effectivité et la JUB — On peut noter que la notion d'effectivité en tant que telle ne figure pas dans l'AJUB. Elle découle indirectement de l'application du principe de la primauté du droit de l'UE[973] qui suppose l'application des principes généraux et des règles qu'il contient.

312. Contours étendus de la notion — La CJUE dans ses décisions rendues sur le fondement de la Directive 2004/48[974] a pu repréciser les contours de la notion de l'effectivité. La CJUE rappelle régulièrement qu'objectif général guidant l'application des droits de la propriété intellectuelle vise à préserver le degré de protection élevé, équivalent et homogène des droits de

---

[969] CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pt. 37 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-531/20, NovaText GmbH c. Ruprecht-Karls-Universitat Heidelberg, ECLI:EU:C:2022:316 pt. 38 ; CJUE, 18 oct. 2011, C-406/09, Realchemie Nederland BV c. Bayer CropScience AG, ECLI:EU:C:2011:668 pt. 48 ; CJUE, 28 juill. 2016, C-57/15, United Video Properties Inc. c. Telenet NV, ECLI:EU:C:2016:611 pt. 27.

[970] OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 258.

[971] Art. 3 (1) de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[972] V. *supra*, n° 83 et s.

[973] Art. 20 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[974] V. Annexe I.

la propriété intellectuelle[975]. Il en découle, une obligation régulièrement rappelée par le juge de la CJUE de prévoir des voies de droit efficaces destinées à faire cesser ou à remédier à toute atteinte à un droit de la propriété intellectuelle[976]. Il s'agit également, d'un principe qui justifie le développement des notions autonomes[977] dans l'optique du rapprochement assurant l'efficacité comprise comme un niveau de protection élevé de protection. La CJUE recourt au principe de l'effectivité afin d'encadrer la marge de manœuvre des États membres dans le cadre de la transposition de la Directive 2004/48[978]. Par exemple, la CJUE a pu préciser que le législateur européen n'a pas entendu harmoniser des règles de responsabilité à travers la Directive 2004/48, mais la marge de manœuvre dont dispose le juge est délimitée par les principes procéduraux[979].

313. Transition — Le principe de l'effectivité tel que prévu par la Directive 2004/48, puise ses sources dans du droit de l'UE afin de garantir son efficacité. Il n'a pas été explicitement consacré par l'AJUB, mais découle implicitement du principe de la primauté du droit de l'UE. Le second principe, toutefois, celui de la proportionnalité avait connu une transposition dans l'AJUB qui y apporte des précisions allant au-delà du standard européen. Dès lors, il convient de voir quelles seront les implications de cette transposition extensive.

---

[975] Par exemple : CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791, pt. 45 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317, pts. 29 et 38 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-531/20, NovaText GmbH c. Ruprecht-Karls-Universitat Heidelberg, ECLI:EU:C:2022:316, pts. 31 et 38 ; CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492, pt. 75 ; CJUE, 18 déc. 2019, C-666/18, IT Developement SAS c. Free Mobile SAS, ECLI:EU:C:2019:1099, pt. 38 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309., pt. 37 ; .

[976] CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791, pt. 46 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317, pt. 31 ; CJUE, 10 avr. 2014, C-435/12, ACI Adam BV et a. c. Stichting de Thuiskopie, Stichting Onderhandelingen Thuiskopie vergoeding, ECLI:EU:C:2014:254, pt. 61 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309., pt. 39 ; .

[977] Par exmeple: CJUE, 12 sept. 2019, C-688/17, Bayer Pharma AG c. Richter Geodon Vegyészeti Gyár Nyrt., Exeltis Magyarország Gyógyszerkereskedelmi Kft., ECLI:EU:C:2019:722, pt. 41-44.

[978] Dans le contexte d'application aux mesures provisoires : CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8 pts. 41 - 50 CJUE, 12 sept. 2019, C-688/17, Bayer Pharma AG c. Richter Geodon Vegyészeti Gyár Nyrt., Exeltis Magyarország Gyógyszerkereskedelmi Kft., ECLI:EU:C:2019:722 pts. 67-68.

[979] CJUE, 18 déc. 2019, C-666/18, IT Developement SAS c. Free Mobile SAS, ECLI:EU:C:2019:1099 pts. 43-45.

§2 : La proportionnalité : le nécessaire renouvèlement de la notion

314. Interprétation restreinte — Comme il a été démontré, la proportionnalité est une notion à des interprétations variées. La jurisprudence de la CJUE dans son interprétation de l'art. 3 de la Directive 2004/48 y a recouru pour traiter la question des relations entre les droits fondamentaux concurrents[980]. Or, l'AJUB apporte une vision renouvelée plus étendue de cette notion (**A**). Une clarification, dès lors, serait souhaitable de la part du législateur européen (**B**).

A. La définition traditionnelle à l'épreuve de la JUB

315. Proportionnalité : notion à double signification dans le contentieux — Dans le contexte du contentieux des droits, le principe de proportionnalité[981] apparait dans deux volets, d'une part, dans le cadre des conflits entre droits fondamentaux ou bien dans la définition des contours de tel ou l'autre droit par rapport à l'intérêt général. De l'autre part, la proportionnalité s'impose au juge dans l'application des certaines mesures prévues par la Directive dans la lignée des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. En ce qui concerne le premier volet, nous avons déjà pu relever une évolution de la jurisprudence de la CJUE[982], qui au départ prévoyait une importante marge de manœuvre dans l'appréciation de la balance des droits concurrents[983], pour ensuite, la réduire et proposer des décisions plus détaillées avec une précision sur le résultat de la balance des droits dans telle ou telle espèce[984]. Or, en ce qui concerne le second volet du principe de proportionnalité, celui lié à l'application des mesures de manière appropriée par rapport aux

---

[980] V. Partie 1, n° 165 et s.

[981] Pour des précisions sur le contexte législatif, V. Partie 1, n° 162.

[982] Pour plus de détails, V. Partie 1, n° 167

[983] CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54 pt. 70 ; CJUE, 19 févr. 2009, C-557/07, LSG-Gesellschaft zur Wahrenhmung von Leistungsschutzrechten HmbH c. Tele2 telecommunication GmbH, ECLI:EU:C:2009:107 pt. 29.

[984] V. CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 pt. 54 ; CJUE, 19 avr. 2012, C-461/10, Bonnier Audio AB et autres c. Perfect Communication Sweden AB, ECLI:EU:C:2012:219 pt. 61 ; CJUE, 16 févr. 2012, C-360/10, Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers CVBA (SABAM) c. Netlog NV, ECLI:EU:C:2012:85 pt. 52 ; CJUE, 16 juill. 2015, C-580/13, Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg, ECLI:EU:C:2015:485 pt. 43 ; CJUE, 19 avr. 2012, C-461/10, Bonnier Audio AB et autres c. Perfect Communication Sweden AB, ECLI:EU:C:2012:219 pt. 55 ; CJUE, 15 sept. 2016, C-484/14, Tobias McFadden c. Sony Music Entertainment Germany GmbH, ECLI:EU:C:2016:689 pt. 101.

circonstances d'espèce, on s'aperçoit que la jurisprudence de la CJUE n'a pas, pour l'instant, connu une jurisprudence détaillée.

316. Cas de figure visés — Les exemples des mesures soumises au contrôle de la proportionnalité dans l'application à l'espèce donnée sont les suivants : l'octroi des mesures provisoires pour lesquelles le juge doit veiller à leurs « proportionnalité (…) en fonction de chaque cas d'espèce[985] » ; la demande du droit d'information qui doit être « justifiée et proportionnée[986] » ; de l'examen de la demande de mesures correctives dans le cadre desquelles le juge doit tenir compte de la « proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures correctives ordonnées ainsi que des intérêts des tiers[987] », de l'examen des éventuelles mesures alternatives où le juge peut décider de remplacer les mesures prévues par une réparation pécuniaire si l'exécution de ces mesures pouvait causer « un dommage disproportionné[988] » au contrefacteur ayant agi de manière non intentionnelle ; ou bien de la définition du montant de frais de justice qui doivent être « raisonnables et proportionnés[989] ».

317. Jurisprudence de la CJUE — Pour l'heure, la CJUE avait pu préciser des limites extrêmes du contrôle la proportionnalité d'une mesure. D'un côté, il incombe au législateur et au juge de veiller à ce que la législation nationale ne rende pas une application d'une mesure visant le respect des droits impossible[990]. Tel est la conclusion dans l'affaire portant sur la définition de la proportionnalité des frais de justice. La CJUE y souligne que « si l'exigence de proportionnalité n'implique pas que la partie qui succombe doive nécessairement rembourser l'intégralité des frais encourus par l'autre partie, elle requiert toutefois que cette dernière partie ait droit au remboursement, à tout le moins, d'une partie significative et appropriée des frais raisonnables effectivement encourus par la partie ayant obtenu gain de cause »[991]. La réglementation nationale qui prévoit une limite absolue, ou autrement dit, un montant forfaitaire pour des frais liés à

[985] Cons. 22 de la « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.
[986] Art. 8(1) de la *Ibid.*
[987] Art. 10(3) de la *Ibid.*
[988] Cons. 25 et art. 12 de la *Ibid.*
[989] Art. 14 de la *Ibid.*
[990] CJUE, 28 juill. 2016, C-57/15, United Video Properties Inc. c. Telenet NV, ECLI:EU:C:2016:611 pts. 29-30.
[991] CJUE, arrêt United Video Properties Inc. c. Telenet NV, 28 juillet 2016, C-57/15, ECLI:EU:C:2016:611 pts. 29.

l'assistance d'un avocat, doit être adaptée à des circonstances réelles du contentieux, en tenant compte, par exemple, des tarifs réels pratiqués en matière de services d'un avocat dans le domaine de propriété intellectuelle. La limité fixée ne doit être ni trop élevée, ni insignifiante. Dans ce dernier cas, la législation nationale priverait la directive 2004/48 de son effet utile[992]. D'un autre côté, la CJUE veille et souligne l'importance d'une limite extrême de la proportionnalité, qui est l'abus du droit. La proportionnalité est, en effet, une fonction de justice et d'équité, une protection qui créait des obstacles au commerce légitime et refuserait des garanties contre les abus[993] devrait être considérée comme disproportionnée[994]. L'abus implique une recherche de l'équilibre entre les intérêts des parties, qui sont parfois difficiles à concilier, car opposés[995]. La notion de l'abus a été reprise par la CJUE, qui avait précisé, par exemple, qu'en cas de droit d'information, l'abus est apprécié selon les circonstances objectives de l'affaire au principal[996]. De la même manière, en matière des mesures provisoires, la juridiction « en tenant dument en compte toutes les circonstances objectives de l'affaire, en ce compris le comportement des parties[997] » doit évaluer si l'abus peut ou non être caractérisé[998]. Cette espèce est intéressante dans la mesure où elle porte sur le droit des brevets. En l'espèce, des mesures provisoires avaient été octroyées à l'encontre d'une société pharmaceutique, et ultérieurement, le brevet qui fondait ces mesures fut annulé. Ladite société, indique avait subi un préjudice du fait des mesures provisoires octroyées inutilement. La CJUE précise dans cette affaire que le juge national ou supranational dans l'examen de la demande formulée par le demandeur doit veiller à ce que son droit puisse être mis en œuvre de manière efficace, mais il ne faut pas que cette faculté puisse lui permettre de formuler une demande qui aurait des conséquences trop importantes sur le défendeur. Dans la même veine, l'examen similaire est attendu des juges en matière des mesures correctives, qui doivent, d'un

[992] *Ibid.* pt. 30.
[993] Art. 3 §2 de la « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.
[994] OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 258.
[995] V. une analyse critique à l'égard du droit européen, RODÀ Caroline, « Les procédures civiles visant à garantir le respect des droits de propriété intellectuelle », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 353-354.
[996] CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 53-54.
[997] CJUE, 12 sept. 2019, C-688/17, Bayer Pharma AG c. Richter Geodon Vegyészeti Gyár Nyrt., Exeltis Magyarország Gyógyszerkereskedelmi Kft., ECLI:EU:C:2019:722 pt 70.
[998] *Ibid.* pts 66-70.

côté, être proportionnées à l'égard de la gravité de l'atteinte et des mesures ordonnées, d'un autre, à l'égard des tiers[999].

318. AJUB — Nous pouvons relever que l'AJUB propose une définition plus étendue de cette notion. L'AJUB précise, en effet, que « la juridiction traite les litiges de manière proportionnée à leur importance et à leur complexité[1000] ». Dans la même veine, le Règlement de procédure dans son préambule reprend la formulation similaire « la proportionnalité doit être assurée en tenant dûment compte de la nature et de la complexité de chaque affaire et de son importance[1001] ». La notion d'importance de l'affaire peut être établie à travers un examen des différents critères. Par exemple, le critère du caractère politique de l'affaire soumise aux juges, tel peut être le cas si l'affaire porte sur des notions controversées issues de la directive sur les biotechnologies pour laquelle les juges pourraient retenir une expertise d'un comité scientifique. L'affaire peut être considérée également comme importante, si elle présente des enjeux économiques pour le titulaire des droits. Le droit des brevets s'inscrivant dans la logique de la concurrence, chaque violation d'un droit exclusif peut avoir des répercussions économiques sur le marché. L'importance peut également se référer à des enjeux sociaux compris comme portant sur des éléments politiquement débattus, comme, ceux en lien avec les limitations des brevets[1002]. La complexité, quant à elle, peut être caractérisée si l'affaire concerne de nombreuses parties, ou bien si elle porte sur plusieurs brevets ou plusieurs revendications des brevets[1003]. L'AJUB ajoute également « la souplesse[1004] » qui complète la notion de la proportionnalité. Cette notion n'est prévue par aucun texte européen. On peut supposer qu'elle se réfère au pouvoir souverain des juges dans l'appréciation et l'application des mesures au cas par cas en tenant compte des circonstances spécifiques à chaque espèce.

---

[999] CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 41.

[1000] Art. 42(1) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1001] Pt. 3 du Préambule du Règlement de procédure.

[1002] TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe*, Oxford University Press, 2018 p. 726, n° 3-5.

[1003] *Ibid.* p. 726-727, n° 7.

[1004] Cons. 6 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

319. Transition — Au vu du fait que l'AJUB prévoit des précisions complémentaires par rapport à la Directive, on peut s'interroger sur l'opportunité d'une éventuelle clarification par le législateur européen de la notion de proportionnalité.

B. La clarification souhaitable à l'aune de la JUB

320. Application du principe par la CJUE — L'analyse de la jurisprudence de la CJUE démontre que les juges européens cantonnent l'appréciation du principe de la proportionnalité à son sens, le premier, celui développé dans le cadre du droit international et applicable aux relations entre les droits fondamentaux[1005]. Ainsi conçue, la proportionnalité s'applique à la balance des droits fondamentaux en concurrence dans un litige donné. Or, la jurisprudence de la CJUE ne se réfère pas à un second volet du principe, celui lié à l'application des règles. Ce dernier est laissé à l'appréciation souveraine des juges nationaux.

321. Nécessaire renouvèlement de la notion — Nous pouvons espérer que les précisions apportées par l'AJUB sur les contours de la notion de la proportionnalité pourront servir de base pour établir une jurisprudence plus précise sur son application à des mesures données. En particulier, il serait souhaitable que la jurisprudence européenne détaille des éléments concrets à prendre en considération dans le cadre de l'évaluation des mesures provisoires ou des injonctions en matière du contentieux des brevets. Il s'agit des deux points sur lesquels les différences subsistent concernant les approches retenues dans les États membres. Les différences qui conduisent à un forum shopping, qui à l'aune de la JUB, est susceptible de perdurer. Une proposition concrète serait par exemple de s'inspirer de la directive sur le secret des affaires[1006], qui propose une liste des éléments à prendre en considération par le juge dans le cadre d'application des mesures. Parmi les éléments cités par la directive figurent par exemple, les circonstances d'espèce, la valeur du secret d'affaires, les mesures prises pour protéger le secret

---

[1005] Par exmeple : CJUE, 16 févr. 2012, C-360/10, Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers CVBA (SABAM) c. Netlog NV, ECLI:EU:C:2012:85, pts. 40-50 ; CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771 pts. 42-52 ; CJUE, 19 févr. 2009, C-557/07, LSG-Gesellschaft zur Wahrenhmung von Leistungsschutzrechten HmbH c. Tele2 telecommunication GmbH, ECLI:EU:C:2009:107 pt. 28 ; CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54, pt. 70 ;

[1006] SIKORSKI Rafał, « Patent Law Permanent Injunctions and the Reception of Proportionality in the European Union », *Access. Httpspapersssrncomsol3paperscfmabstractid4758490*, 13 mars 2024, p. 20, [consulté le 20 mars 2024].

d'affaires, le comportement du défendeur, les intérêts légitimes des parties, l'intérêt public, ou la sauvegarde des droits fondamentaux[1007]. Une plus grande précision de la part du législateur européen aurait permis de réduire les hypothèses des applications différenciées des mesures provisoires, des injonctions ou des dommages-intérêts, qui surviennent régulièrement dans le cadre du contentieux des brevets.

322. Interprétations divergentes — Dans le cadre du contentieux des brevets, la notion de la proportionnalité avait connu des interprétations divergentes dans l'application des mesures. Ainsi, certaines juridictions l'avaient appliqué de manière plus souple que d'autres. À l'aune de la JUB et de ses règles de procédure nouvelles, on peut s'interroger si une clarification sur les contours de cette notion ne devait pas être précisée par le législateur européen. En effet, au vu du fait qu'il s'agit d'un principe procédural, il est peu probable que la CJUE puisse à l'occasion d'un renvoi préjudiciel proposer un cadre unifié. Une intervention législative le permettra.

323. Souci de cohérence — L'intervention du législateur européen aurait permis d'assurer une plus grande cohérence et l'application similaire des mesures prévues par la Directive. Tant par la JUB que par les juridictions nationales. Cette nécessité est davantage marquée par une existence de la compétence concurrente entre les deux types de juridictions pendant la période transitoire, mais également au-delà pour les titres nationaux et européens.

324. Transition — Le cadre juridique, riche, apporté par la Directive 2004/48, comporte également les diverses règles d'ordre procédural qu'elle prévoit.

Section 2 : Les règles minimales

325. Variété des règles — Concernant les règles, la Directive apporte une variété des règles qui s'appliquent à la procédure dans le cadre des actions visant la mise en œuvre des droits de la propriété intellectuelle. L'ensemble de ces règles constitue un standard minimal qui doit être atteint par les législateurs nationaux. Ce standard, toutefois, demeure flexible et des adaptations

[1007] Art. 11 « Directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites », JO L 157 du 15.6.2016, p. 1–18.

des règles sont possibles[1008]. L'AJUB apporte ainsi un cadre juridique qui transpose la Directive 2004/48. On peut constater, en premier lieu, que cette transposition n'est pas toujours *verbatim*. Il existe, en effet, certaines différences entre le texte de la Directive et l'AJUB. Le décalage entre deux textes peut donner lieu aux débats et constituer une source de l'insécurité juridique.

326. Interprétation des règles de la Directive — L'interprétation des règles prévues par la Directive 2004/48 n'est pas toujours aisée. Cela est lié au fait que des mesures minimales avaient été transposées dans des ordres juridiques nationaux différents. Certains États membres, ainsi, avaient assimilé des mesures prévues par la Directive à des mécanismes déjà connus dans leurs droits nationaux. Par conséquent, l'application des mesures est susceptible de diverger entre un État membre à l'autre. Pour apporter des réponses à des renvois préjudiciels, la CJUE se réfère régulièrement au contexte de la Directive et aux objectifs qu'elle poursuit[1009]. En ce qui concerne le contexte, la CJUE se réfère aux ADPIC[1010] ou travaux préparatoires[1011], ou bien, aux autres instruments pour voir si des dispositions particulières y existent[1012]. Concernant les objectifs, la CJUE rappelle régulièrement l'objectif principal de la Directive 2004/48 qui est de rapprocher des législations nationales afin d'assurer un niveau de protection élevé, équivalent et homogène de la propriété intellectuelle dans le marché intérieur[1013]. La CJUE y ajoute, l'objectif de prévoir

---

[1008] Pour une étude du droit comparé V. RODÀ Caroline, *Les conséquences civiles de la contrefaçon des droits de propriété industrielle : (Droits français, belge, luxembourgeois, allemand, anglais)*, Litec, 2011.

[1009] CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 36 ; CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 39 ; CJUE, 18 janv. 2017, C-427/15, New Wave CZ, a.s. c. Alltoys, spol. S r. o., ECLI:EU:C:2017:18 pt. 23 ; CJUE, 17 mars 2016, C-99/15, Christian Liffers c. Producciones Mandarina SL, Mediaset España Communicación SA, ECLI:EU:C:2016:173 pt. 14.

[1010] CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8 pts. 34-36 ; CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 44 ; CJUE, 25 janv. 2017, C-367/15, Stowarzyszenie «Oławska Telewizja Kablowa» c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich, ECLI:EU:C:2017:36 pt. 24.

[1011] En particulier : « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle », 30.1. 2003, COM(2003) 46 final ; « Rapport sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle », COM(2003) 46 – C5-0055/2003 – 2003/0024(COD) ; Cités, par exemple, aux arrêts suivants : CJUE, 23 nov. 2023, C-201/22, Kopiosto ry c. Telia Finland Oyj, ECLI:EU:C:2023:914 pt. 46 ; CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt. 31.

[1012] Par exemple, par rapport à la Directive 2014/26 : CJUE, 23 nov. 2023, C-201/22, Kopiosto ry c. Telia Finland Oyj, ECLI:EU:C:2023:914 pt. 47.

[1013] Cons. 10 « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

des voies de droit efficaces destinées à prévenir, à faire cesser ou à remédier à toute atteinte à un droit de propriété intellectuelle existant[1014]

327. Jurisprudence de la CJUE — Au vu de l'ancienneté de la Directive 2004/48, la CJUE a déjà eu de multiples occasions pour s'y prononcer. Nous avons répertorié les décisions rendues par la CJUE qui mentionnent la Directive 2004/48 dans la solution. Parmi les vingt-neuf décisions ainsi collectées, huit portent sur l'articulation des droits prévus par la Directive 2004/48 avec les droits fondamentaux et vingt-et-un sur l'interprétation de la directive en tant que telle. En ce qui concerne les articles invoqués, on peut constater une richesse des articles avec une prédominance du droit d'information, qui n'est pas surprenante compte tenu du fait qu'il s'agit d'une mesure qui était peu connue des nombreux États membres au jour de l'entrée en vigueur de la directive européenne.

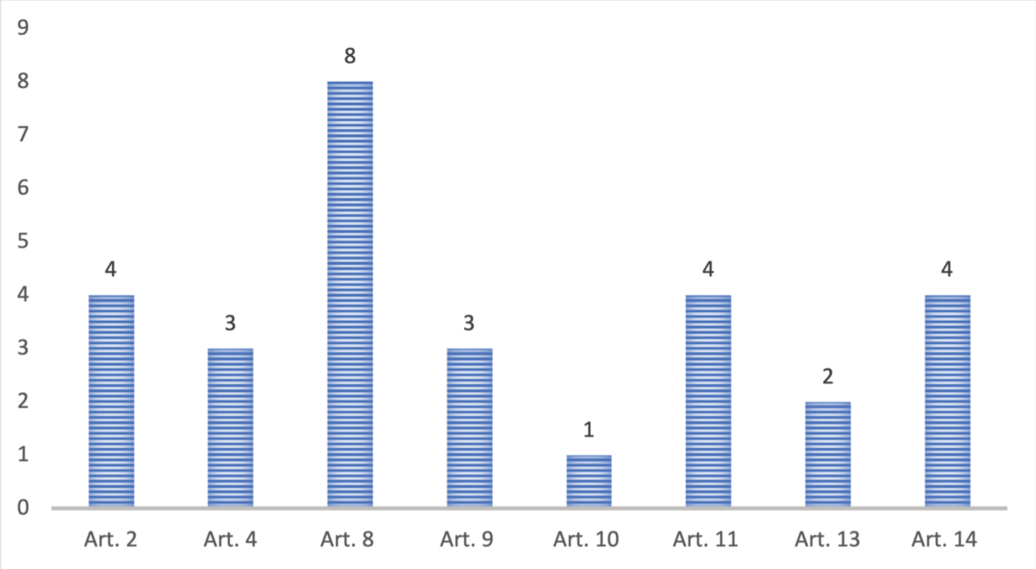


Schéma 5 : Le nombre des décisions de la CJUE selon l'article invoqué[1015]

[1014] CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 39 ; CJUE, 18 déc. 2019, C-666/18, IT Developement SAS c. Free Mobile SAS, ECLI:EU:C:2019:1099 pts 38 et 40 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309. pt. 39 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pts. 29 et 31 ; CJUE, 10 avr. 2014, C-435/12, ACI Adam BV et a. c. Stichting de Thuiskopie, Stichting Onderhandelingen Thuiskopie vergoeding, ECLI:EU:C:2014:254 pt. 61.

[1015] V. Annexe 1.

328. Plan — S'agissant des règles prévues par la Directive, certaines visent les préalables à l'action en contrefaçon (**§1**), alors que d'autres se réfèrent aux sanctions (**§2**).

§1 : Les préalables à l'action en contrefaçon

329. Plan — Les préalables à l'action en contrefaçon sont au nombre de deux. Il s'agit, tout d'abord, des mesures provisoires et conservatoires (**A**), qui peuvent être demandées avant que l'action en contrefaçon soit engagée. Le deuxième préalable porte sur la preuve de la contrefaçon (**B**). Au sens strict, la preuve de la contrefaçon intervient quand la procédure est déjà entamée. Néanmoins, nous la présenterons comme un préalable, car sans preuve aucune action en contrefaçon ne pourra être intentée. Il s'agit d'une question particulièrement délicate dans le cadre du contentieux des brevets où il est particulièrement difficile de démontrer l'étendue de la contrefaçon.

A. Les mesures provisoires et conservatoires

330. Plan — L'article 9 de la Directive 2004/48 prévoit les mesures provisoires et conservatoires. On retrouve une disposition correspondante dans l'AJUB à l'article 62. À la lecture des deux textes, on peut constater que l'AJUB prévoit des règles dont le champ d'application est davantage précisé par rapport au texte de la Directive **(1°).** Il convient de relever que l'application de cette disposition est d'une particulière importance en matière de contentieux des brevets **(2°).**

1° L'extension du champ d'application des mesures provisoires dans l'AJUB

331. Plan — Pour exposer le cadre juridique applicable aux mesures provisoires, nous allons tout d'abord, tracer les contours du droit de l'UE (**a**), pour ensuite pouvoir définir le cadre applicable devant la JUB (**b**).

a. Les contours du standard minimal

332. Cadre européen — L'article 9 de la Directive 2004/48, tout comme l'art. 50 de l'Accord sur les ADPIC[1016] qui en était une source d'inspiration et d'interprétation[1017], contient des dispositions assez générales qui rassemblent plutôt à une feuille de route à destination des États membres[1018]. Concrètement, l'art. 9 prévoit que dans le cadre d'une atteinte imminente à un droit de la propriété intellectuelle[1019], la juridiction nationale peut interdire la poursuite des actes présumés contrefaisants ou bien ordonner la saisie des marchandises soupçonnées de porter atteinte à un droit de la propriété intellectuelle. Cette possibilité est complétée par une éventuelle astreinte dont l'application est possible sous réserve que la loi nationale prévoie un tel mécanisme. Afin de former une demande en ce sens, le titulaire des droits doit présenter une demande contenant tout élément de preuve raisonnablement accessible afin d'acquérir avec une certitude suffisante la conviction qu'il est le titulaire du droit et qu'il est porté atteinte à son droit ou que cette atteinte est imminente. La Directive également dans l'objectif d'atteindre une protection effective du droit de l'UE prévoit que ces mesures peuvent être demandées *ex parte* mais afin de préserver le droit de défendeur à être entendu, elles doivent lui être communiquées dès leur exécution[1020]. Dans la même optique, si les mesures s'avèrent injustifiées, le défendeur lésé pourra demander un dédommagement approprié pour le préjudice qu'il aura subi[1021].

333. Jurisprudence de la CJUE — Pour l'heure, la CJUE a pu se prononcer à trois reprises sur l'application de l'art. 9 de la Directive 2004/48. Ces trois affaires concernaient le droit des brevets, ce qui n'est guère surprenant au vu de l'intérêt de ces mesures en la matière. Concernant les conditions d'octroi des mesures provisoires, la CJUE[1022] s'est prononcée sur la pratique judiciaire spécifique à l'ordre allemand qui conduisait au rejet systématique des mesures

---

[1016] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 225-228.

[1017] CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8 pts. 34-36.

[1018] SEMENOV Vadym, « How will it be? Injunctive relief in UPC practice », *JIPLP,* 15(2), 2020, p. 135.

[1019] Art. 9 de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[1020] V. cons. 22 de *Ibid.*

[1021] CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8 pt. 45 : « [...] Ainsi qu'il ressort du considérant 22 de la même directive, ces mesures de dédommagement constituent des garanties que le législateur a considérées nécessaires en contrepartie des mesures provisoires rapides et efficaces dont il a prévu l'existence. »

[1022] CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309.

provisoires pour les brevets qui n'avaient pas fait l'objet d'une procédure en opposition en validité préalable. Cette pratique judiciaire avait été déclarée comme incompatible avec le droit de l'UE, dans la mesure où elle ajoutait une condition supplémentaire à l'application des mesures provisoires, alors qu'elle n'a pas été prévue par le législateur européen. La CJUE avait pu souligner à l'occasion de cette affaire qu'il incombe au juge de prévoir des sauvegardes nécessaires contre l'usage abusif des mesures provisoires[1023]. En ce qui concerne les conditions des mesures octroyées de manière injustifiées, la CJUE a pu à deux reprises statuer sur la notion du « dédommagement approprié » qui est prévue au bénéfice du plaideur lésé par des mesures inutiles. En premier lieu, la CJUE[1024] a précisé que le « dédommagement approprié » est une notion autonome du droit de l'UE, qui doit être appréciée en fonction des circonstances particulières de l'affaire[1025]. En l'espèce, le droit national hongrois prévoyait la possibilité de ne pas indemniser une personne pour le préjudice que celle-ci a subi en conséquence du fait qu'elle n'a pas agi en vue d'éviter ou réduire son préjudice. La CJUE a souligné qu'un tel dédommagement n'est pas automatique. Le législateur national peut dès lors prévoir l'absence d'une telle indemnisation si elle n'est pas justifiée par des circonstances objectives de l'affaire, comme dans une hypothèse où le préjudice subi aurait pu être évité par la partie concernée. En second lieu, la CJUE a pu connaître une affaire mettant en cause la législation radicalement opposée à celle précédemment scrutée. Cette fois-ci, le droit finlandais prévoyait une responsabilité sans faute dans le cadre du « dédommagement approprié » du préjudice subi pour des mesures inutiles. La CJUE a précisé que cette législation ne s'oppose pas au droit de l'UE, pourvu que le juge puisse adapter des dommages-intérêts en prenant en compte les circonstances de l'espèce, y compris l'éventuelle participation du défendeur à la réalisation du dommage. En somme, la CJUE œuvre, avec difficulté, pour garder la marge des manœuvres dans la définition du régime de responsabilité applicable dans les droits nationaux. Son rôle se contente de réitérer l'importance d'un examen au cas par cas par le juge national d'un dédommagement approprié, quel que soit le régime de responsabilité retenu.

[1023] *Ibid.* pt. 43.
[1024] CJUE, 12 sept. 2019, C-688/17, Bayer Pharma AG c. Richter Geodon Vegyészeti Gyár Nyrt., Exeltis Magyarország Gyógyszerkereskedelmi Kft., ECLI:EU:C:2019:722.
[1025] *Ibid.* pt. 40 et 51.

334. Transition — Les contours du droit européen demeurent assez généraux, ce qui explique une plus grande précision de ces mesures dans l'AJUB.

b. Le cadre précisé dans l'AJUB

335. Transposition dans AJUB — L'AJUB prévoit une disposition dédiée aux mesures provisoires et conservatoires qui reprend pour l'essentiel les dispositions européennes. La JUB peut prononcer des injonctions visant à prévenir toute atteinte imminente au brevet, à interdire la poursuite des faits de contrefaçons ou bien à constituer de garanties visant à assurer l'indemnisation du titulaire du droit. Ces mesures peuvent être prononcées à l'encontre du contrefacteur ou d'un intermédiaire dont les services sont utilisés par le contrefacteur supposé.

336. Précision de l'AJUB — L'AJUB toutefois précise que la JUB dispose d'un pouvoir d'appréciation pour mettre en balance les intérêts des parties[1026], précision qui n'est pas explicitement formulée à l'art. 9 de la Directive. Bien qu'absente à l'art. 9, le pourvoir d'appréciation découle des principes généraux à la lumière desquels les dispositions de la Directive doivent être interprétées.

337. Transition — Cette transposition dans l'AJUB des mesures provisoires soulève des questionnements sur son application par la nouvelle juridiction et son impact sur le paysage du contentieux des brevets, en général.

2° L'application des mesures provisoires en matière des brevets

338. Plan — L'application des mesures provisoires est d'une importance cruciale en matière des brevets. En effet, la contrefaçon peut générer d'importantes pertes pour le titulaire des droits. Dans certaines situations, l'attente d'une décision judiciaire peut causer un préjudice irréversible au titulaire des droits. Dans ce cas, il peut à titre préliminaire demander la cessation des faits prétendument contrefaisants, avant que le juge soit saisi d'une action en contrefaçon au fond. Cette mesure, cependant, connaît une application différenciée dans les États membres de l'UE (**a**). La JUB, en ce sens, promet une harmonisation (**b**).

[1026] 62 (2) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

a. Une application différenciée dans les États membres de l'UE

339. Réticence — Malgré une harmonisation européenne, certains États membres de l'UE demeurent réticents à l'octroi des mesures provisoires en matière des brevets[1027]. Ceci est lié à la nature technique et complexité des brevets, il est dès lors, difficile pour le juge de référé d'apprécier si la contrefaçon est imminente ou déjà réalisée. On peut, en effet, souligner que souvent en matière des brevets, le contentieux ne porte pas sur le produit entier, mais sur les éléments spécifiques qui le composent. Lors d'une action au fond, le juge peut avoir un aperçu des deux technologies, le cas échéant, complétées par des expertises techniques nécessaires. En matière de demandes provisoires, il ne dispose pas régulièrement de ces éléments. En outre, le contentieux des brevets soulève régulièrement la question de la validité du titre, que le juge de référé ne peut pas évaluer lors de la demande de mesure provisoire. D'un autre côté, les conséquences des mesures provisoires peuvent être particulièrement importantes et préjudiciables, si une mesure est octroyée à tort, pour le défendeur. Il peut se trouver privé de la possibilité de commercialisation de ses produits, alors que la contrefaçon ne porte que sur un élément qui le compose. Dès lors, des conséquences d'une telle mesure peuvent s'avérer commercialement et économiquement très importantes[1028]. L'octroi des mesures suppose une application du principe de proportionnalité en lien avec les droits fondamentaux. Traditionnellement considérée comme une mesure basée sur l'équité, elle suppose une balance des intérêts en cause. Cette appréciation diffère d'un pays à l'autre et peut justifier un certain forum shopping et suscite des questions sur la sécurité juridique[1029]. Sur ce point, le droit d'être entendu, d'importance pour les mesures d'interdiction provisoire habituellement octroyées ex parte. Comme souligné par SEUBA, la garantie du droit d'être entendu est un instrument effectif pour assurer les décisions justes. Dans le cadre des injonctions, l'absence d'avoir été entendu parfois ne peut pas être rattrapée par la suite[1030].

[1027] En ce sens, V. SEMENOV Vadym, « How will it be? Injunctive relief in UPC practice », *JIPLP,* 15(2), 2020, p. 134-135.
[1028] OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 268.
[1029] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 224.
[1030] *Ibid.*, p. 245-246.

340. Approche différenciée — Ces difficultés dans l'application des mesures provisoires avaient mené les juridictions nationales à des approches variées. Certaines l'accordent régulièrement, et certaines très rarement. La différence première entre les États membres se situe, ainsi, dans l'appréciation de degré de preuve à apporter pour octroyer des mesures provisoires[1031]. Par exemple, la France se classe dans la deuxième catégorie des États, en favorisant la mesure de la saisie-contrefaçon qui permet au titulaire des droits d'obtenir un échantillon du produit contrefaisant afin de pouvoir entamer une action en contrefaçon par la suite[1032]. Au contraire, les Pays-Bas connaissent une application extensive des mesures provisoires (appelés kort geding) avec une volonté d'élargir le périmètre de leur application aux autres États membres. En Allemagne, des mesures provisoires sont bien connues. En ce qui concerne la preuve pour les obtenir, elle dépend de la clarté de la situation factuelle et juridique soumise aux juges. La mesure provisoire est vue comme une mesure nécessaire et l'intérêt des titulaires prévaut quand il n'y a pas de doutes sur l'affaire. Le simple fait que la contrefaçon et la validité sont certains qui justifient la mesure provisoire, peu importe des conséquences économiques négatives. Ces mesures sont toutefois refusées, s'il n'est pas démontré que la contrefaçon ou la validité sont bien avérées[1033]. L'AJUB semble aller plus loin, en s'approchant de l'analyse britannique, où explicitement les conséquences négatives sont prises en considération dans le choix des juges. L'approche britannique, toutefois, ne permet pas la prise en considération de l'intérêt public. Il est dès lors peu probable que la lecture de l'AJUB ait si loin[1034].

341. Transition — Ces mesures connaissent différentes applications auprès des juridictions nationales, certaines y sont très favorables, d'autres pas. Il existe donc un questionnement sur l'approche qui sera retenue par la JUB, va-t-elle ordonner de manière « automatique » ou bien sera-t-elle plus réticente ? De ce choix dépendra l'éventuel succès de la JUB, si elle n'offre pas de garanties suffisantes, les titulaires et ayant droit potentiellement pourront opter pour un contentieux national basé sur un titre national ou brevet européen classique sujet d'opt-out (pendant la période de 7 ans).

[1031] *Ibid.*, p. 237.
[1032] *Ibid.*, p. 241-242.
[1033] SEMENOV Vadym, « How will it be? Injunctive relief in UPC practice », *JIPLP,* 15(2), 2020, p. 136.
[1034] *Ibid.*

b. Une promesse d'une harmonisation à l'aune de la JUB

342. Souhait — Le souhait exprimé à l'égard de la nouvelle juridiction est celui d'assurer une réponse rapide, en quelques jours, voire quelques heures[1035] afin d'assurer que le titulaire des droits puisse de manière efficace défendre son titre de propriété. Or, cette réponse rapide ne doit pas rimer avec une réponse trop hâtive. Il incombe à la JUB de prévoir une approche proportionnée tenant compte des spécificités propres à chaque espèce afin d'éviter que les mesures soient ultérieurement annulées avec un préjudice subi par le défendeur. Les mesures devant être accordées uniquement s'il y a un risque de vrai dommage avant procès[1036].

343. Souhait dans la lignée de l'AJUB — L'importance de la proportionnalité, comme prévu par l'AJUB, permet de croire que la jurisprudence de la JUB permettra d'établir à terme un guide d'application des mesures provisoires qui pourra être reprise tant par le législateur européen dans le cadre d'un éventuel règlement, ou bien à court terme par les juridictions nationales. Cette promesse de l'harmonisation de l'approche européenne envers l'octroi des mesures provisoires pourra être remplie, si les premières décisions de la JUB savent rassurer les différents usagers du système quant à leur application. Dans le cas négatif, l'effet inverse peut-être attendu, celui de la préférence pour des juridictions nationales, qui accordent plus aisément ces mesures. On peut rappeler que le Règlement Bruxelles I bis ouvre une telle possibilité en permettant à une juridiction nationale de se prononcer sur des mesures provisoires même si celle-ci n'a pas de compétence pour connaître du fond de l'action[1037].

344. Première décision de la Cour d'appel de la JUB sur les mesures provisoires — Durant la première année de son exercice, la JUB a été amenée à se prononcer sur l'octroi des mesures provisoires. De plus, la Cour d'appel de la JUB a également apporté des éléments d'analyse en définissant la ligne de conduite qui doit être suivie par les juges de la JUB dans l'application des mesures provisoires. Concrètement, la question qui était clairement au cœur des

---

[1035] JACOB Robin, « The Perfect Patent Court », in in Kur A., Luginbühl S. et Waage E. (ed.) *« ... Und sie bewegt sich doch! »: patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 322.

[1036] *Ibid.*

[1037] Art. 35 de « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

discussions était celle de la preuve à apporter pour obtenir des mesures provisoires[1038]. La JUB exige-t-elle, à l'instar des certaines juridictions nationales, la preuve de la validité et de la contrefaçon afin d'obtenir des mesures provisoires ? La Cour d'appel de la JUB a apporté un éclairage sur cette question en primant une approche proportionnée et en laissant une marge d'appréciation aux juges du fond. Dans son interprétation, la Cour d'appel de la JUB entend trouver un juste milieu entre le standard probatoire très bas et très haut. En s'appuyant sur la jurisprudence de la CJUE, la Cour précise qu'il faut veiller à ce que les délais associés aux mesures provisoires ne causent pas un préjudice irréparable au titulaire du brevet tout en veillant à ce que le défendeur ne soit pas préjudicié par des mesures accordées à tort et ultérieurement révoquées. Un degré suffisant de certitude tel que défini par l'AJUB exige une analyse de plus forte probabilité que le requérant a le droit d'engager une action et que le brevet est contrefait. Si, toutefois, la juridiction considère qu'il est plus probable qu'improbable que le brevet n'est pas valide, les mesures provisoires devront être rejetées. La Cour d'appel de la JUB a également précisé que la charge de preuve de la qualité pour agir ainsi que celle de la contrefaçon imminente pèse sur le demandeur des mesures, alors que celle de l'invalidité du brevet sur le défendeur[1039]. Il est intéressant de constater que dans cette affaire, la Cour d'appel de la JUB n'a pas été en désaccord avec la division locale de Munich sur la démarche à suivre pour accorder ou refuser des mesures provisoires. Cependant, les deux décisions sont opposées, alors que la première octroie des mesures, la seconde les révoque. La différence dans la solution vient d'une interprétation des revendications des brevets qui était plus large pour la Cour d'appel de la JUB[1040]. De ce fait, pour la division munichoise, le brevet était présumé valide, alors que pour la Cour située au Luxembourg, il était plus probable qu'improbable que celui-ci est invalide. Il demeure ainsi intéressant de voir la suite de ce contentieux pour vérifier laquelle des analyses sera retenue par les juges statuant au fond. Cette décision s'inscrit ainsi dans la lignée de la

[1038] SEMENOV Vadym, « How will it be? Injunctive relief in UPC practice », *JIPLP,* 15(2), 2020, p. 136.

[1039] CA de la JUB, NanoString Technologies Inc. et a. c. 10x Genomics, Inc., 26/02/2024, UPC_CoA_335/2023, App_576355/2023, p. 27-28, n° 5 (a) ; V. commentaire DHENNE Matthieu, « UPC and Proportionality: Will the EU enters through the back door? (From 10xGenomics case to UPC "saisie-contrefaçon") », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 3 mai 2024, [consulté le 3 juin 2024].

[1040] Une analyse détaillée du raisonnement de la Cour d'appel de la JUB, V. CA de la JUB, NanoString Technologies Inc. et a. c. 10x Genomics, Inc., 26/02/2024, UPC_CoA_335/2023, App_576355/2023, p. 28-34, n° 5 (b).

jurisprudence de la CJUE ayant souligné que la validité du titre est présumée dès la date de la publication de délivrance du titre[1041].

345. JUB : approche proportionnée — Il semble que la JUB prône une approche proportionnée dans l'application des mesures provisoires. Il n'est donc pas question des mesures « automatiques », très favorables aux titulaires des droits, qui auraient pu faire générer un contentieux des « patent trolls ». Au contraire, les mesures provisoires sont octroyées uniquement dans les situations où il est établi que la contrefaçon est avérée et que le titre est présumé valide. Il convient d'attendre de voir des effets de telle approche retenue par la juridiction nouvelle. Il se peut que les titulaires des droits puissent être attirés plutôt vers les juridictions nationales devant lesquelles l'octroi des mesures est soumis au contrôle moins contraignant. Si tel était le cas, il est clair qu'une jurisprudence, voire une règlementation européenne, serait la bienvenue pour établir un standard commun envers l'octroi des mesures provisoires en Europe.

346. Transition — Aux côtés des mesures provisoires, la preuve de la contrefaçon constitue un élément fondamental pour entamer une procédure judiciaire.

B. La preuve de la contrefaçon

347. Plan — La question de la preuve de la contrefaçon constitue un outil essentiel pour favoriser l'efficacité des procédures en contrefaçon de brevet[1042]. Il peut s'avérer difficile au titulaire des droits qui peut ne pas avoir accès à des données permettant d'évaluer l'ampleur de la contrefaçon. De surcroît, la démonstration de la contrefaçon de brevet en elle-même suppose que le titulaire puisse dispose d'un bien présumé contrefaisant afin de pouvoir démontrer que telle ou telle technologie reprend l'invention qu'il avait préalablement brevetée. À l'aune de la JUB, la question de la preuve peut s'avérer davantage marquée par le système retenu, celui de « front-loading », ou autrement dit celui de la concentration des moyens[1043]. En effet, devant la JUB, le demandeur en action en contrefaçon doit apporter l'ensemble des preuves en appui de sa thèse en

---

[1041] CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309. pt. 41.
[1042] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 199.
[1043] MICALLEF Sophie, « Déroulement d'une procédure devant la Juridiction unifiée du brevet », *Obs. Brux.*, 2023/1, n° 131, p. 19.

amont. Il n'est donc pas possible, comme c'est de l'usage dans les pays de Common law, de se contenter d'introduire une action et puis au fil de la procédure apporter de nouveaux éléments de preuve[1044]. La Directive 2004/48 et l'AJUB qui la transpose prévoient des règles générales applicables à la preuve telle quelle (**1°**) ainsi que des mécanismes spécifiques facilitant son obtention avant que la procédure en contrefaçon soit entamée (**2°**).

1° Les dispositions générales

348. Cadre européen — La Directive 2004/48 apporte des précisions générales concernant les éléments de preuves. Elle impose ainsi aux législateurs nationaux de prévoir des mesures permettant au titulaire des droits de pouvoir recueillir des preuves de la contrefaçon, sous forme d'un échantillon raisonnable ou tout élément de preuve jugé suffisant par le juge[1045].

349. AJUB — L'AJUB prévoit des dispositions beaucoup plus précises sur ce point. Tout d'abord, s'agissant de moyens de preuve, il apporte une liste non limitative[1046], comme le suggère l'adverbe « notamment », des éléments qui peuvent être demandés par les parties dans le cadre d'une procédure d'instruction. Il s'agit de l'audition des parties, des demandes de renseignements, de la production de documents, de l'audition de témoins, de l'expertise, de la descente sur les lieux, des tests comparatifs ou des déclarations faites sous le serment. Cette disposition se trouve précisée dans le RPJUB[1047] qui également de manière non limitative présente une liste similaire en détaillant les éléments de preuves comme des éléments écrits, rapports d'expertise, des objets matériels ou des fichiers électroniques. Le RPJUB énonce également des moyens visant l'obtention des preuves en rappelant l'énoncé de l'AJUB. Ensuite, l'AJUB prévoit le principe, communément admis, celui de la charge de la preuve qui incombe à la partie qui invoque les faits[1048]. Ce principe se trouve toutefois renversé en présence des brevets de procédé, pour lesquels

---

[1044] VÉRON Pierre, « The Rules of Procedure of the Unified Patent Court », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 208.

[1045] Art. 6 de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[1046] Art. 53 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1047] Règle 170 de « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[1048] Art. 54 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

le défendeur est présumé, jusqu'à la preuve de contraire, avoir repris le procédé du titulaire des droits.[1049]

350. Particularité de la JUB — La procédure devant la JUB suppose que le demandeur apporte en amont l'ensemble des preuves qui sont susceptibles d'étayer ses prétentions. Ce système diffère, dès lors, du système britannique de « disclosure » combiné avec la procédure de « cross examination »[1050] lors de laquelle les parties peuvent présenter des preuves au fil de la procédure et les discuter successivement lors des « « interrogatoires croisés ». Ce système bien particulier favorise davantage la manifestation de vérité[1051]. Il existe des conséquences pratiques importantes, qui découlent de la solution retenue par la JUB. En particulier, les parties doivent présenter l'ensemble de ses arguments et preuves, selon partie, dans le cadre d'un mémoire en demande ou bien dans le mémoire en défense. A défaut, la JUB pourra ne pas tenir compte de tout argument ou un élément de preuve qui serait soumis au-delà de la période indiquée[1052]. Nous pouvons également relever que la JUB retient que si un fait allégué n'est pas spécifiquement contesté par une partie, il sera considéré comme constant entre les parties[1053]. Par conséquent, si, par exemple, le défendeur en action ne répond pas à un élément présenté dans le mémoire en demande, la JUB pourra le considérer comme vrai. Cette solution, combinée avec des délais assez courts pour les échanges, peut mener à un véritable travail du fond pour contester l'ensemble des allégations avec l'appui des preuves.

351. Transition — La Directive 2004/48 tout comme l'AJUB prévoient des mécanismes spécifiques visant à l'obtention des preuves.

[1049] Art. 55 de *Ibid.*

[1050] VÉRON Pierre, « Le contentieux de la propriété industrielle en Europe : état des lieux, stratégies et perspectives », in De Werra J. (dir.), *La résolution des litiges de propriété intellectuelle*, Schulthess, 2010, p. 60-61.

[1051] *Ibid.*

[1052] Règle 9 (2) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[1053] Règle 171 (2) *Ibid.*

2° Les mécanismes spécifiques

352. Plan — Il existe deux mécanismes spécifiques qui peuvent aider le titulaire des droits dans l'obtention des preuves de la contrefaçon, il s'agit de la saisie (**a**) et du droit d'information (**b**).

a. La saisie : une notion renouvelée à l'aune de la JUB

353. Saisie — La Directive 2004/48, fortement inspirée par le mécanisme de la saisie-contrefaçon telle que connue de longue date en droit français, prévoit que les États membres doivent prévoir une procédure en référé permettant au titulaire des droits de demander une saisie conservatoire des éléments de preuves d'une prétendue contrefaçon[1054]. Une telle saisie peut être accompagnée d'une description détaillée avec ou sans échantillons ou de la saisie réelle des marchandises ou des moyens servant à leur fabrication. Cette mesure nécessite deux observations, le législateur européen souligne, tout d'abord, la nécessité de préserver le respect de renseignements confidentiels. En effet, lors de la saisie il est difficile de faire le tri entre les éléments qui vont être utilisés dans le cadre d'une procédure de ceux qui ne le seront pas, par conséquent il incombe aux autorités compétentes d'assurer que la saisie ne permette pas au titulaire des droits d'obtenir des informations confidentielles sur les activités du prétendu contrefacteur qui ne seraient pas en lien avec les activités prétendument illégales. En second lieu, afin d'assurer une pleine effectivité de cette mesure, la Directive 2004/48 prévoit qu'elles peuvent être demandées *ex parte*. Il s'avère, en effet, que si le présumé contrefacteur était prévenu en avance d'une saisie, il pourrait dissimiler les éléments de preuve. Cette possibilité doit toutefois être accompagnée des mesures permettant d'assurer le respect des droits de défense. Ainsi, le défendeur doit être informé des opérations effectuées et pouvoir être entendu s'il souhaite les contester.

354. AJUB — L'AJUB prévoit une disposition similaire visant à la conservation des preuves, mais aussi de la descente sur les lieux[1055], ce dernier élément ne figure pas dans la Directive 2004/48. En apparence, la mesure de conservation des preuves ressemble à celle déjà

[1054] Art. 7 de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.
[1055] Art. 60 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

connue dans les États membres tels que la France[1056], l'Italie ou la Belgique. Néanmoins, en pratique, les différences notables existent. Tout d'abord, l'étendue géographique de ces mesures est très large. La JUB peut, en effet, décider d'une saisie simultanée dans les multiples États membres contractants. C'est, dès lors, un avantage notable si les preuves de la contrefaçon se situent dans plusieurs États. Ensuite, on peut relever que la saisie devant la JUB est, en principe, contradictoire. Si le demandeur de mesures souhaite garder l'effet surprise de la mesure, il devra exposer des motifs justifiant l'absence d'information du défendeur. Les raisons invoquées peuvent porter, par exemple, sur le possible préjudice irréparable qui serait causé au requérant ou le risque que des éléments de preuves puissent être détruits ou qu'elles ne soient plus disponibles[1057]. Enfin, on peut ajouter deux spécificités propres à la JUB qui s'écartent des solutions bien connues dans les droits nationaux, en particulier, du droit français. Le premier, porte sur le mémoire préventif[1058], qui s'applique à l'intégralité de mesures provisoires, y compris les mesures de conservations de preuves. Le défendeur potentiel peut expliquer des raisons pour lesquelles la mesure ne devrait pas être ordonnée dans un mémoire soumis au greffe de la JUB. En présence de la demande de mesures provisoires, le juge tiendra compte des motivations soumises par le défendeur en amont. L'intérêt des mémoires préventifs est bien présent dans le cadre de mesures d'interdiction, on peut cependant douter de son réel impact dans le cadre des mesures de saisie visant à obtenir un élément de preuve. Le second, porte sur la délimitation de l'effet de la saisie à seule JUB. Contrairement au droit français, le procès-verbal de la saisie ne pourra pas, en principe, être utilisé par les parties dans le cadre des autres procédures judiciaires. Le RPJUB précise en effet, que « résultat des mesures de conservation de preuves ne peut être utilisé que dans le cadre de la procédure au fond »[1059]. Cet article permet au juge d'y déroger, il convient de suivre les décisions rendues par la JUB pour voir quelle interprétation sera retenue par les juges européens. En France, le procès-verbal de la saisie peut être utilisé dans toutes les procédures, qu'elles soient intentées en France ou à l'étranger. Sur ce point, certains commentateurs avaient pu souligner que

[1056] KIESEL LE COSQUER Guylène, « Nouvelle Juridiction unifiée du brevet : la force de la France et des Patent litigators français », *Propr. Industr.,* 2023, p. 3.
[1057] Rgl. 197 (1) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].
[1058] Rgl. 207 *Ibid.*
[1059] Rgl. 196 (2) *Ibid.*

la JUB présente un cadre quelque peu moins attractif que la juridiction nationale[1060]. Néanmoins, cette faculté pourra être compensée par la possibilité de saisie multiterritoirale qui présente certainement un avantage pour les plaideurs.

355. Retour d'expérience de la JUB — Durant la première année d'exercice de la JUB, on a pu constater que les mesures d'interdiction provisoires y sont plus souvent demandées que les saisies. Pour l'heure, le contentieux devant la JUB se rapproche de celui bien connu en Allemagne ou Autriche. Ceci étant dit, la saisie a déjà pu être ordonnée par la JUB qui en a clarifié ses contours. En premier lieu, la juridiction vérifie la preuve de la titularité de brevet et l'absence de la procédure en opposition en cours. Concernant la démonstration des faits prétendument contrefaisants, la JUB a pu les qualifier, par exemple, à travers la preuve des deux brochures présentant des machines prétendument contrefaisantes accompagnées d'une opinion technique[1061], ou bien à travers des images des produits contrefaisants extraits du site internet accompagné de la description de ce produit[1062]. Les mesures de conservation de preuves avaient été ordonnées *ex parte* dans le cadre d'une situation d'urgence, par exemple, dans le cadre d'un salon professionnel qui finissait un jour après la demande de mesures[1063]. Elles avaient pu être également octroyées dans les situations où le risque existait qu'elles soient détruites, par exemple, au vu de leur caractère numérique, susceptible d'une suppression rapide[1064] ou bien dans la situation où le risque existait que les produits aillent quitter le territoire à la fin du salon professionnel[1065]. La JUB également met l'accent sur la protection des données confidentielles dans le cadre des mesures de saisie[1066].

356. Transition — Aux côtés de la saisie, figure également le droit d'information.

[1060] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.
[1061] JUB DL Milan, Oerlikon Textile GMBH § Co. KG, c. Himson engineering private limited, 13/06/2023, procedure no. 500663/2023 - CFI no. 127 pt. 1.4.
[1062] JUB DL Paris, C-KORE Systems Limited c. Novawell, 14/11/2023, UPC_CFI_397/2023 pt. 3.2 ; V. commentaire DHENNE Matthieu, « UPC "saisie-contrefaçon" Part III: the "C-Kore" case », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 22 mars 2024, [consulté le 6 juin 2024].
[1063] JUB DL Milan, Oerlikon Textile GMBH § Co. KG, c. Himson engineering private limited, 13/06/2023, procedure no. 500663/2023 - CFI no. 127 pt. 2.1.
[1064] JUB DL Paris, C-KORE Systems Limited c. Novawell, 14/11/2023, UPC_CFI_397/2023 pt. 4.2.
[1065] JUB DL Milan, Oerlikon Textile GMBH § Co. KG, c. Himson engineering private limited, 13/06/2023, procedure no. 500663/2023 - CFI no. 127 pt. 2.2.
[1066] V. *supra* n° 174.

b. Le droit d'information : un rôle probatoire

357. Cadre européen — La Directive 2004/48 avait prévu un mécanisme particulier du droit d'information[1067]. Il s'agit d'une mesure qui n'a pas été connue au sein des droits nationaux de nombreux États membres[1068], mais depuis l'entrée en vigueur de la Directive elle a connu un certain succès, comme en démontre le nombre de renvois préjudiciels qui avait été formés sur ce fondement. Le droit d'information constitue une procédure autonome qui n'est pas rattachée à la procédure de la contrefaçon en tant que telle[1069]. Il peut dès lors être actionné avant la procédure en contrefaçon et aussi bien après cette procédure. Dans les deux cas, il va jouer un rôle probatoire, et permettra de démontrer l'étendue de la contrefaçon, soit non encore avérée, soit déjà avérée, afin de permettre à la juridiction de se prononcer sur la réparation. Le droit d'information permet à des juridictions nationales d'ordonner la communication sur l'origine et les réseaux de distribution des marchandises ou des services qui portent atteinte à un droit de la propriété intellectuelle. Il convient de noter que cette mesure, contrairement à la précédente, ne vise pas forcément le défendeur, le prétendu contrefacteur, mais peut cibler chaque personne qui est en possession des informations permettant de définir l'étendue de la contrefaçon. Sur ce point, des renvois préjudiciels avaient été formés afin de clarifier son articulation avec, en particulier, les règles de la confidentialité. La CJUE y a répondu en précisant qu'il convient de rechercher une balance entre différents droits fondamentaux en cause[1070]. La CJUE a pu, en outre, se prononcer sur la notion « d'adresse » se référant à la communication d'adresse des personnes dans le cadre d'une demande d'information[1071]. Sur ce point, la CJUE a précisé que la notion d'« adresse » se réfère uniquement à l'adresse postale c'est-à-dire le lieu de domicile ou de résidence d'une

---

[1067] Art. 8 de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[1068] RODÀ Caroline, *Les conséquences civiles de la contrefaçon des droits de propriété industrielle : (Droits français, belge, luxembourgeois, allemand, anglais)*, Litec, 2011, p. n° 3, 17.

[1069] CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 40 et 43 ; CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492 pts. 81-82.

[1070] CJUE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54 CJUE, 19 févr. 2009, C-557/07, LSG-Gesellschaft zur Wahrenhmung von Leistungsschutzrechten HmbH c. Tele2 telecommunication GmbH, ECLI:EU:C:2009:107 CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771.

[1071] CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542.

personne donnée. Elle ne couvre pas les adresses IP, numéros de téléphone ou adresses courriel[1072]. C'est le sens général, les États membres disposent de la faculté d'élargir cette notion à d'autres éléments si le respect d'un juste équilibre est assuré.

358. AJUB — L'AJUB propose une transposition qui diffère de la lettre de la Directive. La JUB aura, en effet, le pouvoir d'ordonner la communication d'information. À l'égard du contrefacteur, le requérant peut demander la communication des informations sur l'origine et les canaux de distribution des produits ou des procédés litigieux, des qualités produites, fabriquées, livrées, reçues ou commandées des produits litigieux ainsi que l'identité de tout tiers intervenant dans la production ou la distribution des produits litigieux[1073]. L'AJUB précise également que ces informations peuvent être demandées à un tiers, à condition qu'il ait pu être constaté qu'il se trouvait en possession de produits litigieux commercialisés à l'échelle commerciale, ou bien, qu'il fournissait des services aux fins d'activités litigieuses à une échelle commerciale.

359. Transition — Aux côtés des mesures préalables à la contrefaçon, nous pouvons également identifier des sanctions visant tantôt à remettre le titulaire des droits dans la position d'avant la contrefaçon, tantôt à réparer le préjudice qu'il a subi du fait de la contrefaçon avérée.

§2 : Les sanctions de la contrefaçon

360. Qualité à agir — À titre préliminaire, nous pouvons relever que pour introduire une demande des mesures prévues par la Directive 2004/48, le demandeur doit avoir la qualité à agir. On peut relever que la question de l'intérêt à agir reste régie par les droits nationaux des États membres. La CJUE a apporté un certain nombre de précisions à l'égard de l'introduction de la demande visant le respect des droits de la propriété intellectuelle. En premier lieu, elle a relevé que l'origine contractuelle ou délictuelle de l'atteinte n'est pas un critère pour définir la notion de l'atteinte à un droit de la propriété intellectuelle. Cette notion englobe, ainsi, une violation d'un contrat de licence d'un logiciel[1074]. En deuxième lieu, la CJUE a précisé que la qualité d'un « troll », d'une entité qui n'exploite pas des droits, mais se contente d'envoyer des mises en demeure pour le non-respect des droits, n'est pas incompatible avec la qualité pour agir. Une telle

[1072] *Ibid.* pt. 39.
[1073] Art. 67 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1074] CJUE, 18 déc. 2019, C-666/18, IT Developement SAS c. Free Mobile SAS, ECLI:EU:C:2019:1099 pt. 49.

entité peut demander l'application des mesures, procédures et réparations prévues par la Directive pourvu qu'une telle demande soit proportionnée[1075].

361. Plan — Parmi les sanctions de la contrefaçon, on peut distinguer des injonctions, à savoir, des mesures d'interdiction définitives (**A**) des mesures réparatrices visant à réparer le préjudice subi par le titulaire des droits (**B**).

A. Les injonctions

362. Plan — Le terme injonction provient du latin *injunctio*, de *injungere* qui signifie enjoindre. Il se réfère au pouvoir donné au juge d'« ordonner » ou de « mettre en demeure »[1076]. Dans le cadre du contentieux des droits de propriété intellectuelle, on se réfère à ce terme pour désigner les mesures d'interdiction qui visent à « priver un individu de la faculté d'exercer certains droits, certaines activités ou certaines fonctions »[1077], plus spécifiquement, à interdire la poursuite des actes jugés contrefaisants. Cette mesure a connu de vifs débats au sein de la doctrine européenne, en particulier, dans le domaine des brevets[1078]. Ces débats sont, en majeure partie, liés au cadre européen, insuffisamment précis qui laisse une porte à des interprétations variées quant à l'étendue de ces mesures (**1°**). Nous pouvons espérer que le cadre juridique applicable à la JUB accompagné de sa jurisprudence permettra une meilleure harmonisation de ces mesures (**2°**).

1° Le cadre européen insuffisant

363. Source — S'inspirant de l'article 44 des Accords sur les ADPIC, le législateur européen a entendu harmoniser le cadre juridique applicable aux injonctions au sein de l'UE à travers les articles 11 et 12 de la Directive 2004/48. Contrairement aux Accords sur les ADPIC, la Directive européenne apporte des précisions sur les conditions d'application des injonctions, elle permet également de substituer les injonctions par une compensation financière en cas de contrefaçon

---

[1075] CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492 pt. 96.
[1076] CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, PUF, 2018 v° INJONCTION (2°).
[1077] *Ibid.* v° INTERDICTION(2°).
[1078] SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in *Patent Law Injunctions*, Wolters Kluwer, 2019, p. 31.

non intentionnelle. Le Règlement portant sur les marques de l'UE ainsi que celui sur les dessins et modèles prévoient également chacun une disposition applicable aux mesures d'interdiction[1079].

364. Art. 11 de la Directive : cadre imprécis — La Directive 2004/48 impose aux États membres de prévoir une possibilité pour les juridictions de pouvoir prononcer une interdiction définitive des activités contrefaisantes[1080]. Sous réserve, d'une disposition nationale la prévoyant, une astreinte peut être ordonnée pour assurer l'exécution de l'injonction. L'article 11 de la Directive précise également que les États membres doivent veiller à ce qu'une injonction puisse être ordonnée non seulement à l'égard du contrefacteur avéré, mais également à l'encontre des intermédiaires dont les services avaient servi pour porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle. D'emblée nous pouvons noter que la bonne ou mauvaise foi du contrefacteur n'est pas un critère mentionné par le législateur européen. Comme il a pu être relevé par la doctrine, c'est une solution qui s'inscrit dans la logique de la finalité de la mesure, qui est de mettre fin à la contrefaçon, le caractère intentionnel reste, quant à lui, indifférent[1081]. Force est de reconnaître que cet énoncé ne répond pas à la principale difficulté rencontrée par les États membres au jour où la Directive était en cours de préparation. Il s'agit d'une division centrale entre les États membres dans l'approche retenue à l'égard de l'octroi des mesures d'interdiction[1082]. Alors que les États représentant le système commun law appliquent ces mesures sur la base d'équité et

---

[1079] Art. 130 (1) « Règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne (texte codifié) », JO L 154 du 16.6.2017, p. 1–99 ; Art. 89 (1) « Règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins ou modèles communautaires », JO L 003, 5.1.2002, p.1.

[1080] Art. 11 de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[1081] RODÀ Caroline, « Les procédures civiles visant à garantir le respect des droits de propiété intellectuelle », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 348 ; C'est la logique du droit de propriété qui prévaut sur celle de la responsabilité, V. OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 259-260.

[1082] Nous pouvons souligner, que le point de départ des discussions en matière des brevets est marqué par une décision rendue par la Cour Suprême des Etats-Unis, qui avait proposé d'appliquer en droit des brevets, un examen en quatre étapes afin de définir si une mesure d'interdiction puisse être octroyée par le juge. Les critères à démontrer par le requérant sont les suivants : (1) qu'il a subi un préjudice irréparable ; (2) que les recours disponibles en droit sont inadéquats pour compenser ce préjudice ; (3) que, compte tenu de l'équilibre des difficultés entre le réquerant et le défendeur, un recours en équité est justifié ; et (4) que l'intérêt public ne serait pas lésé par une injonction permanente. La Cour y a ajouté que la décision d'octroyer ou refuser cette mesure est laissé à la discrétion du juge saisi et qu'elle puisse être sanctionnée en appel en cas de l'appréciation abusive eBay Inc. v. MercExchange, L. L. C., 547 U.S. 388 (2006).

d'appréciation au cas par cas de leur opportunité[1083], les États du civil law démontrent plutôt une tendance à ce que l'octroi de ces mesures soit automatique[1084]. Ces mesures, en effet, sont vues comme une conséquence logique des actes de contrefaçon[1085], autrement dit, il s'agit d'une caractéristique première du droit de propriété détenu par le titulaire du brevet[1086]. Or, on constate que l'article 11 n'apporte aucune indication sur la manière dont cette disposition doit être appliquée par les juridictions nationales[1087]. Ce qui est d'autant plus curieux que le législateur lui-même l'eût souligné pour souligner l'importance de l'harmonisation[1088], sans pour autant y apporter une réponse effective. Il n'indique ni qu'une application proportionnée devrait être privilégiée, ni qu'une application automatique devrait constituer un principe. On pourrait ainsi se référer aux principes généraux en espérant y trouver un indice sur son application[1089]. Là encore la difficulté réside dans le fait que selon le principe évoqué la solution donnée est différente. Or, les principes d'effectivité et de dissuasion vont aller plutôt dans le sens d'une application automatique des mesures d'interdiction. En revanche, le principe de proportionnalité, quant à lui, va privilégier une application au cas par cas avec une certaine flexibilité. La deuxième piste d'interprétation serait d'articuler cette disposition avec des dispositions présentes dans les autres

---

[1083] V. p.ex. une décision de la Cour des Brevets du Royaume-Uni sur le sujet : HTC Corporation v Nokia Corporation [2013] EWHC 3778 (Pat), Patents Court, England and Wales, 3 December 2013.

[1084] SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in *Patent Law Injunctions*, Wolters Kluwer, 2019, p. 32 et 35 ; V. également une analyse comparative détaillée, SIKORSKI Rafał, « Patent Law Permanent Injunctions and the Reception of Proportionality in the European Union », *Access. Httpspapersssrncomsol3paperscfmabstractid4758490*, 13 mars 2024, p. 8-19, [consulté le 20 mars 2024].

[1085] Le juge « ne dispose ici d'aucun pouvoir souverain d'appréciation et ne peut, en principe, refuser de la prononcer. (...) Cette particularité est la conséquence du caractère exclusif du droit de la propriété industrielle. » RODÀ Caroline, *Les conséquences civiles de la contrefaçon des droits de propriété industrielle : (Droits français, belge, luxembourgeois, allemand, anglais)*, Litec, 2011, p. 48, n° 29.

[1086] OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 259.

[1087] TILMANN Winfried, « The UPC Agreement and the Unitary Patent Regulation—construction and application », *JIPLP,* 11, 2016, p. 554.

[1088] Le cons. 7 précise, en effet, que « il existe encore des disparités importantes en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. (...) les modalités d'application des procédures en cessation des atteintes aux droits de propriété intellectuelle connaissent des variations importantes d'un État membre à l'autre. » Il y ajoute dans le cons. 8 que « Les disparités existant entre les régimes des États membres en ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle sont nuisibles au bon fonctionnement du marché intérieur et ne permettent pas de faire en sorte que les droits de propriété intellectuelle bénéficient d'un niveau de protection équivalent sur tout le territoire de la Communauté. Cette situation n'est pas de nature à favoriser la libre circulation au sein du marché intérieur ni à créer un environnement favorable à une saine concurrence. » « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[1089] SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in *Patent Law Injunctions*, Wolters Kluwer, 2019, p. 34.

règlements européens. On le sait, que la CJUE veille, à ce que l'interprétation des notions prévues par le droit européen soit cohérente et uniforme. Les dispositions prévues en matière des marques et dessins et modèles différents de l'énoncé de l'art. 11 de la Directive 2004/48. Elles prévoient, en effet, le principe selon lequel la juridiction saisie « rend » une ordonnance interdisant les actes de contrefaçon ou menace de contrefaçon, « sauf s'il y a des raisons particulières de ne pas agir de la sorte »[1090]. On peut ajouter que la CJUE considère la notion des « raisons particulières » comme une notion autonome du droit de l'UE[1091]. Elle a précisé que : cette notion doit être interprétée restrictivement[1092] et que l'application des mesures ne suppose pas une preuve de l'existence d'un risque manifeste ou non limité de réitération des actes de contrefaçon par le défendeur[1093]. Ces raisons peuvent être constituées dans le cas où la poursuite par le défendeur des actes est désormais impossible, car postérieurement à la commission des actes illicites, le titulaire de la marque contrefaite serait déchu de ses droits[1094]. La question ainsi demeure de savoir, si ces « raisons particulières » doivent être considérées comme une exception propre aux droits de propriété industrielle harmonisés ou bien si on peut extrapoler cette solution aux droits qui le sont moins, comme les brevets.

365. Art. 12 de la Directive : cadre facultatif — On peut noter que le législateur européen avait également prévu une mesure alternative à l'injonction[1095]. Il s'agit d'un paiement d'une réparation pécuniaire à la place de l'injonction en cas de contrefaçon non intentionnelle et sans négligence[1096]. Cette mesure alternative, n'étant pas obligatoire, n'avait pas connu des transpositions dans les droits nationaux et si oui, avait conduit à son application très rare[1097]. Elle a par exemple été prévue dans le droit allemand, mais uniquement pour les violations applicables

---

[1090] Art. 130 (1) « Règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne (texte codifié) », JO L 154 du 16.6.2017, p. 1–99 ; Art. 89 (1) « Règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins ou modèles communautaires », JO L 003, 5.1.2002, p.1.

[1091] CJCE, 14 déc. 2006, C-316/05, Nokia Corp. c. Joacim Wärdell, ECLI:EU:C:2006:789 pts. 21-22 et 28.

[1092] *Ibid.* pt. 30.

[1093] *Ibid.* pt. 34.

[1094] *Ibid.* pt. 35.

[1095] Art. 12 de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[1096] Sur les difficultés d'intérprétation de cette disposition, V. SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in *Patent Law Injunctions*, Wolters Kluwer, 2019, p. 35 ; BLOK Peter, « A harmonized approach to prohibitory injunctions: reconsidering Article 12 of the Enforcement Directive », *JIPLP,* Vol. 11, No 1, 2016, p. 59.

[1097] OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 264.

aux droits d'auteur[1098]. Hélas, cette disposition, qui aurait pu apporter des clarifications sur la nécessaire proportionnalité des mesures, s'avère, en réalité, une « coquille vide » faute des transpositions.

366. Contentieux des brevets : le champ d'application privilégié et le plus controversé — Si le contentieux des brevets connaît de nombreux débats sur le caractère automatique ou non des mesures d'interdiction c'est parce que c'est le contentieux dans lequel on a pu observer des dérives de l'approche traditionnellement retenue dans les États de Civil Law. En effet, le contentieux des brevets présente de différentes facettes. Il existe des contrefaçons où la mesure d'interdiction doit être ordonnée de manière automatique sans qu'on puisse en douter. Il existe, toutefois, des cas où l'octroi de ces mesures se heurte à des considérations d'ordre concurrentiel ou de l'intérêt général. En ce qui concerne, le droit de concurrence, c'est en particulier dans le domaine des BEN que des abus de la position dominante, basés sur l'article 102 TFUE, pourraient être observés[1099]. Les mesures d'interdictions dans ce domaine, peuvent s'apparenter comme une sanction disproportionnée. De même, le phénomène de patent trolls, à savoir des business models des exploitants des droits qui se contentement d'acheter et exploiter le droit, conduit à une conclusion que les mesures d'interdictions dans ce cas constituent une barrière au commerce légitime[1100]. S'agissant l'intérêt général, l'interdiction de commercialiser un produit dans son intégralité parce qu'une partie minime se heurte à un brevet déposé, peut constituer un préjudice disproportionné à la fois pour le contrefacteur que l'intérêt de la société. Pour l'ensemble de ces raisons, certains États membres, inspirés par une approche des pays de la Common law, avaient commencé à privilégier une appréciation proportionnelle des mesures d'interdiction. Face à cette évolution, de nombreuses voix se sont élevées pour savoir quelle approche pourra être privilégiée par la JUB sur ce point.

367. Transition — Le tribunal peut-il refuser une mesure d'interdiction si la contrefaçon est avérée et si oui dans quelles conditions ?[1101] Voici, cette « grande question » du contentieux des brevets à laquelle le législateur européen n'a pas donné, pour l'heure, une réponse claire. On peut

---

[1098] *Ibid.*, p. 258-259.
[1099] SIKORSKI Rafał, *op. cit.*, p. 31.
[1100] OHLY Ansgar, *op. cit.*, p. 261.
[1101] JIPLP, Peter, « A harmonized approach to prohibitory injunctions: reconsidering Article 12 of the Enforcement Directive », *JIPLP,* Vol. 11, No 1, 2016, p. 56.

s'interroger si la JUB peut apporter une pierre à cet édifice et clarifier l'approche pour l'ensemble du territoire de l'UE.

2° L'harmonisation complémentaire attendue de la JUB

368. AJUB : début de réponse — L'AJUB prévoit la possibilité pour accorder une injonction permanente à l'égard du contrefacteur ou d'un intermédiaire dont les services avaient été utilisés pour contrefaire un brevet[1102]. Il prévoit également la possibilité d'une astreinte à payer en cas de non-respect de l'injonction[1103]. Nous pouvons noter, en plus, que l'AJUB ne transpose pas l'art 12 de la Directive 2004/48[1104]. Or, une telle transposition a été envisagée dans les versions précédentes du Règlement de procédure, mais elle a finalement été abandonnée[1105]. Si nous privilégions l'analyse littérale de l'article 63, l'utilisation du verbe « pouvoir » laisse sous-entendre que les juges de la JUB disposent d'une appréciation sur l'opportunité d'octroyer ou non les mesures d'interdiction[1106]. Cette analyse est d'autant plus fondée si on la combine avec l'important principe de proportionnalité tel que dégagé par la JUB[1107]. On peut, cependant, noter que certains auteurs soutiennent une position différente, en soulignant qu'il n'existe pas de discrétion dans l'application d'une mesure d'interdiction, mais elle peut être exceptionnellement refusée, si elle crée une barrière au commerce légitime ou entre dans les art. 101 et 102 de TFUE[1108].

369. Jurisprudence attendue — Face à ce début de réponse qui suscite, à son tour des débats, nous pouvons espérer que les premières décisions de la JUB permettront d'apporter un éclairage sur l'approche retenue par la nouvelle juridiction. La jurisprudence portant sur les mesures provisoires peut constituer un indice pour une application au cas par cas des mesures d'interdiction. Nous pouvons également espérer que, très vite, la JUB va dégager une approche

---

[1102] Art. 63 (1) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1103] Art. 63 (2) de *Ibid.*
[1104] SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in *Patent Law Injunctions*, Wolters Kluwer, 2019, p. 36.
[1105] SEMENOV Vadym, « How will it be? Injunctive relief in UPC practice », *JIPLP,* 15(2), 2020, p. 138.
[1106] MARFÉ Mark, REETZ Alexander, PECNARD Camille *et al.*, « The power of national courts and the Unified Patent Court to grant injunctions », *JIPLP,* 10, 2015, p. 187.
[1107] V. *supra*, n° 318.
[1108] TILMANN Winfried, « The UPC Agreement and the Unitary Patent Regulation—construction and application », *JIPLP,* 11, 2016, p. 554 ; SEMENOV Vadym, *op. cit.*, p. 137.

uniforme et que celle-ci ne va pas différer d'une division à l'autre. Ce qui pourrait être préjudiciable à la cohérence du droit appliqué par la nouvelle juridiction. En cas de difficultés, il serait souhaitable qu'un renvoi préjudiciel puisse être formé auprès de la CJUE pour qu'elle puisse donner une interprétation plus précise de l'approche à adopter dans le cadre d'octroi des mesures d'interdiction. Comme nous l'avons déjà souligné, en matière des marques de l'UE, la CJUE, ont pu apporter des éclaircissements sur l'octroi des mesures d'interdictions. Une même précision serait souhaitable pour les brevets afin d'assurer une cohérence de la jurisprudence non pas seulement au sein de la JUB, mais également par rapport aux juridictions nationales qui traitent le contentieux national des brevets et, temporairement encore, celui des brevets européens.

370. Renvoi souhaitable — Un renvoi préjudiciel en la matière serait souhaitable et pourrait donner une opportunité à la CJUE de se prononcer sur l'application du principe de la proportionnalité. Dans le cadre des mesures d'interdiction, faut-il comprendre que le principe de proportionnalité s'applique qu'en cas de conflit entre le droit de propriété et le droit de concurrence ? Au contraire, le principe de proportionnalité sous-entend-il que le juge dispose d'une appréciation souveraine dans l'application des mesures d'interdiction, même en l'absence d'un conflit des droits fondamentaux ? Tel serait le cas, dans le cadre des mesures d'interdictions refusées en cas de préjudice jugé disproportionné par rapport au contrefacteur avéré. Un tel renvoi est d'autant plus souhaitable que la CJUE a déjà précisé que dans le cadre du droit des marques les « raisons particulières » pour le refus exceptionnel des mesures d'interdictions constituent une notion autonome. Une précision sur les hypothèses où un tel refus pourrait être prévu dans le cadre du contentieux des brevets, qui soulève des interrogations de taille sur ce point, est très bienvenue. De surcroît, l'application des principes d'interprétation, en l'occurrence, ne permet pas d'apporter une solution claire. Alors que le principe d'effectivité prône un octroi automatique des injonctions, le principe de proportionnalité, quant à lui, entend nuancer cette solution[1109]. La balance entre ces deux principes clés n'est pas évidente, et différents juges peuvent arriver à une solution différente tout en appliquant le cadre européen.

371. Transition — Aux côtés des mesures provisoires, les injonctions continuent de susciter des interrogations quant à leur application par la nouvelle juridiction. Le cadre juridique européen,

[1109] SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in *Patent Law Injunctions*, Wolters Kluwer, 2019, p. 33.

imprécis, conduit à ce qu'on doive attendre aux premières décisions de la JUB pour savoir quelle approche sera retenue par la nouvelle juridiction supranationale. Il serait souhaitable en la matière que la JUB puisse solliciter la CJUE dans le cadre d'interprétation du standard à appliquer dans le cadre d'octroi des mesures d'interdiction afin de garantir une application uniforme dans l'ensemble du territoire de l'UE. Le droit européen prévoit également des mesures réparatrices, qui avaient été intégrées dans l'AJUB. Force est de reconnaître qu'a priori elles ne suscitent pas le même engouement en matière des brevets que les injonctions, mais elles constituent un point d'ancrage important au droit de l'UE.

B. Les mesures réparatrices

372. Plan — Parmi les mesures réparatrices, nous pouvons distinguer les dommages-intérêts (**1°**) des autres mesures prévues (**2°**).

1° Les dommages-intérêts : un intérêt limité

373. Cadre international — L'article 45 de l'Accord sur les ADPIC prévoit une disposition dédiée aux dommages-intérêts compensatoires et adéquats[1110]. Toutefois, seul le contrefacteur s'étant livré à une activité contrefaisante intentionnellement peut être condamné à la réparation. La Directive 20004/48 comporte une disposition plus complète. Elle prévoit des éléments que la juridiction doit prendre en considération dans la fixation des dommages-intérêts[1111].

374. Cadre européen — La Directive 2004/48[1112] prévoit une double modalité de calcul des dommages-intérêts[1113]. Le premier classique, entends compenser l'ensemble du préjudice subi par le titulaire des droits, en y incluant le manque à gagner, les pertes subies, les bénéfices injustement réalisés par le contrefacteur ainsi que le préjudice moral. Le second, alternatif, permet aux juridictions de retenir au titre du dédommagement le montant forfaitaire correspondant à au moins

---

[1110] SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge University Press, 2017, p. 267-268.

[1111] RODÀ Caroline, « Les procédures civiles visant à garantir le respect des droits de propriété intellectuelle », in Geiger Ch. (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 351-352.

[1112] Art. 13 de « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

[1113] BENHAMOU Yaniv, « Compensation of Damages for Infringements of Intellectual Property Rights in France, Under Directive 2004/48/EC and Its Transposition Law - New Notions? », *IIC,*40, 2009.

le montant des redevances ou droits qui auraient été dus si le contrevenant avait demandé la licence des droits. La Directive 2004/48 prône l'allocation de dédommagement dissuasif, à savoir suffisamment haut pour que le contrefacteur ne soit tenté de recommencer les activités illégales[1114], mais elle ne prévoit pas de dédommagement punitif, bien connu dans les pays de Common Law.

375. Précisions jurisprudentielles — La CJUE a été amenée à se prononcer sur la disposition portant sur les dommages-intérêts, en particulier, c'est le second mode d'évaluation de la réparation qui a donné lieu à des renvois préjudiciels. La CJUE a précisé, en premier lieu, que le montant forfaitaire inclut l'éventuel préjudice moral subi par le titulaire des droits[1115]. En second lieu, la CJUE avait également considéré que le mode de calcul forfaitaire ne s'oppose pas à une législation qui prévoit l'octroi du double d'une redevance hypothétique pourvu que le juge puisse tenir compte des différents éléments de l'affaire en cause[1116]. Cette affaire a pu donner l'impression des dommages-intérêts punitifs[1117], qui sont, cependant, expressément exclus par la Directive.

376. AJUB — L'AJUB reprend le double mécanisme de dédommagement comme prévu par la Directive 2004/48[1118]. Il faut toutefois mentionner que l'intérêt de cette disposition se trouve quelque peu limité à l'égard de la nouvelle juridiction, dans la mesure, où les parties seront incitées au règlement à l'amiable. L'octroi des dommages-intérêts peut être prévu, en effet, lors de la procédure séparée suivant celle en contrefaçon. La raison de cet encouragement se trouve dans le caractère du contentieux des brevets, le calcul de dédommagement implique, en effet, la divulgation des données confidentielles tenant aux bénéfices des parties. Les parties seront plutôt encouragées de définir le montant de dédommagement à travers un accord amiable, afin d'éviter de communiquer l'ensemble des informations concernant les détails de la commercialisation de leurs produits. Si, toutefois tel ne serait pas le cas, nous pouvons rappeler que le titulaire des droits

---

[1114] OHLY Ansgar, « Three Principles of European IP Enforcement Law », in Drexl J. (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, 2009, p. 272.

[1115] CJUE, 17 mars 2016, C-99/15, Christian Liffers c. Producciones Mandarina SL, Mediaset España Communicación SA, ECLI:EU:C:2016:173 pt. 15.

[1116] CJUE, 25 janv. 2017, C-367/15, Stowarzyszenie «Oławska Telewizja Kablowa» c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich, ECLI:EU:C:2017:36 pt. 33.

[1117] KUR Annette, « The Enforcement Directive: rough start, happy landing? », *IIC,*2004, p. 827.

[1118] Art. 68 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

dispose de la possibilité de recourir au droit d'information afin de demander la communication des informations lui permettant d'évaluer l'étendue de la contrefaçon qu'il pourra, ensuite, présenter au juge en vue d'obtention d'un dédommagement approprié de son préjudice.

377. Transition — Le dédommagement éventuel pourra être également accompagné des différentes mesures réparatrices.

2° Les autres mesures réparatrices

378. Cadre européen — La Directive 2004/48 prévoit trois types des mesures qui peuvent être octroyés au titulaire des droits. En premier lieu, il s'agit des mesures correctives qui peuvent être demandées à l'égard des matériaux et instruments ayant servi à la création ou à la fabrication de ces marchandises. La CJUE prime une interprétation large des cas où ces mesures puissent être appliquées[1119]. En droit des marques, par exemple, la CJUE ne distingue pas selon le type de la contrefaçon. La Directive énumère trois de ces mesures, mais la liste proposée n'est pas exhaustive, il s'agit du rappel des circuits, de la mise à l'écart des circuits et la destruction[1120]. L'octroi des mesures est soumis au contrôle de la proportionnalité par la juge. En deuxième lieu, la Directive prévoit la possibilité de la publication de la décision rendue[1121] aux frais du contrevenant. En troisième lieu, les juridictions nationales sont tenues de veiller à ce que les frais de justice raisonnables et proportionnés soient remboursés par la partie qui succombe[1122]. On peut noter que la Directive précise que des considérations de l'équité peuvent être prises en compte par le juge dans l'application de cette disposition. La CJUE a pu préciser également que la notion des « autres frais » vise les frais qui sont directement et étroitement liés à la procédure judiciaire concernée[1123]. Le calcul des « autres frais » peut être basé sur la somme forfaitaire à condition que le juge national puisse l'adapter en fonction des caractéristiques spécifiques du cas d'espèce[1124]. La CJUE recherche un équilibre dans l'interprétation de cette notion, l'idée étant de permettre le

[1119] CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 54.
[1120] Art. 10 de la « Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.
[1121] Art. 15 de la *Ibid.*
[1122] Art. 14 de la *Ibid.*
[1123] CJUE, 28 juill. 2016, C-57/15, United Video Properties Inc. c. Telenet NV, ECLI:EU:C:2016:611 pt. 36.
[1124] CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pt. 65.

dédommagement des frais, mais pas de manière excessive. La notion des frais est une notion large, elle recouvre les frais liés au paiement des experts, les honoraires d'avocats[1125] ou encore au remboursement des frais engagés par la partie gagnante s'ils sont raisonnables et proportionnés[1126]. Les « autres frais » englobent les frais de la représentation par un conseil en vue d'assurer le respect des droits par la voie extrajudiciaire, comme une mise en demeure[1127].

379. AJUB — En ce qui concerne les mesures correctives[1128], l'AJUB prévoit une liste plus détaillée des mesures qui peuvent être octroyées par le juge siégeant à la JUB. Leur choix demeure soumis à l'appréciation de la proportionnalité de la mesure par rapport à la gravité de l'atteinte au droit de propriété. S'agissant de la publication de la décision de justice rendue, l'AJUB reprend fidèlement la Directive 2004/48[1129]. Par rapport aux frais de justice[1130], on peut observer que l'AJUB reprend l'article de la Directive, mais en précise les contours d'application. Les frais de justice recouvrant les frais de représentation, de témoins, d'experts, d'expériences, d'interprétation ou de traduction. On peut relever sur ce dernier point que les frais de traduction et d'interprétation dédiés encagés afin de permettre aux juges de mener la procédure dans la langue de procédure sont exclusivement supportés par la JUB[1131]. En principe, les frais sont supportés par la partie perdante devant la JUB. Néanmoins, on peut noter une spécificité procédurale propre à la JUB, en vertu de laquelle, en cas de gain partiel de cause ou de circonstances particulières, la JUB pourra décider d'une répartition équitable entre le défendeur et le demandeur. Ainsi, chaque partie va supposer ses propres frais[1132]. De plus, en vue d'assurer une procédure suffisamment rapide, et à l'instar de dommages-intérêts, la détermination de frais de justice peut être traitée dans une procédure séparée suivant la décision au fond et, le cas échéant, celle en détermination des dommages-intérêts. Cette solution permet de favoriser le

---

[1125] CJUE, 28 juill. 2016, C-57/15, United Video Properties Inc. c. Telenet NV, ECLI:EU:C:2016:611 pt. 22.
[1126] CASTANIER Kévin, « Réflexions sur la procédure civile devant la juridiction unifiée du brevet », *LPA,* 2023, p. 15-16, n° 17.
[1127] CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pt. 45.
[1128] Art. 64 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1129] Art. 80 de *Ibid.*
[1130] Art. 69 de *Ibid.*
[1131] Rgl. 150 (1) in fine « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].
[1132] Art. 69 (2) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

règlement à l'amiable de la question de frais entre les parties. Si elles n'arrivent pas à s'entendre sur le montant ou l'étendue des frais, elles peuvent saisir la JUB dans un délai d'un mois à compter de la signification de la décision[1133]. En dernier lieu, on peut mentionner que le remboursement de frais de justice devant la JUB se fait dans la limite de plafonds qui sont fixés par le comité administratif.

[1133] Rgl. 151 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

380. Cadre riche — Le cadre européen d'application verticale propose une variété des dispositions d'ordre procédural qui s'appliquent à tout procès impliquant le respect des droits de la propriété intellectuelle. Ce cadre avait été repris dans l'AJUB assez fidèlement, mais en gardant quelques différences avec le cadre européen.

381. Jurisprudence attendue — Force est de reconnaître qu'en matière du contentieux des brevets ce n'est pas le cadre européen en lui-même qui a posé des difficultés, mais son application. En effet, c'est bien l'application des mesures prévues par la Directive qui a suscité des débats et avait créé des divergences dans les applications nationales et de ce fait avait conduit les usagers du système des brevets à recourir à des pratiques procédurales leur permettant de bénéficier des mesures qui leur sont les plus favorables. Sur ce point, on attend à ce que la JUB puisse apporter de l'uniformité dans ces interprétations en dégageant une interprétation claire qui pourra être transposée par la suite tantôt par le législateur européen que par les juges nationaux.

382. Principes procéduraux — La Directive 2004/48 prévoit un certain nombre des principes procéduraux. En premier lieu, elle rappelle le standard européen en matière du procès équitable. En second lieu, elle reprend des principes d'effectivité et de la proportionnalité, bien connues du droit de l'UE. Alors que le principe d'effectivité et son corollaire, le principe de dissuasion, prônent des règles protectrices du titulaire des droits, le principe de proportionnalité s'inscrit dans la ligne de l'application flexible des règles, au cas par cas. Ce principe revêt des sens variés. Dans le cadre du contentieux, il revêt une nature constitutionnelle, en lien avec le respect des droits fondamentaux, mais il s'applique également à l'application des mesures telles quelles selon les circonstances de chaque espèce. Dans ce second volet, nous avons relevé que la CJUE n'a pas, pour l'heure, apporté de réponse précise concernant l'application des mesures d'interdiction. Or, ce sont des mesures d'une importance cruciale pour el droit des brevets et il est souhaitable que la CJUE puisse établir une ligne de conduite uniforme sur les critères pris en compte pour décider d'octroyer ou non une mesure d'interdiction.

383. Règles procédurales — La Directive 2004/48 prévoit également une importante liste des règles qui s'appliquent aux atteintes aux droits de la propriété intellectuelle. Cette liste est bien précieuse, dans la mesure où depuis 2004, elle a permis d'unifier à un certain degré des mesures qui sont prévues par de droits nationaux des États membres de l'UE. Les règles prévues

couvrent la recherche des preuves, la demande d'informations, les mesures provisoires, les mesures d'interdiction et les mesures réparatrices. Elles sont accompagnées d'une jurisprudence qui a pu apporter des éclairages sur l'interprétation de certaines notions et également mettre en lumière des différences des cadres juridiques des différents États membres de l'UE.

384. Rôle possible — L'analyse des principes procéduraux ainsi que des règles prévues par la Directive et surtout de leur transposition dans l'AJUB nous ont permis de constater que le juge supranational est incité à développer une jurisprudence plus claire. C'est, en particulier, le principe de la proportionnalité dégagé et détaillé par l'AJUB qui pourra constituer un début de la nouvelle doctrine européenne applicable en matière d'application des droits de la propriété intellectuelle.

Chapitre 2 : Le cadre juridique limité

385. Plan — Bien que la Directive 2004/48 apporte un cadre juridique riche, régissant l'ensemble de la procédure impliquant le respect des droits de la propriété intellectuelle, on peut s'apercevoir que ce cadre demeure limité (**Section 1**). Au-delà d'être limité, le rôle de la CJUE demeure conditionné par le nécessaire dialogue entre les juges qui sera mis à l'épreuve de la JUB (**Section 2**).

Section 1 : Le rôle de la CJUE limité

386. Plan — Nous pouvons identifier quelques limitations principales au rôle de la CJUE en matière de l'interprétation de la Directive 2004/48 (**§1**), ces limitations sont davantage marquées par la jurisprudence (**§2**).

§1 : Les limitations diverses du rôle de la CJUE

387. Plan — Deux sortes de limitations peuvent être distinguées, il s'agit de celles qui sont inhérentes à la nature même de la directive **(A)** et de celles qui découlent des flexibilités qu'elle prévoit **(B).**

A. Les limitations inhérentes à la nature même de la directive

388. Directive — En termes du droit de l'UE, la directive est un instrument qui prévoit un résultat à atteindre par les États membres, tout en laissant le soin d'adapter des moyens pour y parvenir. Les États membres doivent, toutefois, prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution de cette obligation. Comme l'a pu le préciser la CJUE : « la juridiction nationale est tenue d'interpréter son droit national à la lumière du texte et de la finalité de la directive pour atteindre le résultat visé »[1134]. La directive se distingue ainsi d'un règlement, qui lui propose un cadre juridique unifié d'application directe dans les droits nationaux.

389. Choix de la directive — En connaissant ces caractéristiques, on peut s'interroger sur la pertinence du recours à la directive dans le cadre des dispositions portant sur le respect des droits

[1134] CJCE, 10 avr. 1984, Aff. 14/83, Sabine von Colson et Elisabeth Kamann c. Land Nordrhein-Westfalen, Recueil de jurisprudence 1984, p. 01891 pt. 26.

de la propriété intellectuelle. On peut noter que ce choix résulte du fait, que les droits nationaux en 2004 divergeant de manière significative concernant le volet procédural applicable aux procédures en matière de la propriété intellectuelle. Ces divergences se sont encore plus accentuées avec l'adhésion à l'UE des États représentant l'Europe centrale. La volonté du législateur européen était, dès lors, de proposer un cadre d'application minimale, un résultat à atteindre, en laissant aux législateurs nationaux le soin d'adapter les mesures déjà présentes dans leurs droits nationaux, ou bien d'en créer des nouvelles afin d'assurer un niveau de protection homogène au sein des États membres de l'UE. La Directive était vue comme une première étape dans l'optique d'un rapprochement ultérieur par un instrument, comme un règlement. Par ailleurs, l'UE travaille depuis 2012 sur une révision de la Directive 2004/48[1135]. Pour l'heure, aucune proposition de révision n'a été proposée. Dans la recommandation publiée au mois de mars 2024, la Commission européenne traite l'intégralité des règles applicables au contentieux des droits de la propriété intellectuelle, elle y reprend les acquis jurisprudentiels concernant le droit d'information, les injonctions à l'égard des intermédiaires techniques et les dommages-intérêts, sans proposer une révision plus générale de la Directive 2004/48[1136].

390. Résultat — Le résultat atteint conduit au constat que dans l'ensemble des États membres on peut voir un changement significatif en termes de procédure et le rapprochement des droits dans le domaine de la propriété intellectuelle. Ce rapprochement demeure à ce jour perfectible. Le cadre actuel permet aux législateurs nationaux d'aller au-delà des dispositions européennes. Par conséquent, lors de la procédure d'un renvoi préjudiciel, le juge de l'UE souvent se contente d'analyser uniquement la compatibilité du cadre national par rapport au standard minimal[1137]. La décision rendue, ainsi, n'est pas largement transposable aux autres États membres, qui eux peuvent prévoir des modalités différentes d'application.

[1135] BARAN Agnieszka, « Prawne aspekty ochrony wynalazków w Europie i na świecie », *Econ. Manag. Q. J. Fac. Manag. Białyst.*, 2013, p. 100.

[1136] « Recommandation de la Commission relative à des mesures visant à lutter contre la contrefaçon et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle », Bruxelles, le 19.3.2024, C(2024) 1739 final.

[1137] CJUE, 25 janv. 2017, C-367/15, Stowarzyszenie «Oławska Telewizja Kablowa» c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich, ECLI:EU:C:2017:36 pt. 23 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pt. 32.

391. Transition — Aux côtés des limitations liées à la nature même de la directive, on peut observer qu'elle est d'application flexible.

B. L'application flexible de la Directive 2004/48

392. Flexibilité et juge — La flexibilité dans l'application de la directive touche, tout d'abord, le juge, qui peut l'appliquer comme un standard minimal ou appliquer les règles de manière large, plus ou moins protectrice du titulaire des droits. On peut l'observer, par exemple, par rapport à l'évaluation des dommages-intérêts[1138]. Le juge, selon les circonstances, dispose d'un choix entre deux modes d'évaluation des dommages-intérêts[1139]. Son pouvoir, toutefois, reste limité par la fonction réparatrice de dédommagement civil[1140]. Dans la même veine, le juge dispose d'un choix des diverses mesures correctrices qu'il peut octroyer selon les circonstances d'espèce et des preuves fournies. Les décisions de la CJUE portent sur la compatibilité du droit national avec le droit de l'UE, la marge d'appréciation du juge national reste intacte. La CJUE habituellement indique les lignes directrices que le juge national doit suivre, par exemple, une éventuelle compatibilité ou non-compatibilité de la disposition avec le droit de l'UE et des indications sur la manière dont elles doivent être appliquées. L'application telle quelle de la règle aux faits avec une marge d'appréciation souveraine reste du ressort du juge national. Ce point échappe, donc, en principe, au juge européen.

393. Flexibilité et législateur — La flexibilité touche également le législateur qui peut aller au-delà des dispositions européennes à condition que les règles soient favorables au titulaire des droits[1141]. Nous avons pu le constater par rapport à la JUB que de nombreuses règles avaient été quelque peu modifiées dans leur rédaction ou complétées. Parmi ces flexibilités, on peut citer le critère de l'échelle commerciale prévu pour certaines mesures n'a pas été repris dans de nombreux États membres, p.ex. la France. Au contraire, ce critère avait été retenu par la JUB, en particulier,

---

[1138] BENHAMOU Yaniv, « Compensation of Damages for Infringements of Intellectual Property Rights in France, Under Directive 2004/48/EC and Its Transposition Law - New Notions? », *IIC,*40, 2009, p. 142.

[1139] V. une application : CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492 pts. 87-89.

[1140] BENHAMOU Yaniv, *op. cit.*, p. 143.

[1141] *Ibid.*, p. 131-132 ; Exemples jurisprudentiels : CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 47 ; CJUE, 25 janv. 2017, C-367/15, Stowarzyszenie «Oławska Telewizja Kablowa» c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich, ECLI:EU:C:2017:36 pt. 22.

dans l'application du droit d'information à l'égard des tiers. La CJUE a pu rappeler ce principe, à l'occasion de l'affaire portant sur la notion d'adresses visée par l'art. 8 de la directive. En termes de la Directive, cette notion ne porte que sur l'adresse postale d'une personne donnée. Le législateur national peut, toutefois, l'élargir à une adresse IP, téléphone portable et adresse mail à condition que les droits fondamentaux soient préservés[1142]. On remarque, ainsi, que malgré une harmonisation, les législations nationales peuvent différer de manière significative. Par exemple, l'article 12 de la Directive, qui avait été initialement présenté comme obligatoire et finalement consacré comme une disposition facultative, avait été transposé dans un nombre très limité des États membres. Cette disposition qui prévoit, comme une alternative aux mesures correctrices et injonctions, une réparation pécuniaire en cas de contrefaçon non intentionnelle et sans négligence. Il introduit également une forme d'un examen de proportionnalité, qui comme on l'a dit, n'est pas suffisamment détaillée dans la Directive. Le débat portant sur la transposition de cette disposition a également accompagné la rédaction des RPJUB où initialement l'article 12 a été explicitement consacré à l'art. 118, § 2, mais suite aux critiques a été finalement retiré de l'article[1143].

394. Interprétations divergentes — Nous pouvons constater, en particulier, en matière des brevets que bien que les mesures soient harmonisées, elles ne sont pas appliquées de la même manière par les juridictions nationales. Par exemple, les juridictions françaises se prononcent régulièrement sur les saisies-contrefaçons alors que les juridictions allemandes privilégient des mesures provisoires. Les interprétations dépendent des concepts nationaux et des pratiques juridiques propres au chaque pays. À titre d'exemple, en Allemagne, il existe la possibilité de la bifurcation[1144] qui désormais est également prévue par la JUB, mais demeure inconnue dans d'autres États membres. Les juridictions allemandes prévoient que les actions de validité des brevets sont traitées par des juridictions séparées par rapport à celles saisies d'une question de la contrefaçon. Il en résulte la possibilité des décisions contradictoires si la contrefaçon est jugée avant la validité. Dans ce scénario, la contrefaçon pourra être déclarée avérée et sera sanctionnée, alors que la seconde juridiction va se prononcer sur la validité du brevet et prononcer son

[1142] CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt. 39.
[1143] BLOK Peter, « A harmonized approach to prohibitory injunctions: reconsidering Article 12 of the Enforcement Directive », *JIPLP,* Vol. 11, No 1, 2016, p. 58.
[1144] La bifurcation est connue des droits allemand et autrichien en première instance et en appel, V. RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *EIPR,* 34, 2012, p. 404.

invalidité. Il se posera ainsi la question du dédommagement de la partie lésée, la question qui n'est pas connue des autres juridictions nationales qui ont l'habitude de traiter les deux questions dans le cadre d'une même procédure judiciaire. Par ailleurs, cette question sera bien soulevée devant la JUB qui, contrairement au droit allemand, prévoit la bifurcation comme une des options laissées à la discrétion de la division locale saisie d'une question de contrefaçon et de la nullité. Il s'agit d'une source des incertitudes sur la pratique future de la nouvelle juridiction. [1145]

395. ***Forum shopping*** — Les questions de procédure revêtent dans le cadre d'une procédure en contrefaçon une importance cruciale. Elles avaient été une des sources des forums shopping, où les titulaires des droits auraient favorisé telle ou telle juridiction jugée comme plus efficace pour obtenir une mesure donnée. L'entrée en fonction de la JUB promet une plus grande harmonisation, qui dans l'idéal devrait être suivie par les juridictions nationales.

396. Transition — Ces limitations peuvent être illustrées par des exemples jurisprudentiels.

§2 : Les illustrations jurisprudentielles

397. Plan — L'analyse de la jurisprudence ayant interprété la directive 2004/48[1146] démontre que la CJUE entend avoir un rôle actif dans l'interprétation de la Directive 2004/48 (**A**). Ce rôle actif demeure limité (**B**).

A. Les contours du rôle actif de la CJUE

398. Plan — L'analyse de la jurisprudence de la CJUE en matière de la Directive 2004/48 permet de conclure que la CJUE d'un côté met l'accent sur la protection des droits fondamentaux (**1°**), et également qu'elle développe des notions autonomes (**2°**), qui jouent un certain rôle dans le développement du droit de l'UE.

[1145] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.
[1146] V. Annexe 1.

1° La CJUE : garante des droits fondamentaux

399. Décisions de la CJUE — L'analyse des décisions rendues par la CJUE démontre que les droits fondamentaux y apparaissent dans deux contextes. Le premier, déjà analysé, porte sur les conflits de droits fondamentaux concurrents. Dans ce cas, comme on l'a vu, la CJUE depuis 2011, met en balance deux droits pour définir lequel prévaut dans telle ou telle espèce. Le second a trait à l'interprétation des notions prévues par la Directive.

400. Contexte 1 : droits fondamentaux concurrents — La consécration des principes procéduraux dans l'ordre de l'UE a pour conséquence leur application directe devant les juridictions nationales, y compris, la JUB. Sur ce point, il convient d'observer que comme toute autre juridiction, la JUB sera soumise au respect des droits fondamentaux en vertu du principe de la primauté du droit de l'UE[1147], toute question relative à l'application ou l'interprétation de ces principes pourra faire l'objet d'un recours préjudiciel auprès de la CJUE[1148]. Les principes procéduraux jouent un rôle de garantie primaire d'un procès équitable qui devrait avoir pour effet de rassurer les différents usagers dans la mesure où la JUB garantira un respect effectif similaire à celui connu devant les juridictions nationales traditionnellement compétentes pour connaître le contentieux des brevets. La CJUE devient un acteur actif — le garant du respect des droits fondamentaux — dans le cadre du droit processuel de l'UE tel qu'appliqué par la JUB. Cette posture active trouve davantage d'importance dans le contentieux des brevets qui est susceptible d'opposer différents droits fondamentaux — p. ex. la liberté d'entreprendre et le droit de propriété — pour lequel un équilibre devra être assuré[1149]. Par exemple, l'équilibre des droits concurrents n'a pas été atteint dans le cadre de l'affaire BASTEI sur le droit d'auteur[1150]. La CJUE y a précisé qu'il incombe au législateur national de modifier la loi pour assurer un équilibre entre les droits en cause. En l'occurrence, assurer la possibilité de saisir le juge pour le titulaire des droits si le prétendu contrefacteur peut se libérer en invoquant le droit au respect de la vie familiale. Par

[1147] En particulier, l'article 20 de l'Accord sur la JUB sur la Primauté et respect du droit de l'Union « la Juridiction applique le droit de l'Union dans son intégralité et respecte sa primauté ».
[1148] L'article 21 de l'Accord sur la JUB « En tant que juridiction commune aux États membres contractants et dans la mesure où elle fait partie de leur système judiciaire, la Juridiction coopère avec la Cour de justice de l'Union européenne afin de garantir la bonne application et l'interprétation uniforme du droit de l'Union (…). Les décisions de la Cour de justice de l'Union européenne sont contraignantes pour la Juridiction. »
[1149] CJUE, 12 juill. 2011, C-324/09, L'Oréal SA et a. c. eBay International AG et a., ECLI:EU:C:2011:474 pts. 142-144.
[1150] CJUE, 18 oct. 2018, C-149/17, Bastei Lübbe GmbH & Co. KG c. Michael Strotzer, ECLI:EU:C:2018:841.

ailleurs, il peut s'avérer que le rôle de la CJUE peut devenir crucial par rapport à la légalité de la JUB. De nombreux commentateurs du système juridictionnel unitaire démontrent que deux séries de dispositions relatives à la JUB peuvent être contraires à l'art. 47 de la Charte des DF. Il s'agit des dispositions relatives au budget de la JUB ainsi que celles relatives à l'indépendance des juges. À l'occasion de premières affaires de la JUB, on peut espérer que ces questions seront abordées et un renvoi préjudiciel formulé afin que la CJUE puisse se prononcer sur leur compatibilité avec la Charte des DFUE.

401. Contexte 2 : Interprétation de la Directive — On peut constater que les droits fondamentaux permettent au législateur européen de dégager des interprétations propres, par exemple, la CJUE rappelle régulièrement que le droit d'information « concrétise le droit fondamental à un recours effectif comme prévu à l'art. 47 de la Charte des DFUE »[1151]. Cette mention vise à justifier le caractère intrusif ou dérogatoire des mesures propres au respect des droits de la propriété intellectuelle. À titre d'exemple on peut citer des règles relatives à la qualité pour agir[1152]. De même, la CJUE justifie à travers la qualification de fondamentaux des droits de propriété intellectuelle des interprétations autonomes de certaines notions de la Directive 2004/48[1153].

402. Transition — Au-delà du respect des droits fondamentaux, la CJUE a pu également créer certaines notions autonomes dans le cadre de l'interprétation de la Directive.

2° La CJUE : créatrice des notions autonomes

403. Définition — Issues d'application du principe d'effectivité[1154], les notions autonomes permettent au législateur européen d'assurer une interprétation uniforme d'une notion, qui est

---

[1151] CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 43 ; CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492 pt. 83 ; CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt. 35 ; CJUE, 18 janv. 2017, C-427/15, New Wave CZ, a.s. c. Alltoys, spol. S r. o., ECLI:EU:C:2017:18 pt. 25.

[1152] CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 55.

[1153] CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492 pt. 84.

[1154] CASSIERS Vincent et STROWEL Alain, « Intellectual property law made by the Court of Justice of the European Union », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 176-177.

définie par le législateur ou le juge européen, et dans l'application de laquelle le juge national ne doit pas tenir compte de la signification donnée à tel ou tel terme par le droit national[1155]. Le juge de la CJUE dégage des définitions autonomes des termes pour lesquels aucun renvoi exprès au droit national des États membres n'est prévu par le droit de l'UE, par exemple, par une directive européenne[1156]. La signification d'une notion autonome est dégagée selon son sens habituel dans le langage courant, tout en tenant compte du contexte dans lequel elle est utilisée et des objectifs poursuivis par la règlementation dont elle fait partie ainsi que, le cas échéant, de sa genèse[1157]. Sur ce dernier point, l'interprétation de la Directive 2004/48 se fait souvent à la lumière des Accords sur les ADPIC[1158].

404. Jurisprudence de la CJUE — La CJUE avait dégagé trois notions autonomes dans le cadre de l'interprétation de la Directive 2004/48. La première est le « dédommagement approprié » en cas de mesure provisoire injustifiée[1159]. La deuxième, c'est la notion d'« adresses[1160] » prévue dans le cadre du droit d'information. La troisième, c'est la notion des « frais de justice raisonnables et proportionnés »[1161].

405. Rôle ambigu des notions autonomes — Il est clair que les notions autonomes permettent d'assurer une plus grande uniformité et la clarté à l'application du droit de l'UE. Dans le cadre de la Directive 2004/48, elles permettent d'ajouter des précisions au texte de la Directive qui dans certains endroits demeure assez général. Dans la même veine, elles assurent une cohérence entre différents instruments du droit de l'UE. Le principe d'unité, en effet, conduit la CJUE à interpréter l'ensemble des directives en matière de la propriété intellectuelle à la lumière

---

[1155] CJUE, 12 sept. 2019, C-688/17, Bayer Pharma AG c. Richter Geodon Vegyészeti Gyár Nyrt., Exeltis Magyarország Gyógyszerkereskedelmi Kft., ECLI:EU:C:2019:722 pt. 40.

[1156] CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt. 28 ; CJUE, 18 oct. 2011, C-34/10, Oliver Brüstle c. Greenpeace eV, ECLI:EU:C:2011:669 pt. 25.

[1157] CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt.29.

[1158] CJUE, 12 sept. 2019, C-688/17, Bayer Pharma AG c. Richter Geodon Vegyészeti Gyár Nyrt., Exeltis Magyarország Gyógyszerkereskedelmi Kft., ECLI:EU:C:2019:722 pts. 46-49.

[1159] *Ibid.* pts. 40-42.

[1160] CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt. 28.

[1161] CJUE, 28 avr. 2022, C-531/20, NovaText GmbH c. Ruprecht-Karls-Universitat Heidelberg, ECLI:EU:C:2022:316 pt. 26.

des règles et des principes communs[1162]. Ces notions, toutefois, emportent également un risque des interventions trop poussées du législateur ou juge de l'UE. C'était le cas du droit d'auteur où la pratique des notions autonomes avait conduit la CJUE à jouer un rôle qui s'apparentait à un véritable exercice de colégislateur. Nous pouvons également relever que la création des notions autonomes suppose que des renvois préjudiciels soient formés devant la CJUE et que les faits qui y sont en jeu s'y prêtent. Si le renvoi est fondé sur des faits trop spécifiques, la CJUE pourra y répondre de manière adéquate sans pouvoir y apporter des indications plus générales.

406. Transition — Quelques exemples démontrent que le juge européen essaie de jouer un rôle actif dans l'interprétation de la Directive 2004/48. Néanmoins, on constate qu'en pratique son rôle demeure limité.

B. Les limites du rôle de la CJUE

407. Plan — L'analyse des décisions rendues par la CJUE démontrer que pour certaines, les réponses apportées par la CJUE sont circonscrites par un standard minimal (**1°**) et certain par des faits spécifiques de l'affaire (**2°**).

1° Les réponses circonscrites par un standard minimal

408. Mécanisme — La directive comme un instrument européen vise à procéder à une harmonisation minimale[1163]. Elle définit, ainsi, un standard minimal et la CJUE peut se prononcer sur la conformité des dispositions par rapport au seul standard et pour le reste habituellement, elle renvoie l'affaire devant les juges nationaux pour qu'ils appliquent la solution en conformité avec

---

[1162] CJUE, 18 oct. 2018, C-149/17, Bastei Lübbe GmbH & Co. KG c. Michael Strotzer, ECLI:EU:C:2018:841 pt. 27.

[1163] « Il convient de rappeler que, selon une jurisprudence constante, les dispositions de cette directive visent à régir non pas tous les aspects liés aux droits de propriété intellectuelle, mais seulement ceux inhérents, d'une part, au respect de ces droits et, d'autre part, aux atteintes à ces derniers, en imposant l'existence de voies de droit efficaces destinées à prévenir, à faire cesser ou à remédier à toute atteinte à un droit de propriété intellectuelle existant. Ce faisant, le législateur de l'Union a choisi de procéder à une harmonisation minimale concernant le respect des droits de propriété intellectuelle en général », V. CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8 pt. 33 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pts. 31-32 ; CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542 pt. 36 ; CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342. pt. 31 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309. pt. 37 -38 ; CJUE, 25 janv. 2017, C-367/15, Stowarzyszenie «Oławska Telewizja Kablowa» c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich, ECLI:EU:C:2017:36 pt. 23.

les dispositions nationales. En conséquence, il est rare que la CJUE rende des décisions générales qui auraient pu servir de base pour l'interprétation générale des notions. Dans la majorité des cas, la CJUE se contente d'affirmer si la législation donnée est conforme ou s'oppose au droit de l'UE tout en laissant aux juges nationaux le soin d'apprécier les circonstances d'espèce. Pour cette raison, il a pu être affirmé que la Directive 2004/48 soulève plus des questions qu'elle n'apporte de réponses. C'est, en particulier, la formulation vague et le manque d'exigences concrètes qui rendent difficile la transposition et l'application de la Directive[1164].

409. Exemple : renvoi vers le droit national — Le standard minimal de la Directive 2004/48 implique que dans certaines situations, au lieu d'apporter une réponse précise à la juridiction nationale, la CJUE opère un renvoi vers le droit national. Dans une affaire portant sur la notion du droit d'agir, par exemple, la CJUE conclut en précisant que l'Article 4-c de la Directive doit être lu à la lumière du droit national. Dans le contexte de l'affaire en cause, une société de gestion collective de marques peut agir en justice à condition qu'à la lumière du droit national, elle dispose d'un intérêt direct à agir. Les conditions pour ester en juste restent appréciées au regard du droit national[1165]. Le droit de l'UE impose cette possibilité, mais il incombe aux États membres de prévoir des dispositions concrètes[1166]. La CJUE accepte ainsi une certaine flexibilité, il peut s'agir des dispositions spécifiques ou bien des règles procédurales à caractère général[1167]. Sur ce point, on note que l'AJUB reprend les conditions de la qualité à agir, mais ne contient aucune disposition sur l'intérêt à agir[1168].

410. Contre-exemple : recherche de l'application la plus large — On peut, toutefois, relever que dans certaines décisions la CJUE entend augmenter le champ de l'application de la Directive. C'était le cas, par exemple, dans le cadre de la procédure de communication d'informations. En l'espèce, le titulaire des droits demandait à une banque la communication des informations afin d'identifier le contrefacteur, en l'espèce, le vendeur des produits contrefaisants

---

[1164] KUR Annette, « The Enforcement Directive: rough start, happy landing? », *IIC,*2004, p. 830.
[1165] CJUE, 7 août 2018, C-521/17, Coöperatieve Vereniging SNB-REACT U.A. c. Deepak Mehta, ECLI:EU:C:2018:639 pts. 27-39 .
[1166] CJUE, 23 nov. 2023, C-201/22, Kopiosto ry c. Telia Finland Oyj, ECLI:EU:C:2023:914 pts. 48-49.
[1167] *Ibid.* pt. 39.
[1168] CASTANIER Kévin, « Réflexions sur la procédure civile devant la juridiction unifiée du brevet », *LPA,* 2023, p. 12, n° 8.

en ligne[1169]. La CJUE a précisé, que la législation nationale excipant l'établissement bancaire de communiquer des informations en raison du secret bancaire de manière automatique n'est pas compatible avec le droit de l'UE. De la même manière, n'est pas compatible avec une Directive 2004/48 la législation nationale qui prévoit des mesures plus restrictives que le droit de l'UE. Par exemple, celle qui restreint l'application des mesures à certains droits de la propriété intellectuelle, alors qu'en vertu de l'art. 2, la Directive vise « toute atteinte aux droits de la propriété intellectuelle »[1170].

411. Exemple des décisions contradictoires — Le standard minimal implique que certains éléments tels que par exemple le régime de responsabilité ne sont pas harmonisés[1171]. On peut remarquer que certaines décisions deviennent ainsi contradictoires. Dans une, elle déclare que le régime qui prévoit l'absence de dédommagement et compatible avec le droit de l'UE, et dans une autre décision que la responsabilité sans faute est tout aussi compatible[1172]. Dans les deux décisions, la CJUE met l'accent sur l'appréciation du juge. Force est de reconnaître qu'il n'est pas aisé de retrouver la cohérence dans ces arrêts. Il en témoigne le fait qu'en suivant une analyse similaire l'Avocat général arrive à une solution opposée à la CJUE[1173], qui elle-même doit réexpliquer la solution de son arrêt précédent[1174].

412. Transition — Au-delà d'être limitées par le standard minimal, certaines réponses de la CJUE sont circonscrites par des faits spécifiques.

2° Les réponses circonscrites par des faits spécifiques

413. Mécanisme prévu — Le renvoi préjudiciel vise à donner au juge national une réponse utile qui lui permette de trancher le litige dont il est saisi[1175]. Le juge de la CJUE interprète le droit

---

[1169] CJUE, 16 juill. 2015, C-580/13, Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg, ECLI:EU:C:2015:485 pt. 20.
[1170] CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791 pt. 48.
[1171] CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8 pt. 35.
[1172] *Ibid.* pt. 51.
[1173] V. Concl. de l'avocat général M. M. Szpunar, 21 sept. 2023, C-473/22, ECLI:EU:C:2023:699.
[1174] CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8 pts. 37-40.
[1175] CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pt. 46 ; CJUE, 28 avr. 2022, C-531/20, NovaText GmbH c. Ruprecht-Karls-Universitat Heidelberg, ECLI:EU:C:2022:316 pt. 21.

de l'UE selon le contexte factuel qui est présenté dans le renvoi et selon le droit national invoqué. De ce fait, les demandes préjudicielles formées par les États conduisent les juges de la CJUE de se prononcer sur des circonstances des faits tellement spécifiques et propres à tel ou tel ordre national qu'elles ne sont pas transposables dans les autres droits nationaux.

414. Exemples jurisprudentiels — C'était le cas dans l'affaire Phoenix Contact, où la CJUE a dû se prononcer sur la jurisprudence allemande subordonnant l'octroi des mesures provisoires à la démonstration de la validité préalable du brevet en cause. Cette pratique avait été jugée contraire au droit de l'UE[1176]. Toutefois, l'Allemagne est le seul État membre où une telle pratique a pu être observée. La réponse de la CJUE se contente ainsi de rappeler les principes généraux du droit de l'UE, comme le principe de l'effet utile ou un principe de protection juridictionnelle effective[1177]. Nous pouvons citer également l'exemple de l'affaire dans laquelle la juridiction polonaise posait la question de savoir si un triple du montant de la licence de droit aurait pu être accordé au titulaire des droits dans le cadre d'un dédommagement par la méthode alternative. Le problème était que la législation nationale avait évolué entre temps, de sorte que la question posée a dû être reformulée et désormais portait sur le double de la rémunération[1178]. Dans la même veine, la CJUE rend parfois des décisions quelque peu contradictoires, comme dans l'affaire où elle déclare que le montant forfaitaire des « autres frais » est compatible avec le droit de l'UE à condition que le juge puisse adapter leur montant par rapport aux circonstances spécifiques de l'espèce[1179]. Par ailleurs, l'absence de l'harmonisation du régime de responsabilités avait conduit la CJUE à rendre des décisions générales et circonstanciées par exemple dans le cadre de l'analyse du principe de non-cumul des responsabilités[1180].

[1176] CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309.

[1177] *Ibid.* pts. 34-35.

[1178] CJUE, 25 janv. 2017, C-367/15, Stowarzyszenie «Oławska Telewizja Kablowa» c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich, ECLI:EU:C:2017:36.

[1179] V. CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317 pt. 65.

[1180] V. sur le principe de non cumul des responbilités prévu par le droit français : CJUE, 18 déc. 2019, C-666/18, IT Developement SAS c. Free Mobile SAS, ECLI:EU:C:2019:1099.

415. Critiques — Les diverses limitations dans la jurisprudence de la CJUE avaient fait l'objet de diverses critiques concernant le manque de cohérence[1181] et le manque de la spécialisation en matière de la propriété intellectuelle. Certains suggèrent même une réforme institutionnelle afin d'assurer une augmentation de la qualité de la jurisprudence de la CJUE[1182]. Ce projet supposerait la création d'une chambre spécialisée en propriété intellectuelle ou bien des juges spécialisés en la matière à la CJUE.

416. Transition — Le rôle de la CJUE est limité, mais également conditionné par le nécessaire dialogue entre les juges.

Section 2 : Le rôle de la CJUE conditionné

417. Plan — L'ordre juridique de l'UE a été établi sur la base de deux principes clés, celui d'application directe du droit de l'UE et de la primauté du droit de l'UE. La suprématie du droit de l'UE est assurée grâce à l'interaction entre la CJUE et les tribunaux nationaux à travers la procédure de renvoi préjudiciel. Ce dernier suppose, toutefois, le dialogue des juges. Ce dialogue est un gage de cohérence (**§1**) en ce sens, il est souhaitable que les juges de la JUB puissent y recourir. Cependant, on peut émettre quelques doutes sur son effectivité à l'aune de la JUB (**§2**).

§1 : Le dialogue souhaitable : un gage de cohérence

418. Renvoi préjudiciel — Le mécanisme d'un renvoi préjudiciel se base sur le principe de dialogue de juge à juge. Il s'agit d'un mécanisme essentiel à l'application et l'interprétation uniformes du droit de l'UE et à la protection des droits qu'il confère aux particuliers[1183]. Ce mécanisme permet aux juges de la CJUE de fournir aux juges nationaux des éléments d'interprétation du droit de l'UE qui leur sont nécessaires pour la solution du litige qu'elles sont appelées à trancher[1184]. On peut noter que le juge national doit apprécier au regard des particularités de chaque affaire tant la nécessité d'un renvoi préjudiciel pour être en mesure de

---

[1181] DREXL Josef, « An Institutional Perspective on the European Intellectual Property System: Will It Get Any Better? », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 83.
[1182] *Ibid.*, p. 85.
[1183] Art. 267 « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée) », JO C326, 26.10.2012, pp. 47-390.
[1184] CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342.

rendre son jugement que la pertinence des questions qu'il pose à la CJUE[1185]. Si ces questions portent sur l'application du droit de l'UE, le juge européen est en principe tenu d'y répondre dans la mesure où les questions portant sur le droit de l'UE bénéficient d'une présomption de pertinence. Dans le cadre des activités de la JUB[1186], les divisions représentant le tribunal de premières instances peuvent adresser un renvoi préjudiciel à la CJUE si l'application du droit de l'UE est en jeu. S'il s'agit de la Cour d'appel de la JUB, elle est tenue d'adresser une demande préjudicielle s'il existe un doute sur l'application du droit de l'UE.

419. Pertinence de renvoi par la JUB — La JUB est une juridiction hautement spécialisée dans un domaine spécifique, celui du droit des brevets, l'ouverture du dialogue avec la CJUE, lui aurait permis d'avoir une vision plus large sur le droit. On peut noter que le droit des brevets parfois pose des problématiques liées au respect du droit de concurrence par exemple, le droit qui est bien connu des juges européens. Un des dangers derrière les activités de la JUB est, en effet, la vision tunnel qu'elle pourrait suivre, en omettant de prendre en considération les logiques propres à d'autres domaines du droit. Cette vision peut être davantage marquée par la compétence limitée de la JUB pour connaître des actions connexes en lien avec la mise en œuvre des brevets. Le renvoi préjudiciel pourrait également jouer un rôle d'assurance pour les deux juridictions. En effet, la CJUE a une réputation d'une juridiction qui n'est pas spécialisée en brevets et dès lors des spécialistes en la matière tendent à soutenir que ce rôle devrait être écarté. Or, d'éventuels renvois formés par la JUB auraient pu permettre d'effacer quelque peu cette présomption et permettre à la CJUE d'avoir une place dans l'interprétation des questions en lien avec le contentieux des brevets. Réciproquement, la CJUE peut également, quant à elle, contribuer au renforcement de l'attractivité de la JUB aux yeux du public. En tant qu'une juridiction nouvelle qui applique des règles nouvelles et incertaines, la contribution de la CJUE dans leur interprétation aurait pu permettre de rassurer les usagers sur la légitimité de la nouvelle juridiction.

420. Transition — Le dialogue entre les deux juridictions est souhaitable, mais son effectivité demeure incertaine.

[1185] *Ibid.*

[1186] Art. 21 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

§2 : Le dialogue envisageable : un doute sur l'effectivité

421. Plan — Le dialogue entre les deux juridictions est mis à l'épreuve tant par les limitations inhérentes à la directive (**A**) que par les limitations inhérentes à la JUB (**B**).

A. Le dialogue à l'épreuve des limitations inhérentes à la directive

422. Nouvelle juridiction, problèmes similaires — Le cadre juridique proposé par le « paquet brevet unitaire » fait perdurer le même type d'application de la Directive 2004/48 que celui déjà connu des juridictions nationales. Les limitations liées à la Directive 2004/48 tenant au fait qu'il prévoit un standard minimal ainsi que le caractère limité des renvois préjudiciels, qui demeurent souvent conditionnés par des faits spécifiques, s'applique de la même manière aux juridictions nationales qu'à la JUB. On peut regretter que les règles portant sur les mesures n'eussent pas pu être harmonisées de manière plus poussée avant l'entrée en vigueur de la JUB pour assurer une plus grande cohérence du droit de l'UE. Ceci pourrait également réduire des hypothèses du forum shopping lié au choix des mesures ou de l'interprétation souhaité de celle-ci par tel ou te juge.

423. Dialogue entre les juges bien présents en matière des brevets — Nous pouvons relever qu'en matière des brevets furent organisées des rencontres européennes des juges traitant du contentieux des brevets. L'objectif de ces rencontres était de discuter avec les interlocuteurs représentant d'autres États des points jurisprudentiels qui suscitent des débats. En particulier, au sujet de l'application uniforme de la CBE[1187]. Il a pu être, toutefois relevé que durant les conférences bisannuelles organisées depuis 1982, ce sont en particulier les représentants de deux forums les plus importants dans le cadre du contentieux des brevets, soit l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui communiquaient le plus et qui prenaient respectivement la jurisprudence de l'un et de l'autre en considération. En revanche, les représentants des autres pays ont été prioritairement concentrés sur leur jurisprudence et le système légal[1188].

[1187] BRINKHOF Jan et OHLY Ansgar, « Towards a Unified Patent Court in Europe », in Pila J., Ohly A. (eds.),*The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 205.
[1188] *Ibid.*

424. Doutes sur l'approche de la JUB — Par rapport à la JUB, il incombe à la Cour d'appel de la JUB de décider quel rôle prévoir pour la CJUE. En particulier, quel degré de détail est souhaité par rapport aux contraintes liées aux coûts, manque d'expertise, qualité généraliste des juges[1189]. Pour l'heure, cette approche n'est pas connue. On peut relever que les limitations de la Directive 2004/48 ouvrent une voie pour que le recours à la CJUE puisse être assez réduit et que la JUB privilégie les interprétations propres, tant qu'elles respectent le standard minimal défini par la Directive 2004/48, la CJUE ne pourra pas s'y opposer.

425. Transition — Les limitations inhérentes à la Directive 2004/48 ne sont pas les éventuels obstacles à un renvoi préjudiciel devant la CJUE concernant cet instrument européen. Les limitations inhérentes à la JUB doivent également être prises en compte.

B. Le dialogue à l'épreuve des limitations inhérentes à la JUB

426. Plan — Le dialogue entre les juges peut également se heurter à des spécificités de la JUB. En particulier, au caractère complexe du droit des brevets **(1°)** ainsi qu'aux considérations procédurales **(2°).**

1° La limitation tenant au caractère complexe du droit des brevets

« Le droit des brevets est devenu l'un des domaines les plus complexes du droit, pour certain "une anomalie, un hybride de droit avec une technologie qui prolifère rapidement ».[1190]

427. Méfiance — En ce qui concerne le rôle de la CJUE en matière du contentieux des brevets, une certaine méfiance des États membres a pu être déjà exprimée et avait mené à l'exclusion du droit substantiel des brevets de la compétence de l'UE. La raison tient au caractère complexe de la matière qui selon certains ne peut pas être correctement saisi par les juges généralistes. Nous pouvons observer que sur les vingt-neuf décisions rendues par la CJUE seules six l'avaient été en matière des brevets, ce qui correspond à 21 % des décisions.

[1189] *Ibid.*, p. 215-216.

[1190] Notre traduction. La citation originale : "Patent law has become one of the most complex areas of law, for some "an anomaly, a hybrid of law with a rapidly proliferating technology" SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 265-266.

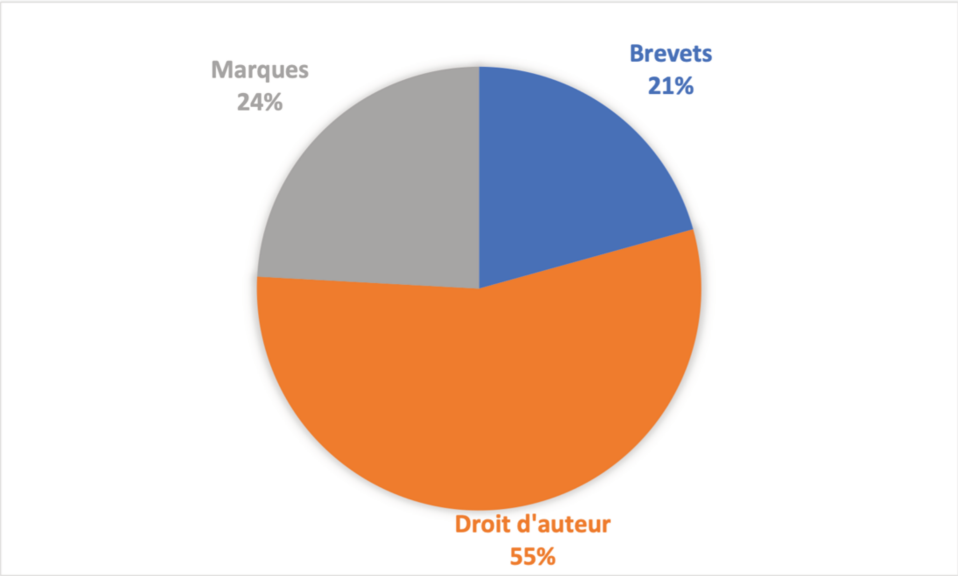


Schéma 6 : Les décisions rendues par la CJUE en interprétation de la Directive 2004/48 selon les droits[1191]

428. JUB, promesse du renouveau — On peut s'interroger sur le fait si la JUB peut rompre avec cet esprit méfiant du grand public à l'égard de la CJUE en matière des brevets, ou bien si au contraire, à travers des relations réduites, elle va conduire à des relations encore plus distantes. La Directive 2004/48 constitue, d'un côté, une voie d'ouverture au droit de l'UE et le terrain pour le dialogue sur l'application des règles devant la JUB. La question qui demeure est celle de savoir si cette possibilité est suffisamment ouverte pour permettre à la JUB de mener un dialogue réussi. Si on prend en considération différentes interprétations générales ou contradictoires proposées par la CJUE, qui découlent directement du caractère minimal de la Directive 2004/48, on peut s'interroger si son rôle pouvait véritablement contribuer à l'évolution de la jurisprudence de la JUB, et in fine assurer une jurisprudence cohérente et de qualité en matière du contentieux des brevets en Europe. L'absence d'un dialogue entre les juges emporte un risque de la jurisprudence éclaté entre les juridictions nationales et la JUB. La JUB ajoute une juridiction suprême en plus,

[1191] Il est à noter que les décisions en matière du droit des marques ne tiennent compte que de celles rendues sur le fondement de la Directive 2004/48.

au paysage dans lequel il y a déjà de nombreuses juridictions. La consolidation de la jurisprudence éclatée peut, dès lors, être une réalité[1192].

429. Complexité comme une difficulté réduite — La spécificité de la JUB tient à l'expertise poussée en matière des brevets. La présence des juges techniques dans les panels de décisions y témoigne. On peut, dès lors, s'interroger si cette qualité est susceptible de faciliter le travail de la CJUE dans un éventuel renvoi préjudiciel en réduisant ce dernier à un seul volet juridique. La présence des juges techniques emporte d'une part à l'égard des parties une nécessaire expertise poussée dans le cadre de la rédaction des demandes ou des répliques. De l'autre part, les décisions de la JUB et le raisonnement de la JUB sont davantage motivés que des décisions nationales dans les États membres qui ne prévoient pas des juges techniques dans les compositions des panels de décisions.

430. Transition — Le caractère complexe des brevets est susceptible de constituer un premier frein au dialogue réussi entre les juges de la JUB et de la CJUE. L'objectif annoncé de la célérité de la procédure devant la JUB, peut au même titre, avoir de l'influence dans le cas où les juges bénéficient d'un choix d'un renvoi préjudiciel.

2° La limitation tenant à la célérité de la procédure

431. Procédure chronométrée : un facteur conduisant à l'écart de la CJUE — Comme il a été démontré, la procédure devant la JUB est bien précisée concernant les délais. Le respect de ces délais sera d'une particulière importance pour les titulaires des droits qui attendent de la JUB une réponse rapide et effective à l'égard de la contrefaçon. Le renvoi préjudiciel habituellement suppose qu'une procédure se rallonge d'au moins une année. On peut, dès lors s'interroger si ce critère ne sera pas un des critères visant à effacer le rôle de la CJUE afin d'éviter des procédures trop longues[1193]. De surcroît, le rôle de la CJUE en la matière demeure assez réduit, ce qui peut naturellement conduire la JUB à diminuer les renvois préjudiciels. De surcroît, la seule

[1192] JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 601.

[1193] SMITS Jan M. et BULL William, « The Europeanization of Patent Law: Towards a Competitive Model », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 51-52.

Cour d'appel de la JUB est obligée de former un renvoi préjudiciel, les divisions de première instance disposent d'une simple faculté pour le faire. Le facteur temporel peut, dès lors, conduire ces dernières à privilégier l'absence de renvoi pour assurer une réponse rapide au litige soumis à l'appréciation de la JUB.

432. Procédure accélérée devant la CJUE : une solution envisageable, mais d'une efficacité incertaine — Le règlement de procédure de la CJUE[1194] prévoit une possibilité de la procédure accélérée d'un renvoi préjudiciel. Elle vise à répondre à une situation d'urgence extraordinaire[1195]. Une telle possibilité pourrait, en théorie, permettre aux titulaires des droits de brevets, par exemple, dans le cadre de la demande des mesures d'interdiction provisoire de pouvoir bénéficier d'un éclairage des juges européens sans que la célérité attendue de la juridiction soit compromise. Néanmoins, la jurisprudence de la CJUE démontre que cette procédure trouve un intérêt limité dans le domaine des brevets. La CJUE précise en effet que « la sensibilité économique d'une affaire ou les intérêts économiques, y compris ceux qui sont susceptibles d'avoir un impact sur les finances publiques, pour importants et légitimes qu'ils soient, ne sont pas de nature à justifier, à eux seuls, le recours à la procédure accélérée »[1196]. De même, « le fait qu'une demande de décision préjudicielle soit formulée dans le cadre d'une procédure nationale permettant l'adoption de mesures provisoires n'est pas (…) de nature à établir que la nature de l'affaire exige son traitement dans de brefs délais »[1197]. Ainsi, dans le cadre du contentieux des brevets, une telle mesure a déjà été refusée pour cette raison[1198]. La justification d'urgence des mesures provisoires par le fait que le demandeur subirait un préjudice économique important du fait de la poursuite de la production et de la commercialisation des produits contrefaits n'est pas suffisante.

[1194] L'art. 105 du Règlement de procédure de la CJUE.
[1195] CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309. pt. 14.
[1196] *Ibid.* pt. 15.
[1197] *Ibid.* pt. 17.
[1198] *Ibid.* pts. 1-18.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

433. Cadre limité — La Directive 2004/48 a pu apporter un cadre unifié aux mesures, réparations et procédures en matière du contentieux des droits de la propriété intellectuelle, au jour de son entrée en vigueur, ce cadre constituait une véritable révolution en la matière. Les États membres disposant à l'époque des cadres juridiques très diversifiés. Le choix de recourir à un instrument imposant un standard minimal de protection était bien justifié à l'époque et avait pour l'objectif de constituer une première pierre à l'édifice de la construction du droit procédural commun en matière des droits de la propriété intellectuelle. En 2024, cet instrument va fêter ses vingt ans. Durant cette période, de nombreuses limitations avaient pu voir le jour et montraient que le cadre proposé ne semble plus adapté. En effet, des évolutions dans les régimes juridiques des différents droits avaient pu démontrer la volonté claire du législateur européen d'aller plus loin.

434. Limitations variées — Les limitations qui avaient pu être observées portent sur le caractère flexible de nombreuses dispositions, dont tant les législateurs nationaux que le législateur européen tendent progressivement de s'affranchir en proposant des règles plus spécifiques dans des instruments éparpillés. En outre, la Directive tend à poser le cadre correspondant au standard minimum tout en laissant aux législateurs nationaux la possibilité d'aller au-delà des dispositions prévues. Cette faculté avait été à de nombreuses reprises retenues par les lois nationales, par exemple, en ce qui concerne la limitation d'application des mesures à l'échelle commerciale qui n'avait pas été retenue par de nombreux droits nationaux, y compris le législateur français. Le fruit de ces limitations conduit à un rôle limité de la CJUE en la matière. Dans les renvois préjudiciels formés jusqu'alors, la CJUE se contente de réitérer les termes de la directive et souvent se prononce sur la base des faits très spécifiques qui mènent à des interprétations circonscrites dépourvues d'un effet réellement harmonisateur du droit.

435. Cadre limité accentué par la JUB — Ces diverses limitations se sont accentuées par l'avènement de la JUB qui dans le cadre de la transposition des dispositions européennes s'était quelque peu affranchie de la lettre de Directive en proposant des règles plus spécifiques. Le résultat est tel qu'on peut douter d'une vraie efficacité du mécanisme de renvoi préjudiciel en la matière. Or, le mécanisme de renvoi préjudiciel aurait pu permettre d'assurer davantage de cohérence et constituer un gage de confiance pour le système nouveau. Le constat que l'effectivité

de ce mécanisme peut être mise à l'épreuve à l'aune de la JUB nous conduit à la conclusion que le renforcement du rôle de la CJUE en la matière devrait constituer un impératif premier pour le législateur européen afin d'éviter une prise de liberté trop prononcée par la JUB qui pourrait avoir des effets sur les comportements des usagers du système de brevets. Les deux options seraient dès lors possibles. D'un côté, la JUB et sa jurisprudence pourrait privilégier une empreinte peu marquée par le droit de l'UE, d'un autre côté, les usagers pourraient se tourner vers le contentieux national qui avait déjà fait ses preuves, et pour lequel le mécanisme de renvoi préjudiciel, bien que limité, a pu déjà faire ses preuves.

CONCLUSION DU TITRE 2

436. Acquis d'application verticale — Alors que les acquis d'application horizontale se trouvent dans des sources éparpillées et s'appliquent à seulement certains aspects de la procédure civile tout en demeurant, pour la majorité, cantonnés à une seule hypothèse du contentieux transfrontalier, les acquis d'application verticale apportent un cadre minimal applicable à l'ensemble de la procédure civile. La Directive 2004/48, d'application verticale à l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle, prévoit des dispositions qui régissent aussi bien la phase précontentieuse, la phase contentieuse que des sanctions qui s'appliquent lors des procédures impliquant le respect des droits de la propriété intellectuelle.

437. Promesse de l'harmonisation — La Directive 2004/48 avait posé le cadre tendant au rapprochement des droits de procédure civile des États membres de l'UE. Ce cadre contient aussi bien les principes généraux portant sur le respect du procès équitable, le rappel du principe de l'effectivité ainsi que le nécessaire respect de la proportionnalité dans l'application des diverses règles prévues. Ces règles, quant à elles, sont variées et portent sur la qualité à agir, les mesures provisoires, les saisies ou bien les mesures réparatrices.

438. Promesse mise à l'épreuve dans le cadre du contentieux des brevets — Certaines règles prévues par la Directive portent sur les mesures clés en matière du contentieux des brevets et avaient suscité de nombreuses interrogations dans le cadre des applications nationales. Il s'agit en particulier des mesures provisoires et des mesures d'interdiction définitive qui avaient connu des applications divergentes entre les différentes juridictions européennes. Le constat qui a pu être fait est celui du caractère limité de la Directive dans la mesure où les flexibilités qu'elle contient n'avaient pas pu permettre à CJUE la possibilité de clarifier l'application de ces dispositions. L'avènement de la JUB ne résout pas ces difficultés, voire même est susceptible de les aggraver. L'AJUB ainsi que le RPJUB propose un cadre renouvelé plus précis que la Directive. Il est, dès lors, possible que la JUB aille forger sa propre interprétation d'application des mesures clés qui pourront s'aligner à l'interprétation retenue que dans certains États membres. Un risque de concurrence entre différentes juridictions sera davantage marqué.

439. Renforcement du droit de l'UE : une solution — Face à ces difficultés, le renforcement du cadre juridique européen figure comme une solution évidente permettant de rétablir de la cohérence dans l'application des différentes mesures prévues par la Directive. Cette

proposition n'est pas nouvelle, la Directive elle-même était imaginée comme une première étape à l'édifice de rapprochement des droits nationaux qui était censé être suivi par un cadre règlementaire, d'application contraignante. Pour l'heure, cette évolution n'avait pas encore eu lieu, mais l'entrée en vigueur de l'AJUB peut constituer un événement rendant cette évolution indispensable. Cette évolution est également souhaitable compte tenu de spécificités de la JUB, elle favorise le dialogue entre les juges nationaux en les incitant à développer une jurisprudence commune. Il serait opportun de profiter de cette opportunité pour créer un cadre juridique commun et harmonisé. Cet échange, en effet, ne devrait pas conduire à une isolation de l'interprétation des règles à la seule JUB qui pourrait créer deux dynamiques, une propre à l'ordre supranational et une propre à l'ordre national. À ce jour, le rôle limité de la CJUE en la matière nous permet de croire qu'une telle différenciation sera dans l'immédiat mise en place.

CONCLUSION DE LA PARTIE 1

« Il s'agit d'un tribunal de nature hybride, flottant quelque part dans le fossé juridique entre les dimensions nationale et internationale » [1199]

440. Cadre riche — L'article 24 de l'AJUB portant sur les sources du droit appliqué par la JUB mentionne en premier lieu le droit de l'UE[1200]. Cette mention générale ne reflète guère la diversité des dispositions européennes qui sont concernées. En matière du droit processuel civil de l'UE, on constate qu'il existe de nombreux instruments quelque peu éparpillés qui constituent un ensemble du droit processuel de l'UE.

441. Base solide — Cet ensemble constitue une base solide pour le rapprochement plus poussé. Nous avons pu constater qu'en termes de la procédure civile, la Charte des DFUE apporte un standard minimal applicable à l'intégralité de la procédure qui désormais doit être suivi par l'ensemble des États membres et le cas échéant peut constituer un fondement pour un renvoi préjudiciel. En matière des droits de la propriété intellectuelle, la directive 2004/48 apporte quant à elle un standard minimal applicable aux mesures, procédures et réparations dans tout contentieux impliquant le respect des droits de la propriété intellectuelle. Dès lors, les droits nationaux des États membres consacrent de mêmes notions et doivent suivre les mêmes principes généraux guidant leur application. Ces bases procédurales sont également renforcées par la présence des instruments d'application horizontale qui adressent des difficultés que peuvent rencontrer des juridictions nationales dans le cadre de contentieux transfrontalier.

442. Base nécessitant un renforcement — Ce cadre solide démontre, cependant, certaines failles qui risquent d'être accentuées par la mise en place de la JUB. La JUB a pour ambition de proposer un cadre de procédure unifié aux contentieux des brevets partagé par un certain nombre des États membres contractants. Ce cadre toutefois, bien qu'inscrit dans les contours du droit de l'UE, dépasse largement ses contours. La JUB dispose ainsi d'une certaine marge de manœuvre

---

[1199] Notre traduction. Citation originale: « It is a court of a hybrid nature, floating somewhere in legal no man's land between the national and international dimensions » LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, « Unified Patent Court and the Right to a Fair Trial: Some Critical Remarks », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 288.

[1200] Art. 24 (1) a « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

dans l'interprétation des règles. Le mécanisme de renvoi préjudiciel se trouve, à ce jour, limité, dans le cadre de l'interprétation du droit processuel civil de l'UE, ceci pour de diverses raisons. Tantôt un tel recours suppose des conditions d'application spécifiques qui pourront être mises à mal dans le cadre des activités de la JUB qui outre le droit de l'UE va appliquer ses règles propres ainsi que des règles issues du droit international. Tantôt un tel recours souvent suppose la réunion des faits spécifiques, le contentieux devant la JUB étant à ses débuts, on peut craindre que les premières opportunités pour la JUB d'un renvoi préjudiciel ne se présentent que dans certaines années. Tantôt un tel renvoi peut être limité par le cadre d'application flexible laissant une marge de manœuvre dans son interprétation au législateur ou juge national ou désormais supranational. Il est désormais crucial de s'interroger des modalités dans lesquelles le rôle de la CJUE pourrait être renforcé afin de permettre au législateur européen d'assurer la pleine cohérence du droit de l'UE et son application unifiée. Le risque, en effet, actuel est tel que la JUB va développer sa propre interprétation allant au-delà du standard européen qui ne sera pas forcément suivie par les juridictions nationales. Ceci pourra conduire au manque d'attractivité soit des juridictions nationales soit de la juridiction supranationale. L'intervention de l'UE en la matière est désormais cruciale.

PARTIE 2 : LE RENFORCEMENT NÉCESSAIRE DU RÔLE DE LA CJUE À L'AUNE DE LA JUB

443. Quête d'une approche commune — L'harmonisation fragmentée du droit processuel civil de l'UE peut à l'égard des juridictions nationales peut être comblée par un corps des règles nationales bien établies. Autrement dit, certaines lacunes du législateur européen, peuvent être corrigées et adaptées par de législateurs nationaux. Or, la JUB promet une véritable révolution du contentieux des brevets en Europe et marque un changement de paradigme en la matière. Désormais, ce n'est plus une approche nationale qui devrait être privilégiée, mais une approche commune, propre aux États membres de l'UE. On constate, en effet, que malgré l'assimilation de la JUB à la juridiction nationale, cette dernière s'en distingue sur de nombreux points. Elle suppose d'entreprendre une approche unifiée par rapport à la compréhension, l'interprétation et l'application des notions de procédure qui, à certaines exceptions près, traditionnellement, avaient bénéficié d'une approche purement nationale. Du point de vue tant juridique que structurel, le cadre juridique propre à la JUB nécessite un cadre juridique l'entourant qui sera propice à des interprétations uniformes. En ce sens, le point commun entre les États membres contractants est leur adhésion à l'UE. Il est dès lors regrettable de constater que la CJUE se trouve dans une large mesure écartée de l'interprétation du droit tant substantiel que procédural appliqué par la JUB. Ce constat n'est guère nouveau, l'absence d'implication de l'UE dans le « paquet brevet unitaire » a pu à maintes reprises être relevée[1201].

444. Plan — Face à ce constat, il nous semble important de relever qu'elles sont les justifications guidant le renforcement du rôle de la CJUE en tenant particulièrement compte des spécificités du système juridictionnel nouveau, qui ne doivent pas être sous-estimées (**Titre 1**). En outre, il incombe également de se poser la question des possibilités qui sont ouvertes à l'aune de l'entrée en vigueur de l'AJUB permettant d'augmenter la cohérence et l'efficacité du droit de l'UE (**Titre 2**).

[1201] V. p.ex. BROSS Siegried et LAMPING Matthias, « Eyes wide shut », *IIC*,49, 2018, p. 894.

Titre 1 : Les justifications du renforcement du rôle de la CJUE

445. Choix non évident — La construction du « paquet brevet unitaire » basée sur de sources tant européennes qu'internationales n'était pas un choix évident. Il s'agit d'un compromis opportun ayant pour l'objet de garantir un équilibre des pouvoirs entre l'OEB et l'UE pour que tous les deux puissent garder leur rôle respectif. Ce compromis, toutefois, entraîne naturellement une diminution du rôle de l'UE, qui au lieu d'être la puissance motrice du système nouveau et guider son application, demeure à ce jour un acteur dans l'ombre. Au vu du fait que le « paquet brevet unitaire » est désormais en vigueur, nous allons concentrer notre analyse sur les éléments qui le composent et identifier des risques éventuels. L'optique retenue vise à évaluer les risques liés au rôle diminué de l'UE et envisage, par la suite, des moyens afin d'y remédier.

446. Plan — Une analyse des règles du « paquet brevet unitaire » nous a amené à identifier deux risques principaux, celui du manque de cohérence (**Chapitre 1**) et celui tenant au risque d'application non uniforme du droit (**Chapitre 2**). Les deux devraient constituer des justifications fortes menant au renforcement du rôle du droit de l'UE et *in fine* du rôle de la CJUE.

Chapitre 1 : Les justifications juridiques : la recherche de cohérence

447. Plan — Le risque tenant à l'absence de cohérence dans l'application du droit par la JUB tient, tout d'abord, à la multiplicité des droits applicables par cette juridiction (**Section 1**). On peut, en effet, relever que la JUB va appliquer de différents textes, issus tantôt du droit international, tantôt du droit de l'UE, tantôt des droits nationaux. En tant que tel, ce procédé n'a rien d'étonnant, il est habituel que les juridictions nationales appliquent des textes provenant des sources variées. La différence, cependant, propre à la JUB, tient à l'application régulière des droits provenant des sources diversifiées. Ces sources étant pour certains novateurs, ne disposent donc pas de jurisprudence établie, pour d'autres, peuvent s'avérer difficiles à appréhender, on pense naturellement à l'application récurrente des droits nationaux. Aux côtés du droit applicable, nous pouvons relever que la JUB fera face à des limitations temporaires importantes susceptibles de contribuer au manque de cohérence du droit appliqué dans l'UE (**Section 2**).

Section 1 : La cohérence face à la multiplicité des droits applicables

448. Plan — Même si l'analyse du droit matériel des brevets n'entre pas directement dans le champ de réflexion sur le droit processuel civil de l'UE, force est de constater que l'absence de l'harmonisation de ce droit à l'échelle de l'UE a des répercussions importantes sur l'office du juge siégeant à la JUB. C'est sous cette acception que nous allons traiter l'application des droits nationaux aux brevets européens avec ou sans effet unitaire (**§1**). En revenant au droit procédural *stricto sensu*, on peut relever qu'en apparence seulement, ce droit est unifié (**§2**).

§1 : La prédominance des règles externes au droit de l'UE

449. Plan — La construction européenne du droit des brevets en Europe basée sur deux piliers indépendants l'un de l'autre a pour conséquence directe, l'absence d'une harmonisation européenne de ce droit (**A**). Ceci, emporte des conséquences importantes en matière de l'office du juge, qui devra appliquer à chaque brevet qu'il soit avec ou sans effet unitaire, tantôt la CBE, tantôt le droit national (**B**).

A. L'absence de l'harmonisation du droit des brevets à l'échelle du droit de l'UE

450. Plan — Comme il a été mentionné dans l'introduction[1202], le droit des brevets a connu une harmonisation limitée à l'échelle du droit de l'UE. Cela peut surprendre, à première vue, les spécialistes du droit de propriété industrielle, qui sont habitués aux titres unifiés[1203]. Nous pensons naturellement aux marques de l'UE[1204], aux dessins-modèles de l'UE[1205], aux indications géographiques[1206] et aux obtentions végétales[1207]. L'absence du titre unifié (**1°**) conduit aux contours réduits du droit de l'UE (**2°**).

1° L'absence du titre unifié

451. Raison politique d'exclusion — Le compromis trouvé dans le cadre du « paquet brevet unitaire », exclut la création d'un titre unifié du brevet, qui serait régi exclusivement par le droit de l'UE. Cette exclusion trouve ses origines dans une histoire tourmentée et, en particulier, dans la concurrence entre deux piliers sur lesquels le droit européen des brevets s'était construit[1208]. Sans revenir sur l'ensemble des aléas, on peut simplement rappeler que le droit matériel des brevets a été harmonisé à l'échelle européenne sous l'égide de l'OEB, qui n'est pas un organe de l'UE. Au jour où l'UE avait connu une extension des pouvoirs lui permettant de pouvoir intervenir dans le domaine de la propriété intellectuelle, incluant le droit des brevets, ses ambitions se sont

---

[1202] V. Introduction, n° 3.

[1203] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « Le brevet européen à effet unitaire et juridiction unfiée du brevet », *Obs. Brux.*, 2013, p. 34.

[1204] « Règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne (texte codifié) », JO L 154 du 16.6.2017, p. 1–99 Pour une analyse comparative, V. KUR Annette, « An Improved EU Trademark System? – Comments on a EU Trademark Inspired Alternative to the UPC System », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 577-580.

[1205] « Règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins ou modèles communautaires », JO L 003, 5.1.2002, p.1 ; On peut noter que ce règlement est en cours de modification. La proposition du « Paquet Modèles » a été signé par le Parlement européen et le Conseil le 23 octobre 2024, V. « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) nº 6/2002 du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires et abrogeant le règlement (CE) nº 2246/2002 de la Commission », Bruxelles, 28.11.2022, COM(2022) 666 final.

[1206] « Règlement (UE) 2024/1143 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 concernant les indications géographiques relatives au vin, aux boissons spiritueuses et aux produits agricoles, ainsi que les spécialités traditionnelles garanties et les mentions de qualité facultatives pour les produits agricoles, modifiant les règlements (UE) no 1308/2013, (UE) 2019/787 et (UE) 2019/1753 et abrogeant le règlement (UE) no 1151/2012 », JO L, 2024/1143 du 23.4.2024, p. 1-76.

[1207] « Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales », JO n° L 227 du 01/09/1994 p. 0001 - 0030.

[1208] V. Introduction, n° 4.

heurtées au succès exponentiel de l'OEB. Les négociations en vue de la consécration d'un brevet unitaire avaient dès lors été menées en parallèle de l'OEB et le fruit final des travaux entend concilier la dualité de l'ordre européen des brevets. Cette conciliation trouve ses origines dans le compromis de nature politique, mais aussi était guidée par des soucis de facilité et la volonté d'éviter de frais significatifs[1209] qui seraient nécessaires afin de créer un office autonome propre à l'UE. On peut relever qu'initialement, l'intégration de l'ordre européen supposait l'adhésion de l'UE à la CBE[1210], ce qui pourrait permettre un dialogue juridiquement établi entre les deux institutions. Hélas, cette adhésion au vu de sa complexité et des lenteurs de procédure qu'elle supposait avait été écartée au fil des négociations et c'est par la voie de la coopération renforcée que le « paquet brevet unitaire » avait été adopté[1211].

452. Spécificités des brevets — Le compromis obtenu au fil des années des négociations entend conserver les compétences traditionnellement reconnues à l'OEB, en lien avec la délivrance des brevets en application du droit matériel issu de la CBE, en réduisant de manière significative le rôle de la CJUE en la matière. Comme le souligne un auteur : « la voie choisie fut de conjuguer habilement les réalisations tant de l'ordre interne que de l'ordre international pour servir les objectifs de l'ordre européen »[1212]. Sur ce point, on peut relever que le droit des brevets, au vu de ces spécificités, n'a pas pu suivre l'exemple des marques ou dessins ou modèles qui sont à ce jour entièrement régis par le droit de l'UE et pour lesquels il existe un organe de délivrance propre au droit de l'UE[1213]. De même que les obtentions végétales avaient pu connaître le même développement avec un office de l'UE qui leur est dédié[1214]. Le droit des brevets, au-delà de sa construction sur deux piliers, connaît également une approche propre au regard du droit de l'UE marqué par une certaine méfiance vis-à-vis de la CJUE. Le droit des brevets est traditionnellement

---

[1209] DEBRULLE Jérôme, BAILLEUX Geoffrey et VAN RYSSELBERGE Elke, « The Unitary Patent Protection in Europe », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 153.

[1210] Cons. 3 « Proposition de règlement du Conseil sur le brevet communautaire (COM[2000] 412 final) », JOCE, C 337 E/45 du 28.11.2000 p. 278-290.

[1211] DEBRULLE Jérôme, BAILLEUX Geoffrey et VAN RYSSELBERGE Elke, *op. cit.*, p. 153.

[1212] TREPPOZ Edouard, « Brevet européen à effet unitaire et juridiction unifiée : une attente récompensée ? », *RTD Eur.,* 2013, p. 909.

[1213] Il s'agit de EUIPO, l'Office de l'UE pour la propriété intellectuelle, en charge de la délivrance et gestion des marques et des dessins ou modèles enregistrés à l'échelle de l'UE basé à Alicante : https://www.euipo.europa.eu/fr consulté le 20 août 2023].

[1214] Il s'agit de l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV) basé à Angers, https://cpvo.europa.eu/en [consulté le 20 août 2023].

considéré comme particulièrement technique, voire trop technique pour pouvoir être traité par le juge européen de formation générale. Cette méfiance avait pu être observée, en particulier, dans les stades de négociations ultimes du « paquet brevet européen » lors duquel suite à « un dépeçage opportuniste »[1215] certaines dispositions portant sur le droit matériel avaient été déplacées d'un règlement européen à l'AJUB afin d'éviter que la CJUE puisse s'y prononcer[1216]. Force est de reconnaître que ce dépeçage avait été animé, en particulier, par le Royaume-Uni qui, à l'époque des négociations, était un État membre de l'UE[1217]. On peut, dès lors, regretter qu'à la suite du Brexit, le « paquet brevet unitaire » n'avait pas pu être renégocié. En outre, une autre spécificité du contentieux des brevets avait pu être relevée afin d'éviter des recours trop fréquents devant la Haute juridiction européenne, qui est son impératif de rapidité. Une réponse judiciaire rapide afin de mettre fin aux faits de la contrefaçon s'opposait ainsi à des renvois préjudiciels jugés trop longs pour face à la contrefaçon de brevet.

453. Exclusion regrettable — Au-delà d'être surprenante[1218], l'exclusion du droit matériel harmonisé à l'échelle de l'UE est avant tout regrettable. Elle conduit à l'application d'un instrument international — la CBE, dans certains aspects des droits nationaux des États membres contractants et dans une manière très limitée des quelques règles du droit de l'UE. Comme il a pu être relevé, le brevet européen à effet unitaire constitue en réalité « une coquille vide »[1219]. Un régime juridique unifié et autonome permettrait d'assurer une meilleure cohérence du droit

---

[1215] TREPPOZ Edouard, « Le Brexit et la propriété intellectuelle », *RTD Eur.,* 2017, p. 859.

[1216] TREPPOZ Edouard, « Brevet européen à effet unitaire et juridiction unifiée : une attente récompensée ? », *RTD Eur.,* 2013, p. 909 ; BRINKHOF Jan et OHLY Ansgar, « Towards a Unified Patent Court in Europe », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 211.

[1217] DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, « How to straighten up the shaky foundations of the unitary patent system: Piercing the non-EU bubble and reintegrating the UPC within the EU judiciary? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 530 ; WADLOW Christopher, « 'Hamlet without the prince' », *JIPLP,* 8, 2013, p. 208 ; GALLOUX Jean-Christophe, « L'effet unitaire : de la greffe à la capture », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 56 et 69 ; ULLRICH Hanns, « Select from Within the System: The European Patent with Unitary Effect », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 241-242.

[1218] CAMPOLINI Philippe, « La compétence internationale de la juridiction unifiée du brevet. Examen critique du règlement (UE) n° 542/2014 », *Rev. Droit Commer. Belge Tijdschr. Voor Belg. Handelsr.*, 2016 n° 10.

[1219] JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 595.

appliqué par la JUB, éviter des renvois vers les droits nationaux[1220] et faciliter *in fine* l'office du juge de la JUB.

454. Art. 5 du Règlement 1257/2012 : une entrée éventuelle pour la CJUE ? — Malgré une volonté politique claire de diminuer le rôle de la CJUE, on peut s'interroger si elle est intégralement atteinte. Le Règlement portant sur la coopération renforcée en matière du brevet à effet unitaire, en effet, prévoit une disposition portant sur la protection uniforme qui doit être garantie par ce titre[1221]. Cette disposition dispose que la portée du droit et ses limitations doivent être uniformes dans tous les États membres contractants. Partant du principe qu'il s'agit d'un règlement de l'UE qui est soumis à l'interprétation de la CJUE, qui en garantit une application uniforme, il n'est pas exclu que par le biais de cet article la CJUE puisse se prononcer également sur l'étendue du droit conféré par le brevet européen à effet unitaire, ainsi que sur ses limitations, détaillées dans l'AJUB[1222]. Or, l'éventuel renvoi sur ce fondement pourrait démontrer quel périmètre d'intervention est prévu pour la CJUE. Est-ce qu'elle pourrait profiter de cette disposition pour proposer une interprétation extensive en définissant le périmètre du droit d'empêcher, par exemple, sur la définition de la contrefaçon par équivalent ?[1223] Pour l'heure, rien n'est certain. Il conviendra d'attendre et voir si un tel renvoi sera formé et, si oui, quelle sera la réponse de la CJUE.

455. Transition — Le droit matériel des brevets présente des spécificités ayant conduit à la réduction significative du rôle de la CJUE. Ce rôle, cependant, n'est pas pleinement écarté.

[1220] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 265.

[1221] Art. 5 « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[1222] Art. 25-27 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1223] RAYNARD Jacques, « Le régime du brevet européen unitaire : entre droit matériel, droit national, CBE et droit de l'Union européenne », *Propr Ind.*, n° 6, ét. 4, 2023 n° 17.

2° Les contours limités du droit de l'UE

456. Contours du droit de l'UE — Le législateur européen n'avait pas proposé un cadre juridique unifié applicable au droit des brevets[1224]. Ce domaine, toutefois, n'est pas resté complètement à l'abri des interventions législatives dans le cadre du droit de l'UE. Nous pouvons relever qu'à l'instar du droit processuel civil de l'UE, les interventions européennes en matière des brevets suivent la procédure « des petits pas » avec la législation qui concerne certains types des inventions[1225]. En particulier, sont régis par le droit de l'UE les inventions biotechnologiques[1226], les programmes d'ordinateur[1227], les certificats complémentaires de protection pour les médicaments[1228], les certificats complémentaires de protection pour les produits phytopharmaceutiques[1229], les obtentions végétales[1230], les médicaments à usage humain[1231] et les médicaments vétérinaires[1232]. Parmi ces différents instruments, deux méritent une attention plus particulière, la directive sur les inventions biotechnologiques et les dispositions applicables aux certificats complémentaires de protection (ci-après les CCP). On peut y ajouter des précisions sur les évolutions de ce cadre à venir en particulier dans le domaine des brevets essentiels à la norme (ci-après les BEN).

[1224] WARUSFEL Bertrand, « Juridiction européenne des droits de propriété intellectuelle : entre le souhaitable et le possible », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 96.

[1225] Sur les débuts du mouvement de l'inflation textuelle en matière des brevets, V. GALLOUX Jean-Christophe, « Le droit des brevets en fin de XXème siècle: éclatement ou récomposition ? », in *Mélanges offerts à Jean-Jacques Burst*, Litec, 1997, p. 207-208 et 210-216.

[1226] « Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ L 213, 30.7.1998, p. 13–21.

[1227] Tout en précisant qu'ils sont protégés par le droit d'auteur, V. « Directive 2009/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur (version codifiée) », JO L 111 du 5.5.2009, p. 16–22 .

[1228] « Règlement (CE) n° 469/2009 du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments », OJ L 152, 16.6.2009, p. 1–10.

[1229] « Règlement (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques », JO L 198 du 8.8.1996, p. 30–35.

[1230] « Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales », JO n° L 227 du 01/09/1994 p. 0001 - 0030.

[1231] « Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain », JO n° L 311 du 28/11/2001 p. 67-128.

[1232] « Règlement (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relatif aux médicaments vétérinaires et abrogeant la directive 2001/82/CE », JO L 4 du 7.1.2019, p. 43–167.

457. Inventions biotechnologiques — La directive sur les inventions biotechnologiques, bien qu'assez courte, a pu susciter des interrogations fondamentales. Elle s'inscrit dans la suite des Accords sur les ADPIC[1233] et de la Convention sur la diversité biologique[1234] et entend apporter un cadre unifié à la protection des inventions biotechnologiques. Le rôle de ces dernières était qualifié « d'une importance essentielle pour le développement industriel »[1235] et l'harmonisation de leur cadre juridique avait pour l'objectif de permettre une rentabilisation des recherches coûteuses et à haut risque dans le domaine de génie génétique. En 2022, l'OEB avait reçu 8168 demandes d'enregistrement de brevets européens dans le domaine des biotechnologies, ce qui représente 4,2 % de toutes les demandes[1236]. Par rapport au brevet européen à effet unitaire, les demandes dans ce domaine représentent 2,3 %[1237]. Ce pourcentage explique un relativement faible contentieux en la matière. Bien que faible, ce contentieux n'est pas passé inaperçu pour deux raisons. La première concerne des liens étroits tissés entre la biotechnologie et des considérations éthiques, conduisant à des questionnements impliquant des droits fondamentaux[1238]. La seconde tient au chevauchement des compétences en la matière entre l'OEB et l'UE, sans que les deux soient liés juridiquement[1239]. Il en résulte les éventuels conflits d'interprétations sur les conditions de brevetabilité conduisant à une insécurité juridique et à des décisions inconciliables. Les chroniques juridiques se souviennent encore d'une fameuse saga portant sur la brevetabilité des plantes obtenues par le génie génétique, couramment appelé « tomates, brocolis, poivrons » qui durait plus de dix ans jusqu'à ce que la Grande chambre de l'OEB y mette fin. Pour brièvement rappeler la saga en question, dans un premier temps, la Grande Chambre de recours de l'OEB avait précisé que les procédés essentiellement biologiques étaient

---

[1233] Art. 27 « Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994 », Annexe 1C de l'Accord instituant l'OMC.

[1234] « ONU, Convention sur la diversité biologique, signé en juin 1992 à Rio de Janeiro, https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf (accès le 20 mars 2022) » ; « Décision du Conseil, du 25 octobre 1993, concernant la conclusion de la convention sur la diversité biologique », JO L 309 du 13.12.1993, p. 1.

[1235] Cons. 1 « Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ L 213, 30.7.1998, p. 13–21.

[1236] Selon Patent Index 2022, disponible https://report-archive.epo.org/files/babylon/epo_patent_index_2022_infographic_en.pdf (consulté 22 mars 2024).

[1237] Selon les statistiques de l'OEB, en avril 2024, 573 demandes avaient été déposées, sur lesquels 563 avaient été enregistrées, V. https://www.epo.org/en/about-us/statistics/statistics-centre#/unitary-patent (consulté le 25 avril 2024).

[1238] V. ci-dessus, n° 171 et sur les liens avec le principe de la dignité humaine, V. CJUE, 18 oct. 2011, C-34/10, Oliver Brüstle c. Greenpeace eV, ECLI:EU:C:2011:669 pt. 32-38.

[1239] AERTS Rob J., « The unitary patent and the Biotechnology Directive: is uniform protection of biotechnological inventions ensured? », *EIPR,* 2014, p. 584-586.

exclus de la brevetabilité, même s'ils comprennent une étape technique[1240]. Ensuite, elle avait précisé que rien n'excluait de la brevetabilité des produits (les animaux et végétaux) obtenus par ces procédés[1241]. À la suite de ces décisions, la Commission européenne a publié un avis précisant que « d'après la Commission, l'intention du législateur de l'UE, lors de l'adoption de la directive 98/44/CE, était d'exclure de la brevetabilité les produits (végétaux/animaux et parties des végétaux/animaux) obtenus par un procédé essentiellement biologique »[1242]. Ce n'est qu'en 2020, que l'incertitude sur l'interprétation fut dissipée par la Grande Chambre qui est revenue sur la position adoptée par l'OEB et s'était alignée sur l'approche retenue par l'UE[1243].

458. Inventions biotechnologiques et JUB — En termes de la délivrance du titre, l'examen de brevetabilité continuera à être mené par l'OEB que le brevet européen soit avec ou sans effet unitaire. En ce sens, aucun changement n'est prévu. De la même manière, en termes du contentieux, l'avènement de la JUB n'apporte pas une réponse souhaitée au problème de l'insécurité juridique évoqué[1244]. La JUB, tout comme chaque autre juridiction nationale, devra interpréter les conditions de brevetabilité appliquées au brevet en question ainsi que la directive européenne. En cas de difficulté d'interprétation de cette dernière, elle pourra former un renvoi préjudiciel s'il s'agit d'une division de première instance, ou bien devra le former s'il s'agit de la CA de la JUB. Le risque des interprétations divergentes n'est pas illusoire compte tenu d'une période de neuf mois à partir de la mention de la délivrance du brevet au Bulletin européen des brevets durant lequel la compétence de la JUB pour une procédure de validité coexiste avec celle des chambres de recours de l'OEB pour une procédure d'opposition[1245]. La jurisprudence de la JUB étant à ce jour encore incertaine, il demeure de voir si la JUB va favoriser l'interprétation en accord avec les décisions des chambres de recours de l'OEB ou bien si elle va sur certains points

---

[1240] OEB, G 1/08, Tomates/ETAT D'ISRAEL, 9 décembre 2010, ECLI:EP:BA:2010:G000108.20101209 ; OEB, G 2/07, Broccoli/PLANT BIOSCIENCE, 9 déc. 2010, ECLI:EP:BA:2010:G000207.20101209.

[1241] OEB, G 2/12, State of Israel, Unilever N.V., 25 mars 2015, ECLI:EP:BA:2015:G000212.20150325 ; OEB, G 2/13, Plant Bioscience Limited, Syngenta Participations AG e.a., 25 mars 2015, ECLI:EP:BA:2015:G000213.20150325.

[1242] « Avis de la Commission concernant certains articles de la directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ C-411, 8.11.2016, p. 3-14, p. 7.

[1243] OEB, G3/19, Poivron (suite de Tomates II et Broccoli II), 14.05.2020, ECLI:EP:BA:2020:G000319.20200514.

[1244] AERTS Rob J., « The unitary patent and the Biotechnology Directive: is uniform protection of biotechnological inventions ensured? », *EIPR,* 2014, p. 586.

[1245] Art. 99 et s. « La Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que révisée par l'acte du 17 décembre 1991 et l'acte du 29 novembre 2000 », JO OEB 1/2007, édition spéciale.

adopter des interprétations propres[1246]. Plus généralement, la question subsiste face à ce risque des interprétations divergentes est celle de savoir si le respect de l'article 118 de TFUE se trouve garanti[1247] ? Cette disposition ouvre la compétence de l'UE visant à « assurer une protection uniforme des droits de propriété intellectuelle dans l'Union ». Or, les chambres de recours de l'OEB n'étant pas soumis au respect du droit de l'UE peuvent via la procédure d'opposition se prononcer sur les conditions de brevetabilité d'un brevet européen à effet unitaire et ceci, dans le scénario quelque peu caricatural, sans respecter les termes de la directive européenne.

459. Certificat complémentaire de protection (CCP) — Un CCP est un titre de propriété spécial qui vise à prolonger les droits du titulaire d'un brevet pharmaceutique. Tout comme pour les inventions biotechnologiques, la protection des médicaments suit une logique qui leur est propre. Le processus de développement de la formule d'un médicament suppose des investissements conséquents, avec de résultats qui ne peuvent pas être d'emblée garantis. De plus, une fois créé, le médicament est soumis à des contrôles poussés et requiert, en outre, une autorisation de mise sur le marché[1248]. C'est ainsi que dans le double objectif, d'un côté, d'encouragement des recherches en matière de la santé publique, d'un autre, de répondre à des nécessités particulières liées à l'attente d'une autorisation administrative pour commercialiser le médicament breveté[1249], qu'un CCP a vu le jour. Il permet au titulaire d'un brevet pharmaceutique de prolonger sa protection de cinq ans, en sus de vingt ans déjà retenus. La spécificité des CCP est qu'ils sont délivrés par des institutions nationales. Le Règlement européen[1250], qui définit le régime juridique applicable à leur création, avait donné lieu à une jurisprudence fournie par la

---

[1246] CA de la JUB, Carrier Corporation c. Bitzer Electronics A/S, 28/05/2024, UPC_CoA_22/2024, APL_3507/2024, App_24693/2024, App_21545/2024 pt. 25. La CA de la JUB a précisé que « Le principe d'éviter des décisions inconciliables n'exige pas que la JUB suspende toujours la procédure de révocation pendant la procédure d'opposition. Tout d'abord, les décisions dans lesquelles la JUB et l'OEB rendent des décisions différentes sur la révocation d'un brevet européen ne sont pas inconciliables. Lorsqu'une instance maintient le brevet et que l'autre le révoque, c'est cette dernière décision qui prévaut. Deuxièmement, l'intérêt d'harmoniser les décisions sur la validité d'un brevet européen peut être favorisé en veillant à ce que l'instance qui statue en dernier puisse tenir compte de la décision de l'instance qui statue en premier dans sa décision. Cela signifie que les intérêts de l'harmonisation ne nécessitent pas un sursis de la part de la JUB lorsque l'on peut s'attendre à ce que la JUB rende sa décision en premier. »

[1247] AERTS Rob J., *op. cit.*, p. 587.

[1248] GALLOUX Jean-Christophe, « Le droit des brevets en fin de XXème siècle: éclatement ou récomposition ? », in *Mélanges offerts à Jean-Jacques Burst*, Litec, 1997, p. 215.

[1249] *Ibid.*

[1250] « Règlement (CE) n° 469/2009 du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments », OJ L 152, 16.6.2009, p. 1–10.

CJUE[1251]. Nous pouvons rappeler que l'harmonisation des CCP au niveau européen fut liée à des divergences dans la durée des CCP entre les États membres de l'UE[1252]. Même si le Règlement européen prévoit des règles communes en la matière, les CCP restent à ce jour des titres nationaux qui sont délivrés par des autorités compétentes nationales. Du côté de l'OEB, les inventions dans le domaine de pharmaceutiques se classent sur la 7e position de demandes de brevets devant l'OEB selon Patent Index 2022, l'OEB a enregistré 9 026 demandes de brevets dans ce domaine.

460. Possibles évolutions du droit de l'UE pour des CCP — Les instances européennes travaillent actuellement sur un projet de réforme des CCP. Ce projet porte à la fois sur la refonte du Règlement portant sur la création des CCP[1253] et sur la création d'un titre nouveau — le CCP unitaire[1254]. Nous pouvons noter que le législateur européen entend centraliser la procédure de délivrance des CCP tant nationaux que des nouveaux CCP unitaires auprès de l'EUIPO. Ce choix peut surprendre au vu du fait que l'EUIPO jusqu'alors ne connaissait pas le domaine des brevets. Il peut également surprendre au vu du fait qu'une instance supranationale spécialisée en brevets fut créée avec la JUB. Comme nous l'avons déjà expliqué, le système des brevets souffre de

---

[1251] Sur la notion du produit : CJCE, 16 sept. 1999, C-392/97, Farmitalia Carlo Erba Srl, ECLI:EU:C:1999:416 ; CJCE, 10 mai 2001, C-258/99, BASF AG c. Bureau voor de Industriële Eigendom (BIE), ECLI:EU:C:2001:261 ; CJCE, 4 mai 2006, C-431/04, Massachusetts Institute of Technology, ECLI:EU:C:2006:291 ; CJUE, 14 nov. 2013, C-210/13, Glaxosmithkline Biologicals SA et a. c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2013:762 ; CJUE, 19 juin 2014, C-11/13, Bayer CropScience AG c. Deutsches Patent und Markenamt, ECLI:EU:C:2014:2010 ; Sur les conditions d'obtention : CJUE, 25 nov. 2011, C-518/10, Yeda Research and Development Company Ltd, Aventis Holdings Inc. c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks,ECLI:EU:C:2011:779 ; CJUE, 25 nov. 2011, C-6/11, Daiichi Sankyo Company c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2011:781 ; CJUE, 24 nov. 2011, C-322/10, Medeva BV c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2011:773 ; CJUE, 24 nov. 2011, C-422/10, Georgetown University e. a. c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2011:776 ; Pour une analyse détaillée de la jurisprudence de la CJUE, V. AHNER Francis, « La Cour de justice au diapason ? L'intérprétation du Règlement (CE) n° 469/2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments par la Cour de justice de l'Union européenne », in *Le droit de la propriété intellectuelle dans un monde globalisé. Melanges en l'honneur du Professeur Joanna Schmidt-Szalewski*, LexisNexis, 2014, p. 4-15.

[1252] AHNER Francis, *op. cit.*, p. 1-2.

[1253] V. « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments (refonte) », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 231 final ; « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques (refonte) », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 223 final.

[1254] V. « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection unitaire pour les produits phytopharmaceutiques », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 221 final ; « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection unitaire pour les médicaments, et modifiant les règlements (UE) 2017/1001, (CE) nº 1901/2006 et (UE) nº 608/2013 », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 222 final V. analyse BELAID Islem, CORIZZI Valérie et JACQUET Alexandre, « Règlement (UE) 2019/933 : l'UE rééquilibre le système des Certificats complémentaires de protection (CCP) pour les médicaments en Europe », *Propr. Industr.,* 2023, p. 12-13.

fragmentation. L'ajout d'une instance supplémentaire en la matière ne va guère réduire la complexité déjà bien ancrée dans ce domaine.

461. CCP et la JUB — La JUB est compétente pour connaître le contentieux des CCP qui se réfèrent aux brevets soumis à la compétence de la JUB, soit les brevets européens avec ou sans effet unitaire[1255]. Cette compétence a pu surprendre certains, dans la mesure où les CCP demeurent des titres nationaux[1256]. Sur ce point, on peut noter que la création des CCP unitaires permettra de clarifier le contentieux des CCP devant la JUB. Plus généralement, les CCP constituent et certainement vont continuer, après les réformes prévues, de constituer une source des renvois préjudiciels auprès de la CJUE. Comme il a pu être relevé, il s'agit d'un domaine qui souffre d'une grande complexité « en raison du fait qu'il se trouve au confluent de problèmes juridiques, économiques et règlementaires »[1257].

462. Possible évolution : BEN — Le domaine des CCP, n'est pas le seul domaine dans le viseur du législateur européen en lien avec le droit des brevets. L'important changement est également en cours de réflexion concernant les BEN[1258], les brevets protégeant des technologies intégrées dans des normes. Il s'agit d'un changement crucial, dans la mesure où les dépôts des brevets dans le domaine de communication digitale se placent sur la première position parmi l'ensemble des domaines concernés[1259]. Dans la même veine, ce domaine jusqu'alors était à l'écart des interventions législatives de l'UE. Il était abordé par le droit de l'UE uniquement du point de vue du droit de concurrence avec la jurisprudence de la CJUE sur les conditions requises pour un titulaire d'un BEN pour qu'il ne se retrouve pas dans la situation d'un abus de la position

---

[1255] Art. 3 (b) et art. 32 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1256] GALLOUX Jean-Christophe, « Some Shortcomings of the UPC System », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 155.

[1257] AHNER Francis, « La Cour de justice au diapason ? L'intérprétation du Règlement (CE) n° 469/2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments par la Cour de justice de l'Union européenne », in *Le droit de la propriété intellectuelle dans un monde globalisé. Melanges en l'honneur du Professeur Joanna Schmidt-Szalewski*, LexisNexis, 2014, p. 16.

[1258] V. « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux brevets essentiels à des normes et modifiant le règlement (UE) 2017/1001 », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 232 final ; BENTAIEB Kamilia, « Licences FRAND et brevets essentiels : des liens accrus entre normalisation et propriété intellectuelle », *Propr. Industr.,* 2023, p. 13-17.

[1259] Selon Patent Index 2022, disponible https://report-archive.epo.org/files/babylon/epo_patent_index_2022_infographic_en.pdf [consulté le 20 mars 2024].

dominante[1260]. La proposition d'un règlement nouveau en la matière vise à renforcer la transparence dans le cadre de la définition des conditions FRAND à travers un nouvel outil d'enregistrement. Cette proposition entend confier un rôle d'administrateur à l'EUIPO. Là encore, ce nouveau rôle de l'Office européen va ajouter une couche supplémentaire de complexité à l'égard des brevets. Il est bien dommage que la proposition n'entende pas une meilleure articulation des pouvoirs avec la JUB, qui elle est bien spécialisée dans le domaine des brevets.

463. ADPIC : une porte d'entrée ? — Nous avons déjà pu évoquer le rôle des Accords sur les ADPIC dans le cadre de l'interprétation de la Charte DFUE[1261]. Nous pouvons également y ajouter que les dispositions du droit matériel des brevets prévues par les ADPIC pourraient fonder une compétence de l'UE pour connaître un renvoi en la matière[1262]. Il convient de voir si une telle proposition pourrait être retenue par les parties au litige pour suggérer un tel renvoi à la JUB.

464. Transition — Les contours du droit matériel de l'UE applicable aux brevets demeurent limités, ceci emporte des compétences sur l'office du juge siégeant à la JUB.

B. Les conséquences sur l'office du juge

465. Plan — Les conséquences sur l'office du juge de la JUB sont doubles, d'un côté, il doit appliquer les dispositions tant internationales que nationales, qui ne font pas partie du droit de l'UE (**1°**), d'un autre, logiquement il ne pourra bénéficier que d'un concours restreint de la CJUE dans l'interprétation du droit appliqué (**2°**).

1° L'application minime du droit de l'UE

466. Richesses des sources — À titre préliminaire, nous pouvons rappeler que la JUB applique différentes sources du droit[1263], que le juge devra articuler dans différentes espèces qui lui seront soumis. Pour déceler l'empreinte limitée du droit de l'UE applicable au droit matériel,

---

[1260] V. CJUE, 16 juill. 2015, C-170/13, Huawei Technologies Co. Ltd c. ZTE Corp., ZTE Deutschland GmbH, ECLI:EU:C:2015:477.

[1261] V. *supra* n° 172.

[1262] En ce sens, V. MONTAÑÁ Miquel, « UPC – the great paradox: why the CJEU could bring in "uniform protection" and "equal effect" when interpreting the EU's "external" patent law (e.g. TRIPS), notwithstanding the futile efforts at keeping its grubby little hands off "internal" patent law », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 20 juin 2022, [consulté le 6 juin 2024].

[1263] Art. 24 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

nous allons détailler les sources de droit applicables aux brevets européens avec ou sans effet unitaire selon le type de la question portée devant le juge de la JUB. Le juge siégeant à la JUB devra donc en fonction de la question traitée articuler différentes normes juridiques. Par exemple, si la JUB est saisie d'une question de validité d'un brevet portant sur une invention biotechnologique, le juge devra articuler le droit de l'UE applicable en la matière. Il s'agit, de la directive biotechnologie accompagnée de la jurisprudence de la CJUE, et le cas échéant, du règlement Bruxelles I bis, si une question de compétence internationale était en jeu. En outre, la JUB va appliquer la CBE, et le droit national. On peut préciser qu'en cas de demande formulée sur le fondement de la contrefaçon, l'AJUB apporte une série de dispositions concernant l'acte de contrefaçon en lui-même qu'il soit direct[1264] ou indirect[1265] ainsi que les éventuelles limitations qui peuvent y être apportées. L'AJUB également, comme il a déjà été détaillé, apporte une série des dispositions d'ordre procédural concernant des mesures qui peuvent être prises par la JUB. En somme, pour apprécier la validité ou interpréter le brevet afin de décider s'il existe une contrefaçon, le juge de la JUB devra articuler différentes dispositions. À cette fin, nous proposons de détailler les sources de droit applicables aux brevets européens avec ou sans effet unitaire selon le type de la question, qui est portée devant le juge de la JUB.

467. Action en nullité — Afin de définir si le brevet européen classique ou à effet unitaire est valide ou invalide, la JUB va appliquer principalement la CBE[1266]. Sur ce point, il sera intéressant de voir si la jurisprudence de la JUB va suivre celle des chambres de recours de l'OEB ou bien si elle va privilégier une approche propre en créant ses propres lignes directrices sur l'application des règles de la CBE. Le raisonnement de la Cour d'appel de la JUB dans la première décision où elle a donné des indications sur l'interprétation des revendications semble suggérer que la JUB entend suivre la seconde option[1267]. Dans cette affaire, la Cour d'appel a pu préciser que les revendications de brevet constituent une base décisive pour définir le champ de protection par le brevet. Néanmoins, l'interprétation d'une revendication ne doit pas se cantonner aux sens

---

[1264] Art. 25 de *Ibid.*

[1265] Art. 26 de *Ibid.*

[1266] Art. 24 *Ibid.* ; RAYNARD Jacques, « Le régime du brevet européen unitaire : entre droit matériel, droit national, CBE et droit de l'Union européenne », *Propr Ind.*, n° 6, ét. 4, 2023 n° 4 ; VÉRON Pierre, « Juge et loi du brevet européen à effet unitaire », in Brugières J.-M., Geiger Ch. (dir.), *Penser le droit de la pensée, Mélanges en l'honneur de Michel Vivant*, LexisNexis, Dalloz, 2020, p. 689-690.

[1267] CA de la JUB, NanoString Technologies Inc. et a. c. 10x Genomics, Inc., 26/02/2024, UPC_CoA_335/2023, App_576355/2023.

stricts des mots utilisés. La description et les images reproduites doivent servir d'une aide à l'interprétation d'une revendication. Par ailleurs, pour les questions traitées par les droits de l'UE, mentionnées ci-dessus, le droit de l'UE pourra également s'appliquer.

468. Action en contrefaçon : brevet européen à effet unitaire — En termes de la définition des actes de la contrefaçon, il existait un débat théorique sur la loi applicable à la définition des actes de la contrefaçon et aux limitations au droit. En effet, les articles 5 et 7 du Règlement sur la coopération renforcée[1268] renvoient à l'application des droits nationaux. Or, par rapport aux États membres contractants, ce droit se réfère à l'AJUB[1269]. En pratique, ce renvoi n'est pas nécessaire et une application directe des articles de l'AJUB apporterait plus de clarté.

469. Action en contrefaçon : brevet européen — Le JUB a la compétence pour connaître des demandes relatives à la validité ou la contrefaçon des brevets européens dits « classiques ». Cette compétence sera à terme exclusive, mais pendant une durée transitoire de 7 ans ou 14 ans, cette compétence est partagée avec les juridictions nationales selon que le brevet européen fasse ou non l'objet d'un « opt-out[1270] ». Dans ce cas de figure, le droit matériel applicable au brevet correspondra au droit applicable à chaque brevet national qui ressort de la procédure de délivrance d'un brevet européen. Nous pouvons rappeler que le brevet européen est un brevet délivré par l'OEB suite à une procédure de délivrance unique. Une fois délivré, ce brevet se décompose en une pluralité des brevets nationaux validés dans différents États sélectionnés par le titulaire du brevet. Il s'agit ainsi de « une fusée à têtes multiples »[1271]. Nous allons dès lors parler de la partie allemande de la partie britannique, ou partie polonaise d'un brevet européen. En cas de contentieux relatif à la validité, seul le juge de l'État où le brevet européen a été validé peut de prononcer sur sa validité[1272]. En ce qui concerne l'action en contrefaçon, dans certains cas, il est possible qu'un juge d'un État membre puisse connaître les faits de la contrefaçon ayant lieu dans d'autres États membres. Dans ce cas, toutefois, il devra appliquer le droit étranger pour la partie

---

[1268] « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[1269] En particulier, aux articles 25-29 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 ; Sur les raisons politiques de cette formulation, V. VÉRON Pierre, *op. cit.*, p. 690-693.

[1270] Sur cette notion V. *infra*, n° 501.

[1271] RAYNARD Jacques, PY Emmanuel et TRÉFIGNY Pascale, *Droit de la propriété industrielle*, LexisNexis, 2016, p. 120, n°237.

[1272] C'est une solution découlant de l'application des règles du droit international privé, détaillé *supra*, n° 234.

étrangère du brevet européen. Pour reprendre l'exemple, d'un brevet déposé en France, Italie et Allemagne, si le juge français est saisi et c'est lui qui est le juge du lieu du défendeur, le juge pourra également se prononcer sur les faits de la contrefaçon ayant eu lieu en Allemagne et Italie. Il devra, cependant, appliquer trois droits : allemand, italien et français respectivement à chacune des parties de brevet européen. Cette application concurrente des droits découle de l'application d'un Règlement Rome II[1273] qui régit la question de la loi applicable dans le cadre des litiges transfrontaliers en matière non contractuelle. La loi applicable aux droits et limitations du brevet européen devant la JUB sera définie par l'AJUB en ce qui concerne les parties du brevet européen renvoyant vers les États membres contractants. Au contraire, par rapport aux parties des brevets renvoyant vers les États non contractants, nous pouvons supposer que c'est bien les droits nationaux qui régiront cette question en application du Règlement Rome II.

470. Action portant sur le brevet à effet unitaire comme « objet de propriété » — Le brevet européen à effet unitaire est assimilé en tant qu'objet de propriété[1274] à un brevet national. Cette formulation se réfère à des actions qui envisagent le brevet comme un actif d'un patrimoine et les actes juridiques qu'il peut faire l'objet[1275]. Pour définir quelle loi nationale, le juge devra appliquer, on va devoir vérifier le lieu du domicile ou du principal établissement du demandeur du brevet à la date du dépôt du brevet. Si cette recherche conduit à l'identification d'un État membre contractant, c'est bien cette loi qui va s'appliquer au brevet européen à effet unitaire[1276]. Si une telle recherche nous mène à une identification d'un État membre non contractant ou bien d'un État tiers, c'est la loi allemande qui va s'appliquer par défaut au brevet européen à effet unitaire[1277]. Si le brevet a été déposé par plusieurs déposants, on va prendre en considération le domicile ou le principal établissement du déposant qui figure en première position dans l'ordre

---

[1273] « Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) », OJ L 199, 31.7.2007, p. 40–49.

[1274] Art. 7 du « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8 ; Sur l'application de cette disposition, V. TREPPOZ Edouard, « Brevet européen à effet unitaire et juridiction unifiée : une attente récompensée ? », *RTD Eur.,* 2013, p. 909.

[1275] PASSA Jérôme, « Le brevet européen à effet unitaire comme « objet de propriété » », *Propr Ind.*, n° 11, ét. 12, 2023 n° 3.

[1276] Art. 7(1) du « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[1277] Art. 7(3) du *Ibid.*

des déposants[1278]. La loi ainsi définie va s'appliquer à des actions en revendication, une cession, une saisie conservatoire ou bien à des questions liées aux contrats[1279]. Sur ce dernier point, on peut rappeler que la JUB dispose d'une compétence limitée en la matière. Seules les demandes reconventionnelles portant sur les licences et les licences de droit peuvent être soumises à la JUB[1280]. On peut rappeler également que la désignation d'une loi nationale n'emporte pas forcément son application directe au contrat. Les parties restent libres pour définir la loi applicable à leur relation contractuelle[1281]. Dans ce cas, la JUB pourra, ainsi, appliquer les lois des États tiers.

471. Bilan — En somme, on constate que face à de différentes sources de droit, l'application de l'AJUB et de la CBE va prévaloir dans le cadre des actions en validité. Dans certains cas elle sera accompagnée des mesures nationales, si la question porte sur un brevet en tant qu'objet de propriété. En termes du droit matériel des brevets, l'impact du droit de l'UE est minime et se réduit à des dispositions ponctuelles. Au final, ce sont les questions procédurales, qui ouvrent principalement une voie à des renvois préjudiciels auprès de la CJUE.

472. Transition — L'application réduite du droit de l'UE constitue certainement, non pas seulement, une faille d'ordre pratique, mais également plus généralement, un obstacle à des interventions de la CJUE.

2° Le concours de la CJUE très limité

473. Absence regrettable d'un véritable titre unifié — En premier lieu, nous pouvons relever que le brevet européen à effet unitaire n'est pas un titre unifié du droit de l'UE comme connu dans d'autres branches de la propriété industrielle. La CJUE dispose alors d'une compétence très réduite pour des renvois préjudiciels en la matière. Elle peut uniquement interpréter de rares instruments européens en la matière qui ont un périmètre d'application réduit.

[1278] Art. 7(2) du *Ibid.*

[1279] PASSA Jérôme, « Le brevet européen à effet unitaire comme « objet de propriété » », *Propr Ind.*, n° 11, ét. 12, 2023 n° 9.

[1280] Art. 32 (1) (a) et (h) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 ; Art. 8 « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[1281] V. « Règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) », JO L 177, 4.7.2008, p. 6-16.

C'est bien regrettable dans la mesure où l'UE n'a pas la main sur la politique dans le domaine d'innovation lié à la brevetabilité et de ses conditions. C'est une juridiction internationale qui se trouve à mi-chemin entre le droit européen et international qui pourra définir les lignes directrices de ladite politique en bénéficiant d'une certaine indépendance.

474. Apparence d'un renvoi — La CJUE est traditionnellement considérée comme une garante de l'interprétation cohérente du droit de l'UE basée sur le dialogue entre les juges ne pourra par conséquent se prononcer que sur les dispositions provenant des rares règlements européens en matière des brevets. Là encore, avec un risque déjà présent avant la JUB, des interprétations divergentes qui pourraient surgir avec les chambres de recours de l'OEB. Comme l'avait relevé une auteure, il s'agit de « l'apparence d'un renvoi préjudiciel devant la CJUE[1282] ».

475. Risques — Les risques liés à l'importante limitation du rôle de la CJUE peuvent être observés à des échelles différentes. Tout d'abord, par rapport au fonctionnement de la juridiction elle-même, des interprétations et des applications divergentes peuvent se présenter entre différentes divisions de la JUB. Seule instance qui pourra les corriger, c'est la Cour d'appel de la JUB qui elle-même appartient au système unitaire. La possibilité d'un renvoi préjudiciel plus ouverte aurait permise à une institution extérieure au paquet brevet unitaire d'intervenir et d'apporter plus de crédibilité au système nouveau. Sur le plan plus large, cette éviction conduit à l'absence de la politique commune en matière des brevets à l'échelle de l'UE. Désormais ce sont deux institutions internationales — l'OEB et la JUB — qui vont pouvoir mener leur propre politique et définir les lignes de conduite pour les années à venir. Or, la question de la politique est un sujet particulièrement important à ce jour, où de nouveaux enjeux technologiques se présentent, et n'épargnent pas le domaine de brevets.

476. Transition — L'absence de l'harmonisation du droit matériel des brevets se combine également avec la richesse des droits applicables à la procédure.

[1282] SUEL Chloé, *Le rôle de la CJUE dans le contentieux sur le brevet unitaire* , Mémoire de recherche, CEIPI, Université de Strasbourg, 2017, p. 25-26.

§2 : L'apparence d'unité du droit applicable à la procédure

477. Règles de procédure créées *ex nihilo* — L'approche entreprise dans la création de la JUB et la rédaction de ses règles de procédure ne fait pas l'unanimité. Il a pu être relevé que d'autres options potentiellement plus simples avaient pu être envisagées. Comme une spécialisation des tribunaux nationaux, à l'instar du droit des marques de l'UE, la reprise des règles de procédure déjà connues, par exemple celles de la CJUE, et leur adaptation à la JUB, ou le recours plus fidèle au droit de l'UE par le biais des renvois pour assurer plus de cohérence. Le règlement de procédure finalement adopté est le fruit des longues discussions entre les professionnels du droit des brevets représentant différents pays, les juges et les universitaires. Il s'agit d'un mélange des différentes règles nationales considérées comme les meilleures dans chaque État.

478. Plan — En apparence, le droit procédural appliqué par la JUB se trouve harmonisé. L'ensemble des règles de procédure constituent un corps impressionnant qui doit être autosuffisant (**A**). Or, comme démontré dans la partie précédente, de sources européennes viennent s'immiscer à de différentes étapes de procédure et de plus, les droits nationaux ne sont pas complètement étrangers à la procédure appliquée par la JUB (**B**).

A. Les dispositions prévues : un risque des interprétations variées

479. Nouveauté — Le RPJUB comporte un nombre impressionnant des règles de procédure, qui avaient été sélectionnées par un comité d'experts parmi l'ensemble des règles nationales. Ce sont, donc des règles jugées comme les meilleures pour le contentieux des brevets qui avaient été rassemblés dans un corps des règles qui ressemble à un premier code de procédure européen. Force est de reconnaître que de nombreuses règles prévues par le RPJUB sont déjà connues des juges nationaux, mais leur application est susceptible de diverger d'un État membre à l'autre.

480. Risques — Le principal risque lié à ce nouveau Code des règles est celui des interprétations divergentes selon les divisions. Même s'il est certain qu'au fil du temps, c'est bien la Cour d'appel de la JUB qui prendra soin d'harmoniser la jurisprudence de la JUB, ce sont les premières années du fonctionnement de la JUB qui vont définir son futur succès. Les plaideurs habitués au contentieux national ont l'habitude de connaître la jurisprudence passée, de pouvoir comparer les statiques des décisions passées pour évaluer les chances de succès de tel ou tel

argument. Devant la JUB l'ensemble de ces éléments demeure inconnu. Chaque première décision au sein de la division locale de la JUB peut apporter des surprises quant à la manière dont elle sera traitée par les juges.

481. Imprévisibilité — L'imprévisibilité des décisions de la JUB est davantage marquée par les expériences inégales des juges en matière des brevets. Des juges représentants des États comme la France, l'Allemagne ou les Pays-Bas sont bien habitués à connaître le contentieux des brevets. Les juges représentants les autres États membres contractants n'ont pas forcément de mêmes acquis. On peut également relever que les juges bien expérimentés peuvent être tentés de transposer leurs interprétations et applications nationales à la JUB.

482. Transition — Le RPJUB apporte une apparence d'unité du droit, il s'avère, en effet, que des interprétations proposées pourront varier d'une division à l'autre et différents facteurs peuvent conduire à une application différenciée des règles prévues. Ceci est davantage marqué par le concours des autres dispositions qui peuvent s'appliquer.

B. Le concours des dispositions complémentaires

483. Sources — Le RPJUB n'est pas un texte unique qui sera appliqué par la nouvelle juridiction en matière de procédure, elle devra combiner l'application des dispositions européennes ainsi que des dispositions nationales.

484. Concours du droit de l'UE — En matière du respect des droits des brevets, les dispositions de l'AJUB devront suivre les indications de la jurisprudence de la CJUE. Comme nous avons démontré, bien que la Directive 2004/48 constitue un instrument novateur, il demeure limité dans son application. En outre, la JUB devra respecter l'ensemble des exigences du standard procédural, prévu par la Charte des DFUE et, le cas échéant, assurer la protection du secret d'affaires tel que défini par une directive européenne[1283].

485. Concours des droits nationaux — Dans certains cas, le droit national peut également être pris en considération par les juges de la JUB. C'est le cas des mesures d'exécution. Toutes

[1283] « Directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites », JO L 157 du 15.6.2016, p. 1–18.

les mesures qui sont ordonnées par la JUB, devront être exécutées conformément aux dispositions du droit national de l'État sur le territoire duquel une mesure est sollicitée. Là encore, le droit applicable à l'exécution peut diverger d'un État membre à l'autre, vu qu'il s'agit d'un droit qui n'est pas harmonisé. En outre, les notions procédurales qui ne sont pas définies ni par les textes européens, ni par le « paquet brevet unitaire » pourront soit être définies par la JUB, soit un renvoi peut être opéré vers le droit national. C'est, par exemple, le cas de la notion de l'intérêt à agir, bien déterminante en matière de procédure civile n'est régie ni par l'AJUB, ni par la Directive 2004/48. Par conséquent, on peut supposer que ce sont bien des dispositions nationales qui vont s'y appliquer. Si la demande est fondée sur le brevet européen classique, l'intérêt à agir sera déterminé par la loi nationale du demandeur. Ce renvoi n'est pas opportun, et est susceptible de conduire à de distorsions d'interprétation de cette notion essentielle.

486. Transition — L'application des règles de droit de sources variées n'est pas un seul élément qui est susceptible d'avoir de l'impact sur la cohérence du droit de l'UE. Les limitations territoriales, bien que temporaires, pourront également y interférer.

Section 2 : La cohérence face aux limitations territoriales temporaires

487. Plan — Les limitations territoriales temporaires s'appliquent à deux échelles, tout d'abord, à l'étendue géographique de la nouvelle juridiction **(§1).** En second lieu, ces limitations concernent la compétence juridictionnelle concurrente **(§2)**.

§1 : La compétence limitée par rapport au nombre réduit des États membres

488. Plan — La fragmentation territoriale du système nouveau résulte de la procédure de coopération renforcée (**A**). Elle est une source de complexité important (**B**).

A. La fragmentation : un fruit de la procédure de la coopération renforcée

489. Coopération renforcée — La procédure de la coopération renforcée avait été introduite en droit de l'UE en 1997 par le Traité d'Amsterdam[1284]. Les Traitées successifs, celui de Nice et de Lisbonne, avaient pour l'objet d'aménager le régime de la coopération renforcée afin d'en

[1284] Art. 43 (1) de « Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes », OJ C 340, 10.11.1997, p. 1–144.

faciliter l'activation[1285]. Aujourd'hui, la coopération renforcée est prévue à l'art. 20 du TUE. Elle permet à un groupe des États membres de passer un acte dans les domaines de compétence non exclusive de l'UE. L'acte ainsi passé ne lie que les États membres participant à la coopération renforcée, les autres États membres demeurent libres de pouvoir signer l'acte en question ou non. Pour que la coopération renforcée puisse prospérer, il faut qu'elle constitue une solution de dernier ressort, les objectifs qu'elle cible, ceux s'inscrivant dans la lignée du droit de l'UE, doivent se présenter comme impossible d'atteindre par un autre biais. C'était le cas du « paquet brevet unitaire » pour lesquels de longues années de négociations se heurtaient au refus constant des certains États membres non convaincus par le régime linguistique proposé[1286]. La proposition de l'acte soumis à la coopération renforcée doit être présentée au Conseil de l'UE peut l'autoriser après avoir vérifié que les objectifs que poursuit la coopération ne peuvent pas être atteints dans un délai raisonnable par l'ensemble des États membres l'UE. Par nature, la coopération renforcée conduit à une fragmentation du territoire dans la mesure où d'emblée l'ensemble des États membres n'est pas concerné par l'instrument adopté.

490. « Paquet brevet unitaire » — Les brevets constituent un deuxième cas dans l'histoire du droit de l'UE où, la coopération renforcée avait été sollicitée[1287]. Elle ajoute une couche supplémentaire au fractionnement territorial déjà préexistant entre les États contractants à la CBE et l'UE[1288]. À ces deux ensembles d'ajoute « l'Europe de coopération renforcée[1289] » où « la dimension européenne est à géométrie variable ». Le recours à cette procédure a pu être critiqué et jugé non conforme au droit de l'UE, dans la mesure où l'article 118 TFUE prévoit une compétence de l'UE en matière de la création des titres de propriété industrielle[1290].

[1285] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 259.

[1286] V. Introduction, n° 6.

[1287] La première : « Règlement (UE) N o 1259/2010 du Conseil du 20 décembre 2010 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps », JOUE, L 343 du 29.12.2010, p. 10-16 BONADIO Enrico, « The EU Embraces Enhanced Cooperation In Patent Matters: Towards A Unitary Patent Protection System », *EJRR,* 2, Cambridge University Press, 2011, p. 416.

[1288] V. Annexe 2.

[1289] MICHELET Alain, « La juridiction unifiée du brevet : où en sommes-nous ? », *Propr. Industr.,* 2018, p. 8.

[1290] ULLRICH Hanns, « Select from Within the System: The European Patent with Unitary Effect », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 238-244.

491. Fractionnement supplémentaire lié à la nécessité de la ratification de l'AJUB — La mise en place de la JUB suppose non pas seulement qu'un État membre fasse partie de la coopération renforcée, mais qu'il ratifie, en plus, l'AJUB[1291]. Le « paquet brevet unitaire » est, en effet, composé des deux règlements européens et d'un accord international. Leur entrée en vigueur a été simultanée, mais supposait des formalités tant de participation à la coopération renforcée que la ratification d'un accord international. Là encore, la complexité obtenue puise ses sources dans la mise à l'écart de l'UE dans le processus de préparation du paquet brevet unitaire. Au jour de l'entrée en vigueur de l'AJUB, on a pu constater que quasiment tous les États membres avaient, certes, fait partie de la coopération renforcée à l'exception de l'Espagne et de la Croatie (qui n'était pas un État membre à l'époque de la signature de l'acte)[1292]. Toutefois, seuls dix-sept États membres avaient signé et ratifié l'AJUB[1293]. Au 1er septembre 2024, soit plus d'un an après l'entrée en fonctions de la nouvelle juridiction, ce nombre est passé à dix-huit, suite à la ratification de l'AJUB par la Roumanie[1294]. C'est ainsi que l'on constate un fractionnement supplémentaire, suite au lequel le nombre des États membres déjà diminué de deux dans le cadre de la coopération renforcée, se retrouve davantage diminué faute de ratification de l'AJUB.

492. Fractionnement susceptible de perdurer — Bien entendu, il serait préférable que le double fractionnement ne dure pas longtemps, à savoir que l'Espagne et la Croatie rejoignent la coopération renforcée et que l'ensemble des États membres ratifient l'AJUB. Or, il semblerait que certains États membres sont assez réticents par rapport à la ratification de l'AJUB, malgré le fait qu'ils fassent bien partie de la coopération renforcée. Nous pouvons citer deux exemples notables. Le premier c'est la Pologne, qui n'avait pas signé l'AJUB bien qu'elle fasse partie de la coopération renforcée. Les raisons évoquées proviennent en premier lieu d'une analyse

---

[1291] CAMPOLINI Philippe, « La compétence internationale de la juridiction unifiée du brevet. Examen critique du règlement (UE) n° 542/2014 », *Rev. Droit Commer. Belge Tijdschr. Voor Belg. Handelsr.*, 2016 n° 9.

[1292] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.

[1293] Pour un aperçu détaillé des ratifications dans chacun des Etats membres, V. « National measures relating to the Unitary Patent. Overview of the most important national measures in the participating Member States having ratified the Agreement on a Unified Patent Court », Office européen des brevets, 2022, p. 6-13.

[1294] « Romania becomes the 18th Member State to ratify the Agreement on a Unified Patent Court (UPCA) », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 4 juin 2024.

économique[1295] du « paquet brevet européen » mené par Deloitte[1296] qui avait conclu que l'absence de système unitaire en Pologne est plus profitable aux entreprises polonaises qu'une intégration du système[1297]. Bien qu'une étude menée deux ans après ce rapport[1298] avait conclu par le contraire, la doctrine polonaise est restée assez réticente à l'idée de la signature de l'AJUB. Le premier argument évoqué est l'absence de traductions des brevets européens à effet unitaire en polonais, ce qui aggraverait la situation des entrepreneurs polonais contraints de traduire des documents à leurs propres risques[1299]. La deuxième critique invoquée concerne les coûts élevés de la défense devant un tribunal non polonais. La troisième rejoint l'analyse Deloitte, en considérant le « paquet brevet unitaire » comme une menace pour l'économie et l'innovation en accueillant un flot de brevets étrangers. La quatrième critique concerne le caractère inconstitutionnel du « paquet brevet européen »[1300]. La Constitution polonaise autorise la délégation de compétences des autorités de l'État à une organisation ou à un organisme international dans certaines matières. Toutefois, cela ne peut se faire que dans des conditions spécifiques et dans un nombre limité de matières. La doctrine polonaise souligne que le statut de la JUB n'est pas comparable à celui d'autres tribunaux internationaux, par exemple la Cour pénale internationale, dont la Pologne reconnaît la compétence. L'AJUB suppose en effet le transfert de compétence habituellement relevant des juridictions nationales à une juridiction supranationale[1301]. Le raisonnement similaire avait été exprimé par la Hongrie, où la Cour constitutionnelle hongroise a pu se prononcer sur la ratification de l'AJUB. Depuis lors, ce processus fut arrêté et il n'est pas certain s'il est repris dans l'avenir au vu du fait que la Cour constitutionnelle a déclaré la ratification contraire à la Constitution hongroise. De manière

---

[1295] « Analysis of prospective economic effects related to the implementation of the system of unitary patent protection in Poland », Deloitte, 2012, p. 1-75.

[1296] Pour une analyse du rapport, V. TILMANN Winfried, « Possible impact of the Unitary Patent Regulation and the Unified Patent Court Agreement on Poland », *EIPR,* 37, 2015, p. 545-547 ; Une analyse critique du rapport, V. ZAWADZKA Zofia, « The Unitary Patent Protection – A Voice in the Discussion from the Polish Perspective », *IIC,*45, 2014, p. 393-397.

[1297] WSZOŁEK Anna, « Still Unifying? The Future of the Unified Patent Court », *IIC,*52, 2021, p. 1150.

[1298] TILMANN Winfried, *op. cit.*, p. 545.

[1299] Sur ce point, V. ZAWADZKA Zofia, *op. cit.*, p. 390-393 ; PUTO Małgorzata, « Dyskryminacja pod względem językowym w systemie jednolitej ochrony patentowej », *Stud. Iurid. Toruniensia*, Tom XVI, p. 242-252 ; BARAN Agnieszka, « Prawne aspekty ochrony wynalazków w Europie i na świecie », *Econ. Manag. Q. J. Fac. Manag. Białyst.*, 2013, p. 103.

[1300] WSZOŁEK Anna, *op. cit.*, p. 1151 ; NOWICKA Aurelia et SKUBISZ Ryszard, « Pakiet patentowy (ocena z perspektywy Polski) », *Eur. Przegląd Sądowy*, 2013, p. 16-23.

[1301] WSZOŁEK Anna, *op. cit.*, p. 1152.

similaire, la Cour distingue les juridictions supranationales « classiques », comme la Cour EDH ou la Cour pénale internationale de la JUB. Les deux premières traitent des questions comme des instances d'appel et les compétences attribuées aux juridictions nationales demeurent préservées. Or, dans le cadre de la JUB, la pleine compétence pour connaître des litiges en matière de compétence exclusive de la JUB suppose que les juridictions nationales s'affranchissent de leur compétence[1302]. La République tchèque, également, évoque des problématiques similaires à celles connues en Pologne et en Hongrie. De ce fait, la ratification tchèque n'est pas attendue non plus dans les mois à venir[1303].

493. Fractionnement s'ajoutant à des complexités déjà présentes en lien avec l'application territoriale du droit de l'UE — Les fractionnements déjà mentionnés doivent également être mis en lien avec l'application territoriale du droit de l'UE qui pour de certains États membres, comme les Pays-Bas ou la France n'est pas toujours évidente. Pour la France, c'est bien l'application du droit aux Départements d'outre-mer qui se pose[1304]. Les dispositions nouvelles s'appliquent à Saint-Martin, à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Guyane, à la Mayotte et à la Réunion, qui sont toutes soumises au respect du droit de l'UE. Certains territoires comme Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les Terres australes et antarctiques françaises et les îles Wallis et Futuna se trouvent hors du périmètre d'application du droit de l'UE. D'autres encore, comme Nouvelle-Calédonie ou la Polynésie française disposent d'un choix d'accepter des instruments de l'UE ou non[1305]. Des questions similaires sont bien présentes aux Pays-Bas. Le Royaume, en effet, comporte deux parties, une européenne et une située dans les Caraïbes. La partie européenne participe bien à l'UE et c'est là que va s'appliquer le « paquet brevet unitaire »[1306]. L'Irlande semble un État qui se place sur la première position pour une ratification future, néanmoins celle-ci est soumise au référendum qui courant 2024 a été reporté. En revanche,

---

[1302] *Ibid.*, p. 1150-1151 ; GOMBOS Katalin et ORBAN Endre, « The Hungarian and German constitutional courts refused the ratification of the agreement on a Unified Patent Court. What's next? », *JIPLP,* Volo. 17, no 1, 2022, p. 39-41.

[1303] « Legal and financial concerns: Czech Republic will not ratify UPCA any time soon », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 13 septembre 2019.

[1304] Art. 15-19 de « Ordonnance n° 2018-341 du 9 mai 2018 relative au brevet européen à effet unitaire et à la juridiction unifiée du brevet », JORF n°0107 du 10 mai 2018, texte n° 9.

[1305] « National measures relating to the Unitary Patent. Overview of the most important national measures in the participating Member States having ratified the Agreement on a Unified Patent Court », Office européen des brevets, 2022, p. 30.

[1306] *Ibid.*, p. 30-31.

pour la Slovaquie, le Chypre et la Grèce, nous ne disposons pas des informations sur le processus de ratification.

494. Transition — Dans la perspective de l'harmonisation, il est intéressant de s'attarder sur les conséquences d'une telle fragmentation.

B. La fragmentation : une source de la complexité

495. Complexité du droit de l'UE — La fragmentation découlant de coopération renforcée s'ajoute à celles déjà existantes p. ex. par rapport à la monnaie, libre circulation des personnes[1307]. Ceci complexifie le champ d'application spatial du droit de l'UE[1308]. De surcroît, les exemples passés de la différenciation entre les États membres avaient démontré qu'elles sont susceptibles de se pérenniser, par exemple les dérogations de Royaume-Uni, Irlande et Danemark dans l'espace Schengen qui n'avaient que grandi au lieu d'être levées. Dans le cadre du droit des brevets, une telle pérennisation serait bien dommageable pour le marché intérieur et la cohérence du droit de l'UE.

496. Coopération sincère : principe bafoué ? — Nous pouvons nous interroger sur le fait de savoir si l'absence de ratification de l'AJUB par les États membres qui font bien partie de la coopération renforcée est conforme au principe de la coopération sincère[1309]. En vertu de ce principe, les États membres sont tenus de prendre toute mesure qu'elle soit générale ou particulière afin d'assurer l'exécution des obligations découlant des traités ou représentant des actes ou des institutions de l'UE. On peut noter que cette question fut abordée par l'Avocat général Bot, qui avait affirmé que concernant l'accord sur l'AJUB « il incombe aux États membres de ratifier en vertu du principe de coopération loyale visé à l'article 4, paragraphe 3, TUE »[1310]. Hélas, n'avait pas été repris par la CJUE[1311]. On peut s'attendre à ce que la CJUE, si l'occasion s'y présente, puisse s'y prononcer et peut-être accélérer le processus d'adhésion à l'AJUB.

[1307] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 265.
[1308] DE LANGE Douwe, « EU patent harmonization policy », *JIPLP,* 16, 2021, p. 1082-1083.
[1309] Art. 4 § 3 « Traité sur l'Union européenne dit Traité de Maastricht », JO n° C 191 du 29/07/1992 p. 1 - 110.
[1310] Concl. de l'avocat général M. Yves Bot, 18 nov. 2014, C-146/13, ECLI:EU:C:2014:2380 pt. 94 et 179.
[1311] V. CJUE, 5 mai 2015, C-146/13, Espagne c. Parlement européen, Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2015:298.

497. Générations des brevets : problème pratique — Ce qu'on appelle des générations des brevets européens à effet unitaire c'est la faculté qui découle de l'absence de l'ensemble des États membres dans le système unitaire. Suite à des ratifications successives après l'entrée en fonction de la JUB, le territoire concerné va progressivement augmenter. Les brevets à effet unitaire auront donc, selon leur date de délivrance, un champ d'application territoriale différentié. Ceci va entrainer une gestion de portefeuille des brevets particulièrement complexe où les brevets européens à effet unitaire n'auront pas de même étendue territoriale. Par exemple, le brevet européen à effet unitaire délivré au 1er juillet 2024 couvre dix-sept États membres de l'UE. Un brevet européen à effet unitaire qui sera délivré au 1er octobre 2024, suite à la ratification de la Roumanie, va couvrir dix-huit États membres de l'UE.

498. Transition — Le recours à la coopération renforcée en matière du « paquet brevet unitaire » conduit à une fragmentation regrettable du territoire qui rajoute une couche supplémentaire à la fragmentation déjà existante entre l'OEB et l'UE. Cette fragmentation est, en plus accompagnée d'un mécanisme d'opt-out qui pendant la période transitoire permet au titulaire du brevet européen dit « classique » de déroger à la compétence exclusive de la JUB.

§2 : La compétence limitée par rapport au mécanisme de « l'opt-out »

499. Plan — Le mécanisme d'opt-out a pour l'objectif d'organiser une transition entre le système du contentieux national et le nouveau contentieux paneuropéen. Au vu du fait que la JUB a la compétence exclusive pour connaître les litiges portant sur les brevets européens, l'aménagement temporaire de cette compétence a été jugé nécessaire afin d'assurer la prévisibilité juridique pour les titulaires des droits. Il s'agit d'un mécanisme, qui malgré le fait qu'il est en apparence simple (**A**), emporte des effets non négligeables (**B**).

A. Le mécanisme a priori limpide de « l'opt-out »

500. Plan — La notion de l'opt-out est bien connue des juristes (**1°**), son application ne suscite pas *a priori* des difficultés particulières (**2°**).

1° La notion d'opt-out

501. « Opt-out » — Le terme « opt-out », traduit comme une option de retrait, est déjà connu tant dans le droit européen que le droit national. À l'échelle européenne, par exemple, certains

États membres se réservent le droit de la non-participation à un domaine particulier de la politique de l'UE, évitant ainsi une impasse politique[1312]. On peut rappeler l'exemple de Danemark qui en vertu de la clause de non-participation est dispensé de participer à la politique relevant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice[1313]. Au-delà du droit européen, cette notion est également bien connue du droit français où, dans le cadre du traitement des données personnelles, les utilisateurs ont le droit à un opt-out qui signifie qu'ils refusent à ce que leurs données soient utilisées à des fins publicitaires[1314]. Dans le cadre de la JUB, « l'opt-out » doit être entendu comme le droit de retrait d'un brevet européen de la compétence exclusive de la JUB. Ce droit est délimité dans le temps, car il s'applique uniquement pendant la période transitoire.

502. ***Ratio legis*** **de l'opt-out** — La possibilité de l'opt-out qui s'applique aux brevets européens est motivée par le changement radical[1315] du contentieux des brevets avec une institution de la juridiction supranationale pour laquelle de nombreuses incertitudes demeurent. En particulier, celle de sa jurisprudence qui reste à établir ou bien celle de l'application des nouvelles règles procédurales. De même, la possibilité de prononcer sur la révocation centrale du brevet[1316] n'est pas toujours vue comme un avantage pour des titulaires des droits au vu de leurs intérêts économiques importants. L'importance de ces changements guide la solution retenue en faveur du choix de forum pour des titulaires des brevets européens, soit celui de la JUB, en principe, exclusivement compétente, ou bien de retrait de brevet de cette compétence et privilégier le contentieux national. Ce choix, cependant, s'applique uniquement pendant une période déterminée.

[1312] Selon « glossaire des synthèses » sur le site eur-lex.europa.eu : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:opting_out (Consulté le 20 avril 2024).

[1313] « Protocole n° 22 sur la position du Danemark annexe au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », JO C 202 du 7.6.2016, p. 298-302, p. 298-302.

[1314] V. CNIL, Opt-in, opt-out, ça veut dire quoi ?, Accessible : https://www.cnil.fr/fr/cnil-direct/question/opt-opt-out-ca-veut-dire-quoi [consulté le 20 juin 2024].

[1315] ENGLAND Paul, « In? Out? What's it all about? Patent opt-out and withdrawal in the UPC », *JIPLP,* Vol. 9, No 11, 2014, p. 917 ; CHIARINY Anne-Catherine, « JUB et juridictions nationales : entre concurrence et conflits », *Propr. Industr.,* 2023, p. 10.

[1316] LUGINBUEHL Stefan et KOTZUR Juliane, « The Unified Patent Court's Opt-Out Option – A General Introduction », *GRUR Int.*, 2023, p. 250 ; LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, « Application of Revised Rules on Jurisdiction under Brussels I Regulation to patent lawsuits », *JIPLP,* Vol. 10, n° 2, 2015, p. 141.

503. Période transitoire — Explicitement prévue par l'AJUB[1317], la période transitoire demeura applicable, en principe, pendant les sept ans suivant l'entrée en vigueur de l'AJUB soit jusqu'à 31 août 2030. Cette période pourra faire l'objet d'un renouvellement pour sept ans supplémentaires. Une telle prolongation pourra être décidée par le comité administratif après une consultation auprès des utilisateurs du système de brevets ainsi qu'une étude sur les pratiques contentieuses retenues par les usagers et leur implication[1318]. Pour être valable, l'opt-out doit être notifié avant le dernier mois de période transitoire. Comme relevé par Maître Luginbuehl et Maître Kotzur la longueur de cette période peut susciter quelques doutes[1319]. À supposer qu'elle soit renouvelée et qu'un opt-out d'un brevet accompagné par un CCP soit déposé au dernier moment, l'opt-out demeura effectif pendant 39 ans[1320] à compter de l'ouverture de la nouvelle juridiction. Cette période est étonnamment longue compte tenu du fait que la JUB dispose d'une compétence exclusive pour connaître le contentieux des brevets européens[1321].

504. Transition — Après avoir défini le terme d'opt-out, nous allons préciser son application.

2° L'application d'opt-out

505. Application différenciée — Comme on l'a vu, le terme d'opt-out renvoie à une option offerte au titulaire du brevet européen dit classique[1322] de l'écarter de la compétence exclusive de la JUB. Les deux hypothèses doivent être distinguées, celle d'un brevet sans « opt-out » et celle d'un brevet avec « opt-out »[1323].

506. Brevet européen sans « opt-out » — Dans l'hypothèse où le brevet européen a été délivré ou demandé, pendant la période transitoire, toute action relative à la contrefaçon, la déclaration de non-contrefaçon ou la validité pourra être engagée soit devant la juridiction

---

[1317] Art. 83 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1318] Art. 83 (5) *Ibid.*
[1319] LUGINBUEHL Stefan et KOTZUR Juliane, *op. cit.*, p. 256.
[1320] 14 ans de période transitoire, en plus de 20 ans de protection par brevet et 5 ans de protection par un CCP.
[1321] LUGINBUEHL Stefan et KOTZUR Juliane, *op. cit.*, p. 256.
[1322] Les brevets européens à effet unitaire ne sont pas soumis à cette règle, il en va de même des certificats complémentaires de protection relatifs à ces brevets. La compétence de la JUB est exclusive pour connaître le contentieux qui s'y réfère, à condition qu'il entre dans le champ de sa compétence matérielle.
[1323] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.

nationale, soit devant la JUB[1324]. Dans ce cas, la première juridiction saisie pourra connaître le litige. Si, par exemple, un titulaire des droits agit devant une juridiction française pour les faits de la contrefaçon, cette juridiction devra vérifier si elle a la compétence internationale pour connaître le litige, si oui, elle pourra statuer sur les faits litigieux. Dans ce cas, le titulaire ne pourra pas saisir la JUB d'une même demande basée sur les mêmes faits. À l'inverse, si le titulaire des droits introduit une action en contrefaçon devant la JUB, sous réserve qu'une telle action entre dans son champ de compétence, il ne pourra plus saisir le juge national pour les mêmes faits.

507. Brevet européen avec « opt-out » — Le titulaire d'un brevet européen a une possibilité, en amont, d'écarter la compétence de la JUB pour connaître le litige relatif à son titre. Pour le faire, il devra notifier sa décision d'opt-out au greffe de la JUB au plus tard un mois avant l'expiration de la période transitoire[1325]. Une fois l'opt-out inscrit au registre, le brevet européen concerné sera écarté de la compétence de la JUB[1326], pour l'ensemble des États pour lesquels le brevet européen a été délivré ou a été demandé[1327]. Ainsi, tout litige relatif à la contrefaçon ou validité qui s'y réfère devra impérativement être soumis devant les seules juridictions nationales. On peut noter que la faculté d'opt-out existe à condition que la JUB ne soit pas déjà saisie d'une question relative au brevet européen concerné. Cette condition est parfaitement logique, comme on a pu voir, sans intervention du titulaire des droits, les brevets européens peuvent être soumis soit devant la juridiction nationale soit devant la JUB. Par conséquent, la faculté d'opt-out ne devra pas être utilisée comme un moyen de déroger à la compétence de la JUB si celle-ci est déjà saisie. Cette règle entend limiter la possibilité de demander « opt-out » pour le titulaire des droits qui se trouverait surpris par une action, p. ex. en déclaration de la non-contrefaçon, introduite devant la JUB. Si le titulaire souhaite écarter tout litige devant la JUB, il devra demander l'opt-out en amont, cela veut dire, avant tout litige devant la JUB. On peut ajouter également que le titulaire des droits dispose de la possibilité de retirer son « opt-out »[1328], afin de permettre à la

---

[1324] Art. 83 (1) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1325] Soit au plus tard le 31 juillet 2030, ou bien le 31 juillet 2037 si une prolongation d'une période transitoire sera décidée par le comité administratif.

[1326] Art. 83 (3) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1327] Règle 5 (1) b] « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[1328] Sur ce point, V. ENGLAND Paul, « In? Out? What's it all about? Patent opt-out and withdrawal in the UPC », *JIPLP,* Vol. 9, No 11, 2014, p. 918.

JUB de retrouver sa compétence. Une telle demande pourra être formée à tout moment devant le greffe de la JUB. Elle produira ses effets dès qu'elle sera inscrite au registre[1329]. Cette possibilité suppose qu'aucun contentieux national relatif au brevet européen en question n'a été préalablement introduit.

508. Prolongement automatique pour CCP — Afin de renforcer la sécurité juridique[1330], le CCP attaché au brevet qui a fait l'objet d'un opt-out va suivre le même retrait de la compétence de la JUB[1331]. Dans le cas contraire, en effet, il serait possible d'avoir un contentieux similaire devant deux juridictions différentes, la JUB pour le CCP et la juridiction nationale pour le brevet qui a fait l'objet d'un opt-out. La solution retenue doit donc être saluée.

509. Précision sur la notion « titulaire ou demandeur d'un brevet » — L'opt-out peut être demandé soit par le titulaire d'un brevet européen ou d'un certificat complémentaire de protection délivré pour un produit protégé par un brevet européen, soit le demandeur d'un brevet européen. Cette règle ne semble susciter guère de difficultés si le brevet ou le CCP est déposé ou demandé par un seul déposant. Toutefois, il est fréquent qu'un brevet soit déposé par plusieurs déposants, dans cette hypothèse, le RPJUB précise qu'ils doivent tous déposer la déclaration de dérogation[1332]. Le licencié d'un brevet européen n'a pas le droit d'introduire l'opt-out, le contrat de licence peut, toutefois, stipuler une clause sur le choix d'un opt-out[1333].

510. Transition — Bien que le mécanisme d'opt-out paraît bien limpide, ses effets demeurent non négligeables.

[1329] Art. 83 (4) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1330] LUGINBUEHL Stefan et KOTZUR Juliane, « The Unified Patent Court's Opt-Out Option – A General Introduction », *GRUR Int.*, 2023, p. 253-254.

[1331] Règle 5 (2) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, p. 21 ;, [consulté le 20 septembre 2024] ENGLAND Paul, *op. cit.*, p. 918-919.

[1332] Règle 5 (1) a] « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024] ; ENGLAND Paul, *op. cit.*, p. 919.

[1333] SCHOUTEN Gertie, « White Paper: Preparing for the Unitary Patent », Wolters Kluwer, 2022, p. 10.

B. Les effets non négligeables de « l'opt-out »

511. Plan — Le mécanisme de l'opt-out a naturellement suscité de nombreux questionnements à l'aune de l'entrée en vigueur de l'AJUB. Les questions de savoir s'il faut retirer les brevets européens de la compétence exclusive, et si oui lesquels, occupaient des nombreuses discussions des praticiens quel que soit leur secteur d'activité. C'est là, où des analyses académiques des dispositions de l'AJUB et de son RPJUB avaient vu le jour. On s'y est aperçu que l'interprétation des dispositions n'était pas la même sur des effets de l'opt-out (**1°**). En outre, les dispositions qui envisagent le cas d'un brevet européen qui n'a pas fait l'objet de l'opt-out, conduisent à une compétence alternative de la JUB et des juridictions nationales qui conduit au maintien d'un *forum shopping* (**2°**).

1° Les difficultés dans la définition des effets

512. Interprétation malaisée — Bien que simple dans son principe, le mécanisme d'opt-out a fait l'objet des diverses analyses contradictoires quant à son étendue et ses effets. Le premier point de doute portait sur les actions qui sont concernées par la dérogation de compétence. L'article 83 (1) de l'AJUB énumère « une action en contrefaçon ou en nullité d'un brevet européen ou une action en contrefaçon ou une demande en nullité d'un certificat complémentaire de protection délivré pour un produit protégé par un brevet européen ». Or, l'article 32 de l'AJUB portant sur la compétence exclusive de la JUB apporte une liste enrichie des actions avec, entre autres, celle en constatation de non-contrefaçon, celle visant à obtenir des mesures provisoires, conservatoires et des injonctions, ou bien celle visant un dédommagement. La question s'est donc posée de savoir si l'énumération de l'article 83 (1) de l'AJUB était exhaustive ou non. On pourrait considérer, en effet, que l'absence de certaines actions est volontaire et a pour l'objectif de limiter des stratégies procédurales telles que les « torpilles italiennes »[1334]. Ainsi, les actions en non-contrefaçon seraient exclues de la compétence des juridictions nationales pendant la période transitoire. La doctrine majoritaire, cependant, se prononce plutôt sur l'hypothèse d'un « oubli » de précision des rédacteurs de la JUB et privilégie une interprétation large de cette disposition comme englobant quasiment toutes les actions qui peuvent être entamées devant la JUB. Dans ce

[1334] TREPPOZ Edouard, « La Juridiction unifiée du brevet – Étude de droit international privé », *Propr. Industr.,* ét. 10, 2023 n° 6.

sens, un auteur explique que toutes les actions énumérées à l'article 32 de l'AJUB sont concernées à l'exception des actions concernant les décisions prises par l'OEB[1335]. Selon lui, il s'agit d'une simple abréviation. Il ajoute que les conséquences de l'interprétation stricte seraient absurdes et déraisonnables[1336]. Dans la même veine, d'autres auteurs soutiennent également qu'une interprétation large devrait prévaloir au vu du fait que souvent les demandes sont jointes et il serait contraire à la sécurité juridique et à l'efficacité de les séparer entre la JUB et juridictions nationales dans le cadre de leur contentieux[1337]. Force est de reconnaître que la possibilité de retrait de la compétence exclusive de la JUB crée en soi une fragmentation du contentieux. Une fragmentation supplémentaire, basée sur la nature de l'action, pourrait davantage complexifier la répartition du contentieux entre les juridictions nationales et la JUB.

513. Durée de l'opt-out — La troisième difficulté d'interprétation porte sur la durée de l'opt-out, alors que certains assument que l'opt-out est valable jusqu'à la fin de la période transitoire, les autres soutiennent que l'opt-out s'applique à toute la durée du brevet et au-delà[1338]. Selon la première hypothèse la fin de la période transitoire, soit le 31 août 2030 (ou 2037, en cas de prolongation de la période transitoire de sept ans), l'ensemble du contentieux des brevets européens avec ou sans effet unitaire passerait devant la JUB. Selon la seconde, connaissant un peu plus grand succès de la doctrine, les titulaires des brevets européens classiques peuvent demander le retrait de leurs brevets de la compétence exclusive de la JUB jusqu'au 31 juillet 2030, ou bien le 31 juillet 2037 en cas de prolongation d'une période transitoire, l'opt-out ainsi demandé s'appliquera au brevet lui-même jusqu'à son expiration. Dans ce cas, la compétence de la JUB serait ainsi écartée même après la fin de la période transitoire. Il faudrait ainsi attendre vingt-cinq ans supplémentaires pour que la JUB retrouve l'ensemble de contentieux des brevets européens, autrement dit qu'elle retrouve sa compétence exclusive. Dans un scénario le plus long supposant la prolongation d'une période transitoire ainsi que l'opt-out d'un brevet avec un CCP, la JUB

[1335] Art. 32 (1) (i) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1336] TILMANN Winfried, « The Transitional Period of the Agreement on a Unified Patent Court », *JIPLP,* Vol. 9, No. 7, 2014, p. 576-577.

[1337] LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, « Application of Revised Rules on Jurisdiction under Brussels I Regulation to patent lawsuits », *JIPLP,* Vol. 10, n° 2, 2015, p. 140 ; CAMPOLINI Philippe, « La compétence internationale de la juridiction unifiée du brevet. Examen critique du règlement (UE) n° 542/2014 », *Rev. Droit Commer. Belge Tijdschr. Voor Belg. Handelsr.*, 2016 n° 24.

[1338] LUGINBUEHL Stefan et KOTZUR Juliane, « The Unified Patent Court's Opt-Out Option – A General Introduction », *GRUR Int.*, 2023, p. 254 ; Contra, PINCKNEY Richard, « Understanding the transitional provisions of the Agreement on the Unified Patent Court », *EIPR,* 37, 2015, p. 271.

retrouverait sa compétence exclusive pour l'ensemble des brevets européens classiques qu'en 2062. Il s'agit, cependant, d'une hypothèse quelque peu caricaturale. Il se peut qu'après quelques années d'activités de la JUB, les titulaires de brevets européens aillent opter pour le contentieux supranational sans rechercher à faire échapper leur brevet de la compétence de la JUB. Ainsi, progressivement, la JUB retrouvera sa compétence exclusive et celle-ci sera déjà bien marquée à la fin de la période transitoire.

514. Loi applicable — Le dernier point de doute concerne la loi applicable au brevet européen qui échappe à la compétence exclusive de la JUB du fait de l'opt-out. Selon certains, malgré l'opt-out, le brevet européen devrait être soumis à la loi issue de l'AJUB et de ses règles procédurales, la règle de l'opt-out est ainsi vue comme règle de compétence juridictionnelle qui n'impacte pas les règles applicables au fond. Certains auteurs y ajoutent que si les rédacteurs souhaitaient que le brevet européen sorti de la compétence de la JUB soit soumis à la loi nationale, il y aurait une précision en ce sens[1339]. Or, cette interprétation soulève des critiques liées à la cohérence de l'application des règles prévues par la JUB. Les effets d'une telle interprétation pourraient complexifier l'application du « paquet brevet européen ». Les règles applicables par la JUB, sont nouvelles et l'éclatement des juridictions qui pourraient les appliquer aurait pour l'effet une grande insécurité juridique. De même, les juges nationaux dans ce cas de figure seraient amenés à appliquer un corps des règles aux brevets européens et un autre aux brevets nationaux, ce qui pourrait les conduire à faire un mélange entre le droit national et supranational. C'est pour ces raisons qu'on peut se réjouir que cette question fût clarifiée par le comité préparatoire qui avait précisé que les juridictions nationales n'appliquent pas l'AJUB, mais bien leurs lois nationales[1340]. La JUB dispose donc d'un monopole d'interprétation, ce qui garantit une cohérence des règles. De même, les titulaires de droits qui entament une action nationale pendant une période transitoire peuvent véritablement bénéficier du contentieux national, qu'ils connaissent.

[1339] Sur ce débat, V. LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, *op. cit.*, p. 140.

[1340] « Interpretative note – Consequences of the application of Article 83 UPCA », sur *Https://www.unified-patent-court.org/en/news/interpretative-note-consequences-application-article-83-upca* [en ligne], publié le 29 janvier 2014 ; KUPFER Séverine et MEILLER Cédric, « Sept ans de réflexion : une période transitoire pour lever les doutes des justiciables de la future juridiction unifiée du brevet », *Propr. Industr.,* 2014 n° 7.

515. Transition — Les effets de l'opt-out avaient suscité des doutes sur leur entendue, curieusement, c'est également à défaut de l'opt-out que des conséquences négatives peuvent être constatées.

2° Le forum shopping subsistant à défaut de l'opt-out

516. Concurrence regrettable — Ce qui prête davantage à la confusion c'est le fait que sans la déclaration « d'opt-out » la compétence des juridictions nationales et de la JUB demeure concurrente. Cette analyse étant regrettablement corroborée par le Règlement 542/2014 qui explicitement prévoit une possibilité de la compétence concurrente[1341]. Or, le raisonnement prônant une analyse binaire serait, à notre avis, plus cohérent. À savoir, à défaut d'une déclaration d'opt-out, le brevet européen relèverait d'une compétence exclusive de la JUB pour l'ensemble des États membres contractants. Cette solution pourrait limiter les enjeux liés à la connexité et à la litispendance qui avaient été décrits dans la partie 1[1342] pour lesquels, le cas échant, la CJUE pourra proposer une interprétation.

517. Effets — L'application du mécanisme d'opt-out nuit à l'harmonisation des décisions[1343] en matière du contentieux des brevets et renforce la concurrence entre les juridictions nationales et la JUB. Dans la même veine, des stratégies procédurales nuisibles à la cohérence du droit peuvent surgir. Comme par exemple le choix entre la demande de l'invalidité pour l'ensemble des États membres contractants à la JUB qui bien que moins coûteuse, emporte un effet d'une annulation générale du brevet pour l'ensemble du territoire donné, et le choix du contentieux national pays par pays, qui permet de « tester » la validité du brevet dans différentes juridictions. Bien que plus cher et plus longue, ce contentieux emporte, le cas échéant, une annulation partielle du brevet, cantonné à un seul État membre[1344].

[1341] En ce sens, V. CAMPOLINI Philippe, « La compétence internationale de la juridiction unifiée du brevet. Examen critique du règlement (UE) n° 542/2014 », *Rev. Droit Commer. Belge Tijdschr. Voor Belg. Handelsr.*, 2016 n° 25.

[1342] V. n° 253.

[1343] CHIARINY Anne-Catherine et DHENNE Matthieu, « La juridiction unifiée du brevet : le mirage du droit des brevets ? », *Dalloz IPIT*, 2021, p. 446 et s.

[1344] ENGLAND Paul, « In? Out? What's it all about? Patent opt-out and withdrawal in the UPC », *JIPLP,* Vol. 9, No 11, 2014, p. 920.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

« Entre le souhaitable et le possible, il existe toujours un fossé assez important. En cette matière du droit européen de la propriété intellectuelle, on le constate une nouvelle fois et l'on peut regretter que ces longs travaux et débats autour de la juridiction commune des brevets — pour aussi positifs qu'ils soient dans leur principe — n'aient pas permis de déboucher sur une solution plus clairement ancrée dans l'ordre juridique de l'Union européenne et qui favorise plus rapidement une propriété industrielle européenne cohérente. » [1345]

518. Manque de cohérence — Le renforcement du rôle de la CJUE en matière du droit processuel civil, de l'UE est guidé par les motivations juridiques. Certaines spécificités du nouveau « paquet brevet unitaire » le rendent peu lisible et cohérent. Il s'agit en premier lieu de l'absence de l'harmonisation du droit matériel des brevets au sein de l'UE. La JUB va appliquer des dispositions issues tant du droit international, de l'UE que des droits nationaux. On s'aperçoit que le cadre juridique applicable à la définition de la loi applicable demeure assez complexe, en particulier, dans le cas d'un brevet européen classique. Ce fractionnement quant au droit matériel est suivi d'un fractionnement territorial. En effet, la JUB s'applique uniquement dans un certain nombre des États membres de l'UE. Nous avons démontré que certains États membres sont bien réticents à intégrer le système unifié du brevet, cela semble indiquer que le fractionnement territorial soit susceptible de perdurer. Ceci semble conduire le système adopté à creuser davantage des divisions en droit des brevets qui d'y remédier[1346]. En outre, de la possibilité de l'opt-out ouverte pendant sept, voire quatorze ans, à partir de l'entrée en vigueur du « paquet brevet unitaire » au-delà de susciter de nombreux débats sur son étendue, emporte une regrettable concurrence des juridictions nationales et de la JUB. Ceci nuit à la cohérence du droit et également complexifie inutilement le fonctionnement de la JUB.

[1345] WARUSFEL Bertrand, « Juridiction européenne des droits de propriété intellectuelle : entre le souhaitable et le possible », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 105-106.

[1346] ZAWADZKA Zofia, « The Unitary Patent Protection – A Voice in the Discussion from the Polish Perspective », *IIC,*45, 2014, p. 397.z

Chapitre 2 : Les justifications pratiques : la recherche d'application uniforme du droit

519. Plan — Les motivations derrière une harmonisation plus poussée du droit applicable par la JUB ne sont pas purement juridiques. L'analyse des possibles applications des règles composant « le paquet brevet unitaire » démontre qu'il existe un certain nombre des difficultés pratiques et stratégiques qui sont susceptibles d'avoir un impact sur l'application uniforme du droit par cette juridiction nouvelle. En premier lieu, la structure inouïe de la JUB, du fait de son implantation multiterritoriale et de sa composition multinationale, est susceptible de créer des difficultés dans l'application et la compréhension uniformes des règles appliquées par les juges (**Section 1**). En second lieu, comme il l'a été déjà démontré, les règles relatives à la période transitoire sont susceptibles de créer des pratiques procédurales potentiellement incitant au *forum shopping.* Or, la période transitoire n'est pas l'unique cas dans lequel une concurrence entre les divisions de la JUB elles-mêmes ou bien entre la JUB et les juridictions nationales puisse se présenter. La conséquence directe est une recrudescence des manœuvres procédurales stratégiques et *in fine* une application différenciée des règles, qui à son tour, est susceptible de générer de nouveaux cas de *forum shopping* (**Section 2**).

Section 1 : L'application uniforme à l'épreuve de la structure inouïe de la JUB

520. Plan — « Plutôt qu'une juridiction, il s'agit en réalité d'un système juridictionnel, car la juridiction unifiée du breveté comprend un tribunal de première instance, une cour d'appel et un greffe »[1347]. Ce système juridictionnel se distingue des juridictions nationales classiques par sa structure multiterritoriale (**§1**) ainsi par sa composition multinationale (**§2**).

§1 : La multiterritorialité de la JUB

521. Plan — La multiterritorialité, liée à sa répartition territoriale dans différents États membres contractants, emporte des risques des divergences entre les décisions rendues dans telle

[1347] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « Le brevet européen à effet unitaire et juridiction unfiée du brevet », *Obs. Brux.*, 2013, p. 37.

ou telle division. La JUB comporte, en effet, en termes de la juridiction de première instance, les trois types de divisions : centrales, régionales, locales. Chacune disposant de champ de compétence propre[1348] (**A**). En termes du droit processuel, c'est bien la Cour d'appel de la JUB qui va jouer un rôle crucial dans l'harmonisation d'éventuelles interprétations divergentes entre les différentes divisions (**B**). Ce rôle est, toutefois, conditionné par le nombre d'appels interjetés par les parties ainsi que la clarté et des explications des règles dans les décisions.

A. La multiplicité des divisions de première instance

522. Construction de la JUB — La JUB contient des divisions de première instance, soit les divisions centrales, locales et une régionale, ainsi qu'une cour d'appel unique. Alors que les divisions de première instance sont situées dans différents États membres contractants[1349], la cour d'appel, quant à elle, se trouve à Luxembourg.

523. Division centrale : fractionnement lié au choix politique — La division centrale a son siège à Paris. Initialement, elle comportait deux sections, celle de Munich et de Londres[1350]. Ce fractionnement de la division centrale de la JUB, critiquable selon certains[1351], est un fruit d'un compromis politique visant à préserver le pouvoir et les intérêts économiques de trois plus grands fors en matière des brevets[1352]. Autant que la division allemande *a priori* ne suscite aucune discussion particulière, celle de Londres n'a pas cessé de susciter de débats[1353] à la suite du Brexit. Différents États, en particulier, les Pays-Bas et l'Italie se sont montrés volontaires pour remplacer Londres. On note que jusqu'à aujourd'hui il existe un certain lobbying favorisant tel ou tel État. Par exemple, le lobbying sur la place de Paris avec les praticiens veut créer un hub européen à Paris » en matière de propriété intellectuelle : « imposer la place de Paris face à Munich »[1354]. Finalement, le Comité administratif de la JUB avait décidé que la deuxième section de la division

---

[1348] V. Art. 33 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1349] Un aperçu de toutes les divisions sur une carte interactive est disponible sur le site de la JUB, V. https://www.unified-patent-court.org/en/court/locations (Consulté le 10 mai 2024).

[1350] Art. 7(2) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 A lire à la lumière des modifications apportées par Décision du Comité administratif de la JUB au titre de l'article 87 (2) de l'AJUB, le 26 juin 2023, D – AC/03/26062023.

[1351] « Un compromis qui peut laisser sceptique », BORGES Rose-Marie, « Le brevet unitaire européen et la Juridiction du brevet européen : enfin l'aboutissement ? », *Rev. UE,* 2013, p. 154-155.

[1352] JAEGER Thomas, « Reset and Go », *IIC,*48, 2017, p. 281.

[1353] V. CASALONGA Axel, « Le soleil se lève enfin sur la juridiction unifiée du brevet », *Dalloz Actual.*, 2021.

[1354] LARTIGUE Miren, « Juridiction unifiée des brevets : créer un hub européen à Paris », *Gaz. Pal.,*2022, p. 5-6.

centrale serait située à Milan[1355]. On peut noter que cette division est désormais opérationnelle depuis 27 juin 2024[1356]. Par ailleurs, il est intéressant d'observer les suites de cette ouverture, la démarche entreprise par le comité administratif dans le remplacement du siège de la division continue de susciter des discussions sur sa légalité, en particulier par rapport aux dispositions du droit international public[1357].

524. Division centrale : répartition basée sur le domaine technique du brevet — La répartition des affaires entre la division centrale et ses deux sections se fait par rapport au domaine technique auquel appartient le brevet, l'objet du litige. Certains soulignent que la répartition selon le domaine technologique n'est pas très claire, dans la mesure où il se peut qu'un brevet appartienne à deux catégories qui elles relèvent de la compétence des divisions distinctes. Par exemple, brevet sur des techniques industrielles (B-Paris) et la métallurgie (C-Munich), ou l'électricité (H-Paris) et l'éclairage (F—Munich)[1358]. Nous relevons également que les compétences de la division située à Milan ne sont pas exactement les mêmes que celle de la division londonienne. Par rapport à Londres, Milan s'est vu réduire sa compétence par rapport aux CCP, désormais de la compétence parisienne, ainsi que la chimie et la métallurgie, passée à Munich.

[1355] Comité administratif de la JUB, Décision en application de l'art. 87(2) de l'AJUB modifiant l'AJUB, D – AC/03/26062023, https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/decision-d_ac_03_26062023_-amendment-upca.pdf (Accès le 10 mai 2024).

[1356] « Opening of the Milan (IT) section of the central division », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 26 juin 2024, [consulté le 19 juillet 2024] ; « Inauguration ceremony of the Milan (IT) section of the central division of the Unified Patent Court », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 4 juillet 2024, [consulté le 19 juillet 2024] ; V. également, « Signature of the Headquarters Agreement between Italy and the Unified Patent Court », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 8 février 2024, [consulté le 19 juillet 2024].

[1357] Contra CASALONGA Axel, « Le soleil se lève enfin sur la juridiction unifiée du brevet », *Dalloz Actual.*, 2021.

[1358] BORGES Rose-Marie, « Le brevet unitaire européen et la Juridiction du brevet européen : enfin l'aboutissement ? », *Rev. UE,* 2013, p. 155.

Section de Milan ~~Londres~~	Siège de Paris	Section de Munich
	Bureau du président	
(A) Nécessités courantes de la vie, *sans certificats complémentaires de protection*	(B) Techniques industrielles, transports	***(C) Chimie, métallurgie, sans certificats complémentaires de protection***
	(D) Textiles, papier	(F) Mécanique, éclairage, chauffage, armement, sautage
	(E) Constructions fixes	
	(G) Physique	
	(H) Électricité	
	Certificats complémentaires de protection	

Schéma 7 : Répartition des affaires au sein de la division centrale de la JUB[1359]

525. Division centrale : champ de compétence — Les divisions centrales sont compétentes, principalement pour le contentieux de la validité et celui des déclarations de non-contrefaçon des brevets et des CCP[1360]. Elles sont également compétentes pour connaître des actions concernant les décisions prises par l'OEB[1361]. Elles peuvent, dans certaines situations, connaître également un autre type de contentieux. La première hypothèse c'est la compétence de la division centrale pour connaître le contentieux de la contrefaçon, des mesures provisoires, en dommages-intérêts ou bien celles relatives à l'utilisation antérieure de l'invention dans le cas où ni le lieu du fait de contrefaçon ou de menace de contrefaçon, ni le lieu du domicile de défendeur ne correspond à l'État membre contractant disposant d'une division locale ou participant à la division régionale. Dans ce cas, c'est la division centrale qui est compétente pour s'y prononcer[1362]. La deuxième hypothèse de compétence pour connaître les faits de contrefaçon est celle où la contrefaçon s'est produite sur le territoire d'au moins trois divisions régionales, dans ce cas la division régionale saisie peut, à la demande du défendeur renvoyer l'affaire devant la division centrale[1363]. La troisième hypothèse concerne les demandes reconventionnelles de nullité introduite en réponse à une action en contrefaçon entamée devant une division locale ou régionale. Dans ce cas, la division saisie dispose d'un triple choix. Elle peut, en premier lieu, statuer sur

[1359] Annexe II, « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40 Après modification par Decision of the Administrative Committee under Article 87 (2) UPCA amending the Agreement, 26 juin 2023, D – AC/03/26062023.

[1360] Art. 33 (4) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1361] Art. 33 (9) de *Ibid.*

[1362] Art. 33 (1) de *Ibid.*

[1363] Art. 33 (2) de *Ibid.*

l'ensemble du litige. Ensuite, elle peut opérer ce qu'on appelle une « bifurcation », c'est-à-dire renvoyer la demande reconventionnelle à la division centrale et garder la compétence pour statuer sur la contrefaçon. Ensuite, elle peut, avec l'accord des parties, renvoyer l'ensemble de l'affaire à la division centrale[1364]. La quatrième hypothèse est celle de la saisine de la division centrale pour connaître le litige qui les oppose et qui entre dans la compétence de la JUB par le choix des parties[1365].

526. Divisions locales — Les douze divisions locales prévues siégeront dans les États suivants[1366] : Autriche (Vienne), Belgique (Bruxelles), Danemark (Copenhague), Finlande (Helsinki), Allemagne (Hambourg, Munich, Mannheim, Düsseldorf), Italie (Milan), Pays-Bas (La Haye), Portugal (Lisbonne), Slovénie (Ljubljana). On peut noter qu'à ce jour, il y a trois États membres qui n'ont aucune division de premier degré, il s'agit de la Malte, de la Bulgarie et du Luxembourg. Concernant les règles de création[1367], une division locale est créée à la demande d'un État membre contractant et c'est cet État qui désigne le siège de la division[1368]. Cette demande doit être soumise au Comité administratif de la JUB, qui s'y prononce[1369]. Un État membre contractant peut disposer de maximum quatre divisions locales sur son territoire. Chaque division supplémentaire est créée si le nombre des procédures en contentieux de brevet sur le territoire de cet État le justifie[1370]. À ce jour, la seule Allemagne dispose des multiples divisions locales. Elle atteint même la limite des quatre divisions. Concernant la compétence des divisions locales, elle demeure assez flexible. Nous allons présenter de différentes possibilités de compétence dans la section suivante[1371].

527. Division régionale — La division régionale est créée pour deux ou plusieurs États contractants à la demande de ceux-ci[1372]. Cette demande est adressée et traitée par le Comité

[1364] Art. 33 (3) de *Ibid.*
[1365] Art. 33 (7) de *Ibid.*
[1366] https://www.unified-patent-court.org/locations
[1367] ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law*, 2017, p. 249-250.
[1368] Art. 7 (3) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1369] Art. 18 des Status de la JUB reproduits à l'Annexe I de *Ibid.*
[1370] Art. 7 (4) de *Ibid.*
[1371] V. *infra*, n° 549.
[1372] ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law*, 2017, p. 250.

administratif de la JUB[1373]. Ces États désignent le siège de la division, mais elle peut tenir ses audiences dans plusieurs localités[1374]. À ce jour, une division régionale est prévue par celle des États baltiques siégeant à Stockholm, regroupant la Suède, Estonie, Lituanie et Lettonie.

528. Impact de la multiplicité des divisions — Pour pouvoir se prononcer sur le résultat de la répartition de la compétence en première instance entre les différentes divisions, il faudra certainement attendre quelques années pour avoir une vision complète de son impact. Or, ce qu'on peut relever ce que la répartition en différentes divisions permet d'assurer la proximité avec des usagers du système de brevets. Comme il a pu être relevé, elle témoigne la volonté « palpable d'établir un maillage très serré du territoire des États contractants, afin de simplifier l'accès des PME à la juridiction du brevet »[1375]. Elle permet également de renforcer les connaissances et la présence du contentieux des brevets dans des États membres où jusqu'alors ce contentieux n'était pas très important. En revanche, il existe également le revers de la médaille qui est celui de la cohérence de la jurisprudence[1376]. La multiplicité des divisions, combinée par des règles nouvelles et inédites, peut conduire à des interprétations qui vont varier d'une division à une autre. De même, des divisions situées dans des États membres contractants qui connaissent bien le contentieux des brevets peuvent être tentées de suivre l'interprétation nationale des règles, qui potentiellement ne sera pas bien comprise par les autres divisions.

529. Retour de la première année d'exercice — Une année d'exercice de la JUB ne constitue pas, certes, une source des données permettant de conclure un impact positif ou négatif de la répartition du contentieux entre les différentes divisions. Elle nous permet, toutefois, d'avoir un premier aperçu des tendances en termes des choix des divisions par les usagers du système nouveau. Il s'avère, en effet, que le contentieux des brevets en Europe pour l'heure n'avait pas évolué en termes du choix de forum pour les actions si on parle des divisions locales. Les divisions locales allemandes dépassent largement toutes les autres sur le nombre des actions. Les divisions

---

[1373] Art. 18 des Status de la JUB reproduits à l'Annexe I de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1374] Art. 7 (5) de *Ibid.*
[1375] COUTRON Laurent, « La fin de l'attente : la création d'une juridiction unifiée du brevet », *RTD Eur.,* 2014, p. 478-XIII.
[1376] JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 603.

situées dans les pays où le contentieux n'était pas si important avant l'entrée en vigueur de l'AJUB demeurent rarement saisies dans le cadre de la JUB.

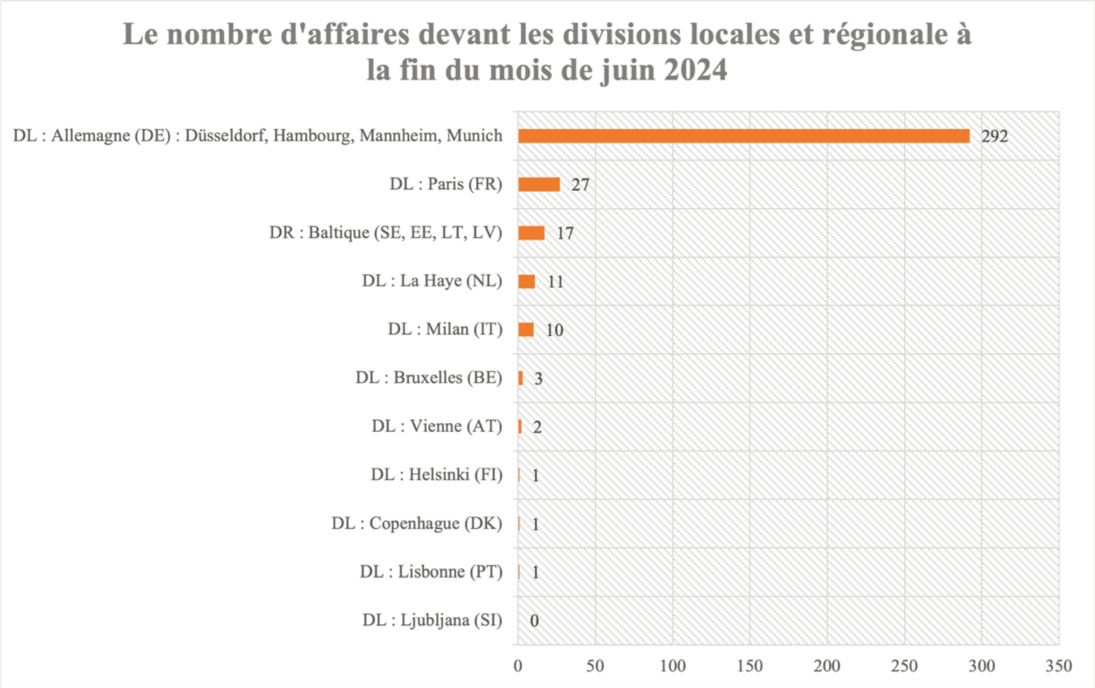


Schéma 8 : Le nombre d'affaires devant les divisions locales et régionale à la fin du mois de juin 2024[1377]

[1377] Selon les données du site officiel de la JUB, V. https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-start-operation-june-2023-update-end-june-2024 (Consulté le 19 juillet 2024).

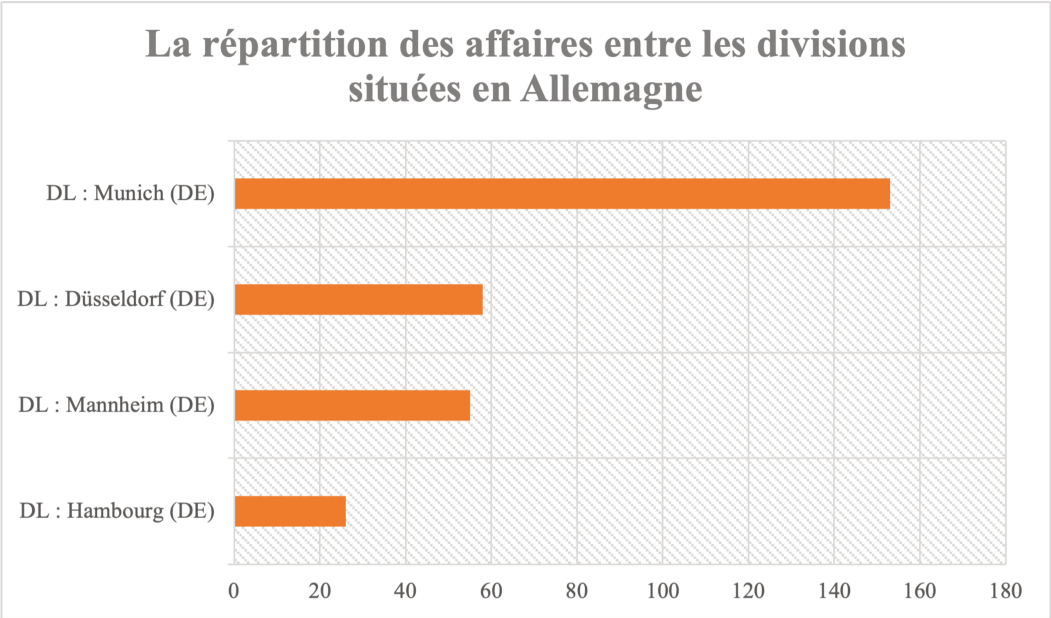


Schéma 9 : Le détail sur le nombre d'affaires devant les divisions situées en Allemagne à la fin du mois de juin 2024[1378]

530. Transition — Cette multiplicité des divisions peut conduire à un dialogue entre les différentes divisions et une attention pour que les solutions trouvées soient similaires. Dans le cas où elles ne seraient pas similaires, c'est bien la Cour d'appel qui aura le dernier mot et pourra assurer la cohérence de la jurisprudence, son rôle demeure crucial.

B. Le rôle crucial de la cour d'appel

531. Cour d'appel : rôle déterminant — La Cour d'appel siégeant à Luxembourg aura pour rôle de l'harmoniser la jurisprudence de la JUB[1379]. Il s'agit de la juridiction de second et dernier ressort. En particulier, il existe deux points de vigilance. Le premier concerne l'interprétation des règles de l'AJUB. Comme il a pu être relevé, « il convient, toutefois, de garder à l'esprit que la confiance des plaideurs est essentielle à l'élaboration d'une jurisprudence harmonisée qui à ce jour, reste à construire »[1380]. La construction de la jurisprudence cohérente et unie va passer par

---

[1378] Selon les données du site officiel de la JUB, V. https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-start-operation-june-2023-update-end-june-2024 (Consulté le 19 juillet 2024).

[1379] En comparaison avec la procédure d'appel centralisé aux Etats-Unis O'MALLEY Kathleen et LYNN Barbara MG, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 375.

[1380] CHIARINY Anne-Catherine, « JUB et juridictions nationales : entre concurrence et conflits », *Propr. Industr.*, 2023, p. 10.

la Cour d'appel, qui devra avec une grande vigilance observer les décisions rendues par les divisions de première instance et, le cas échéant, apporter des éclaircissements nécessaires pour une interprétation de telle ou telle règle. Parmi les possibles difficultés, on peut identifier l'application des mesures d'interdiction tant provisoires que définitives. Il s'agit des mesures primordiales en matière du contentieux des brevets, si l'appréciation de leurs conditions d'octroi diffère d'une division à l'autre, les manœuvres liés au forum shopping peuvent très vite voir le jour. Comme nous avons pu déjà relever, des précisions sur l'application du principe de proportionnalité sont les bienvenues, le cas échéant avec le soutien de la CJUE[1381]. De même, les questions d'appréciation de la brevetabilité des inventions doivent suivre les mêmes lignes directrices devant l'ensemble des divisions de la JUB. Le second point crucial dont aura pour mission la Cour d'appel, c'est le dialogue avec la CJUE. En effet, pour tout litige où l'interprétation du droit de l'UE serait en jeu, la Cour d'appel a une obligation de former un renvoi préjudiciel auprès de la CJUE. Comme on l'a vu, cette question est loin d'être évidente, au vu du fractionnement du droit de l'UE en la matière. Néanmoins, il existe certains points de compétence de la CJUE qui demeurent non négligeables, en particulier, la question du respect des droits fondamentaux, le respect des règles de procédure établies par la directive 2004/48, les règles du droit international privé, les règles relatives aux inventions biotechnologiques, les CCP, les règles de concurrence et des règles applicables aux BEN. Il est, dès lors, important que malgré des bases quelque peu fragiles du droit de l'UE, la JUB joue pleinement son rôle de la juridiction nationale au sens du droit de l'UE et établisse le dialogue pérenne avec la CJUE.

532. Cour d'appel : rôle conditionné — Bien que crucial, le rôle de la Cour d'appel est conditionné par le nombre d'appels interjetés par les parties. Force est de reconnaître que le contentieux des brevets représente des enjeux financiers importants, par conséquent, il est fréquent qu'en la matière, les parties aillent « tenter tout pour le tout » pour essayer d'obtenir un gain de cause. Néanmoins, le succès de la nouvelle juridiction repose non pas seulement entre les mains des juges, mais également des parties qui vont activement suivre le contentieux et ne pas hésiter à interjeter appel des décisions rendues. On peut également noter que la qualité des décisions rendues par les divisions de première instance peut avoir une incidence sur les appels interjetés. Les décisions mal rédigées ou manquant des bases légales ne pourront pas réellement

[1381] V. *supra*, n° 320 et s.

servir au développement de la jurisprudence de manière efficace. Force est de reconnaître que ce facteur demeure en pratique assez théorique au vu du fait que les juges recrutées pour siéger au sein de la nouvelle juridiction sont bien expérimentées.

533. Premières décisions prometteuses — Les premières décisions rendues par la Cour d'appel de la JUB portaient sur les appels des ordonnances rendues par les divisions de première instance. Nous pouvons souligner qu'elles sont très bien motivées et pédagogiques. En ce qui concerne une première décision portant sur les mesures provisoires[1382], la Cour d'appel au-delà des questionnements liés à l'octroi des mesures provisoires[1383], la cour y a ajouté des lignes directrices concernant l'appréciation de la validité du brevet. Cette intervention était la bienvenue dans la mesure où elle est intervenue avant que les divisions locales puissent se prononcer sur la validité des brevets. Ainsi, les lignes directrices apportées en amont permettent d'apporter une appréciation cohérente et surtout uniforme des conditions de brevetabilité. Nous pouvons également y ajouter que cette décision démontre la volonté de la Cour d'appel de la JUB de dégager une jurisprudence autonome de la JUB. On note que la Cour n'entend pas reprendre la grille d'analyse telle que menée p. ex. par les chambres de recours de l'OEB, mais plutôt favorise le développement des règles propres à la JUB.

534. Transition — Au-delà d'être multiterritorial, la JUB est également multinationale.

§2 : La multinationalité de la JUB

535. Plan — La composition multinationale des panels de juges constitue une des spécificités des juridictions supranationales, comme la JUB. Cette dernière, en effet, réunit des juges tant juridiques que techniques représentant différents États membres contractants. La composition des panels de jugements présente quelques complexités (**A**) *a priori* inconnues dans les juridictions nationales. C'est également le cas des langues de procédure qui offrent la possibilité du choix de travail dans de différentes langues officielles des États membres contractants (**B**).

[1382] CA de la JUB, NanoString Technologies Inc. et a. c. 10x Genomics, Inc., 26/02/2024, UPC_CoA_335/2023, App_576355/2023.
[1383] V. supra, n° 344.

A. La multinationalité dans la composition de la JUB

536. Contexte général — La JUB opère dans un contexte supranational particulier. Les juges qui y siègent n'ont pas les mêmes expériences professionnelles ni la même éducation universitaire. Chaque juge a évolué dans un environnement national, en appliquant les concepts nationaux bien ancrés dans des traditions juridiques de chaque État membre contractant. Désormais à la JUB, chaque juge devra faire preuve d'une ouverture d'esprit à chaque affaire afin d'arriver à un compris et une interprétation cohérente des règles de procédure propres à la JUB. Comme il a pu être souligné, le travail dans un panel multinational avec des collègues éduqués dans une différente culture juridique est plus complexe que le travail avec juges nationaux[1384]. Au vu de la nouveauté des règles de procédure, cette tâche peut s'avérer compliquée et certaines discordances puissent voir le jour entre différentes divisions de la JUB. Sur ce point, les décisions rendues par la CJUE dans l'interprétation de la Directive 2004/48[1385] démontrent que malgré une harmonisation européenne, les approches nationales dans l'application des mesures, procédures et réparations divergent. De même, l'expérience des juges dans le traitement du contentieux des brevets n'est pas la même, certains États membres comme l'Allemagne ou la France sont habitués au contentieux des brevets, d'autres beaucoup moins, comme l'Estonie ou la Bulgarie.

537. Pool des juges — La JUB réunit les juges tant qualifiés sur le plan juridique que ceux qualifiés sur le plan technique. Ces derniers peuvent être des avocats, examinateurs des brevets, membre des chambres de recours de l'OEB[1386]. Les juges techniques ne sont pas connus de nombreux États, à notre connaissance seule Allemagne, Autriche, Hongrie, Suisse, Danemark et Suède[1387] prévoient leur participation dans le cadre de contentieux national des brevets. Les deux catégories des juges se retrouvent dans le « pool des juges » qui comprend l'ensemble des juges qui peuvent être, dès lors, affectées à telle ou telle division selon leurs compétences juridiques ou

---

[1384] BRINKHOF Jan et OHLY Ansgar, « Towards a Unified Patent Court in Europe », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 214.

[1385] V. Annexe 1.

[1386] O'MALLEY Kathleen et LYNN Barbara MG, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 366.

[1387] On peut y ajouter qu'au Royaume-Uni et aux Pays-Bas les juges peuvent avoir une formation scientifique, V. SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 275 VÉRON Pierre, « Le brevet européen à effet unitaire et la Juridiction unfiée du brevet », *Propr. Industr.,* 2023, p. 8.

techniques, leurs aptitudes linguistiques et de leur expérience[1388]. Initialement le nombre des juges affectés à la JUB était de 85[1389]. Au mois de mai 2024, ce chiffre s'élève à 98 juges[1390], suite à un recrutement supplémentaire des juges techniques[1391] et ceux qualifiés sur le plan juridique[1392]. Ce phénomène perdure, au mois de juillet 2024, le pool des juges s'élève à 110 juges[1393]. À titre d'exemple, les juges qualifiés sur le plan juridique qui siègent devant les divisions de première instance sont au nombre de 35[1394]. Ils représentent treize États membres contractants différents. Il convient, toutefois, de noter que les juges de pays où le contentieux des brevets est plus important sont plus nombreux, comme peut en attester le schéma ci-dessus. Les juges d'Allemagne et de France représentent la moitié des juges qualifiés sur le plan juridique. En soi, ce constat n'est guère étonnant. Pour pouvoir siéger à la JUB, les juges doivent avoir une expérience dans le domaine des brevets[1395]. Or, naturellement les juges provenant des États membres à taux faible du contentieux des brevets ne peuvent pas s'en prévaloir[1396]. En conséquence, on peut s'interroger si l'interprétation des RPJUB n'est pas particulièrement empreinte des traditions et usages de ces deux États membres. Il convient d'attendre les premières décisions sur le fond pour pouvoir le vérifier.

[1388] Art. 18 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1389] CASTANIER Kévin, « Réflexions sur la procédure civile devant la juridiction unifiée du brevet », *LPA,* 2023, p. 11, n° 4.

[1390] La liste des juges est disponible sur le site de la JUB, V. https://www.unified-patent-court.org/en/court/judges (Consulté, le 10 mai 2024).

[1391] https://patentblog.kluweriplaw.com/2023/08/21/unified-patent-court-extends-number-of-technically-qualified-judges/ (Consulté le 10 mai 2024).

[1392] https://www.unified-patent-court.org/en/news/unified-patent-court-appoints-new-legally-qualified-judges (Consulté le 10 mai 2024).

[1393] https://www.unified-patent-court.org/en/news/unified-patent-court-appoints-new-legally-qualified-judges (Consulté le 19 juillet 2024).

[1394] *Ibid.*

[1395] Art. 15 (1) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1396] SMITS Jan M. et BULL William, « The Europeanization of Patent Law: Towards a Competitive Model », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 51.

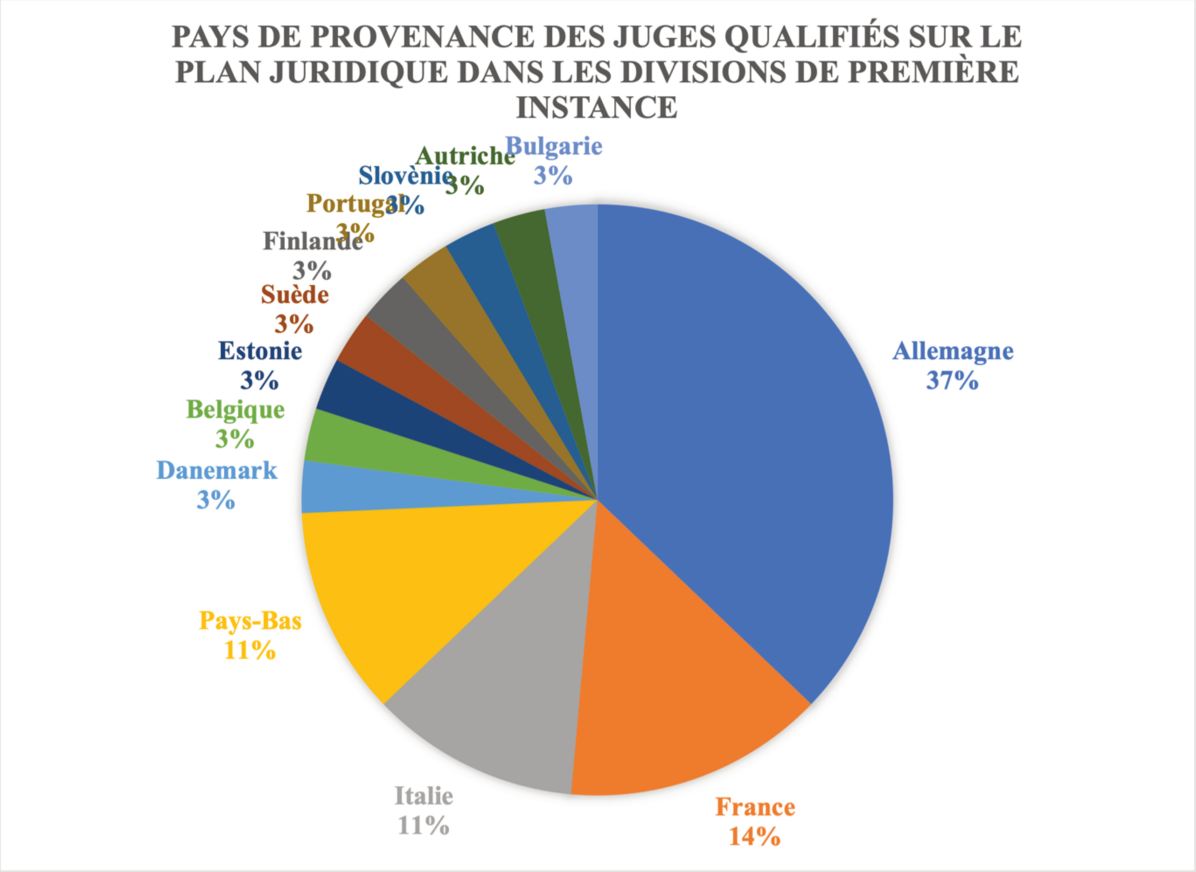


Schéma 10 : Pays de provenance des juges qualifiés sur le plan juridique dans les divisions de première instance[1397]

538. Juges techniques — Les juges qualifiés sur le plan technique sont repartis selon les domaines techniques donnés, qui sont au nombre de cinq. Il s'agit de la chimie et pharmaceutique, de l'électricité, de l'ingénierie mécanique, de la biotechnologie et de la physique. Le nombre des juges techniques varie selon le domaine d'activité donné, comme le démontre le schéma ci-dessous. Ils représentent également des États membres contractants différents. Là encore on peut relever que des différences constatées dans différents États membres peuvent avoir de l'impact sur la désignation des juges. Comme leur nom indique, les juges qualifiés sur le plan technique sont avant tout « les juges », ils doivent démontrer que non pas seulement ils ont une expertise

[1397] Selon la liste des juges est disponible sur le site de la JUB, V. https://www.unified-patent-court.org/en/court/judges (Consulté le 19 juillet 2024). Au jour de la collecte des données, la liste compte 35 juges.

dans un domaine technique donné, mais aussi qu'ils ont des connaissances juridiques[1398]. Or, dans certains États, la reconnaissance de cette qualité peut se heurter au principe selon lequel le juge doit nécessairement suivre une formation complète en droit[1399].

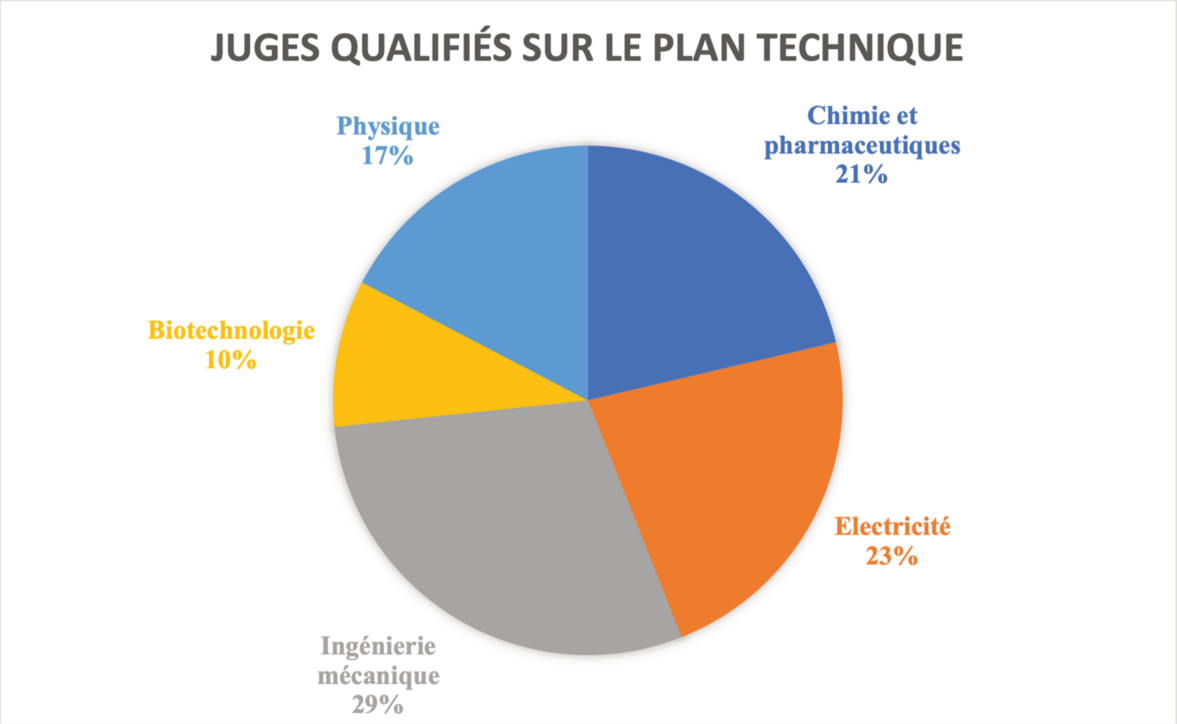


Schéma 11 : Le pourcentage des juges techniques selon le secteur technologique[1400]

539. Intérêt des juges techniques — La présence des juges qualifiés sur le plan technique constitue certainement une indéniable plus-value pour la juridiction nouvelle. D'une part, ils apportent une analyse technique indispensable pour comprendre les revendications des brevets et pour pouvoir déceler les subtilités entre les inventions prétendument contrefaite et contrefaisante[1401]. Leur analyse contribue à la qualité des décisions rendues par la JUB, en ce sens on peut souligner que leur présence contribue au respect du procès équitable[1402], dans la mesure

---

[1398] Art. 15 (3) dispose qu'ils doivent avoir « une connaissance avérée du droit civil et de la procédure civile dans le domaine du contentieux des brevets » « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1399] SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 280.

[1400] Sur la base de 75 juges techniques présentés au mois de mai 2024 sur la liste des juges est disponible sur le site de la JUB, V. https://www.unified-patent-court.org/en/court/judges (Consulté, le 19 juillet 2024).

[1401] SEUBA Xavier, *op. cit.*, p. 275.

[1402] *Ibid.*, p. 278.

où les juges saisis sont pleinement compétents pour traiter l'affaire dans ses volets technique et juridique**.** Au vu du fait que cette expertise n'est pas connue de l'ensemble des États membres contractants, il peut s'agir d'un facteur de différenciation entre les juridictions nationales et la juridiction supranationale nouvelle. D'une autre part, le concours des juges techniques permet également d'assurer une plus grande rapidité de la procédure. Habituellement, en effet, le contentieux des brevets est propice aux interventions des experts. Ces experts peuvent se contredire, vu que chaque partie peut essayer de convaincre les juges que son raisonnement est meilleur que celui de son adversaire. L'expertise emporte également des coûts et peut contribuer au ralentissement de la procédure[1403]. Bien que l'expertise, en tant que telle est bien évidemment prévue dans le cadre de la JUB et peut, le cas échéant, permettre tant aux parties qu'aux juges d'obtenir un point de vue externe, il est certain que pour de nombreuses affaires l'avis neutre d'un juge technique peut déjà être jugé suffisant pour la résolution du litige.

540. Juges techniques : points de doute — Comme nous avons déjà évoqué[1404], la multinationalité des juges techniques peut avoir pour incidence les difficultés de leur affectation dans telle ou telle affaire. Chaque juge technique doit connaître au moins une langue officielle de l'OEB. À supposer qu'un contentieux technique se déroule dans une langue inconnue du juge, il ne pourra pas y être affecté. De même, leur statut des juges employés à temps partiel interroge sur le respect des règles du procès équitable[1405].

541. Composition du panel devant les divisions locales — En principe, dans les divisions de première instance, la formation des juges retenue et celle de trois[1406]. L'affectation des juges locaux ou étrangers à l'État membre de la situation de la division concernée dépend du nombre du contentieux qui a eu lieu dans cet État[1407]. Si dans la période de trois années consécutives avant ou après l'entrée en vigueur de l'AJUB, en moyenne moins de cinquante procédures concernant les brevets ont été engagées par année civile, un des trois juges sera un ressortissant de l'État

---

[1403] *Ibid.*, p. 277.

[1404] V. *supra*, n° 548 et s.

[1405] V. *supra,* n° 132 et s.

[1406] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014 ; COUTRON Laurent, « La fin de l'attente : la création d'une juridiction unifiée du brevet », *RTD Eur.,* 2014, p. 478-XIII-XIV.

[1407] O'MALLEY Kathleen et LYNN Barbara MG, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 366.

membre contractant sur le territoire duquel se situe la division locale en question. Les deux autres juges seront d'une autre nationalité et seront sélectionnés du pool des juges qualifiés sur le plan juridique[1408]. Si le nombre des procédures et supérieur à cinquante, la tendance se renverse est c'est donc deux juges représentant l'État membre du lieu se situe la division qui vont y siéger et ils seront accompagnés d'un juge qualifié sur le plan juridique issu d'un autre État membre et sélectionné du pool des juges[1409]. Les parties ou les juges siégeant dans une affaire donnée peuvent demander à ce que la formation de trois juges qualifiés sur le plan juridique soit renforcée par un juge qualifié sur le plan technique[1410]. Dans ce cas, ce juge, en fonction du domaine technique concerné, sera affecté du pool des juges techniques.

542. Composition du panel devant la division régionale — Dans une division régionale, les deux juges qualifiés sur le plan juridique représentent des États membres faisant partie de la division régionale, et le troisième représente un État tiers à la division régionale et est sélectionné du pool des juges[1411]. Tout comme pour la division locale, les parties ou les juges siégeant dans une affaire donnée peuvent demander à ce que la formation de trois juges qualifiés sur le plan juridique soit renforcée par un juge qualifié sur le plan technique. Dans ce cas, ce juge, en fonction du domaine technique concerné, sera affecté du pool des juges techniques.

543. Composition du panel devant les divisions centrales — La division centrale siège en formation des trois juges dont deux qualifiés sur le plan juridique et un qualifié sur le plan technique. L'ensemble des juges sont sélectionné dans le pool de juges et représente différents États membres contractants[1412]. On peut noter que pour le contentieux spécifique visant les actions de l'OEB, ce sont trois juges qualifiés sur le plan juridique représentant différents États membres contractants qui sont affectés.

544. Composition du panel devant la Cour d'appel — La Cour d'appel siège dans la composition de cinq juges dont trois sont qualifiés sur le plan juridique et deux qualifiés sur le plan technique[1413]. L'ensemble des juges juridiques sont des ressortissants des différents États

---

[1408] Art. 8 (2) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1409] Art. 8 (3) de *Ibid.*
[1410] Art. 8 (5) de *Ibid.*
[1411] Art. 8 (4) de *Ibid.*
[1412] Art. 8 (6) de *Ibid.*
[1413] Art. 9 de *Ibid.*

membres contractants et les deux juges techniques sont affectés selon leurs connaissances techniques. La CA de la JUB a précisé que le panel de décision peut être composé uniquement des trois juges juridiques si l'objet de l'appel porte uniquement sur les points non techniques[1414]. Cette interprétation, contre la lettre de l'AJUB[1415], fut justifiée par la CA de la JUB par des considérations liées à la rapidité de procédure découlant de l'application des principes généraux de procédure. On y voit une volonté de la JUB d'assurer une lecture flexible de l'AJUB en vue d'assurer une rapidité et une efficacité au lieu de l'application littérale qui pourrait y nuire. Par ailleurs, par exception, cette fois-ci expressément visée par l'AJUB[1416], c'est également le panel des trois juges qualifiés sur le plan juridique, qui connaît les actions dirigées contre l'OEB.

545. Dialogue favorisé — La composition multinationale au sein de la JUB favorise le dialogue entre les juges représentant différents systèmes juridiques et ayant une expérience différenciée en matière des brevets. On peut rappeler que 90 % de contentieux des brevets en Europe sont centralisés devant quatre juridictions : Allemagne, le Royaume-Uni, la France et aux Pays-Bas[1417]. Dès lors, les juges, représentant les autres États, n'ont pas de même expérience dans ce domaine. Or, le contentieux devant la JUB nécessite des juges prévisibles et expérimentés[1418], les juges devront donc se rencontrer pour discuter du droit pour avoir une approche commune. On peut, toutefois, relever que les États membres contractants bien connus pour leur contentieux des brevets constituent un groupe majoritaire de juges siégeant à la JUB. Il est, dès lors, crucial pour eux de savoir « se détacher » des pratiques nationales et savoir construire une jurisprudence propre à la JUB et basée sur ses textes fondateurs. Force est de reconnaître qu'il s'agit d'un défi de taille !

[1414] CA de la JUB, Ocado Innovation Limited c. Autostore AS e a., 10/04/2024, UPC_CoA_404/2023, APL_584498/2023 pts. 15-38.

[1415] On peut noter que cette décision n'est pas passée inaperçue et que les voix s'élèvent pour souligner sa contrariété avec les exigences du procès équitable, V. MARTIN Lionel, POCHART David et ZYGAS Sabrina, « UPC already in infringement of article 6 ECHR ? », sur *August-doubouzy.com* [en ligne], publié le 12 février 2014, [consulté le 20 août 2024].

[1416] Art. 9 (2) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1417] RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *EIPR,* 34, 2012, p. 407.

[1418] JACOB Robin, « The Perfect Patent Court », in in Kur A., Luginbühl S. et Waage E. (ed.) *« ... Und sie bewegt sich doch! »: patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 320.

La formation continue des juges[1419] devient dès lors un élément important pour créer un espace de discussion entre les juges et de l'harmonisation de leurs pratiques.

546. Transition — La composition multinationale favorise le dialogue entre les juges, néanmoins, il existe un autre facteur qui doit être pris en considération, celui de la langue de la procédure, qui connaît des règles spécifiques devant la JUB.

B. La multinationalité dans les langues de procédure de la JUB

547. Plan — La question linguistique, comme il l'a été démontré[1420], a été un des points particulièrement sensibles par rapport aux activités de la nouvelle juridiction. En termes de procédure, la solution trouvée, prônant un choix multiple des langues, parait complexe à mettre en œuvre (**1°**). Les premiers mois de fonctionnement de la nouvelle juridiction avaient, cependant, démontré qu'en pratique cette complexité ne s'est pas confirmée (**2°**).

1° La complexité pressentie

548. Question linguistique délicate — La question de langue de procédure est propre à la JUB. Pour les juridictions nationales, en effet, il est évident que les tribunaux travaillent dans la ou les langues officielles et que l'ensemble des pièces doit être traduit dans cette langue. Par rapport à la JUB, cette question n'a pas été si évidente. Composé de nombreuses divisions situées dans des États membres différents et composé de juges de nationalité variée, le choix d'une ou des langues de procédure était bien complexe. De surcroît, cette difficulté linguistique se trouve davantage ardue du fait de caractère technique et pointilleux des brevets. L'enjeu présent est donc celui de la bonne compréhension des pièces ainsi que des observations des parties par le juge, ainsi que la communication entre les juges eux-mêmes. À ceci, s'ajoute naturellement la communication entre les parties elles-mêmes et les juges. Force est de reconnaître que le travail

[1419] Art. 11 des Statuts de la JUB reproduits à l'Annexe I de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1420] V. Introduction, n° 6

dans la langue étrangère pour le juge, habituée au travail dans sa langue natale auprès des juridictions nationales, constitue un facteur de complexification de la tâche du juge[1421].

549. Solution retenue pour les divisions locales et régionales — La solution trouvée par rapport à la langue de procédure prône, tout d'abord, une approche pragmatique en autorisant chaque division locale de travailler dans la ou les langues de l'État membre sur lequel elle est située. La division régionale suit le raisonnement similaire en permettant aux États membres contractants qui partagent la division de désigner la loi concernée[1422]. Cette solution est bien pragmatique dans la mesure où elle permet d'assurer la proximité avec des usagers, par exemple, un demandeur en action en contrefaçon qui agit en Italie, peut le faire en étant accompagnée d'un avocat italien et disposant des documents dans la langue qu'il maîtrise bien. Cette solution n'est pas, cependant, infaillible. Par rapport au défendeur en action, il peut ne pas être familier à la langue de la procédure devant la division locale saisie, voire, le choix d'une langue quelque peu « exotique » peut constituer une stratégie procédurale visant à déstabiliser l'adversaire, qui compte tenu des délais serrés devant la JUB, avant de répliquer devra traduire, trouver le représentant travaillant dans la langue désignée, et capable de produire les mémoires dans cette langue. Pour limiter le nombre des situations dans lesquelles les parties seraient amenées à suivre une procédure dans la langue qui leur est inconnue, chaque division dispose d'une possibilité de désignation dans une ou plusieurs langues officielles de l'OEB comme une langue de procédure de leur division locale ou régionale[1423]. Pour rappel, les trois langues concernées sont l'anglais, l'allemand et le français. Les langues de procédure retenues sont présentées dans le tableau reproduit ci-dessous.

[1421] BRINKHOF Jan et OHLY Ansgar, « Towards a Unified Patent Court in Europe », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 214.
[1422] Art. 49 (1) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1423] Art. 49 (2) de *Ibid.*

	Division	**Langue(s)**
Division LOCALE	Vienne (AT)	allemand, anglais
	Bruxelles (BE)	néerlandais, français, allemand, anglais
	Copenhague (DK)	danois, anglais
	Helsinki (FI)	finnois, suède, anglais
	Paris (FR)	français, anglais
	Düsseldorf (DE)	allemand, anglais
	Hambourg (DE)	allemand, anglais
	Mannheim (DE)	allemand, anglais
	Munich (DE)	allemand, anglais
	Milan (IT)	italien, anglais
	La Haye (NL)	néerlandais, anglais
	Lisbonne (PT)	portugais, anglais
	Ljubljana (SI)	slovène, anglais
Division REGIONALE	Baltique (SE, EE, LT, LV)	anglais

Schéma 12 : Langues de procédure devant les divisions locales et régionale de la JUB[1424]

550. Flexibilité — On peut constater que l'ensemble des divisions locales et la division régionale avaient accepté la langue anglaise comme la langue de procédure et que celle-ci s'ajoute à la langue du lieu de la situation de la division. Ce choix est bien évidemment judicieux dans la mesure où selon les statistiques de l'OEB, au début du mois de mai 2024, 74 % des brevets européens à effet unitaires ont été déposés en anglais, 20 % en allemand et seulement 6 % en

[1424] Source : Le site officiel de la Juridiction unifiée du brevet, https://www.unified-patent-court.org/en/court/language-proceedings [consulté le 20 novembre 2023].

français[1425]. Conformément à l'adage « le procès civil est la chose des parties », l'AJUB prévoit la possibilité pour les parties de convenir d'utiliser comme langue celle de la délivrance du brevet, sous réserve de l'approbation de la chambre compétente[1426]. Si la chambre n'approuve pas le choix des parties, ce qui peut arriver si par exemple un des juges ne maîtrise pas la langue désignée, elles peuvent demander le renvoi de l'affaire à la division centrale[1427]. Une faculté similaire est prévue pour les juges, qui, sous réserve d'un accord des parties, peuvent « pour des raisons de commodité et d'équité » d'opter pour la langue du brevet comme celle de procédure[1428]. En somme, c'est bien la flexibilité qui est priorisée dans le choix des langues, il y a donc trois options, soit la langue de procédure correspond à la langue officielle de l'État où la division est située, soit à l'anglais retenu par toutes les divisions comme une des langues de l'OEB, soit à celle du brevet, sous réserve qu'à la fois les parties et les juges, l'acceptent.

551. Solution retenue pour les divisions centrales — Devant les trois divisions centrales, la langue de procédure retenue celle de la délivrance du brevet[1429]. Au vu des compétences des divisions centrales, qui connaissent, en particulier, les questions de validité des brevets, ce choix paraît parfaitement adapté.

	Division	**Langue(s)**
Division CENTRALE	Paris (FR)	Langue de la délivrance du brevet (français, anglais ou allemand)
	Munich (DE)	Langue de la délivrance du brevet (français, anglais ou allemand)
	Milan (IT) (mi-2024)	Langue de la délivrance du brevet (français, anglais ou allemand)

Schéma 13 : Langues de procédure devant les divisions centrales de la JUB[1430]

[1425] Selon les données de *Unitary Patent Dashboard*, accessible : https://www.epo.org/en/about-us/statistics/statistics-centre#/unitary-patent [consulté le 6 mai 2024].

[1426] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.

[1427] Art. 49 (3) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1428] Art. 49 (4) et (5) de *Ibid.*

[1429] Art. 49 (6) de *Ibid.*

[1430] Source : Le site officiel de la Juridiction unifiée du brevet, https://www.unified-patent-court.org/en/court/language-proceedings [consulté le 20 septembre 2024].

552. Solution retenue pour la cour d'appel basée au Luxembourg — Devant la cour d'appel, la langue de procédure est la même que celle utilisée par le tribunal de première instance, sauf si les parties souhaitent que la procédure se déroule dans la langue de la délivrance du brevet[1431]. L'AJUB prévoit également une certaine flexibilité dans le choix de la langue retenue, sous réserve de l'accord des parties, et uniquement dans les « cas exceptionnels », la cour d'appel peut recourir à une autre langue officielle d'un État membre contractant comme celle de procédure[1432]. On peut imaginer, en effet, que le litige oppose deux parties parlant en portugais, et que devant la division de Lisbonne, la langue de procédure était la langue portugaise. Le brevet européen a été délivré en allemand. Si par hypothèse, une des parties ne connaît pas l'allemand, et que les juges de la cour d'appel ne connaissent pas forcément la langue portugaise. Dans ce cas, cette clause leur permettra d'adapter la langue de procédure à, par exemple, la langue anglaise pour éviter des difficultés de compréhension.

Cour d'appel de la JUB	Luxembourg	La même langue celle de la division de première instance OU, à la demande des parties, la langue du brevet OU, exceptionnellement, autre langue officielle d'un État membre contractant

Schéma 14 : Langues de procédure devant la cour d'appel de la JUB

2° La complexité non confirmée

553. Anglais et Allemand choix premier — Les premières statistiques de la JUB démontrent que devant les divisions de première instance, le choix de la langue de procédure paraît assez simple. Les deux langues, anglaise et allemandes, priment sur toutes les autres. À elles seules, elles ont été retenues dans plus de 90 % des demandes soumises à la JUB. Les trois autres langues, pour l'heure, retenues par les parties, le français, l'italien et le néerlandais représentent chacune une portion minimale variant entre 1 % à 4 % entre décembre 2023 et avril 2024.

[1431] Art. 50 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1432] Art. 50 de *Ibid.*

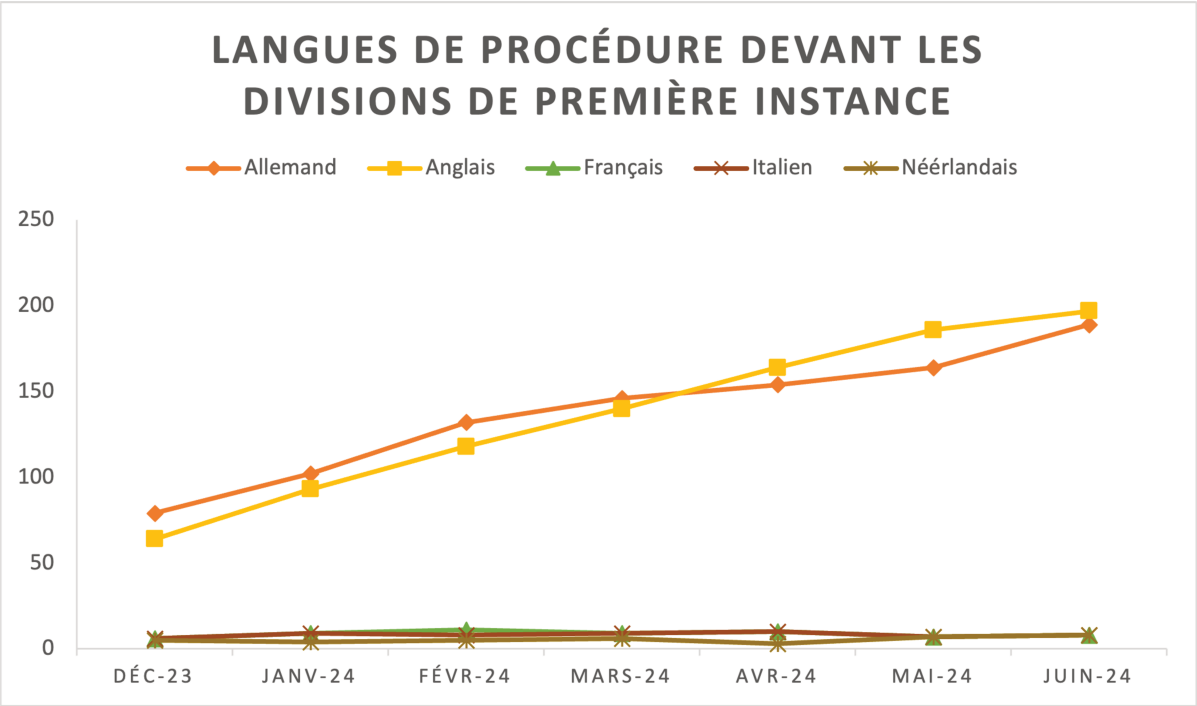


Schéma 15 : Les langues de procédure au début d'activité de la JUB[1433]

554. Précisions sur langue allemande — Contrairement à la langue anglaise, qui était plébiscitée comme celle qui va dominer à la JUB[1434], la place importante de la langue allemande peut surprendre. Or, aux débuts des activités de la JUB, il n'était pas clair si les divisions locales, situées en France, Italie et l'Allemagne acceptaient une autre langue que celle du lieu de leur situation. Ces États membres avaient notifié la volonté d'accepter l'anglais uniquement au jour de l'ouverture de la JUB. En raison de cette acceptation tardive, la langue allemande a été favorisée par les parties dans les premières affaires. Il convient d'ajouter que les divisions locales allemandes connaissent une grande majorité des affaires soumises à la JUB. En fin d'avril 2024, sur le total des 341 affaires soumises aux divisions de première instance à la JUB, 237 l'avaient

[1433] Graphique crée à la base des données collectées dans les revues mensuelles de l'activité de la JUB, accessible : https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-during-2023 ; https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-update-31-january-2024; https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-update-29-february-2024 ; https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-update-29-march-2024 ; https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-start-operation-june-2023-update-end-april-2024 ; https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-start-operation-june-2023-update-end-may-2024 ; https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-start-operation-june-2023-update-end-june-2024 [consulté le 20 septembre 2024].

[1434] TUMBRIDGE James, « Unified Patent Court: Harmonising Patent Law Throughout Europe? », *BLI,* 15, p. 60.

été dans les quatre divisions locales allemandes[1435]. Comme le démontre le schéma reproduit ci-dessus, ce n'est qu'au mois d'avril que l'anglais a pris la première position dans les langues de procédure. Au vu du fait que ce malentendu initial a été depuis lors bien clarifié, on peut s'attendre dans les mois et les années à venir que l'anglais sera la langue première des procédures devant la JUB. Ceci aura pour avantage de faciliter le travail des juges tant juridiques que techniques. Pour ces derniers, leur affectation à des affaires sera plus simple si le critère linguistique n'est pas régulièrement un obstacle.

555. Premières ordonnances de la JUB — Au vu de sa nouveauté et ses conséquences pour les parties, la question des langues de procédure avait été soumise à l'appréciation des juges de la JUB dans les premiers mois de fonctionnement de cette juridiction nouvelle. La disposition invoquée dans l'ensemble des litiges portait sur la demande de changement de langue de procédure devant la division locale à celle de la langue de délivrance du brevet[1436]. En l'absence de l'accord entre les parties, c'est le président du tribunal de première instance de la JUB qui a dû, après avoir entendu les deux parties, décider si le changement de langue devait s'opérer « pour des raisons d'équité et compte tenu de toutes circonstances pertinentes, y compris la position des parties, en particulier la position du défendeur »[1437]. Dans les deux premières ordonnances[1438], la langue de procédure a été changée au vu du fait qu'il existait un déséquilibre entre les parties[1439], il s'agissait dans les deux cas, d'une multinationale face à une PME, le changement de langue à celle du brevet, soit en anglais, visait à éviter des coûts supplémentaires de traductions, respectivement en néerlandais et allemand. De surcroît, le changement de langue n'avait pas d'impact sur le demandeur en action principale, en tant que multinationales, les deux entreprises

---

[1435] Selon les données collectées dans les revues mensuelles de l'activité de la JUB, accessible : https://www.unified-patent-court.org/en/news/case-load-court-start-operation-june-2023-update-end-april-2024 [consulté le 20 septembre 2024].

[1436] Règle 323 « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024] ; Art. 49 (3-5) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1437] Art. 49 (5) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1438] JUB, DL La Haye, Arkyne Technologies S.L. c. Plant-e Knowledge B.V. e. a., 18/10/2023, UPC_CFI_239/2023, App_589842/2023; JUB, DL Düsseldorf, Aarke AB c. SodaStream Industries Ltd., 16/01/2024, UPC_CFI_373/2023, No. ACT_590837/2023.

[1439] JUB, DL La Haye, Arkyne Technologies S.L. c. Plant-e Knowledge B.V. e. a., 18/10/2023, UPC_CFI_239/2023, App_589842/2023, p. 6; JUB, DL Düsseldorf, Aarke AB c. SodaStream Industries Ltd., 16/01/2024, UPC_CFI_373/2023, No. ACT_590837/2023, p. 7.

agissant en contrefaçon pouvaient sans problème mener le procès en anglais. La décision n'a pas été la même en présence d'une partie qui souhaitait changer la langue de procédure pour de raisons purement stratégiques[1440]. En l'espèce, les deux parties ont leurs locaux en Allemagne et en Suisse où l'allemand est la langue officielle. Le défendeur en action principale en contrefaçon demandait à ce que la langue de procédure soit changée de l'allemand en l'anglais, la langue de délivrance du brevet. Ce changement était motivé par le fait que la division centrale de Paris devait se prononcer sur la validité du brevet, en travaillant en langue anglaise, alors que la division locale allemande saisie de contrefaçon devait travailler en allemand. De plus, les parties étaient engagées dans d'autres contentieux dans le cadre duquel l'ensemble des documents était traduit en anglais. La division locale rejette la demande de changement de langue, faute de preuve des circonstances conduisant à un déséquilibre entre les parties[1441]. Les arguments invoqués étaient purement stratégiques et n'avaient pas trait aux droits de la défense[1442].

556. Affaire curio v. genomics : application détaillée : Dans l'affaire curio vs. Genomics[1443], la division locale avait rejeté le changement de la langue de l'allemand à l'anglais. En l'espèce, deux compagnies américaines, dont une, défenderesse dans l'action principale, soutiennent que du fait de sa taille de PME, beaucoup plus petite que son adversaire, elle devra assumer des frais de traductions importants. De plus, certains documents concernant la technologie en question sont disponibles uniquement en anglais[1444]. Ces arguments sont réfutés par Genomics, qui conteste la qualification de Curio comme une PME et soulève que curio est active en Allemagne[1445]. La division locale de la JUB invoque le manque des données afin que la défenderesse soit qualifiée d'une PME au sein du droit européen ainsi que le manque de preuves de circonstances particulières justifiant le changement de langue de procédure[1446]. La Cour d'appel de la JUB saisie d'appel, infirme l'ordonnance et ordonne le changement de la langue de

[1440] JUB, DL Mannheim, Advanced Bionics AG e. a. c. MED-EL Elektromedizinische Geräte Gesellschaft m.b.H., 15/04/2024, UPC_CFI_410/2023, No. ACT_12139/2024.
[1441] *Ibid.*, p. 6.
[1442] *Ibid.*, p. 6-7.
[1443] JUB, DL Düsseldorf, Curio Bioscience Inc. c. 10x Genomics, Inc., 26/02/2024, UPC_CFI_463/2023, No. ACT_5164/2024.
[1444] *Ibid.*, p. 3.
[1445] *Ibid.*
[1446] *Ibid.*, p. 5.

procédure[1447]. La cour située au Luxembourg apporte une décision pédagogique dans laquelle elle détaille les éléments à prendre en considération dans la définition des « circonstances particulières » justifiant le changement de langue de procédure à celle de la langue de délivrance du brevet. En premier lieu, « les circonstances particulières » peuvent avoir trait à l'affaire elle-même. Dans ce cas, il convient aux juges de vérifier que la langue de délivrance du brevet correspond à celle principalement utilisée dans un secteur technologique donné ou bien à celle dans laquelle les preuves, comme des antériorités, sont rédigées[1448]. En second lieu, ces circonstances peuvent être liées aux parties. Il incombe aux juges de vérifier leur nationalité et leur domicile. Chaque partie doit être à même de comprendre ce qui est présenté par son représentant en son nom et ce qui est présenté par l'autre partie. De plus, un autre facteur à prendre en compte est la taille des entreprises représentées l'une par rapport à l'autre et leur ressource respective dans le cadre de contentieux international. En outre, les circonstances à prendre en considération sont l'impact de changement de la langue de procédure sur la procédure en cours, en particulier, s'il s'agit de demande de mesures provisoires[1449]. La cour d'appel avait également mentionné deux éléments qui demeurent indifférents pour la détermination « des circonstances particulières ». Il s'agit, d'un côté, des connaissances linguistiques des représentants des parties, d'un autre, de la nationalité des juges qui connaissent telle ou telle affaire. La cour ajoute que si le demandeur en action n'est pas certain si les juges vont bien reconnaitre les subtilités linguistiques propres à la langue de procédure retenue, il peut, à se charge, proposer soit une traduction soit une interprétation lors de l'audience[1450]. La cour a également précisé qu'au vu du fait que le défendeur puisse être défavorisé dans le cadre d'un contentieux à la JUB, c'est bien sa position qui devra prévaloir. Ceci, en lien avec la possibilité laissée au demandeur en action de sélectionner le moment d'action, qui implique une préparation de son dossier, une division en particulier dans le cadre de l'action en contrefaçon, ainsi que de sélectionner la langue de procédure. Tout en sachant que le demandeur doit déjà lors de préparation de son dossier être prêt à pouvoir défendre son brevet dans la langue de celui-ci, vu qu'il est possible que le contentieux

[1447] CA de la JUB, Curio Bioscience Inc. c. 10x Genomics, Inc., 17/05/2024, UPC_CoA_101/2024, APL_12116/2024.
[1448] *Ibid.*, p. 4, §22.
[1449] *Ibid.*, p. 4-5, §§ 23-25.
[1450] *Ibid.*, p. 5, § 27.

de validité soit soumis à la division centrale de la JUB[1451]. En application de l'ensemble de ces principes, la cour d'appel décide de changer la langue de procédure à l'anglais, la langue de la délivrance du brevet. Contrairement à la division locale, la cour d'appel tient compte du fait que les deux compagnies sont américaines et que les éléments de preuve sont disponibles majoritairement en anglais. La cour, ensuite, prône une analyse au cas par cas pour définir la taille des entreprises, elle observe qu'il existe une différence notable dans la taille des deux entreprises, sans qu'il soit nécessaire d'établir si une d'elles remplit les critères de PMEs au sens du droit de l'UE. Les arguments généraux ou bien ceux qui portent sur les connaissances linguistiques des représentants des parties ne sont pas pris en considération par la cour[1452].

557. Risque du *forum shopping* sur la base linguistique *a priori* limitée, mais pas impossible — Les précisions apportées par la Cour d'appel de la JUB dans l'arrêt précité doivent être saluées. La liste des critères à prendre en considération dans le changement de la langue à celle du brevet apporte une clarté nécessaire et de manière explicite renvoie à la problématique des effets de forum shopping éventuel sur le défendeur surpris par une action entamée dans une division, par hypothèse lointaine et dans une langue qu'il ne maîtrise pas. Il en ressort qu'on peut s'attendre à ce que l'anglais, la langue de majorité des brevets européens et celle de nombreuses publications scientifiques dans certains secteurs soient de plus en plus favorisés par la juridiction nouvelle.

558. Transition — L'application uniforme du droit se trouve menacée par la structure inouïe de la JUB. Ce n'est pas, toutefois, le seul élément qui peut l'influencer. Malgré les efforts d'éviter le *forum shopping* avec la création de la nouvelle juridiction, on peut s'apercevoir qu'il subsiste dans certains cas de manière temporaire et dans d'autres de manière indéfinie. Le choix laissé aux parties de choisir telle ou telle juridiction en fonction, par exemple, du régime procédural qui y est appliquée va à l'encontre de l'objectif d'harmonisation du droit de l'UE.

[1451] *Ibid.*, p. 5-6, §§ 28-35.
[1452] *Ibid.*, p. 6-7, §§ 36-45.

Section 2 : L'application uniforme à l'épreuve du forum shopping

559. Plan — « Aujourd'hui, la JUB divise plus qu'elle n'unifie, bien plus qu'elle ne le faisait auparavant »[1453]. Ce constat conforte les différentes analyses menées par des professionnels visant à évaluer des risques et des stratégies tendant tant au dépôt des brevets, à effet unitaire ou sans, qu'au contentieux supranational ou national. De surcroît, les discussions peuvent être davantage alimentées par de nombreuses possibilités qui s'offrent aux usagers du système. Il existe, en effet, de nombreuses hypothèses de concurrence de compétence entre les juridictions nationales et la JUB ou bien entre les différentes divisions de la JUB (**§1**). Ces possibilités emportent naturellement des conséquences non négligeables (**§2**).

§1 : Les hypothèses de la compétence concurrente entre les juridictions

560. Plan — L'AJUB prévoit un certain nombre des hypothèses dans lesquelles, malgré une compétence exclusive affichée, il demeura possible d'effectuer un choix d'un forum. C'est ainsi qu'on peut définir les cas de la concurrence externe entre la JUB et les juridictions nationales (**B**). Or, ce n'est pas la seule hypothèse où nous pouvons rencontrer des compétences concurrentes. C'est également le choix à l'intérieur du système unitaire où l'énoncé souple des règles de compétence de chaque division permet, dans de nombreux cas, d'offrir un choix aux justiciables de la division qui va connaître leur affaire (**A**).

A. La concurrence interne entre les divisions de la JUB

561. Présentation des divisions — La JUB n'est pas une juridiction centralisée dans un endroit unique. On peut rappeler que la première proposition de la construction de la JUB supposait un endroit unique pour son siège. Or, cette solution avait été écartée en faveur de la décentralisation. La JUB est composée des trois types des divisions[1454] : centrales, locales et régionales. Il existe à ce jour deux divisions centrales, une à Paris et une à Munich, courant 2024,

[1453] Notre traduction, citation originale: « Today, the UPC divides rather than unifies, even more that it used to » WSZOŁEK Anna, « Still Unifying? The Future of the Unified Patent Court », *IIC,*52, 2021, p. 1158.
[1454] Art. 7 (1) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

une troisième division centrale ouvrira ses portes, elle sera située à Milan. Les divisions locales sont au nombre de treize. La division régionale réunissant les pays scandinaves est unique[1455].

562. Flexibilité — La multiplicité des locations de la JUB conduit à un risque de conciliation des compétences respectives entre différentes divisions. Comme il sera démontré, le système demeure flexible sur la définition de la division compétente pour connaître tel ou tel litige offrant ainsi aux plaideurs des possibilités de sélectionner la division qui leur convient au mieux, voire qui correspond au choix stratégique visant à perturber son adversaire. Le choix de forum dépend de l'action en cause.

563. Action en contrefaçon/Mesures provisoires — Si le titulaire des droits souhaite agir sur le fondement de la contrefaçon ou demander des mesures provisoires devant la JUB, il dispose d'un choix des divisions qui pourront connaître le litige[1456]. Il peut opter pour une division locale ou régionale qui correspond au lieu où la contrefaçon s'est produite ou où elle risque de se produire[1457]. Ce choix est assez large, imaginons que le titulaire des droits fait le constat de la commercialisation des produits reprenant la technologie qu'il a breveté en France, au Portugal, en Estonie et en Allemagne. Il dispose d'un choix non pas seulement entre les divisions locales ou régionales situées dans ces pays, mais en plus il dispose d'un choix des divisions au sein d'un même pays. Par exemple, Allemagne a quatre divisions locales, le titulaire pourra sélectionner celle qui lui convient au mieux. Au-delà du lieu de la contrefaçon ou de la menace de la contrefaçon, il peut également opter pour la division correspondant au lieu du domicile du défendeur ou de son principal établissement s'il s'agit de l'État membre contractant à la JUB. Si le défendeur n'a pas de son domicile ou de son principal établissement dans un des États membres contractants, à nouveau un double choix s'offre au titulaire des droits, il peut agir soit au lieu de la contrefaçon soit il peut introduire une action devant la division centrale. Si la contrefaçon a lieu dans un des États membres contractants qui n'a pas de division locale ou régionale, doit au Luxembourg, en Malte ou en Bulgarie, dans ce cas l'action pourra être engagée devant la division centrale. De plus, l'AJUB ouvre la possibilité aux parties de sélectionner d'un commun accord la

[1455] Sur la répartition territoriale des divisons V. *infra*, 522 et s.
[1456] Art. 33 (1) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1457] CAMPOLINI Philippe, « La compétence internationale de la juridiction unifiée du brevet. Examen critique du règlement (UE) n° 542/2014 », *Rev. Droit Commer. Belge Tijdschr. Voor Belg. Handelsr.*, 2016 n° 13.

division locale, régionale, voire centrale qui pourra connaître le litige relatif à la contrefaçon ou aux mesures provisoires[1458].

564. Litispendance entre les divisions — On peut noter que si une division est saisie d'une demande de contrefaçon ou bien des mesures provisoires, elle est la seule compétente pour connaître l'intégralité du litige entre les mêmes parties et concernant le brevet donné[1459]. Si une autre division se trouve saisie d'une question de la contrefaçon ou de mesure provisoire, elle devra déclarer l'action irrecevable[1460].

565. Action en contrefaçon et demande reconventionnelle en nullité — La demande reconventionnelle en nullité constitue un moyen de défense classique dans le cadre de contentieux de la contrefaçon d'un brevet. La JUB apporte des possibilités particulières concernant la gestion du contentieux de validité. Il s'agit d'un mécanisme de la bifurcation, connu d'une poignée des États membres de l'UE, à savoir Allemagne et Autriche[1461]. Ce mécanisme permet de séparer les contentieux de la validité de la contrefaçon. Ainsi, une division de la JUB pourrait se prononcer sur les faits de la contrefaçon alors qu'une autre division se prononcerait sur la validité du brevet. La technique de la bifurcation implique la possibilité de ce qui est communément appelé « injunction gap »[1462]. Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle une décision sur la contrefaçon est rendue et le cas échéant exécutée, alors que la décision sur la validité est rendue quelques mois plus tard. Dans cette situation, il est possible que la seconde décision invalide le brevet dont la contrefaçon avait déjà été constatée et sanctionnée. En pratique, devant la JUB, si une action en contrefaçon est entamée devant une division locale ou régionale et une demande reconventionnelle en nullité est introduite[1463], la division saisie après avoir entendu les parties, peut statuer sur l'intégralité du litige, doit la contrefaçon et la validité, soit renvoyer la demande reconventionnelle devant la division centrale. Dans cette dernière hypothèse, la division saisie de la demande de contrefaçon demeure libre soit de sursoir à statuer soit de se prononcer sur la contrefaçon (avec le risque de « injunction gap » susmentionné). Il existe également une troisième

---

[1458] Art. 33 (7) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1459] CAMPOLINI Philippe, *op. cit.* n° 14.
[1460] Art. 33 (2) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1461] RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *EIPR,* 34, 2012, p. 404.
[1462] CAMPOLINI Philippe, *op. cit.* n° 15.
[1463] Art. 33 (3) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

possibilité, subordonnée à l'accord des parties, de renvoyer l'intégralité de l'affaire devant la division centrale. Nous pouvons constater que le plaideur dispose d'un large choix de la division qui pourra se prononcer sur les faits de la contrefaçon, une fois une demande introduite, il est encore possible que la compétence de la division évolue si une demande reconventionnelle en nullité est introduite et la division saisie doit prendre une décision sur le potentiel renvoi de la question ou de l'intégralité du lige à la division centrale. L'ensemble de ces flexibilités rend le système quelque peu lisible, il est dès lors difficile de prévoir en amont une stratégie de son concurrent sur le lieu d'une potentielle action, et même si ce lieu est connu, il peut encore évoluer.

566. Action en nullité et constatations de non-contrefaçon — Si une action en nullité ou en déclaration de non-contrefaçon est introduite avant toute demande de la contrefaçon, seule la division centrale pourra connaître cette demande[1464]. Contrairement à la demande en contrefaçon, la réponse apportée par l'AJUB est ici claire et uniforme. Si, toutefois, une action en contrefaçon avait été déjà introduite devant une division locale ou régionale entre les mêmes parties et concernant le même brevet, c'est cette division saisie en premier qui disposera d'un choix décrit ci-dessus (renvoyer l'affaire partiellement ou intégralement ou bien la traiter partiellement ou intégralement)[1465]. Si une action en nullité est pendante devant la division centrale[1466], une action en contrefaçon peut être engagée entre les mêmes parties, au sujet du même brevet, devant n'importe quelle division locale ou régionale normalement compétente pour ce type d'actions ou devant la division centrale[1467]. La division locale ou régionale saisie pourra décider de statuer sur l'affaire ou de la renvoyer comme des cas de figure précédemment visés. Au contraire, si c'est l'action en constatation de la non-contrefaçon qui est pendante devant la division centrale, et une action en contrefaçon est engagée entre les mêmes parties et pour le même brevet, dans le délai des 3 mois, dans ce cas, la division centrale doit suspendre l'action en constatation de non-contrefaçon[1468]. Cette disposition vise à éviter, en l'absence de débat sur la validité du brevet, qu'un présumé contrefacteur ne puisse se soustraire à la compétence du juge de la contrefaçon, à

[1464] Art. 33 (4) de *Ibid.*
[1465] CAMPOLINI Philippe, *op. cit.* n° 16.
[1466] *Ibid.* n° 17.
[1467] Art. 33 (5) de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1468] Art. 33 (6) de *Ibid.*

savoir la division locale ou régionale soit du lieu de la contrefaçon soit du domicile ou de l'établissement du défendeur[1469].

567. Faculté supplémentaire : Centre de médiation et d'arbitrage — Au-delà de la concurrence entre les divisions de la JUB, nous pouvons relever qu'une option supplémentaire est offerte par le « paquet brevet européen ». Il s'agit des modes alternatifs de règlement de litiges qui sont également intégrés dans l'AJUB[1470]. Le Centre de médiation et d'arbitrage, qui est basé à Ljubljana et à Lisbonne[1471], offre aux plaideurs une alternative au règlement judiciaire de leur litige. Cette solution peut être particulièrement attractive dans le domaine des brevets. D'une part, elle garantit une confidentialité, qui est un facteur clé dans ce domaine. De l'autre, cette solution peut apporter une bonne alternative dans le cadre des litiges portant sur les contrats ou bien les brevets essentiels à une norme. D'une manière générale, les modes alternatifs proposent un facteur humain au contentieux, en particulier, dans le cadre des litiges où les solutions de droit n'apportent pas de solutions adaptées au contentieux donné. On peut parfaitement imaginer une solution où ayant constaté les faits de contrefaçon, le titulaire des droits, au lieu de demander une sanction et une cessation de la contrefaçon, va privilégier une solution visant la négociation d'une licence avec le contrefacteur présumé. Le recours au règlement à l'amiable peut être encouragé par le juge rapporteur saisi d'une affaire précise[1472]. Il demeure intéressant de voir dans quelles situations une telle solution sera conseillée aux parties. On peut relever également que les modes alternatifs sont ouverts durant toute la procédure[1473] et que, le cas échéant, la décision retenue ou une sentence arbitrale peut être confirmée par la JUB à la demande des parties[1474].

568. Transition — Nous constatons que les choix offerts aux plaideurs devant la JUB sont assez larges et peuvent mener à des stratégies procédurales poussées pour favoriser telle ou telle

---

[1469] CAMPOLINI Philippe, *op. cit.* n° 16-18.

[1470] Par ailleurs, nous pouvons rappeler que l'EUIPO depuis plus de dix ans promeut également le règlement des litiges à l'amiable à travers son Centre de médiation, qui peut se prononcer sur les litiges pendants devant l'EUIPO. L'objectif affiché est de proposer une solution gratuite, accessible (les médiations se déroulent en ligne), assurant la neutralité, et la confidentialité.

[1471] Art. 35 « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1472] Règle 104 (c) et 332 (e) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[1473] Règle 11 (1) *Ibid.*

[1474] Règle 11 (2) *Ibid.*

division pour des raisons stratégiques. On peut noter également qu'au-delà du choix de divisions de la JUB, le plaideur dispose d'un choix entre les juridictions nationales et la JUB pour les brevets européens, en particulier. Ce choix soulève également des possibilités des stratégies litigieuses.

B. La concurrence externe entre la JUB et les juridictions nationales

569. Hypothèses de la coexistence de compétence concurrente — La compétence de la JUB porte sur les brevets européens à effet unitaire et les brevets européens dits « classiques ». Par conséquent, la mise en place de la nouvelle juridiction n'a aucun effet sur les brevets nationaux qui eux demeurent de la compétence exclusive des juridictions nationales. Quant aux brevets européens à effet unitaire, ils relèvent de la compétence exclusive de la JUB. Pendant la période transitoire de sept ans[1475], qui pourra être prolongée de sept ans supplémentaires[1476], ce sont tantôt les juridictions nationales, tantôt la JUB qui pourront connaître les litiges relatifs à la validité ou la contrefaçon des brevets européens dits classiques. On peut noter que le titulaire des droits dispose d'une possibilité d'opt-out qui permet d'écarter la compétence de la JUB pour connaître le litige relatif au brevet européen dit « classique ». Au bout de la période transitoire, cette compétence concurrente sera écartée en faveur de la JUB, qui aura une compétence exclusive pour connaître les litiges relatifs aux brevets européens. Au-delà, de la concurrence possible en ce qui concerne l'ensemble des brevets européens, on peut noter que l'OEB demeure compétent pour se prononcer sur la procédure d'opposition. Pendant la durée de neuf mois suivant la délivrance du titre, il existe une possibilité d'un choix entre la procédure d'opposition devant l'OEB et la procédure en validité devant la JUB ou une juridiction nationale.

570. Situations visées — Il existe une double hypothèse où le titulaire des droits peut privilégier le contentieux national ou supranational. Il peut prendre cette décision, en amont. En décidant de favoriser le dépôt des brevets nationaux soumis à la compétence des juridictions nationales, soit en cas du dépôt du brevet européen, procéder à son « opt-out ». Dans ce cas, tout litige relatif à un tel brevet sera soumis devant la juridiction nationale. La deuxième hypothèse porte sur le brevet européen qui n'avait pas fait l'objet d'un opt-out, dans ce cas, pendant la

---

[1475] Art. 83 de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.
[1476] BASSIL Nick et VENNER Julia, « Practical implications of the unitary patent system in Europe », *Pharm. Pat. Anal.*, 2, 2013, p. 588.

période transitoire, les juridictions nationales demeurent compétentes concurremment avec la JUB pour connaître les litiges relatifs à ces brevets. La question se pose qu'elles sont les critères qui peuvent être pris en compte par le titulaire des droits dans le choix de sa stratégie litigieuse ? Il existe une spécificité de la JUB qui peut être prise en compte en particulier dans le cadre des contentieux complexes. Il s'agit de sa compétence réduite qui peut favoriser le contentieux national pouvant couvrir l'intégralité du litige.

571. Domaine de compétence limité — La compétence de la JUB se trouve limitée en matière des licences de droit. Il existe deux cas dans lesquels la JUB peut connaître le contentieux qui s'y réfère. Le premier cas correspond à une demande reconventionnelle formulée à la suite d'une action en contrefaçon ou en menace de contrefaçon[1477]. Autrement dit, il n'est pas possible pour le titulaire des droits d'agir à l'encontre d'un licencié qui ne s'exécute pas de ses engagements contractuels, par exemple en ne payant pas la redevance prévue, devant la JUB. Réciproquement, le licencié exclusif ne pourra pas agir à l'encontre d'un titulaire des droits qui aurait méconnu l'obligation contractuelle d'exclusivité. Seule la juridiction nationale pourra connaître ce litige. Cette limitation de la compétence suscite en particulier des interrogations concernant les brevets essentiels à une norme, qui connaissent un contentieux important concernant les contours des licences dites FRAND[1478]. Il n'est pas très clair si la JUB peut s'y prononcer et si oui, il n'est pas clair pourquoi une telle limitation à la simple demande reconventionnelle a été prévue. Le second porte sur les actions en réparation relatives aux licences de droits spécifiques[1479] permettant au titulaire de droits d'autoriser quiconque à utiliser l'invention, en tant que licencié, contre le paiement d'une compensation adéquate[1480]. On peut noter que le « paquet unitaire brevet » ne contient aucune disposition concernant les licences obligatoires, elles sont, pour l'heure, régies par les droits nationaux des États membres de l'UE[1481]. Néanmoins, à la suite de la pandémie COVID, le législateur européen a commencé à

[1477] Art. 32 (1) a] de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1478] GALLOUX Jean-Christophe, « Some Shortcomings of the UPC System », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 151.

[1479] Art. 32 (1) h] de « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1480] Telles que prévues à l'art. 8 de « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[1481] Sur les différences dans les approches nationales, V. « European Commission, Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs, Vandermeulen, B., Mangal, N., Guichardaz, R., "Compulsory

réfléchir sur une possible harmonisation dans ce domaine et ainsi une proposition de règlement européen a récemment été publiée[1482].

572. Domaine de compétence exclue — Certain type du contentieux est complément exclu de la compétence de la JUB, alors que les juridictions nationales peuvent habituellement les connaître en parallèle des questions de la contrefaçon ou validité de brevet. Il a pu être relevé que cette vision du droit des brevets est autonome et contrairement aux juridictions nationales spécialisées par exemple en droit des marques, la JUB reste déconnecté des juridictions nationales[1483]. Il s'agit des actions en concurrence déloyale soulevée à titre principal ou reconventionnel, ou bien des questions relatives à la titularité des droits, par exemple, pour les inventions des salariés[1484]. Sont également exclues toutes les questions de nature contractuelle qui n'impliquent pas des questionnements sur la contrefaçon ou la nullité du titre[1485]. De même, toute question relative au droit douanier et les mesures de sécurité, dont l'exclusion peut limiter l'efficacité des mesures conservatoires ordonnées par la JUB[1486]. On peut noter également que tout contentieux lié au droit pénal ou bien d'ordre administratif applicable aux brevets demeure purement national.

573. Transition — Au vu du fait qu'un certain contentieux est partiellement ou totalement exclu de la compétence de la JUB, nous mène au constat que certains titulaires des droits peuvent privilégier de soumettre leur litige directement auprès de la juridiction nationale afin de centraliser le litige au lieu de fractionner le litige en laissant à la JUB le traitement de la question de la contrefaçon et puis multiplier des poursuites devant les juridictions nationales pour connaître d'autres questions relatives au même brevet. Cette question s'inscrit dans la lignée des risques qui

---

licensing of intellectual property rights : final study report", 2023, Publications Office of the European Union. https://data.europa.eu/doi/10.2873/514 (Accès le 20 juillet 2023) ».

[1482] « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'octroi de licences obligatoires pour la gestion de crise et modifiant le règlement (CE) no 816/2006 », 27.4.2023, COM(2023) 224 final ; Sur ces enjeux, V. BINCTIN Nicolas, BOURDON Romain David, DHENNE Matthieu *et al.*, « Feedback on the Intellectual Property Action Plan Roadmap of the European Commission », Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française et Institut Stanislas de Boufflers, 2020, p. 52-62.

[1483] GALLOUX Jean-Christophe, « Some Shortcomings of the UPC System », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 150.

[1484] MICALLEF Sophie, « Déroulement d'une procédure devant la Juridiction unifiée du brevet », *Obs. Brux.*, 2023/1, n° 131, p. 18.

[1485] GALLOUX Jean-Christophe, *op. cit.*, p. 153.

[1486] *Ibid.*

existent concernant des stratégies procédurales visant à sélectionner les juridictions les plus favorables aux titulaires des droits.

§2 : Les conséquences de la concurrence entre juridictions

574. Plan — La compétence concurrente entre différentes divisions ou juridictions nationales et supranationales permet certainement d'apporter une souplesse aux usagers du système et de leur apporter une possibilité d'adapter le contentieux des brevets à leurs contraintes, stratégiques, linguistiques ou territoriales. Cette situation emporte également un risque des stratégies procédurales qui détourneraient les règles de compétence de leur but original. On peut rappeler que ces stratégies étaient une des raisons pour laquelle il était décidé de créer la JUB. Le difficile équilibre à obtenir est celui d'apporter une souplesse nécessaire aux plaideurs sans pour autant ouvrir une boîte de pandore remplie des stratégies douteuses **(A)**. À notre avis, l'harmonisation plus avancée du droit processuel de l'UE peut contribuer de manière significative à cette quête d'équilibre (**B**).

A. Les stratégies procédurales poussées comme une conséquence première

575. *Forum shopping* persistant — La coexistence des deux systèmes de contentieux concurrents conduit au risque clair des stratégies litigieuses visant à tirer profit des « failles » du système proposé[1487]. La JUB ne semble pas apporter une réponse efficace au phénomène du forum shopping[1488] bien connu des spécialistes du droit de brevets depuis longtemps[1489]. Ce risque sera d'autant plus marqué pendant la période transitoire où la compétence entre les juridictions nationales et la JUB est bien établie.

[1487] JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 603 ; TUMBRIDGE James, « Unified Patent Court: Harmonising Patent Law Throughout Europe? », *BLI,* 15, p. 65 ; SMITS Jan M. et BULL William, « The Europeanization of Patent Law: Towards a Competitive Model », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 48.

[1488] O'MALLEY Kathleen et LYNN Barbara MG, « Scientific complexity and patent adjudication », in Geiger Ch., Nard C., Seuba X. (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 376-377.

[1489] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *CDE,* dossier 10, 2014.

576. Stratégies processuelles bien connues — Les stratégies portant sur le contentieux des brevets sont bien connues, il s'agit par exemple pour une entreprise pharmaceutique produisant des médicaments génériques d'agir devant les juridictions britanniques qui statiquement affichent le taux d'annulation des brevets plus élevés que d'autres juridictions. De même, en matière automobile, de privilégier les juridictions allemandes pour arrêter la contrefaçon à la source. Les usagers peuvent également prendre en considération des motivations logistiques, en privilégiant les juridictions néerlandaises dans le cas où on sait que les biens contrefaisants transitent par le port d'Amsterdam[1490]. De même, du point de vue procédural, les règles du Règlement Bruxelles I bis applicables à la litispendance permettent à la société menacée d'une action en contrefaçon d'agir devant les juridictions considérées comme assez lentes en déclaration de la non-contrefaçon, ainsi, toute action en contrefaçon sera bloquée dans le temps devant toute autre juridiction d'un autre État membre.

577. Stratégies possibles à l'aune de la JUB — Il y a différentes stratégies processuelles qui peuvent être privilégiées par les usagers du système nouveau. Par rapport aux actions spécifiquement devant la JUB, ils peuvent privilégier des actions devant les divisions les plus éloignées du défendeur, tant géographiquement que du point de vue linguistique. Cette tactique mise en lien avec le court délai de réponse dont dispose le défendeur pour répondre à l'acte introductif, peut constituer un moyen de pression de la part du demandeur. Sous cette acception on peut remarquer que le système nouveau peut être considéré comme plus favorable aux titulaires des droits. Dans le système de contentieux classique, national, c'est seulement une action devant la juridiction représentant le domicile du défendeur qui donnait la possibilité pour la juridiction de se prononcer sur l'intégralité de la contrefaçon, y compris dans ses parties étrangères. Le défendeur se retrouvait ainsi devant la juridiction qu'il connaissait bien, il recevait l'acte introductif dans sa langue, pouvait solliciter un avocat local, et l'ensemble de la procédure était menée dans la langue italienne. Or, la JUB va perturber ce système, dans la mesure, où désormais le demandeur en action en contrefaçon a le choix entre les divisions locales où il souhaite engager son action. Pour les contrefaçons qui pourront être identifiées dans plusieurs États membres contractants, cela ouvre le large champ d'appréciation au demandeur. Il peut sélectionner une

[1490] VÉRON Pierre, « Le contentieux de la propriété industrielle en Europe : état des lieux, stratégies et perspectives », in De Werra J. (dir.), *La résolution des litiges de propriété intellectuelle*, Schulthess, 2010, p. 63.

division locale qui se trouve éloignée du défendeur et privilégier la langue de procédure que le défendeur ne connaît pas bien.

578. Facteur financier : difficulté surmontée ? — La JUB propose un contentieux unifié, qui se veut moins cher que le contentieux simultané devant plusieurs juridictions nationales. Nous relevons, toutefois, que le facteur financier peut demeurer un critère de choix du forum pour connaître un litige portant sur le brevet. Les frais pour entamer une action ne sont pas les mêmes selon les juridictions saisies, en France, par exemple, aucune taxe n'est à prévoir pour entamer une action en justice. Le contentieux devant la JUB suppose l'acquittement des deux taxes[1491]. D'un côté, il s'agit d'une taxe à un montant fixe, selon le type d'action, elle est de 11 000 euros pour une action en contrefaçon, une action reconventionnelle en contrefaçon ou une demande des mesures provisoires. Ce montant s'élève, en revanche, à 20 000 euros en cas d'action en nullité. D'un autre côté, la seconde taxe est calculée sur la valeur du litige selon le plafond prédéfini. Elle s'applique aux actions d'une valeur qui dépassent 750 000 euros et va de 2 500 euros jusqu'à 325 000 euros pour les actions à valeur supérieure à 50 000 000 euros[1492]. Bien qu'on puisse relever qu'il existe des possibilités de réduction de taxes[1493] ou de leur remboursement partiel[1494], il conviendra de voir si ces solutions seront suffisantes pour assurer un accès à la JUB pour l'ensemble des plaideurs.

579. Rôle de la JUB — On peut constater que les premières années du fonctionnement de la JUB seront décisives sur l'efficacité du système et la réduction des comportements litigieux risqués[1495]. Il est crucial que la jurisprudence de la JUB soit similaire dans l'ensemble des divisions locales et régionales, ainsi que les décisions sont prévisibles. Si une des divisions va par

---

[1491] Art. 36 (3) « Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

[1492] Pour le détail, V. COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA JUB, « Tableau des frais de procédure », AC/05/08072022_F, disponible : https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/ac_05_08072022_court_fees_f_pour_publication_clean.pdf, 2022, [consulté le 30 juillet 2024].

[1493] En particulier, une réduction de 40% à l'égard des PMEs, V. Règle 370 (8) « Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

[1494] Des réductions sont prévues en cas d'un retrait de l'action ou bien d'une transaction, V. Règle 370 (9) *Ibid.*

[1495] BASSIL Nick et VENNER Julia, « Practical implications of the unitary patent system in Europe », *Pharm. Pat. Anal.*, 2, 2013, p. 589.

exemple accorder des mesures d'interdiction plus facilement qu'une autre, on peut s'attendre à ce que le forum shopping persiste même à l'aune de la JUB et qu'une disproportion existe dans le contentieux soumis à telle ou telle division.

580. Transition — Ce rôle déterminant que va jouer la JUB aurait pu être facilité par le rapprochement du droit processuel à l'échelle de l'UE.

B. L'harmonisation du droit processuel comme un remède évident

581. Stratégies procédurales comme un élément indispensable — Il convient de noter que le fait que la JUB ouvre la possibilité d'un contentieux supranational qui s'ajoute à des possibilités des contentieux nationaux ne doit pas être vu comme un point forcément négatif. De même, une souplesse des règles relatives à la compétence des différentes divisions de la JUB n'est pas en soi un élément négatif, bien au contraire, elle apporte une souplesse nécessaire aux titulaires des droits. Si la JUB va proposer une jurisprudence cohérente et unifiée dans l'ensemble du territoire des États membres contractants, les usagers vont pouvoir mener une réflexion sur la stratégie des dépôts des brevets et, en fonction des besoins, favoriser telle ou telle solution, sans forcément sélectionner un for qui semble le mieux placé pour se prononcer favorablement à la demande qu'il souhaite formuler. Les stratégies commerciales[1496] de contentieux font partie intégrante du paysage de contentieux des brevets. Sur ce point, la JUB apporte une solution aux grandes entreprises qui recherchent un contentieux rapide et uni[1497]. Elle peut également profiter aux PME et startups qui cherchent un contentieux abordable et unifié.

582. Risque d'application non uniforme — Le risque d'application non uniforme du droit par différentes divisions de la JUB vient du fait que l'ensemble des règles de procédure est nouveau et n'a pas encore connu d'application. Il est dès lors possible, que naturellement si deux divisions situées dans les autres États membres sont saisies, elles puissent interpréter des dispositions dans la manière qi leur semble la plus opportune. On peut également noter que les parties et avant tout leurs représentants peuvent également guider le juge vers une interprétation plus souple ou plus stricte des différentes dispositions. Il est dès lors important que les juges

---

[1496] *Ibid.*, p. 588.

[1497] BARAN Agnieszka, « Prawne aspekty ochrony wynalazków w Europie i na świecie », *Econ. Manag. Q. J. Fac. Manag. Białyst.*, 2013, p. 104.

puissent disposer des lignes directrices et qu'ils puissent consulter les décisions rendues par les autres divisions afin d'assurer une cohérence.

583. Application uniforme facilitée par le droit processuel — L'harmonisation plus poussée du droit processuel aurait permis non pas seulement d'avoir une ligne plus cohérente de l'interprétation faite par les divisions de la JUB, mais en plus d'éviter les conflits d'interprétation entre les juridictions nationales et la JUB. À supposer que la JUB ne connaisse pas un succès dans les premières années de son existence, les déposants des brevets pourront être tentés de se tourner vers les titres nationaux pour s'assurer du contentieux national, qui leur est bien connu. Si la réponse nationale demeure similaire à celle proposée par la JUB, le choix du contentieux national demeura purement stratégique du point de vue commercial et ne va pas constituer de stratégie procédurale tendant à mettre son adversaire dans une situation de désavantage. Dans la même veine, on peut noter qu'une harmonisation du droit processuel aurait pu assurer une meilleure prévisibilité des décisions et, par ce biais, un cadre harmonisé de la jurisprudence[1498] pour l'ensemble des États membres de l'UE.

[1498] TANGENA Antonius, « The Future of the EU Patent System: The Role of the European Patent Attorney », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 196.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

« *Dans de nombreux cas, un juriste est enclin à considérer d'abord son propre système national. Dans une certaine mesure, c'est naturel. Mais d'un autre côté, partir des solutions positives données dans un système national conduit à penser conformément à ce système et, dans de nombreux cas, à considérer avec méfiance tout changement* »[1499].

584. Nouveauté comme une source d'incertitude — Traiter de la recherche d'application uniforme du droit sous-entend se pencher sur l'application pratique des règles prévues par le « paquet brevet unitaire ». Cette application se fera tout d'abord par les juges, qui devront faire face à des problématiques nouvelles, liées à la multinationalité, multilinguisme, ainsi que la multiterritorialité de la juridiction nouvelle. Elle se fera, également, par des praticiens qui devront proposer une approche nouvelle aux stratégies, tant de dépôts des brevets que des stratégies procédurales tendant à la défense des titres de propriété portant sur les brevets. Ces deux catégories d'acteurs connaissent, dès lors, des enjeux qui leur sont propres.

585. Juges face aux spécificités de la JUB — Siéger à la JUB implique de chaque juge de se dessaisir de la vision nationale du contentieux des brevets et privilégier une approche nouvelle propre à la juridiction nouvelle supranationale. Cela implique, une discussion sur l'application des mesures, une ouverture vers des interprétations divergentes et la volonté de trouver des compromis. De même, siéger à la JUB signifie également une très haute expertise technique, les panels mélangeant des juges juridiques et des techniques ne sont pas en effet connus dans la plupart des États membres contractants. Dans ce cas, les juges doivent faire preuve d'une ouverture et d'un dialogue pour bien jongler entre les questions purement techniques et juridiques. Siéger à la JUB signifie également de juger dans des langues différentes et, contrairement, à des juridictions nationales, le dialogue dans ce cas à la fois entre les juges et avec les parties peut nécessiter beaucoup plus de compréhension et du temps.

[1499] Notre traduction de VIVANT Michel, « Making the European IP System Work: Further Steps to Take », in Geiger Ch. (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 448: « In many cases, a jurist is inclined to consider at first his own national system. In a certain way, it is natural. But on the other hand, beginning from the positive solutions given in a national system leads to think in accordance with this system and, in many cases, to consider with mistrust any change ».

586. Praticiens face au contentieux supranational nouveau — Les praticiens qui découvrent le fonctionnement de la JUB, quant à eux, doivent faire preuve d'une créativité. Les notions et des imprécisions du RPJUB laissent une marge d'appréciation ouverte, qui peut les laisser tenter de proposer des interprétations créatrices. Ce rôle également est lié à un fort risque d'imprévisibilité pour des clients, du moins dans les premières années du fonctionnement de la JUB. Ce qui implique une prise du temps nécessaire et une analyse brevet par brevet des enjeux juridiques, techniques et financiers derrière le contentieux supranational. Les praticiens doivent donc se munir d'une dose de prudence et de patience. Nous avons démontré que l'AJUB offre une panoplie des possibilités concernant des stratégies procédurales qui peuvent conduire à un forum shopping. Bien que le forum shopping en tant que tel n'est pas une mauvaise chose, on s'aperçoit que dans le domaine des brevets, il nuit à la cohérence et conduit à des pratiques judiciaires douteuses.

587. Droit processuel civil de l'UE : une perspective de clarté ? — Face à l'ensemble de ces doutes et face à l'inconnu, nous remarquons qu'il existe un terrain solide bien connu de l'ensemble des États membres, et par la voie de conséquence, des juges et des praticiens. Ce terrain, c'est le droit processuel civil de l'UE. Son harmonisation, plus poussée que celle aujourd'hui présente, permettrait d'assurer les différents acteurs du nouveau système judiciaire supranational et assurer une cohérence du droit. Une telle harmonisation qui s'appliquerait à l'ensemble du contentieux des brevets, qu'il soit national ou supranational, permettrait de limiter des effets néfastes liés à des pratiques du forum shopping.

CONCLUSION DU TITRE 1

« L'Union européenne doit saisir toutes les occasions de légiférer dans des matières liées de près ou de loin au droit des brevets. Cela contribuerait à placer la CJUE au sommet d'une construction juridique internationale construite en marge du droit de l'Union »[1500].

588. Recherche de cohérence — Le droit appliqué par la JUB provient des sources variées, qu'il soit matériel ou procédural. Au côté des sources éparpillées de l'UE, on retrouve les dispositions internationales ou bien des dispositions nationales. L'office du juge de la JUB et donc de savoir appliquer l'ensemble de ces instruments et, en plus, savoir manier le « paquet unitaire du brevet » qui contient des règles nouvelles et nécessite une interprétation propre à la JUB. L'absence d'un corps des règles unies sous l'égide de l'UE est bien regrettable, que ça soit le droit matériel ou le droit procédural. Non pas seulement l'UE dispose d'un contrôle limité en matière de la politique liée à l'innovation et aux brevets, mais, en plus, son contrôle d'application et d'interprétation des règles par la JUB reste particulièrement limité. Ce constat est renforcé par des limitations temporaires tenant tant au nombre réduit des États membres qui participent à la coopération renforcée qu'au nombre des brevets qui sont soumis à la compétence de la JUB qui devait être exclusive. Ces limitations emportent des conséquences sur l'uniformité du droit appliqué au sein du territoire des États membres de l'UE. Comme on a pu le relever, en septembre 2024, dix-huit États membres de l'UE participent au « paquet brevet unitaire », alors qu'il y a vingt-cinq États membres qui participent à la coopération renforcée. Ce fractionnement territorial, qui s'ajoute à ceux déjà présents, nuit à l'attractivité du système nouveau ainsi qu'à la cohérence du droit appliqué sur le territoire de l'UE. De plus, il semble que les États membres qui n'avaient pas signé ou ratifié l'AJUB sont susceptibles de retarder leur adhésion à cet instrument, en raison des considérations constitutionnelles ou économiques. Concernant les brevets concernés, le mécanisme de l'opt-out, bien que simple dans son principe conduit à une ouverture de la compétence concurrente entre la JUB et les juridictions nationales dans le cadre du contentieux qui devrait être réservé à la JUB.

[1500] BINCTIN Nicolas, BOURDON Romain David, DHENNE Matthieu *et al.*, « Feedback on the Intellectual Property Action Plan Roadmap of the European Commission », Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française et Institut Stanislas de Boufflers, 2020, p. 21 § 13.

589. Réponse de l'UE souhaitée — Il n'existe pas, certes, une méthode miracle qui pourrait à ce jour résoudre l'ensemble des difficultés portant sur la cohérence du droit appliqué par la JUB. À notre avis, toutefois, l'harmonisation plus poussée du droit processuel civil pourrait de manière significative réduire le nombre des problématiques. En particulier, la présence marquée de l'UE permet de garantir une législation commune à l'ensemble des États membres, qu'ils fassent ou non partie de l'AJUB. De même, elle permet de garantir une jurisprudence cohérente concernant l'application des mesures clés en matière des brevets, telles que des mesures d'interdiction. Elle permettrait ainsi de réduire le nombre des hypothèses de forum shopping qui aujourd'hui demeure une réalité durant la période transitoire.

590. L'application uniforme du droit — Les justifications juridiques de renforcement du rôle de la CJUE ne sont pas les seules. Il s'avère en effet que des considérations pratiques postulent également pour le renforcement du cadre juridique applicable au droit processuel civil, de l'UE à l'aune de la JUB. La JUB réunit, en effet, des juges et des praticiens des différents États membres de l'UE. Les deux éléments qui les réunissent ce sont d'une part, une appétence pour des brevets, de l'autre, une appartenance à l'UE. Plus le cadre du droit de l'UE est uni, plus des praticiens ou juges peuvent se retrouver dans une construction complexe de la JUB. Cette dernière, en effet, se situe dans différents États membres, ce qui potentiellement peut amener de différentes divisions à développer la jurisprudence contradictoire. De même, les juges travaillent régulièrement dans des langues qui ne sont pas leurs langues maternelles. Ceci peut engendrer quelques difficultés de communication et de compréhension tant entre les juges qu'entre les juges et les parties. Le cadre juridique commun qui définirait le cadre juridique applicable au contentieux des brevets de manière similaire dans chaque État membre permettrait une communication plus efficace entre différents protagonistes. On peut également espérer que la Cour d'appel de la JUB va continuer à jouer un rôle harmonisateur de la jurisprudence de la JUB avec le soutien de la CJUE. Bien qu'elle soit tenue de former un renvoi préjudiciel si une question relative au droit de l'UE se pose, on s'aperçoit que le cadre juridique limité du droit de l'UE le rend rare. Une harmonisation plus poussée du droit processuel civil de l'UE permettrait de garantir une plus grande uniformité du droit appliqué par la JUB, limiter le nombre des hypothèses des décisions contradictoires et maintenir un forum shopping basé sur des critères purement juridiques et non pas sur des critères ciblant des pratiques procédurales malveillantes.

Titre 2 : Les propositions du renforcement du rôle de la CJUE

591. État des lieux — L'entrée en vigueur du « paquet brevet unitaire » constitue indubitablement un moment clé dans l'histoire du contentieux des brevets en Europe. Il ne marque pas pour autant la fin de discussions sur l'harmonisation européenne de son cadre juridique. Hélas, la solution la plus souhaitable de création d'un titre unitaire de l'UE accompagné d'une harmonisation de son contentieux n'avait pas été retenue dans le cadre des négociations sur le « paquet unitaire brevet ». Aujourd'hui, la JUB est opérationnelle et commence progressivement à rendre de premières décisions qui ne cessent d'attirer l'attention des usagers du système et des observateurs sur leur qualité et les interprétations retenues. Nous avons démontré dans les titres précédents que malgré cette entrée en vigueur et de grands efforts qui continuent à être déployés pour assurer une jurisprudence de très haute qualité, la JUB demeure rattachée au droit de l'UE de manière limitée. Ce trop faible rattachement, dès lors, constitue une épée de Damoclès pesant sur la juridiction supranationale nouvelle. On peut craindre, en effet, que la cohérence, la sécurité juridique, voire la structure même de la JUB puisse ne pas être pleinement compatible avec les exigences du droit de l'UE. À ce jour, il est important d'adresser cet enjeu et envisager des solutions qui pourraient permettre de renforcer le rôle de la CJUE et assurer une coopération entre la CJUE et la JUB.

592. Réflexion centrée sur droit processuel civil — L'approche retenue par cette thèse entend renforcer le rôle de la CJUE à travers le droit processuel civil. Bien que ce domaine du droit demeure fractionné au niveau européen, on a pu établir de nombreux liens qui existent entre le cadre juridique de la JUB et des instruments européens portant sur le droit processuel civil. Son harmonisation plus poussée pourrait, en premier lieu, permettre d'éviter la persistance du forum shopping qui paradoxalement était une des raisons principales justifiant la création de la nouvelle juridiction supranationale spécialisée. En second lieu, elle pourrait également ouvrir la voie au dialogue plus large entre la JUB et la CJUE, dont nous avons énuméré de nombreux avantages.

593. Plan — Le renforcement du rôle de la CJUE dans le domaine du droit processuel civil de l'UE peut s'opérer à deux niveaux, qui peuvent être exclusifs ou complémentaires, au niveau horizontal (**Chapitre 1**) ou au niveau vertical (**Chapitre 2**).

Chapitre 1 : Les propositions de l'harmonisation horizontale

594. Plan — En reprenant notre analyse des sources horizontales, applicables à tous les contentieux, on a pu s'apercevoir que des propositions de l'harmonisation avaient pu être déjà formulées tant en ce qui concerne le droit de la procédure civile (**Section 1**), que le droit international privé ou le droit des affaires (**Section 2**).

Section 1 : Les projets de l'harmonisation du droit de procédure civile

595. Plan — La quête du droit de procédure civile harmonisé n'est pas nouvelle**.** Pour l'heure, toutefois, le droit de l'UE, d'une manière générale, suit plutôt la logique de la coordination des procédures civiles nationales que celle de leur harmonisation[1501]. Les divers projets avaient déjà pu être proposés **(§1).** Il demeure d'évaluer quel serait leur apport pour les activités de la JUB **(§2).**

§1 : Les projets présentés

596. Plan — Le droit de procédure civile a connu deux séries des projets, d'un côté, ceux proposant un modèle international (**A**). D'un autre, ceux proposant une harmonisation européenne (**B**).

A. Le modèle international

597. Projet ALI/UNIDROIT : histoire de création — C'est dans le but de réduire les effets des divergences entre les systèmes juridiques dans les litiges portant sur des opérations transnationales commerciales que l'American Law Institute (ci-après ALI) et l'Institut international pour l'unification du droit privé (ci-après Unidroit) ont créé les principes de procédure universels[1502]. Leur rôle est de constituer un modèle pour la réforme des législations internes. L'idée étant de réduire des différences entre les systèmes juridiques pour éviter des coûts

[1501] HESS Burkhard, « Harmonized Rules and Minimum Standards in the European Law of CIvil Procedure », European Parliament, 2016, p. 7.

[1502] Les principes dégagés sont accessibles en ligne : https://www.unidroit.org/fr/instruments/procedure-civile/ali-unidroit-principles/ [consulté le 20 septembre 2024].

et des soucis résultants d'un conflit juridique[1503]. Les auteurs cherchent à établir des règles que tous les pays intéressés pourraient adopter pour la solution des litiges relatifs aux échanges internationaux. Ils entendaient offrir un « système équitable de procédure » en proposant des règles qui « essaient d'exprimer autant que possible l'idéal d'un jugement impartial ». Le projet avait été créé par deux professeurs Geoffrey Hazard, University of Pennsylvania Law School, et Miochele Taruffo, Univeristé de Pavie. Le premier projet avait été soumis à l'ALI, qui l'avait examiné et proposé ensuite à Unidroit un travail en commun en vue de l'adoption d'un texte final[1504]. La réunion d'experts avait été organisée en 2000 à Rome pour débattre du principe des règles communes. La réunion avait été suivie des sessions de travail entre 2001 et 2003. Les principes avaient été définitivement adoptés en avril 2004 par le conseil de direction d'Unidroit, par le Conseil de l'ALI en octobre 2003 et par son assemblée générale en mai 2004[1505].

598. Projet ALI/UNIDROIT : contenu — Le projet propose les principes destinés au règlement des litiges transnationaux en matière commerciale et appropriés pour la plupart des litiges de nature civile. Initialement, les rédacteurs avaient proposé des règles de procédure. À la suite de différentes consultations, un avant-projet incluait des principes fondamentaux de procédure qui précédaient des règles plus détaillées. Le projet final propose trente-un principes et trente-six règles. Les relations entre ces deux corps des règles n'étaient pas simples à définir, par conséquent en mai 2002, il avait été décidé que les principes seront proposés à l'adoption par les États et les règles seront d'application facultative. L'idée étant de satisfaire tous les pays, ceux représentant le Common law qui préfèrent des règles et les pays d'Europe continentale qui privilégient des principes[1506]. En termes du contenu, le projet consacre les grands principes de la procédure, comme le principe d'indépendance, d'impartialité et de qualification du tribunal et de ses membres. Ils consacrent également des dispositions portant sur l'ensemble de la procédure judiciaire civile, les questions de compétence internationale du tribunal, de l'égalité procédurale des parties, du droit d'assistance par avocat, ou les règles portant sur notification de l'acte introductif et droit d'être entendu. Le projet consacre également des dispositions portant la langue

[1503] GUINCHARD Serge, CHAINAIS Cécile, DELICOSTOPOULOS Constantin *et al.*, *Droit processuel. Droit commun et droit comparé du procès équitable*, Dalloz, 2021, p. 544 n° 283.
[1504] *Ibid.*, p. 545 n° 283.
[1505] *Ibid.* n° 283.
[1506] *Ibid.*, p. 546 n° 283.

de procédure, la célérité, les mesures provisoires et conservatoires, des règles relatives au déroulement du procès, le principe dispositif, les devoirs des parties et de leurs avocats, l'office du juge, les preuves et les sanctions[1507].

599. Projet ALI/UNIDROIT : critiques — Le projet proposé est ambitieux. On peut rappeler que le droit de la procédure civile est habituellement fortement ancré dans les règles nationales. On peut, toutefois, déplorer que le rôle des règles de procédure soit finalement réduit et renvoyé au rôle des dispositions facultatives. Les principes de procédure, en effet, sont déjà largement harmonisés à travers la Conv. EDH. Le projet ALI/Unidroit entend les généraliser et les consacrer en tant que des principes universellement reconnus[1508]. Le projet, en somme, apporte des dispositions unifiées au sein des États, mais son caractère général nous conduit à constater qu'il constitue certainement une source d'inspiration pour de réformes nationales de procédure civile, mais son apport au contentieux des brevets demeure réduit.

600. Transition — Aux côtés de ce projet ambitieux qui tendait à créer dans le monde entier une assise commune du procès transnational en matière commerciale, les réflexions sur le projet propre au cadre européen avaient été également proposées.

B. Le modèle européen

601. Projet de la commission STORME — En 1990, la Commission européenne a confié à une commission intitulée « Commission du code judiciaire européen » le soin de rédiger un projet de directive sur le rapprochement du droit judiciaire. Le groupe de travail sous la direction de Marcel Storme publie une « Étude sur le rapprochement des lois et règles des États membres concernant certains aspects de la procédure civile »[1509]. La Commission sans proposer d'acte législatif aurait repris les propositions de la commission du code judiciaire européen, elle avait fait savoir qu'elle entendait prendre des initiatives ou en directive se certaines conventions sur la base d'ancien art. 220 du traité de Rome et l'institution d'un groupe de travail permanent dit « droit civil ». Le 2 février 1993, la commission Storme avait soumis un projet de proposition de

[1507] V. Les principes et les règles ALI/UNIDROIT accessibles et accompagnés d'un commentaire ; https://www.unidroit.org/fr/instruments/procedure-civile/ali-unidroit-principles/ [consulté le 20 septembre 2024].
[1508] GUINCHARD Serge, CHAINAIS Cécile, DELICOSTOPOULOS Constantin *et al.*, *op. cit.*, p. 545 n° 283.
[1509] *Ibid.*, p. 555 n° 286.

directive de rapprochement des législations pour certains aspects de la procédure civile. Ce projet porte sur des normes minimales applicables à la procédure par le biais d'une directive. Elle est à droit constant et aux côtés des règles elle définit également les principes directeurs de procès européen avec le principe de la bonne administration de justice.

602. Difficultés rencontrées par le projet STORME — En ce qui concerne les principes de procédure, force est de reconnaître que le projet STORME établit une répétition avec la Charte des DFUE, d'autant plus, qu'elle constitue un instrument contraignant depuis le Traité de Lisbonne. Concernant les règles de procédure, comme pour le projet précédent, la difficulté tient à la définition du degré de précision pour permettre aux règles d'être correctement intégrées dans les droits nationaux[1510].

603. Projet ELI : reprise des règles internationales — Par ailleurs, en 2013, l'Institut du droit européen[1511] reprend des règles ALI/Unidroit afin de développer un projet commun des Règles européennes de procédure civile applicables aux litiges transnationaux. Ce projet d'envergure avait ressemblé des nombreux experts de nationalités multiples afin de dégager un corps des règles communes. Les experts avaient été répartis dans de divers groupes de travail portant sur des thématiques englobant l'ensemble de la procédure civile, telles que la notification des actes, les mesures provisoires et conservatoires, la preuve, le rôle des parties et de leurs avocats dans le procès civil, la litispendance, l'autorité de la chose jugée, les parties au procès, jugement, structure du procès civil, voies de recours et frais de justice. Les règles finales avaient été adoptées par l'assemblée de l'Institut du droit européen et le conseil de direction de l'Unidroit en septembre 2020[1512]. En somme, c'est le corps des 245 règles communes qui avait été dégagé en anglais et en français[1513].

604. Projet ELI et les institutions européennes — Bien qu'il s'agisse d'une initiative académique, on peut relever que les institutions européennes avaient participé aux réunions de présentation des principes et à celles portant sur les discussions. En 2017, le Parlement européen

---

[1510] MAŃKO Rafał, « Europeanisation of civil procedure. Towards common minimum standards? », 2015, p. 25-26.
[1511] European Law Institute (ELI).
[1512] GUINCHARD Serge, CHAINAIS Cécile, DELICOSTOPOULOS Constantin *et al.*, *op. cit.*, p. 553 n° 284.
[1513] Les règles sont accessibles en ligne : https://www.unidroit.org/fr/instruments/procedure-civile/regles-eli-unidroit/ [consulté le 20 septembre 2024]. Elles sont également traduites en espagnol, italien et portuguais.

a formulé de recommandations relatives à des normes minimales communes pour les procédures civiles dans l'UE[1514]. En particulier, la proposition de directive reprenant de principaux points de procédure civile, généralement déjà prévu par le standard européen. Pour l'instant, la Commission n'avait pas repris cette proposition, il reste à voir si dans le futur, le législateur européen y reviendra[1515].

605. Transition — Les projets portant sur l'harmonisation de la procédure civile sont bien nombreux. Il convient à présent d'évaluer leur potentielle plus-value aux contentieux des brevets en Europe à l'aune de la JUB.

§2 : Le potentiel apport à la JUB

606. Plan — Face à différentes propositions formulées tant à l'échelle internationale qu'européenne, il convient de s'intéresser à leur apport à la JUB. En particulier, leur potentiel pour assurer l'application cohérente et uniforme du droit de l'UE. Nous soutenons que l'apport d'une telle harmonisation sera en théorie certain (**A**), mais demeura limité du point de vue pratique (**B**).

A. L'apport théorique certain

607. Rôle des principes communs — Pour l'heure, le droit de procédure civile tel quel à l'échelle de l'UE ne connaît pas de texte général avec une force contraignante. On pourrait ainsi se demander si la JUB ne commande pas un tel texte ? Les principes communs de procédure permettraient à l'UE d'avoir un chef de compétence en la matière. On peut rappeler que les dispositions actuelles sont prévues majoritairement sur le fondement de la coopération judiciaire entre les États membres de l'UE. En tant que telle, l'UE n'a pas de compétence explicitement prévue en matière du droit procédural. En outre, une telle harmonisation permettrait d'assurer la cohérence des règles de procédure posées par les règlements européens. Par ailleurs, elle permettrait d'assurer que l'interprétation des règles minimales soit la même dans l'ensemble des

---

[1514] « Résolution du Parlement européen du 4 juillet 2017 contenant des recommandations à la Commission relatives à des normes minimales communes pour les procédures civiles dans l'Union européenne (2015/2084(INL)) », JO C 334/05, 19/9/2018, p. 39-59.

[1515] GUINCHARD Serge, CHAINAIS Cécile, DELICOSTOPOULOS Constantin *et al.*, *op. cit.*, p. 553-554 n° 284.

juridictions tant nationales que supranationales avec une possible réduction des différences dans l'application des normes procédurales entre les tribunaux spécialisés et tribunaux classiques.

608. Transition — Le rôle des principes est certainement important, mais leur apport pratique demeure limité.

B. L'apport pratique limité

609. Problèmes d'interprétation — La JUB se caractérise par le corps de règles de procédure crées *ex nihilo*, qui ne connaissent pas de base juridique similaire aux traditionnels droits de procédure civile. Ceci peut générer différents conflits d'interprétations des règles au vu de l'absence de la jurisprudence ou de travaux préparatoires explicatifs. Il est, dès lors, intéressant de se demander si un projet d'un Code commun de procédure civile de l'UE ne semble indispensable pour assurer un fonctionnement cohérent de la JUB. Il est à noter également que l'absence de corps commun de règles a fait l'objet de critiques. Il était, en effet, envisageable de recourir à des règles de procédure applicables devant les juridictions européennes (TUE ; CJUE) ou bien prendre comme référence un corps de règles nationales bien établies, comme le CPC français ou allemand.

610. Insuffisance du projet d'harmonisation — Les projets proposés à travers de principes directeurs ou des normes minimales peuvent être une solution qui n'est pas suffisante pour assurer pleinement la cohérence et l'application uniforme du droit des brevets en Europe. On peut rappeler qu'en la matière, il y a déjà un standard minimal qui est prévu. Les différences que nous avons observées portent, essentiellement, sur l'application des règles, ce volet n'est pas prévu par les propositions générales.

611. Spécificité du droit de procédure civile — Nous pouvons également souligner que le droit de procédure civile est le droit assez général. Le droit de la procédure civile n'est pas un domaine juridique autonome, mais plutôt « s'inscrit dans une toile d'attentes juridiques, politiques, économiques et sociales dont certaines sont créées par le système procédural »[1516]. Le cadre européen éventuel qui l'aurait harmonisé le serait également. Il est très peu probable que

[1516] MAŃKO Rafał, « Europeanisation of civil procedure. Towards common minimum standards? », 2015, p. 4.

des problématiques propres au droit des brevets y soient abordées. De plus, au vu du fait qu'en droit de propriété intellectuelle, il existe un corps des règles spéciales, il serait appliqué de manière privilégiée par rapport au corps des règles générales.

612. Transition — Aux côtes des projets portants sur la procédure civile, nous pouvons également dégagés, ceux qui prévoient une harmonisation dans de domaines concernant spécifiquement les brevets.

Section 2 : Les projets de l'harmonisation ayant une incidence directe sur le droit des brevets

613. Plan — Le droit de procédure civile n'est pas le seul droit dans lequel des réflexions sont menées depuis plusieurs années en vue d'aboutir à des règles communes. Tel est également le cas du droit international privé (**§1**). Dans le cadre de celui-ci, bien que des interventions européennes sont de plus en plus nombreuses, il s'avère que leur richesse ne rime pas avec leur cohérence. Pour cette raison, des propositions avaient été formulées en vue de sa codification à l'échelle de l'UE. De plus, des propositions spécifiques aux droits de propriété intellectuelle peuvent compléter ce tableau. Par ailleurs, des réflexions concernent également le champ du droit des affaires. Là-encore, la motivation similaire liée au constat qu'il existe une cacophonie des dispositions européennes, dont l'application demeure non uniforme avait mené à des réflexions liées à la codification européenne (**§2**).

§1 : Les propositions visant le droit international privé

614. Plan — Depuis des années 2000, où la compétence de l'UE en matière de la coopération judiciaire avait été pleinement établie, des réflexions constantes sont menées sur le renforcement du cadre juridique applicable dans le domaine du droit international privé. Ces réflexions avaient pu prendre forme des projets soit généraux soit spéciaux, comme celui propre aux droits de la propriété intellectuelle (**§1**). Quel que soit le développement possible de ce domaine, il nous paraît qu'il pourrait constituer un apport seulement mesuré pour la JUB (**§2**).

A. Les propositions variées

615. Réflexions sur le Code européen du droit international privé — Le droit international privé constitue, depuis les débuts des Communautés européennes, un domaine clé.

En effet, ce droit aborde des problématiques pratiques liées à la libre circulation des personnes, marchandises et services. Il apporte des éléments de réponses clés aux juridictions nationales confrontées aux litiges tant civils que commerciaux impliquant un élément d'extranéité, lié à la nationalité, le domicile ou bien la présence des faits sur le territoire, qui dépasse des limites d'un seul État membre de l'UE. Il n'est donc guère surprenant de constater que le premier code européen dans ce domaine fut proposé déjà en 1950[1517]. Ce dernier, toutefois, s'est heurté à l'absence de compétence de l'UE dans ce domaine et une certaine réticence des institutions européennes à légiférer dans ce domaine. Depuis le Traité d'Amsterdam, cet obstacle semble *a priori* surmonté et des réflexions sur une codification ne cessent d'être évoquées dans la doctrine[1518]. Pour l'instant, le périmètre d'une éventuelle codification n'est pas définitivement tracé. Certains proposent une codification en deux temps, en se concentrant sur les méthodes de résolution de conflits générales, pour ensuite, dans un second temps, se concentrer sur les régimes spéciaux prévus dans le domaine du DIP[1519]. Pour d'autres, une codification d'ensemble du droit devrait s'imposer. Concernant le contenu, le code visait à corriger les déficiences actuelles du droit international privé, à ressembler un droit fragmenté et à corriger ses lacunes[1520].

616. Réflexions sur les règles spéciales du DIP applicables aux droits de la propriété intellectuelle — Bien que le droit international privé connaît une certaine harmonisation à l'échelle de l'UE, et ceci, depuis une longue date, les spécificités du contentieux des droits de la propriété intellectuelle avaient poussé certains auteurs à proposer des projets de l'harmonisation plus importants que celle déjà prévue par le législateur européen[1521]. C'est, en particulier, des difficultés dans la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle en ligne, liés à la difficile identification du contrefacteur qui sont à l'origine des divers projets spécifiquement dans le domaine de la propriété intellectuelle.

[1517] V. FRANKENSTEIN Ernst, *Projet de code européen de droit international privé*, Leiden : E. J. Brill, 1950.

[1518] FALLON Marc, LEGARDE Paul et POILLOT-PERUZZETTO Sylvaine, *Quelle architecture pour un code européen du droit international privé ?*, Peter Lang, 2012 ; CARLIER Jean-Yves et FRANCQ Stéphanie, *Vers un code européen de droit international privé ? Hommage à Marc Fallon*, Larcier, 2024.

[1519] BERGÉ Jean-Sylvestre, PORCHERON Delphine et VIEIRA DA COSTA CERQUIERA Gustavo, « Droit international privé et droit de l'Union européenne », *Répert. Droit Int. Dalloz*, 2017 pt. 138 et s. .

[1520] *Ibid.* pt. 121 et s.

[1521] TRIMBLE Marketa, « The Extraterritorial Enforcement of Patent Rights », in Heath Ch. (ed.), *Patent Enforcement Worldwide*, Hart Publishing, 2015, p. 585, n° 44.

617. Droit international privé : propositions diverses — Les projets en la matière étaient tout d'abord internationaux. C'est en 2008 que l'Institut du droit américain[1522] a proposé les principes portant sur la juridiction, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice dans les litiges internationaux de propriété intellectuelle[1523]. Les principes proposés portaient sur de concepts juridiques traditionnels adaptés au monde de l'Internet et avaient pour l'objet de favoriser la coordination entre les juridictions. Les principes proposés n'ont pas pour l'objectif de proposer un cadre uniquement applicable aux États-Unis. Ils jouent un rôle d'un instrument de *soft law* destiné à proposer des solutions dans l'ensemble des litiges transnationaux impliquant un élément d'extranéité[1524]. Sur le sol européen, les réflexions avaient été menées par l'institut Max Planck en vue d'apporter un cadre juridique unifié et tenant compte des spécificités des actions en contrefaçon en ligne. En effet, dans ce cadre, les juridictions nationales sont souvent confrontées à des difficultés liées à l'identification du contrefacteur et *in fine* la mise en œuvre effective des droits de propriété intellectuelle. Le fruit de cette réflexion est constitué par un corps des principes portant sur la juridiction, la loi applicable, la reconnaissance l'exécution des décisions adaptées à des enjeux propres à la propriété intellectuelle[1525].

618. Transition — Les propositions visant le droit international privé sont diverses et démontrent une volonté d'aller au-delà du cadre juridique actuel, tantôt pour le simplifier, tantôt pour l'adapter aux enjeux spécifiques liés à la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle. Bien qu'intéressantes, les propositions présentent un intérêt limité à l'aune de la JUB.

B. L'apport limité des propositions à l'aune de la JUB

619. Réponse utile — Les projets mentionnés proposent d'un côté de simplifier et apporter plus de cohérence au cadre juridique de l'UE, d'un autre, d'apporter des spécifiques à des enjeux liés à la mise en œuvre des droits de la propriété intellectuelle. Il est certain qu'une plus grande précision et la simplification du cadre juridique de l'UE seraient bienvenues pour assurer la

---

[1522] The American Law Institute a été fondé en 1923, il est basé en Pennsylvanie.

[1523] American Law Institute, Intellectual Property : Principles governing Jurisdiction, Choice of Law and Judgments in Transactional Disputes, 2008.

[1524] DESSEMONTET François, « Los principios del A merican Law Institute : propiedad intelectual y litigios transfronterizos », *InDret Rev. Para El Anal. Derecho*, 2009.

[1525] European Max Planck Group on Conflict of Laws in IP (CLIP, Conflict of Laws in Intellectual Property: the CLIP Principles and Commentary, 2013.

cohérence du droit. Comme on a pu le relever, spécifiquement dans le domaine du droit des brevets, les questions demeurent en suspens concernant les liens entre les juridictions nationales et des États tiers, en particulier à l'aune de la JUB. On peut rappeler que la JUB fut intégrée à travers un instrument spécifique[1526] dans le cadre du droit international privé de l'UE. Il y a certaines questions sur l'application des dispositions propres à la JUB, qui, on l'espère, seront clarifiées par la CJUE.

620. Réponse insuffisante — Malgré un intérêt certain, il nous semble qu'une éventuelle codification ou une règlementation supplémentaire en la matière n'aura pas d'effet important sur les activités de la JUB. Cette dernière, présente des caractéristiques propres et des enjeux qui lui sont propres, qui ne sont pas pris en considération dans le cadre des projets proposés. Son intégration étant déjà effectuée, et le rôle de la CJUE est clairement établi en la matière. De surcroît, une codification des règles tant générales que spéciales du droit international privé ne présente pas d'une véritable plus-value pour la JUB, qui en tant qu'une juridiction spécialisée dans un domaine spécifique n'a pas à se prononcer sur les questions relatives au statut des personnes, par exemple.

621. Transition — Les propositions de l'harmonisation dans le domaine du droit international privé visent à apporter un cadre juridique cohérent en tenant compte des difficultés pratiques rencontrées dans la pratique. Au vu des spécificités du droit des brevets, il semble que l'apport de ces modifications éventuelles demeure limité. Tel n'est pas, cependant, le cas d'une proposition du Code européen des affaires.

§2 : La proposition du Code européen des affaires

622. Plan — La proposition du Code européen des affaires traitant des nombreux domaines du droit en vue de leur simplification et unification à l'égard des entrepreneurs européens est fortement ambitieuse (**A**). Elle intègre également des droits de la propriété intellectuelle, et envisage la création d'un nouveau titre européen de brevets — le brevet de l'UE. En ce sens, ce projet présente un fort potentiel en vue du rapprochement des droits dans le domaine des brevets

[1526] « Règlement (UE) n °542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n °1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.

et dans le domaine du contentieux (**B**). Néanmoins, le projet ne nous permet pas de clairement établir des liens entre celui-ci et la JUB au vu de son absence dans le projet.

A. Le projet ambitieux

623. Proposition d'un Code européen du droit des affaires — Les réflexions portant sur le Code européen du droit des affaires puisent leurs sources dans la coopération franco-allemande qui date de 1963[1527]. Depuis lors, la coopération n'a cessé de se développer comme en témoigne la signature du Traité d'Aix-la-Chapelle le 22 janvier 2019[1528]. Ce dernier entend davantage élargir les relations entre les deux États en mettant l'accent sur la politique européenne en matière d'économie et de marché de l'emploi qui constitue un pilier nouveau de l'accord[1529]. Dès lors, l'idée principale est de mener des travaux visant à réduire des obstacles juridiques liés à des différences de législations nationales, qui *in fine* conduisent à des coûts d'information et de transaction élevés. Ces dernières, impactent, particulièrement des PME, qui n'ont pas de ressources suffisantes pour pleinement profiter du marché commun. C'est, ainsi, dans cette optique que des travaux communs réunissant les membres de l'Association Henri Capitant avec le soutien de la Fondation pour le Droit Continental, des Barreaux National et des Barreaux de Paris avaient entamé des travaux tendant à une proposition d'un Code européen du droit des affaires[1530]. Ce code a pour l'ambition de proposer un cadre unifié dans l'UE applicable aux principaux domaines du droit des affaires à destination des entrepreneurs dans l'UE[1531]. L'avant-

---

[1527] « Traité de coopération franco-allemande, signé au palais de l'Elysée », 22 janv. 1963, accessible : https://www.ofaj.org/sites/default/files/media/traite-franco-allemand-de-cooperation.pdf, [consulté le 20 août 2024].

[1528] « Le traité sur la coopération franco-allemande d'Aix-la-Chapelle, dit "le traité d'Elysée 2.0" », 22 janv. 2019, accessible: https://www.ofaj.org/sites/default/files/media/traite-aix-la-chapelle.pdf, [consulté le 22 août 2024].

[1529] Art. 1 et 2 *Ibid.*

[1530] Sur la genèse du projet, V. DUPICHOT Philippe, « Un code de droit des affaires pour l'Europe », in *Mélanges en l'honneur du professeur Michel Grimaldi*, Lextenso, 2020, p. 374 ; V. égal. ASSOCIATION HENRI CAPITANT, *La construction européenne en droit des affaires : acquis et perspectives*, LGDJ, Lextenso, 2016 ; MÄSCH Gerald, SCHULZE Reiner et WICKER Guillaume, *Le projet d'un code européen des affaires*, Société de législation comparée, 2020 ; ÖZFIRAT Sirin, « Un grand pas au lieu d'une optimisation lente des détails : En faveur d'un code européen du droit des affaires », sur *Codeeuropéendesaffaires.eu* [en ligne], publié le 22 août 2019, [consulté le 22 août 2024].

[1531] CASSIERS Vincent, « Remedying disunity through the European Code of Business Law », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 618.

projet du Code, publié se septembre 2023 par l'Association Henri Capitant[1532], est ouvert à contribution. Il comporte treize livres traitant respectivement du droit commercial général, du droit du marché, droit du commerce électronique, du droit des sociétés, du droit des sûretés, du droit de l'exécution, du droit de l'insolvabilité, du droit bancaire, du droit des marchés financiers, du droit de la propriété intellectuelle, du droit du travail, du droit des contrats d'assurance et du droit fiscal[1533]. Le droit de brevets est abordé dans le code dans le livre 10[1534]. On peut relever que le Code propose une communautarisation des dispositions de la CBE, la solution qui est bien souhaitable, mais comme on le relèvera, peut se heurter à des oppositions politiques[1535]. La proposition opte pour la création d'un véritable titre de brevet de l'UE[1536]. Dans la partie contentieux, le projet prévoit des règles communes à la propriété intellectuelle avec la règle que les tribunaux nationaux agissent en qualité de tribunaux de l'UE. Dans ce projet, le droit procédural appliqué au contentieux des droits demeure national et des dispositions prévues par l'avant-projet reprennent les acquis de la Directive 2004/48. On peut ainsi déplorer que, pour l'heure, le projet n'intègre pas des acquis relatifs à la JUB.

624. Transition — La proposition du code européen des affaires est une proposition très ambitieuse, certes, elle présente un fort potentiel à l'égard de contentieux des brevets.

B. Le projet à fort potentiel

625. Potentiel — L'avant-projet du code européen des affaires présente un potentiel certain. Au-delà de l'harmonisation annoncée dans de nombreux domaines du droit des affaires, y compris du droit fiscal, qui est régulièrement cité comme une… Dans le domaine des droits de propriété

[1532] V. https://www.henricapitant.org/actions/projet-de-code-europeen-des-affaires-2/ [consulté le 20 septembre 2024].

[1533] Les réactions à l'avant-projets demeurent divisées, certains y sont favorables : VOGEL Louis, « Pour un Code européen des affaires », *D.,* p. 1688, 2018 ; CABRILLAC Rémy, « Un Code européen des affaires, une chance pour la construction européenne », *D.*, p. 1191, 2019 ; Alors que d'autres s'y opposent, V. D'AVOUT Louis, « L'étonnante initiative en faveur d'un code européen des affaires : Libres propos », *JCP G*, n° 21-22, act. 559, 2019 ; D'AVOUT Louis, « La France et l'Allemagne en quête d'un droit des affaires commun. Réflexions sur le développement progressif de l'Europe juridique », *JCP*, n° 22-23, p. 1276, 2019.

[1534] V. Titre II du Livre 10, https://www.henricapitant.org/wp-content/uploads/2023/10/Livre-10-Droit-de-la-propriete-intellectuelle.pdf [consulté le 20 septembre 2024].

[1535] V. *infra* n° 647 et s.

[1536] CASSIERS Vincent, « Remedying disunity through the European Code of Business Law », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 622.

intellectuelle, l'avant-projet apporte une solution permettant de pleinement intégrer le droit des brevets dans le champ du droit de l'UE. Dans la partie contentieux, l'avant-projet reprend, pour l'instant, les acquis de la directive 2004/48. Néanmoins, il est parfaitement envisageable que celui-ci aille plus loin que celle-ci, en particulier en vue d'apporter des définitions des mesures intégrant la jurisprudence de la CJUE, ainsi que préciser le cadre applicable à la mise en œuvre des mesures. Plus spécifiquement, de définir les éléments à prendre en considération par le juge dans la mise en œuvre du principe de la proportionnalité.

626. Incertitudes — À ce jour, l'avant-projet est ouvert à la consultation, il va certainement évoluer au fil des prochains mois. Une telle évolution est souhaitable pour y intégrer la JUB. Le nouveau brevet de l'UE sera-t-il soumis à la compétence des juridictions nationales spécialisées, comme pour d'autres titres unitaires ou bien à la JUB ? Va-t-il se confondre avec le brevet européen à effet unitaire, ou bien va-t-il constituer un quatrième titre mis à disposition pour les titulaires des droits ? Une « européanisation » de l'OEB est-elle une alternative réelle ? L'avant-projet entend garder des compétences actuelles des offices et des juridictions spécialisées. Néanmoins, en matière de brevets, quelle que soit l'évolution elle ne sera pas comparable à celle des titres déjà unifiés. À notre avis, une harmonisation, en amont, en matière des brevets serait souhaitable pour mettre le droit des brevets à un degré d'un titre unitaire comme les autres droits de la propriété industrielle. De même, les dispositions portant sur le contentieux doivent nécessairement aller plus loin qu'un simple rappel de la Directive 2004/48. La consécration du code européen pourrait justement servir d'une opportunité pour clarifier les points suscitant le plus des doutes actuellement. En tout état de choses, il est primordial d'intégrer la JUB dans le projet du code comme une juridiction exclusivement compétente pour connaître le contentieux d'éventuel brevet de l'UE, qui, de préférence, devrait pouvoir se confondre avec le brevet européen à effet unitaire.

627. Environnement politique favorable — Le projet du code européen des affaires depuis quelques années est régulièrement cité par les instances européennes comme un moyen pour parvenir à un renforcement du cadre juridique de l'UE[1537]. Concrètement, dans le livre blanc de 2017, la Commission précise que ce code doit aider « les entreprises de toutes tailles à exercer

[1537] V. scénario 3, « Livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Réflexions et scénarios pour l'UE-27 à l'horizon 2025 », Bruxelles, le 1.3.2017, COM(2017) 2025 final.

facilement leurs activités au-delà des frontières »[1538]. En 2024, l'ancien Président du Conseil des ministres italien, M. Enrico Letta, a présenté son rapport sur l'avenir du marché commun. Il y relève « nous pouvons penser qu'un Code européen du droit des affaires constituerait une étape transformatrice vers un marché unique plus unifié, offrant aux entreprises un 28e régime pour opérer au sein du marché unique. Il s'attaquerait directement à la mosaïque actuelle de réglementations nationales et la surmonterait, agissant comme un outil clef pour libérer tout le potentiel de la libre circulation au sein de l'Union »[1539]. Mme Ursula von der Leyen, dans ses orientations politiques s'était largement inspiré du rapport Letta et l'avait également repris dans ses lignes directrices la volonté de faciliter l'activité des entreprises et celle d'approfondir le marché unique. Pour y arriver, elle prévoit de « simplifier, consolider et codifier la législation afin d'éliminer les éventuels chevauchements et contradictions, tout en maintenant des normes élevées »[1540]. Cet environnement politique favorable est un facteur clé permettant à ce projet, fortement ambitieux, d'aboutir. Il nous semble, toutefois, que dans le domaine des brevets, à l'occasion d'une telle réforme d'ampleur visée par l'avant-projet, il est peu probable que les institutions européennes s'accordent à créer un titre unifié et prévoir une « européanisation de l'OEB ». La réforme du droit des brevets devrait être réfléchie à part, en tenant compte de ses spécificités et des complexités actuelles déjà présentes dans le système. Une création d'un nouveau titre ne semble pas être une voie de clarification, bien au contraire, elle pourrait davantage complexifier le système. Nous soutenons que l'UE devrait entrer dans le système unitaire à travers une règlementation de son droit matériel qui sera directement applicable à la JUB ainsi que par une règlementation de contentieux, déjà amorcée par la Directive 2004/48.

[1538] *Ibid.*, p. 21.

[1539] LETTA Enrico, « Much more than market - Speed, Security, Solidarity. Empowering the Single Market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU Citizens », 2024 p. 10 et 107-109.

[1540] VON DER LEYEN Ursula, « Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024-2029 », 2024, p. 8.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

628. Travaux divers — Comme en démontrent les travaux menés depuis plus de trente ans, il existe un intérêt et la volonté d'aller plus loin dans le rapprochement des droits tant du côté du droit international privé, que du droit de la procédure civile. De plus, depuis quelques années, les réflexions sont menées afin de codifier le droit européen des affaires.

629. Évolution à droit constant — En ce qui concerne le droit de procédure civile et le droit international privé, nous avons pu relever que le cadre juridique de l'UE actuel, certes éparpillé, demeure assez riche. Les propositions visant sa codification semblent reprendre les acquis déjà existants pour créer un code reprenant des règles procédurales minimales pour le droit de procédure civile, ou bien d'un code reprenant des acquis actuels visant à écarter les répétitions et veiller à leur plus grande accessibilité pour le droit international privé. Ces réflexions doivent être encouragées, mais à l'aune de la JUB, il s'avère qu'elles ne vont pas changer drastiquement le rôle de la CJUE en la matière. Ce rôle est déjà présent, que ça soit à travers la Charte DFUE ou bien les Règlements du droit international privé. Une codification ne va pas substantiellement évoluer ce rôle, elle pourrait cependant garantir une meilleure lisibilité du droit de l'UE.

630. Évolution (trop) ambitieuse — S'agissant du droit européen des affaires, l'avant-projet du code prévoit, parmi plusieurs d'autres domaines du droit, des dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle. Les titres déjà unifiés par le droit de l'UE, s'y trouvent intégrés et le cadre de la codification s'inscrit dans le droit constant. Cependant, en matière des brevets, l'avant-projet suggère de vraies innovations. D'un côté, une création d'un titre de brevet de l'UE, d'un autre côté, l'européanisation de l'OEB. Il s'agit des propositions très ambitieuses qui semblent, malheureusement, encore trop précipitées par rapport aux évolutions du droit des brevets dans l'UE. À notre avis, une évolution plus douce et propre aux droits des brevets devait être menée en amont pour ensuite être intégrée dans le code européen des affaires. En tout état de cause, le ce projet devrait intégrer la JUB dans sa construction. Une création d'un double contentieux parallèle entre la JUB et les juridictions nationales serait plus que contre-productive.

631. Insuffisance d'évolution : une nécessaire révolution — La construction de la JUB postule et nécessite un rapprochement des droits beaucoup plus poussé que ce proposés par des spécialistes du droit international privé, des praticiens du droit des affaires ou bien des spécialistes du droit de procédure civile. La JUB, en réalité, propose déjà une procédure unifiée et en elle-

même peut être une source d'inspiration sur les principes retenus et la manière dont des règles de procédure sont appliquées. Elle dispose des compétences techniques pour faire face au contentieux des brevets et une révolution devrait prévoir une entrée plus large de la CJUE dans le cadre de l'interprétation du « paquet brevet unitaire ».

Chapitre 2 : Les propositions de l'harmonisation verticale

632. Continuité — L'harmonisation verticale, à savoir applicable aux droits de la propriété intellectuelle, s'inscrit dans la lignée des rapprochements des droits nationaux en la matière déjà bien établis. En ce sens, ces propositions constituent un continuum des interventions du législateur européen. Ces interventions, en particulier, en matière des brevets, avaient été fortement suggérées[1541] à l'aune des discussions et de la période d'attente liée à l'entrée en vigueur de la JUB. Le renforcement du rôle de l'UE a été à ce titre souvent souligné[1542].

633. Choix d'un règlement — Dans ce chapitre nous envisageons des rapprochements uniquement par le biais des règlements européens. Ce choix est justifié par le fait que les règlements revêtent une portée générale, sont obligatoires dans tous leurs éléments et sont directement applicables dans tous les États membres de l'UE[1543]. Il s'agit à notre avis d'une solution plus appropriée qu'une directive, dont l'exemple du contentieux des droits de la propriété intellectuelle avait bien démontré les limites.

634. Plan — Du point de vue de l'analyse verticale, l'harmonisation peut être envisagée à deux niveaux soit elle peut se cantonner au contentieux des droits des brevets (**Section 1**), ou bien, englober l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle, on parlera ainsi de la règlementation dans la lignée de la directive 2004/48 (**Section 2**).

Section 1 : L'harmonisation propre au droit des brevets

635. Plan — En tenant compte des spécificités de l'appréhension du droit des brevets par le droit de l'UE, il est envisageable de prévoir une harmonisation du droit des brevets, tant dans son acception matérielle que procédurale (**§1**). Cette proposition certes, fortement ambitieuse, aurait pu rétablir quelque peu un équilibre dans le système[1544]. Il existe, également, une variante s'inscrivant dans la lignée de l'approche entreprise par la JUB, à savoir le maintien de *statu quo*

[1541] JAEGER Thomas, « Reset and Go », *IIC,*48, 2017, p. 279.
[1542] CHIARINY Anne-Catherine et DHENNE Matthieu, « La juridiction unifiée du brevet : le mirage du droit des brevets ? », *Dalloz IPIT*, 2021, p. 446.
[1543] Art. 288 de « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée) », JO C326, 26.10.2012, pp. 47-390, p. 171-172.
[1544] CHIARINY Anne-Catherine et DHENNE Matthieu, *op. cit.*, p. 446 et s.

en ce qui concerne le droit matériel, tout en harmonisant le droit procédural appliqué aux contentieux des brevets (**§2**).

§1 : Le règlement européen applicable au droit des brevets

636. Plan — La proposition d'un règlement propre au droit des brevets, qui s'inscrit dans la lignée du Règlement de marques de l'UE, serait souhaitable (**A**). Elle demeure, toutefois, ambitieuse et l'entrée en vigueur de l'AJUB a une implication sur la complexification liée au règlement proposé (**B**).

A. La proposition souhaitable

637. Plan — La proposition d'un règlement applicable au droit des brevets poursuit des motivations diversifiées (**1°**) et les contours de sa concrétisation demeurent à définir (**2°**).

1° Les motivations diversifiées

638. Mise à l'écart du droit des brevets — Parmi les droits de la propriété industrielle, le droit des brevets est le seul droit qui n'avait pas connu une harmonisation à travers un titre unifié de l'UE. Le droit des marques, des dessins ou modèles, des obtentions végétales ou des indications géographiques connaît des règles unifiées et harmonisées à l'échelle de l'UE. Cette mise à l'écart est paradoxale compte tenu du fait qu'elle s'accompagne d'un système juridictionnel propre, contrairement aux titres unifiés pour lesquels le législateur européen s'était contenté des juridictions nationales spécialisées[1545]. Par ailleurs, de longue date, la doctrine proposait une inspiration des titres de propriété industrielle existant pour le droit des brevets[1546].

639. Véritable titre unifié en matière des brevets — Pour assurer une meilleure accessibilité du système, un seul système devrait être mis en place, comme partout dans le

[1545] Pour une analyse critique de la création de la juridiction spécialisée en droit des brevets soulignant son éventuel impact limité sur l'harmonisation du droit de l'Union européenne, V. SMITS Jan M. et BULL William, « The Europeanization of Patent Law: Towards a Competitive Model », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 46-47.
[1546] WALICKA Dominika, « The Community Trademark and the Community Design - An Example to Follow? », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 29-37.

monde[1547]. À ce jour, l'absence de règles matérielles communes au sein de l'UE en matière des brevets constitue une difficulté première dans toute initiative d'harmonisation de ce droit. L'harmonisation du droit matériel facilite le rapprochement en matière de procédure. L'une étant une étape préliminaire, par rapport à l'autre. Le droit des brevets sous cet angle ne connaît pas du régime similaire à celui des titres unitaires, comme les marques de l'UE ou des dessins et modèles de l'UE. Le rapprochement des législations en matière du droit substantiel des brevets se limite à des domaines bien spécifiques, comme la biotechnologie[1548], les médicaments vétérinaires[1549], les obtentions végétales[1550], les dispositions relatives au certificat complémentaire de protection[1551]. Or, comme il a pu être souligné par un auteur, « la mobilité des biens intellectuels est ralentie par l'absence de brevet de l'Union, c'est une entrave à une meilleure intégration des programmes de transferts de technologies interne à l'Union »[1552].

640. « Paquet brevet unitaire » — Le Règlement relatif au brevet à effet unitaire[1553] ne contient que de règles générales portant en amont sur le régime similaire du point de vue matériel du brevet européen et du brevet européen à effet unitaire. Le choix d'éviction du droit matériel des brevets du champ de compétence de la CJUE était politique[1554]. Certains États membres de l'UE, en particulier le Royaume-Uni, espérant ne pas introduire le droit des brevets dans le périmètre du droit de l'UE avaient mis la pression pour déplacer les articles relatifs au droit matériel du Règlement européen à l'AJUB. Une telle décision mène à la mise à l'écart de la CJUE, qui ne peut se prononcer que sur les questions relatives aux droits des brevets qui sont présents

---

[1547] VAN POTTELSBERGHE Bruno et PETIT Elise, « Designing an Effective and Coherent Patent System for the EU: The Way Forward », in Geiger Ch. (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 112.

[1548] « Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ L 213, 30.7.1998, p. 13–21.

[1549] « Directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires », JO L 311 du 28.11.2001, p. 1–66.

[1550] « Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales », JO n° L 227 du 01/09/1994 p. 0001 - 0030.

[1551] « Règlement (CE) n° 469/2009 du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments », OJ L 152, 16.6.2009, p. 1–10.

[1552] BINCTIN Nicolas, « L'ambition : Le brevet de l'Union européenne », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 25.

[1553] « Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

[1554] V. *supra* n° 490.

dans le droit de l'UE. L'interprétation de l'Accord intergouvernemental conclu par les États membres de l'UE échappe à sa compétence. L'absence des règles matérielles communes est souvent mentionnée comme un vice-principal de la construction de la JUB et du brevet européen à effet unitaire. Nombreux auteurs se sont prononcés en faveur d'un titre de brevet de l'UE, à l'instar de celui de marque de l'UE. Certains soulignent qu'un tel titre pourrait renforcer la construction communautaire[1555].

641. Transition — Une mise en place d'un titre unifié accompagné d'un contentieux centralisé est l'objectif affiché depuis des années 80. Sa réalisation est, en théorie, envisageable.

2° La réalisation proposée

642. Obstacle à surmonter — Le principal obstacle à surmonter dans le cadre de l'harmonisation européenne du droit des brevets est la définition et répartition des rôles respectifs de l'UE et de l'OEB. Comme il a. pu être relevé, « à notre avis, l'UE ne peut donc prendre le risque d'ouvrir une brèche dans le marché intérieur qu'à la condition que le système de règlement des litiges soit plus simple et plus efficace. Or, cette condition est difficile à satisfaire et aucune des options envisagées n'est parfaitement convaincante, notamment au regard des rapports avec l'OEB »[1556]. En effet, « le succès de l'entreprise OEB est d'autant plus frappant lorsqu'on le compare à l'échec de l'Europe à créer une cour européenne des brevets — que ce soit une cour de l'UE ou tout autre type de cour supranationale »[1557]. Tout règlement européen en matière des brevets devra donc trouver une solution de conciliation entre les pouvoirs respectifs de l'OEB et de l'UE.

643. Proposition 1 : **Adhésion de l'UE à la CBE** — Il est envisageable que l'UE adhère à la CBE. L'adhésion de l'UE à des instruments internationaux n'est pas nouvelle. La seule difficulté rencontrée dans ce scénario est la reconnaissance de la jurisprudence des chambres de

---

[1555] BINCTIN Nicolas, « Pour un Code communautaire de la propriété intellectuelle », in *Droits de propriété intellectuelle. Liber amicourun Georges Bonet*, p. 59.

[1556] LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Rev. UE,* 2012, p. 269.

[1557] Notre traduction. CItation originale: The success of entreprise EPO is all more striking when compared with the failure of Europe to produce a European patent court - either as an EU court or any other kind of supra-national court. JACOB Robin, « The Perfect Patent Court », in in Kur A., Luginbühl S. et Waage E. (ed.) *« ... Und sie bewegt sich doch! »: patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 313.

recours de l'OEB par l'UE. C'est ce point qui peut poser des difficultés à l'UE, compte tenu du fait que l'OEB est un organe international indépendant. Une telle solution permettrait d'apporter un cadre unifié au droit substantiel et pourrait être suivie par le contentieux déjà présent devant la JUB qui désormais aurait appliqué le droit matériel pleinement harmonisé entre l'OEB et l'UE. Elle pourrait bénéficier de concours de la CJUE dans le cadre de son interprétation.

644. Proposition 2 : système unifié — La deuxième proposition porte sur le remplacement du système fragmenté par un système unifié. C'est une solution la plus évidente du point de vue de l'UE, qui aurait le monopole d'interprétation des règles applicables aux brevets. Cette solution s'inspire des droits unitaires. Ceci implique une différenciation entre les brevets de l'UE et les brevets traditionnels européens basés sur la CBE. Mais il est possible d'envisager cela, même avec l'implication de l'OEB. On peut rappeler que les marques sont délivrées par l'EUIPO, l'office de l'UE, les appels concernant les décisions sur l'enregistrement/opposition à l'enregistrement délivré par l'EUIPO sont formés devant les chambres de recours de l'EUIPO. Ensuite, devant le TUE et puis CJUE. Après l'enregistrement, les décisions concernant les marques de l'UE sont traitées par des tribunaux désignés dans chaque État membre, ces tribunaux peuvent former des renvois préjudiciels auprès de la CJUE[1558]. Le système des marques ou de dessins et modèles de l'UE a déjà fait ses preuves, est simple et apprécié des usagers[1559]. Il est à noter que les deux systèmes divergent concernant leur étendue géographique[1560]. Or, dans le domaine des brevets, la création d'un titre similaire à ceux des marques ou dessins et modèles pourra susciter des interrogations sur son articulation avec la JUB. À supposer que le titre soit déposé auprès de l'OEB, il faudrait prévoir une compétence exclusive de la JUB pour pourvoir son contentieux. Cela amène à l'interrogation supplémentaire, celle de l'articulation d'un éventuel titre nouveau avec les titres déjà existants. Une chose est claire, toute future réforme dans le

[1558] JÄÄSKINEN Niilo, « The Future of European Intellectual Property Law Courts », in Pila J., Ohly A. (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 218.

[1559] KUR Annette, « An Improved EU Trademark System? – Comments on a EU Trademark Inspired Alternative to the UPC System », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 576 ; DE LANGE Douwe, « EU patent harmonization policy », *JIPLP,* 16, 2021, p. 1089.

[1560] KUR Annette, *op. cit.*, p. 579.

domaine des brevets devra avant tout apporter une simplification. Le système actuel se caractérise déjà par un degré de complexité élevé.

645. Proposition 3— L'AJUB comme un règlement UE[1561] — Ce projet porte sur l'intégration de l'ensemble des règles prévues dans l'AJUB dans l'ordre de l'UE. La CJUE pourrait bénéficier, ainsi, de pleine compétence, pour pouvoir l'interpréter. La JUB serait vue comme la juridiction spécialisée en vertu de l'art. 257 TFUE et financée du budget de l'UE. L'entrée de la CJUE par le biais d'un instrument déjà existant semble être une solution la plus simple dans la mesure où elle permet de conserver les pouvoirs actuels des institutions concernées.

646. Transition — Différentes options sont envisageables quant au renforcement du rôle de la CJUE à travers un règlement européen applicable aux brevets dans son volet substantiel et procédural. Il n'en demeure pas moins qu'il s'avère que ces propositions sont trop ambitieuses compte tenu du contexte politique présent dans le domaine des brevets.

B. La proposition (trop) ambitieuse

> « Les initiatives proposant le remplacement de la JUB par un autre système véritablement unitaire ont peu de chance d'aboutir à ce stade avancé d'une lutte de plusieurs décennies si les changements juridiques qu'elles impliquent atteignent un niveau de complexité qui rend improbable un processus de décision rapide et facile »[1562]

647. Proposition souhaitable, mais improbable — Force est de reconnaître que le cadre juridique portant sur les deux volets du droit des brevets, le volet substantiel et procédural, constituerait une proposition idéale du droit de vue du droit de l'UE. Cette intégration du droit des brevets par le biais d'un règlement européen demeure « improbable » en raison des considérations politiques. On peut rappeler que la mise en écart du droit de l'UE était volontaire de la part des États membres[1563], il est peu probable que des discussions pourraient reprendre en

[1561] DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, « How to straighten up the shaky foundations of the unitary patent system: Piercing the non-EU bubble and reintegrating the UPC within the EU judiciary? », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 541-542.
[1562] KUR Annette, *op. cit.*, p. 590.
[1563] *Ibid.*, p. 585-586.

ce sens[1564]. Il est difficile de revoir la structure actuelle des brevets européens. De surcroît, une intervention européenne à l'aune de la JUB risque d'apporter davantage de confusions si un système parallèle, propre à l'UE était proposé. On peut dès lors déplorer des propositions déjà formulées par des institutions européennes en matière des BEN qui visent à confier un rôle d'administrateur des BEN à l'EUIPO, un autre organe qui désormais aura un rôle dans le domaine des brevets.

648. Recherche des solutions plus réalistes — Malgré ces obstacles, on peut noter que les rapprochements dans le domaine des brevets avec la JUB sont bien présents et importants. Il convient à ce jour de privilégier des solutions qui peuvent apporter une réponse relativement rapide et complémentaire à la JUB, en tenant compte des acquis internationaux déjà présents. En effet, l'OEB constitue un office avec une renommée et la délivrance des brevets de très haute qualité. La JUB a vocation à devenir une voix unie et rapide dans le domaine du contentieux des droits des brevets. Les réflexions sur l'adhésion de l'UE dans le système déjà performant sont beaucoup plus réalistes que celles qui visent la création d'un titre de toute pièce.

649. Transition — Une des possibles solutions pourrait être un règlement applicable au contentieux des brevets

§ 2 : Le règlement européen applicable au contentieux du droit des brevets

650. Entre le souhaitable et le possible — Quand le souhaitable est difficilement atteignable, il convient de s'intéresser à ce qui est possible[1565]. Or, à défaut d'une harmonisation complète des droits des brevets sous l'égide de l'UE, on pourrait envisager une première harmonisation propre au contentieux des brevets. L'idée étant d'harmoniser le droit procédural appliqué tant par les juridictions nationales des États membres de L'UE que la JUB. Dans le second temps, cette harmonisation pourrait être suivie d'une harmonisation du droit substantiel.

[1564] DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, *op. cit.*, p. 542.

[1565] Expression utilisée dans l'article suivant : WARUSFEL Bertrand, « Juridiction européenne des droits de propriété intellectuelle : entre le souhaitable et le possible », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 95-106.

651. Plan — Cette proposition met en valeur la pratique de la JUB (**A**). Elle peut être réalisée de deux manières différentes (**B**), qu'on va traiter successivement l'une après l'autre.

A. La proposition réaliste mettant en valeur la pratique de la JUB

652. Proposition réaliste — Dans la mesure où le contentieux des droits de propriété intellectuelle connaît déjà une première harmonisation minimale, envisager un règlement européen qui va plus loin que la Directive 2004/48 est parfaitement envisageable et ne se heurte pas à des considérations en lien avec les pouvoirs de l'OEB et de l'UE. Or, l'OEB n'a pas des compétences en matière de contentieux des brevets qu'il délivre.

653. Pratique de la JUB — Des propositions d'une harmonisation en matière du contentieux peuvent mettre en valeur la pratique de la JUB, qui en application des règles de procédure qui retrouvent leur base dans le droit de l'UE. Par ailleurs, une haute expertise en matière des brevets pourrait être mise en valeur dans le cadre des contentieux nationaux des brevets. Or, mis à part des quatre États membres principaux qui connaissent le contentieux des brevets (Allemagne, France, Italie, Pays-Bas), les autres États membres ont une pratique limitée de ce domaine. Une harmonisation du contentieux des brevets pourrait leur permettre d'avoir une base d'inspiration pour traiter les litiges nationaux.

654. Panacée pour des problèmes du contentieux des brevets actuels — Les problèmes liés au forum shopping, les coûts et complexités du contentieux n'ont pas tous trouvé de réponse dans le « paquet brevet unitaire ». On note qu'une harmonisation des règles de contentieux applicable aux brevets pourrait y remédier. En particulier, elle pourrait favoriser l'absence de forum shopping entre les juridictions nationales et la JUB et une stabilité de la jurisprudence en la matière. En particulier, l'absence de décalage entre le contentieux dans les États membres contractants et non contractants. Ce qui pourrait être particulièrement bénéfique au jour des nouvelles ratifications, où à la fois les juges et les praticiens des États membres qui rejoignent le système unitaire pourraient déjà connaître des règles appliquées par la JUB.

655. Transition — Les propositions de l'harmonisation à travers un règlement des règles applicables au contentieux des brevets peuvent prendre des formes différentes.

B. La proposition envisageable dans deux variantes

656. Plan — Le règlement régissant le contentieux des brevets dans son volet procédural pourrait prendre deux formes, soit il s'agira d'un instrument harmonisant les notions essentielles de procédure applicable au contentieux des brevets (**1°**), soit une procédure unifiée du droit de l'UE, régissant l'ensemble de la procédure relative au contentieux des brevets (**2°**).

1° L'option 1 : Le Règlement portant sur les notions essentielles

657. Fondement — Une harmonisation à travers un Règlement européen en matière du droit processuel appliqué aux brevets ne va pas de soi à premier abord. Du point de vue juridique, une telle harmonisation serait possible, en recourant à l'article 118 du TFUE[1566]. Elle pourrait constituer un ancrage solide au droit de l'UE et poser une première pierre à l'édifice de l'harmonisation du droit des brevets à l'échelle de l'UE. Il s'agirait ainsi d'une harmonisation partielle, qui pourrait conduire à une harmonisation du droit matériel par la suite.

658. Définition des notions — Du point de vue substantiel, un tel Règlement pourrait contenir de dispositions relatives aux termes découlant de la procédure. En particulier, consacrer les notions déjà précisées par la CJUE et l'élargir à des notions bien connues du droit des brevets, mais qui connaissent des interprétations divergentes devant les juridictions nationales. En particulier, ce règlement pourrait détailler, à l'instar de l'AJUB, des critères de l'appréciation de la proportionnalité des mesures à destination du juge.

659. Avantages — Le Règlement européen propre aux contentieux des brevets permettrait avant tout d'unifier les termes procéduraux devant l'ensemble des juridictions, tantôt nationales, tantôt la JUB. Une telle unification aurait permis l'absence de tout conflit d'interprétation entre les juridictions ainsi que tout risque de forum shopping. On peut cependant se demander si une telle unification ne se fera pas progressivement sans que le législateur européen n'y intervienne.

[1566] « Dans le cadre de l'établissement ou du fonctionnement du marché intérieur, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, établissent les mesures relatives à la création de titres européens pour assurer une protection uniforme des droits de propriété intellectuelle dans l'Union, et à la mise en place de régimes d'autorisation, de coordination et de contrôle centralisés au niveau de l'Union.
Le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, établit, par voie de règlements, les régimes linguistiques des titres européens. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen. »

On peut, en effet, supposer que la pratique des juges multinationaux de la JUB aura pour effet naturel une certaine unification de l'approche à l'égard du contentieux des brevets[1567].

660. Prise en compte des spécificités des brevets — S'agissant de la spécialisation en droit des brevets, le règlement potentiel pourrait prendre en considération les spécificités de la matière, en mettant l'accent, par exemple, sur la présence des juges techniques, de dispositions spécifiques en matière d'expertise, ou bien, de dispositions spécifiques en matière de la saisie-contrefaçon tenant compte de la technicité de la matière. Un tel développement législatif s'inscrirait également dans la lignée de dispositions procédurales prévues dans le RPJUB et ainsi elles entreraient dans leur intégralité dans le cadre du droit de l'UE. Cette approche, toutefois, présente un désavantage principal qui est une potentielle contrariété avec d'autres textes applicables aux contentieux des droits de la propriété intellectuelle, comme le Paquet Marques. Imaginons ainsi un contentieux impliquant une marque de l'UE et un brevet national, le juge serait potentiellement amené d'appliquer les dispositions procédurales différentes selon le titre en cause.

661. Transition — En somme, le Règlement européen en droit processuel des brevets puise paraître comme une solution trop spécifique et conduire à une plus grande fragmentation du droit qui n'est pas souhaitable. Toutefois, une évolution du droit de l'UE tendant à instituer de procédures simplifiées dans le cadre de l'UE puisse offrir une alternative intéressante au Règlement spécifiquement dédié au droit des brevets.

2° L'option 2 : Le Règlement portant sur la procédure du droit de l'UE

662. Procédures du droit de l'UE — Le droit de l'UE depuis un certain nombre d'années connaît de développements en matière de procédures du droit de l'UE, p. ex. une procédure européenne d'injonction de payer[1568], une procédure relative à l'exécution des créances incontestées[1569] ou bien une procédure européenne de règlement des petits litiges[1570]. La création

[1567] V. supra, n° 536 et s.

[1568] « Règlement (CE) n o 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer (texte consolidé du 14 juin 2017) », OJ L 399, 30.12.2006, p. 1–32.

[1569] « Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », JO L 143 du 30.4.2004, p. 15–39.

[1570] « Règlement (CE) N° 861/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (texte consolidé du 14 juin 2017) », OJ L 199, 31.7.2007, p. 1–22.

des procédures européennes s'apparente comme une troisième strate dans le développement du droit processuel de l'UE. Ce droit, en effet, en premier lieu, repose sur des instruments visant à favoriser la coopération entre les juridictions nationales en matière de la reconnaissance des décisions[1571] ou plus spécifiquement en matière des preuves[1572]. Ensuite, la deuxième étape de rapprochement est marquée par des textes de l'UE qui contiennent certaines dispositions procédurales, qui doivent être interprétées de manière uniforme dans l'ensemble des États membres. Un exemple déjà mentionné est la Directive 2004/48, qui dans les limites de son champ d'application a pour l'objectif le rapprochement des pratiques nationales. Ce rapprochement est circonscrit ainsi dans le cadre d'application du principe de subsidiarité et d'effectivité du droit de l'UE. Les procédures simplifiées constituent un exemple de la troisième étape de rapprochement, en proposant un cadre juridique entièrement prévu dans le cadre du droit de l'UE.

663. Application au contentieux des brevets — Dans la même lignée des procédures simplifiées déjà existantes, on pourrait imaginer une procédure simplifiée visant le contentieux des brevets, p. ex. une procédure simplifiée visant de mesures d'interdiction provisoires ou bien la déclaration de la non-contrefaçon. Des procédures simplifiées offrent un cadre juridique unifié garantissant la facilité et la rapidité aux justiciables. Ces deux facteurs sont, bien entendu, au cœur des préoccupations des titulaires des brevets. L'avantage de telle solution serait une application directe d'une telle procédure unifiée aussi bien devant la JUB que devant les juridictions nationales.

664. Transition — Il s'agit de la solution qui s'intègre parfaitement dans le paysage du droit de l'UE actuellement établi. Il s'agit cependant d'une proposition très (voire trop) ambitieuse. Pour cette raison, on peut également envisager une harmonisation propre aux droits de la propriété intellectuelle.

[1571] V. notamment « Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

[1572] « Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », JO L 174 du 27.6.2001, p. 1–24.

Section 2 : L'harmonisation propre aux droits de la propriété intellectuelle

665. Plan — Une autre variante d'un projet de règlement est celle qui s'inscrit dans la lignée de la Directive 2004/48 et s'applique à l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle (**§1**). On peut également envisager une autre variante, le règlement qui s'applique exclusivement aux droits de propriété industrielle (**§2**). Ce Règlement permettrait une plus grande cohérence entre les différents instruments européens applicables aux droits de la propriété industrielle.

§1 : Le Règlement dans la lignée de la Directive 2004/48

666. Motivations : simplicité — Comme démontré, une harmonisation du droit processuel cantonné au seul contentieux des brevets peut s'avérer trop spécifique et difficile à combiner avec de textes existants. Il est, dès lors, plus judicieux de s'interroger sur une harmonisation dans une acception plus large englobant les droits de la propriété intellectuelle. Une telle harmonisation s'inscrirait ainsi dans la lignée de la Directive 2004/48 qui, elle aussi, s'applique à l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, c'est une proposition qui s'inscrit dans la lignée de la volonté du législateur européen pour qui la Directive 2004/48 était le premier pas de rapprochement des législations nationales avant une harmonisation plus poussée par le biais d'un règlement européen.

667. Forme proposée — Elle pourrait ainsi prendre la forme d'un Règlement qui aurait consacré les règles déjà présentes dans la Directive 2004/48 y compris celles relatives au droit processuel. Cette fois-ci avec de règles applicables telles quelles en évitant les dérives liées à l'application de la Directive[1573]. Ici on pourrait songer à un Règlement qui s'apparenterait à un Code commun applicable au contentieux des droits de la propriété intellectuelle. Faute d'une harmonisation uniforme des différents droits de la propriété intellectuelle, une harmonisation du droit processuel pourrait constituer « une colonne vertébrale[1574] » des droits de la propriété intellectuelle dans le cadre du droit de l'UE. Il pourrait également s'agir *a minima* d'une nouvelle version de la Directive 2004/48 dont les discussions sont déjà amorcées depuis quelques années.

[1573] V. *supra,* n° 407 et s.

[1574] Expression utilisée par M. Franck Macrez, Maître de conférences et Directeur du Laboratoire de recherche du CEIPI, lors de Colloque du CEIPI, EFB et Centre Paul Roubier, Colloque 30 ans du Code de la propriété intellectuelle, 1er juillet 2022.

668. Avantages de la proposition — Une telle proposition présente de nombreux avantages. Elle s'inscrit dans une lignée des évolutions du droit déjà amorcées. Actuellement, l'ensemble des droits nationaux est conforme (ou bien est censé — toute non-conformité avec la Directive constitue une violation du droit de l'UE) être conforme aux dispositions de la Directive 2004/48. Elle est également une garante de la cohérence du droit appliqué aux différents contentieux des droits de la propriété intellectuelle, par exemple, si plusieurs droits étaient invoqués. Le règlement ainsi construit serait directement applicable devant la JUB, en vertu de la hiérarchie des normes et la CJUE pourraient avoir un contrôle sur l'application des mesures. Les renvois préjudiciels pourraient prendre forme des questions plus concrètes et des réponses claires de la part de la CJUE.

669. Inconvénients de la proposition — Comme chaque proposition, celle-ci présente quelques inconvénients. Elle prime une approche globale portant sur l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle alors que la jurisprudence de la CJUE a permis de démontrer que la logique des droits d'auteur diffère de celle des droits de la propriété industrielle.

670. Transition — Des propositions qui s'appliqueraient aux droits de la propriété intellectuelle s'inscrivent dans la lignée des projets d'un Code communautaire de la propriété intellectuelle qui continue à être mentionné par la doctrine[1575]. Un tel code « pourrait proposer une série de sanctions, civiles et pénales, unifiées et adaptées à la place de la propriété intellectuelle dans l'Union européenne »[1576]. Il existe une variante plus réduite de ce projet, qui envisage l'application uniquement aux droits de la propriété industrielle.

§2 : Le Règlement dans la lignée des acquis en matière de la propriété industrielle

671. Solution cohérente avec le développement du droit de l'UE — Le règlement similaire à celui envisagé précédemment, mais qui ne s'applique pas aux droits de la propriété littéraire et artistique vise d'un côté à s'inscrire dans les évolutions du droit de l'UE qui prévoit d'ores et déjà des titres unitaires en matière des droits de propriété industrielle avec des règles portant sur le

[1575] BINCTIN Nicolas, « L'ambition : Le brevet de l'Union européenne », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 26.
[1576] *Ibid.*

contentieux qui y sont propres[1577]. Tel n'est pas le cas de la propriété littéraire et artistique où les développements ne sont pas au même niveau de l'harmonisation. De même, au niveau de contentieux, le droit d'auteur présente certaines spécificités comme un rôle important des intermédiaires techniques ou bien des règles spécifiques à certains titulaires des droits que les droits de la propriété industrielle ne connaissent pas.

672. JUB vue comme une juridiction nationale — On peut rappeler que les titres de propriété industrielle, autres que les brevets, sont soumis à la compétence des juridictions nationales spécialisées[1578]. Or, le droit des brevets désormais dispose d'une juridiction supranationale propre, qui est tenue d'appliquer le droit de l'UE au même titre que toute autre juridiction nationale.

673. Avantage : cohérence du droit de l'UE — Un règlement propre aux droits de la propriété industrielle permettrait d'assurer une cohérence du droit de l'UE, en particulier, dans le cadre des futurs changements législatifs. On voit aujourd'hui que des instruments nouveaux multiplient des règles applicables à la procédure, au final, on se retrouve avec les mêmes notions de procédure éparpillées dans des instruments variés ce qui nuit à une lisibilité et la cohérence du droit de l'UE. Les propositions du règlement dédié exclusivement aux droits de propriété industrielle permettent également de prendre en considération dans le contentieux le volet commercial des droits de propriété industrielle. Les droits d'auteur, en effet, se caractérisent par une plus grande subjectivité et l'absence de titre de propriété.

[1577] WARUSFEL Bertrand, « Juridiction européenne des droits de propriété intellectuelle : entre le souhaitable et le possible », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 99.

[1578] KUR Annette, « An Improved EU Trademark System? – Comments on a EU Trademark Inspired Alternative to the UPC System », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 581.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

« La construction de la propriété intellectuelle de l'Union souffre d'une approche parcellaire. L'ambition serait de mettre fin au morcellement de la construction du droit de la propriété intellectuelle de l'Union pour lui donner une cohérence de l'ensemble et en faire un corpus de référence à l'échelon international »[1579].

674. Propositions verticales — Les propositions de l'harmonisation dans le champ des droits de propriété intellectuelle paraissent adaptées et justifiées par des évolutions du droit de l'UE déjà présente. Ils peuvent prendre de formes différentes. Tout d'abord, il peut s'agir des réformes propres au droit des brevets. Une harmonisation quasi parfaite consisterait en une création d'un véritable brevet de l'UE accompagné d'un contentieux centralisé et spécialisé. Or, cette proposition fut regrettablement rejetée lors des négociations du « paquet brevet unitaire ». Les raisons de l'absence d'un véritable titre unifié du brevet tiennent à une construction sur deux piliers du droit des brevets en Europe qui d'une part s'appuie sur le droit international représenté par l'OEB, et d'autre part, sur le droit de l'UE. Toute évolution du droit s'inscrit dans la recherche d'équilibre de ces deux piliers. Pour cette raison, on envisage également un règlement qui pourrait porter uniquement sur le contentieux des brevets. Ce dernier s'inscrirait dans la lignée des acquis de la JUB et permettrait d'unifier la jurisprudence portant sur le contentieux au sein de l'UE. En somme, le forum shopping entre les juridictions nationales et la JUB serait bien réduit et la cohérence du droit de l'UE bien préservée. Aux côtés de cette harmonisation, nous pouvons également envisager une évolution qui s'inscrirait dans la lignée de la Directive 2004/48 et qui la consacrerait sous forme d'un règlement européen accompagné de précisions du cadre juridique actuel. Cette proposition présente, toutefois, un inconvénient de devoir concilier les droits de la propriété littéraire et artistique et ceux de la propriété industrielle. Une autre proposition, visant un règlement propre aux contentieux des droits de propriété industrielle, paraît également envisageable et assure bien la cohérence du droit de l'UE, qui depuis un certain temps multiplie des instruments et des règles procédurales dans des règlements divers.

[1579] BINCTIN Nicolas, *op. cit.*, p. 27-28.

CONCLUSION DU TITRE 2

« Si je regardais la boule de cristal reflétant l'évolution du droit des brevets en Europe, j'y verrais un chantier, sur lequel s'affairent de multiples ouvriers. Ils essaient de placer une brique spéciale : celle du brevet communautaire. C'est un travail ingrat et difficile, car la brique est un "produit intermédiaire", hybride, inachevé, qui doit être inséré dans un échafaudage complexe et évolutif. Que faire pour permettre d'achever ce travail ? »[1580]

675. Chantier inachevé — La JUB a ouvert ses portes au 1er juin 2023, On pourrait espérer que de nombreuses années d'attente d'un véritable brevet de l'UE accompagné d'un système de contentieux uni s'achèvent ce jour-là. Il s'avère que tel n'était pas le cas. Le chantier fut partiellement rendu, mais il s'avère que la bâtisse ainsi construite l'est sur des bases qui ne sont pas pour l'heure suffisamment solides. Afin de renforcer cette construction, nous proposons des réflexions menées à deux échelles différentes, avec une certaine préférence pour la seconde.

676. Échelle horizontale — À l'échelle horizontale, des réflexions, voire divers projets furent proposées afin de renforcer ou bien consolider les acquis juridiques. Il s'agit en premier lieu, du droit international privé, qui régit des questions de compétence internationale, de la loi applicable et celle de reconnaissance et d'exécution des décisions des jugements rendus à l'étranger. En second lieu, des projets furent proposés en matière de la procédure civile harmonisée à l'échelle européenne. Ces propositions, bien que du point de vue théorique, présente un potentiel, ne semblent pas adresser les principaux enjeux liés aux activités et possibles difficultés rencontrées par la JUB. En dernier lieu, un projet plus récent du Code européen des affaires entend apporter une pleine intégration du droit des brevets dans l'ordre juridique de l'UE. À notre avis, cette évolution est à ce jour trop ambitieuse et il y a peu de chances qu'elle puisse prospérer. On peut également regretter que pour l'heure, l'avant-projet n'intègre pas la JUB dans sa construction.

677. Échelle verticale — Des projets à l'échelle verticale, à savoir, celles qui s'appliquent exclusivement aux droits de propriété intellectuelle, ou bien, à un parmi eux. Ils adressent le cœur

[1580] SCHMIDT-SZALEWSKI Joanna, « Rapport de synthèse », in Geiger Ch. (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 273.

du problème de la cohérence et l'uniformité du droit à l'aune de la JUB. Différentes variantes existent, celle qui serait la plus souhaitable est celle d'un titre unifié du brevet, mais elle présente des difficultés majeures dans la réalisation, voire devient encore plus complexe à réaliser à l'aune de la JUB. La solution moins ambitieuse et qui peut permettre d'arriver au résultat escompté est celle de l'harmonisation limitée au seul contentieux des droits. Cette variante s'inscrit dans la lignée des développements du droit de l'UE déjà présents et en assure une continuité.

678. Changements souhaitables — Notre préférence se tourne vers les propositions verticales, qui peuvent dans un délai plus serré apporter des garanties escomptées. Il n'en demeure pas moins que l'évolution sur deux plans serait également souhaitable et assurerait un cadre juridique pleinement cohérent et intégré. Quelle que soit l'option sélectionnée, chaque évolution du droit processuel civil de l'UE ouvrira la porte de manière plus importante au nécessaire renforcement du rôle de la CJUE dans le cadre de contentieux des brevets en Europe.

CONCLUSION DE LA PARTIE 2

679. Renforcement nécessaire du rôle de la CJUE — Nous avons démontré que le droit processuel civil de l'UE constitue un domaine d'intervention du droit de l'UE qui est importante, mais dont l'étendue demeure limitée. Or, le renforcement du rôle de la CJUE à l'aune de la JUB est indispensable afin de garantir une application cohérente et uniforme du droit de l'UE. La JUB, en effet, n'est pas pleinement soumise au droit de l'UE. Le système retenu, intégrant le nouveau titre de propriété et la juridiction nouvelle, reprend les sources éparpillées déjà présentes dans le droit de l'UE.

680. JUB : première étape — L'entrée en vigueur de la JUB ne marque pas la fin de l'histoire de création d'un titre unitaire dans le domaine des brevets et celle de son contentieux. Elle doit être vue, plutôt comme une étape dans le chemin vers une harmonisation plus poussée dans ce domaine.

681. Étape perfectible — L'étape atteinte est importante, la JUB entend adresser de principaux problèmes rencontrés dans le contentieux des brevets. Le cadre proposé n'est pas, pour autant, idéal, et contient des éléments qui suscitent des interrogations sur leur efficacité. En premier lieu, la multiplicité des lois applicables par la nouvelle juridiction, y compris une application des règles nouvelles créées sur mesure pour la JUB. Ceci, sans qu'un organe indépendant, comme par exemple la CJUE, puisse s'y prononcer ou apporter un éclairage sur les notions prévues. Malgré le droit de l'UE fait partie des sources prévues dans le système nouveau, il demeure limité et parcellaire. Cela nuit à la cohérence du droit appliqué tant pour la JUB, que pour la CJUE dont le rôle est cantonné. En outre, certaines limitations, propres à la JUB, complexifient davantage ce paysage. Il s'agit du nombre limité des États membres qui avaient ratifié l'AJUB. En conséquence, l'unification promise du cadre juridique demeure, pour l'instant, limitée aux certains États membres et non pas à tous. En outre, pendant une période transitoire, la compétence exclusive de la JUB en matière du contentieux des brevets européens dits « classiques » est limitée par le mécanisme de l'opt-out, qui permet aux titulaires des droits d'évincer les brevets de la compétence de la JUB en faveur des juridictions nationales. Enfin, les caractéristiques propres à la JUIB, comme sa répartition territoriale, ou le multilinguisme, ajoutent une couche supplémentaire à un risque des interprétations divergentes entre les divisions et à des discussions plus complexes entre les juges eux-mêmes ou bien les juges et les parties.

682. Réflexion sur l'étape suivante — Même si les voix s'élevaient encore il n'y a pas si longtemps de revoir l'ensemble du système, l'entrée en vigueur de la JUB, conduit à des réflexions[1581] sur l'amélioration du système afin de garder les innovations acquises tout en renforçant le rôle de la CJUE, qui serait une gardienne du respect du droit de l'UE, de sa cohérence et de son interprétation uniforme dans l'UE.

683. Chemins variés — La définition de l'étape suivante peut diverger selon les objectifs attendus. Elle peut prendre une harmonisation plus générale, du droit international privé ou du droit européen des affaires, des règles du contentieux. Elle peut, en outre, prendre la forme d'un instrument propre au droit des brevets, aux droits de la propriété intellectuelle ou bien aux droits de propriété industrielle. Chaque proposition comporte certains avantages et inconvénients. Il semble, néanmoins, que l'harmonisation des mesures applicables au contentieux des droits dans le domaine des droits de propriété industrielle constitue une proposition à la fois assurant la cohérence du droit de l'UE, mais également apportant une harmonisation espérée pour le droit des brevets.

684. « Tous les chemins mènent à Rome » — Quelle que soit l'option sélectionnée, il faut impérativement que le législateur européen puisse avoir une vision transversale et garder la cohérence des dispositions européennes. La multiplication des règles spécifiques, propres à telle ou telle invention, ainsi que la multiplication institutionnelle risquent d'aller à l'encontre de l'objectif du législateur de rendre le continent européen plus attractif, en particulier dans le domaine des brevets qui prône l'innovation.

[1581] JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », in Desaunettes-Barbero L., De Vischer F., Strowel A. et a. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 591 ; Sur nécessaire modification de l'AJUB et la nouvelle ratification de l'AJUB : BINCTIN Nicolas et NARD Craig Allen, « Brexit et légitimité juridique de la Juridiction unifiée du brevet », *Sem. Jurid. - Édition Entrep. Aff.*, 2023, p. 39-43.

CONCLUSION GÉNÉRALE

> « Peut-être faudrait-il d'ailleurs commencer à envisager le brevet européen à effet unitaire et la juridiction unifiée des brevets non pas comme un but ultime, mais comme une étape vers un véritable brevet de l'Union européenne ou une juridiction européenne des brevets. Il semble peu douteux que le mouvement ainsi lancé n'emmène nécessairement encore un peu plus loin. La seule véritable interrogation est celle du temps qu'il faudra pour y parvenir » [1582]

685. Rôle du droit processuel — En apparence les relations entre le droit processuel de l'UE et le droit des brevets semblent assez lointaines. Il s'avère, toutefois, qu'à l'aune de l'ouverture des portes de la JUB, le droit processuel de l'UE est susceptible de jouer un rôle crucial dans le fonctionnement de la JUB. Il constituera, ainsi, un gage de respect des droits fondamentaux, de l'interprétation uniforme au sein des juridictions des États membres de l'UE des termes autonomes du droit de l'UE, mais également, un gage de confiance dans le système unitaire ainsi que garant de sa cohérence. Respectivement, la JUB peut avoir un impact sur le développement plus poussé du droit processuel de l'UE, voire, elle peut le rendre inévitable.

686. Sources de compétence — L'analyse de différentes sources du droit processuel civil de l'UE appliquées par la JUB démontre qu'il existe différents points d'ancrage à la compétence de la CJUE. Ils présentent, cependant, tous certaines limitations qui impliquent la diminution des possibilités d'un renvoi préjudiciel auprès de la CJUE.

687. Droits fondamentaux — Le premier point d'ancrage trouve sa source dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE qui garantit le droit au procès équitable, et par ce biais impose un standard procédural commun à l'ensemble des juridictions nationales y compris à la JUB qui y est assimilée. À première vue, cette compétence peut paraître comme rassurante dans la mesure où diverses problématiques liées au respect des garanties procédurales fondamentales avaient pu été relevé. À titre d'exemple, la question d'impartialité des juges siégeant à la JUB à temps partiel, ou de l'indépendance de la JUB au vu de son financement externe. Toutefois, le renvoi préjudiciel

[1582] VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « Le brevet européen à effet unitaire et juridiction unfiée du brevet », *Obs. Brux.*, 2013, p. 38-39.

en la matière demeure limité dans la mesure où il suppose qu'il soit formé à l'occasion d'une affaire qui implique la mise en œuvre du droit de l'UE. Or, au vu des sources très éparpillées et avant tout limitées en termes du droit de l'UE, il est peu probable qu'un tel renvoi puisse prospérer. La Charte des DFUE prévoit également d'autres droits fondamentaux qui peuvent se retrouver en conflit lors d'un contentieux des brevets. Il s'agit, entre autres, de la liberté d'entreprise, la protection des données personnelles ou le droit de propriété. Il s'agit d'un point d'une particulière vigilance, mais là encore on peut relever qu'un potentiel renvoi préjudiciel se heurte à une limitation liée à la jurisprudence déjà bien établie de la CJUE en la matière. La CJUE à plusieurs reprises a pu se prononcer sur l'articulation des droits fondamentaux et préciser les contours d'application du principe de proportionnalité en la matière.

688. Coopération judicaire — Le deuxième point d'ancrage tient aux dispositions relatives à la coopération judiciaire en matière transfrontalière. Les différents instruments européens sont prévus en la matière, notre analyse se concentre sur trois instruments explicitement consacrés par le « paquet brevet unitaire », à savoir, le Règlement « obtention des preuves », le Règlement « notification des actes » et le Règlement Bruxelles I bis. Les trois règlements s'appliquent horizontalement à tout litige relevant de la « matière civile et commerciale ». Pour les deux premiers règlements, on peut relever que leur apport est, certes, en théorie, important. En pratique, toutefois, au vu de leur spécificité et de la mise en œuvre rare, il est peu probable que la CJUE s'y prononce suite à un renvoi préjudiciel formé par la JUB. Le Règlement Bruxelles I bis quant à lui, présente un intérêt certain, qui est davantage marqué à l'aune de la JUB, qui présente certaines spécificités que le Règlement Bruxelles I bis permet d'appréhender. En ce qui concerne les compétentes générales qui s'appliquent à l'ensemble des juridictions et désormais également à la JUB, on peut s'attendre à une certaine continuité. Le contentieux des brevets, en particulier, a déjà fait l'objet des décisions de la CJUE, l'application de ce règlement demeure depuis continue. Elle connaît cependant certaines critiques sur sa rigidité, un éventuel renvoi préjudiciel pourrait être dès lors proposé pour vérifier si l'approche de la CJUE n'a pas évolué. En ce qui concerne des compétences spéciales créées spécifiquement pour la JUB, une intervention de la CJUE est souhaitable au vu de l'absence de clarté des dispositions nouvelles. Cette intervention, toutefois, suppose la réunion des faits très spécifiques lors d'un litige donné, ce qui possiblement pourra retarder une éventuelle intervention de la CJUE.

689. Directive 2004/48 — Le troisième point d'ancrage tient à l'intégration de la directive 2004/48 dans le « paquet unitaire brevet » et le possible dialogue des juges de la JUB et de la CJUE sur son interprétation. D'une manière générale, l'analyse des dispositions de l'AJUB et du Règlement de procédure démontre qu'on y retrouve les acquis du droit de l'UE. Toutefois, le possible renvoi préjudiciel demeure limité par de considérations d'ordre juridique et pratique. Juridiquement parlant, la directive en un instrument qui définit le standard minimal à respecter tout en laissant le soin aux législateurs nationaux de prévoir le cadre juridique adapté. Ce cadre peut être réadapté par le législateur national dans la mesure où il dispose du pouvoir d'adaptation par rapport aux dispositions qui sont facultatives ou bien il peut aller au-delà du standard minimal. Ce manque de rigidité du cadre européen se reflète dans les décisions rendues par la CJUE. Sur ce point, toutefois, on peut relever que la jurisprudence de la CJUE démontre une certaine volonté d'aller plus loin avec un apport important des décisions portant sur les droits fondamentaux ou bien la création de certaines notions autonomes. Une réforme sur ce point serait la bienvenue afin de garantir une application uniforme des dispositions européennes et octroyer le rôle effectif d'interprétation à la CJUE. Du point de vue pratique, nous pouvons également s'interroger sur les possibilités pour la JUB de former un renvoi préjudiciel. L'analyse des décisions démontre qu'il existe une certaine méfiance à l'égard de la CJUE en matière des brevets. De plus, le souci de célérité de procédure combiné avec le caractère flexible de la Directive peut mener à des renvois rares.

690. Constat des limitations — Par conséquent, nous pouvons constater que les dispositions européennes existent en matière du contentieux et devront être appliquées par la JUB. Elles présentent, toutefois, certaines limitations qui empêchent leur pleine efficacité et, en particulier, le rôle effectif de la CJUE, traditionnellement chargée de veiller au respect du droit de l'UE. La JUB, en tant qu'une juridiction supranationale partagée par les États membres de l'UE, risque de chambouler le paysage du contentieux des brevets en Europe. En ce sens, nous nous sommes intégrées sur la pertinence et les modalités du renforcement du rôle de la CJUE en la matière.

691. Renforcement nécessaire — Tout d'abord, nous soutenons que le renforcement du cadre juridique de l'UE est indispensable à l'aune de la JUB. Même s'il s'agit de la juridiction assimilée, du point de vue du droit de l'UE, à la juridiction nationale, elle présente de nombreuses spécificités qui auront certainement de l'influence sur l'application du droit processuel. Le

renforcement du rôle de la CJUE présente, dès lors, un double intérêt : d'un côté, d'assurer la cohérence, d'un autre, de garantir l'application uniforme du droit de l'UE.

692. Renforcement guidé par la quête de cohérence — S'agissant de la cohérence, nous pouvons constater que l'ordre juridique de l'UE propose un cadre juridique limité en matière des brevets. Ce qui différencie ce domaine des autres droits de propriété industrielle, qui eux connaissent une harmonisation à travers des titres intégralement relevant du droit de l'UE. La raison principale de cette différenciation est la construction du droit des brevets européen sur deux piliers parallèles et indépendants l'un de l'autre : d'un côté, une harmonisation par le biais d'une convention internationale avec l'Organisation européenne des brevets, d'un autre, par le biais des directives et règlements ponctuels propres au droit de l'UE. La JUB tend à combiner ces deux cadres juridiques en son sein, elle va dès lors faire perdurer le clivage présent depuis des années au détriment de la cohérence du droit de l'UE. Même si, à première vue, on pouvait imaginer que les dispositions procédurales contenues dans le Règlement de procédure vont proposer un cadre uniforme, il s'avère que ce n'est pas entièrement juste. Or, le droit procédural composé des règles internes, articulées avec les dispositions européennes et avec les dispositions nationales, constitue un corps des règles complexes à mettre en œuvre. Ce constat de l'absence d'un cadre juridique uniforme sera d'autant plus accentué à l'aune de la JUB que celle-ci s'applique aux certains États membres de l'UE et que sa compétence peut être contournée pour une partie du contentieux à travers un mécanisme d'opt-out. Cette différentiation, tant territoriale que substantielle, renforce le manque de cohérence du système et pourra avoir pour effet une méfiance envers le système juridictionnel nouveau.

693. Renforcement guidé par la quête d'application uniforme — En ce qui concerne l'application uniforme du droit de l'UE, on pourrait considérer qu'une juridiction supranationale spécialisée en droit des brevets va certainement remédier au problème bien présent en matière des brevets, de manque d'application uniforme du droit qui a pour conséquence une insécurité juridique. Or, la construction de la JUB soulève quelques interrogations sur ce point. Tout d'abord, on constate que la JUB s'intègre dans le paysage du contentieux déjà bien connu en y ajoutant une strate complémentaire. Le champ des compétences limitées et le choix flexible des divisions sont susceptibles de contribuer à un forum shopping prononcé et de ce fait une application différenciée du droit. Une harmonisation plus poussée aurait permis de garantir une application plus uniforme et d'écarter des différences subsistantes entre l'interprétation de la JUB

et des juridictions nationales. On peut noter que la composition multinationale et la structure multiterritoriale peuvent faciliter l'harmonisation du droit processuel en favorisant le dialogue entre les juges. Cette possibilité demeure, toutefois, conditionnée et peut se heurter à de différentes difficultés pratiques, comme le travail dans des langues différentes par les juges qui ont un degré différent d'expérience en matière des brevets.

694. Propositions de renforcement — Enfin, le renforcement du droit de l'UE est indispensable pour assurer la cohérence et l'application uniforme de droit à l'aune de la JUB. La réalisation de ce renforcement peut se réaliser à des échelles différentes, soit horizontales, soit verticales. Sur le plan vertical, une proposition de renforcement la plus évidente consiste dans la création d'un règlement européen dans la lignée de la directive 2004/48. Cette proposition s'inscrit dans le projet initial, de l'harmonisation en deux temps : l'harmonisation des notions de procédure à travers la directive et puis l'harmonisation plus poussée avec le règlement européen. Cette solution pourrait garantir l'application uniforme des règles déjà connues des États membres et avant tout de permettre à la CJUE de veiller à une interprétation uniforme du droit. Sur le plan vertical, dans son sens le plus étroit, on pourrait également imaginer un règlement européen applicable aux brevets. Ce règlement pourrait soit combiner le volet droit matériel avec le droit procédural soit porter exclusivement sur le volet procédural, par exemple en se basant sur l'expérience de la JUB pour définir des pratiques les mieux adaptées aux brevets. Sur le plan horizontal, nous pouvons constater qu'il existe deux terrains principaux des réflexions menées tant à l'échelle européenne qu'internationale. Le premier porte sur l'harmonisation du droit international privé, le second vise l'harmonisation des principes directeurs du procès civil. Sur ce terrain, des harmonisations suggérées potentiellement ne sont pas susceptibles d'avoir un impact direct sur les activités de la JUB, néanmoins, elles auraient certainement permis d'apporter une plus grande cohérence à l'ordre juridique de l'UE, qui aujourd'hui propose un cadre fractionné et difficilement accessible. Elles auraient également pu constituer une étape première de l'harmonisation qui pourra plus facilement être suivie par d'autres dispositions.

695. Espoir d'un chemin nouveau menant à des solutions novatrices — L'ouverture des portes de la JUB, pour certains controversée, marque une étape clé dans le cadre de l'harmonisation du droit processuel de l'UE. À travers notre analyse, nous avons pu démontrer que le droit des brevets traité pendant longtemps comme « un parent pauvre » du droit de l'UE

constitue sur le plan procédural une véritable révolution. Les règles de procédure de la JUB proposent un cadre unique des règles de procédure applicables aux litiges entre les particuliers, qui est entièrement unifié. Elle dépasse, ainsi, le plus grand obstacle rencontré dans la recherche de l'uniformité, celui du principe de souveraineté. Ce cadre nouveau devrait être considéré comme une opportunité idoine menant à l'harmonisation du droit processuel civil de l'UE. Comme il a pu être affirmé : « Le monde évolue parce que certains marchent à côté des chemins. C'est dans la marge que se font les plus claires corrections »[1583]. La JUB à travers sa démarche de l'harmonisation « à côté du cadre juridique de l'UE » ouvre une nouvelle porte à de corrections et clarifications en vue du développement d'un cadre juridique cohérent et pleinement unifié au sein de l'UE. Elle en constitue déjà un exemple par excellence, il ne manque qu'une étape supplémentaire visant à recentrer le chemin entrepris au sein du cadre juridique de l'UE.

[1583] Robert Mallet, *Apostilles ou l'utile et le futile*, éd. Gallimard, 1972.

ANNEXE 1 : ANALYSE DES DÉCISIONS DE LA CJUE

Numéro	Décision	Droit	Mesure	*Classification* / Apport de la décision
1	« Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy, e. a. » 11 janvier 2024 C—473/ 22 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction finlandaise	Certificat complémentaire de protection	Mesures provisoires et conservatoires (art. 9)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Le défendeur peut obtenir un « dédommagement approprié » en cas de mesures provisoires ultérieurement abrogées si la juridiction saisie identifie trois conditions : 1° Les mesures avaient été abrogées à la suite de l'une action ou omission du demandeur, ou bien, il n'y avait pas d'atteinte ou menace d'atteinte au droit de la propriété intellectuelle ; 2° L'existence d'un dommage ; 3° Le lien de causalité entre le dommage et les mesures. — § 29-30 En suivant l'interprétation à la lumière de l'ADPIC, le droit de l'UE ne définit pas le régime de la responsabilité applicable au dédommagement. — §§ 35- 36 Les États membres disposent d'une marge de manœuvre dans la définition des règles de responsabilité applicables pourvu qu'elles respectent les principes de l'art. 3 de la Directive (régime prévu doit être équitable, proportionné et dissuasif). — §§ 41-42 Le régime de responsabilité sans faute ne s'oppose pas au droit de l'UE pourvu que le juge dispose d'une marge d'adaptation du montant de dédommagement en fonction des circonstances particulières d'espèce. — § 51
2	« Kopiosto ry c. Telia Finland Oyj » 23 novembre 2023 C—201/ 22	Gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins	Qualité pour demander des mesures, des procédures et des réparations (art. 4)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Les réparations prévues par la Directive peuvent être demandées par des personnes ayant un intérêt direct à la défense des droits de propriété intellectuelle. Le droit d'ester en justice est défini par le droit national. — §28 La reconnaissance de la qualité pour agir dans le droit national n'a pas besoin d'être prévue dans une disposition spécifique. Elle peut résulter de règles de procédures à caractère général. — § 39

	Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction finlandaise			En suivant une analyse des travaux préparatoires de la Directive, la Cour précise que l'intérêt direct des organismes de gestion collective doit être défini par le droit national des États membres. — §§ 45-48 Bien que le droit de l'UE ne définît pas les modalités de son application, il impose aux États membres de prévoir une disposition nationale reconnaissant à un organisme de gestion collective la qualité et les conditions pour demander des mesures prévues par la Directive. — §49
3	« TB c. Castorama Polska » 27 avril 2023 C—628/ 21 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction polonaise	Droit d'auteur	Droit d'information (art. 8)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Procédure de demande d'information est une procédure à caractère autonome (par rapport à une action visant à faire constater une atteinte à un droit de propriété intellectuelle) — § 40, § 43 Droit d'information concrétise le droit fondamental à un recours effectif (art. 47 de la Charte DF) — §43 Droit d'information ne suppose pas la preuve de la titularité des droits, mais le requérant doit fournir tout élément de preuve raisonnablement accessible permettant à la juridiction saisie de cette demande d'acquérir avec une certitude suffisante la conviction qu'il est titulaire de ce droit— §55 Droit d'information doit être refusé si abus du droit apprécié selon les circonstances objectives de l'affaire au principal — §53-54 *Apport limité en droit des brevets de la question sur la titularité au vu de l'enregistrement du droit et de la présomption de sa validité.*
4	« Perfumesco.pl. c. Procter & Gamble » 13 octobre 2022 C—355/ 21	Marque de l'UE	Mesures correctives — la destruction des marchandises (art. 10)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Est contraire au droit de l'UE une disposition nationale qui empêche la destruction de marchandises sur lesquelles la marque de l'UE a été apposée avec le consentement du titulaire des droits, mais qui avaient été mises sur le marché de l'EEE sans son consentement.

	Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction polonaise			Une telle conclusion découle de l'analyse littérale de l'art. 10, mais également de sa genèse et de son contexte (pt. 39). Les mesures correctives doivent être accordées par des juges au cas par cas en respectant la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures ordonnées ainsi que les intérêts des tiers (pt. 41). Il s'agit de la transposition de l'art. 46 ADPIC qui en de termes généraux vise l'ensemble des marchandises pour lesquelles il a été constaté qu'elles portent atteinte à un droit de la propriété intellectuelle (pt. 44). La directive consacre un standard minimal, les États membres peuvent aller au-delà de ce standard. En revanche, les États membres ne peuvent pas aller en deçà de ce standard en prévoyant de mesures plus restrictives que celles prévues dans la directive (pt. 48).
5	« Phoenix Contact c. HARTING » 28 avril 2022 C—44/ 21 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction allemande	Brevet européen	Mesures provisoires (art. 9)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La jurisprudence nationale, qui subordonne l'octroi des mesures provisoires à une démonstration que la validité du brevet a été confirmée suite à l'action en nullité ou procédure d'opposition, est contraire au droit de l'UE. Les brevets bénéficient d'une présomption de validité dès la date de publication de leur délivrance (pt. 41). Il incombe aux juridictions nationales de prévoir des sauvegardes contre usage abusif de ces mesures (pt. 43) — dans la lignée de l'arrêt Bayer. Parmi les sauvegardes figurent le délai raisonnable pour conduire une action en justice (pt. 45), la constitution de garanties visant à indemniser le cas échéant la victime des mesures provisoires (pt. 46), la possibilité de dédommagement approprié (pt. 47).

6	« Koch Media GmbH c. FU » 28 avril 2022 C—559/ 20 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction allemande	Droit d'auteur (Programme d'ordinateur)	Frais de justice — art. 14	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La notion « autres frais » inclut les frais engagés en vue d'assurer le respect des droits par la voie extrajudiciaire tels que les frais engagés au titre de la représentation par un conseil dans le cadre d'une mise en demeure. La loi nationale peut prévoir le remboursement forfaitaire des « autres frais » sur la base d'une valeur du litige à moins que le juge ne considère qu'une telle application est inéquitable. La directive s'applique tant aux procédures judiciaires qu'extrajudiciaires, car les deux types des mesures peuvent assurer le respect des droits de la propriété intellectuelle (pt. 33). Rappel de la jurisprudence MICM. Les frais visent à ne pas dissuader le titulaire des droits d'une action en justice (pt. 37). La formulation de l'art. 14 est large dans la mesure où elle n'apporte aucune précision sur la nature de la procédure à laquelle la règle qu'il édicte doit trouver application (pt. 39). Elle doit, toutefois, être articulée avec l'art 13 sur les dommages-intérêts (arrêt United Video). Seuls les frais directement et étroitement liés à la procédure sont concernés (pts. 40-42). Les critères raisonnable et proportionné tels que définis dans United Video (pts. 49-52) La condition d'échelle commerciale ne s'applique pas aux frais de justice (pts. 53-54).
7	« NovaText c. Universitat Heidelberg » 28 avril 2022 C—531/ 20	Marque de l'UE	Frais de justice — art. 14	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La loi nationale qui prévoit le remboursement forfaitaire des frais de justice sans permettre au juge d'apprécier en fonction des circonstances d'espèce le caractère raisonnable et proportionné de ces frais est contraire au droit de l'UE. L'article 14 mentionne « les frais de justice raisonnables et proportionnées », faute d'un renvoi, il s'agit d'une notion autonome du droit de l'UE. La définition de son

	Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction allemande			terme se fait à travers son analyse littérale, l'analyse de son contexte et des objectifs visés par le législateur de l'UE (pt. 26). En l'espèce, la loi nationale prévoit un octroi inconditionnel et automatique des frais liés à l'intervention du conseil de propriété industrielle (pts. 28-29). Après avoir rappelé la jurisprudence United Video, la Cour précise que les frais de justice incluent, en principe, les frais de conseil de propriété industrielle (pts. 40-41) Le caractère « raisonnable » ne signifie pas inutilement coûteux (pts. 45-46). Le caractère « proportionné » : la partie qui succombe doit rembourser à tout le moins, une partie significative et appropriée des frais raisonnables effectivement encourus par la partie ayant obtenu gain de cause (reprise de la solution United Video) (pts. 47-48). Il incombe au juge de vérifier ces deux caractères (pt. 49).
8	« Mircom International c. Telenet BVBA » 17 juin 2021 C—597/ 19 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction belge	Droit d'auteur	Personnes ayant qualité pour demander l'application des mesures, procédures et réparations (art. 4) Droit d'information (art. 8)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Une personne contractuellement titulaire de certains droits de propriété intellectuelle, qui ne les utilise pas elle-même, mais se borne à réclamer des dommages-intérêts à des contrevenants présumés (copyright troll), est susceptible de bénéficier, en principe, des mesures, procédures et réparations prévues dans la directive 2004/48 à moins que cette demande soit abusive. Un abus s'apprécie sur la base d'un examen global et circonstancié. Dans le cadre du droit d'information, la demande doit être justifiée et proportionnée. Sur la question de l'intérêt pour agir, la reprise de l'arrêt SNB-REACT (pt. 64). Une cession de créances en elle-même ne saurait toucher à la nature des droits auxquels il a été porté atteinte. Le titulaire des droits qui choisit d'externaliser le recouvrement des dommages-intérêts en ayant recours à une entreprise spécialisée au moyen de cession de créances est traité de la même manière que celui qui fait valoir ses droits personnellement (pt. 76-77) La demande de dédommagement à l'amiable est susceptible d'entrer dans le cadre des garanties prévues par la Directive 2004/48 (pts. 79-80).

				Le droit d'information est considéré comme une procédure autonome — dans la lignée de New Wave (pts. 81-82). La demande d'information ne doit pas être abusive. Un abus s'apprécie par rapport aux faits au principal. Les critères qui peuvent être pris en compte : le mode opératoire, la vérification si l'absence de paiement de la somme demandée mène à une action en justice et la société en question vise à combattre des atteintes aux droits ou plutôt extraire des revenus économiques des utilisateurs (pt. 95). Il incombe à la juridiction nationale de vérifier sur la base d'un examen global et circonstancié si la demande est justifiée et proportionnée (pt. 96).
9	« Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc. » 9 juillet 2020 C—264/ 19 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction allemande	Droit d'auteur	Droit d'information (art. 8)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La notion d'« adresses » ne vise pas l'adresse courriel, le numéro de téléphone ainsi que l'adresse IP d'un utilisateur ayant téléversé des fichiers portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle. L'article 8 ne contient aucun renvoi vers le droit national, par conséquent la notion d'« adresses » doit avoir une interprétation uniforme et autonome (pt. 28). Cette notion doit être définie selon le sens habituel dans le langage courant tout en tenant compte du contexte et des objectifs poursuivis par le législateur de l'UE (pt. 29). Ainsi, la notion d'adresses » se réfère à l'adresse postale (pt. 30-33). Le législateur national peut aller au-delà de la disposition en prévoyant que d'autres type d'adresses puissent être sollicités à condition qu'un juste équilibre entre les droits fondamentaux soit préservé (pt. 39). Intérêt limité en droit des brevets
10	« IT Development SAS c. Free Mobile SAS »	Droit d'auteur (Programme d'ordinateur)	Champ d'application de la Directive (art. 2)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Notion d'« atteinte aux droits de la propriété intellectuelle » inclut la violation d'une clause d'un contrat de licence d'un programme d'ordinateur.

	18 décembre 2019 C—666/ 18 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction française			Le régime national (droit français) distingue la responsabilité contractuelle de la responsabilité délictuelle. L'action en contrefaçon (atteinte de droits de propriété intellectuelle) entre dans le cadre de la responsabilité délictuelle. Lors d'une action basée sur la responsabilité contractuelle, les garanties de la directive doivent-elles être préservées ? (pt. 30) La directive s'applique à « toute atteinte aux droits », elle couvre également les atteintes qui résultent d'un manquement à une clause contractuelle (pt. 36). La directive établit les mesures, procédures et réparations sans fixer les modalités exactes d'applications de ces garanties ou prescrire l'application d'un régime de responsabilité. Sur ce point, le législateur national reste libre de fixer ces modalités pourvu que les exigences de la directive 2004/48 soient respectées (pts. 43-44). La détermination du régime de responsabilité applicable relève de la compétence des États membres, mais il faut que le régime retenu ne crée pas d'obstacles à la protection effective des droits de propriété intellectuelle (pt. 46). Intérêt limité pour le droit des brevets.
11	« Bayer Pharma AG c. Richter » 12 septembre 2019 C—688/ 17 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction hongroise	Brevet national	Mesures provisoires (art. 9)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La notion « dédommagement approprié » ne s'oppose pas à une législation nationale qui prévoit l'absence d'une telle indemnisation dans des circonstances particulières. À savoir, dans une hypothèse où une personne avait subi le préjudice en conséquence du fait qu'elle n'a pas agi en vue d'éviter ou réduire son préjudice. L'absence d'indemnisation dans ce cas est maintenue même si le brevet sur la base duquel celles-ci avaient été sollicitées et accordées a postérieurement été annulé. Il s'agit d'une notion autonome du droit de l'UE (pt. 40), qui doit être appréciée en fonction des circonstances particulières de l'affaire. Le terme « approprié » signifié justifié au regard des circonstances d'espèce (pt. 51).

12	« Bastei Lübbe c. Michael Strotzer » 18 octobre 2018 C—149/ 17 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction allemande	Droit d'auteur	Obligations générales (art. 3) — Disposition analysée en combinaison avec l'art. 8 de la directive 2001/29	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** Est contraire au droit de l'UE, une disposition nationale en vertu de laquelle le détenteur d'une connexion à internet, par laquelle des atteintes au droit d'auteur ont été commises au moyen d'un partage de fichiers, ne peut voir sa responsabilité engagée, dès lors qu'il désigne à tout le moins un membre de sa famille qui avait la possibilité d'accéder à sa connexion, sans donner davantage de précisions quant au moment où ladite connexion a été utilisée par ce membre de sa famille et à la nature de l'utilisation qui a été faite par ce dernier. La CJUE précise que l'art. 6 de la directive doit être interprété en ce sens que les États membres doivent permettre de manière effective à la partie lésée d'obtenir des éléments de preuve nécessaire pour appuyer ses allégations qui se trouvent sous le contrôle de la partie adverse, pour ayant que la production de ces éléments respecte la protection des éléments confidentiels (pt. 41). Un juste équilibre à assurer entre les droits fondamentaux : droit de propriété (17§ 2 de la Charte), recours effectif (47 Charte) et droit au respect de la vie privée (7 de la charte) (pts. 42-45) — reprise du raisonnement Coty Germany. Intérêt limité pour le droit des brevets
13	« Coöperatieve Vereniging SNB-REACT U.A. c. Deepak Mehta » 7 août 2018 C—521/ 17 Demande de décision préjudicielle introduite par la	Marques / Noms de domaine)	Personnes ayant qualité pour demander l'application des mesures, procédures et réparations (art. 4)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Un organisme de représentation collective de titulaires de marques a la qualité pour demander l'application des mesures prévues par la directive 2004/48 lors d'une action en justice entamée par ses soins, à condition que la loi nationale lui accorde un intérêt direct à agir en justice. Une articulation nécessaire du droit de l'UE avec le droit de procédure civile nationale. Cet arrêt démontre une ligne fine entre deux corps des règles. En l'occurrence, l'article 4 b) à d) opère un renvoi vers la « législation applicable » pour définir quelles sont les personnes ont la qualité pour agir. Cette notion renvoie tantôt au droit national qu'au droit de l'UE, et ne doit pas être considérée comme donnant une latitude illimitée au législateur national (pts 29-32).

	juridiction estonienne			En même temps, l'article 4 c) vise à permettre à un organisme de gestion collective de pouvoir agir en justice, mais uniquement si la loi nationale lui reconnaît la qualité pour agir. Si tel n'est pas le cas, le droit de l'UE n'impose pas une telle qualité (pts. 34-36).
14	« Stowarzyszeni e Oławska Telewizja Kablowa c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich » 25 janvier 2017 C—367/ 15 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction polonaise	Droit d'auteur	Dommages-intérêts (art. 13)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Dans le cadre du calcul des dommages-intérêts selon la méthode forfaitaire, le droit national peut prévoir un octroi du double de la rémunération appropriée sans que le titulaire doive démonter le préjudice effectif. L'art. 13 prévoit le standard minimal, les États membres peuvent aller au-delà. Cette analyse est corroborée par le droit international (art. 1 de l'Accord sur les ADPIC, art. 19 de la Convention de Berne, art. 2 de la Convention de Rome) (pts. 23-24). Le standard, en l'occurrence, est le paiement « d'au moins » une redevance, les États membres peuvent prévoir une redevance plus importante, comme le double. Ceci, ne s'apparente pas aux dommages-intérêts punitifs dans la mesure om la redevance forfaitaire ne correspond pas au préjudice effectivement subi par le titulaire des droits (pts. 25-30). La double redevance, dans certains cas, pourrait s'apparenter en abus de droit, mais, en l'occurrence, le juge dispose des moyens pour ne pas l'accorder (pt. 31).
15	« New Wave c. ALLTOYS » 18 janvier 2017 C—427/ 15 Demande de décision préjudicielle introduite par la	Marque	Droit d'information (art. 8)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Le droit d'information peut être demandé dans le cadre d'une procédure autonome engagée après que l'action au fond soit clôturée. Cette solution découle de l'analyse des termes de la disposition, de son contexte et des objectifs poursuivis. L'article 8 prévoit que le droit d'information peut être sollicité « dans le cadre d'une action relative à une atteinte à un droit de la propriété intellectuelle », une formulation qui n'exclut pas qu'il soit demandé lors d'une procédure autonome (pt. 20).

	juridiction tchèque			En outre, cette disposition vise un certain nombre des personnes qui ne sont pas forcément impliquées dans une procédure judiciaire (pt. 22). Le droit d'information concrétise le droit fondamental à un recours effectif (art. 47 de la charte) et assurer le droit effectif de propriété (art. 17§ 2 de la charte). Ce droit permet au titulaire de connaître et de mesurer l'étendue de la contrefaçon commise et prendre de mesures adéquates (pt. 25).
16	« Tobias McFadden c. Sony Music Entertainment Germany GmbH » 15 septembre 2016 C-484/14 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction allemande	Droit d'auteur	Champ d'application (Art. 2) — En particulier l'articulation des directives 2000/ 31, 2004/48 et 2001/29.	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** Une injonction par laquelle un fournisseur d'accès à un réseau empêche à un tiers de mettre à disposition du public au moyen de cette connexion à Internet, une œuvre déterminée protégée par le droit d'auteur doit respecter les droits fondamentaux. Tel peut être le cas d'une mesure consistant à sécuriser la connexion à Internet au moyen d'un mot de passe, pour autant que les utilisateurs de ce réseau soient obligés de révéler leur identité afin d'obtenir le mot de passe requis et ne puissent pas agir anonymement. Un juste équilibre à rechercher entre le droit de propriété (art. 17§ 2 de la charte), la liberté d'entreprise (art. 16 de la Charte) et la liberté d'information (art. 11 de la Charte) (pts. 81-84) — dans la lignée de Promusicae/UPC Telekabel. Un juste équilibre n'est pas assuré en présence de mesure de surveillance générale des informations imposée à un fournisseur d'accès. De même, pour la mesure visant à arrêter en complément un accès à internet qui est susceptible de constituer une atteinte caractérisée à la liberté d'entreprise (pts. 87-88). En revanche, une mesure visant à sécuriser la connexion à Internet au moyen d'un mot de passe peut être considérée comme proportionnée si son champ d'application est bien délimité dans le droit national (pts. 90-95)
17	« United Video Properties Inc. Contre Telenet NV »	Brevet national	Frais de justice (art. 14)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Le droit de l'UE ne s'oppose pas à ce que la loi nationale prévoie de tarifs forfaitaires de remboursement de frais de justice, à condition que ces frais restent raisonnables. Seront considérées comme contraires au droit de l'UE, les tarifs forfaitaires peu

	28 juillet 2016 C—57/ 15 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction belge			élevés qui ne permettent pas à une partie ayant obtenu le gain de cause de couvrir une partie significative et appropriée de frais raisonnables. En outre, le droit de l'UE s'oppose à ce que le remboursement de frais d'un conseil technique soit subordonné à la démonstration d'une faute de la partie qui succombe. Ces frais sont étroitement liés à une action judiciaire visant à assurer le respect d'un droit de la propriété intellectuelle, et doivent dès lors être compris dans les frais de justice. La notion « frais de justice » englobe les honoraires d'avocats (pt. 22). La notion « autres frais » comprend les services d'un conseil technique (pt. 34). Toutefois, n'en relèvent pas nécessairement les « frais de recherche et d'identification » souvent liés aux services d'un conseil technique dans la mesure où ils sont pris en compte dans le calcul de dommages-intérêts. La définition de la notion « autres frais » doit être articulée avec l'art 13 sur les dommages-intérêts pour ne pas lui conférer un champ d'application trop excessif (pts. 36). Le conseil technique entre dans le champ de l'article 14 dans la mesure où les services du conseil sont indispensables pour pouvoir utilement introduire une action en justice visant au respect d'un droit de propriété intellectuelle. Cette notion se distingue des frais de recherche et d'identification (pt. 39).
18	« Tommy Hilfiger c. Delta Center » 7 juillet 2016 C—494/ 15 Demande de décision préjudicielle introduite par la	Marques	Injonctions (art. 11) Spécifiquement, l'injonction à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit de	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La notion d'« intermédiaire dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle » inclut le locataire de halles de marché qui sous-loue les différents points de vente situés dans ces halles à des marchands, dont certains utilisent leur emplacement pour vendre des marchandises contrefaisantes. Le régime d'une injonction appliqué à l'égard d'un tel intermédiaire sont les mêmes que celles applicables aux intermédiaires en ligne (V. arrêt l'Oréal). La décision s'inscrit dans la lignée de la jurisprudence de la CJUE (l'Oréal, Scartlet, UPC Telekabel).

	juridiction tchèque		propriété intellectuelle	L'injonction doit respecter un juste équilibre entre la protection de la propriété intellectuelle et l'absence d'obstacles au commerce légitime (pt. 35 — dans la lignée de l'Oréal, pt 143)
19	« Christian Liffers c. Producciones Mandarina » 17 mars 2016 C—99/ 15 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction espagnole	Droit d'auteur	Dommages-intérêts (art. 13)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La demande des dommages-intérêts calculés selon la méthode forfaitaire n'exclut pas la compensation du préjudice moral subi par le titulaire des droits. Une analyse qui va au-delà de l'interprétation littérale de l'article qui prévoit le préjudice moral dans le cadre du premier mode de calcul. La CJUE explique que l'utilisation du terme « au moins » une redevance signifie que d'autres éléments peuvent être pris en compte par la juridiction (pt. 15). Cette interprétation est confirmée par l'analyse du contexte dans lequel s'inscrit cette disposition. Les dommages-intérêts doivent correspondre au préjudice réellement subi par le titulaire des droits, ce qui naturellement inclut le préjudice moral (pt. 17). De même, cette analyse s'inscrit dans la lignée de objectifs de la directive (cons. 10, 17, 26), (pts. 21-24).
20	« Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg » 16 juillet 2015 C—580/ 13 Demande de décision préjudicielle introduite par la	Marques	Droit d'information (art. 8) Articulation des directives 2004/ 48 et 95/46.	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** L'article 8 de la directive s'oppose à une disposition nationale qui autorise de manière illimitée et inconditionnelle à un établissement bancaire d'exciper le secret bancaire pour refuser de fournir des informations portant sur le nom et l'adresse du titulaire d'un compte. Recherche d'un juste équilibre entre le droit de propriété (art. 17 § 2 de la Charte), le droit au recours effectif (art. 47 de la Charte) et le droit à la protection des données à caractère personnel (art. 8 de la Charte) (pts. 28-30) Reprise des arrêts Promusicae, Scarlet et SABAM (pts 34-35) Art. 52 de la Charte s'oppose à toute limitation des droits reconnus par la Charte. En l'occurrence, tel est le cas, le droit national autorise un établissement bancaire à

	juridiction allemande			exciper du secret bancaire pour refuser de fournir les informations dans le cadre du droit d'information (pts. 35-36). Il incombe à la juridiction nationale de vérifier si d'autres moyens existent pour mettre en œuvre le droit d'information et garantir ainsi le respect des droits fondamentaux.
21	« ACI Adam BV e.a. contre Stichting » 10 avril 2014 C—435/ 12 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction hollandaise	Droit d'auteur	Champ d'application (Art. 2) — En particulier l'articulation des directives 2004/ 48 et 2001/29.	***Interprétation de la Directive 2004/48*** La Directive 2004/48 ne s'applique pas à une procédure dans laquelle les redevables de la compensation équitable demandent à la juridiction de renvoi de faire des déclarations pour droit à la charge de l'organisme chargé de percevoir et de répartir cette rémunération parmi les titulaires des droits d'auteur, qui se défend contre cette demande. La directive assure le respect des droits dont bénéficient les titulaires des droits de la propriété intellectuelle et non pas les personnes qui ne sont pas elles-mêmes titulaires de tels droits et qui en concernent pas uniquement une atteinte à ces droits (reprise de Bericap pt. 77) (pt. 62). Intérêt limité en droit des brevets
22	« Bericap c. Plastinnova » 15 novembre 2012 C-180/11 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction hongroise	Brevet (modèle d'utilité)	Champ d'application (art. 2) et obligations générales (art.3)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** À la lumière de la Convention de Paris (art. 2 § 1) et Accord sur les ADPIC (art. 41), la directive 2004/48 ne s'applique pas à une procédure d'invalidation d'un modèle d'utilité. Le droit international impose une protection visant au respect des droits de la propriété intellectuelle à travers de voies de droit efficaces contre toute atteinte à ces droits (pt. 72). La Directive 2004/48 transpose cette exigence dans l'ordre de l'UE (pts. 73-74). Les dispositions de la directive s'appliquent au profit des personnes ayant acquis des droits de propriété intellectuelle et non pas aux personnes qui contestent les droits acquis par les autres (pt. 77).

				Ainsi, la procédure d'invalidation d'un modèle d'utilité intenté par un tiers qui conteste la propriété d'autrui n'entre pas dans le champ de la directive 2004/48, car aucune « atteinte aux droits » ne peut être caractérisée (pts. 78-79).
23	« Bonnier Audio c. Perfect Communication Sweden » 19 avril 2012 C—461/ 10 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction suédoise	Droit d'auteur	Droit d'information (art. 8) Articulation entre directive 2006/24 et 2004/48.	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** La Directive 2006/24 ne s'applique pas à la transmission de données dans le cadre d'une procédure civile, aux fins de faire constater une atteinte aux droits de propriété intellectuelle. Dès lors, la législation nationale prévoyant le droit d'information en vertu de laquelle aux fins d'identification d'un abonné à internet ou d'un utilisateur d'internet, il peut être enjoint à un fournisseur d'accès internet de communiquer au titulaire des droits l'identité de l'abonné à qui une adresse IP aurait servi à l'atteinte dudit droit, est conforme au droit de l'UE. Cette législation assure, en principe un juste équilibre des droits fondamentaux — droit de propriété (17§ 2 de la Charte) et droit des données personnelles dans la mesure où la juridiction nationale dispose d'un pouvoir d'appréciation souveraine lui permettant de pondérer en fonction de chaque espèce, les intérêts opposés en présence (pts. 51-59).
24	« SABAM c. Netlog NV » 16 février 2012 C-360/10 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction belge	Droit d'auteur	Injonctions (art. 11) Spécifiquement, l'injonction à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** Les directives citées s'opposent à une injonction faite à un prestataire de services d'hébergement de mettre en place un système de filtrage des informations stockées sur ses serveurs par les utilisateurs ; qui s'applique indistinctement à l'égard de l'ensemble de ces utilisateurs ; à titre préventif ; à ses frais exclusifs et sans limitations dans le temps. La reprise du raisonnement de Scarlet. L'octroi d'une injonction est soumis au contrôle du respect des droits fondamentaux (pt. 39). En l'occurrence, un juste équilibre doit être recherché entre le droit de propriété (art. 17§ 2 de la Charte), qui n'est pas un droit absolu, la liberté d'entreprise dont jouissent les prestataires de services d'hébergements (art. 16 de la Charte) et le droit

			Articulation des directives 2000/ 31, 2001/29 et 2004/48.	à la protection des données personnelles (art. 8 de la Charte) ainsi que la liberté d'information (art. 11 de la Charte) dont jouissent les clients (pts. 40-50). L'intérêt limité pour le droit des brevets.
25	« Scarlet Extended c. SABAM » 24 novembre 2011 C—70/ 10 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction belge	Droit d'auteur	Injonctions (art. 11) Spécifiquement, l'injonction à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle Articulation des directives 2000/31, 2001/29, 2004/48, 95/46, 2002/58.	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** Les directives européennes citées doivent être interprétées en ce sens qu'elles s'opposent à une injonction faite à un fournisseur d'accès à un internet de mettre en place un système de filtrage de toutes les communications électroniques transitant par ses services, sans limitation de temps, à ses frais, et à titre préventif. Reprise de la solution de l'arrêt l'Oréal (pt. 31) Les modalités des injonctions, à savoir les conditions à remplir et la procédure à suivre relèvent du droit national (pt. 32). Elles doivent respecter les limitations prévues par le droit de l'UE (même raisonnement que l'Oréal). Un équilibre des droits est recherché entre le droit de propriété intellectuelle (art. 17§ 2 Charte) et la liberté d'entreprise dont bénéficient les opérateurs tels que les fournisseurs d'accès (art. 16 de la Charte) (pts. 42—46 et 49) De même équilibre recherché par rapport aux clients de fournisseurs d'accès — droit à la protection de données personnelles (art. 8 Charte) et liberté de recevoir et communiquer des informations (11 Charte), (pts. 50-52). L'intérêt limité pour le droit des brevets.
26	« Realchemie c. Bayer » 18 octobre 2011 C—406/ 09 Demande de décision	Brevet	Frais de justice (art. 14)	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Les dépens liés à une procédure d'exequatur engagés dans un État membre pour reconnaître et exécuter une décision rendue dans un autre État membre dans le cadre d'un litige portant sur un droit de la propriété intellectuelle entre dans le champ d'application de l'art. 14 de la Directive (pt. 50). L'admission des frais de la procédure d'exequatur vise à assurer l'objectif de la protection élevée de la propriété intellectuelle (objectif général) et ne pas dissuader

	préjudicielle introduite par la juridiction hollandaise			une partie lésée à veiller à la sauvegarde de ses droits (objectif spécifique à cette disposition). Dans ce sens, c'est l'auteur d'atteinte aux droits qui doit supporter intégralement les conséquences financières de celle-ci (pt. 49).
27	« L'Oréal c. eBay International » 12 juillet 2011 C-324/09 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction anglaise	Marques	Injonctions (art. 11) Spécifiquement, l'injonction à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit de propriété intellectuelle	***Interprétation de la Directive 2004/48*** Le terme « injonction » de l'art 11, est utilisé de manière différenciée. Dans la première phrase, elle vise les injonctions adressées aux auteurs d'une atteinte aux droits alors que dans la troisième phrase (analysée en l'espèce) vise les prestataires (les intermédiaires). — pts. 128-130. Les prestataires ne peuvent pas forcément mettre fin à une atteinte aux droits, dès lors il peut leur être enjoint des mesures visant à prévenir d'autres atteintes comme p.ex. d'identifier les clients vendeurs. Dans ce cas, l'équilibre des droits doit être préservé. (pt. 143) L'application des mesures peut être limitée soit par de textes spécifiques soit par des limitations prévues à l'art. 3, p.ex. elles ne doivent pas créer des obstacles au commerce légitimes en interdisant de manière générale la commercialisation des produits par un exploitant (pts. 138-140). Les juridictions peuvent enjoindre à l'exploitant d'une place de marché en ligne de prendre des mesures qui contribuent tant à mettre fin aux atteintes portées aux droits de la propriété intellectuelle qu'à prévenir de nouvelles atteintes de cette nature. Intérêt limité pour le droit des brevets (en l'espèce, atteinte en ligne)
28	« LSG-Gesellschaft c. Tele2 » 19 février 2009 C—557/ 07 Demande de décision	Droit d'auteur	Droit d'information (art. 8) Articulation des directives 2000/ 31, 2001/29,	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** Reprise du raisonnement de l'arrêt Promusicae. Les États membres peuvent prévoir une obligation de transmission à des personnes tierces de données à caractère personnel relatives au trafic en vue d'une action en justice visant la protection du droit d'auteur. Toutefois, un juste équilibre doit être préservé par les États membres. Ils doivent non pas seulement interpréter leur droit national à la lumière des directives européennes, mais également veiller à ce que

	préjudicielle introduite par la juridiction autrichienne		2002/58 et 2004/48.	l'interprétation de ces directives n'entre pas en conflit avec les droits fondamentaux ou autres principes généraux du droit communautaire tel que le principe de proportionnalité.
29	« Promusicae c. Telefónica de España » 29 janvier 2008 C—275/ 06 Demande de décision préjudicielle introduite par la juridiction espagnole	Droit d'auteur	Droit d'information (art. 8) Analyse transversale par rapport aux directives 2000/ 31, 2001/29 et 2004/48.	***Articulation des directives par rapport au respect des droits fondamentaux*** Arrêt général, vise à assurer une interprétation cohérente des directives européennes. Ni les directives, ni le droit international (accord sur les ADPIC : art. 41, 42, 47) n'imposent d'obligation de communiquer des données à caractère personnel pour assurer la protection effective du droit d'auteur. Un juste équilibre doit être préservé entre les droits fondamentaux et les principes généraux du droit communautaire comme le principe de proportionnalité. En l'espèce, un équilibre doit être recherché entre la protection du droit de propriété (art. 17 de la Charte), la protection juridictionnelle effective (art. 47 de la Charte) et le droit au respect de sa vie privée (art. 7 de la Charte).

ANNEXE 2 : EUROPES DU BREVET[1584]

Pays	OEB	UE	JUB	
			Signataire	Ratification
AL — Albanie	+			
AT — Autriche	+	+	+	+
BE — Belgique	+	+	+	+
BG — Bulgarie	+	+	+	+
CH — Suisse	+			
CY — Chypre	+	+	+	
CZ — République tchèque	+	+	+	
DE — Allemagne	+	+	+	+
DK — Danemark[1585]	+	+	+	+
EE — Estonie	+	+	+	+
ES — Espagne	+	+		
FI — Finlande	+	+	+	+
FR — France	+	+	+	+
GB — Royaume-Uni	+			
GR — Grèce	+	+	+	
HR — Croatie	+	+		
HU - Hongrie	+	+	+	
IE – Irlande	+	+	+	
IS — Islande	+			
IT - Italie	+	+	+	+
LI — Lichtenstein	+			
LT — Lituanie	+	+	+	+
LU — Luxembourg	+	+	+	+
LV — Lettonie	+	+	+	+
MC — Monaco	+			
ME — Monténégro	+			
MK — Macédoine du Nord	+			
MT — Malte	+	+	+	+
NL — Pays-Bas	+	+	+	+
NO — Norvège	+			
PL — Pologne	+	+		
PT — Portugal	+	+	+	+
RO — Roumanie	+	+	+	+
RS — Serbie	+			
SE — Suède	+	+	+	+
SI — Slovénie	+	+	+	+
SK — Slovaquie	+	+	+	
SM — Saint-Marin	+			
TR — Turquie	+			
SOMMME	39	27	24	18

[1584] Version actualisée du tableau : MICHELET Alain, « La juridiction unifiée du brevet : où en sommes-nous ? », *Propr. Industr.,* 2018, p. 9-10.

[1585] On peut noter, que l'indication Danemark se réfère au Danemark métropolitain. Par conséquent, il n'englobe pas les îles Féroé et le Groenland.

RÉSUMÉ DE THESE EN ANGLAIS

Dealing with the relationship between the civil procedural law of the European Union (hereinafter “EU”) and patent litigation requires an analysis of both areas, especially where the EU's legal framework is fragmentary and incomplete. However, the Unified Patent Court (hereinafter “UPC”), which opened its doors on 1 June 2023, intends to provide a comprehensive legal framework accompanied by tailor-made procedural rules. The UPC’s international and the EU foundations raise questions about the effective role of the EU law in patent litigation. The affirmation of the role of EU law would ultimately enable an implementation of the preliminary ruling mechanism, a cornerstone of the EU's judicial system.

The first part of the thesis proposes an analysis of the European provisions that apply to patent litigation and their articulation with the legal framework of the UPC in order to define the role of the EU in patent litigation submitted to the UPC. EU civil procedural law is a constantly expanding field based on three main sources, each of which, to some extent, relates to patent litigation.

The first source refers to respect for fundamental rights as enshrined in the EU Charter of Fundamental Rights (hereinafter “Charter”). On the one hand, article 47 of the Charter guarantees the right to a fair trial and, in so doing, imposes a common procedural standard on all national courts, including the UPC, which is assimilated into it. At first sight, this competence of the EU seems reassuring insofar as various problems linked to respect for fundamental procedural guarantees had been identified concerning the UPC. For example, the question of the impartiality of judges sitting on the UPC on a part-time basis or the independence of the UPC given its external funding. However, references for preliminary rulings in this area remain limited, as they must be submitted in connection with a case involving the implementation of EU law. However, because of the very scattered and, above all, limited sources of EU law, such a reference seems relatively rare.

On the other hand, the Charter provides for various fundamental rights that may conflict during patent litigation. These include freedom of enterprise, protection of personal data, and property rights. The relationship between the various fundamental rights is all the more important given that the UPC is a court specializing in patent law, and some doubts have been expressed regarding the consideration given to other areas of law by highly specialized judges.

It should be noted that the CJEU has already established a body of case law in this area in the context of intellectual property rights litigation. Reference for a preliminary ruling is therefore not ruled out but remains limited.

The second source is based on the rules relating to judicial cooperation in cross-border matters. Various European instruments had been provided for in this area, but our analysis focused on three instruments explicitly enshrined in the 'unitary patent package,' namely the 'taking of evidence' Regulation, the 'service of documents' Regulation, and the Brussels I bis Regulation. The three regulations apply horizontally to all disputes in 'civil and commercial matters". The first two regulations make a considerable contribution in theory. In practice, however, given their specific nature and rare implementation, it is unlikely that the CJEU will rule on them following a reference for a preliminary ruling from the UPC. On the other hand, the Brussels I bis Regulation is of undoubted interest, but more so in the light of the UPC. The UPC has certain specific features that the Brussels I bis Regulation makes it possible to grasp. Regarding the general rules that apply to all courts and now also to the UPC, we can expect a certain degree of continuity. Patent litigation, in particular, has already been the subject of decisions by the CJEU, and the application of this regulation has remained continuous ever since. However, there has been some criticism of its rigidity, and a possible reference for a preliminary ruling could, therefore, be proposed to check whether the CJEU's approach has not changed. Concerning the special powers explicitly created for the UPC, intervention by the CJEU is desirable given the lack of clarity of the new provisions. Such intervention, however, presupposes gathering particular facts in a given dispute, which could delay any intervention by the CJEU.

The third source refers to special rules applied to procedural legal frameworks. Regarding respect for intellectual property rights, Directive 2004/48 is such a source. Generally speaking, an analysis of the provisions of the UPC Agreement and the UPC's Rules of Procedure shows that they reflect the acquis of EU law. However, legal and practical considerations limit the possibility of a reference for a preliminary ruling. Legally speaking, the directive is an instrument that only defines the minimum standard to be achieved, leaving it up to national legislators to provide the appropriate legal framework to achieve this. This lack of rigidity in the European framework is reflected in the decisions handed down by the CJEU. On this point, despite these limitations, however, the case law of the CJEU demonstrates a willingness to go

further, with a significant number of decisions dealing with fundamental rights or the creation of certain EU autonomous notions of law. From a practical point of view, we may also wonder about the possibilities for the UPC to refer for a preliminary ruling. An analysis of the decisions handed down by the CJEU shows a certain mistrust of the CJEU's competency in patent matters. In addition, the concern for the speed of the procedure combined with the flexible nature of the Directive may lead to rare preliminary rulings.

In sum, the analysis of the integration of the different sources of EU civil procedural law into the 'unitary patent package' demonstrates a variety of EU rules that will have to be applied by the UPC. These rules, however, present certain limitations that prevent their full effectiveness and, in particular, the effective role of the CJEU, which has been traditionally responsible for ensuring compliance with EU law. As a supranational court common to certain EU Member States, the UPC is likely to change the landscape of patent litigation in Europe. In this sense, we questioned the relevance and modalities of strengthening the role of the CJEU in this area.

The second part of the thesis explores the motivations behind a change in the EU's legal framework and makes concrete proposals for such changes.

First of all, strengthening the role of the CJEU has the dual benefit of ensuring consistency and guaranteeing the uniform application of the EU law. As far as consistency is concerned, we have noted that the EU legal order offers a limited legal framework in the area of patent law. This distinguishes it from other industrial property rights, which are harmonized through titles entirely governed by EU law. The construction of European patent law exists upon two parallel and independent pillars: on the one hand, harmonization through an international convention with the European Patent Organisation, and on the other, harmonization through directives and regulations specific to EU law. The UPC tends to combine these two legal frameworks within itself and will, therefore, perpetuate the divide that has existed for years to the detriment of the coherence of the law. Even if, at first sight, one could imagine that the procedural provisions contained in the UPC's Rules of Procedure would provide a uniform framework, it turns out that this is not entirely true. Procedural law, made up of internal rules linked to European and national provisions, constitutes a complex body of rules to implement. This observation about the lack of a uniform legal framework will be all the more accentuated in the light of the UPC, which applies only to certain EU Member States and whose

jurisdiction can be circumvented for part of the litigation through an opt-out mechanism. This territorial and substantive differentiation reinforces the system's lack of coherence and could result in mistrust of the new jurisdictional system.

Furthermore, it could be considered that a supranational jurisdiction specializing in patent law will undoubtedly remedy the present problem in patent matters, that of a lack of uniform application of the law resulting in legal uncertainty. However, the construction of the UPC raises several questions on this point. Firstly, the UPC fits into the already well-known litigation landscape by adding a layer. The limited scope of jurisdiction and the flexible choice of divisions may contribute to forum shopping and, as a result, to a differentiated application of the law. Further harmonization of the EU's legal framework would have ensured uniform application and eliminated the remaining differences between the interpretation of the UPC and national courts about the means of enforcing rights. It should be noted that the multinational composition and multi-territorial structure may facilitate the harmonization of procedural law by encouraging dialogue between judges. This possibility remains, however, conditional. It may come up against various practical difficulties, such as judges working in different languages with varying degrees of experience in patent matters.

Consequently, strengthening the EU legal framework applicable to patent litigation seems crucial. It is argued that this strengthening can take place at two different levels, either horizontal or vertical. Horizontally, we can see that there are two main areas of reflection at both the European and international levels. The first concerns the harmonization of private international law, and the second the harmonization of the guiding principles of civil procedure. In this area, the harmonizations potentially suggested are not likely to have a direct practical impact on the UPC's activities, but they would undoubtedly have made it possible to bring greater coherence to the EU's legal order, which today offers a fragmented framework that is difficult to access. They could also have constituted a first step towards harmonization that other EU provisions could more easily follow. Vertically, one of the most apparent proposals for reinforcement is the creation of a European regulation along the lines of Directive 2004/48 to establish a strong place for the CJEU and the EU law in all matters relating to measures and procedures. This proposal aligns with the initial plan for harmonization in two stages: harmonization of procedural concepts through the directive and more far-reaching harmonization with the European regulation. This solution could guarantee the uniform

application of rules already known to the Member States and, above all, enable the CJEU to ensure a uniform interpretation of the law. On a vertical level, in its narrowest sense, we could also imagine a European regulation applicable to patents. This regulation could either combine substantive law with procedural law or focus exclusively on procedural law, for example, by drawing on the experience of the UPC to define the practices best suited to patents. Whichever way the European legislator chooses, each of these possibilities promises a more pronounced role for the CJEU and greater consistency in patent litigation in Europe.

LISTE DES SCHÉMAS

Schéma 1 : Les délais dans l'action en contrefaçon sans une demande reconventionnelle en nullité 80

Schéma 2 : Les délais dans l'action en contrefaçon avec une demande reconventionnelle en nullité 83

Schéma 3 : L'exécution de la mesure d'instruction par la juridiction requise (art. 12-18 du Règlement 2020/1783) 135

Schéma 4 : L'exécution directe de la mesure d'instruction par la juridiction requérante (articles 19-21 du Règlement 2020/1783) 137

Schéma 5 : Le nombre des décisions de la CJUE selon l'article invoqué 215

Schéma 6 : Les décisions rendues par la CJUE en interprétation de la Directive 2004/48 selon les droits 262

Schéma 7 : Répartition des affaires au sein de la division centrale de la JUB 311

Schéma 8 : Le nombre d'affaires devant les divisions locales et régionale à la fin du mois de juin 2024 314

Schéma 9 : Le détail sur le nombre d'affaires devant les divisions situées en Allemagne à la fin du mois de juin 2024 315

Schéma 10 : Pays de provenance des juges qualifiés sur le plan juridique dans les divisions de première instance 320

Schéma 11 : Le pourcentage des juges techniques selon le secteur technologique ... 321

Schéma 12 : Langues de procédure devant les divisions locales et régionale de la JUB 327

Schéma 13 : Langues de procédure devant les divisions centrales de la JUB 328

Schéma 14 : Langues de procédure devant la cour d'appel de la JUB 329

Schéma 15 : Les langues de procédure au début d'activité de la JUB 330

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages généraux, traités, manuels

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et Conseil de l'Europe, *Manuel de droit européen en matière d'accès à la justice*, 2016.

BERGÉ Jean-Sylvestre, PORCHERON Delphine et VIEIRA DA COSTA CERQUIERA Gustavo, « Droit international privé et droit de l'Union européenne », *Répertoire de droit international Dalloz*, avril 2017.

CADIET Loïc, JEULAND Emmanuel et AMRANI-MEKKI Soraya, *Droit processuel civil de l'Union européenne*, Paris, LexisNexis, 2011, 349 p.

CORNU Gérard, *Vocabulaire juridique*, 12e éd., Paris, PUF, 2018.

Dictionnaire de l'Académie Française, 9 éd., Accessible en ligne : https://www.dictionnaire-academie.fr (Accès le 20 juin 2024).

GASSO Anna et SAURON Jean-Luc, *Droit processuel européen*, Légitech, 2021, 408 p.

GAUTHIER Catherine, PLATON Sébastien et SZYMCZAK David, *Droit européen des droits de l'Homme*, SIREY, Paris, Dalloz, 2018, 518 p.

GUINCHARD Serge, « Procès équitable », *Répertoire de procédure civile*, mars 2017.

GUINCHARD Serge, CHAINAIS Cécile, DELICOSTOPOULOS Constantin *et al.*, *Droit processuel. Droit commun et droit comparé du procès équitable*, 12e éd., Paris, Dalloz, 2023, 1674 p.

Id., *Droit processuel. Droit commun et droit comparé du procès équitable*, 11e éd., Paris, Dalloz, 2021, 1600 p.

HAFTEL Bernard, *Droit international privé*, vol. n° 3, Dalloz, 2023, 422 p.

RAYNARD Jacques, PY Emmanuel et TRÉFIGNY Pascale, *Droit de la propriété industrielle*, Paris, LexisNexis, 2016.

2. *Ouvrages spéciaux, thèses et monographies*

AMAT Quentin, *Le principe de proportionnalité en droit de la propriété intellectuelle*, Thèse de doctorat, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, 2022.

ASSOCIATION HENRI CAPITANT, *La construction européenne en droit des affaires : acquis et perspectives*, LGDJ, Lextenso, 2016.

BINCTIN Nicolas, BOURDON Romain David, DHENNE Matthieu *et al.*, « Feedback on the Intellectual Property Action Plan Roadmap of the European Commission », Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française et Institut Stanislas de Boufflers, 2020.

BRÜNING-PETIT Laurence, *Le contentieux judiciaire de la contrefaçon de brevet : étude des systèmes juridiques français et allemand sous des aspects de droit communautaire et international*, Azéma Jacques (dir.), These de doctorat, Université Lyon 3, 2006, 664 p.

CALLENS Pieter et GRANATA Sam, *Introduction to the Unitary Patent and the Unified Patent Court : The (draft) Rules of Procedure of the Unified Patent Court*, The Netherlands, Kluwer Law International, 2013, 298 p.

CARLIER Jean-Yves et FRANCQ Stéphanie, *Vers un code européen de droit international privé ? Hommage à Marc Fallon*, Larcier, 2024.

FALLON Marc, LEGARDE Paul et POILLOT-PERUZZETTO Sylvaine, *Quelle architecture pour un code européen du droit international privé ?*, Peter Lang, 2012, 394 p.

FARTUNOVA Maria, *La preuve dans le droit de l'Union européenne*, Picod Fabrice (préf.), Bruxelles, Bruylant, 2013, 736 p.

FARTUNOVA-MICHEL Maria, « Fasc. 3000—15 — Obtention des preuves en matière civile et commerciale — Coopération entre les juridictions des Etats membres — Règlement (UE) 2020/1789, 25 novembre 2020 », *JurisClasseur Proc. civ.*, mars 2023.

FAURE Yves, *Le contentieux de la contrefaçon : la réponse du droit français à l'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle*, Mendoza Alexandra (dir.), Thèse de doctorat, Toulouse 1, 2014.

FRANKENSTEIN Ernst, *Projet de code européen de droit international privé*, vol. Bibliotheca Visseriana; 16, tome 33, Leiden : E. J. Brill, 1950, 185 p.

HESS Burkhard, « Harmonized Rules and Minimum Standards in the European Law of CIvil Procedure », European Parliament, 2016.

IZYUMENKO Elena, *The freefom of expression perspectives on intellectual property in Europe* , Geiger Christophe (dir.), Thèse de doctorat, Univeristé de Strasbourg, 2020.

KHUCHUA Tamar, *The future of the European patent judicial design : in search for uniformity*, Geiger Christophe et Suthersanen Uma (dir.), Thèse de doctorat, CEIPI, Université de Strasbourg, 2021, 403 p.

LASSERRE Marie-Cécile, *Le droit de procédure civile de l'Union européenne forme t-il un ordre procédural ?*, Thèse de doctorat, Université de Nice Sophia-Antipolis, 2013, 657 p.

LU Linhua, *Les juridictions spécialisées en propriété intellectuelle*, Bouvel Adrien (dir.), Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2022.

LUGINBUEHL Stefan, *European Patent Law Toward a Uniform Interpretation*, Edward Elgar Publishing, 2014, 333 p.

MAŃKO Rafał, « Europeanisation of civil procedure. Towards common minimum standards? », 2015.

MÄSCH Gerald, SCHULZE Reiner et WICKER Guillaume, *Le projet d'un code européen des affaires*, vol. 34, Société de législation comparée, 2020.

NOURISSAT Cyril, « Le droit international privé et le marché intérieur », *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 163-174.

OHLY Ansgar, « The jurisdiction of European courts in patent disputes », Munich, 2022.

PIGNARRE Pierre-Emmanuel, *La Cour de justice de l'Union européenne, juridiction constitutionnelle*, Bruxelles, Bruylant, 2021.

REICHLING Noémie, *Les principes directeurs du procès civil dans l'Espace judiciaire européen*, Thèse de doctorat, Université de Normandie, 2017.

RODÀ Caroline, *Les conséquences civiles de la contrefaçon des droits de propriété industrielle : (Droits français, belge, luxembourgeois, allemand, anglais)*, Paris, Litec, 2011.

SEUBA Xavier, *The Global Regime for the Enforcement of Intellectual Property Rights*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 470 p. MULDER Cees A.M., *The patent deadlock: The never-ending story of patent harmonisation*, Eindhoven, Helze BV Publisher, 2018, 60 p. MCDONAGH Luke, *European Patent Litigation in the Shadow of the Unified Patent Court*, Edward Elgar Publishing, 2016.

ŠÍNOVÁ RENÁTA et VALENTOVÁ LUCIA, *Handbook of European Civil Procedure Law (Texts, Cases and Materials)*, 1 st éd., Olomouc : Palacký University, 2012, 175 p.

SUEL Chloé, *Le rôle de la CJUE dans le contentieux sur le brevet unitaire*, Mémoire de recherche, CEIPI, Université de Strasbourg, 2017.

TILMANN Winfried et PLASSMANN Clemens (dir.), *Unified Patent Protection in Europe: A Commentary*, United Kingdom, Oxford University Press, 2018, 3040 p.

TINIÈRE Romain, « Fasc. 160 : Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », *JurisClasseur Europe Traité*, novembre 2020.

ULLRICH Hanns, *Harmonizing Patent Law: The Untamable Union Patent*, Max Planck Institute for Intellectual Property and Competition Law Research Paper 12-03.

Id., *Le futur système de protection des inventions par brevets dans l'Union européenne : un exemple d'intégration (re-) poussée ?*, Max Planck Institute for Intellectual Property and Competition Law Research, Discussion Paper No. 2.

VAN POTTELSBERGHE Bruno, *Lost property: The European patent system and why it doesn't work*, vol. IX, Belgique, 2009, 72 p.

VAN POTTELSBERGHE DE LA POTTERIE Bruno et MEJER Malwina, « The London Agreement and The Cost of Patenting in Europe », *Bruegel Working Paper*, août 2008, nº 2008/05.

WAAGE Eskil, *L'application de principes généraux de procédure en droit européen des brevets*, Litec, 2000, 348 p.

3. *Ouvrages collectifs, actes de colloques*

ADALID Sébastien, « Le mouvement de la procéduralisation dans le marché intérieur : entre effectivité et marchandisation de la norme », in Adalid Sébastien et Michéa Frédérique (dir.), *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 71-91.

ADDOR Felix et MUND Claudia, « The Swiss Federal Patent Court: A Model to Follow? », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 159-173.

Id., A Patent Court For Europe, *4th St. Gallen International Dispute Resolution Conference*, St. Gallen, 2012, p. 1-32.

AHNER Francis, « La Cour de justice au diapason ? L'intérprétation du Règlement (CE) n° 469/2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments par la Cour de justice de l'Union européenne », *Le droit de la propriété intellectuelle dans un monde globalisé. Melanges en l'honneur du Professeur Joanna Schmidt-Szalewski*, LexisNexis, 2014, p. 1-16.

ARTELSMAIR Georg, « A Comprehensive Patent System Needed For Europe », in Kur Annette, Luginbühl Stefan et Waage Eskil (ed.), *« ... Und sie bewegt sich doch! » : patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Köln, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 5-30.

ASENSIO Pedro A. De Miguel, « The Unified Patent Court Agreement and the Amendment to the Brussels I Regulation (Recast) », *Luci e ombre del nuovo sistema UE di tutela brevettuale.The EU patent protection lights and shades of the new system*, Torino, Giappichelli, 2014, p. 153-170.

AZZI Tristan, « Conflits de juridictions : de la pluralité de fors en droit de la propriété intellectuelle », *Les grands arrêts de la propriété intellectuelle*, 3ème, Dalloz, 2020, p. 202-222.

BALDAN Federica, « Human rights in the European patent system: a coherent approach? », *Human rights as a basis for reevaluating and reconstructing the law : acts of the 4th ACCA Conference held in Louvain-la-Neuve on May 29th, 2015. — Bruxelles, 2016*, 2016, p. 129-147.

BERTHOLET Julie et KILLIAS Pierre-Alain, « La création de juridictions spécialisées : l'exemple du Tribunal fédéral des brevets », in De Werra Jacques (dir.), *La résolution des litiges de propriété intellectuelle*, Schulthess, 2010, p. 101-127.

BINCTIN Nicolas, « L'ambition : Le brevet de l'Union européenne », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 17-28.

Id., « Pour un Code communautaire de la propriété intellectuelle », *Droits de propriété intellectuelle. Liber amicourun Georges Bonet*, p. 51-64.

BOULARBAH Hakim, « Le cadre général des règles communautaires en matière de procédure civile : coopération judiciaire, droit judiciaire européen et droit processuel commun », in Storme Marcel et De Leval Georges, *Le Droit processuel et Judiciaire Européen*, La Charte, 2003, p. 167-193.

BRINKHOF Jan et OHLY Ansgar, « Towards a Unified Patent Court in Europe », in Pila Justine et Ohly Ansgar (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 199-216.

CAMPOLINI Philippe, « Unified Patent Court's International Jurisdiction and related issues addressed by EU Regulation No. 542/2014: Much ado about Nothing or New Playground for the CJEU? », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 323-345.

CASSIERS Vincent, « Remedying disunity through the European Code of Business Law », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 611-625.

CASSIERS Vincent et STROWEL Alain, « Intellectual property law made by the Court of Justice of the European Union », in Geiger Christophe, Nard Craig Allen et Seuba Xavier (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 175-206.

ĆERANIĆ Jelena, The Unified Patent Court - A new judicial body for the settlement of patent disputes within the European Union, in Duić Dunja et Petrašević Tunjica (dir.), *Procedural Aspects of EU Law*, Osijek, 2017, p. 238-255.

CHRISTOFFERSEN Jonas, « Human rights and balancing: The principle of proportionality », in Geiger Christophe (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 19-38.

COMBET Mathieu, « La dilution de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans les règles relatives aux libertés de circulation du marché intérieur », in Tinière Romain, Vial Claire (dir.), *Les dix ans de la Charte de droits fondamentaux de l'Union européenne*, 1ère, Bruxelles, Bruylant, 2020, p. 57-83.

CORNISH William et LIDDELL Kathleen, « The Origins and Structure of the TRIPS Agreement », in Ullrich Hanns, Hilty Reto, Lamping Matthias, et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 3-51.

DE VISSCHER Fernand, « Outline of some alternatives to the Unitary Patent Package, and in particular to the Unified Patent Court », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 553-574.

DEBRULLE Jérôme, BAILLEUX Geoffrey et VAN RYSSELBERGE Elke, « The Unitary Patent Protection in Europe », in Geiger Christophe (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 149-187.

DE PASSEMAR Bernard, « Le rôle de la propriété intellectuelle dans la stratégie de l'entreprise », *Mélanges offerts à Jean-Jacques Burst*, Litec, 1997, p. 427-442.

DESAUNETTES-BARBERO Luc et STROWEL Alain, « How to straighten up the shaky foundations of the unitary patent system: Piercing the non-EU bubble and reintegrating the UPC within the EU judiciary? », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 527-552.

DREXL Josef, « An Institutional Perspective on the European Intellectual Property System: Will It Get Any Better? », in Geiger Christophe (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 69-99.

DUPICHOT Philippe, « Un code de droit des affaires pour l'Europe », *Mélanges en l'honneur du professeur Michel Grimaldi*, Paris, Lextenso, 2020, p. 374.

GALLOUX Jean-Christophe, « Some Shortcomings of the UPC System », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 149-165.

Id., « L'effet unitaire : de la greffe à la capture », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 55-73.

Id., « Le droit des brevets en fin de XXème siècle : éclatement ou récomposition ? », *Mélanges offerts à Jean-Jacques Burst*, Litec, 1997, p. 207-224.

GERVAIS Daniel, « L'historique de l'Accord sur les ADPIC », in Geiger Christophe (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, 2017, LexisNexis, p. 1-30.

GEIGER Christophe, « Towards a Balanced International Legal Framework for Criminal Enforcement of Intellectual Property Rights », in Ullrich Hanns, Hilty Reto, Lamping Matthias, et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 645-679.

Id., « Implementing intellectual property provisions in. human rights: Towards a new social contract for the protection of intangibles », in Geiger Christophe (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 661-689.

Id., « L'utilisation jurisprudentielle des droits fondamentaux en Europe en matière de propriété intellectuelle : Quel apport ? Quelles perspectives ? », in Geiger Christophe (dir.), *La contribution de la jurisprudence à la construction de la propriété intellectuelle en Europe*, Coll. du CEIPI, n° 60, LexisNexis, 2013, p. 193-219.

Id., « Fundamental Rights as Common Principles of European (and International) Intellectual Property Law », in Ohly Ansgar (ed.), *Common Principles of European Intellectual Property Law*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2012, p. 223-238.

Id., « Propriété intellectuelle et droits fondamentaux : une saine complémentarité », *Droits de propriété intellectuelle, Liber amicorum Georges Bonet*, Litec, 2010, p. 249-265.

GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Intellectual Property before the European Court of Human Rights », in Geiger Christophe, Nard Craig Allen et Seuba Xavier (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 9-90.

GEIGER Christophe et KAPYRINA Natalia, « Les procédures pénales dans l'Accord sur les ADPIC : à la recherche de l'équilibre », in Geiger Christophe (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 375-398.

GIELEN Patrick, « Entraide judiciaire au sein de l'Union européenne : origine », *La signification des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe*, 1e éd., Bruxelles, Bruylant, 2021, p. 11-22.

GRIFFITHS Jonathan, « Enforcement of intellectual property rights and the right to a fair trial », in Geiger Chhristophe (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 438-454.

GRIFFITHS Jonathan et MCDONAGH Luke, « Fundamental rights and European IP law: the case of Art. 17(2) of the EU Charter », in Geiger Christophe (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 75-93.

JÄÄSKINEN Niilo, « The Future of European Intellectual Property Law Courts: Intellectual Property and the European Judicial Architecture », in Pila Justine et Ohly Ansgar (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 217-223.

JACOB Robin, « The Perfect Patent Court », in Kur Annette, Luginbühl Stefan et Waage Eskil (ed.), *« ... Und sie bewegt sich doch! » : patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Köln, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 313-324.

JAEGER Thomas, « Alternatives to the UP and the UPC », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 591-610.

Id., « What Conclusions Can Be Drown From the Opinion of the Court of Justice Regarding the European Patent Court? », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 139-153.

KHUCHUA Tamar, « A Historical Perspective on Europe's Legal Developments: Towards the Unitary Patent Package and the Unified Patent Court », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 47-71.

KRANS Bart et NYLUND Anna, « Aspects of Procedural Autonomy », in Nylund Anna et Krans Bart (éd.), *Procedural Autonomy Across Europe*, Intersentia, 2020, p. 1-12.

KRENC Frédéric et PENNINCKX Ellen, « Article 47. - Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*, Bruylant, Bruxelles, 2023, p. 1215-1249.

KUPZOK Agnieszka, « Human rights in the case law of the EPO Boards of Appeal », in Geiger Christophe (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 311-326.

KUR Annette, « An Improved EU Trademark System? – Comments on a EU Trademark Inspired Alternative to the UPC System », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 575-590.

LAZZERINI Renato, AUGER Marie et RAYNARD Jacques, « Le brevet à effet unitaire et la juridiction unifiée du brevet », in Favreau Amélie (dir.), *La propriété intellectuelle en dehors de ses frontières,* Larcier, 2019, p. 83-101.

LELOUP Mathieu et VAN DROOGHENBROECK Sébastien, « Unified Patent Court and the Right to a Fair Trial: Some Critical Remarks », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 287-305.

LEMMENS Paul, « The right to a fair trial and its multiple manifestations: Article 6(1) ECHR », in Brems Eva et Gerards Janneke (eds.), *Shaping Rights in the ECHR: The Role of the European Court of Human Rights in Determining the Scope of Human Rights*, Cambridge,

Cambridge University Press, 2014, p. 294-314, [consulté le 12 mars 2024]. https://www.cambridge.org/core/books/shaping-rights-in-the-echr/right-to-a-fair-trial-and-its-multiple-manifestations/5494E1C8B763C357D4A147883E01675B

LUGINBUEHL Stefan et KANDEVA Teodora, « The role of the European Court of Justice in the European Patent Court system », in Geiger Christophe, Nard Craig Allen et Seuba Xavier (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 207-229.

MAISTRIAUX Léonard, « Règlement signification : mise en œuvre applications et interprétations belges », *La signification des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe*, 1e éd., Bruxelles, Bruylant, 2021, p. 49-74.

MACREZ Franck, « Unified Patent Court and the Impartiality Issue », in Desaunettes-Barbero Luc, De Visscher Fernand, Strowel Alain, et al. (eds.), *The Unitary Patent Package & Unified Patent Court. Problems, Possible Improvements and Alternatives*, Ledizioni, 2023, p. 307-322.

MECARELLI Gabriele, « La signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires en Europe, dix ans après », in Douchy Mélina (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 95-105.

MICHÉA Frédérique, « Introduction. Essai de typologie des filières procédurales sous-tendant les politiques de l'Union européenne », in Adalid Sébastien et Michéa Frédérique (dir.), *La procéduralisation du droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 17-48.

MYLLY Tuomas, « The constitutionalization of the European legal order: Impact of human rights on intellectual property in the EU », in Geiger Christophe (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 103-131.

OHLY Ansgar, « European Fundamental Rights and Intellectual Property », in Pila Justine et Ohly Ansgar (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 145-163.

Id., « Introduction : The Quest for Common Principles of European Intellectual Property Law – Useful, Futile, Dangerous? », in Ohly Ansgar (ed.), *Common Principles of European Intellectual Property Law*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2012, p. 3-14.

Id., « Three Principles of European IP Enforcement Law: Effectiveness, Proportionality, Dissuasiveness », in Drexl Josef (ed.), *TECHNOLOGY AND COMPETITION, CONTRIBUTIONS IN HONOUR OF HANNS ULLRICH*, Larcier, 2009, p. 257-274.

O'MALLEY Kathleen et LYNN Barbara MG, « The Proposed Structure and Function of the Unified Patent Court: Lessons from the American Judicial Experience », Geiger Christophe, Nard Craig Allen et Seuba Xavier (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 357-385.

PAYAN Guillaume, « Quel bilan pour le Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 sur l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale ? », in Douchy Mélina (dir.), *La justice civile européenne en marche*, Dalloz, 2012, p. 107-119.

PETERSEN Clement Salung et SCHOVSBO Jens, « Decision-making in the Unified Patent Court: ensuring a balanced approach », in Geiger Christophe, Nard Craig Allen et Seuba Xavier (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 231-254.

PILA Justine, « What Patent Law for the European Union? Lessons from the Patent Jurisprudence of the CJEU », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 247-256.

PLOMER Aurora, « Human dignity and patents », in Geiger Christophe (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 479-495.

RODÀ Caroline, « Les procédures civiles visant à garantir le respect des droits de propiété intellectuelle », in Geiger Christophe (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 339-355.

SAMPEDRO CALLE Raquel, « The European Patent With Unitary Effect: Gateway to a European Union Patent? », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 75-92.

SCHMIDT-SZALEWSKI Joanna, « Rapport de synthèse », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 269-274.

SCHOVSBO Jens, « Constructing an efficient and balanced European patent system: "muddling through" », in Geiger Christophe (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 215-230.

SEUBA Xavier, « Scientific complexity and patent adjudication: the technical judges of the Unified Patent Court », in Geiger Christophe, Nard Craig Allen et Seuba Xavier (eds.), *Intellectual Property and the Judiciary*, Edward Elgar Publishing, 2018, p. 265-287.

Id., « Le contexte et les obligations générales concernant le smoyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle », in Geiger Christophe (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 323-337.

SIKORSKI Rafał, « Patent Injunctions in the European Union », in Sikorski Rafał (éd.), *Patent Law Injunctions*, The Netherlands, Wolters Kluwer, 2019, p. 31-50.

SMITH Rhona, « Interaction between international human rights law and the European legal framework », in Geiger Christophe (ed.), *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Edward Elgar Publishing, 2015, p. 52-69.

SMITS Jan M. et BULL William, « The Europeanization of Patent Law: Towards a Competitive Model », in Ohly Ansgar et Pila Justine (eds.), *The Europeanization of Intellectual Property Law: Towards a European Legal Methodology*, Oxford University Press, 2013, p. 39-55.

TANGENA Antonius, « The Future of the EU Patent System: The Role of the European Patent Attorney », in Geiger Christophe (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 189-197.

TRIMBLE Marketa, « The Extraterritorial Enforcement of Patent Rights », in Heath Christopher (ed.), *Patent Enforcement Worldwide*, Hart Publishing, 2015.

ULLRICH Hanns, « Select from Within the System: The European Patent with Unitary Effect », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 207-245.

VAN POTTELSBERGHE Bruno et PETIT Elise, « Designing an Effective and Coherent Patent System for the EU: The Way Forward », in Geiger Christophe (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change : European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 101-112.

VÉRON Pierre, « Juge et loi du brevet européen à effet unitaire », in Brugières Jean-Michel, Geiger Christophe (dir.), *Penser le droit de la pensée, Mélanges en l'honneur de Michel Vivant*, LexisNexis, Dalloz, 2020, p. 681-694.

Id., « The Rules of Procedure of the Unified Patent Court », in Geiger Christophe (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 205-211.

Id., « Le contentieux de la propriété industrielle en Europe : état des lieux, stratégies et perspectives », in De Werra Jacques (dir.), *La résolution des litiges de propriété intellectuelle*, Schulthess, 2010, p. 53-73.

VIVANT Michel, « Le brevet dans les ADPIC, plus de 20 ans après : le code a changé ? », in Geiger Christophe (dir.), *Le droit international de la propriété intellectuelle lié au commerce : l'Accord sur les ADPIC, bilan et perspectives*, LexisNexis, 2017, p. 179-214.

Id., « Making the European IP System Work: Further Steps to Take », in Geiger Christophe (ed.), *Constructing European Intellectual Property. Achievements and New Perspectives*, Edward Elgar Publishing, 2013, p. 447-449.

WALICKA Dominika, « The Community Trademark and the Community Design - An Example to Follow? », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 29-37.

WALLOT Max, « The Proportionnality Principle in the TRIPS Agreement », in Ullrich Hanns, Hilty Reto, Lamping Matthias, et al. (eds.), *TRIPS plus 20 From Trade Rules to Market Principles*, Springer, 2016, p. 213-243.

WARUSFEL Bertrand, « Juridiction européenne des droits de propriété intellectuelle : entre le souhaitable et le possible », in Geiger Christophe (dir.), *Quel droit des brevets pour l'Union européenne ? - What Patent Law for the European Union?*, LexisNexis, 2013, p. 95-106.

WILLEMS Jan, « The EPLA - Trojan Horse or Gift of the Gods ? The Implementation of a Community Directive Before Its Creation », in Kur Annette, Luginbühl Stefan et Waage Eskil (ed.), *« ... Und sie bewegt sich doch! » : patent law on the move: Festschrift für Gert Kolle und Dieter Stauder zum 65. Geburtstag am 25. April 2005 und 20. Oktober 2005*, Köln, Carl Heymans Verlag, 2005, p. 325-338.

YU Xiang et YIN Conghui, « Intellectual Property Courts in Mainland China », in Geiger Christophe (ed.), *The Intellectual Property System in a Time of Change: European and International Perspectives*, LexisNexis, 2015, p. 283-293.

4. Articles

AERTS Rob J., « The unitary patent and the Biotechnology Directive: is uniform protection of biotechnological inventions ensured? », *European Intellectual Property Review*, 2014, nº 36(9), p. 584-587.

ASENSIO Pedro A. De Miguel,, « Regulation 542/2014 and the international jurisdiction of the Unified Patent Court », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 8, 2014, nº 45, p. 868-888.

AZÉMA Jacques, « Le brevet européen à effet unitaire », *Le Lamy Droit des Affaires*, février 2013, nº 79.

BARAN Agnieszka, « Prawne aspekty ochrony wynalazków w Europie i na świecie », *Economy and Management : quarterly journal of the faculty of management Białystok*, 2013, nº 2, p. 97-105.

BASSIL Nick et VENNER Julia, « Practical implications of the unitary patent system in Europe », *Pharmaceutical Patent Analyst*, 2, septembre 2013, nº 5, p. 585-590.

BEETZ Joeri, « "Current level of transparency at the Unified Patent Court is far below standard" », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 1 septembre 2023, [consulté le 2 juillet 2024]. https://patentblog.kluweriplaw.com/2023/09/01/current-level-of-transparency-at-the-unified-patent-court-is-far-below-standard/

BELAID Islem, CORIZZI Valérie et JACQUET Alexandre, « Règlement (UE) 2019/933 : l'UE rééquilibre le système des Certificats complémentaires de protection (CCP) pour les médicaments en Europe », *Propriété industrielle*, décembre 2023, nº n° 12, ét. 14, p. 9-13.

BENHAMOU Yaniv, « Compensation of Damages for Infringements of Intellectual Property Rights in France, Under Directive 2004/48/EC and Its Transposition Law - New Notions? », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 40, janvier 2009, p. 125-152.

BENTAIEB Kamilia, « Licences FRAND et brevets essentiels : des liens accrus entre normalisation et propriété intellectuelle », *Propriété industrielle*, novembre 2023, nº n° 11, ét. 13, p. 13-17.

BINCTIN Nicolas et NARD Craig Allen, « Brexit et légitimité juridique de la Juridiction unifiée du brevet », *La Semaine juridique — Édition Entreprise et affaires*, octobre 2023, nº 43-44, p. 39-43.

BLAIKIE Duncan et COTTER Catherine, « UPC update : death blow or new opportunity? », *PLC Mag.*, 31(4), 2020, p. 7-8.

BLOK Peter, « A harmonized approach to prohibitory injunctions: reconsidering Article 12 of the Enforcement Directive », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, Vol. 11, No 1, 2016, p. 56-60.

BOISSON Alexis, « La "fondamentalisation" des contentieux relatifs à la propriété intellectuelle », *Revue des affaires européennes (Law & European Affairs)*, 2018, nº 2, p. 259-267.

BONADIO Enrico, « The EU Embraces Enhanced Cooperation In Patent Matters: Towards A Unitary Patent Protection System », *European Journal of Risk Regulation*, 2, Cambridge University Press, septembre 2011, nº 3, p. 416-420.

BORGES Rose-Marie, « Le brevet unitaire européen et la Juridiction du brevet européen : enfin l'aboutissement ? », *Revue de l'Union européenne*, mars 2013, nº 566, p. 148-155.

BOWMAN Jo, « Eco-Patent Commons : pour un partage de brevets écoresponsables », sur *Magazine de l'OMPI* [en ligne], publié le juin 2009.

BROSS Siegried et LAMPING Matthias, « Eyes wide shut », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 49, 2018, nº 8, p. 887-894.

CABRILLAC Rémy, « Un Code européen des affaires, une chance pour la construction européenne », *Recueil Dalloz*, p. 1191, 2019.

CALLENS Pieter et GRANATA Sam, « La compétence internationale de la juridiction unifiée du brevet. Examen critique du règlement (UE) n° 542/2014 », *Revue de Droit Commercial Belge / Tijdschrift voor Belgisch Handelsrecht*, 2016, nº 1, p. 18-38.

CASALONGA Axel, « Le soleil se lève enfin sur la juridiction unifiée du brevet », *Dalloz actualité*, octobre 2021.

CASTANIER Kévin, « Réflexions sur la procédure civile devant la juridiction unifiée du brevet », *Les Petites Affiches*, mai 2023, nº 5, p. 9-18.

CHIARINY Anne-Catherine, « JUB et juridictions nationales : entre concurrence et conflits », *Propriété industrielle*, juin 2023, nº n° 6, ét. 5, p. 10-16.

CHIARINY Anne-Catherine et DHENNE Matthieu, « La juridiction unifiée du brevet : le mirage du droit des brevets ? », *Dalloz IP/IT*, 2021, p. 446.

COUTRON Laurent, « La fin de l'attente : la création d'une juridiction unifiée du brevet », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2014, p. 478— XI -XIX.

Id., « Incompatibilité du projet d'accord sur la juridiction du brevet européen et du brevet communautaire », *Revue trimestrielle de droit européen*, 47(4), octobre 2011, p. 805-810.

D'AVOUT Louis, « La France et l'Allemagne en quête d'un droit des affaires commun. Réflexions sur le développement progressif de l'Europe juridique », *JCP*, n° 22-23, p. 1276, mai 2019.

Id., « L'étonnante initiative en faveur d'un code européen des affaires : Libres propos », *JCP G*, n° 21-22, act. 559, mai 2019.

DE VISSCHER Fernand, « Juridiction européenne des brevets (Unified Patent Court) : il est urgent d'examiner une autre approche, plus réaliste et plus équitable », *Propriété industrielle*, avril 2012, nº 4, étude 8.

DE LANGE Douwe, « EU patent harmonization policy: reconsidering the consequences of the UPCA », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, 16, octobre 2021, nº 10, p. 1078-1090.

DESSEMONTET François, « Los principios del A merican Law Institute : propiedad intelectual y litigios transfronterizos », *InDret, Revista para el analisis del derecho*, 2009, nº 2.

DHENNE Matthieu, « UPC and Proportionality: Will the EU enters through the back door? (From 10xGenomics case to UPC "saisie-contrefaçon") », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 3 mai 2024, [consulté le 3 juin 2024]. https://patentblog.kluweriplaw.com/2024/05/03/upc-and-proportionality-will-the-eu-enters-through-the-back-door-from-10xgenomics-case-to-upc-saisie-contrefacon/

Id., « UPC “saisie-contrefaçon” Part III: the “C-Kore” case », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 22 mars 2024, [consulté le 6 juin 2024]. https://patentblog.kluweriplaw.com/2024/03/22/upc-saisie-contrefacon-part-iii-the-c-kore-case/

DREYFUSS Rochelle, « The EU’s romance with specialized adjudication », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 47, 2016, nº 8, p. 887-890.

DUNLOP Hugh, « What now for the Unified Patents Court following the Brexit referendum? », *European Intellectual Property Review*, 2016, nº 38(10), p. 595-597.

ENGLAND Paul, « In? Out ? What’s it all about? Patent opt-out and withdrawal in the UPC », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, Vol. 9, No 11, novembre 2014, p. 915-922.

GALLOUX Jean-Christophe, « La procédure dans les droits de propriété intellectuelle », *Revue internationale de droit économique*, 4 t. XXIX, 2015, p. 467-481.

GANDÍA SELLENS María Aránzazu, « The Viability of the Unitary Patent Package After the UK’s Ratification of the Agreement on a Unified Patent Court », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 49, février 2018, nº 2, p. 136-152.

GEIGER Christophe, « La fonction sociale des droits de propriété intellectuelle », *Recueil Dalloz*, 2010, p. 510.

GEIGER Christophe et IZYUMENKO Elena, « Shaping Intellectual Property Rights Through Human Rights Adjudication: The Example of the European Court of Human Rights », *Mitchell Hamline Law Review*, 46 (3), article 3, 2020, p. 527-612.

GOMBOS Katalin et ORBAN Endre, « The Hungarian and German constitutional courts refused the ratification of the agreement on a Unified Patent Court. What’s next? », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, Volo. 17, no 1, 2022, p. 35-44.

HARHOFF Dietmar, HOISL Karin, REICHL Bettina *et al.*, *Patent Validation at the Country Level - The Role of Fees and Translation costs*, Ludwig-Maximilians-Universität München, München, 2007.

HELFER Laurence, « The New Innovation Frontier? Intellectual Property and the European Court of Human Rights », *Harvard International Law Journal*, 49, 2008, nº 1.

JAEGER Thomas,., « Reset and Go: The Unitary Patent System Post-Brexit », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 48, mai 2017, nº 3, p. 254-285.

JEULAND Emmanuel, « L'espace judiciaire européen : un ordre juridique interétatique ? », *Revista do processo*, 2010, nº 184, p. 141-153.

KAFI-CHERRAT Omar, « La notification et la signification transfrontières des actes à l'ère du numérique (règlement UE 2020/1784) : des progrès, mais peut mieux faire... », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2022, p. 143.

KAZI Ilya, « Will we ever see a single patent system covering the EU, let alone spanning the Atlantic or Pacific? », *European Intellectual Property Review*, 33, 2011, nº 8, p. 538-542.

KIESEL LE COSQUER Guylène, « Nouvelle Juridiction unifiée du brevet : la force de la France et des Patent litigators français », *Propriété industrielle*, mai 2023, nº n°5, p. 3.

KUPFER Séverine et MEILLER Cédric, « Sept ans de réflexion : une période transitoire pour lever les doutes des justiciables de la future juridiction unifiée du brevet », *Propriété industrielle*, mai 2014, nº 5, ét. 14.

KUR Annette,, « The Enforcement Directive: rough start, happy landing? », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 2004, nº 35, p. 821-830.

LAMBLIN-GOURDIN Anne-Sophie, « Les coopérations renforcées au secours du brevet unique européen ? », *Revue de l'Union européenne*, avril 2012, nº 557, p. 254-269.

LAMPING Matthias et ULLRICH Hanns, « The Impact of Brexit on Unitary Patent Protection and its Court », *Max Planck Institute for Innovation and Competition Research Paper No. 18-20*, 2018.

LARTIGUE Miren, « Juridiction unifiée des brevets : créer un hub européen à Paris », *Gazette du Palais*, février 2022, nº 4, p. 5-6.

LEBEAU Daniel et NIBOYET Marie-Laure, « Regards croisés du processualiste et de l'internationaliste sur le règlement CE du 28 mai 2001 relatif à l'obtention des preuves civiles à l'étranger », *Gazette du Palais*, février 2003, nº 51, p. 6.

LÉVÊQUE François et MÉNIÈRE Yann, « La réforme du système de brevet européen : pourquoi et comment ? », *Réflets et Perspectives*, XLV, 2006, nº 4, p. 11-22.

LUGINBUEHL Stefan, « A stone's throw away from a European Patent Court: the European Patent Litigation Agreement », *European Intellectual Property Review*, 2003, nº 25(6), p. 256-269.

LUGINBUEHL Stefan et KOTZUR Juliane, « The Unified Patent Court's Opt-Out Option – À General Introduction », *GRUR International*, 2023, nº 72(3), p. 250-256.

LUGINBUEHL Stefan et STAUDER Dieter, « Application of Revised Rules on Jurisdiction under Brussels I Regulation to patent lawsuits », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, Vol. 10, n° 2, 2015, p. 135-144.

MAILLARD Renaud et LENOIR Pierre, « Le brevet unitaire : une histoire sans fin ? », *Gazette du palais*, juin 2011, nº 162, p. 24.

MARFÉ Mark, REETZ Alexander, PECNARD Camille *et al.*, « The power of national courts and the Unified Patent Court to grant injunctions: a comparative study », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, 10, mars 2015, nº 3, p. 180-190.

MARTIN Lionel, POCHART David et ZYGAS Sabrina, « UPC already in infringement of article 6 ECHR ? », sur *August-doubouzy.com* [en ligne], publié le 12 février 2014, [consulté le 20 août 2024]. https://www.august-debouzy.com/en/blog/2054-upc-already-in-infringement-of-article-6-echr

MEILLER Cédric et CHAPUIS Vincent, « Brevet : sale temps pour la juridiction unifiée du brevet », *Dalloz actualité*, avril 2020.

MERLOZ Florence, « Un pas en avant vers l'adhésion de l'Union européenne à la CEDH », *Dalloz actualité, 12 avril 2023*.

MICALLEF Sophie, « Déroulement d'une procédure devant la Juridiction unifiée du brevet », *L'Observateur de Bruxelles*, 2023/1, n° 131, p. 18-24.

MICHELET Alain, « La juridiction unifiée du brevet : où en sommes-nous ? », *Propriété industrielle*, mars 2018, nº 3, p. 8-12.

MONTANA Miquel, « The UPC after Brexit: a time bomb swept under the rug », *European Intellectual Property Review*, 45(12), 2023, p. 693-699.

MONTAÑÁ Miquel, « UPC – the great paradox: why the CJEU could bring in "uniform protection" and "equal effect" when interpreting the EU's "external" patent law (e.g. TRIPS),

notwithstanding the futile efforts at keeping its grubby little hands off “internal” patent law », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 20 juin 2022, [consulté le 6 juin 2024]. https://patentblog.kluweriplaw.com/2022/06/20/upc-the-great-paradox-why-the-cjeu-could-bring-in-uniform-protection-and-equal-effect-when-interpreting-the-eus-external-patent-law-e-g-trips-notwithstanding-the-futile-ef/

MULLER-GRAFF Peter-Christian et WRIGHT David, « Conferring Powers on the Unified Patent Court Requires a Two-thirds Majority in Parliament », *GRUR International*, 69(9), 2020, p. 943-954.

NOWICKA Aurelia et SKUBISZ Ryszard, « Pakiet patentowy (ocena z perspektywy Polski) », *Europejski Przegląd Sądowy*, avril 2013, p. 12-23.

ÖZFIRAT Sirin, « Un grand pas au lieu d’une optimisation lente des détails : En faveur d’un code européen du droit des affaires », sur *Codeeuropéendesaffaires.eu* [en ligne], publié le 22 août 2019, [consulté le 22 août 2024]. https://www.codeeuropeendesaffaires.eu/2019/08/22/un-grand-pas-au-lieu-dune-optimisation-lente-des-details-en-faveur-dun-code-europeen-du-droit-des-affaires/#more-2660

PASSA Jérôme, « Le brevet européen à effet unitaire comme “objet de propriété” », *Propr. industr.*, n° 11, ét. 12, novembre 2023.

PILA Justine, « The European Patent: An Old and Vexing Problem », *International & Comparative Law Quarterly*, 62, Cambridge University Press, octobre 2013, nº 4, p. 917-940.

PINCKNEY Richard, « Understanding the transitional provisions of the Agreement on the Unified Patent Court », *European Intellectual Property Review*, 37, 2015, nº 5, p. 268-277.

PISTOIA Emmanuela, « Outsourcing EU law while differentiating European integration - the unitary patent’s identity in the two “Spanish rulings” of 5 May 2015 », *European Law Review*, 41(5), 2016, p. 711-726.

PLOMER Aurora, « A Unitary Patent for a (Dis)United Europe: The Long Shadow of History », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 46, août 2015, nº 5, p. 508-533.

POORE Alasdair, « The European Union patent system: off course or on the rocks? », *European Intellectual Property Review*, 33, 2011, nº 7, p. 409-412.

PUTO Małgorzata, « Dyskryminacja pod względem językowym w systemie jednolitej ochrony patentowej », *Studia iuridica toruniensia*, Tom XVI, p. 231-255.

RAYNARD Jacques, « Le régime du brevet européen unitaire : entre droit matériel, droit national, CBE et droit de l'Union européenne », *Propr. industr.*, n° 6, ét. 4, juin 2023.

RICHARD Vincent, « La refonte du règlement sur l'obtention des preuves en matière civile », *Revue critique de droit international privé*, 2021, p. 67.

Id., « La refonte du règlement sur la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires », *Revue critique de droit international privé*, 2021, p. 349.

RODRIGUEZ Victor, « From national to supranational enforcement in the European patent system », *European Intellectual Property Review*, 34, 2012, nº 6, p. 402-409.

SEMENOV Vadym, « How will it be? Injunctive relief in UPC practice », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, 15(2), février 2020, p. 134-138.

SICHEM Véronique, « Règles et principes », *Actualités en analyse transactionnelle, 2008/3 (N° 127)*, p. 77-79.

SIKORSKI Rafał, « Patent Law Permanent Injunctions and the Reception of Proportionality in the European Union », *Accessible : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4758490*, 13 mars 2024, [consulté le 20 mars 2024].

STOTHERS Christopher, « Rosbif on the menu? The UPC's "mildly exorbitant" long-arm jurisdiction », *European Intellectual Property Review*, 45(5), 2023, p. 245-251.

TILMANN Winfried, « The UPC Agreement and the Unitary Patent Regulation—construction and application », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, 11, juillet 2016, nº 7, p. 545-558.

Id., « Possible impact of the Unitary Patent Regulation and the Unified Patent Court Agreement on Poland », *European Intellectual Property Review*, 37, 2015, nº 9, p. 545-548.

Id., « The Transitional Period of the Agreement on a Unified Patent Court », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, Vol. 9, No. 7, 2014, p. 575-584.

Id., « EUCJ-Opinion 01/09 - Analysis and Consequences », sur *Eplaw.org* [en ligne], publié le 5 avril 2011, [consulté le 25 juin 2021]. http://eplaw.org/eucj-opinion-0109-analysis-and-consequences/

TORREMANS Paul, « Intellectual property puts art.6(1) Brussels I Regulation to the test », *Intellectual Property Quarterly*, 2014, nº 1, p. 1-12.

TREPPOZ Edouard, « La Juridiction unifiée du brevet — Étude de droit international privé », *Propriété industrielle*, ét. 10, octobre 2023, nº 10.

Id., « Le Brexit et la propriété intellectuelle », *Revue trimestrielle de droit européen*, décembre 2017, nº 4, p. 855-863.

Id., « Brevet européen à effet unitaire et juridiction unifiée : une attente récompensée ? », *Revue trimestrielle de droit européen*, 2013, p. 909.

Id., « Le brevet unitaire est-il enfin pour demain ? », *Revue trimestrielle de droit européen*, 47(4), octobre 2011, p. 864-869.

TRIET Grégoire et VIVANT Michel, « Juridiction européenne : une nouvelle donne pour le brevet ? », *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 1, Dossier 4, janvier 2012.

TUMBRIDGE James, « Unified Patent Court : Harmonising Patent Law Throughout Europe ? », *Business Law International*, 15, nº 1, p. 55-66.

UBERTAZZI Luigi Carlo, « Brexit and the EU Patent – Part II: What shall we do? », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, 12, 2017, nº 11, p. 937-953.

VÉRON Pierre, « 1973-2023 : la longue marche vers la Juridiction unifiée du brevet », *Propriété industrielle*, mai 2023, nº n° 5, p. 9-17.

Id., « Le brevet européen à effet unitaire et la Juridiction unfiée du brevet », *Propriété industrielle*, mai 2023, nº n° 5, p. 7-8.

Id., « Extent of the Long-Arm Jurisdiction Conferred upon the Unified Patent Court by art. 71(b)(3) of the Brussels I Regulation as Amended by Regulation 542/2014 of May 15, 2014: Turkish Delight and a bit of Swiss Chocolate for the Unified Patent Court », *European Intellectual Property Review*, 37(9), 2015, p. 588-596.

VÉRON Pierre et BOUCHE Nicolas, « La Juridiction unifiée du brevet. Une révolution dans le contentieux européen », *Cahiers de droit de l'entreprise*, dossier 10, mars 2014, nº 2.

Id., « Le brevet européen à effet unitaire et juridiction unfiée du brevet », *L'Observateur de Bruxelles*, juillet 2013, nº 39, p. 34-39.

VOGEL Louis, « Pour un Code européen des affaires », *D.,* p. 1688, 2018.

WADLOW Christopher, « 'Hamlet without the prince': Can the Unitary Patent Regulation strut its stuff without Articles 6–8? », *Journal of Intellectual Property Law & Practice*, 8, mars 2013, nº 3, p. 207-212.

WSZOŁEK Anna, « Still Unifying? The Future of the Unified Patent Court », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 52, octobre 2021, nº 9, p. 1143-1160.

ZARKA Jean-Claude, « L'arrêt du 13 février 2020 de la Cour constitutionnelle fédérale d'Allemagne, relatif à l'accord sur une Juridiction unifiée du brevet », *Les Petites Affiches*, août 2020, nº 172-173, p. 6-14.

Id., « Brevet unitaire européen : accord historique entre le Parlement et le Conseil », *Recueil Dalloz*, décembre 2012, nº 44, p. 2961.

ZAWADZKA Zofia, « The Unitary Patent Protection – A Voice in the Discussion from the Polish Perspective », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 45, juin 2014, nº 4, p. 383-398.

« Legal and financial concerns: Czech Republic will not ratify UPCA any time soon », sur *Kluwer Patent Blog* [en ligne], publié le 13 septembre 2019.

« Can the UK stay in the UPC system after Brexit? », *GRUR International*, 1, 2017.

« L'avis 2/13 de la Cour de Justice sur l'adhésion de l'Union à la CEDH et après ?, Etude pour la Comission AFCO », 2016.

« ECJ upholds enhanced co-operation on unitary patent », *EU Focus*, 332, 2015, p. 33-34.

« European Union: unitary patent: Treaty on the Functioning of the European Union art.326 - Spain v Council of the European Union (C-274/11) », *International Review of Intellectual Property and Competition Law*, 45(3), 2014, p. 343-345.

5. Textes officiels

« Accord de Luxembourg du 15 décembre 1989 n° 89/695/CEE », JOCE, L 401 du 30.12.1989, p. 0001-0027.

« Accord entre l'Union européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 240, 13.8.2014, p. 1.

« Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 299 du 16.11.2005, p. 62-70.

« Accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 79 du 21.3.2013, p. 4.

« Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet », JOUE C 175/1 du 20.6.2013 p. 1-40.

« Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens », Journal officiel OEB, 12/2001, p. 550-553.

« Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, signé à Marrakech, le 15 avril 1994 », Annexe 1C de l'Accord instituant l'OMC.

« Acte du Conseil du 26 mai 1997 établissant la convention relative à la signification et à la notification dans les États membres de l'Union européenne des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale », (97/C 261/01), JOCE C 261 1997, p. 1.

« Avis de la Commission concernant certains articles de la directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ C-411, 8.11.2016, p. 3-14.

« Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », JOCE, 18.12.2000, C 364/1.

« Comité directeur pour les droits de l'homme, Rapport intérimaire au Comité des Ministres sur les négociations pour l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme », 28 juin 2013, CDDH(2013)R78 Addendum IV.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Livre Vert sur le brevet communautaire et le système des brevets en Europe. Promouvoir l'innovation par le brevet*, Bruxelles, le 24.06.1997, COM(97) 314 final.

Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, Améliorer le système de brevet en Europe, 3.4.2007, COM(2007)165 final.

« Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et Comité économique et social européen et au Comité des régions, Numérisation de la justice au sein de l'Union européenne Une panoplie de possibilités, le 2.12.2020 », COM(2020) 710 final.

« Cons. UE, déc. 10 mars 2011 autorisant une coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection par brevet unitaire », 2011/167/UE.

« Conseil de l'Europe, Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention signé à Strasbourg, le 27 novembre 1963 », Série des traités européens n° 47.

« Convention de Bruxelles de 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », OJ L 299, 31.12.1972, p. 32–42.

« Convention de la Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale », Accessible : https://assets.hcch.net/docs/54f29c24-a77b-4570-ab95-cb5b6907a821.pdf, [consulté le 2 juin 2023].

« Convention de la Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale ».

« Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales telle qu'amendée par les Protocoles n° 11 et n° 14, signée à Rome, le 4 novembre 1950 », Série des traités européens n° 5.

« Convention pour la protection de la propriété industrielle, signé à Paris en 1883 », TRT/PARIS/008.

Décision du Comité administratif de la JUB au titre de l'article 87 (2) de l'AJUB, le 26 juin 2023, D — AC/03/26062023.

Décision du Conseil du 10 mars 2011 autorisant la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection par brevet unitaire, 2011/167/UE, JO L76, p. 53.

Decision of the Administrative Committee under Article 87 (2) UPCA amending the Agreement, 26 juin 2023, D – AC/03/26062023.

« Décision du Conseil, du 25 octobre 1993, concernant la conclusion de la convention sur la diversité biologique », JO L 309 du 13.12.1993, p. 1.

« Décision du Conseil, du 28 mai 2001 relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale », OJ L174, 27.6.2001, p. 25-31.

« Décret n° 2009-1204 du 9 octobre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de propriété intellectuelle », JOFR n° 0236 du 11 octobre 2009.

« Directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites », JO L 157 du 15.6.2016, p. 1–18.

« Directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments vétérinaires », JO L 311 du 28.11.2001, p. 1–66.

« Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain », JO n° L 311 du 28/11/2001 p. 67-128.

« Directive 2002/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires », JO L 26 du 31.1.2003, p. 41–47.

« Directive 2003/8/CE du Conseil, du 27 janvier 2003, visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires », JO L 26 du 31.1.2003, p. 41-47.

« Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle », JOUE du 30.4.2004, L157, 45-86.

« Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale », JO L 136 du 24.5.2008, p. 3–8.

« Directive 2009/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur (version codifiée) », JO L 111 du 5.5.2009, p. 16–22.

« Directive 89/104/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des États membres sur les marques », JO, n° L40, 11.02.1989, p. 1-7.

« Directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques », OJ L 213, 30.7.1998, p. 13–21.

« Draft Agreement on the establishment of a European patent litigation system », Disponible : http://www.schmitt-avocats.fr/NOUVEAUTEEPLADOC/2005%2012%20DRAFT%20EPLA.pdf (Accès le 20 juin 2022), 2005.

« Code de conduite des juges de la Juridiction unifiée du brevet », D — AC/05/24042023_F, 2023, [consulté le 12 décembre 2023]. https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/d-ca_05_24042023_code-of-conduct_f_publication.pdf

Comité administratif de la JUB, Décision en application de l'art. 87(2) de l'AJUB modifiant l'AJUB, D — AC/03/26062023, https://www.unified-patent-court.org/sites/default/files/upc_documents/decision-d_ac_03_26062023_-amendment-upca.pdf (Accès le 10 mai 2024).

« La Convention relative au brevet européen pour le marché commun dite "convention sur le brevet communautaire" signée à Luxembourg le 15 décembre 1975 », JO L 17 du 26.1.1976, p. 1-28.

« La Convention sur le brevet européen du 5 octobre 1973 telle que révisée par l'acte du 17 décembre 1991 et l'acte du 29 novembre 2000 », JO OEB 1/2007, édition spéciale. http://archive.epo.org/epo/pubs/oj007/01_07/special_edition_1_epc_2000.pdf

« Le traité sur la coopération franco-allemande d'Aix-la-Chapelle, dit "le traité d'Elysée 2.0" », 22 janv. 2019, accessible :

https://www.ofaj.org/sites/default/files/media/traite-aix-la-chapelle.pdf, [consulté le 22 août 2024].

« Livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Réflexions et scénarios pour l'UE-27 à l'horizon 2025 », Bruxelles, le 1.3.2017, COM(2017) 2025 final.

« Note informative sur l'introduction de procédures préjudicielles par les juridictions nationales », JO C 297, 5.12.2009, p. 1-6.

« ONU, Convention sur la diversité biologique, signé en juin 1992 à Rio de Janeiro, https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf (accès le 20 mars 2022) ».

« ONU, Déclaration universelle des droits de l'Homme adopté à Paris le 10 décembre 1948 », A/RES/217(III), pp. 71-79.

« ONU, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté à New York le 16 décembre 1966 », A/RES/2200(XXI), pp. 55-63.

« Ordonnance n° 2018-341 du 9 mai 2018 relative au brevet européen à effet unitaire et à la juridiction unifiée du brevet », JORF n° 0107 du 10 mai 2018, texte n° 9.

« Projet de Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, note du Présidium, Bruxelles, 19 octobre 2000 », CHARTE 4473/1/00 REV 1.

« Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle », COM(2003) 46 final.

« Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle », 30.1. 2003, COM(2003) 46 final.

« Proposition de règlement (UE) du Conseil sur les dispositions relatives à la traduction pour le brevet de l'Union européenne, Bruxelles, 30.6.2010 », COM(2010) 350 final.

« Proposition de règlement du Conseil sur le brevet communautaire (COM[2000] 412 final) », JOCE, C 337 E/45 du 28.11.2000 p. 278-290.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Refonte) », 14.12.2010, COM(2010) 748 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments (refonte) », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 231 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques (refonte) », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 223 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection unitaire pour les produits phytopharmaceutiques », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 221 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le certificat complémentaire de protection unitaire pour les médicaments, et modifiant les règlements (UE) 2017/1001, (CE) nº 1901/2006 et (UE) nº 608/2013 », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 222 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (“signification ou notification des actes”) », 31.5.2018, COM(2018) 379 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) nº 6/2002 du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires et abrogeant le règlement (CE) nº 2246/2002 de la Commission », Bruxelles, 28.11.2022, COM(2022) 666 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l’exécution des décisions en matière civile et commerciale », 26.7.2013, COM(2013) 554 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux brevets essentiels à des normes et modifiant le règlement (UE) 2017/1001 », Bruxelles, le 27.4.2023, COM(2023) 232 final.

« Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l’octroi de licences obligatoires pour la gestion de crise et modifiant le règlement (CE) no 816/2006 », 27.4.2023, COM(2023) 224 final.

« Protocole (n° 8) relatif à l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales », OJ C 326, 26.10.2012, p. 273–273.

« Protocole n° 22 sur la position du Danemark annexe au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », JO C 202 du 7.6.2016, p. 298-302.

« Protocole sur le règlement des litiges en matière de contrefaçon et de validicté des brevets communautaires », JOCE, 30.12.89, n° L401, p. 34-44.

« Rapport au CDDH du GROUPE DE NEGOCIATION AD HOC DU CDDH ("46+1") SUR L'ADHESION DE L'UNION EUROPEENNE A LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME », 30 mars 2023, 46+1(2023)35FINAL.

« Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen sur l'application du règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », le 5.12.2007 COM(2007) 769 final.

« Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Rapport 2014 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », Bruxelles, le 8.5.2015, COM(2015) 191 final, SWD(2015) 99 final.

« Rapport sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures et procédures visant à assurer le respect des droits de propriété intellectuelle », COM(2003) 46 – C5-0055/2003 – 2003/0024(COD).

« Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises », L 124, 20.5.2003, pp. 36-41.

« Recommandation de la Commission relative à des mesures visant à lutter contre la contrefaçon et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle », Bruxelles, le 19.3.2024, C(2024) 1739 final.

« Règlement (CE) n o 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer (texte consolidé du 14 juin 2017) », OJ L 399, 30.12.2006, p. 1–32.

« Règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) », JO L 177, 4.7.2008, p. 6-16.

« Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) », OJ L 199, 31.7.2007, p. 40–49.

« Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale », JO L 174 du 27.6.2001, p. 1–24.

« Règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale », JOCE L 160, p. 37-52.

« Règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 nov. 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale ("signification ou notification des actes"), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil », JOUE 2007 L 324, p. 97-120.

« Règlement (CE) n° 1610/96 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 concernant la création d'un certificat complémentaire de protection pour les produits phytopharmaceutiques », JO L 198 du 8.8.1996, p. 30–35.

« Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales », JO n° L 227 du 01/09/1994 p. 0001 - 0030.

« Règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires », JO L 7 du 10.1.2009, p. 1–79.

« Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JO L 12 du 16.1.2001, p. 1–23.

« Règlement (CE) n° 469/2009 du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant le certificat complémentaire de protection pour les médicaments », OJ L 152, 16.6.2009, p. 1–10.

« Règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins ou modèles communautaires », JO L 003, 5.1.2002, p.1.

« Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées », JO L 143 du 30.4.2004, p. 15–39.

« Règlement (CE) N° 861/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (texte consolidé du 14 juin 2017) », OJ L 199, 31.7.2007, p. 1–22.

« Règlement (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte) », JO L 141 du 5.6.2015, p. 19–72.

« Règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne (texte codifié) », JO L 154 du 16.6.2017, p. 1–99.

« Règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (refonte) », JO L 178 du 2.7.2019, p. 1–115.

« Règlement (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relatif aux médicaments vétérinaires et abrogeant la directive 2001/82/CE », JO L 4 du 7.1.2019, p. 43–167.

« Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 1–39.

« Règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (refonte) », OJ L 405, 2.12.2020, p. 40–78.

« Règlement (UE) 2024/1143 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 concernant les indications géographiques relatives au vin, aux boissons spiritueuses et aux produits agricoles, ainsi que les spécialités traditionnelles garanties et les mentions de qualité facultatives pour les produits agricoles, modifiant les règlements (UE) no 1308/2013, (UE)

2019/787 et (UE) 2019/1753 et abrogeant le règlement (UE) no 1151/2012 », JO L, 2024/1143 du 23.4.2024, p. 1-76.

« Règlement (UE) n° 542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer relatives à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux », JO L 163 du 29.5.2014, p. 1–4.

« Règlement (UE) N o 1259/2010 du Conseil du 20 décembre 2010 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps », JOUE, L 343 du 29.12.2010, p. 10-16.

« Règlement (UE) n° 1260/2012 du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 89-92.

« Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen », JO L 201 du 27.7.2012, p. 107–134.

« Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE », 28.8.2014, JOUE L 257, p. 73-114.

« Règlement (UE) no 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale », JOUE L 351 du 20.12.2012, p. 1-32.

« Règlement (UE) no 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet », JOUE L 361 du 31.12.2012, p. 1-8.

« Règlement de procédure de la Juridiction unifiée du brevet, adopté par décision du Comité administratif du 31 août 2022, entré en vigueur le 1er septembre 2022 », https://www.unified-patent-

court.org/sites/default/files/upc_documents/consolidated_rop_fr_updated_cover_page_for_website_publication_0.pdf, [consulté le 20 septembre 2024].

« Résolution du Parlement européen du 4 juillet 2017 contenant des recommandations à la Commission relatives à des normes minimales communes pour les procédures civiles dans l'Union européenne (2015/2084[INL]) », JO C 334/05, 19/9/2018, p. 39-59.

« Résolution sur l'Acte unique européen », JOCE, 12.1.1987, n° C7/105.

« Statut du Conseil de l'Europe, signé à Londres, le 5 mai 1949 », Série des traités européens n° 1.

« Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes », OJ C 340, 10.11.1997, p. 1–144.

« Traité de coopération franco-allemande, signé au palais de l'Elysée », 22 janv. 1963, accessible : https://www.ofaj.org/sites/default/files/media/traite-franco-allemand-de-cooperation.pdf, [consulté le 20 août 2024].

« Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007 », 2007/C 306/01.

« Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes », OJ C 80, 10.3.2001, p. 1–87.

« Traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) signé le 18 avril 1951 », Doc. 11951K/TXT.

« Traité instituant la Communauté économique européenne (CEE), signé à Rome le 25 mars 1957 », 11957E/TXT.

« Traité sur l'Union européenne (version consolidée) », JOUE n° C 326 du 26/10/2012 p. 13-45.

« Traité sur l'Union européenne dit Traité de Maastricht », JO n° C 191 du 29/07/1992 p. 1 - 110.

« Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (version consolidée) », JO C326, 26.10.2012, pp. 47-390.

6. Décisions de justice

CJCE

- CJCE, 12 nov. 1969, aff. 29-69, Erich Stauder c. ville d'Ulm, ECLI:EU:C:1969:57.
- CJCE, 14 mai 1974, aff. 4-73, J. Nold Kohlen und Baustoffgroßhandlung c. Commission des Communautés européennes, ECLI:EU:C:1974:51.
- CJCE, 14 oct. 1976, C-29/76, LTU Lufttransportunternehmen GmbH & Co. KG c. Eurocontrol, ECLI:EU:C:1976:137.
- CJCE, 16 déc. 1976, aff. C-33-76, Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c. Landwirtschaftskammer für das Saarland, ECLI:EU:C:1976:188.
- CJCE, 21 mai 1980, aff. 125/79, Bernard Denilauler c. SNC Couchet Frères, ECLI:EU:C:1980:130.
- CJCE, 10 avr. 1984, Aff. 14/83, Sabine von Colson et Elisabeth Kamann c. Land Nordrhein-Westfalen, Recueil de jurisprudence 1984, p. 01891.
- CJCE, 23 avr. 1986, aff. 294/83, Parti écologiste « Les Verts » c. Parlement européen, ECLI:EU:C:1986:166.
- CJCE, 15 mai 1986, aff. 222/84, Marguerite Johnston c. Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary, ECLI:EU:C:1986:206.
- CJCE, 15 oct. 1987, aff. 222/86, Union nationale des entraîneurs et cadres techniques professionnels du football (Unectef) c. Georges Heylens et a., ECLI:EU:C:1987:442.
- CJCE, 8 déc. 1987, aff. 144/86, Gubisch Maschinenfabrik KG c. Giulio Palumbo, ECLI:EU:C:1987:528.
- CJCE, 5 oct. 1988, Aff. 238/87, AB Volvo c. Erik Veng (UK) Ltd., ECLI:EU:C:1988:477.
- CJCE, 31 mars 1993, C-19/92, Dieter Kraus c. Land Baden-Württemberg, ECLI:EU:C:1993:125.

- CJCE, 6 déc. 1994, C-406/92, Tatry c. Maciej Rataj, ECLI : ECLI:EU:C:1994:400.
- CJCE, 7 mars 1995, C-68/93, Fiona Shevill, et a. c. Presse Alliance SA, ECLI:EU:C:1995:61.
- CJCE, 6 avr. 1995, C-241/91 P et C-242/91 P, Radio Telefis Eireann (RTE) et a. c. Commission des Communautés européennes, ECLI:EU:C:1995:98.
- CJCE, 24 oct. 1996, C-32/95 P, Commission des Communautés européennes c. Lisrestal, ECLI:EU:C:1996:402.
- CJCE, 17 sept. 1997, C-54/96, Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c. Bundesbaugesellschaft Berlin mbH, ECLI:EU:C:1997:413.
- CJCE, 17 nov. 1998, C-391/95, Van Uden Maritime BV, agissant sous le nom Van Uden Africa Line c. Kommanditgesellschaft in Firma Deco-Line e.a., ECLI:EU:C:1998:543.
- CJCE, 16 sept. 1999, C-392/97, Farmitalia Carlo Erba Srl, ECLI:EU:C:1999:416.
- CJCE, 10 mai 2001, C-258/99, BASF AG c. Bureau voor de Industriële Eigendom (BIE), ECLI:EU:C:2001:261.
- CJCE, 9 oct. 2001, C-377/98, Royaume des Pays-Bas c. Parlement européen et a., ECLI:EU:C:2001:523.
- CJCE, 1er oct. 2002, C-167/00, Verein für Konsumenteninformation c. Karl Heinz Henkel, ECLI:EU:C:2002:555.
- CJCE, 29 avr. 2004, C-418/01, IMS Health GmbH & Co. OHG c. NDC Health GmbH & Co. KG., ECLI:EU:C:2004:257.
- CJCE, 8 nov. 2005, C-443/03, Götz Leffler c. Berlin Chemie AG, ECLI:EU:C:2005:665.
- CJCE, 9 févr. 2006, C-473/04, Plumex c. Young Sports NV, ECLI:EU:C:2006:96.
- CJCE, 4 mai 2006, C-431/04, Massachusetts Institute of Technology, ECLI:EU:C:2006:291.

- CJCE, 13 juill. 2006, C-4/03, Gesellschaft für Antriebstechnik mbH & Co. KG c. Lamellen und Kupplungsbau Beteiligungs KG, ECLI:EU:C:2006:457.
- CJCE, 13 juill. 2006, C-539/03, Roche Nederland BV et a. c Frederick Primus et Milton Goldenberg, ECLI:EU:C:2006:458.
- CJCE, 14 déc. 2006, C-316/05, Nokia Corp. c. Joacim Wärdell, ECLI:EU:C:2006:789.
- CJCE, 13 mars 2007, C-432/05, Unibet c. Justitiekanslern, ECLI:EU:C:2007:163.
- CJCE, 29 janv. 2008, C-275/06, Productores de Música de España (Promusicae) c. Telefónica de España SAU, ECLI:EU:C:2008:54.
- CJCE, 3 sept. 2008, C-402/05 P et C-415/05 P, Yassin Abdullah Kadi, Al Barahaat International Foundation c. Conseil de l'UE, ECLI:EU:C:2008:461.

- CJUE, 19 févr. 2009, C-557/07, LSG-Gesellschaft zur Wahrenhmung von Leistungsschutzrechten HmbH c. Tele2 telecommunication GmbH, ECLI:EU:C:2009:107.
- CJUE, 25 juin 2009, C-14/08, Roda Golf & Beach Resort SL, ECLI:EU:C:2009:395.
- CJUE, 2 déc. 2009, C-89/08 P, Commission européenne c. Irlande et a., ECLI:EU:C:2009:742.
- CJUE, 17 déc. 2009, C-197/09 RX-II, M. c. Agence européenne des médicaments (EMEA), ECLI:EU:C:2009:804.
- CJUE, 22 déc. 2010, C-279/09, DEB Deutsche Energiehandels— und Beratungsgesellschaft mbH c. Bundesrepublik Deutschland, ECLI:EU:C:2010:811.
- CJUE, 17 févr. 2011, C-283/09, Artur Weryński c. Mediatel 4B spółka z o.o., ECLI:EU:C:2011:85.
- CJUE, 12 juill. 2011, C-324/09, L'Oréal SA et a. c. eBay International AG et a., ECLI:EU:C:2011:474.
- CJUE, 18 oct. 2011, C-34/10, Oliver Brüstle c. Greenpeace eV, ECLI:EU:C:2011:669.
- CJUE, 18 oct. 2011, C-406/09, Realchemie Nederland BV c. Bayer CropScience AG, ECLI:EU:C:2011:668.
- CJUE, 25 oct. 2011, C-509/09 et C-161/10, eDate Advertising GmbH c. X et O. Martinez, R. Martinez, ECLI:EU:C:2011:685.
- CJUE, 24 nov. 2011, C-322/10, Medeva BV c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2011:773.
- CJUE, 24 nov. 2011, C-422/10, Georgetown University e. a. c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2011:776.

- CJUE, 24 nov. 2011, C-70/10, Scarlet Extended SA c. Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs SCRL (SABAM), ECLI:EU:C:2011:771.

- CJUE, 25 nov. 2011, C-518/10, Yeda Research and Development Company Ltd, Aventis Holdings Inc. c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks,ECLI:EU:C:2011:779.

- CJUE, 25 nov. 2011, C-6/11, Daiichi Sankyo Company c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2011:781.

- CJUE, 16 févr. 2012, C-360/10, Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers CVBA (SABAM) c. Netlog NV, ECLI:EU:C:2012:85.

- CJUE, 19 avr. 2012, C-461/10, Bonnier Audio AB et autres c. Perfect Communication Sweden AB, ECLI:EU:C:2012:219.

- CJUE, 19 avr. 2012, C-523/10, Wintersteiger AG c. Products 4U Sondermaschinenbau GmbH, ECLI:EU:C:2012:220.

- CJUE, 12 juill. 2012, C-616/10, Solvay SA contre Honeywell Fluorine Products Europe BV et a., ECLI:EU:C:2012:445.

- CJUE, 6 sept. 2012, C-619/10, Trade Agency Ltd c. Seramico Investments Ltd, ECLI:EU:C:2012:531.

- CJUE, 6 sept. 2012, C-170/11, Lippens et a. c. Kortekaas et a., ECLI:EU:C:2012:540.

- CJUE, 25 oct. 2012, C-133/11, Folien Fischer AG, Fofitec AG c. Ritrama SpA, ECLI:EU:C:2012:664.

- CJUE, 6 nov. 2012, C-199/11, Europese Gemeenschap c. Otis NV et a., ECLI:EU:C:2012:684.

- CJUE, 15 nov. 2012, C-180/11, Bericap Záródástechnikai bt c. Plastinnova 2000 kft, ECLI:EU:C:2012:717.

- CJUE, 12 déc. 2012, C-325/11, K. et E. Alder c. S. et Cz. Orłowscy, ECLI:EU:C:2012:824.

- CJUE, 21 févr. 2013, C-332/11, ProRail BV c. Xpedys NV et a., ECLI:EU:C:2013:87.
- CJUE, 16 avr. 2013, aff. jointes C-274/11 et C-295/11, Espagne et Italie c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2013:240.
- CJUE, 18 juill. 2013, C-414/11, Daiichi Sankyo Co. Ltd et Sanofi-Aventis Deutschland GmbH c. DEMO Anonymos Viomichaniki kai Emporiki Etairia Farmakon, ECLI:EU:C:2013:520.
- CJUE, 14 nov. 2013, C-210/13, Glaxosmithkline Biologicals SA et a. c. Comptroller General of Patents, Designs and Trade Marks, ECLI:EU:C:2013:762.
- CJUE, 26 nov. 2013, C-58/12 P, Groupe Gascogne SA c. Commission européenne, ECLI:EU:C:2013:770.
- CJUE, 10 avr. 2014, C-435/12, ACI Adam BV et a. c. Stichting de Thuiskopie, Stichting Onderhandelingen Thuiskopie vergoeding, ECLI:EU:C:2014:254.
- CJUE, 19 juin 2014, C-11/13, Bayer CropScience AG c. Deutsches Patent und Markenamt, ECLI:EU:C:2014:2010.
- CJUE, 3 sept. 2014, C-201/13, Johan Deckmyn, et a. c. Helena Vandersteen et a., ECLI:EU:C:2014:2132.
- Concl. de l'avocat général M. Yves Bot, 18 nov. 2014, C-146/13, ECLI:EU:C:2014:2380.
- CJUE [AP], 18 déc. 2014, Avis 2/13, ECLI:EU:C:2014:2454.
- CJUE, 5 mai 2015, C-147/13, Espagne c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2015:299. CJUE [AP], 8 mars 2011, Avis 1/09, ECLI:EU:C:2011:123.
- CJUE, 5 mai 2015, C-146/13, Espagne c. Parlement européen, Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2015:298.
- CJUE, 16 juill. 2015, C-170/13, Huawei Technologies Co. Ltd c. ZTE Corp., ZTE Deutschland GmbH, ECLI:EU:C:2015:477.

- CJUE, 16 juill. 2015, C-580/13, Coty Germany GmbH c. Stadtsparkasse Magdeburg, ECLI:EU:C:2015:485.
- CJUE, 16 sept. 2015, C-519/13, Alpha Bank Cyprus Ltd c. Dau Si Senh et a., ECLI : ECLI:EU:C:2015:603.
- CJUE, 11 nov. 2015, C-223/14, Tecom Mican SL, José Arias Dominguez, ECLI:EU:C:2015:744.
- CJUE, 17 mars 2016, C-99/15, Christian Liffers c. Producciones Mandarina SL, Mediaset España Communicación SA, ECLI:EU:C:2016:173.
- CJUE, 28 avr. 2016, C-384/14, Alta Realitat SL c. Erlock Film ApS et Ulrich Thomsen, ECLI:EU:C:2016:316.
- CJUE, 7 juill. 2016, C-70/15, Emmanuel Lebek c. Janusz Domino, ECLI:EU:C:2016:524.
- CJUE, 28 juill. 2016, C-102/15, Gazdasági Versenyhivatal c. Siemens Aktiengesellschaft Österreich, ECLI:EU:C:2016:607.
- CJUE, 28 juill. 2016, C-57/15, United Video Properties Inc. c. Telenet NV, ECLI:EU:C:2016:611.
- CJUE, 15 sept. 2016, C-484/14, Tobias McFadden c. Sony Music Entertainment Germany GmbH, ECLI:EU:C:2016:689.
- CJUE, 12 janv. 2017, C-411/15 P, Timab Industries et a. c. Commission européenne, ECLI:EU:C:2017:11.
- CJUE, 18 janv. 2017, C-427/15, New Wave CZ, a.s. c. Alltoys, spol. S r. o., ECLI:EU:C:2017:18.
- CJUE, 25 janv. 2017, C-367/15, Stowarzyszenie «Oławska Telewizja Kablowa» c. Stowarzyszenie Filmowców Polskich, ECLI:EU:C:2017:36.
- CJUE, 2 mars 2017, C-354/15, Andrew Marcus Henderson c. Novo Banco SA., ECLI:EU:C:2017:157.

- CJUE, 9 mars 2017, C-551/15, Pula Parking d.o.o. c. Sven Klaus Tederahn, ECLI:EU:C:2017:193.
- CJUE, 15 mars 2017, C-3/16, Aquino, ECLI:EU:C:2017:209.
- CJUE, 7 août 2018, C-521/17, Coöperatieve Vereniging SNB-REACT U.A. c. Deepak Mehta, ECLI:EU:C:2018:639.
- CJUE, 6 sept. 2018, C-21/17, Catlin Europe SE c. O.K. Trans Praha spol. s r.o., ECLI : ECLI:EU:C:2018:675.
- CJUE, 18 oct. 2018, C-149/17, Bastei Lübbe GmbH & Co. KG c. Michael Strotzer, ECLI:EU:C:2018:841.
- CJUE, 29 juill. 2019, C-469/17, Funke Medien NRW GmbH c. Bundesrepublik Deutschland, ECLI:EU:C:2019:623.
- CJUE, 12 sept. 2019, C-688/17, Bayer Pharma AG c. Richter Geodon Vegyészeti Gyár Nyrt., Exeltis Magyarország Gyógyszerkereskedelmi Kft., ECLI:EU:C:2019:722.
- CJUE, 19 nov. 2019, C— 585/18, C— 624/18 et C— 625/18, A. K. c. Krajowa Rada Sądownictwa, et CP, DO c. Sąd Najwyższy, ECLI:EU:C:2019:982.
- CJUE, 4 déc. 2019, C-413/18 P, H c. Conseil de l'Union européenne, ECLI:EU:C:2019:1044.
- CJUE, 18 déc. 2019, C-666/18, IT Developement SAS c. Free Mobile SAS, ECLI:EU:C:2019:1099.
- CJUE, 27 févr. 2020, C-240/18 P, Constantin Film Produktion GmbH c. Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), ECLI:EU:C:2020:118.
- CJUE, 27 févr. 2020, C-25/19, Corporis Sp. z o.o. c. Gefion Insurance A/S, ECLI:EU:C:2020:126.
- CJUE, 9 juillet 2020, C-264/19, Constantin Film Verleih GmbH c. YouTube LLC, Google Inc., ECLI:EU:C:2020:542.

- CJUE, 17 juin 2021, C-597/19, Mircom International Content Management & Consulting (M.I.C.M.) Limited c. Telenet BVBA, ECLI:EU:C:2021:492.
- CJUE, 9 sept. 2021, C-208/20 et C-256/20, Toplofikatsia Sofia et a., ECLI:EU:C:2021:719.
- CJUE, 28 avr. 2022, C-44/21, Phoenix Contact GmbH & Co. KG c. HARTING Deutschland GmbH & Co. KG,Harting Electric GmbH & Co. KG, ECLI:EU:C:2022:309.
- CJUE, 28 avr. 2022, C-531/20, NovaText GmbH c. Ruprecht-Karls-Universitat Heidelberg, ECLI:EU:C:2022:316.
- CJUE, 28 avr. 2022, C-559/20, Koch Media GmbH c. FU, ECLI:EU:C:2022:317.
- CJUE, 5 mai 2022, C-346/21, ING Luxembourg SA c. VX, ECLI:EU:C:2022:368.
- CJUE, 2 juin 2022, C-196/21, SR c. EW, ECLI:EU:C:2022:427.
- CJUE, 7 juill. 2022, C-7/21, LKW WALTER Internationale Transportorganisation AG c. CB et a., ECLI:EU:C:2022:527.
- CJUE, 8 sept. 2022, C-188/22, VP contre KS r., ECLI : ECLI:EU:C:2022:678.
- CJUE, 13 oct. 2022, C-355/21, Perfumesco.pl sp. Z o. o. sp.k. c. Procter & Gamble International Operations SA, ECLI:EU:C:2022:791.
- CJUE, 27 avr. 2023, C-628/21, TB c. Castorama Polska sp. z.o.o., Knor sp.z.o.o., ECLI:EU:C:2023:342.
- CJUE, 5 juin 2023, C-204/21, Commission européenne c. République de Pologne, ECLI:EU:C:2023:442.
- Concl. de l'avocat général M. M. Szpunar, 21 sept. 2023, C-473/22, ECLI:EU:C:2023:699.
- CJUE, 19 oct. 2023, C-655/21, G. ST. T., ECLI:EU:C:2023:791.
- CJUE, 23 nov. 2023, C-201/22, Kopiosto ry c. Telia Finland Oyj, ECLI:EU:C:2023:914.

- CJUE, 11 janv. 2024, C-473/22, Mylan AB c. Gilead Sciences Finland Oy et a., ECLI:EU:C:2024:8.

- Concl. de l'avocat général M. N. Emiliou, 22 févr. 2024, C-339/22, ECLI:EU:C:2024:159.

- Concl. de l'avocat général M. N. Emiliou, 5 sept. 2024, C-339/22, ECLI:EU:C:2024:687.

Cour EDH

- CEDH, 23 juill. 1968, n° 1474/62; 1677/62; 1691/62; 1769/63; 1994/63; 2126/64, affaire « relative à certains aspects du régime lingustique de l'enseignement en Belgique » c. Belgique, ECLI:CE:ECHR:1968:0723JUD 000147462.

- CEDH, 21 févr. 1975, n° 4451/70, Golder c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD 000445170.

- CEDH, 9 oct. 1979, n° 6289/73, Airey c. Irlande, ECLI:CE:ECHR:1979:1009JUD000628973.

- CEDH, 13 mai 1980, n° 6694/74, Artico c. Italie, ECLI:CE:ECHR:1980:0513JUD 000669474.

- Comm. EDH, X. et Y. c. Autriche, 9 déc. 1981, n° 9099/80, ECLI:CE:ECHR:1981:1209DEC 000909980.

- CEDH, 1 oct. 1982, n° 8692/79, Piersack c. Belgique, ECLI:CE:ECHR:1982:1001JUD 000869279.

- CEDH, 8 déc. 1983, n° 7984/77, Pretto et a. c. Italie, ECLI:CE:ECHR:1983:1208JUD 000798477.

- CEDH, 28 juin 1984, n° 7819/77; 7878/77, Campbell et Fell c. Roayume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1984:0628JUD 000781977.

- CEDH, 8 juill. 1986, n° 9006/80, 9262/81; 9263/81; 9265/81; 9266/81; 9313/81; 9405/81, Lithgow et autres c. Roayume-Uni, ECLI:CE:ECHR:1986:0708JUD 000900680.

- Comm. EDH, 4 oct. 1990, n° 12633/87, Smith Kline et French Laboratories Ltd c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:1990:1004DEC001263387.

- CEDH, 23 oct. 1990, n° 11296/84, Moreira de Azevendo c. Portugal, ECLI:CE:ECHR:1990:1023JUD001129684.

- CEDH, 26 févr. 1993, n° 12444/86, Pizzetti c. Italie, ECLI:CE:ECHR:1993:0226JUD001244486.
- CEDH, 22 juin 1993, n° 12914/87, Melin c. France, ECLI:CE:ECHR:1993:0622JUD001291487.
- CEDH, 27 oct. 1993, n° 14448/88, Dombo Beheer B.V. c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:1993:1027JUD 001444888.
- CEDH, 9 déc. 1994, n° 18064/91, Hiro Balani c. Espagne, ECLI:CE:ECHR:1994:1209JUD 001806491.
- CEDH, 26 sept. 1995, n° 18160/91, Diennet c. France, ECLI:CE:ECHR:1995:0926JUD001816091.
- CEDH, 20 nov. 1995, n° 19589/92, British-American Tobacco Company Ltd c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:1995:1120JUD001958992.
- CEDH, 20 févr. 1996, n° 19075/91, Vermeulen c. Belgique [GC], ECLI:CE:ECHR:1996:0220JUD 001907591.
- CEDH, 19 février 1998, n° 8/1997/792/993, Allan Jacobsson c. Suède (n° 2), ECLI:CE:ECHR:1998:0219JUD 001697090.
- CEDH, 3 mars 2000, n° 35376/97, Krčmář et a. c. République tchèque, ECLI:CE:ECHR:2000:0303JUD 003537697.
- CEDH, 6 avr. 2000, n° 35382/97, Comingersoll S.A., c. Portugal [GC], ECLI:CE:ECHR:2000:0406JUD 003538297.
- CEDH, 27 juin 2000, n° 30979/96, Frydlender c. France, ECLI:CE:ECHR:2000:0627JUD003097996.
- CEDH, 19 sept. 2000, n° 32346/96, Glaser c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:2000:0919JUD 003234696.

- CEDH, 7 juin 2001, n° 39594/98, Kress c. France [GC], ECLI:CE:ECHR:2001:0607JUD003959498.
- CEDH, 26 févr. 2002, n° 46800/99, Del Sol c. France, ECLI:CE:ECHR:2002:0226JUD 004680099.
- CEDH, 7 mai 2002, n° 46311/99, McVicar c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:2002:0507JUD 004631199.
- CEDH, 11 juill. 2002, n° 36590/97, Göç c. Turquie, ECLI:CE:ECHR:2002:0711JUD 003659097.
- CEDH, 26 juill. 2002, n° 32911/96, 35237/97, 34595/97, Meftah et a. c. France, ECLI:CE:ECHR:2002:0726JUD 003291196.
- CEDH, 13 févr. 2003, n° 36378/97, Bertuzzi c. France, ECLI:CE:ECHR:2003:0213JUD 003637897.
- CEDH, 15 févr. 2005, n° 68416/01, Steel et Morris c. Royaume-Uni, ECLI:CE:ECHR:2005:0215JUD006841601.
- CEDH, 15 mars 2005, n° 72701/01, Yakovlev c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2005:0315JUD007270101.
- CEDH, 11 janv. 2007, n° 73049/01, Anheuser-Busch Inc. c. Portugal [GC], ECLI:CE:ECHR:2007:0111JUD007304901.
- CEDH, 29 janv. 2008, n° 19247/03, Balan c. Moldavie, ECLI:CE:ECHR:2008:0129JUD001924703.
- CEDH, 12 mai 2009, n° 10750/03, Emilio Gasparini c. l'Italie et la Belgique, ECLI:CE:ECHR:2009:0512DEC 001075003.
- CEDH, 10 déc. 2009, n° 49616/06, Koottummel c. Autriche, ECLI:CE:ECHR:2009:1210JUD 004961606.

- CEDH, 27 avr. 2010, n° 23083/05, Hudáková et a. c. Slovaquie, ECLI:CE:ECHR:2010:0427JUD 002308305.
- CEDH, 15 mars 2011, n° 15093/05, Shandrov c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2011:0315JUD001509305.
- CEDH, 22 mars 2012, n° 19508/07, Granos Organicos Nacionales S.A. c. Allemagne, ECLI:CE:ECHR:2012:0322JUD 001950807.
- CEDH, 3 avr. 2012, n° 37575/04, Boulois c. Luxembourg [GC], ECLI:CE:ECHR:2012:0403JUD 003757504.
- CEDH, 31 juill. 2012, n° 34841/06, Mikryukov et a. c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2012:0731JUD 003484106.
- CEDH, 9 janv. 2013, n° 21722/11, Oleksandr Volkov c. Ukraine, ECLI:CE:ECHR:2013:0109JUD002172211.
- CEDH, 10 janv. 2013, n° 36769/08, Ashby Donald et a. c. France, ECLI:CE:ECHR:2013:0110JUD003676908.
- CEDH, 19 févr. 2013, n° 40397/12, Fredrik Neij et Peter Sunde Kolmisoppi c. la Suède, ECLI:CE:ECHR:2013:0219DEC004039712.
- CEDH, 5 sept. 2013, n° 9815/10, Čepek c. République tchèque, ECLI:CE:ECHR:2013:0905JUD000981510.
- CEDH, 17 mars 2015, n° 47315/13, Adorisio e. a. c. Pays-Bas, ECLI:CE:ECHR:2015:0317DEC 004731513.
- CEDH, 23 févr. 2017, n° 43395/09, de Tommaso c. Italie [GC], ECLI:CE:ECHR:2017:0223JUD004339509.
- CEDH, 22 mai 2018, n° 28621/15, Devinar c. Slovénie, ECLI:CE:ECHR:2018:0522JUD002862115.

- CEDH, 22 janv. 2019, n° 65048/13, Rivera Vazquez et Calleja Delsordo c. Suisse, ECLI:CE:ECHR:2019:0122JUD006504813.
- CEDH, 5 nov. 2019, n° 47341/15, Konkurrenten. no AS c. Norvège, ECLI:CE:ECHR:2019:1105DEC004734115.
- CEDH, 10 juill. 2020, n° 310/15, Mugemangango c. Belgique [GC], ECLI:CE:ECHR:2020:0710JUD 000031015.
- CEDH, 19 janv. 2021, n° 45431/14 et 22769/15, Timofeyev et Postupkin c. Russie, ECLI:CE:ECHR:2021:0119JUD 004543114.
- CEDH, 9 déc. 2021, n° 68437/13, Hamzagić c. Hongrie, ECLI:CE:ECHR:2021:1209JUD006843713.
- CEDH, 15 mars 2022, n° 43572/18, Grzęda c. Pologne [GC], ECLI:CE:ECHR:2022:0315JUD004357218.
- CEDH, 24 mars 2022, n° 5386/10, Zayidov c. Azerbaijan, ECLI:CE:ECHR:2022:0324JUD000538610.
- CEDH, 11 janv. 2024, n° 34/18, Suty c. France, ECLI:CE:ECHR:2024:0111JUD000003418.

- JUB DL Milan, Oerlikon Textile GMBH § Co. KG, c. Himson engineering private limited, 13/06/2023, procedure no. 500663/2023 - CFI no. 127.
- JUB, DL La Haye, Arkyne Technologies S.L. c. Plant-e Knowledge B.V. e. a., 18/10/2023, UPC_CFI_239/2023, App_589842/2023.
- JUB DL Paris, C-KORE Systems Limited c. Novawell, 14/11/2023, UPC_CFI_397/2023.
- JUB, DL Düsseldorf, Aarke AB c. SodaStream Industries Ltd., 16/01/2024, UPC_CFI_373/2023, No. ACT_590837/2023.
- JUB, DL Düsseldorf, Curio Bioscience Inc. c. 10x Genomics, Inc., 26/02/2024, UPC_CFI_463/2023, No. ACT_5164/2024.
- JUB DL Düsseldorf, 10x Genomics, Inc. c. Curio Bioscience Inc., 11/03/2024, CFI_463/2023, ORD_8550/2024.
- JUB DL Düsseldorf, Fujifilm Corporation c. Kodak GmbH et a., 27/03/2024, UPC_CFI_355/2023, ORD_7096/2024.
- JUB, DL Mannheim, Advanced Bionics AG e. a. c. MED-EL Elektromedizinische Geräte Gesellschaft m.b.H., 15/04/2024, UPC_CFI_410/2023, No. ACT_12139/2024.
- JUB, LD Paris, DexCom. Inc. c. Abbott Laboratories e. a., 04/07/2024, UPC_CFI_230/2023, ORD_37297/2024.
- JUB, DC Paris, Microsoft Corporation c. Suinno Mobile & AI Technologies Licencing Oy, 16/09/2024, UPC_CFI_164/2024, No. App_40799/2024.

- CA de la JUB, NanoString Technologies Inc. et a. c. 10x Genomics, Inc., 26/02/2024, UPC_CoA_335/2023, App_576355/2023.
- CA de la JUB, Ocado Innovation Limited c. Autostore AS e a., 10/04/2024, UPC_CoA_404/2023, APL_584498/2023.

- CA de la JUB, Carrier Corporation c. Bitzer Electronics A/S, 28/05/2024, UPC_CoA_22/2024, APL_3507/2024, App_24693/2024, App_21545/2024.
- CA de la JUB, Curio Bioscience Inc. c. 10x Genomics, Inc., 17/05/2024, UPC_CoA_101/2024, APL_12116/2024.
- CA de la JUB, Progress Maschinen § Automation AG c. AWM Srl et Schnell S.p.A., 23/07/2024, UPC_CoA_177/2024, APL_20002/2024.
- CA de la JUB, NEC Corporation c. TCL Industrial Holdings Co., LTD., et a., 29/07/2024, UPC_CoA_69/2024, APL_8972/2024, UPC_CoA_70/2024, APL_8977/2024.
- CA de la JUB, Panasonic Holdings Corporation, c. Xiaomi Technology et a., 05/08/2024, UPC_CoA_86/2024, APL_10370/2024.
- CA de la JUB, Deadalus Prime LLC c. Xiaomi Communications Co. Ltd. et a., 05/08/2024, UPC_CoA_183/2024, APL_21602/2024.
- CA de la JUB, Nera Innovations Ltd. c. Xiaomi Communications Co. Ltd. et a., 06/08/2024, UPC_CoA_205/2024, APL_24585/2024.

OEB

- OEB, G 1/08, Tomates/ETAT D'ISRAEL, 9 décembre 2010, ECLI:EP:BA:2010:G000108.20101209.
- OEB, G 2/07, Broccoli/PLANT BIOSCIENCE, 9 déc. 2010, ECLI:EP:BA:2010:G000207.20101209.
- OEB, R 08/13, 20 mars 2015, ECLI:EP:BA:2015:R000813.20150320.
- OEB, G 2/12, State of Israel, Unilever N.V., 25 mars 2015, ECLI:EP:BA:2015:G000212.20150325.
- OEB, G 2/13, Plant Bioscience Limited, Syngenta Participations AG e.a., 25 mars 2015, ECLI:EP:BA:2015:G000213.20150325.
- OEB, G3/19, Poivron (suite de Tomates II et Broccoli II), 14 mai 2020, ECLI:EP:BA:2020:G000319.20200514.

Autres juridictions

- eBay Inc. v. MercExchange, L. L. C., 547 U.S. 388 (2006).
- HTC Corporation v Nokia Corporation [2013] EWHC 3778 (Pat), Patents Court, England and Wales, 3 December 2013.
- BPatG, 18. Dezember 2013, 5 Ni 31/11 (EP).
- BVerfG, Beschluss des Zweiten Senats vom 13. Februar 2020, 2 BvR 739/17.
- High Court of Justice, 22/07/2020, [2020] EWHC 1968 (Pat) Claim Nos: HP-2017-000085 & HP-2019-000019.
- BVerfG, decision of 23.06.2021, 2 BvR 2216/20 and 2 BvR 2217/20.
- CA Paris, 24 févr. 2023, n° 20/18820.
- EUIPO, Decision of the Grand Board, 16 mai 2024, R 260/2021-G.

7. *Autres*

« Analysis of prospective economic effects related to the implementation of the system of unitary patent protection in Poland », Deloitte, 2012.

« EPO Conference, The Unitary Patent system –a game-changer for innovation in Europe, accessible : https://www.youtube.com/watch?v=cLbl-Ay8Wv0&themeRefresh=1 », 2022, [consulté le 14 janvier 2023].

« European Commission, Directorate-General for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs, Vandermeulen, B., Mangal, N., Guichardaz, R., "Compulsory licensing of intellectual property rights : final study report", 2023, Publications Office of the European Union. https://data.europa.eu/doi/10.2873/514 (Accès le 20 juillet 2023) », [s. l.].

« Fundamental Rights Report - 2024 », European Union Agency for Fundamental Rights, 2024.

« Guide pratique pour l'application du règlement relatif à l'obtention des preuves », Disponible : https://e-justice.europa.eu/374/FR/taking_evidence (Accès le 29 juin 2023).

« Guide sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme — Droit à un procès équitable (volet civil) », Mis à jour au 31 août 2022, Accessible : https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/guide_art_6_fra, [consulté le 20 septembre 2024].

« Inauguration ceremony of the Milan (IT) section of the central division of the Unified Patent Court », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 4 juillet 2024, [consulté le 19 juillet 2024]. https://www.unified-patent-court.org/en/news/inauguration-ceremony-milan-it-section-central-division-unified-patent-court

« Interpretative note — Consequences of the application of Article 83 UPCA », sur *Https://www.unified-patent-court.org/en/news/interpretative-note-consequences-application-article-83-upca* [en ligne], publié le 29 janvier 2014.

« National measures relating to the Unitary Patent. Overview of the most important national measures in the participating Member States having ratified the Agreement on a Unified Patent Court », Office européen des brevets, 2022.

« Opening of the Milan (IT) section of the central division », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 26 juin 2024, [consulté le 19 juillet 2024]. https://www.unified-patent-court.org/en/news/opening-milan-it-section-central-division

« Romania becomes the 18th Member State to ratify the Agreement on a Unified Patent Court (UPCA) », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 4 juin 2024.

« Signature of the Headquarters Agreement between Italy and the Unified Patent Court », sur *Site officiel de la JUB* [en ligne], publié le 8 février 2024, [consulté le 19 juillet 2024]. https://www.unified-patent-court.org/en/news/signature-headquarters-agreement-between-italy-and-unified-patent-court

« Tech Day 2022 de l'OEB : accélérer l'innovation durable », publié le 23 février 2022. https://www.epo.org/fr/news-events/news/tech-day-2022-de-loeb-accelerer-linnovation-durable

« Unified Patent Court, Statement made on 20 July 2020 by Amanda Sollway, https://questions-statements.parliament.uk/written-statements/detail/2020-07-20/HCWS395 », [consulté le 12 juin 2023]. https://questions-statements.parliament.uk/written-statements/detail/2020-07-20/HCWS395

LETTA Enrico, « Much more than market - Speed, Security, Solidarity. Empowering the Single Market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU Citizens », 2024. https://www.consilium.europa.eu/media/ny3j24sm/much-more-than-a-market-report-by-enrico-letta.pdf

SCHOUTEN Gertie, « White Paper: Preparing for the Unitary Patent », Wolters Kluwer, 2022.

VON DER LEYEN Ursula, « Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024-2029 », Strasbourg, 2024.

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Les chiffres renvoient aux numéros des paragraphes)

A

Autonomie procédurale (principe de) n° 48 et s.

B

BEN n° 462 et s.

C

CCP n° 459 et s., 508

Centre de médiation et d'arbitrage n° 567

Charte des DFUE

- Influence n° 144 et s.
- Liens avec la CEDH n° 53 et s.
- Mise en œuvre n° 147 et s.

Contentieux des brevets en Europe

- Caractère complexe n° 21
- Caractère imprévisible n° 22
- Enjeux linguistiques n° 6, 548 et s.
- Enjeux financiers n° 20
- Enjeux politiques n° 15 et s.

Coopération judiciaire

- Champ d'application n° 180
- Règlement 2020/1783 (Voir Obtention des preuves)
- Règlement 2020/1784 n° 208 et s.
- Règlement 1215/2012 n° 223 et s.
- Règlement 542/2014 n° 225, 269 et s.
- Sources n° 56 et s.

Coopération renforcée n° 489 et s.

Cour d'appel de la JUB n° 531 et s., 544, 552

D

Directive 2004/48

- Présentation générale n° 61,
- Flexibilité n° 392 et s.
- Notions autonomes n° 403 et s.

Divisions de la JUB

- Centrales n° 523 et s., 543, 551

- Locales n° 526, 541, 549
- Régionale n° 527, 542, 549

Droit européen des affaires (projet de codification de) n° 623 et s.

Droits fondamentaux

– Définition n° 77
– Devant OEB n° 141
– Propriété intellectuelle n° 155 et s.
– Rôle n° 81

Droit international privé (projet de codification de) n° 615

E

Effectivité (principe de) n° 304 et s.

I

Inventions biotechnologiques n° 457 et s.

J

Juges devant la JUB

– Techniques n° 133, 538 et s.
– Juridiques n° 135, 536 et s.

M

Mémoire préventif n° 94

Mesures provisoires

- Compétence n° 244 et s.
- Directive 2004/48 n° 332 et s.
- Devant la JUB n° 335, 342
- Enjeux en droit des brevets n° 339 et s.

O

Obtention des preuves

- Règlement 2020/1783 n° 184 et s.
- Devant la JUB n° 110, n° 196 et s., 350 et s.
- Directive 2004/48 n° 348
- Droit d'information n° 357 et s.
- Saisie 353 et s.

Opt-out n° 501 et s.

P

Procédure civile (projet d'harmonisation de) n° 597 et s.

Procédure devant la JUB n° 110 et s.

Procédure d'opposition n° 19

Procès équitable

– Administration des preuves n° 90
– Aide juridictionnelle n° 102
– Contradictoire n° 92
– Délai raisonnable n° 106
– Équité de la procédure n° 89 et s.
– Impartialité n° 124
– Indépendance n° 123
– Motivation des décisions n° 96
– Publicité n° 115 et s.
– Représentation n° 100

Proportionnalité (principe de)

– Définition n° 158 et s., 315
– Conflits des droits n° 165 et s.

S

Sanctions

- Injonctions n° 362 et s.
- Dommages-intérêts n° 373 et s.
- Autres mesures réparatrices 378 et s.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS ..... **III**

SOMMAIRE ..... **V**

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS ..... **VII**

INTRODUCTION **1**

Section 1 : Le chemin tortueux vers la Juridiction unifiée du brevet 8

§1 : Le chemin emprunté par la quête de l'effectivité du droit des brevets 8

A. Le brevet : un véhicule de l'innovation 8

B. Le contentieux de brevet : le maillon faible 11

1° Un manque de compétitivité et d'attractivité à l'échelle internationale 12

2° Un manque d'accessibilité et de cohérence à l'échelle européenne 14

§2 : Le chemin sillonné par la quête de la primauté du droit de l'UE 18

A. L'UE : un acteur présent, mais concurrencé 18

1° L'échec du brevet communautaire : le projet prématuré 19

2° Les adaptations des projets successifs : le nécessaire compromis ... 22

B. L'UE : un acteur reconnu, mais controversé 27

1° L'ombre du Brexit : le rejet du droit de l'UE 28

2° L'ombre des recours : la remise en cause infructueuse 29

Section 2 : La place incertaine de la CJUE 32

§1 : Le droit processuel civil de l'UE : un ancrage existant au droit de l'UE 33

A. Le droit processuel civil de l'UE : une notion à signification variée 33

B. Le droit processuel civil de l'UE : un droit aux sources éparpillées 36

1° La source générale 36

2° Les sources spéciales 39

§2 : Le droit processuel civil de l'UE : un ancrage suffisant au droit de l'UE ? 43

A. Les règles de procédure de la JUB : statu quo par rapport au droit processuel de l'UE 44

B. Le statu quo : une réponse adaptée et suffisante ? 46

PARTIE 1 : L'ÉTENDUE LIMITÉE DU RÔLE DE LA CJUE À L'AUNE DE LA JUB 51

TITRE 1 : L'INTÉGRATION DES *ACQUIS* D'APPLICATION HORIZONTALE 53

Chapitre 1 : L'intégration formelle des droits fondamentaux 55

Section 1 : Le droit à un procès équitable : le rôle de la CJUE cantonné 59

§1 : Le standard procédural européen 60

A. Les garanties procédurales riches 62

1° Les garanties tenant à l'équité de la procédure 62

a. Les garanties directement découlant de l'équité 62

b. Les garanties indirectement renforçant l'équité 70

2° Les garanties tenant à la procédure 75

a. Le délai de la procédure : une approche stricte retenue par la JUB 75

b. La publicité de la procédure 87

B. Les garanties institutionnelles controversées à l'aune de la JUB 91

1° L'étendue des garanties 91

2° Les controverses à l'aune de la JUB 95

a. L'indépendance à l'épreuve de la JUB 95

b. L'impartialité à l'épreuve de la JUB 97

§2 : Le renvoi préjudiciel rare 100

A. Le renvoi préjudiciel souhaitable 100

B. Le renvoi préjudiciel exceptionnel 103

1° L'influence de la Charte limitée 103

2° La mise en œuvre de la Charte conditionnée 105

Section 2 : Les relations entre les droits fondamentaux : le rôle de la CJUE affirmé 107

§1 : Le principe de proportionnalité : définition 107

A. La proportionnalité et sa rencontre avec la propriété intellectuelle 108

B. La proportionnalité et son caractère polysémique 111

§2 : Le principe de proportionnalité : exemples d'application 116

A. L'application principalement en dehors du droit des brevets 116

B. Le droit des brevets : un rôle envisageable ? 121

CONCLUSION DU CHAPITRE 1 127

Chapitre 2 : L'intégration perfectible des règles de la coopération judiciaire 129

Section 1 : L'intégration des Règlements spécifiques par le biais d'un renvoi 131

§1 : Le Règlement « obtention des preuves » : le renvoi utile à effet mitigé 131

A. Le Règlement à fort potentiel 132

B. L'apport mitigé pour la JUB 137

1° Le renvoi lapidaire 138

2° L'apport mesuré 140

§2 : Le Règlement « notification et signification des actes » : le renvoi utile à effet pratique 143

A. Le Règlement aux contours restreints 146

B. L'apport pratique pour la JUB 152

Section 2 : L'intégration du Règlement Bruxelles I bis par le biais d'un règlement spécifique 157

§1 : L'intégration des règles générales classiques 161

A. Les règles à application bien établie 161

1° Les règles portant sur la compétence judiciaire 162

a. La compétence pour statuer sur le fond 162

b. La compétence pour statuer sur les mesures provisoires 172

2° Les règles portant sur la reconnaissance des décisions 174

B. Les règles lis pendis et connexité à application polémique 176

1° Le cadre juridique général 176

2° Les potentielles difficultés d'application 178

§2 : La création des règles spéciales nouvelles 183

A. L'extension des règles aux défendeurs domiciliés hors UE 184

1° L'étendue de l'extension des règles aux défendeurs domiciliés hors UE 184

2° L'impact mesuré de l'extension des règles aux défendeurs domiciliés hors UE 186

B. La disposition controversée sur la réparation du préjudice subi hors UE 187

CONCLUSION DU CHAPITRE 2 192

CONCLUSION DU TITRE 1 195

TITRE 2 : L'INTÉGRATION DES *ACQUIS* D'APPLICATION VERTICALE 197

Chapitre 1 : Le cadre juridique riche 200

Section 1 : Les principes généraux 200

§1 : L'effectivité : le principe traditionnel du droit de l'UE 203

A. L'effectivité en tant que telle 203

B. Les corollaires du principe d'effectivité 205

§2 : La proportionnalité : le nécessaire renouvèlement de la notion 208

A. La définition traditionnelle à l'épreuve de la JUB 208

B. La clarification souhaitable à l'aune de la JUB 212

Section 2 : Les règles minimales 213

§1 : Les préalables à l'action en contrefaçon 216

A. Les mesures provisoires et conservatoires 216

1° L'extension du champ d'application des mesures provisoires dans l'AJUB 216

a. Les contours du standard minimal 216

b. Le cadre précisé dans l'AJUB 219

2° L'application des mesures provisoires en matière des brevets 219

a. Une application différenciée dans les États membres de l'UE 220

b. Une promesse d'une harmonisation à l'aune de la JUB 222

B. La preuve de la contrefaçon 224

1° Les dispositions générales 225

2° Les mécanismes spécifiques 227

a. La saisie : une notion renouvelée à l'aune de la JUB 227

b. Le droit d'information : un rôle probatoire 230

§2 : Les sanctions de la contrefaçon 231

A. Les injonctions 232

1° Le cadre européen insuffisant 232

2° L'harmonisation complémentaire attendue de la JUB 237

B. Les mesures réparatrices 239

1° Les dommages-intérêts : un intérêt limité 239

2° Les autres mesures réparatrices 241

CONCLUSION DU CHAPITRE 1 244

Chapitre 2 : Le cadre juridique limité 246

Section 1 : Le rôle de la CJUE limité 246

§1 : Les limitations diverses du rôle de la CJUE 246

A. Les limitations inhérentes à la nature même de la directive 246

B. L'application flexible de la Directive 2004/48 248

§2 : Les illustrations jurisprudentielles 250

A. Les contours du rôle actif de la CJUE 250

1° La CJUE : garante des droits fondamentaux 251

2° La CJUE : créatrice des notions autonomes 252

B. Les limites du rôle de la CJUE 254

1° Les réponses circonscrites par un standard minimal 254

2° Les réponses circonscrites par des faits spécifiques 256

Section 2 : Le rôle de la CJUE conditionné 258

§1 : Le dialogue souhaitable : un gage de cohérence 258

§2 : Le dialogue envisageable : un doute sur l'effectivité 260

A. Le dialogue à l'épreuve des limitations inhérentes à la directive 260

B. Le dialogue à l'épreuve des limitations inhérentes à la JUB 261

1° La limitation tenant au caractère complexe du droit des brevets 261

2° La limitation tenant à la célérité de la procédure 263

CONCLUSION DU CHAPITRE 2 265

CONCLUSION DU TITRE 2 267

CONCLUSION DE LA PARTIE 1 269

PARTIE 2 : LE RENFORCEMENT NÉCESSAIRE DU RÔLE DE LA CJUE À L'AUNE DE LA JUB 271

TITRE 1 : LES JUSTIFICATIONS DU RENFORCEMENT DU RÔLE DE LA CJUE 272

Chapitre 1 : Les justifications juridiques : la recherche de cohérence 273

Section 1 : La cohérence face à la multiplicité des droits applicables 273

§1 : La prédominance des règles externes au droit de l'UE 273

A. L'absence de l'harmonisation du droit des brevets à l'échelle du droit de l'UE 274

1° L'absence du titre unifié 274
2° Les contours limités du droit de l'UE 278
B. Les conséquences sur l'office du juge 284
1° L'application minime du droit de l'UE 284
2° Le concours de la CJUE très limité 288
§2 : L'apparence d'unité du droit applicable à la procédure 290
A. Les dispositions prévues : un risque des interprétations variées 290
B. Le concours des dispositions complémentaires 291
Section 2 : La cohérence face aux limitations territoriales temporaires 292
§1 : La compétence limitée par rapport au nombre réduit des États membres 292
A. La fragmentation : un fruit de la procédure de la coopération renforcée 292
B. La fragmentation : une source de la complexité 297
§2 : La compétence limitée par rapport au mécanisme de « l'opt-out » 298
A. Le mécanisme a priori limpide de « l'opt-out » 298
1° La notion d'opt-out 298
2° L'application d'opt-out 300
B. Les effets non négligeables de « l'opt-out » 303
1° Les difficultés dans la définition des effets 303
2° Le forum shopping subsistant à défaut de l'opt-out 306
CONCLUSION DU CHAPITRE 1 307
Chapitre 2 : Les justifications pratiques : la recherche d'application uniforme du droit 308
Section 1 : L'application uniforme à l'épreuve de la structure inouïe de la JUB 308
§1 : La multiterritorialité de la JUB 308
A. La multiplicité des divisions de première instance 309
B. Le rôle crucial de la cour d'appel 315
§2 : La multinationalité de la JUB 317
A. La multinationalité dans la composition de la JUB 318
B. La multinationalité dans les langues de procédure de la JUB 325
1° La complexité pressentie 325
2° La complexité non confirmée 329
Section 2 : L'application uniforme à l'épreuve du forum shopping 335

§1 : Les hypothèses de la compétence concurrente entre les juridictions 335
A. La concurrence interne entre les divisions de la JUB 335
B. La concurrence externe entre la JUB et les juridictions nationales..... 340
§2 : Les conséquences de la concurrence entre juridictions..... 343
A. Les stratégies procédurales poussées comme une conséquence première 343
B. L'harmonisation du droit processuel comme un remède évident 346
CONCLUSION DU CHAPITRE 2 348
CONCLUSION DU TITRE 1..... 350
TITRE 2 : LES PROPOSITIONS DU RENFORCEMENT DU RÔLE DE LA CJUE 353
Chapitre 1 : Les propositions de l'harmonisation horizontale 354
Section 1 : Les projets de l'harmonisation du droit de procédure civile..... 354
§1 : Les projets présentés 354
A. Le modèle international..... 354
B. Le modèle européen 356
§2 : Le potentiel apport à la JUB..... 358
A. L'apport théorique certain..... 358
B. L'apport pratique limité 359
Section 2 : Les projets de l'harmonisation ayant une incidence directe sur le droit des brevets 360
§1 : Les propositions visant le droit international privé..... 360
A. Les propositions variées..... 360
B. L'apport limité des propositions à l'aune de la JUB..... 362
§2 : La proposition du Code européen des affaires..... 363
A. Le projet ambitieux 364
B. Le projet à fort potentiel..... 365
CONCLUSION DU CHAPITRE 1 368
Chapitre 2 : Les propositions de l'harmonisation verticale 370
Section 1 : L'harmonisation propre au droit des brevets 370
§1 : Le règlement européen applicable au droit des brevets 371
A. La proposition souhaitable 371

1° Les motivations diversifiées 371
2° La réalisation proposée 373
B. La proposition (trop) ambitieuse 375
§ 2 : Le règlement européen applicable au contentieux du droit des brevets 376
A. La proposition réaliste mettant en valeur la pratique de la JUB 377
B. La proposition envisageable dans deux variantes 378
1° L'option 1 : Le Règlement portant sur les notions essentielles 378
2° L'option 2 : Le Règlement portant sur la procédure du droit de l'UE 379
Section 2 : L'harmonisation propre aux droits de la propriété intellectuelle 381
§1 : Le Règlement dans la lignée de la Directive 2004/48 381
§2 : Le Règlement dans la lignée des acquis en matière de la propriété industrielle 382
CONCLUSION DU CHAPITRE 2 384
CONCLUSION DU TITRE 2 385
CONCLUSION DE LA PARTIE 2 387
CONCLUSION GÉNÉRALE 389
ANNEXE 1 : ANALYSE DES DÉCISIONS DE LA CJUE 395
ANNEXE 2 : EUROPES DU BREVET 412
RÉSUMÉ DE THESE EN ANGLAIS 413
LISTE DES SCHÉMAS 419
BIBLIOGRAPHIE 421
1. Ouvrages généraux, traités, manuels 421
2. Ouvrages spéciaux, thèses et monographies 422
3. Ouvrages collectifs, actes de colloques 425
4. Articles 436
5. Textes officiels 446
6. Décisions de justice 457
CJCE 457
CJUE 460

Cour EDH 467
JUB 472
OEB 474
Autres juridictions 474
7. Autres 475
INDEX ALPHABÉTIQUE 477
TABLE DES MATIÈRES 481

Anna LAWRYNOWICZ-DREWEK

Le droit processuel civil de l'Union européenne appliqué au contentieux des brevets à l'aune de la Juridiction unifiée du brevet

Résumé

La Juridiction unifiée du brevet (JUB), une nouvelle juridiction internationale spécialisée dans le contentieux des brevets européens, est soumise au respect du droit de l'Union européenne. Ce dernier, toutefois, demeure éparpillé et incomplet en matière de la procédure civile. La question du rôle effectif de la CJUE dans l'interprétation des règles procédurales de la JUB représente un intérêt majeur. Or, l'analyse approfondie des règles européennes et celles propres à la JUB conduisent au constat que ce rôle demeure à ce jour limité. L'absence de renforcement du rôle de la CJUE conduit à un risque de l'incohérence du droit de l'UE, de son application non uniforme ainsi que, de point de vue stratégique, à un forum shopping prononcé réduisant l'attractivité de la nouvelle juridiction spécialisée. Pour remédier à cette situation, la thèse suggère une série des propositions visant à renforcer le rôle de la CJUE en la matière, tantôt à travers des instruments horizontaux que spéciaux.

Mots clés : Brevet européen ; Brevet européen à effet unitaire ; Contentieux civil ; Contentieux des brevets ; Contrefaçon de brevet ; Droit de l'Union européenne ; Droit de procédure civile ; Droit international privé ; Droit processuel ; Droits de l'Homme ; Garanties procédurales ; Juridiction internationale ; Juridiction spécialisée ; Juridiction unifiée du brevet.

Résumé en anglais

The Unified Patent Court, a new international jurisdiction specializing in European patent litigation, is subject to European Union law. European Union law, however, remains scattered and incomplete when it comes to civil procedure. The question of the CJEU's effective role in interpreting the UPC's procedural rules is of major interest. However, an in-depth analysis of the European rules and those specific to the UPC leads to the conclusion that this role remains limited to date. The failure to strengthen the role of the CJEU leads to a risk of inconsistency in EU law and its non-uniform application, as well as, from a strategic point of view, to pronounced forum shopping, reducing the attractiveness of the new specialized jurisdiction. To remedy this situation, the thesis suggests a series of proposals aimed at strengthening the CJEU's role in this area, both through horizontal and special instruments.

Keywords: European patent; European patent with unitary effect; Civil litigation; Enforcement of Patent Rights; Patent litigation; Patent infringement; European Union law; Civil procedure law; International private law; Procedural law; Human rights; Procedural safeguards; International court; Specialized court; Unified patent court.